Commune de DURMIGNAT (63)

Elaboration du Plan Local d'Urbanisme

1.a

RAPPORT DE PRESENTATION

Diagnostic territorial



PLU

Prescription le : 06/04/2024

Arrêt le : 16/12/2025

Approbation le : 21/09/2026

Référence : 51506

EODD ingénieurs conseils

REALITES & DESCOEUR
49, Rue des Salins - 63000 Clermont-Ferrand
Tél : 04 73 35 16 26 realitesetdescoeur@realites-be.fr
www.realites-be.fr

RÉALITÉS & DESCOEUR

SOMMAIRE

Sommaire 2
A. Préambule 4
1.1. Le PLU *4*
1.2. La procédure d'Elaboration du PLU *5*
B. Principales conclusions du diagnostic 6
1. LE TERRITOIRE COMMUNAL 6
C. etat initial de l'environnement 10
D. diagnostic territorial 11
1. COOPERATIONS INTERCOMMUNALES ET REGLES SUPRA-COMMUNALES 11
1.1. Les groupements intercommunaux *11*
1.2. Les règles supra-communales qui s'imposent à la commune *13*
1. DONNEES SOCIODEMOGRAPHIQUES 22
1.1. Contexte général *22*
1.2. Une croissance en dents de scie *23*
1.3. Un solde migratoire positif *24*
1.4. Une population en phase de rajeunissement *25*
1.5. Redressement de la taille des ménages *26*
1.6. Une majorité de couples sans enfant *26*
1.7. Une diminution de la population active et une disparition des ouvriers *26*
1.8. Le niveau de revenu *27*
1.9. Le SCOT des Combrailles *27*
1.10. Les perspectives de développement de la population communale *27*
2. HABITAT 31
2.1. Une production de logements en augmentation *31*
2.2. Typologie du parc des logements *31*
2.3. Caractéristiques des résidences principales *33*
2.4. Une majorité de propriétaires *33*
2.5. Les enjeux ressortis des études intercommunales *34*
2.6. La dynamique des permis de construire et les projets *35*
2.7. La dynamique de logements à envisager ces prochaines années *35*
2.8. Le SCOT des Combrailles *36*
3. ECONOMIE 37
3.1. La structure de l'emploi *37*
3.2. L'équipement commercial et de services *38*
3.3. L'agriculture *39*
3.4. L'économie forestière *58*
3.5. Le tourisme *61*
3.6. Le SCOT des COMBRAILLES *61*
4. LES DEPLACEMENTS 63
4.1. contexte intercommunal *63*
4.2. Déplacements domicile-emploi *65*
4.3. Les transports routiers *65*
4.4. Une offre alternative peu concurrentielle *66*
4.5. Le stationnement *67*
4.6. Le SCOT *68*
5. EQUIPEMENTS ET RESEAUX 69

5.1. Les équipements publics ... 69
5.2. Les réseaux et services publics de distribution ... 71
6. L'OCCUPATION DU TERRITOIRE ET LA CONSOMMATION FONCIERE ... 78
6.1. Artificialisation des sols ... 78
6.2. CONSOMMATION D'ESPACES ENTRE LE 01 / 01 / 2011 ET LE 31 / 12 / 2023 ISSUE DES FICHIERS FONCIERS ... 78
6.3. Occupation générale du territoire ... 80
6.4. Occupation générale du territoire – Données DDT63 au 09/10/2024 ... 85
7. L'ORGANISATION URBAINE ... 90
7.1. Formes urbaines ... 92
7.2. Le Bourg de Durmignat ... 93
7.3. Les lieux-dits ... 94
7.4. Les capacités d'accueil théoriques ... 98
7.5. Le SCOT des Combrailles ... 110
7.6. Perspectives démographiques et foncières ... 110
8. LES ENTITES PAYSAGERES ... 116
8.1. Contexte général ... 116
8.2. Les paysages de Durmignat ... 117
8.3. Les menaces ... 121
9. LE PATRIMOINE ET L'ARCHITECTURE ... 124
9.1. Rappels de quelques éléments historiques ... 124
9.2. Le patrimoine archéologique ... 125
9.3. Patrimoine architectural majeur ... 125
9.4. Patrimoine religieux ... 125
9.5. Le bâti traditionnel ... 126
9.6. Le petit patrimoine rural ... 129
E. Bibliographie ... 131

A. PREAMBULE

La commune de Durmignat a prescrit l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme par délibération en Conseil Municipal du 6 avril 2024.

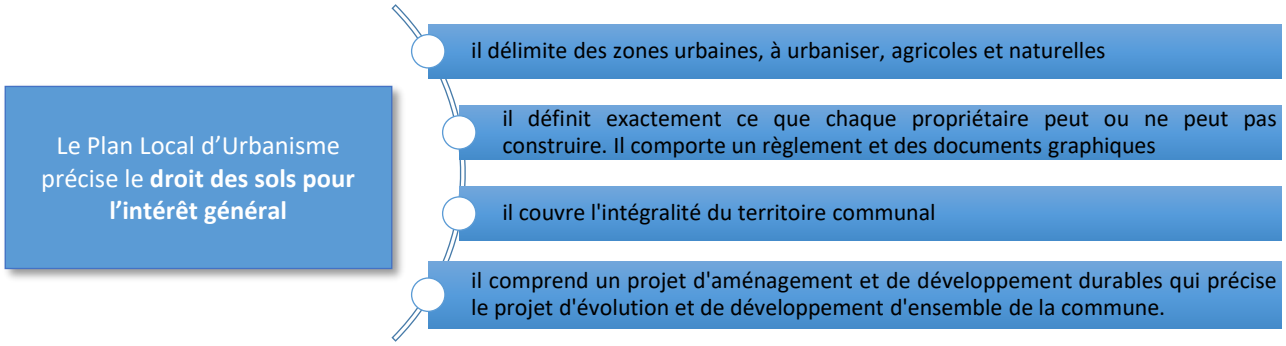
La nécessité de l'élaboration de PLU répond à plusieurs enjeux :

- La maîtrise de l'étalement urbain et l'organisation de l'espace communal. Permettre un développement harmonieux de la commune, en définissant clairement l'affectation des sols en prenant en compte la protection du patrimoine et l'environnement ;
- Une évolution mesurée et contrôlée de la population, cohérente avec le projet d'ouverture d'une mine de lithium sur le territoire voisin d'Echassières (03), projet constituant le moteur principal de futures demandes d'autorisations d'urbanisme sur la commune de Durmignat ;
- La définition de choix de développement et leur traduction dans le document par des dispositions adaptées ;
- La prise en compte dans un rapport de compatibilité, du SCoT du Pays des Combrailles, du SRADDET…

1.1. LE PLU

Le plan local d'urbanisme (PLU) est le principal **document d'urbanisme de planification de l'urbanisme communal**. Il a remplacé le plan d'occupation des sols (POS) depuis la Loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (loi 2000-1208 du 13 décembre 2000) dite loi SRU.

Un document permettant aux conseils municipaux de mieux exprimer leur projet pour la commune, après avoir élaboré un diagnostic d'ensemble et une politique globale pour l'aménagement et le renouvellement du territoire.



Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) répond aux principes fondamentaux du code de l'urbanisme (article L101-2) en matière de développement durable :

« 1° L'équilibre entre :

a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;

b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain ;

c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;

d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel;

e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

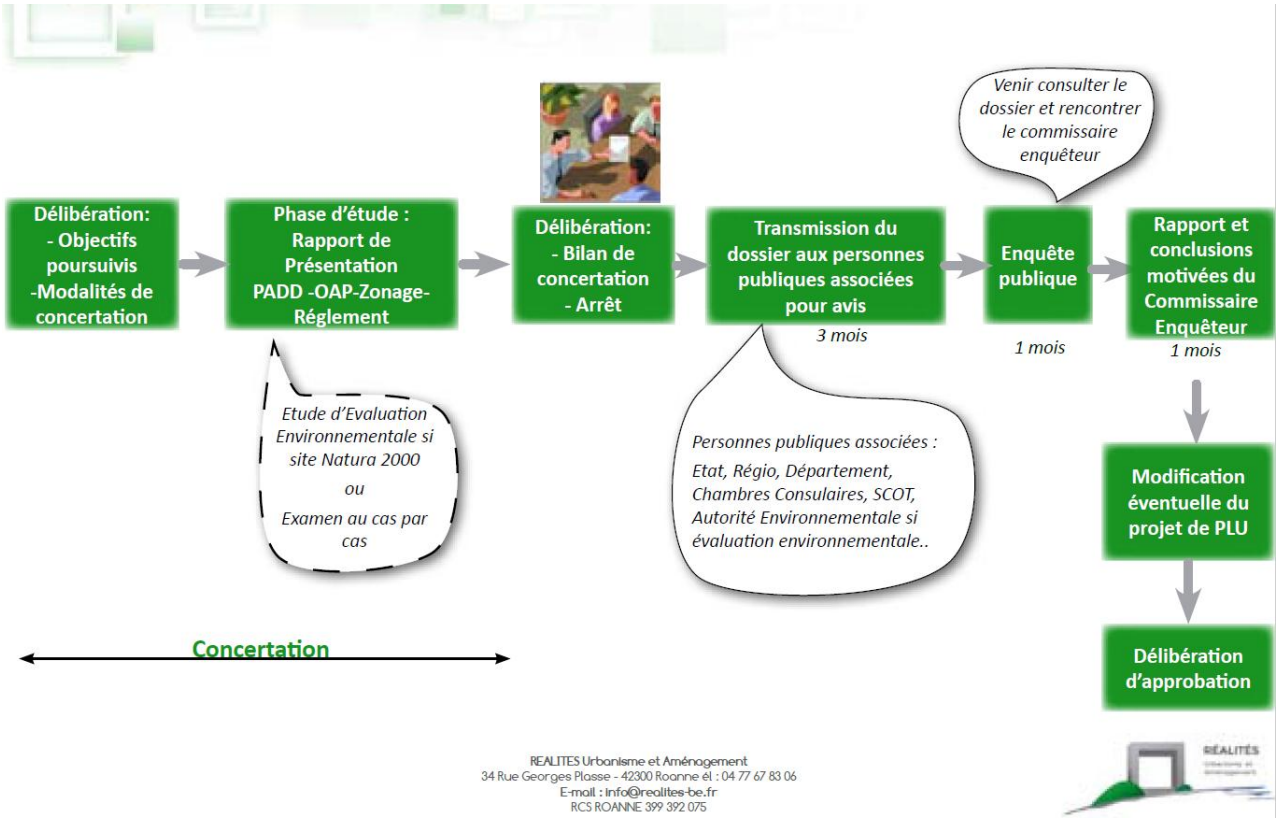
7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ;

8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales.».

Les modalités de la concertation ont été définies par délibération du Conseil Municipal du 6 avril 2024 :

- Registre ouvert en mairie ;
- Article sur le site internet ;
- Tenue d'une réunion publique.

1.2. LA PROCEDURE D'ELABORATION DU PLU



B. PRINCIPALES CONCLUSIONS DU DIAGNOSTIC

En application de l'article R151-1° code de l'urbanisme :
Pour l'application de l'article L. 151-4, le rapport de présentation :
1° Expose les principales conclusions du diagnostic sur lequel il s'appuie ainsi que, le cas échéant, les analyses des résultats de l'application du plan prévues par les articles L. 153-27 à L. 153-30 et comporte, en annexe, les études et les évaluations dont elles sont issues ; […]

1. LE TERRITOIRE COMMUNAL

La commune de Durmignat se situe en Auvergne, aux portes des Combrailles, au nord du département du Puy-de-Dôme. Elle est située au centre d'un triangle à 35,4km au sud-est de Montluçon, 55,4 km à l'ouest de Vichy et 70,9 km au nord-ouest de Clermont-Ferrand. Elle est également à quelques kilomètres de (Saint-Eloy-les-Mines (6.6 km).

Elle est intégrée à la Communauté de Communes Pays de Saint-Eloy.

Durmignat compte 213 habitants en 2021(*) et s'étend sur une superficie de 1 244 hectares, soit une densité de 17,2 habitants par km².

(*) Source Insee, populations légales au 1er janvier 2020, en vigueur à compter du 1er janvier 2023.



Elle est limitrophe des communes de :

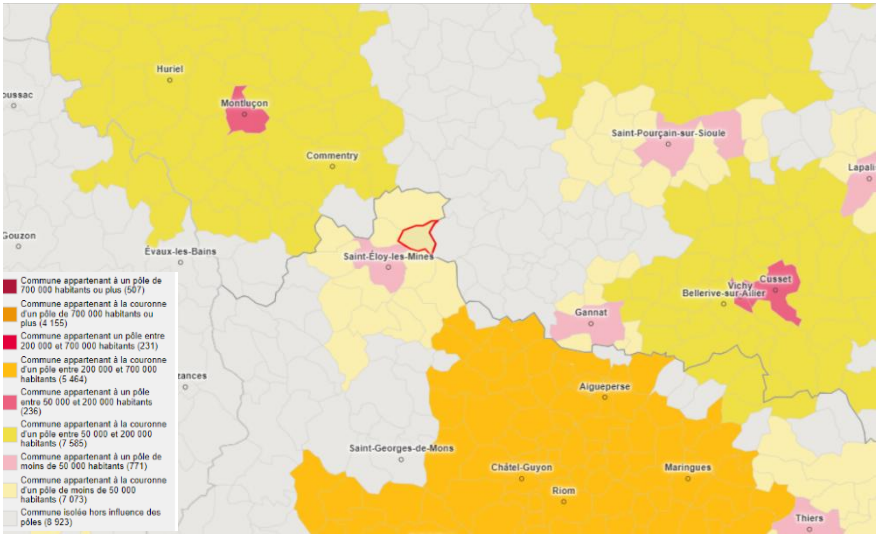
- Lapeyrouse au Nord,
- Echassières à l'Est,
- Moureuille au Sud,
- Bruxières-sous-Montaigut à l'Ouest.

L'INSEE identifie la commune comme :

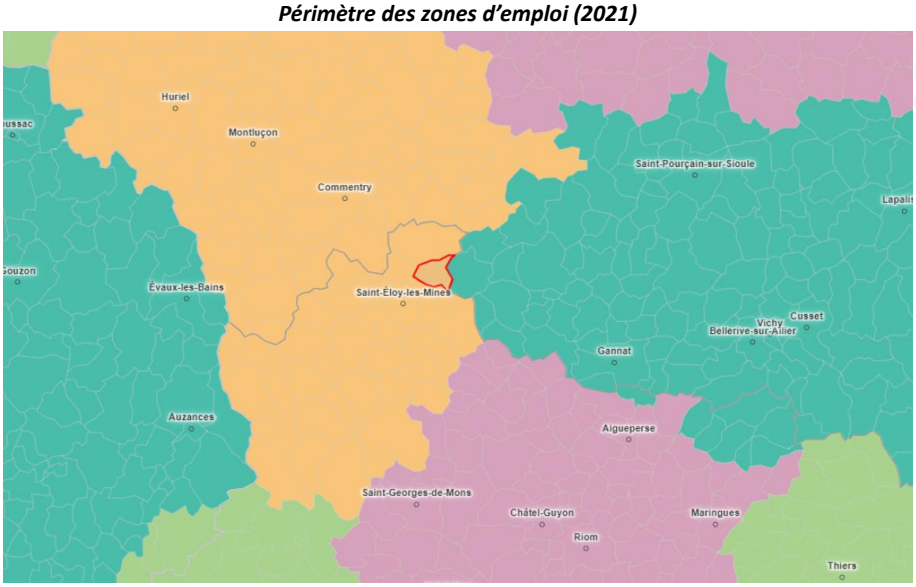
- située dans un espace à dominante rurale,
- appartenant à la couronne d'un pôle de moins de 50 000 habitants (Saint-Eloy-les-Mines) :
  - dans le cadre du zonage en aire urbaine (ZAU 2010),
  - dans le cadre du zonage en aire d'attraction des villes (AAV 2020),
- fait partie de la zone d'emploi de Montluçon,
- inscrite en Zone de Revitalisation Rurale (ZRR),
- inscrite en Zone de Montagne.

Ces indicateurs de l'Insee permettent de dresser un très rapide portrait statistique de la commune, afin de comprendre son positionnement au sein du département et du territoire français. Le diagnostic du territoire a pour but de comprendre et approfondir les caractéristiques du territoire.

Typologie des aires d'attractions des villes (2021)



Périmètre des zones d'emploi (2021)



(Source : https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/)

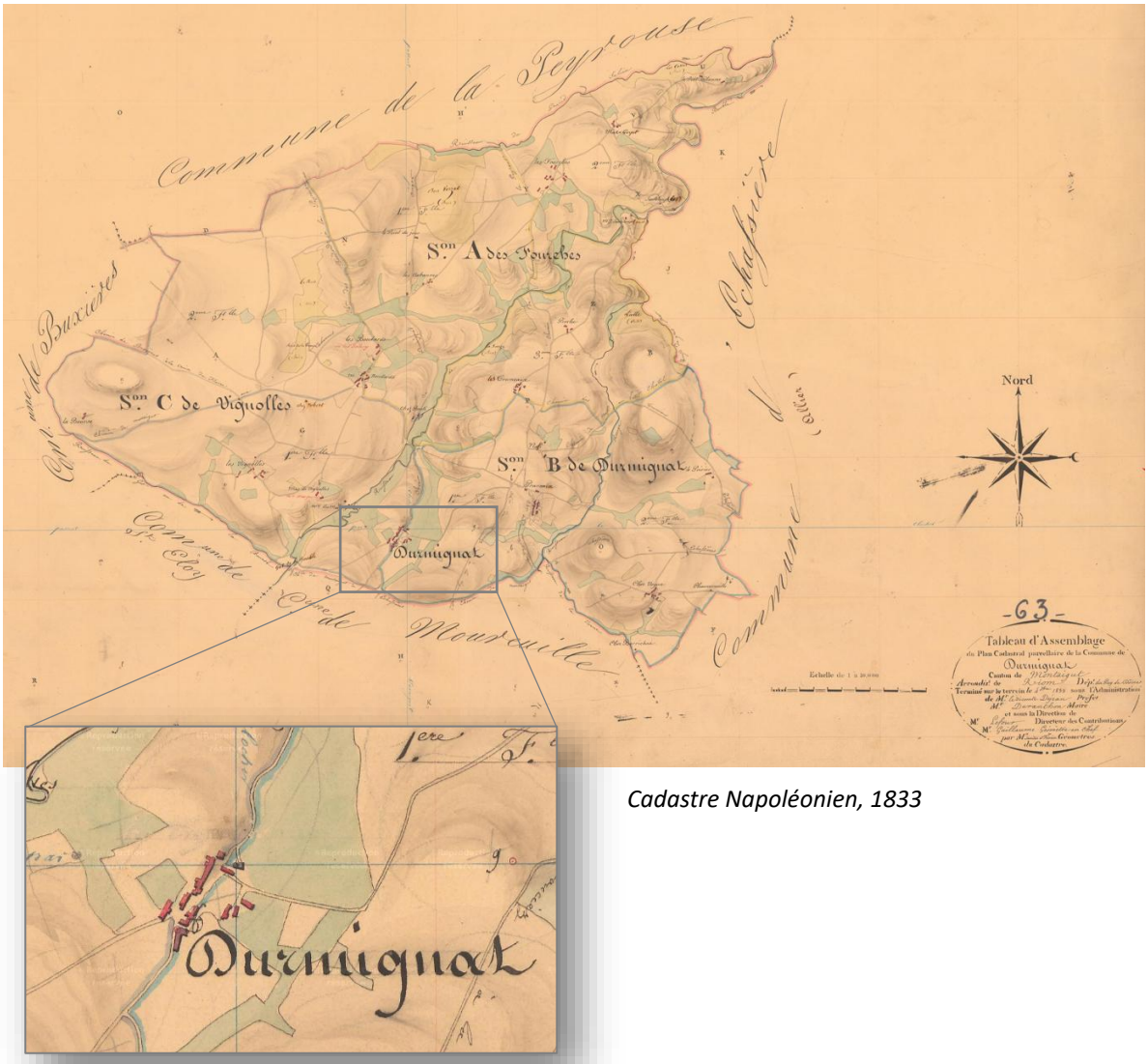
DESCRIPTIF SYNTHETIQUE DE L'ORGANISATION URBAINE DE DURMIGNAT :

La commune de Durmignat s'étend sur une superficie de 1 244 hectares, au nord du département du Puy-de-Dôme, aux portes des Combrailles. L'altitude du territoire oscille entre 545 m (Chez Voyon) et 439 m au niveau de La Bouble.

Durmignat est un bourg rural situé à 492 m d'altitude, installé sur un petit plateau dominant la vallée de la Bouble. Avant 1789, bien que située dans le département du Puy-de-Dôme, la commune faisait partie de l'ancienne province du Bourbonnais sous le nom de Dumignac.



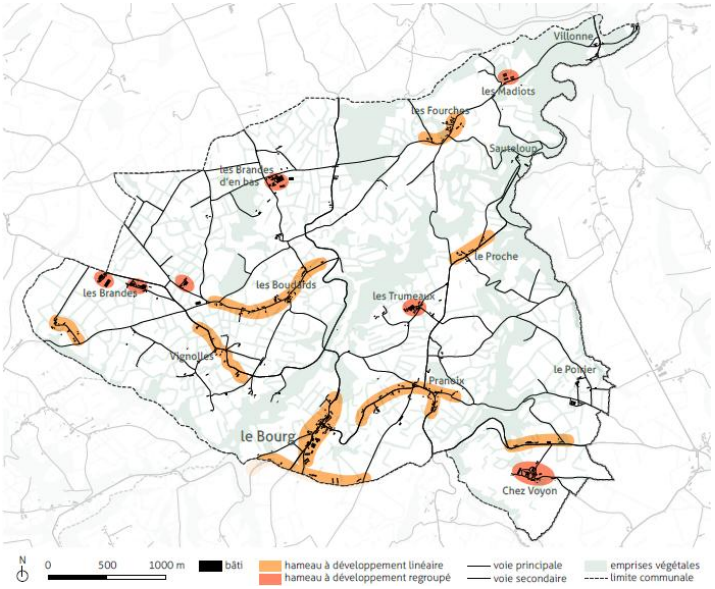
Extrait de la carte de Cassini issue de l'exemplaire dit de « Marie-Antoinette » du XVIIIème siècle



Cadastre Napoléonien, 1833

L'urbanisation du territoire est constituée du bourg de Durmignat et d'environ 17 villages et lieux-dits habités, répartis sur l'ensemble du territoire.

- La plupart des hameaux, y compris le bourg, développent une forme d'urbanisation linéaire, qui s'implante le long des routes.
- Certains hameaux, composés d'exploitations agricoles (les Brandes, les Brandes d'en bas, les Trumeaux, et les Madiots) ou pas (Chez Voyon) ont une forme plus concentrique.
- Le reste du bâti est très dispersé.

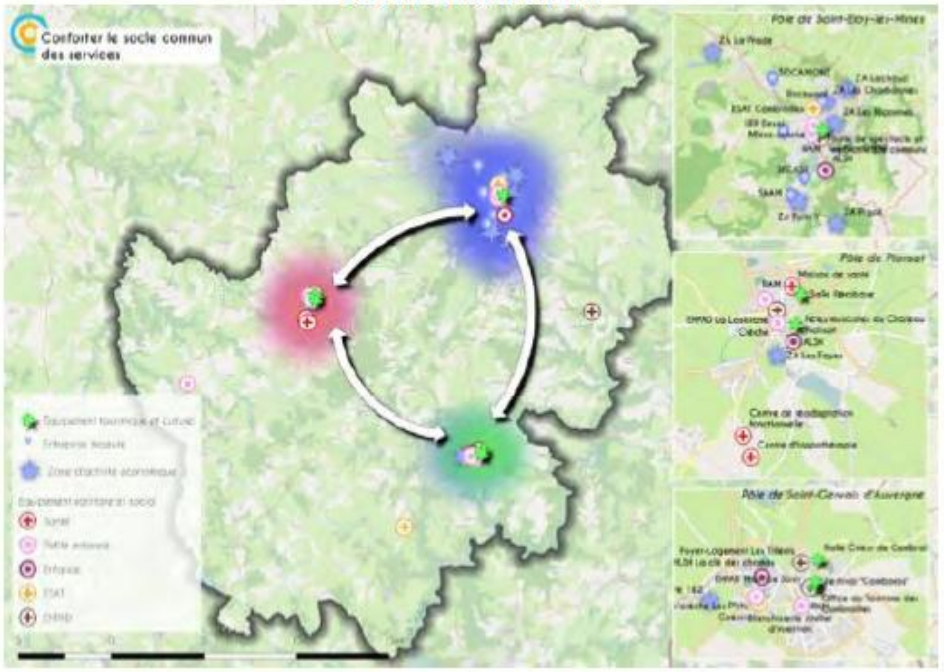


Note d'enjeux – CAUE - 2024

La commune de Durmignat s'inscrit dans un territoire à dominante rurale :

- Saint-Eloy-les-Mines est le pôle principal de ce territoire avec une population d'environ 3 700 habitants. Deux autres pôles se distinguent : Saint-Gervais d'Auvergne (1 300 habitants) au Sud du territoire et Pionsat (1 200 habitants), à l'Est. Ces deux communes servent de pôles d'équilibres au territoire, notamment pour l'accès aux services.
- L'orientation économique est tournée vers l'agriculture, avec une ruralité très forte. Saint-Eloy-les-Mines constitue le seul bassin industriel.
- Une multitude de bassins de vie

Carte des bassins de vie



Source : CC St Eloy – Projet de territoire

C. ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

En application de l'article R151-1° du Code de l'Urbanisme :
« Pour l'application de l'article L. 151-4, le rapport de présentation :
[…]
3° Analyse l'état initial de l'environnement, expose la manière dont le plan prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement ainsi que les effets et incidences attendus de sa mise en œuvre sur celui-ci. »

Voir dossier EODD Environnement – pièce 1.b

D. DIAGNOSTIC TERRITORIAL

1. COOPERATIONS INTERCOMMUNALES ET REGLES SUPRA-COMMUNALES

1.1. LES GROUPEMENTS INTERCOMMUNAUX

1.1.1. La Communauté de communes Pays de Saint Eloy

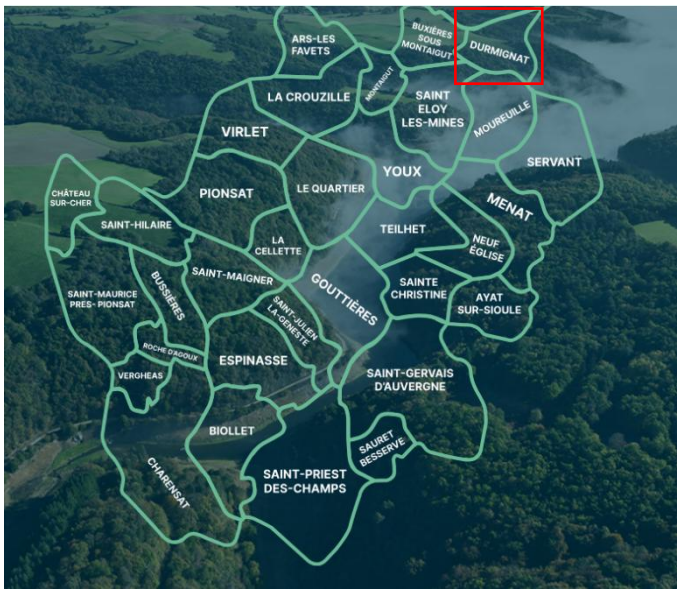
Durmignat fait partie de la Communauté de Communes du **Pays de Saint-Eloy**. Cette intercommunalité regroupe 34 communes et environ 15 530 habitants en 2020 sur une superficie de 683,5 km².

La loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) du 7 août 2015 a créé les schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI). Celui du Puy-de-Dôme a été arrêté par le Préfet en date du 30 mars 2016 et sa mise en œuvre a donné naissance à la Communauté de Communes du Pays de Saint Eloy le 1er janvier 2017.

Celle-ci résulte de la fusion des Communautés de Communes de Pionsat, Cœur de Combrailles, du Pays de Saint Eloy avec extension aux communes de Menat, Neuf Église, Servant, Teilhet et Virlet.

La communauté de communes exerce donc les compétences imposées par la loi :

- aménagement de l'espace ;
- développement économique ;
- gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations ;
- aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;
- collecte et traitement des déchets.



Elle exerce aussi des compétences optionnelles parmi les neuf autorisées :

- protection et mise en valeur de l'environnement ;
- politique du logement et du cadre de vie ;
- construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels ;
- action sociale d'intérêt communautaire (gestion des Ehpad de Saint-Gervais et Menat, service d'aide à domicile et de portage de repas, téléassistance, chantiers d'insertion).

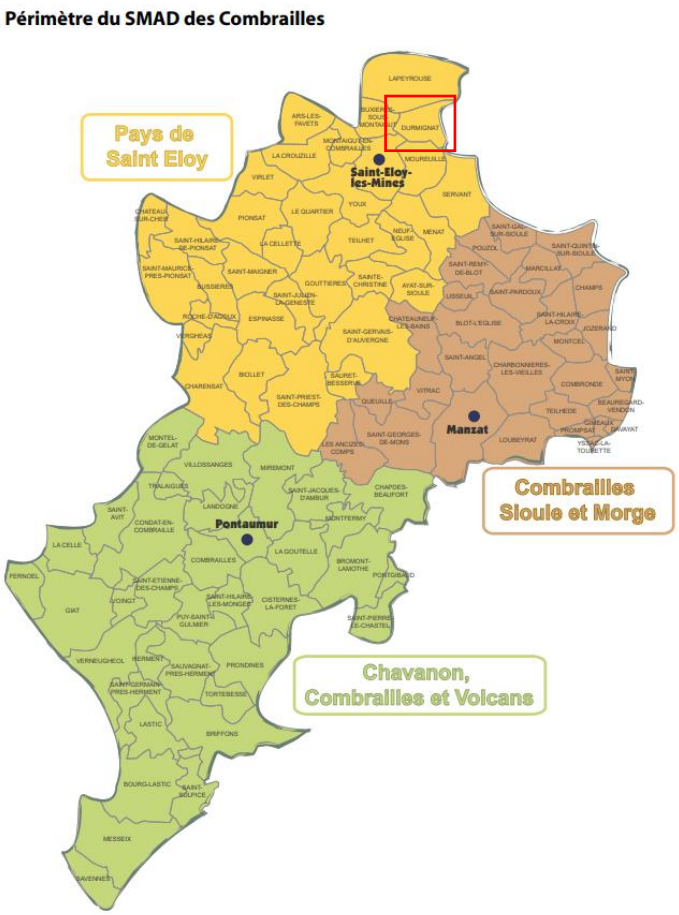
Enfin, il a été décidé d'exercer des compétences facultatives en matière de :

- développement touristique ;
- de développement culturel ;
- de coordination de la transition énergétique ;
- de mobilité ;
- de politique agricole et forestière ;
- et d'enfance-jeunesse.

1.1.2. Le SMAD des Combrailles

Le territoire de la CC du Pays de Saint Eloy fait partie du SMAD des Combrailles créé en 1985.

Un SCoT a été réalisé à l'échelle du SMAD des Combrailles (voir chapitre « les règles supra-communales qui s'imposent à la commune »).



Périmètre du SMAD des Combrailles (Source : site internet du SMAD des Combrailles)

1.1.3. Le SICTOM des Combrailles

La commune de Durmignat est rattachée au SICTOM (Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères) des Combrailles pour la collecte et le traitement des déchets.



Périmètre du SICTOM des Combrailles (Source : https://sictomdescombrailles.fr/

1.1.4. Le SIAEP Sioule et Morge

En ce qui concerne la gestion et la distribution d'eau potable, l'assainissement et la gestion des eaux pluviales, la commune de Durmignat est rattachée au Syndicat Mixte Sioule et Morge créé en 1946.

1.1.5. Territoire d'énergie du Puy-de-Dôme

Territoire d'Énergie Puy-de-Dôme (TE63), service public des énergies du Puy-de-Dôme, est un syndicat mixte fermé constitué de communes et d'intercommunalités du département. Le syndicat a pour vocation de répondre aux besoins des territoires et d'agir pour la transition énergétique, en s'adaptant aux profondes transformations de notre modèle énergétique et territorial.

1.2. LES REGLES SUPRA-COMMUNALES QUI S'IMPOSENT A LA COMMUNE

En application de l'article L 111.1.1 modifié (Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010, article 13) du code de l'urbanisme, le PLU doit être compatible avec un certain nombre de documents.

« … Les plans locaux d'urbanisme doivent être compatibles avec les schémas de cohérence territoriale et les schémas de secteur. En l'absence de schéma de cohérence territoriale, ils doivent être compatibles, s'il y a lieu, avec les dispositions particulières aux zones de montagne et au littoral prévues aux articles L. 145-1 à L. 146-9, le schéma directeur de la région d'Ile-de-France, les schémas d'aménagement régionaux des régions d'outre-mer, le plan d'aménagement et de développement durable de Corse, les chartes des parcs naturels régionaux et des parcs nationaux, les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux, ainsi qu'avec les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux. Ils doivent prendre en compte les schémas régionaux de cohérence écologique et les plans climat-énergie territoriaux lorsqu'ils existent. »

L'articulation du PLU avec les documents de rang supérieur



D'un point de vue juridique, l'obligation de compatibilité entre différents documents est « une obligation négative de non-contrariété», c'est-à-dire que la règle inférieure ne doit pas avoir pour effet ou pour objet d'empêcher l'application de la règle supérieure. Il n'est pas exigé que le destinataire de la règle s'y conforme rigoureusement mais simplement qu'il ne contrevienne pas à ses aspects essentiels.

1.2.1. La loi Montagne

La commune de Durmignat se situe en Loi MONTAGNE.

Les principaux objectifs de la loi du 9 janvier 1985 relative à la protection et à l'aménagement de la montagne sont :

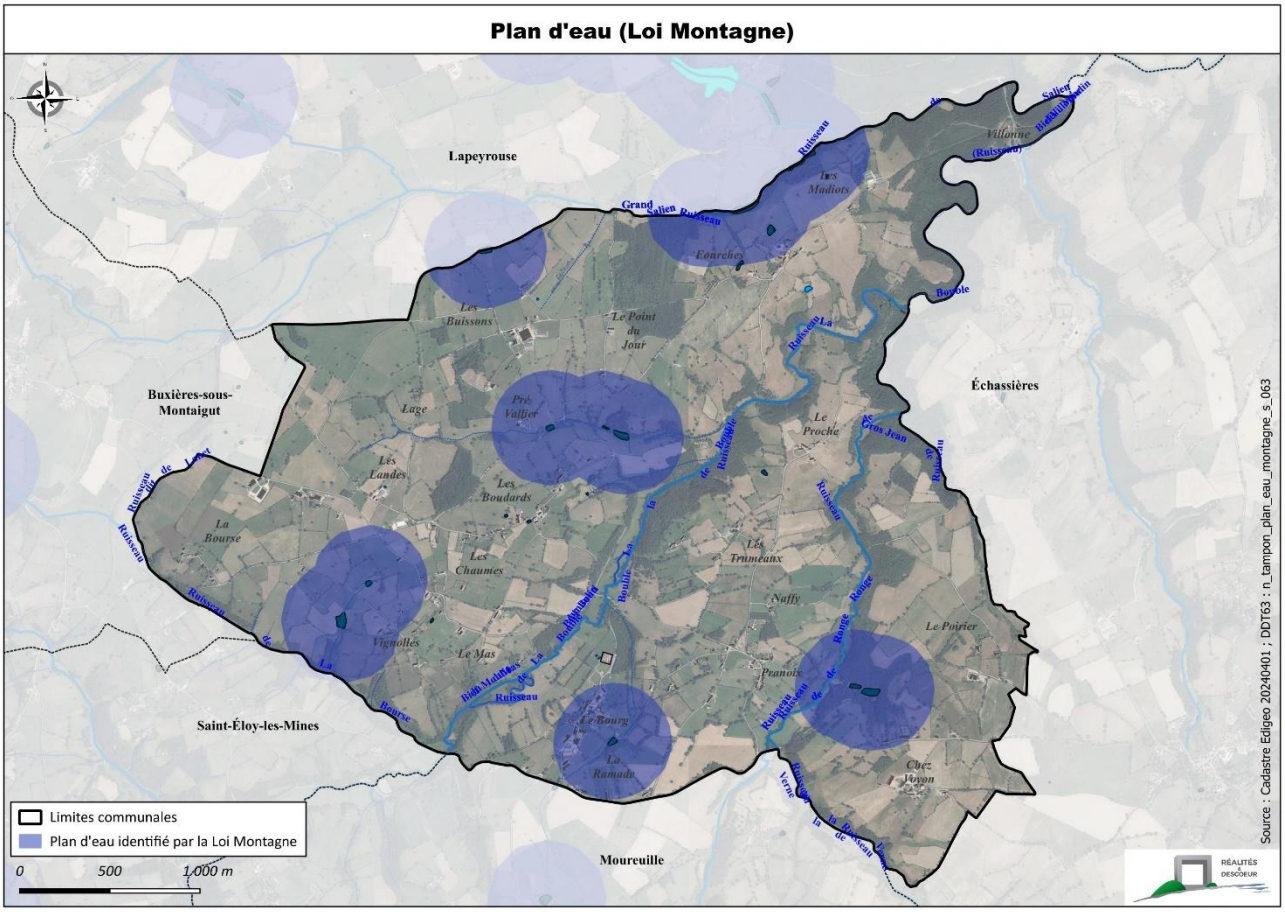
- Réaliser l'urbanisation en continuité avec les bourgs, villages, hameaux et groupes d'habitations ou de constructions traditionnelles existants ;
- S'assurer de la compatibilité de la capacité d'accueil des espaces destinés à l'urbanisation avec la préservation des espaces naturels et agricoles ;
- Préserver les terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières ;
- Préserver les espaces, paysages, et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard ;
- Encadrer le développement touristique par la réalisation d'une unité touristique nouvelle (UTN) ;

- **Protéger les parties naturelles des rives des plans d'eau, d'une superficie inférieure à 1000 ha sur une distance de 300m. Sont interdits toutes constructions, installations, routes nouvelles, toutes extractions et tous affouillements.**

La loi du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne, publiée le 29 décembre 2016, vise notamment à réhabiliter l'immobilier de loisir par un urbanisme adapté, en rénovant la procédure des unités touristiques nouvelles (UTN) et en adaptant les règles d'urbanisme aux particularités de certains lieux de montagne.

Cette loi prévoit deux types d'UTN dont la liste est fixée par le décret 2017-1039 du 10 mai 2017 relatif à la procédure de création ou d'extension des unités touristiques nouvelles :

- des UTN structurantes, prévues par le document d'orientation et d'objectifs du schéma de cohérence territoriale (SCoT) en application de l'article L.141-23 du code de l'urbanisme;
- des UTN locales, prévues par les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) en application de l'article L.151-7 du code de l'urbanisme.



1.2.2. Le SRADDET AURA

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) de la région Auvergne Rhône-Alpes est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité du président du conseil régional. Il a été adopté lors de la séance plénière des 19 et 20 décembre 2019 et a été approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.

Le SRADDET de la région Auvergne-Rhône-Alpes s'inscrit à l'horizon 2030 et porte sur 4 grands objectifs stratégiques, qui sont les suivants :

- Construire une région qui n'oublie personne ;
- Développer la région par l'attractivité et les spécificités de ses territoires ;
- Inscrire le développement régional dans les dynamiques interrégionales, transfrontalières et européennes ;
- Innover pour réussir les transitons et mutations.

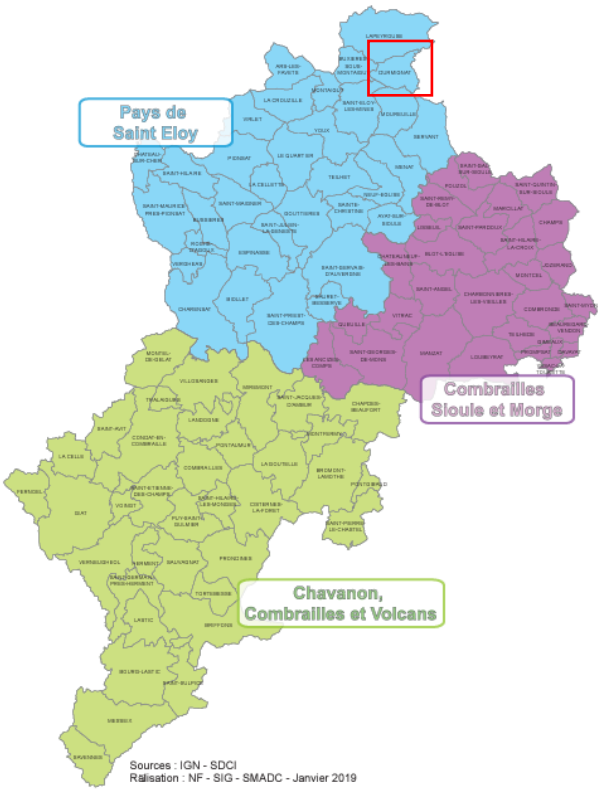
Le SRADDET décline ensuite ces objectifs en sous-objectifs et règles. Les principaux éléments sont :

1. *Armature urbaine, complémentarité des territoires et mixité des fonctions (objectifs 5.1, 1.3, 1.8 et règle 2)*
    - Promouvoir une organisation multipolaire hiérarchisée, en renforçant les complémentarités, les coopérations et les liens de toute nature
    - A travers leurs documents de planification et d'urbanisme, les territoires doivent contribuer à renforcer, sur leur périmètre, les différents niveaux de polarités et leurs fonctions de centralité
    - Promouvoir une armature territoriale qui favorise les fonctionnements de proximité à l'échelle de chaque polarité : rechercher une plus grande mixité fonctionnelle des espaces et dans les projets urbains ; et plus particulièrement de développer une plus grande multifonctionnalité des espaces périurbains
    - Gestion économe de l'espace : inverser le regard et envisager le développement du territoire régional à partir de l'armature des espaces naturels, agricoles et forestiers et valoriser dans les documents d'urbanisme les différents services rendus par ces espaces (qualité des paysages, amélioration du cadre de vie, préservation du patrimoine rural, alimentation de proximité...)
    - Favoriser la ville compacte, avec une bonne desserte en transport collectif et accessible à pied et à vélo. Cela passe notamment par l'objectif d'encourager la revitalisation des centres-bourgs, notamment par : la rénovation et la diversification de l'habitat, la requalification des espaces publics, l'amélioration du commerce de proximité....
2. *Habitat (objectifs 1.2 et 4.2, règle 3*
    - Anticiper et s'adapter aux mutations démographiques (vieillissement), à l'évolution des modes de vie et aux conséquences du changement climatique : proposer des formes, tailles et typologies de logement diversifiées pour favoriser la mixité sociale et intergénérationnelle recréant du lien social ; et faciliter l'accession à la propriété en soutenant des formes de production de logements alternatives au modèle de promotion immobilière classique comme l'habitat participatif ou l'acquisition de terrain par un organisme foncier solidaire
    - Les objectifs de production de logements doivent être phasés dans le temps et ciblés de manière prioritaire la réhabilitation de l'existant
3. *Foncier et gestion économe de l'espace (objectif 3.1 à 3.3, règles 4, 5 et 7)*
    - Promouvoir des modèles de développement fondés sur les potentiels et les ressources locales : s'inscrire dans la perspective d'un urbanisme circulaire ;
    - Constat d'une consommation moyenne annuelle de 3 550 ha d'espace naturel, agricole et forestier, sur 2006-2015 sur la Région. Rappel du souhait de la commission européenne d'un arrêt d'ici 2050 de « toute augmentation nette de la surface de terre occupée » : il est donc nécessaire de trouver des réponses adaptées conciliant besoin du territoire et gestion économe du foncier ;
    - Construire un projet en orientant le développement dans les limites urbaines existantes et les secteurs les mieux desservis. A défaut, toute extension ou création se feront en continuité urbaine et seront conditionnées à la définition d'objectif de qualité urbaine, architecturale, paysagère, naturelle, et de densité ;
    - Protéger la ruralité, en particulier son économie, en stimulant la dynamique d'installation agricole ; et assurer la sécurité alimentaire des habitants. Pour cela, il est nécessaire d'assurer une activité agricole et sylvicole viable, soucieuse de la biodiversité et résiliente face aux aléas climatiques ;
    - Eviter les nouvelles implantations commerciales diffuses et enrayer la multiplication des surfaces commerciales périphériques (OAP thématique par exemple).
4. *Préservation de la Trame Verte et Bleue (objectifs 1.6 à 1.9, règles 35 à 41)*
    - Préserver les continuités écologiques, composées de réservoirs de biodiversité et corridors écologiques, et de réduire la consommation des espaces de nature ordinaire qui sont perméables aux déplacements des espèces ;
    - Maintenir des milieux ouverts diversifiés, par exemple en limitant la conversion de prairies en cultures ou en luttant contre la déprise agricole. La mobilisation de zonages spécifiques va de pair avec la préconisation d'une gestion durable des espaces ;
    - Préserver les milieux humides ;

- Préserver et gérer les milieux boisés, par exemple en préservant les forêts anciennes et la trame vieux bois, en préservant le maillage bocager ;
- Favoriser la présence de végétaux en ville et la désimperméabilisation des sols.

5. *Préservation de la ressource en eau (objectif 4.5, règle 8)*
   - L'accroissement des besoins en eau génère des conflits d'usage : il est nécessaire de rationnaliser au maximum les usages et de conditionner les projets d'aménagement à la disponibilité de la ressource ;
   - Mettre en place des mesures de préservation nécessaires pour le maintien des écosystèmes.
6. *Climat-air-énergie (objectifs 1.5, 2.9, 3.7, 3.8 et 9.1, règles 23 à 34)*
   - Prévenir le changement climatique :
     - Gestion économe du foncier et désartificialisation des sols ;
     - Habitat : favoriser l'éco-conception et l'usage des matériaux biosourcés et recyclés ;
     - Favoriser l'intermodalité et développer les modes doux (modes actifs) ;
     - Gestion des déchets et développement d'une économie circulaire.
   - Identifier et lutter contre ses effets : Protection de la TVB, de la nature ordinaire, de l'eau et préservation de la ressource en eau ;
   - Lutte contre la pollution de l'air et les émissions de gaz à effet de serre ;
   - Concrétisation de la transition énergétique.
7. *Innovation et anticipation des mutations*
   - Promouvoir l'utilisation de nouveaux matériaux et de nouveaux systèmes de rafraîchissement des bâtiments (géothermie par exemple) ;
   - Engager une massification de la nature en ville (définition d'un taux de végétalisation des toitures, rues, places et bords de voiries…, création de jardins partagés, massification de plantation d'arbres…) pour diminuer les consommations énergétiques et lutter contre les îlots de chaleur et les effets sur le changement climatique ;
   - Encourager les projets d'aménagement de type éco-quartier ;
   - Les espaces urbains doivent appliquer les principes d'une ville flexible, de l'urbanisme circulaire, afin de s'adapter aux changements d'usage : vers la production de bâtiments évolutifs et réversibles.

Périmètre du SCOT du Pays des Combrailles



1.2.3. Le SCoT du Pays des Combrailles

Le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) du Pays des Combrailles a été approuvé le 10 septembre 2010, et a été modifié par Déclaration de Projet le 14 mars 2014. Il est porté par le SMAD des Combrailles. Il compte 99 communes situées à l'extrémité Nord-Ouest de la région Auvergne et du département du Puy-de-Dôme.

Une révision générale du SCoT a été prescrite par le conseil syndical le 26 octobre 2022.

La commune de Durmignat s'inscrit dans le Pays de Saint Eloy et s'identifie comme une commune rurale du secteur Est par le SCoT.

Le SCoT du Pays des Combrailles fixait des besoins en logements à l'horizon 2017.

Dans le Document d'Orientations Générales (DOG), il est indiqué que chaque commune se fixera comme objectif la

création de nouveaux logements en respectant une diversité de formes et de densités. Le SCoT préconise de développer une offre constituée de plus petits logements (T1 à T3) et de logements locatifs aidés (ménages modestes) pour répondre aux besoins de la population.

Concernant la remise des bâtiments vacants sur le marché, l'objectif affiché dans le SCoT est d'au moins 30 % du bâti actuel. Cet effort permettra de répondre davantage à tous les besoins et de réduire la consommation foncière.

Concernant les nouvelles formes urbaines, le SCoT distingue 2 types de densité :

- Habitat individuel « pur » (= maison isolée au milieu de sa parcelle) : avec une moyenne de 10 à 15 logements par hectare ;
- Habitat groupé : qui comprend l'habitat intermédiaire avec une moyenne de 25 logements à l'hectare et l'habitat collectif qui présentent une moyenne de 50 logements à l'hectare.

Le SCoT du Pays des Combrailles préconise de limiter les extensions urbaines. L'objectif étant de densifier les espaces déjà bâtis et de privilégier un développement urbain par densification du bâti existant et le remplissage des « dents creuses » avant de s'étendre. Les extensions de l'urbanisation existante devront être encadrées et en continuité immédiate des formes urbaines existantes en tenant comptent des caractéristiques communales.

Le tableau ci-dessous présente des objectifs de référence qui ont été fixés selon le type de communes et son contexte.

	Habitat individuel	Habitat groupé
Les 2 pôles majeurs + les 3 bourgs périurbains	50 % maximum	50 % minimum
Communes rurales des secteurs Est – Canton de Combronde – Canton de Manzat – SIVOM Pontgibaud	60 % à 70 % maximum	30 % à 40 % minimum
Bourgs ruraux et bourg relais	60 %	40 %
Communes rurales Ouest et Sud	70 % maximum	30 % minimum

Le code de l'urbanisme prévoit que le plan local d'urbanisme devra, si nécessaire, être rendu compatible dans un délai de trois ans avec le SCoT approuvé. En conséquence, le plan local d'urbanisme doit, dès à présent, prendre en compte ses dispositions.
Le SMAD des Combrailles a réalisé une 1ère évaluation de l'application du SCOT en 2016 et une 2ème évaluation en 2022. Celle-ci a permis de compléter les 1ères tendances identifiées en 2016 et de dresser un bilan de la mise en œuvre du schéma depuis son approbation, de façon à analyser ce qui a été effectivement suivi ou pas par rapport à ce qui avait été envisagé par les élus en 2010.
Ce bilan est un point d'étape aux multiples bénéfices : réappropriation des enjeux d'un tel document, rappel de la stratégie définie par les élus, possibilité de s'interroger sur les évolutions qui ont eu lieu ces dernières années et ayant eu un impact sur le territoire.
Ce travail d'analyse a ainsi permis aux **élus du Comité Syndical du SMADC, le 26 octobre 2022, de délibérer sur la révision générale du SCOT,** rendue nécessaire d'une part, pour intégrer les objectifs des différents textes de lois et documents d'échelle régionale ou infra-régionale qui ont vu le jour depuis 2010 et d'autre part, pour disposer d'une stratégie d'aménagement du territoire de long terme partagée, règlementaire et actualisée face aux défis que le territoire devra relever.

1.2.4. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire Bretagne

Le SDAGE est un plan d'actions qui répond à l'obligation de résultat de la Directive cadre européenne sur l'eau pour atteindre le bon état des cours d'eau, lacs, nappes souterraines, estuaires et du littoral en 3 cycles de gestion de 6 ans : 2010-2015, 2016-2021, 2022-2027.

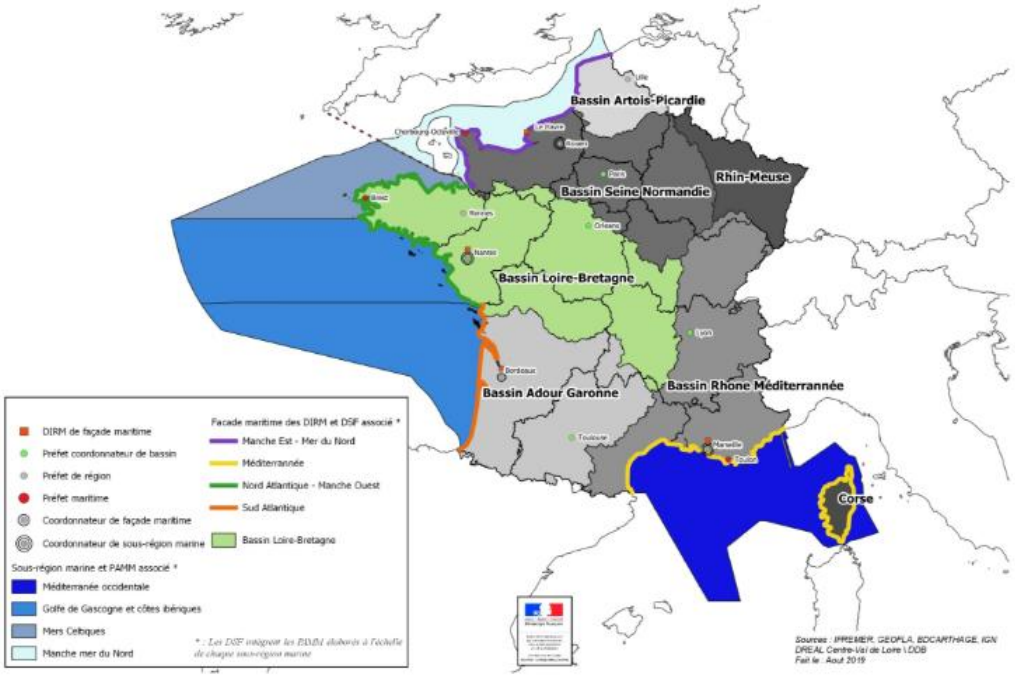
Le SDAGE Loire Bretagne 2022-2027 a été approuvé le 18 mars 2022 par arrêté de la préfète coordinatrice.

L'objectif affiché de 61% des eaux en bon état en 2027 était déjà l'objectif posé par le SDAGE 2021-2026. Aujourd'hui, 24% des eaux sont en bon état et 10% en sont proches.

Pour le SDAGE 2022-2027, les pratiques d'aménagement et de gestion de l'eau sur le bassin Loire Bretagne sont régies par plusieurs orientations :

- Repenser les aménagements de cours d'eau
- Réduire la pollution par les nitrates

- Réduire la pollution organique et bactériologique
- Réduire la pollution par les pesticides
- Maîtriser et réduire les pollutions dues aux micropolluants
- Protéger la santé en protégeant la ressource en eau
- Maîtriser les prélèvements d'eau
- Préserver les zones humides
- Préserver la biodiversité aquatique
- Préserver le littoral
- Préserver les têtes de bassin versant
- Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques
- Mettre en place des outils réglementaires et financiers
- Informer, sensibiliser, favoriser les échanges.



1.2.5. Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI)

Le PGRI du bassin-versant Loire Bretagne a été approuvé le 15 mars 2022 par arrêté de la préfète coordinatrice.

La politique de gestion du risque d'inondation sur le bassin Loire Bretagne pour les débordements de cours d'eau et les submersions marines est fondée sur six objectifs :

- Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et les capacités ralentissement des submersions marines.
- Planifier l'organisation et l'aménagement du territoire en tenant compte du risque.
- Réduire les dommages aux personnes et aux biens implantés en zone inondable.
- Intégrer les ouvrages de protection contre les inondations dans une approche globale.
- Améliorer la connaissance et la conscience du risque inondation.
- Se préparer à la crise et favoriser le retour à la normale.

Ces six objectifs se déclinent en quarante-huit dispositions. Certaines sont communes au SDAGE (opposable par arrêté du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant).

Conformément aux articles L.131-1 et L.131-7 du code de l'urbanisme, les documents d'urbanisme doivent être compatibles ou rendus compatibles, si nécessaire, avec les dispositions du PGRI suivantes :

- les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par le PGRI,
- et les orientations fondamentales et dispositions du plan.

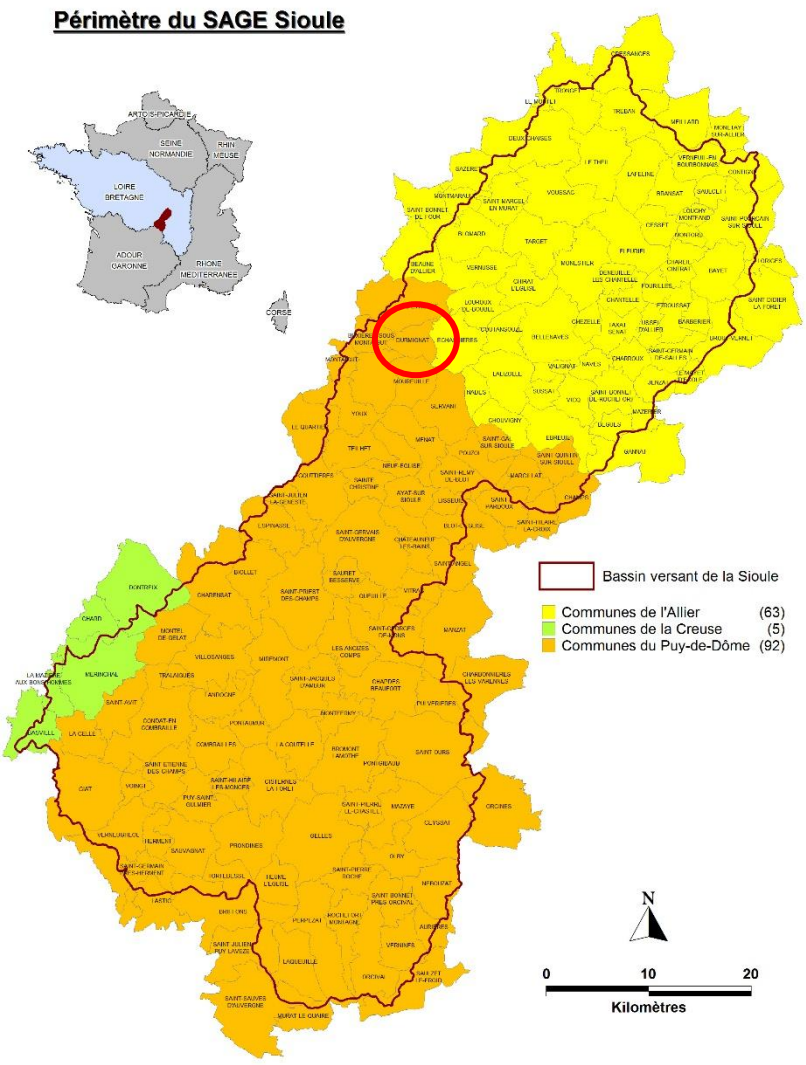
La commune de Durmignat est couverte par le SCoT du Pays des Combrailles, qui doit intégrer les objectifs et orientations du PGRI dans un délai de 3 ans, soit avant le 15 mars 2025. La révision du SCoT a été engagée à l'automne 2022. En l'absence de cette révision, le PLU doit être directement rendu compatible avec le PRGI.

1.2.6. Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

Le SAGE est un outil de réglementation et de planification de la politique de l'eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente. Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau superficielle et souterraine et des écosystèmes aquatiques ainsi que la préservation des zones humides. La finalité du S.A.G.E. est de concilier, dans une gestion équilibrée, l'exercice des différents usages de l'eau avec la protection des milieux aquatiques.

Le S.A.G.E. se compose d'un plan d'aménagement et de gestion de la ressource en eau et des milieux aquatiques et d'un règlement fixant les règles générales permettant d'atteindre les objectifs fixés par le plan.

Le règlement et ses documents cartographiques sont opposables à toute personne publique ou privée pour l'exécution de toute installation, ouvrage ou travaux. Les décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent être compatibles avec le plan d'aménagement et de gestion. Un règlement a été élaboré en 2011.



La commune est concernée par le SAGE Sioule, approuvé par arrêté inter-préfectoral le 5 février 2014

Ce territoire s'étend sur le bassin versant de la Sioule et de ses affluents. Il s'étale sur trois départements : l'Allier, la Creuse et le Puy-de-Dôme. Ce périmètre comprend 160 communes et couvre un territoire de plus de 2 500km². Ce SAGE est géré par une Commission Locale de l'Eau composée de 56 membres (élus, représentants des usagers et représentants de l'Etat).

Enjeux du SAGE:

- Agir sur la continuité écologique, la morphologie des cours d'eau et les zones humides pour atteindre le bon état.
- Préserver, améliorer et sécuriser la qualité des eaux pour atteindre le bon état.
- Préserver et améliorer la quantité des eaux pour atteindre le bon état.
- Protéger les populations contre les risques d'inondation.
- Partager et mettre en œuvre le SAGE

1.2.7. Le Schéma Régional de gestion Sylvicole de l'Auvergne

Approuvé en avril 2005, ce schéma a pour rôle d'encadrer la rédaction des plans simples de gestion, des règlements types de gestion et des codes de bonnes pratiques sylvicoles qui doivent lui être conformes. A ce titre, il constitue le document de référence pour leur agrément. Il a été rédigé dans le souci d'une gestion durable. La gestion durable des forêts garantit leur diversité biologique, leur productivité, leur capacité de régénération, leur vitalité et leur capacité à satisfaire, actuellement et pour l'avenir, les fonctions économiques, écologiques et sociales pertinentes, aux niveaux locaux, nationaux et internationaux.

Ce schéma fixe 6 objectifs :

- La conservation et l'amélioration appropriée des ressources forestières et de leur contribution aux cycles mondiaux du carbone ;
- Le maintien de la santé et de la vitalité des écosystèmes forestiers ;
- Le maintien et l'encouragement des fonctions de production des forêts ;
- Le maintien, la conservation et l'amélioration appropriée de la diversité biologique dans les écosystèmes forestiers ;
- Le maintien et l'amélioration appropriée des fonctions de protection de la gestion des forêts (notamment sols et eau) ;
- Le maintien d'autres bénéfices et conditions socio-économiques.

Le PLU prendra en compte ce schéma régional et édictera certaines préconisations concernant la valorisation du patrimoine forestier avec notamment une préservation des espaces forestiers et paysager ainsi qu'un accompagnement du développement de la filière bois.

1.2.8. Le Schéma Départemental d'accès à la ressource forestière

Conformément aux dispositions de l'article L.131-5 du code de l'urbanisme modifié par la loi n°2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne, le PLU doit prendre en compte le schéma départemental d'accès à la ressource forestière élaboré chaque année par le conseil départemental, en concertation avec les communes, et les établissements publics de coopération intercommunale concernés. Ce schéma prévoit des itinéraires empruntant des routes départementales, communales et intercommunales et permettant d'assurer le transport de grumes depuis les chemins forestiers jusqu'aux différents points de livraison.

1.2.9. Le Programme Local de l'Habitat (PLH)

Instauré par la loi de décentralisation du 7 janvier 1983, les Programmes Locaux de l'Habitat (PLH) définissent les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et à assurer, entre les communes et les quartiers, une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements.

Il n'y a actuellement pas de PLH en vigueur sur la communauté de communes Pays de Saint Eloy.

La communauté de communes n'a pas l'obligation d'élaborer un PLH, conformément à l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation : "Un programme local de l'habitat est élaboré dans les communautés de communes compétentes en matière d'habitat de plus de 30 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 10 000 habitants, dans les communautés d'agglomération, dans les métropoles et dans les communautés urbaines."

1.2.10. Le Projet de Territoire 2019-2030 de la Communauté de Communes du Pays de Saint Eloy

En 2018, les élus de la Communauté de communes du Pays de Saint Eloy se sont lancés dans la démarche d'élaboration d'un Projet de Territoire.

Ce document, véritable outil d'orientations politiques, va ainsi définir les perspectives de développement pour la période 2019-2030.

Le projet de territoire est un document d'orientations, et à ce titre n'est en aucun cas figé. C'est une première feuille de route qui évoluera nécessairement au rythme des renouvellements des conseils communautaires et des évolutions socio-économiques et démographiques.

Stratégie et programme d'actions

I. Stratégie développée

A. Les enjeux du territoire qui découlent du diagnostic

B. La complémentarité avec les stratégies des autres EPCI des Combrailles.
C. La recherche de contractualisations avec les partenaires.

II. Le programme d'actions du projet de territoire

A. Les actions de l'axe stratégique « Services »

1. Réduire la fracture numérique
2. Proposer une offre culturelle de qualité sur le territoire
3. Accompagner l'économie sociale et solidaire
4. Garantir le maintien de la population âgée
5. Améliorer l'accès aux soins pour les populations en s'inscrivant dans le contrat local de santé
6. Assurer des services Enfance-Jeunesse de qualité sur le territoire
7. Améliorer la mobilité de la population
8. Coordonner l'ensemble des services

B. Les actions de l'axe stratégique « Cadre de vie et développement durable »

1. Requalification de l'habitat et accompagnement au logement des populations
2. Protection de l'environnement et des milieux aquatiques
3. Transition énergétique

C. Les actions de l'axe stratégique « Économie, tourisme, agriculture et forêt »

1. Relancer une nouvelle dynamique économique en attirant de nouvelles entreprises et en soutenant le tissu existant
2. Construire une offre touristique qui s'appuie sur le patrimoine architectural et la présence de l'eau sous toutes ses formes
3. Encourager des activités agricoles de qualité
4. Gérer durablement le patrimoine forestier

1.2.11. Le plan Biodiversité

Le Plan biodiversité a été présenté à l'occasion du premier comité interministériel pour la biodiversité début juillet 2018. La lutte contre l'érosion de la biodiversité constitue une priorité de l'action du gouvernement au même titre que la lutte contre le changement climatique.

Ce plan est articulé autour de 6 axes thématiques pour :

- Reconquérir la biodiversité dans les territoires ;
- Construire une économie sans pollution et à faible impact pour la biodiversité ;
- Protéger et restaurer la nature dans toutes ses composantes ;
- Développer une feuille de route européenne et internationale ambitieuse pour la biodiversité ;
- Connaître, éduquer, former ;
- Améliorer l'efficacité des politiques de biodiversité.

La limitation de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers est réaffirmée pour atteindre l'objectif de « zéro artificialisation nette ».

Ce qu'il faut retenir

- Durmignat est une commune rurale des Combrailles, située au Nord du département du Puy-de-Dôme.
- La commune est couverte par le SCoT du Pays des Combrailles, actuellement en révision.
- La réalisation du document d'urbanisme se fera dans le respect des principes définis par le Code de l'Urbanisme.

1. DONNEES SOCIODEMOGRAPHIQUES

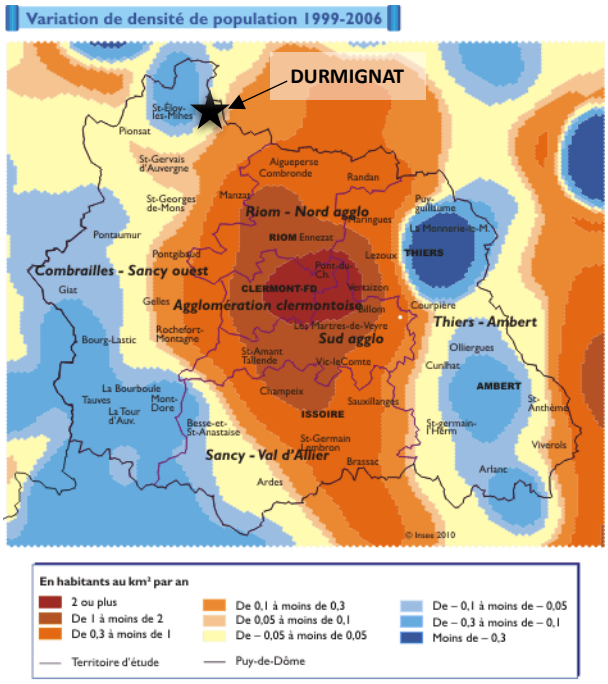
(Sources : Dossier complet Insee paru en février 2024 (données 2020) ; observatoire des territoires ; statistiques locales de l'Insee).

1.1. CONTEXTE GENERAL

Situation départementale : Au 1er janvier 2016, le Puy-de-Dôme était le cinquième département le plus peuplé de la région, avec 650 700 habitants, soit 8 % de la population régionale. Entre 2006 et 2016, il gagne 27 000 habitants. Sa croissance démographique, inférieure à la moyenne régionale, s'est légèrement accélérée entre les périodes 2006-2011 et 2011-2016, passant de + 0,4 % à + 0,5 % par an

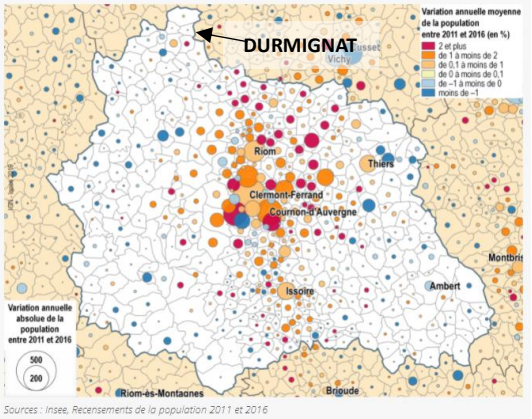
Le dynamisme démographique du Puy-de-Dôme se concentre autour de Clermont-Ferrand et le long de l'Allier et des axes autoroutiers. **À l'inverse, les communes situées en zone de montagne à l'ouest et au sud-est du département, moins accessibles, perdent des habitants**. *https://www.insee.fr/fr/statistiques/3690277*

La commune de Durmignat se situe dans le territoire Insee des « **Combrailles Sancy Ouest** », territoire qui perd de la population.



Source : Insee, Recensements de la population 1999 et 2006
http://www.insee.fr/auvergne - Insee Auvergne La Lettre n°61

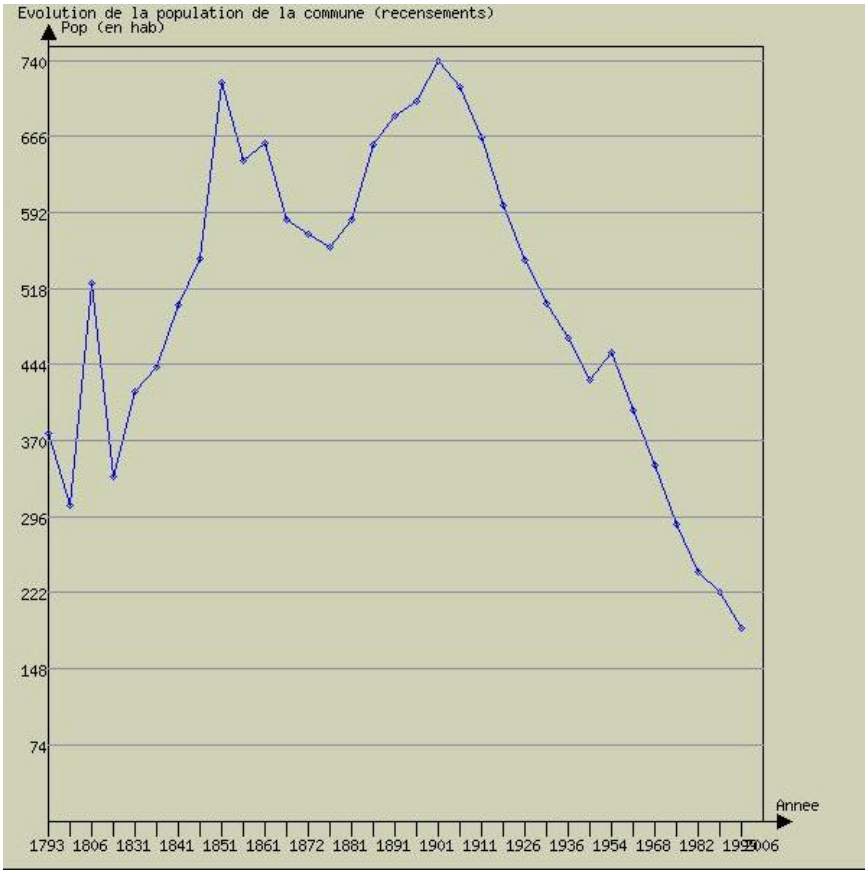
Figure 3 – Dynamisme démographique autour de Clermont-Ferrand
Évolution de la population des communes entre 2011 et 2016



Sources : Insee, Recensements de la population 2011 et 2016

1.2. UNE CROISSANCE EN DENTS DE SCIE

Evolution démographique historique



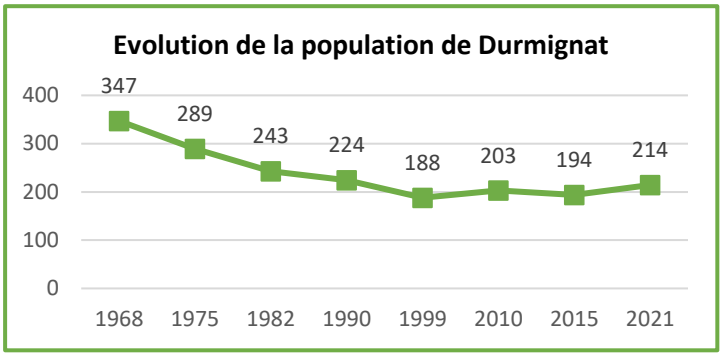
autre	1841 502	1876 558	1911 665	1962 400
1793 378	1846 547	1881 584	1921 598	1968 347
1800 308	1851 718	1886 657	1926 546	1975 289
1806 523	1856 642	1891 686	1931 503	1982 243
1821 335	1861 659	1896 699	1936 470	1990 224
1831 418	1866 584	1901 738	1946 429	1999 188
1836 442	1872 570	1906 714	1954 456	2006

Source : http://cassini.ehess.fr

Les données démographiques sont disponibles depuis 1793. A l'époque, la commune comptait 378 habitants. Ce nombre a progressé en dents de scie jusqu'en 1851 avec 718 habitants.

A partir de cette date, la population communale baisse de manière non linéaire jusqu'en 1881 (584 habitants). Elle connait une deuxième augmentation jusqu'en 1901 (738 habitants), puis la population diminue drastiquement de manière presque linéaire passant de 738 habitants en 1901 à 188 habitants en 1999 soit une division par 4 de la population.

Depuis 1999, la population évolue en dent de scie, et en 2021 on comptait 214 habitants, soit 20 de plus par rapport à 2015.

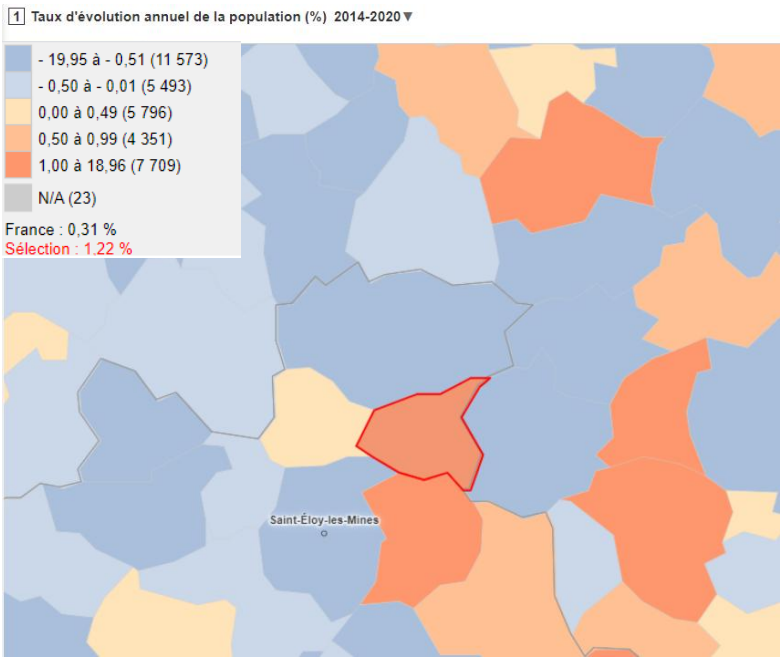


(Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2010 au RP2021)

Sur la dernière période, la commune de Durmignat s'inscrit dans une dynamique différente de celle de son intercommunalité : alors que la commune connaît un phénomène de croissance important, l'intercommunalité continue de perdre des habitants.

Source : Insee	**Taux annuel moyen de variation de la population**						
	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2010	2010-2015	2015-2021
Durmignat	-2.6%	-2.4%	-1.0%	-1.9%	+0.7%	-0.9%	+1.6%
CC Pays de Saint-Eloy	-1.9%	-1.3%	-1.5%	-0.8%	-0.3%	-0.1%	-0.6%
Puy-de-Dôme	+0,8%	+0.3%	+0.1%	+0.1%	+0.4%	+0.5%	+0.4%

Au sein du territoire de la CC Pays de Saint Eloy, la situation des communes est très différente. Certaines communes voisines comme Lapeyrouse, Saint-Eloy-les-Mines, ou Echassières sont marquées par une croissance négative sur la dernière période 2015-2021, tandis que d'autres apparaissent, comme c'est le cas pour Durmignat, plus attractives (Moureuille, Servant, …).



Durmignat est une commune rurale à habitat très dispersé. Elle fait partie des communes très peu denses, au sens de la grille communale de densité de l'Insee. La commune appartient à la couronne d'un pôle de moins de 50 000 habitants et est en Zone de revitalisation rurale (ZRR).
La commune est identifiée par l'INSEE comme faisant partie de la zone d'emploi de Montluçon en 2020.

1.3. UN SOLDE MIGRATOIRE POSITIF

La croissance démographique que connaît la commune depuis 2015 est uniquement due au solde migratoire (+1.6%). Le solde naturel restant négatif depuis 1968.
On observe le même phénomène à l'échelle départementale : la croissance de la population relève davantage du solde migratoire (+0.4%) que du solde naturel (0.0%).

Au niveau de l'intercommunalité, le solde migratoire positif (+0.5%) ne suffit pas à compenser le solde naturel négatif (-1.1%).

POP T2M - Indicateurs démographiques en historique depuis 1968

Indicateurs démographiques	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2010	2010 à 2015	2015 à 2021
Variation annuelle moyenne de la population en %	-2,6	-2,4	-1,0	-1,9	0,7	-0,9	1,6
due au solde naturel en %	*-1,7*	*-0,6*	*-1,2*	*-1,4*	*-0,9*	*-1,0*	*-0,4*
due au solde apparent des entrées sorties en %	*-0,9*	*-1,8*	*0,2*	*-0,5*	*1,6*	*0,1*	*2,1*
Taux de natalité (‰)	8,0	9,0	10,7	4,8	6,5	11,0	11,5
Taux de mortalité (‰)	24,5	15,3	22,4	19,3	15,9	21,1	15,7

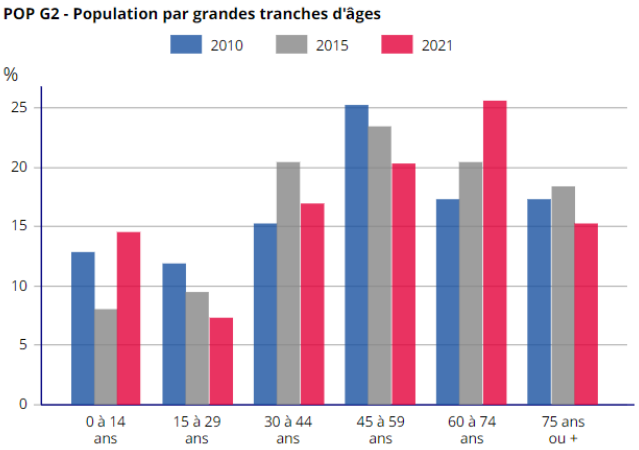
Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2024.
Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombrements, RP2010 au RP2021 exploitations principales - État civil.

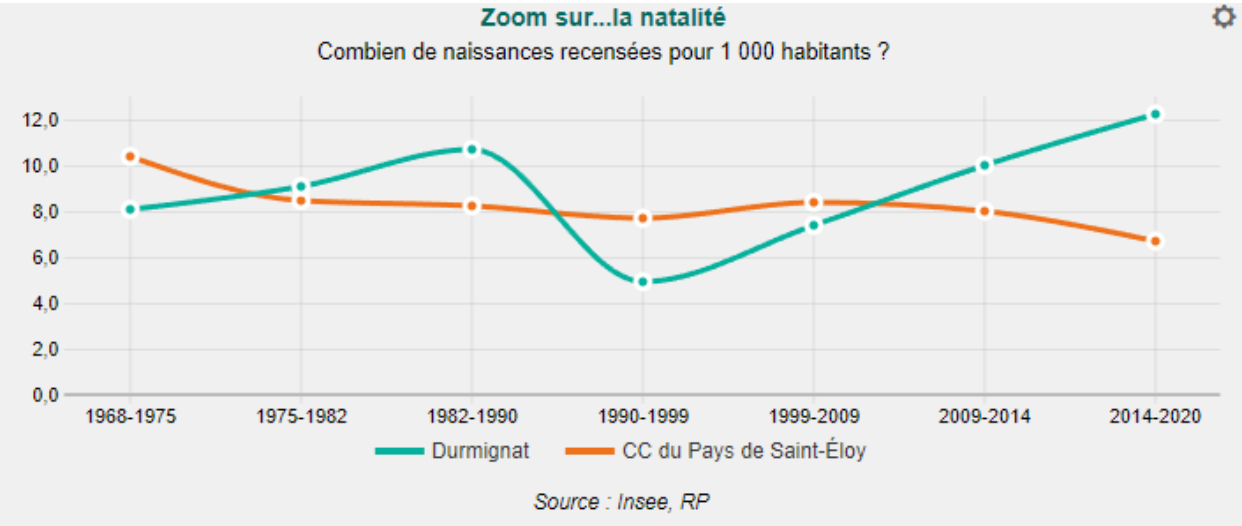
1.4. UNE POPULATION EN PHASE DE RAJEUNISSEMENT

Malgré la forte progression des 60-74 ans et la baisse constante depuis 2010 des 15-29 ans, la répartition de la population par classe d'âge apparaît relativement équilibrée, montrant **des signes de rajeunissement avec une augmentation des 0-14 ans.**

Source : INSEE, RGP 2021

Répartition de la population par tranche d'âge en 2021			
	Durmignat	**CC PSE**	**Puy-de-Dôme**
0-14 ans	14.5%	12.8%	16.1%
15-29 ans	7.3%	11.4%	17.8%
30-44 ans	17%	13.4%	17.9%
45-59 ans	20.3%	22.0%	19.7%
60-74 ans	25.6%	25.5%	18.2%
75 ans et plus	15.3%	14.9%	10.3%





Source : observatoire des territoires

Il est ainsi nécessaire de permettre un accueil régulier de nouveaux habitants, en diversifiant le profil de ces derniers et en ciblant notamment les jeunes ménages.

1.5. REDRESSEMENT DE LA TAILLE DES MENAGES

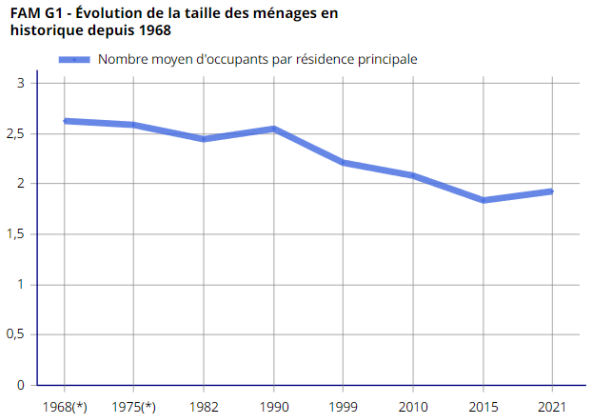
Ménages : ensemble des occupants d'un même logement (résidence principale), quels que soient les liens qui les unissent.

La commune de Durmignat comptait 102 ménages fiscaux en 2021.

Le nombre moyen d'occupants par résidence principale baisse régulièrement depuis plusieurs décennies. Ce phénomène de desserrement des ménages(*) n'épargne pas la commune.

(*) Le desserrement des ménages est un phénomène national. La diminution de la taille des ménages (liée au vieillissement, au développement des familles monoparentales…) accroît significativement la demande en logement et participe largement au dynamisme de la construction neuve depuis plusieurs années. Elle a également une incidence sur la demande locative de logements et la demande de logements adaptés à des besoins spécifiques.

La taille des ménages en **2021 est de 1.93 pers/ménage** (contre 2.63 pers/ménage en 1968).
Cette taille des ménages est similaire à celle observée sur la CC Pays-de-Saint-Eloy (1.94 pers/ménage), mais reste inférieure à celle observée sur le département du Puy-de-Dôme (2.04 en 2021).

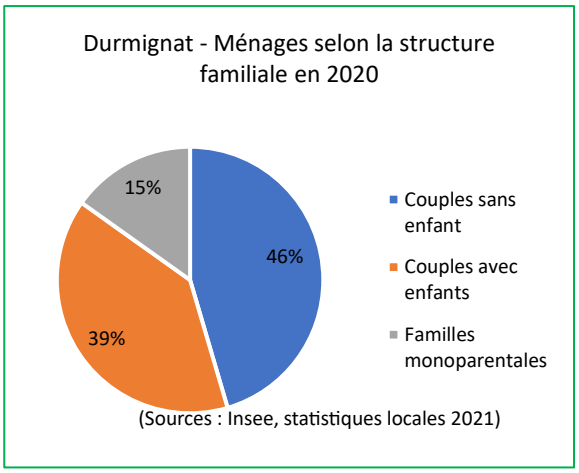


1.6. UNE MAJORITE DE COUPLES SANS ENFANT

La part des couples sans enfant est la plus représentées sur la commune (46%), bien supérieure à ce que l'on rencontre à l'échelle intercommunale (30%) et départementale (26,2%).

Il en va de même pour les familles monoparentales, exclusivement représentées par des femmes seules avec enfants. Elles représentent 15,1% des ménages, contre 8,7% à l'échelle intercommunale et 8,6% à l'échelle départementale.

L'analyse de la structure des ménages est un bon indicateur concernant l'offre de logement à cibler pour permettre de répondre aux besoins de la population.



1.7. UNE DIMINUTION DE LA POPULATION ACTIVE ET UNE DISPARITION DES OUVRIERS

Sur la période 2010-2021, la situation de la population active est plutôt contrastée : le taux d'actifs a baissé, tout comme la proportion de chômeurs, alors même que le nombre d'habitants a augmenté sur la même période.
Le taux de chômage est passé de 6,0% en 2010 à **5,3% en 2021**.
A l'échelle de la communauté de communes Pays de Saint Eloy, la situation est plus stable avec un taux de chômeurs resté stable (8,2%).

Source : INSEE, RGP 2021	**2010**	**2021**
Actifs ayant un emploi	66,4%	64,1%
Chômeurs	6,0%	5,3%
TOTAL ACTIFS	**72,4%**	**69,5%**
Inactifs	27,6%	30,5%
TOTAL	**117**	**120**
Population de 15 à 64 ans		

La part d'inactifs (élèves, étudiants, retraités, autres) est quant à elle en hausse sur la commune depuis 2010, passant de 27,6% à 30,5%. Cette hausse s'explique essentiellement par une augmentation du nombre de retraités : 18,4% en 2021 contre 12,9% en 2010. Le nombre d'élèves est la part d'inactifs qui accuse la plus forte baisse, passant de 4,3% en 2010 à 2,7% en 2021.

L'analyse de l'évolution des catégories socioprofessionnelles met en évidence plusieurs particularités de la commune :

- L'agriculture est une vocation encore forte sur la commune. Malgré la baisse de cette CSP, la part des agriculteurs est bien supérieure à la moyenne départementale.
- Les cadres et professions intellectuelles supérieures ont connu une forte hausse en 10 ans.
- La part des ouvriers a disparu, et constitue la plus forte évolution des CSP.

Source : INSEE, RGP 2021

	% des CSP en 2020	% des CSP en 2009	% des CSP en 2020 Département PDD
Agriculteurs exploitants	10.4	13.7	1.3
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	0.0	0.0	4.5
Cadres et professions intellectuelles supérieures	10.4	2.3	10,5
Professions intermédiaires	10.4	11.4	15 ,4
Employés	5.2	16.0	15.5
Ouvriers	0.0	11.4	13.9

1.8. LE NIVEAU DE REVENU

En 2021, la commune de Durmignat comptait 102 ménages fiscaux.
Le revenu fiscal de référence moyen est de 20 530 € sur la commune. Ces valeurs mettent en exergue un niveau de revenu globalement inférieur à celui du Département, mais supérieur à celui de la CC Pays de Saint-Eloy.

Source : INSEE, RGP 2021

	Durmignat	CC Pays de Saint-Eloy	Puy-de-Dôme
Nombre de ménages fiscaux	**102**	7 167	297 502
Part des ménages fiscaux imposés	NC	38.1%	52.3%
Médiane du revenu disponible par unité de consommation	**20 530 €**	19 960 €	23 060 €
Taux de pauvreté	NC	19.2%	13.9%

Pour des raisons de secrets statistiques, certains indicateurs ne peuvent être renseignés (échantillon trop faible).

1.9. LE SCOT DES COMBRAILLES

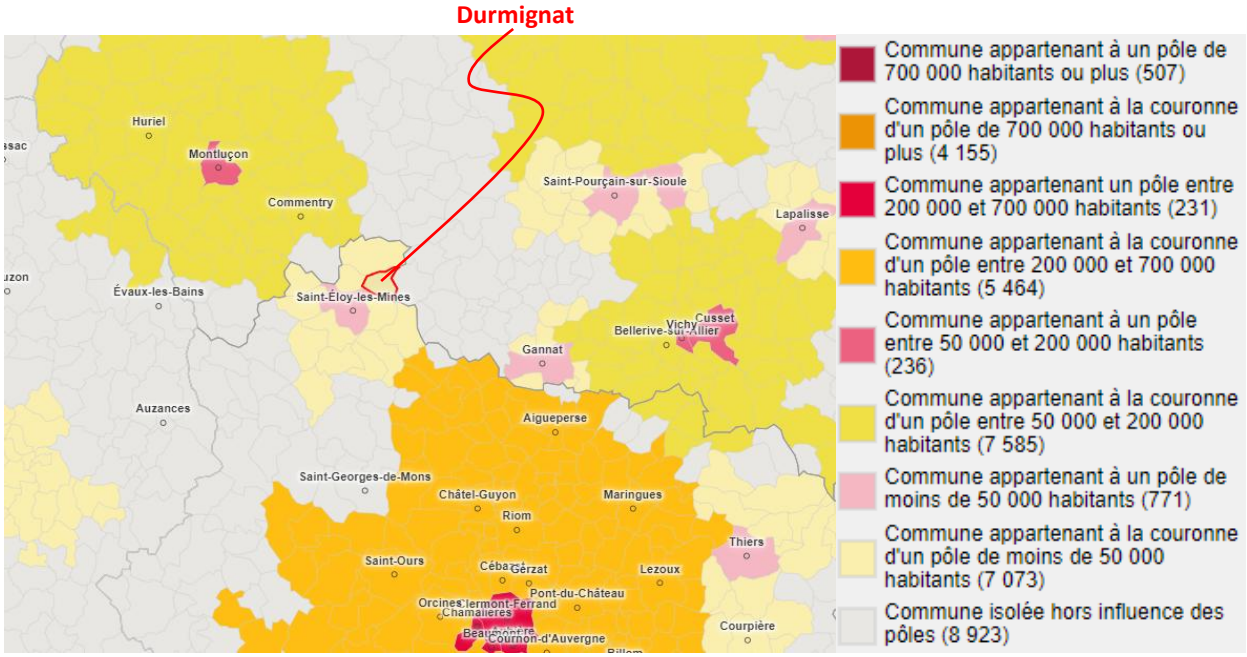
SCOT du Pays des Combrailles – Analyse des résultats 2016-2022 – SMADC

Ambitions SCoT : 2- Mener une politique résidentielle différenciée

Rappel des objectifs du SCoT	Conclusions et suites à donner pour la poursuite du SCoT
Ne plus perdre d'habitants d'ici 10 ans, et donc accueillir 2600 nouveaux habitants	Le territoire du SCoT ne perd plus d'habitants mais le rééquilibrage souhaité entre l'Est et le reste du territoire n'a pas lieu, et s'est aggravé au contraire. Le recentrage de la population sur les bourgs centres n'a pas eu lieu non plus et leur situation s'aggrave également depuis 2016. Le desserrement des ménages a été moins fort que prévu. L'évolution démographique positive du territoire est toujours liée au seul solde migratoire.

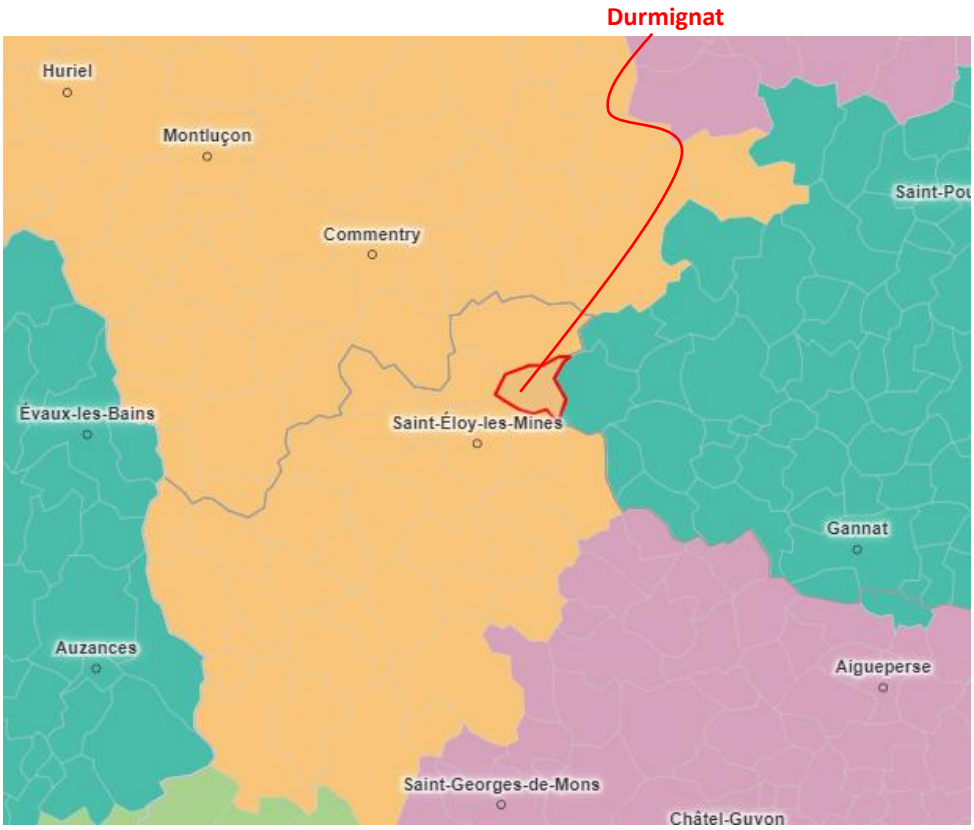
1.10. LES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DE LA POPULATION COMMUNALE

Durmignat se situe au nord des Combrailles, en limite avec le département de l'Allier.
Elle est située dans l'aire d'attraction de Saint-Eloy-les-Mines. Cette influence est mesurée par l'intensité des déplacements domicile-travail.



Aires d'attraction des villes (Source : Observatoire des territoires, 2021)

Localisée entre les pôles d'attraction de Montluçon et de l'agglomération clermontoise, la commune fait également partie de la zone d'emploi de Montluçon, dont elle est distante d'environ 35 km.

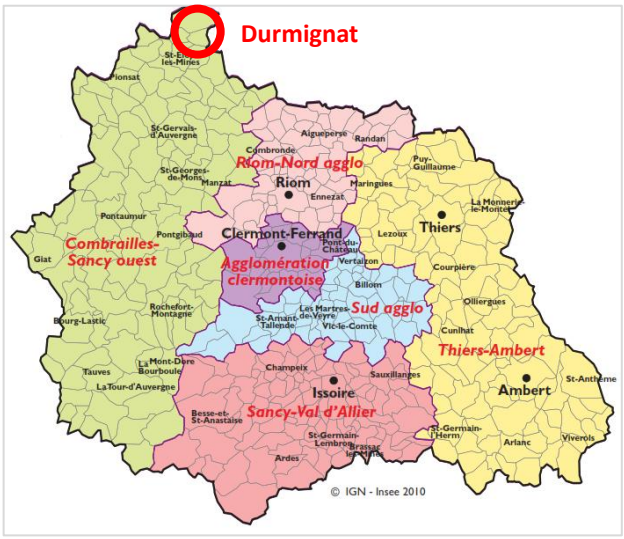


Les zones d'emploi en 2020 (Source : Observatoire des territoires, 2021)

Il apparait indispensable de prendre en compte les différentes projections de ces pôles d'influences, afin de positionner au mieux les possibilités de développement du territoire communal dans un contexte réaliste.

Les projections de l'Insee

La commune de Durmignat se situe dans le territoire d'étude de l'INSEE des Combrailles Sancy Ouest.



Selon la lettre n°61, « projectives démographiques des territoires du Puy-de-Dôme à l'horizon 2031 » (juin 2010) :

« *La croissance démographique du Puy-de-Dôme se renforce. Ce dynamisme, porté par une amélioration de l'attractivité, se concentre dans un couloir central gagné par l'étalement urbain. D'ici 2031, si les mouvements de périurbanisation se maintiennent, les taux de croissance de la population des territoires d'étude situés dans ce couloir devraient être identiques à ceux enregistrés entre 1999 et 2006.* ***Dans les contreforts montagneux*** *du Sancy,* ***des Combrailles*** *et du Livradois Forez* ***la croissance devrait être moins soutenue****. (…)* ». François LASBATS, Vincent VALLÈS, INSEE Auvergne.

A l'horizon 2031, l'Insee prévoit un taux de variation annuel de l'ordre de +0,2%/an :

Dynamisme démographique des territoires d'études

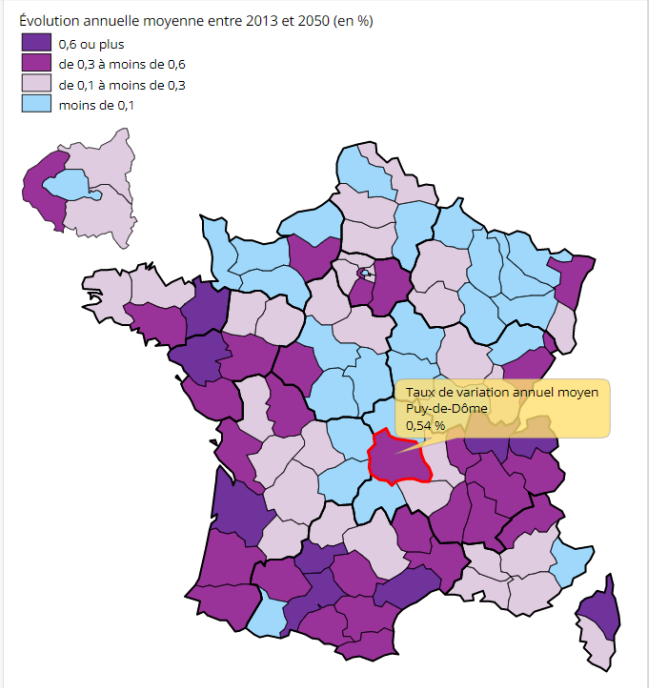
Territoires d'étude	Population projetée 2031	Population recensement 2006	Variation 2006-2031		Taux de variation annuel de la population			Densité (hab/km²)	
			Absolue	Relative	Projeté 2006-2031	Observé au recensement			
						1999-2006	1982-1999	2031	2006
Puy-de-Dôme	**681 100**	**623 500**	**57 600**	**+ 9,2 %**	**+ 0,4 %**	**+ 0,4 %**	**+ 0,1 %**	**85**	**78**
Agglomération clermontoise	290 000	282 400	7 600	+ 2,7 %	+ 0,1 %	+ 0,3 %	+ 0,1 %	896	872
Combrailles-Sancy ouest	59 400	57 200	2 200	+ 3,8 %	+ 0,2 %	0,0 %	– 0,9 %	22	21
Riom-Nord agglo	92 700	78 200	14 500	+ 18,5 %	+ 0,7 %	+ 0,9 %	+ 0,7 %	126	107
Sancy-Val d'Allier	68 600	57 000	11 600	+ 20,4 %	+ 0,8 %	+ 0,9 %	– 0,1 %	49	41
Sud agglo	77 400	60 500	16 900	+ 27,9 %	+ 1,1 %	+ 1,5 %	+ 1,4 %	121	95
Thiers-Ambert	93 000	88 200	4 800	+ 5,4 %	+ 0,2 %	0,0 %	– 0,3 %	43	41

Source : Insee, Recensements de la population - Projections de population : Omphale 2010

Selon la lettre n°67, « nouvelles projections démographiques auvergnates » (décembre 2010) :

La décennie 2000 a marqué le retour à la croissance de la population auvergnate. Selon les nouvelles projections de population ce dynamisme démographique uniquement porté par le solde migratoire excédentaire devrait se maintenir au cours des trois décennies suivantes.

À l'horizon 2040, selon les scénarios démographiques étudiés, le taux de croissance annuel moyen du Puy-de-Dôme pourrait se situer entre 0,2 à moins de 0,4%/an.



Selon Insee Analyse n°41 (juin 2017) - « Auvergne Rhône Alpes, 9,5 millions d'habitants à l'horizon 2050 » : « *Dans un contexte national de ralentissement démographique et de vieillissement de la population, la région Auvergne-Rhône-Alpes enregistrerait d'ici 2050 une croissance démographique rapide supérieure à la moyenne française. (…) Les départements jeunes et urbains du Rhône, de l'Isère et du Puy-de-Dôme auraient une croissance démographique supérieure à la moyenne régionale. (…).* » Simon DESGOUTTES, Axel GILBERT, INSEE.

La croissance annuelle moyenne du Puy-de-Dôme pourrait être de +0.54%/an d'ici 2050.

Bilan

Les données INSEE projettent une croissance annuelle moyenne entre +0,2%/an et +0,54%/an sur le département du Puy-de-Dôme. Il est nécessaire d'affiner ces projections en prenant compte les contextes des territoires d'études de l'INSEE : la commune de Durmignat s'inscrit dans le territoire Combrailles Sancy Ouest, territoire dont la croissance devrait être au niveau le plus bas (+0.2%).

	Projections 2024-2034				
	Evolution basée sur **rythme moyen observé sur 2014-2020 pour le Pays de Saint-Eloy : -0.6% /an**	Evolution basée sur les projections **Insee sur « Combrailles – Sancy ouest » : +0,2%/an**	Evolution basée sur le **rythme moyen observé sur 2014-2020 pour le Puy-de-Dôme : +0.4%/an**	Evolution basée sur le **rythme moyen observé sur 1999-2010 : +0.7%/an**	Evolution basée sur le **rythme moyen observé sur 2015-2021 : +1.6%/an**
Nombre d'habitants en 2024 (Source Insee 2021)	214 habitants				
Nombre d'habitants projeté pour 2034	**202 habitants (-12 hab.)**	**218 habitants (+4 hab.)**	**223 habitants (+9 hab.)**	**229 habitants (+15 hab.)**	**251 habitants (+37 hab.)**

Ce qu'il faut retenir :

- Une évolution démographique en dents de scie, mais importante sur la dernière période.
- Une hausse du nombre d'habitants exclusivement due au solde migratoire.
- Un desserrement des ménages qui n'épargne pas la commune, malgré un redressement.
- Une disparition de la CSP ouvriers, et une augmentation du nombre de cadres et de professions intellectuelles supérieures.

2. HABITAT

(Sources : Dossier complet Insee, paru en février 2024 ; observatoire des territoires ; statistiques locales de l'Insee)

2.1. UNE PRODUCTION DE LOGEMENTS EN AUGMENTATION

Durmignat compte 172 logements en 2021.

LOG T1 - Évolution du nombre de logements par catégorie en historique depuis 1968

Catégorie de logement	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015	2021
Ensemble	**151**	**162**	**162**	**161**	**160**	**165**	**171**	**172**
Résidences principales	132	112	99	88	85	97	105	111
Résidences secondaires et logements occasionnels	9	23	36	57	54	47	42	61
Logements vacants	10	27	27	16	21	20	23	0

(*) 1967 et 1974 pour les DOM
Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2024.
Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2010 au RP2021 exploitations principales.

Sur la période 2010-2021, la commune a gagné 11 habitants. Sur la même période, 7 nouveaux logements ont vu le jour. Pour chaque recensement, on remarque que le nombre de logements est largement suffisant en nombre pour répondre aux besoins des populations :

- En 2010, les 165 logements pouvaient accueillir environ 343 habitants (à raison de 2.08 pers/ménage –source Insee 2010-), alors que la commune comptait 203 habitants.
- En 2021, les 172 logements peuvent accueillir 331 habitants (à raison de 1.93 pers/ménage –source Insee 2021-), alors que la commune compte 214habitants.

Cette situation reflète une commune qui propose plus de logements qu'elle ne dispose d'habitants.
La dynamique de production de logements sur la commune connait une évolution en dents de scie, avec une stagnation entre 1975 et 1999 et une reprise timide depuis 2000.
A l'échelle de la CC Pays de Saint-Eloy elle aussi connait des évolutions du nombre de logements assez différentes depuis 1968.

INSEE, RGP 1968 à 2020	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2009	2009-2014	2014-2020
Taux de variation annuel moyen des logements							
Durmignat	+1.01%	0.00%	-0.08%	-0.07%	+0.17%	+1.27%	-0.10%
CC Pays de Saint-Eloy	+0.32%	+0.38%	+0.23%	-0.15%	+0.58%	+0,45%	+0.24%

(Source : https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/outils/cartographie-interactive)

2.2. TYPOLOGIE DU PARC DES LOGEMENTS

Le parc des logements est composé à plus de 64% par des résidences principales. Cette situation est similaire aux territoires de comparaison.
La part des résidences secondaires (près de 36% des logements) est largement supérieure à celle du département et de la CC Pays de Saint-Eloy. Depuis 1968, cette catégorie ne cesse d'augmenter passant de 9 à 61 en 2021.

Source : INSEE, RGP 2021	Durmignat	CC Pays de Saint-Eloy	Puy-de-Dôme
Résidences principales	64.6%	64.4%	79.3%
Résidences secondaires	35.5%	20.1%	10.2%
Logements vacants	0.0%	15.5%	10.5%

Les logements vacants

Selon l'Insee, les logements vacants constituaient 13.6% du parc de logements en 2015. En 2021, cette typologie a disparu, en partie par report vers les typologies RP et RS.

LOG T1 - Évolution du nombre de logements par catégorie en historique depuis 1968

Catégorie de logement	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015	2021
Ensemble	**151**	**162**	**162**	**161**	**160**	**165**	**171**	**172**
Résidences principales	132	112	99	88	85	97	105	111
Résidences secondaires et logements occasionnels	9	23	36	57	54	47	42	61
Logements vacants	10	27	27	16	21	20	23	0

(*) 1967 et 1974 pour les DOM
Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2024.
Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2010 au RP2021 exploitations principales.

Durmignat (Source : INSEE 2021)

La définition de la notion de logement vacant de l'Insee est la suivante : « *Un logement est vacant s'il est inoccupé et :*

- *Proposé à la vente, à la location,*
- *Déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation,*
- *En attente de règlement de succession,*
- *Conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés,*
- *Sans affectation précise par le propriétaire (logement vétuste, etc.).* »

Cette définition apparait très stricte dans le sens où le temps de vacance de certains logements peut être très court et malgré tout comptabilisé pour l'année. C'est le cas notamment des biens en cours de vente ou de location (alinéa 2 de la définition).

Selon le résultat des comptages faisant suite à l'enquête de recensement réalisée en 2024, les données Insee 2021 apparaissent contradictoires :

- Résidences principales en 2024 : 107 (+2 depuis 2015 / -4 depuis 2021) ;
- Résidences secondaires en 2024 : 45 (+3 depuis 2015 / -16 depuis 2021) ;
- Logements vacants en 2024 : 24 (+1 depuis 2015 / +24 depuis 2021).

La vacance de logements d'après le nouveau millésime 2022 de LOVAC

Le nouveau millésime 2022 de LOVAC concerne uniquement les logements vacants depuis au moins deux ans relevant du parc privé. Il permet de caractériser la vacance structurelle, c'est-à-dire des logements inoccupés depuis plus de deux ans. C'est sur ces logements vides que doit être déployé une stratégie pour envisager de les remettre sur le marché.
Selon LOVAC, 20 logements du parc privé sont vacants :

- 70 % des logements sont des maisons ;
- les grands logements représentent 45 % des logements vacants (surface totale des pièces d'habitation ⍰ 65 m2);
- hormis 1 logement construit en 2011, les logements ont une date de construction antérieure à 1935, donc construits avant la mise en place de la première réglementation thermique (1974); la commune de Durmignat est propriétaire d'un logement vacant;
- 75 % des logements vacants sont détenus par des personnes physiques et 20 % par une. société civile à vocation immobilière.

Il s'agit potentiellement de logements qui ne répondent plus à la demande soit par manque de confort, soit parce que la taille ou leur situation ne correspond plus aux besoins ou aux normes (insalubrité,. non-décence, localisation, précarité énergétique ...). Il convient de mettre en œuvre tous les outils à disposition pour tenter de réinverstir ces logements.

La Mairie estime le nombre de logements vacants à 18 logements en 2024.

Parc privé potentiellement indigne :

Le taux de logements privés potentiellement indigne (PPPI) est rendu secret pour la commune de Durmignat. Le taux de PPPI du Pays de Saint-Éloy l'est également et celui du département du Puy-de-Dôme est de 4 %.

Source: MTE - Filocom 2019 d'après la DGFiP, traitement PPPI Anah.

Copropriétés fragiles :

La commune de Durmignat n'est pas concernée.

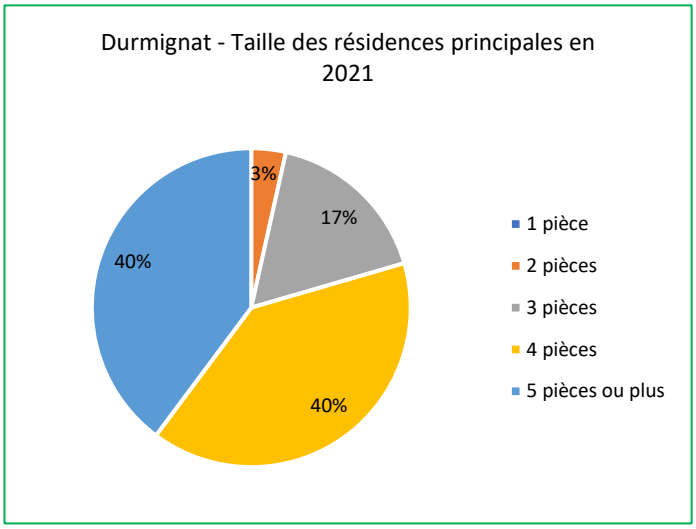
2.3. CARACTERISTIQUES DES RESIDENCES PRINCIPALES

Un déséquilibre maison/appartement

La commune est marquée par un grand déséquilibre entre maison et appartement.

En 2021, 97.2% des logements sont des maisons, 2.8% des appartements. Cette répartition entre maison et appartement est similaire, bien que supérieure, à celle observée sur la CC Pays de Saint-Eloy (87.3 % de maisons).

Le nombre d'appartements a augmenté de 2 unités entre 2010 et 2021. On compte en 2021, 5 appartements sur Durmignat.



Source : Insee, RP2009, RP2014 et RP2020, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

Une part importante de logements anciens

70 % des résidences principales ont été construites avant 1970.

La part relativement importante des constructions anciennes reflètent l'urbanisme ancien de la commune et traduit en partie le statut rural de la commune.

Un décalage taille des ménages/taille des logements

La réduction de la taille des ménages ne s'accompagne pas d'une réduction de la taille des logements. À travers la source FILOCOM, on observe en Auvergne comme dans d'autres régions, une tendance, plus ou moins prononcée selon les aires urbaines, à la diminution du nombre de petits logements et surtout une tendance lourde et générale à la progression des grands logements.

La commune dispose d'une proportion importante de logements de grandes tailles (39.9% des résidences principales disposent de 5 pièces ou plus). Cette proportion se situe entre la moyenne de la CC Pays de Saint-Eloy (45.4%) et celle du département (37.7%), correspondant au profil d'une commune rurale.

Cette typologie de logements n'est pas totalement en accord avec les besoins de la population. Comme nous l'avons vu plus haut, la commune connaît un phénomène de desserrement des ménages (2.55 pers/ménages en moyenne en 1990, 1.93 pers/ménages en 2021). Il faut donc tenter de maintenir et de favoriser la création de logements de petite et de moyenne taille.

2.4. UNE MAJORITE DE PROPRIETAIRES

Une bonne répartition entre propriétaires et locataires est nécessaire pour attirer différents types de ménages et permettre un certain turn-over sur la commune.

La commune de Durmignat se caractérise par une majorité de propriétaires (98 personnes).

Les logements locatifs sont au nombre de 13 en 2021, et concernent 22 personnes selon l'Insee. La commune recense quant à elle 5 logements loués. Elle a pour projet d'acquérir plusieurs bâtis afin de faire de la création locative.

Statut d'occupation des résidences principales en 2021

Source : Insee, RP2020, publié en 2024	**Durmignat**	**CC PSE**	**Puy-de-Dôme**
Propriétaires	88.4%	74.9%	61.7%
Locataires	11.6%	22.4%	36.2%
Dont logements sociaux	0.0%	6.6%	12.2%
Logés gratuitement	0.0%	2.6%	2.1%

Le cadre de vie est plutôt agréable sur la commune : les propriétaires occupants restent dans leur logement en moyenne 21.9 ans. Les locataires restent dans leur logement 6.6 ans.
Le turn-over est donc faible : Tous statuts confondus, 28.4 % des ménages sont dans leur logement depuis plus de 30 ans.

Logements sociaux
Un logement communal conventionné est présent sur le territoire. *Source: application ECOLO Web et PAC DDT*.

Les données issues du répertoire du parc locatif social et du système national d'enregistrement de la demande locative sociale ne font apparaitre aucune demande sur Durmignat (*Source : www.demande-logement-social.gouv.fr).*

2.5. LES ENJEUX RESSORTIS DES ETUDES INTERCOMMUNALES

La commune adhère au Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux » du Conseil départemental du Puy-de-Dôme. Il s'inscrit dans une logique d'assistance des personnes en difficulté dans leur logement. Il est mis en place pour aider les particuliers à porter des projets de requalification et de réduire, à long terme, le nombre de logements indignes et insalubres et d'en améliorer la performance énergétique.

Elle adhère également au programme Rénov'actions 63 porté par la Communauté de communes Pays de Saint-Eloy.
Ce programme ayant débuté en 2021, le recul n'est pas encore suffisant pour disposer de données chiffrées.

Rénov'actions63 est le service public de rénovation de l'habitat dans le département du Puy-de-Dôme. Financé par la Région, le Département et les intercommunalités, il est déployé dans l'ensemble des communes de la Communauté de Communes Dômes Sancy Artense. Il offre aux particuliers l'opportunité de rénover leur logement pour améliorer leur confort tout en réduisant leurs factures.
Un des enjeux du service public est d'amener les propriétaires vers une rénovation performante de leur logement comprenant, selon les cas, des travaux d'isolation, des changements de fenêtres, de systèmes de ventilation ou de chauffage notamment.

En fonction de leur condition de ressources, les habitants de Durmignat peuvent bénéficier de subventions de la part de l'ANAH.

La commune ne dispose pas de Programme Local d'Habitat (PLH).

Un plan départemental de l'habitat (PDH 2025-2030) est en cours d'élaboration pour une finalisation fin 2024, début 2025.
Le PDH est régi par les articles L.302-10 à 12 du code de la construction et de l'habitation (CCH). Il a pour objectif d'assurer la cohérence entre les politiques d'habitat menées dans les territoires couverts par un programme local de l'habitat et celles menées dans le reste du département.
Ce plan doit comporter un diagnostic sur le fonctionnement des marchés du logement et définir les conditions de mise en place d'un dispositif d'observation de l'habitat dans le département. Il définit des orientations conformes à celles qui résultent des schémas de cohérence territoriale et des programmes locaux de l'habitat.
Le plan départemental de l'habitat est un cadre de collaboration entre les services du Département, l'État et les EPCI permet au territoire départemental de se doter d'un cadre stratégique transversal de l'habitat. Il doit favoriser une plus grande cohérence dans l'approche des questions spécifiques au logement et à l'habitat permettant ainsi d'éviter les déséquilibres et les inégalités territoriales. Sur la base de ce travail de concertation, le PDH doit aboutir à un diagnostic et à un document d'orientations commun et partagé par tous, pour une durée de six ans.

Autres infos utiles en matière d'habitat :

Le projet EMILI, signifiant « Exploitation de Mica Lithinifère par Imerys », comprend la création de trois sites industriels dans le département de l'Allier sur les communes d'Échassières, Saint-Bonnet-de-Rochefort/Naves et de Saint-Victor.

À l'échelle du département du Puy-de-Dôme, 20 communes sont concernées sur le territoire de la communauté de communes du Pays-de-Saint-Éloy, dont la commune de Durmignat.

Du fait de l'installation de cet important projet industriel, des besoins nouveaux en matière de logements pourraient s'observer, ceci vaut aussi pour l'offre de services sur les bassins de vie correspondant aux trois implantations.

Dans ce cadre, la commune de Durmignat pourra favoriser l'accueil et l'intégration des nouveaux salariés. Aussi, la commune devra avoir la capacité de répondre aux besoins de ses habitants et de répondre aux besoins des nouveaux habitants par une diversification de l'offre de logements et une mixité sociale. Au regard des répercussions sur l'économie d'espace foncier et dans un contexte de lutte contre l'artificialisation des sols, la commune devra veiller à une gestion économe de l'espace et prioriser le recyclage des surfaces déjà artificialisées, notamment les dents creuses et la vacance de logements.

Une étude de définition des besoins en matière d'aménagement lié au projet EMILI est en cours.

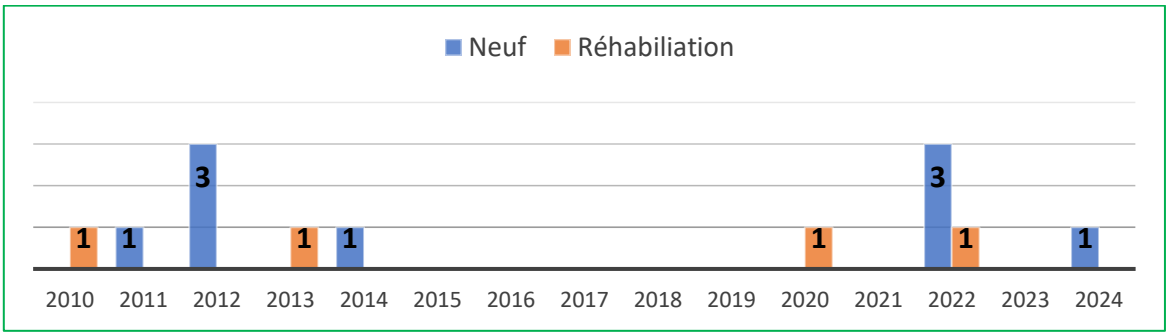
2.6. LA DYNAMIQUE DES PERMIS DE CONSTRUIRE ET LES PROJETS

L'analyse des permis de construire accordés depuis 2010, ayant conduit à la création de nouveaux logements, montre une moyenne de l'ordre de 0.8 logements par an.

13 nouveaux logements ont été créés :

- 9 nouvelles maisons individuelles,
- 4 réhabilitations par changement de destination.

Logements autorisés entre 2010 et 2024



Source : registre des permis de construire (mairie)

Projets :

- Une acquisition foncière est en cours par la commune pour la production de six logements.

2.7. LA DYNAMIQUE DE LOGEMENTS A ENVISAGER CES PROCHAINES ANNEES

Voir chapitre organisation urbaine

2.8. LE SCOT DES COMBRAILLES

SCOT du Pays des Combrailles – Analyse des résultats 2016-2022 – SMADC

Ambitions SCoT : 2- Mener une politique résidentielle différenciée

- **Remettre sur le marché 30% de logements vacants.**
- **Créer entre 50 et 60% de F1-F3 dans ses nouveaux logements.**
- **Une densité moyenne de 10 à 15 logements par hectare pour l'habitat individuel pur est attendue (maximum 1 000 m2 par logement).**
- **Atteindre 25% de logements sociaux.**

Ce qu'il faut retenir

- Une dynamique de production de logements de l'ordre de 0.8 logements supplémentaires par an selon le registre des permis de la commune, à maintenir ces prochaines années pour renforcer le statut de la commune.
- Une typologie de logement marquée par la forte présence de maisons de grandes tailles, ce qui n'est pas nécessairement adapté aux évolutions que connaît la commune : taille moyenne des ménages en diminution constante.
- 24 logements vacants.
- Un enjeu dans la réhabilitation et le changement de destination des anciens bâtiments agricoles à traiter pour les années à venir, afin de limiter la consommation de terres agricoles et naturelles d'une part, et de maintenir l'attractivité de la commune d'autre part.

3. ECONOMIE

Caractéristiques économiques du territoire du Pays des Combrailles

Une structure des activités et de l'emploi à dominante agricole et industrielle, avec des marges d'accroissement certaines dans le secteur tertiaire et la filière bois.
Une organisation bi-polaire (St-Eloy-les-Mines et Les Ancizes/St-Georges) structurant le territoire, liée à 3 entreprises.
L'aire d'attraction métropolitaine clermontoise qui s'accroît : 36 % des actifs.
Un tissu artisanal, indépendant, de TPME qui tient le territoire rural, et une agriculture très présente économiquement, mais aussi dans le paysage. L'ensemble devant être soutenu.
Une économie touristique liée à la qualité des patrimoines et des paysages.
Une offre en zones d'activités jusqu'à présent modeste, diffuse, dorénavant polarisée sur les diffuseurs de l'A89, avec un projet d'envergure à Combronde.

https://www.combrailles.com/images/7-Environnement-urbanisme/Schema-coherence/1_rapport_presentation_modif_mars2022.pdf

Caractéristiques économiques du territoire du Pays de Saint-Eloy :

- Un tissu économique dynamique et diversifié :

Plus de 500 exploitants agricoles et 300 entreprises artisanales, une tradition entrepreneuriale ancienne et solide, un groupe industriel mondial (Rockwool – voir photo), des services publics de qualité, un vivier de commerces de proximité, de l'activité touristique, un tissu associatif dense, un secteur social développé (37% des emplois) et plus de 130 créations d'entreprises par an !

- Des ressources naturelles précieuses :

Des bois et des forêts, des étangs, rivières et plans d'eau, des produits issus de carrières et des minéraux, de l'énergie solaire et éolienne.

- Une main d'œuvre fiable et un bassin d'emploi stable :

5 000 emplois sur la zone, dont plus de 75% comme salarié. 50% des emplois concernent des employés et des professions intermédiaires.

- Une disponibilité foncière :

A coût très accessible et une situation géographique qui facilite les échanges grâce à une position de centralité au carrefour de plusieurs grandes voies de circulation.

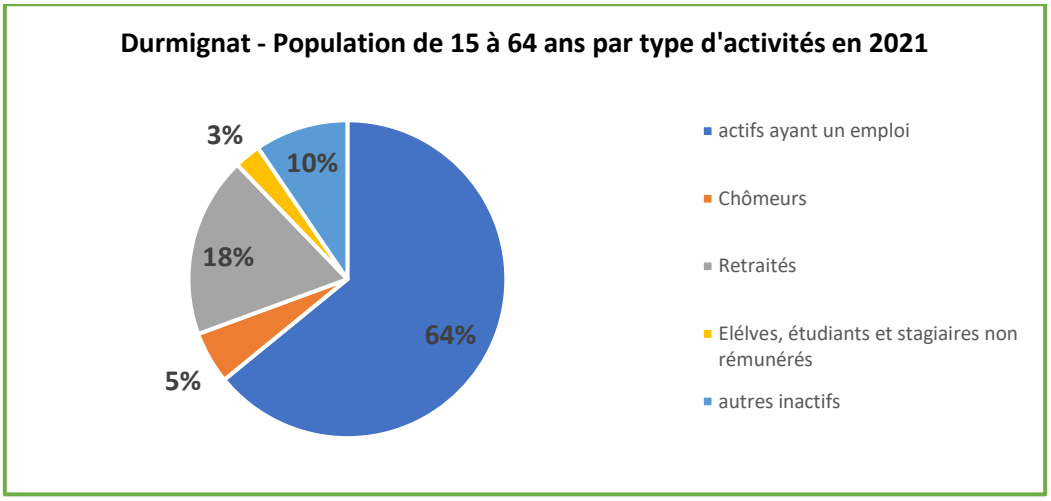
Le développement économique local est une compétence intercommunale.

3.1. LA STRUCTURE DE L'EMPLOI

La commune de Durmignat ne fait pas partie d'une aire urbaine, mais d'un large espace à dominance rurale.
Elle fait partie de la Zone d'emploi de Montluçon.

Sources : Insee, 2021	2010	2021
Nombre d'emplois dans la zone	24	23
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	77	77
Indicateur de concentration d'emploi	31.1	29.8

Le nombre d'emplois dans la zone reste stable depuis 2010.
L'indicateur de concentration de l'emploi est inférieur à 100 (on compte en 2021, 29.8 emplois sur la commune pour 100 actifs ayant un emploi et habitant la commune), ce qui signifie que la commune n'offre pas un emploi par habitant actif puisque le nombre d'emplois proposés localement est bien moins important que le nombre d'actifs de la commune ayant un emploi.



En 2021, 15.9% des actifs ayant un emploi travaillent sur la commune de Durmignat. Cette part est en baisse constante depuis 2010 (20.8% des actifs ayant un emploi travaillaient sur Durmignat en 2010).

Durmignat compte 8 établissements actifs au 31 décembre 2021. L'industrie, la construction et les activités immobilières sont les établissements économiques les plus représentés sur la commune.

Le statut de salariés est le plus représenté en 2021 parmi les personnes ayants un emploi avec 79,7%, dont 40% de femmes.

DEN T5 - Nombre d'établissements économiquement actifs en 2021

	Nombre	%
Ensemble	**8**	**100,0**
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	2	25,0
Construction	2	25,0
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	1	12,5
Information et communication	0	0,0
Activités financières et d'assurance	0	0,0
Activités immobilières	2	25,0
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	1	12,5
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	0	0,0
Autres activités de services	0	0,0

Champ : établissements non agricoles appartenant à des unités légales marchandes et productives, actifs économiquement dans l'année.
Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE) en géographie au 01/01/2024.

3.2. L'EQUIPEMENT COMMERCIAL ET DE SERVICES

On ne compte qu'un seul commerce sur la commune : un bar communal, « Le café du coin ».

La commune ne dispose d'aucun service de restauration. A proximité de la commune, se trouve l'Auberge des Combrailles » à Moureuille, « Le Ris Blanc » à Echassières et « Le Bruges » à Lapeyrouse.
Les commerces les plus proches se situent à Saint-Eloy-les-Mines, Lapeyrouse, Menat et Montaigut-en-Combrailles.
Les villes de Saint-Eloy-les-Mines et de Gannat permettent de répondre aux besoins plus importants.



3.3. L'AGRICULTURE

Le diagnostic agricole s'appuie sur plusieurs données :

- *Le recensement agricole de 2010 ;*
- *Les données provisoires du recensement agricole de 2020 : https://stats.agriculture.gouv.fr/cartostat*
- *L'enquête agricole réalisée en juin 2024 avec la Chambre d'Agriculture dans le cadre de la réalisation du PLU actuel ;*
- *Les données du CD63 issues du RPG2019.*

A l'échelle de la Communauté de Communes du Pays de Saint-Eloy, représentant une part de la population huit fois supérieure à la moyenne nationale, les agriculteurs occupent également 20% des emplois du territoire (en 2023). Sur-représentés dans les associations, ils occupent environ 30% des sièges dans les conseils municipaux. Malgré un agri-bashing tenace dans les médias et un métier tombant en désuétude dans le cœur de beaucoup de français, l'agriculture, constitue une part importante de l'identité des Combrailles et continue de structurer ce territoire.

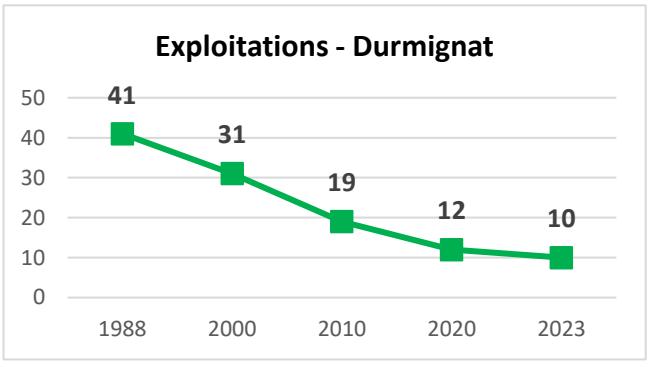
L'agriculture est une vocation encore forte sur la commune. En 2020, 50% des emplois de la commune relève du secteur agricole. Malgré la baisse de cette CSP, la part de l'emploi dans l'agriculture est bien supérieure à la moyenne départementale (2.2% en 2020) ou de la CC Pays de Saint-Eloy (9.8% en 2020).

La commune de Durmignat est située dans la petite région agricole de la Combraille Bourbonnaise.

Les exploitations

D'après les données de la CC Pays de Saint-Eloy, la commune compte 10 exploitations agricoles sur la commune de Durmignat en 2023 et 13 agriculteurs au total.

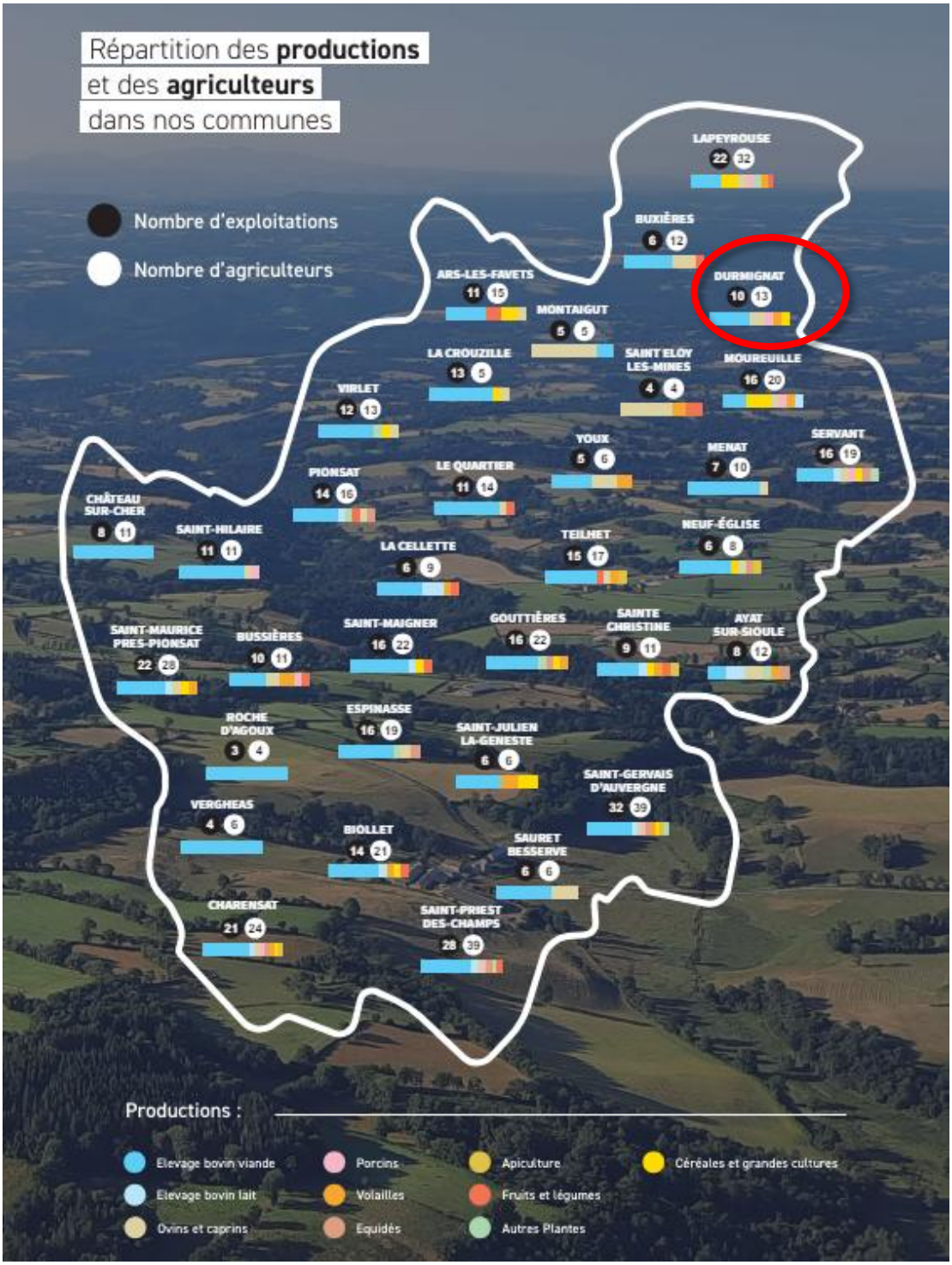
Le nombre d'exploitations ayant leur siège dans la commune n'a cessé de baisser entre 1988 et 2023 passants de 41 exploitations agricoles en 1988 à 10 exploitations en 2023.



D'après les données de 2017, 20 exploitations agricoles n'ont pas leur siège sur Durmignat mais travaillent du foncier de la commune.

Dans le cadre de l'enquête agricole réalisée pour l'élaboration du PLU, 6 exploitants se sont signalés.





(Source : CC Pays de Saint Eloy)

<u>La problématique de la succession des exploitations</u>

L'âge des exploitants agricoles définit un stade de développement et donc un premier critère d'évaluation des besoins de l'entreprise

- <u>Les exploitations en développement :</u> ce sont les exploitations qui sont composées d'au moins un jeune agriculteur (âgé de moins de 40 ans). Souvent, elles cherchent de nouvelles surfaces pour conforter leur activité. Elles peuvent avoir des projets de bâtiments. Aussi, il est important d'en tenir compte dans le zonage du Plan Local d'Urbanisme, et ainsi, leur laisser la possibilité de se développer.
- <u>Les exploitations en « stade de croisière » :</u> ce sont des exploitations individuelles, où les exploitants sont âgés de 40 à 50 ans. Les exploitations dans ce cas peuvent être amenées à développer leurs bâtiments. Il est donc

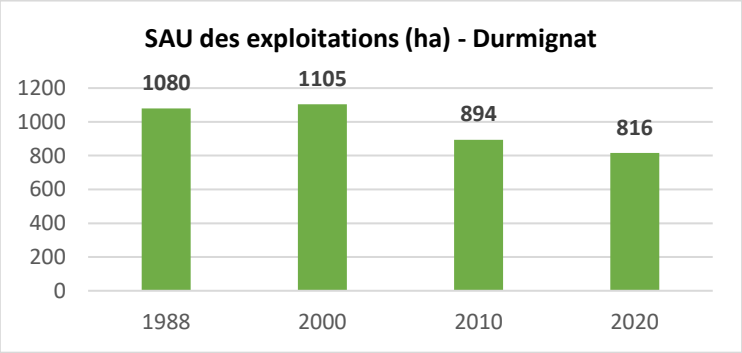
important de maintenir des zones agricoles autour des bâtiments existants pour ne pas limiter leur développement.

- Les exploitations dont la cessation d'activité de l'exploitant est prévue dans moins de cinq ans : ce sont les exploitations où les exploitants sont âgés de plus de 60 ans.

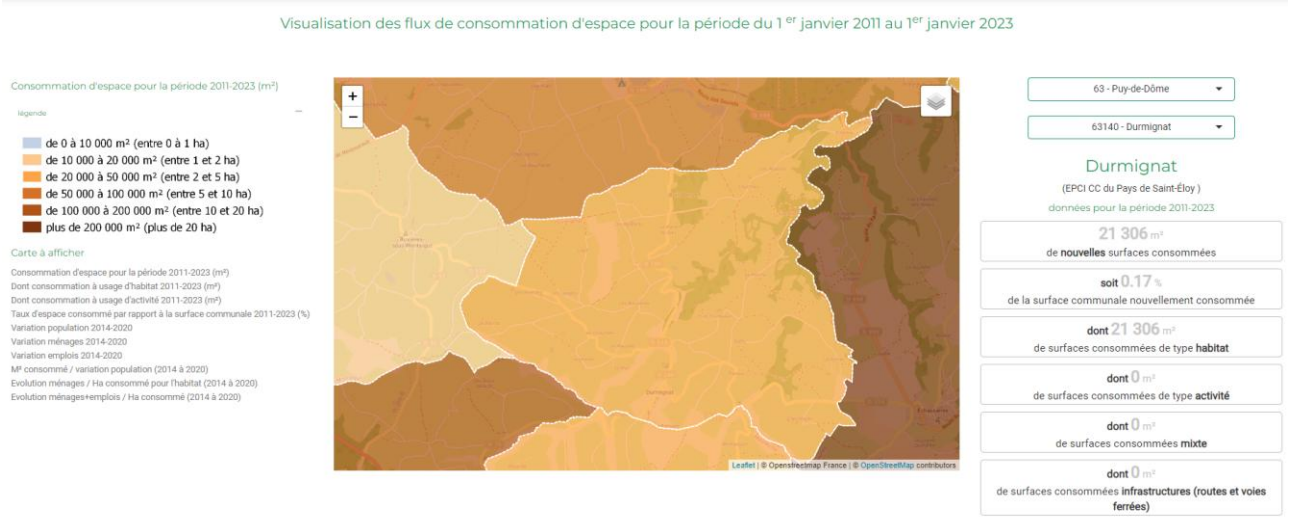
Le recensement RGA 2020 indique que 38% des chefs d'exploitation et co-exploitants ont moins de 40 ans ; et 31% ont 55 ans et plus.

La SAU

La Surface Agricole Utile (SAU) de la commune (RA2020) est de 816 ha, soit 65.5% de la commune.
Les données provisoires du recensement agricole indiquent une SAU de 816 ha en 2020, soit une légère diminution de 9.5% sur les 10 dernières années.
La SAU de la commune a tendance à baisser d'année en année mais à l'inverse, la SAU par exploitation augmente. En 1988, la surface agricole utile des exploitations était en moyenne de 26.3 ha, puis de 35.6 ha en 2000 ; 47.1 ha en 2010, et 68 ha en 2020.



Selon le Portail de l'artificialisation des sols, 2.13 ha ont été consommés en entre le 1er janvier 2011 et le 1er janvier 2023 sur la commune.



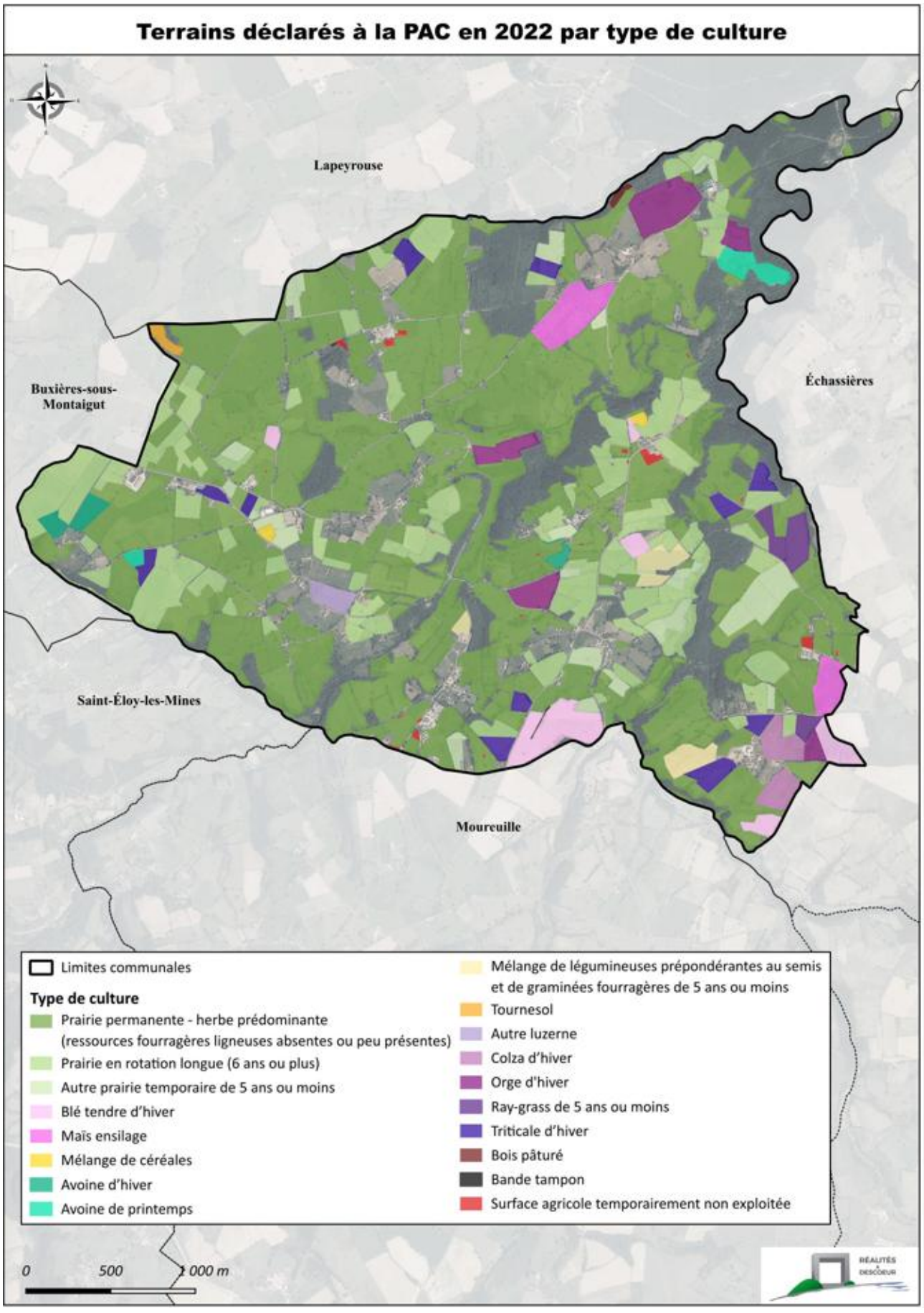
(https://artificialisation.developpement-durable.gouv.fr/cartographie-artificialisation)

Les productions

L'orientation technico-économique de l'agriculture sur la commune est tournée vers le bovin viande. Cependant, on retrouve également de l'élevage ovins et caprins et/ou porcins et/ou volailles sur le territoire.

L'essentiel des espaces agricoles est consacré aux surfaces en herbes (permanentes et temporaires). Les cultures et terres labourables sont très minoritaires.

En dernier, ce sont quelques céréales et grandes cultures qui sont produites.



Signes de qualité et d'origine

La commune de Durmignat est notamment incluse dans les aires d'appellation d'origine contrôlée suivantes:

- l'aire géographique de production du lait, de transformation et d'affinage de . l'AOP fromagère "Fourme d'Ambert",
- l'aire géographique d'affinage de l'AOP fromagère "Saint Nectaire",
- l'aire géographique des Indications Géographiques Protégées (1.G.P.), "Jambon d'Auvergne", "Porc d'Auvergne", "Porc du Limousin", "Puy de Dôme", "Saucisson sec d'Auvergne / Saucisse sèche d'Auvergne", "Val de Loire", "Volailles d'Auvergne" et "Volailles du Forez.

Les périmètres de protection sanitaire

En fonction de leur nature, de leur taille et de leur mode de conduite, les bâtiments d'élevage et certaines de leurs annexes bénéficient de périmètres de protection sanitaire d'un rayon de 50 à 100 m.

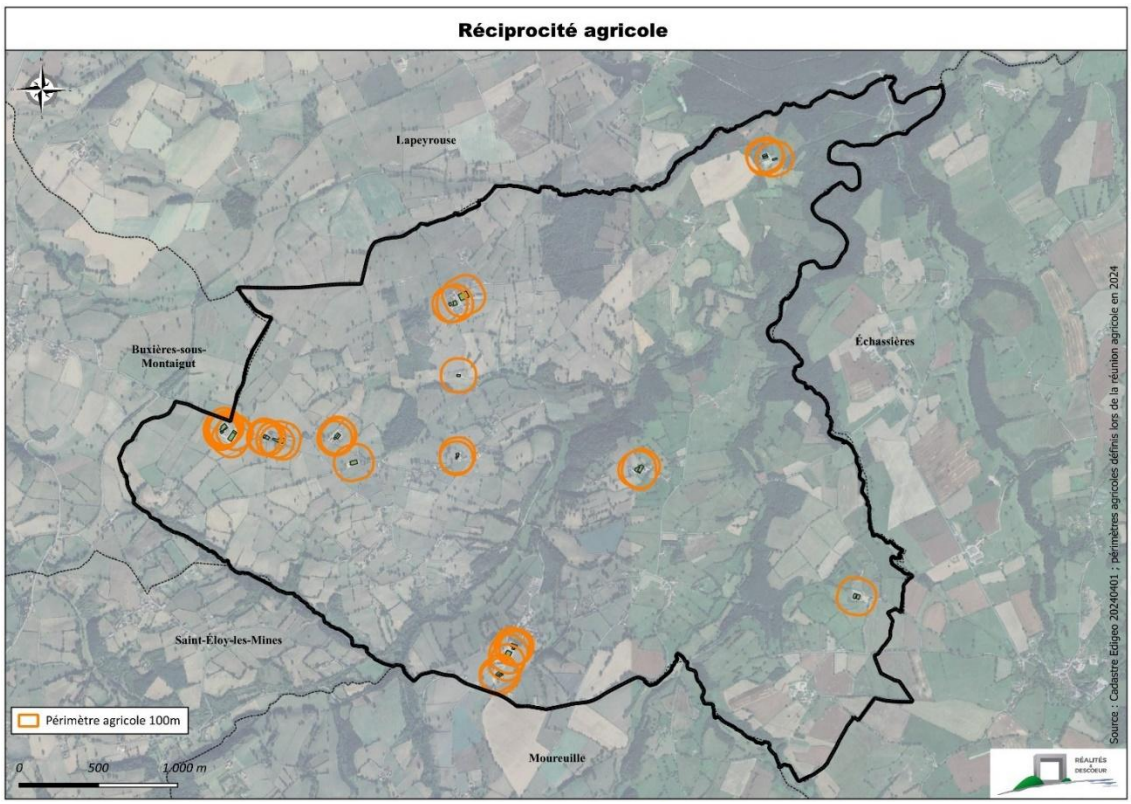
Le périmètre sanitaire rend cette zone inconstructible. Ainsi, un agriculteur ne peut pas construire un bâtiment d'élevage neuf ou une annexe à moins de 50 m ou 100 m de toute construction à usage d'habitation (habitations des tiers, stades, camping hors camping à la ferme, zones à urbaniser) (sauf cas particuliers d'un exploitant devant, pour mettre en conformité son installation autorisée, réaliser des annexes ou aménager ou reconstruire sur le même site un bâtiment de même capacité) (arrêtés ministériels du 7 février 2005 et circulaire d'application du 6 juillet 2005).

A l'inverse, une personne souhaitant construire à proximité d'une exploitation d'élevage doit respecter cette même distance. C'est la règle de réciprocité (Art L111-3 du Code Rural) qui prévoit une marge de recul entre un bâtiment d'élevage, ses annexes et les constructions de tiers à usage d'habitation ou à usage professionnel.

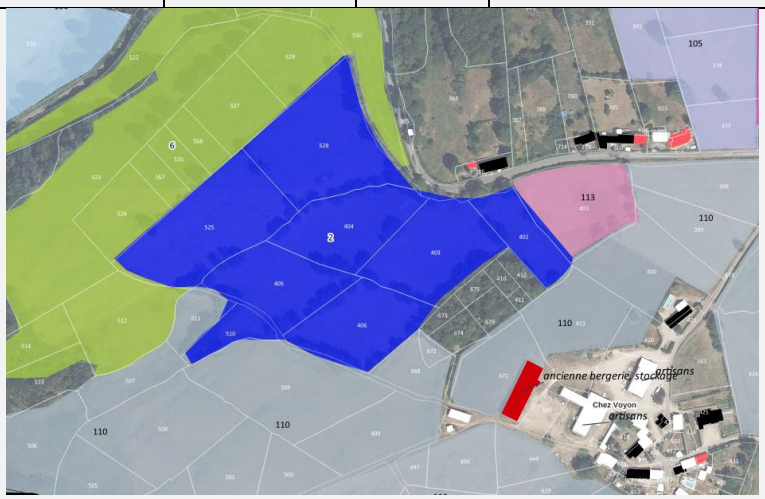
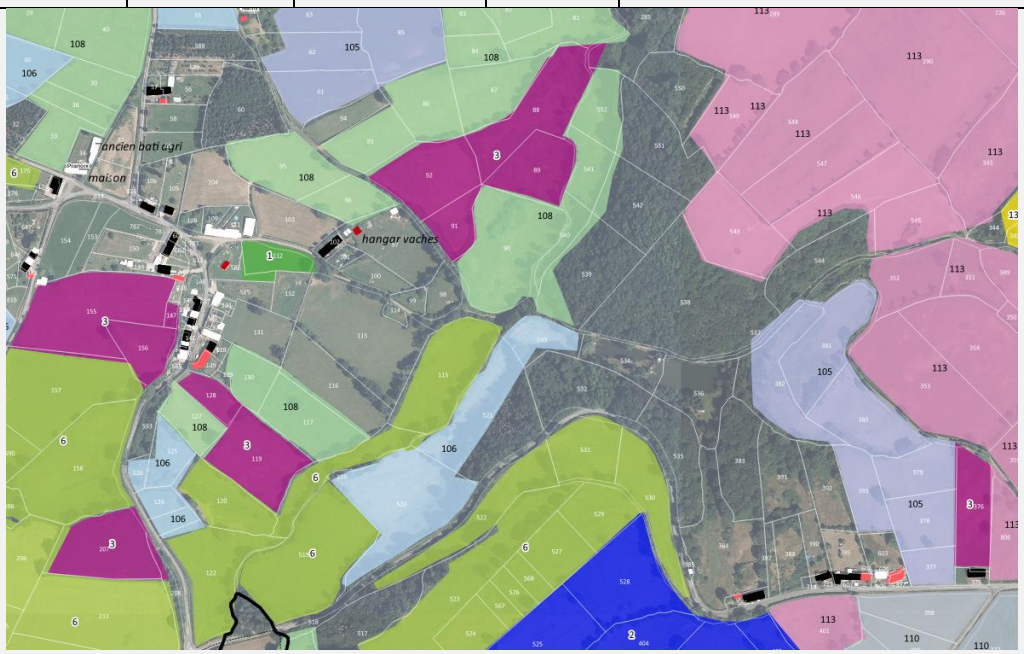
Ces périmètres sont fixés soit par la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soit par le Règlement Sanitaire Départemental.

Sont pris en compte pour l'instauration du périmètre :

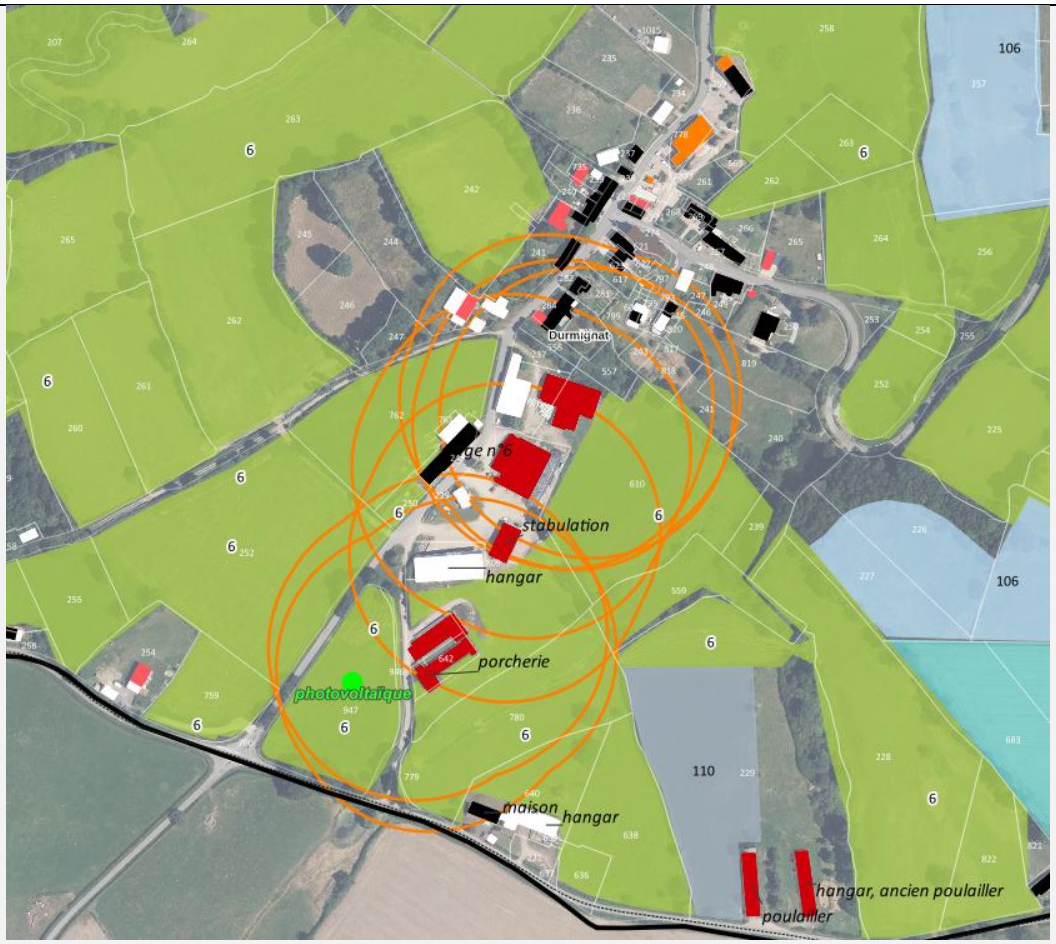
- les bâtiments servant au logement des animaux et les différentes aires ou circulation attenantes ;
- les laiteries et fromageries ;
- les bâtiments ou installations servant à abriter la nourriture ;
- les dispositifs de stockage et de traitement des effluents.



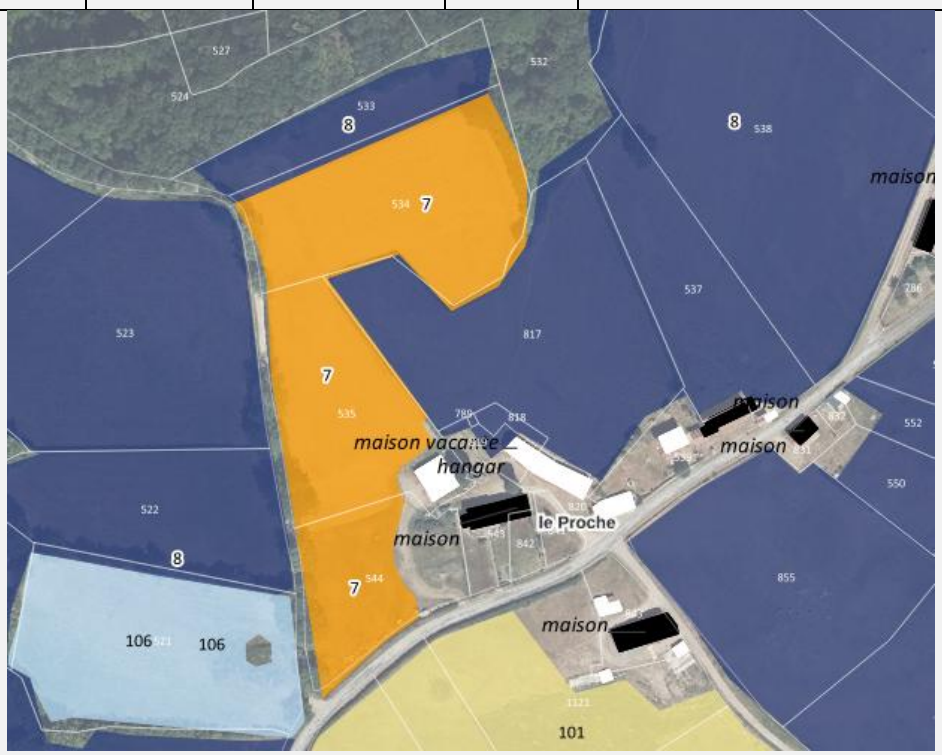
Agriculteurs exploitants sur Durmignat : résultat issu de la réunion agricole réalisée le 28 juin 2024 :

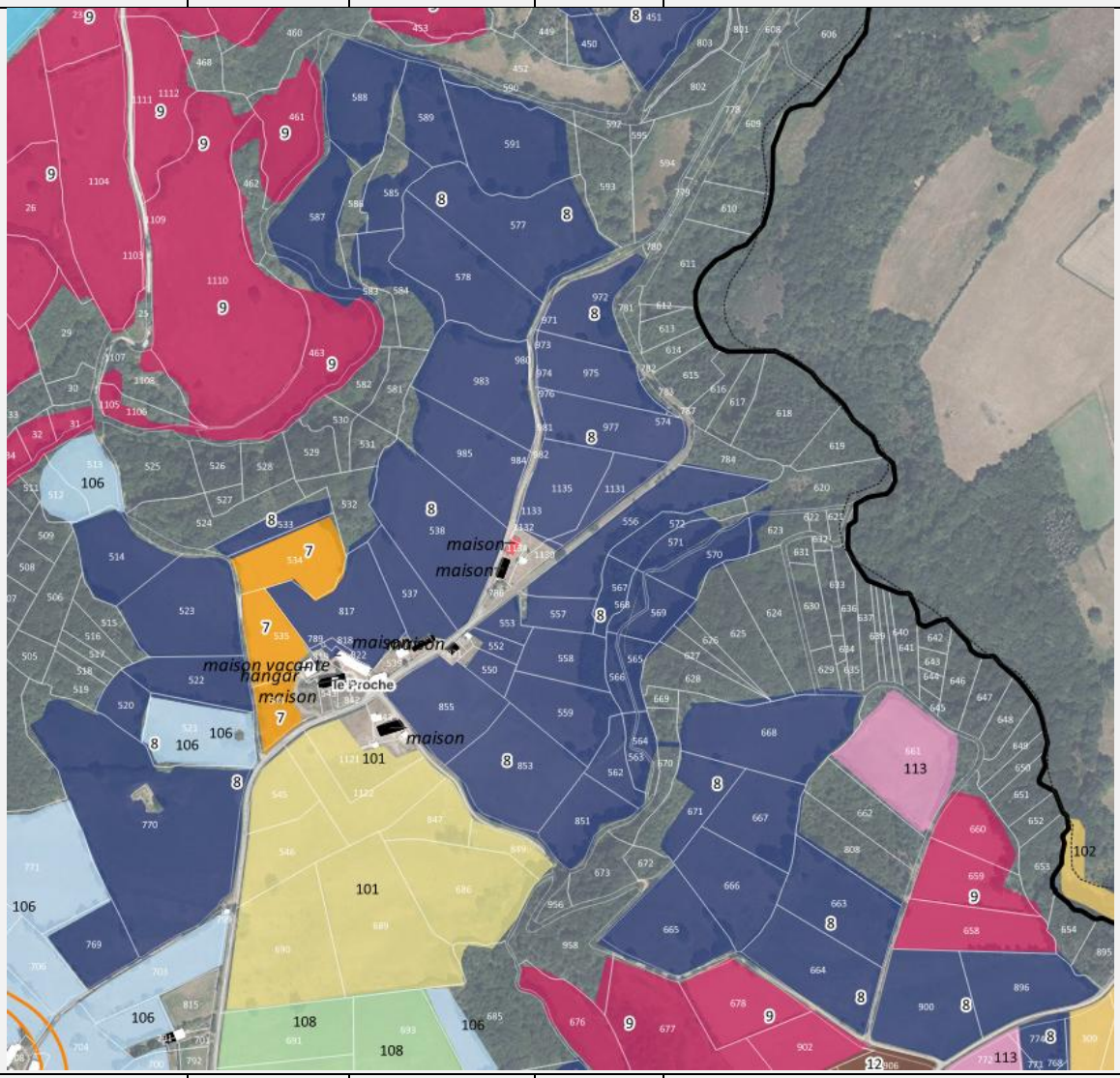
NATURE DE L'ACTIVITE	TYPE D'ACTIVITES	SURFACE TOTALE SUR LE TERRITOIRE	SURFACE SUR LA COMMUNE	CARACTERISTIQUES / PROJETS
Exploitations ayant leur siège à Durmignat				
1 – Pranoix				
				
2 – Chez Voyon				
				
3 – Pranoix				
				

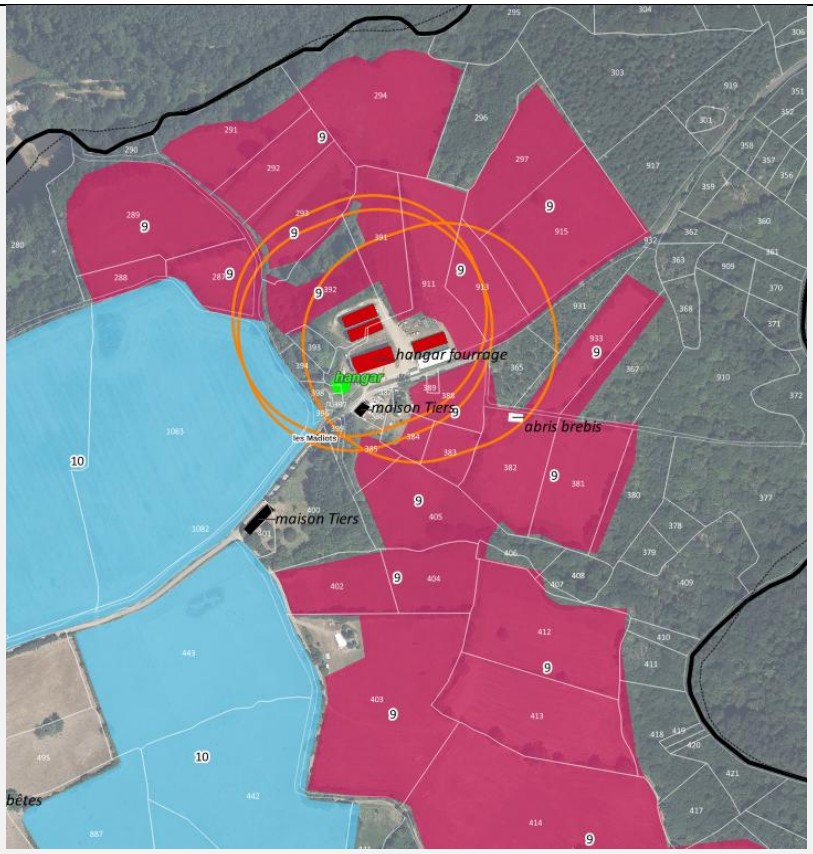
4 -				
				
5 – Expl. individuelle Les Brandes	Bovins	85-86 ha	nr	Age : 69 ans Propriétaire Succession incertaine Régime : Règlement sanitaire départemental Bâtiments en bon état et suffisants en capacité : 2 stabulations, 1 tunnel, 1 maison A noter : à proximité, 2 maisons Tiers
				
6 – EARL THURET	Bovins, porcs, céréales	300 ha (Moureuille, Servant, Durmignat)	Nr	Age : 43 ans Propriétaire 5 salariés sur EARL Thuret et GAEC des Lapins Bleus (n°14) + 8 salariés sur exploitation agricole de Lapeyrouse Régime : Installation classée soumise à déclaration Siège : rue principale, Le Bourg Bâtiments en bon état mais insuffisants en capacité Contraintes : élevage à proximité du bourg Projets : photovoltaïque sur les toitures des bâtiments actuels (environ 2800 m²), bâtiments pour stockage, stabulations, porcheries, autour du siège, à la sortie du bourg



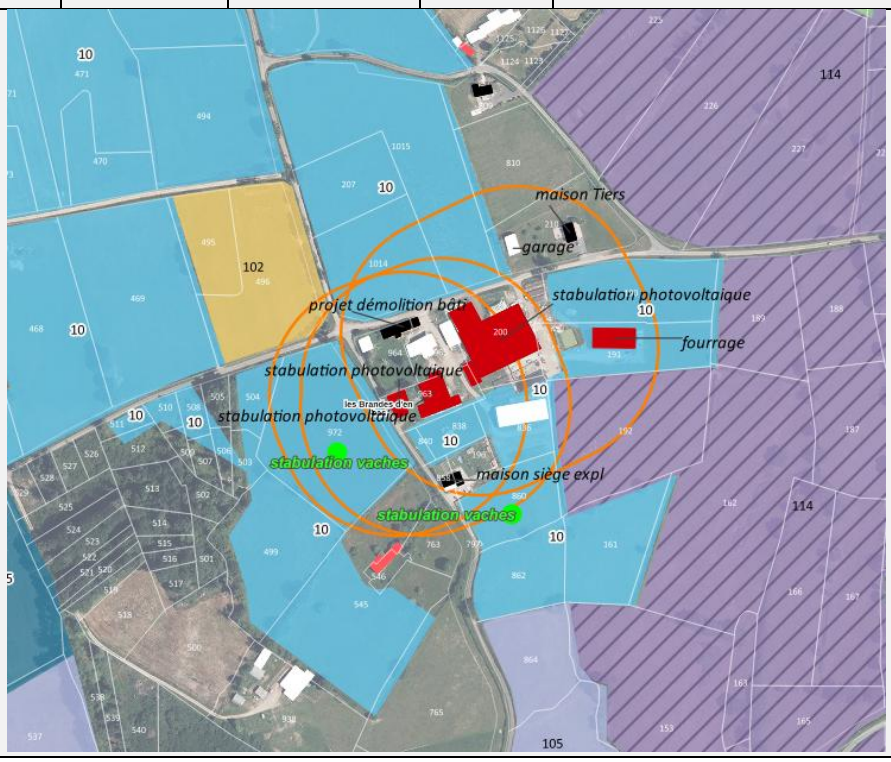
7 – Exp. Individuelle Le Proche				

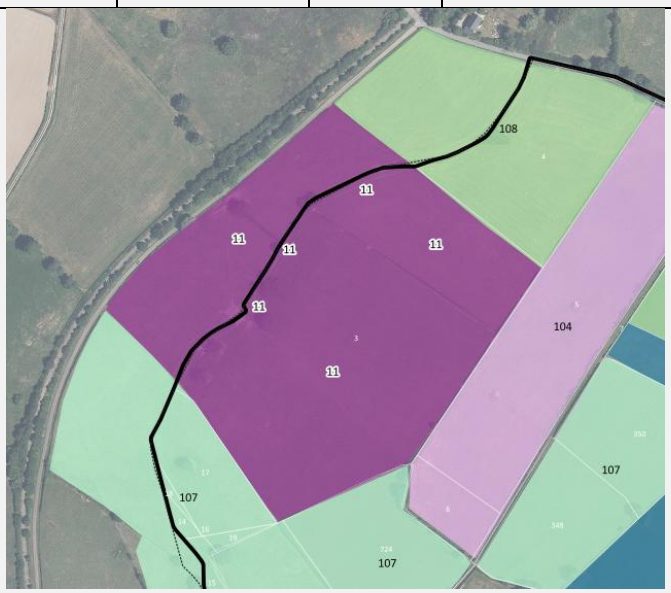
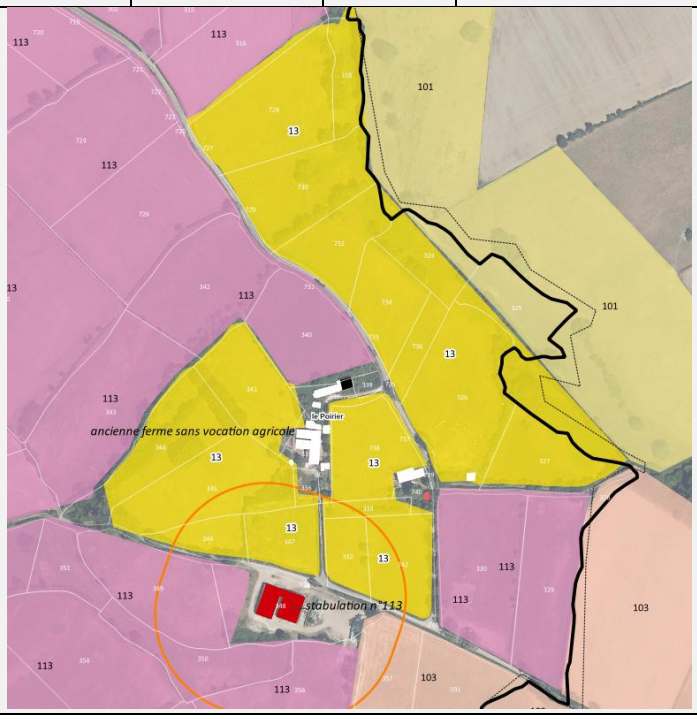


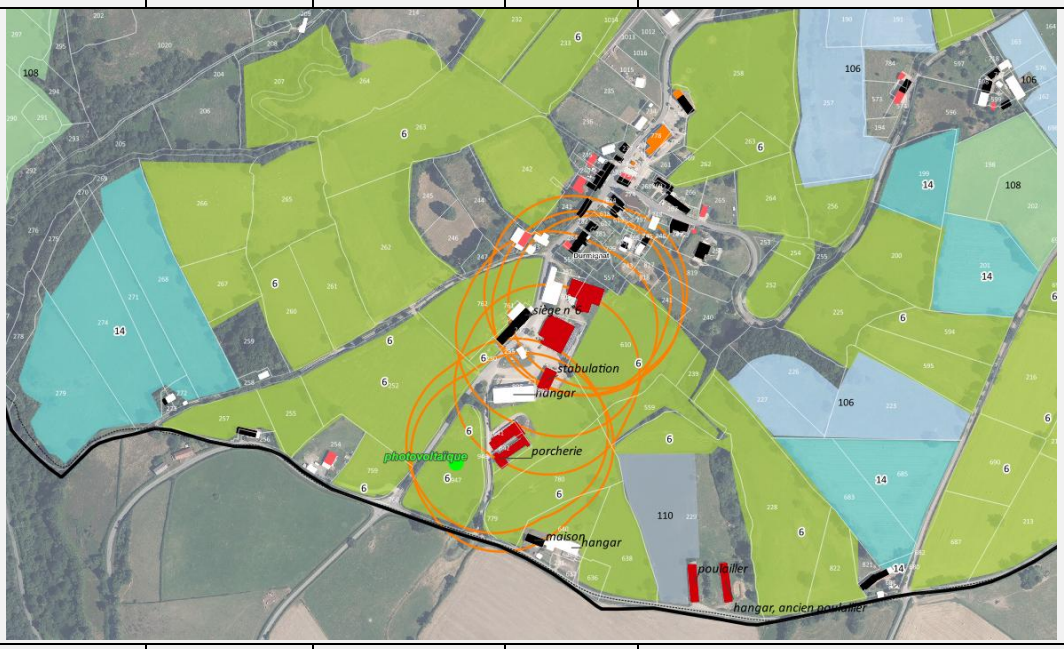
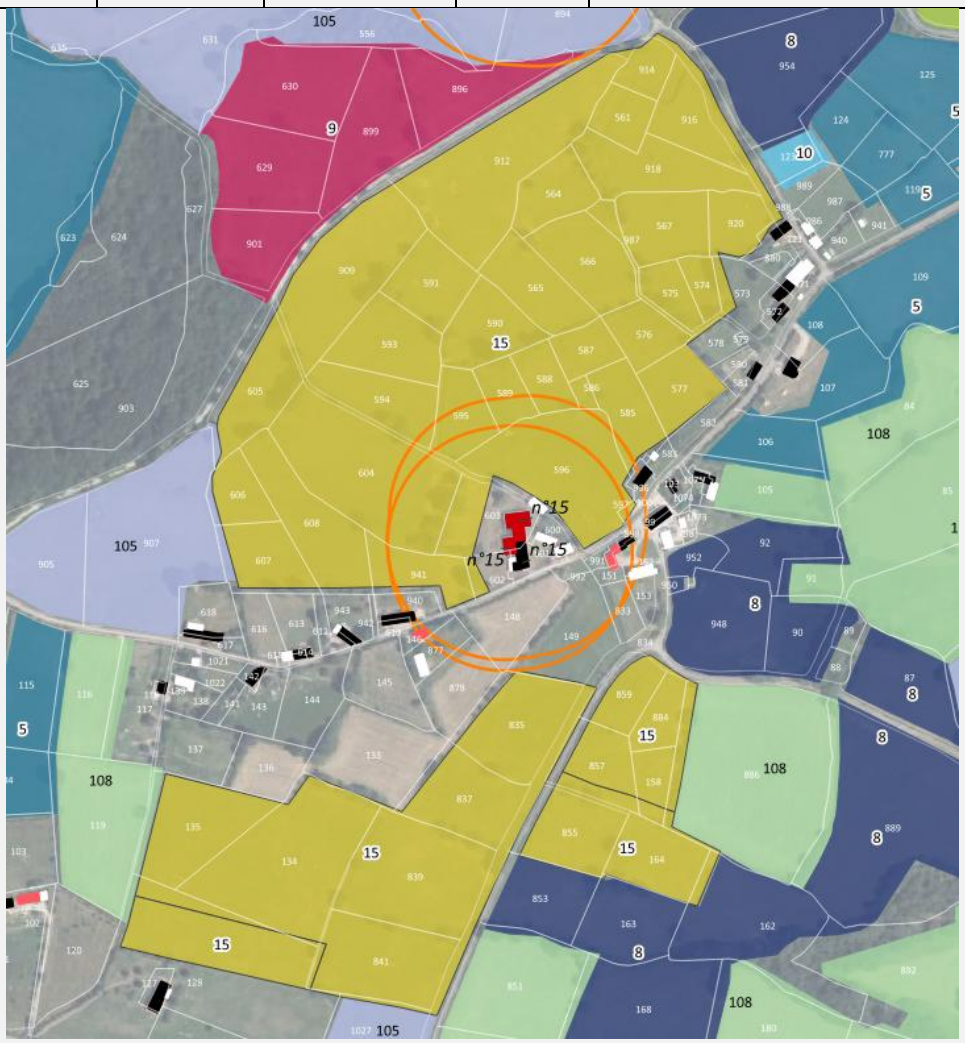
8 – GAEC				
				
9 - Expl.individuelle Les Madiots	Ovins viande	96 ha	95 ha	Age : 46 ans Propriétaire 1 salarié Régime : Règlement sanitaire départemental Siège : Le Proche Bâtiments (bergerie, stockage fourrage et céréales) : Les Madiots Bâtiments en bon état mais insuffisants en capacité. Projets : - création hangar pour matériel aux Madiots - maison aux Fourches



10 – GAEC du Plateau des Buissons **2 exploitants** **Les Buissons**	Lait et viande	120 ha	94 ha	Locataire Régime : Installation classée soumise à déclaration Siège : Les Buissons Bâtiments en bon état mais insuffisants en capacité : stabulations, stockage, hangar, Projets : - stabulation pour vaches, porcherie, bâti engraissement autour de l'élevage - démolition d'un bâti ancien - 1 maison pour le fils qui va rejoindre le GAEC à terme



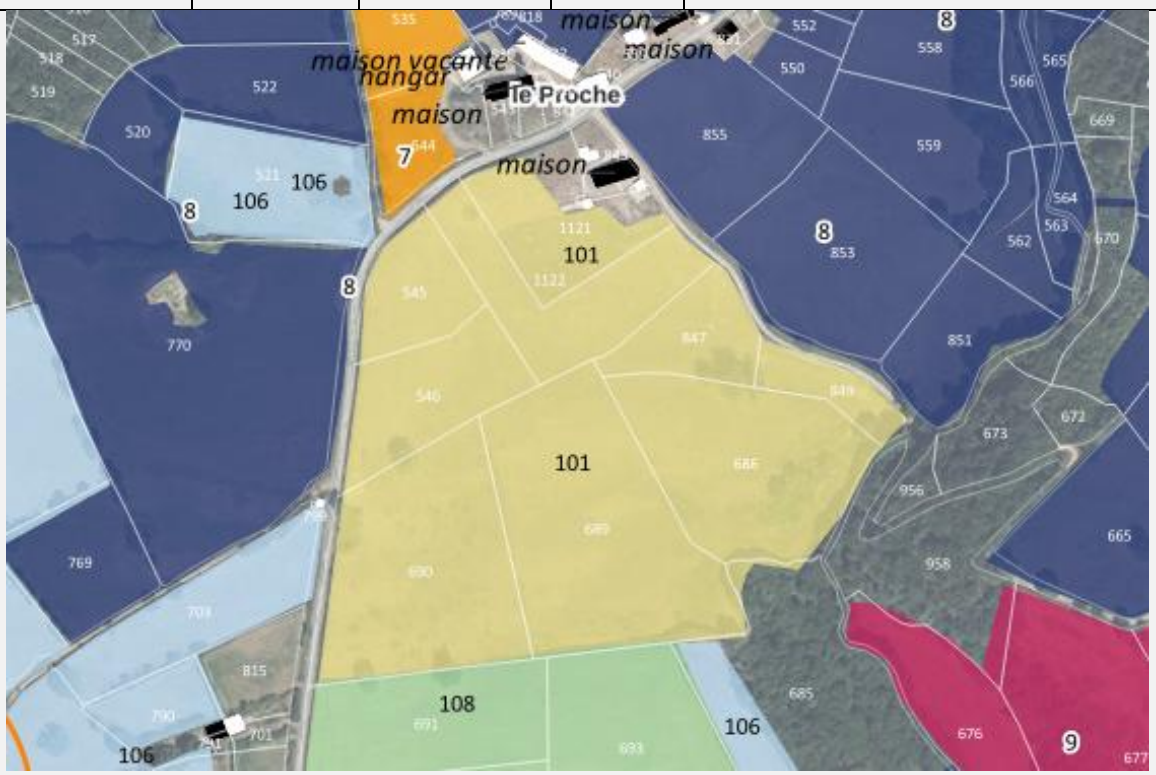
11 – Exp. Individuelle **La Bourse**				
				
12 – GAEC				
				
13 – Exp. Individuelle **Le Poirier**				Absent à la réunion Ensemble agricole à réhabiliter
				

14 – GAEC **Le Bourg**				
				
15 – SCEA des Vergers Charbonnier - Lafolley **Les Boudards**	Bovins ovins	25	25	Succession en cours Propriétaire Bâtiments en bon état mais insuffisants en capacité. Projets : bâtiments photovoltaïques autour du siège (aux Boudards).
				

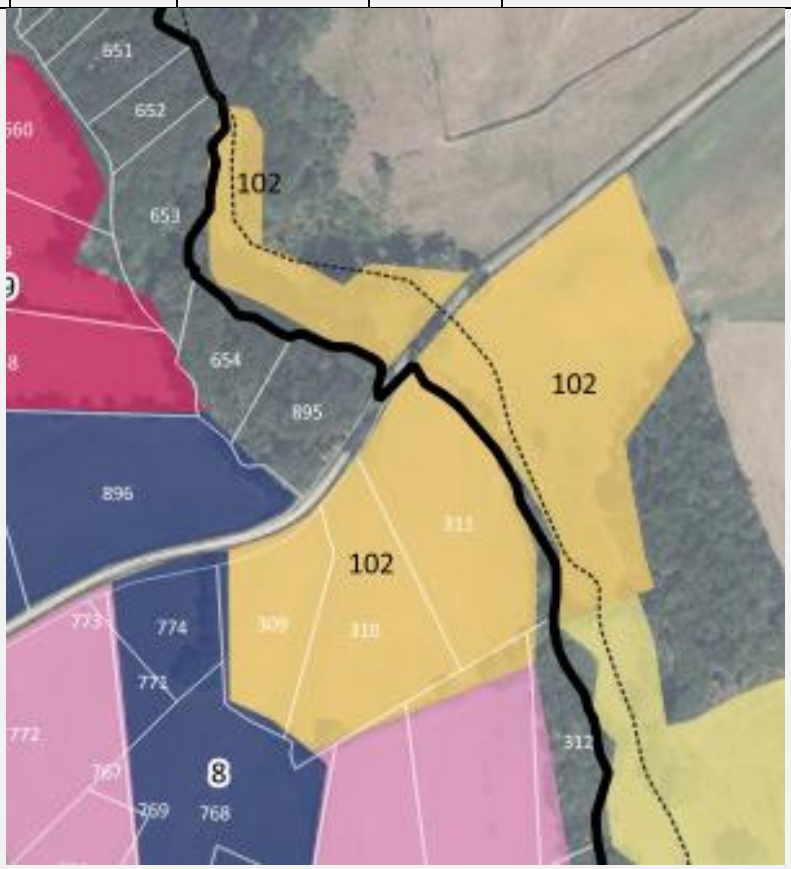
16 – exp. individuelle **Les Trumeaux**				Absent à la réunion A priori pas d'évolution



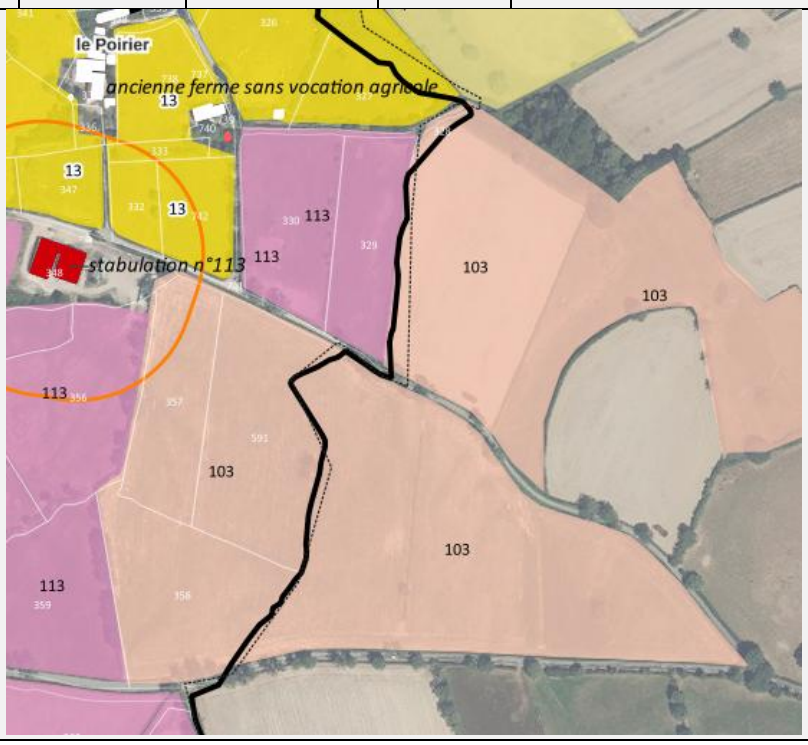
Exploitations installées sur plusieurs communes dont Durmignat				
101 – GAEC				



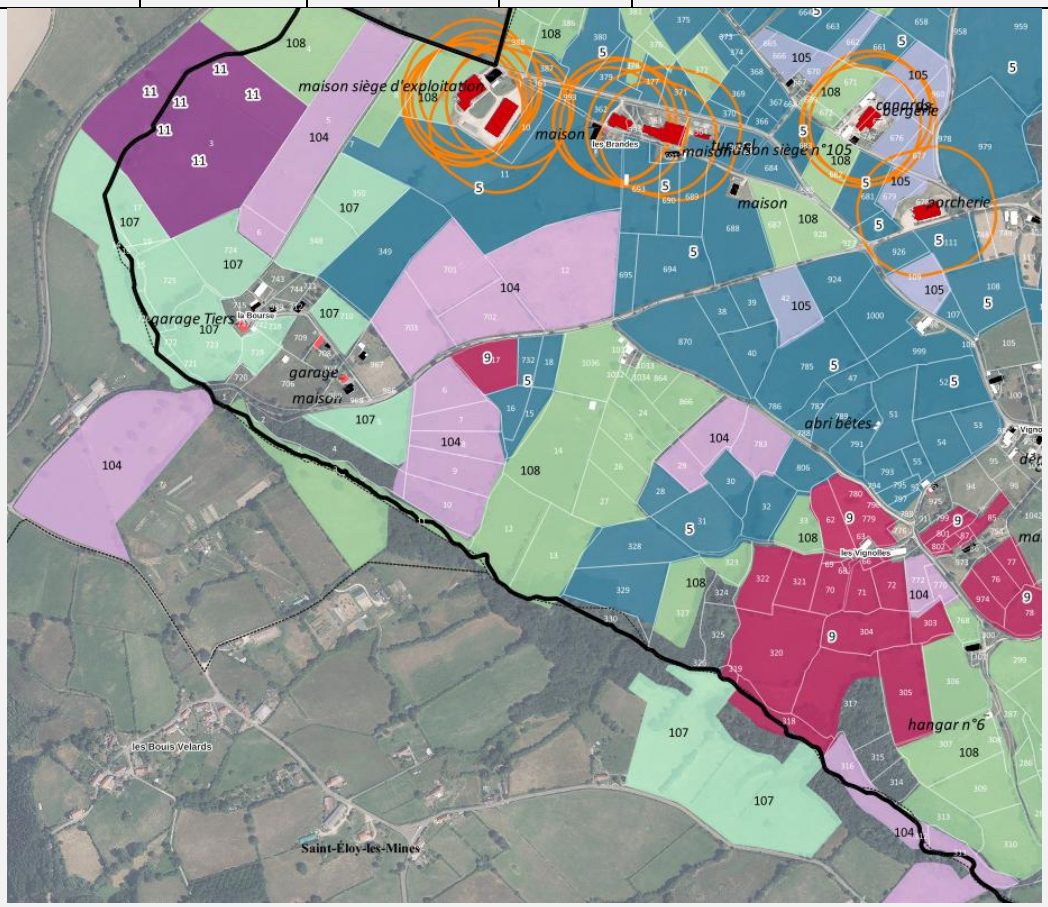
102 - GAEC				



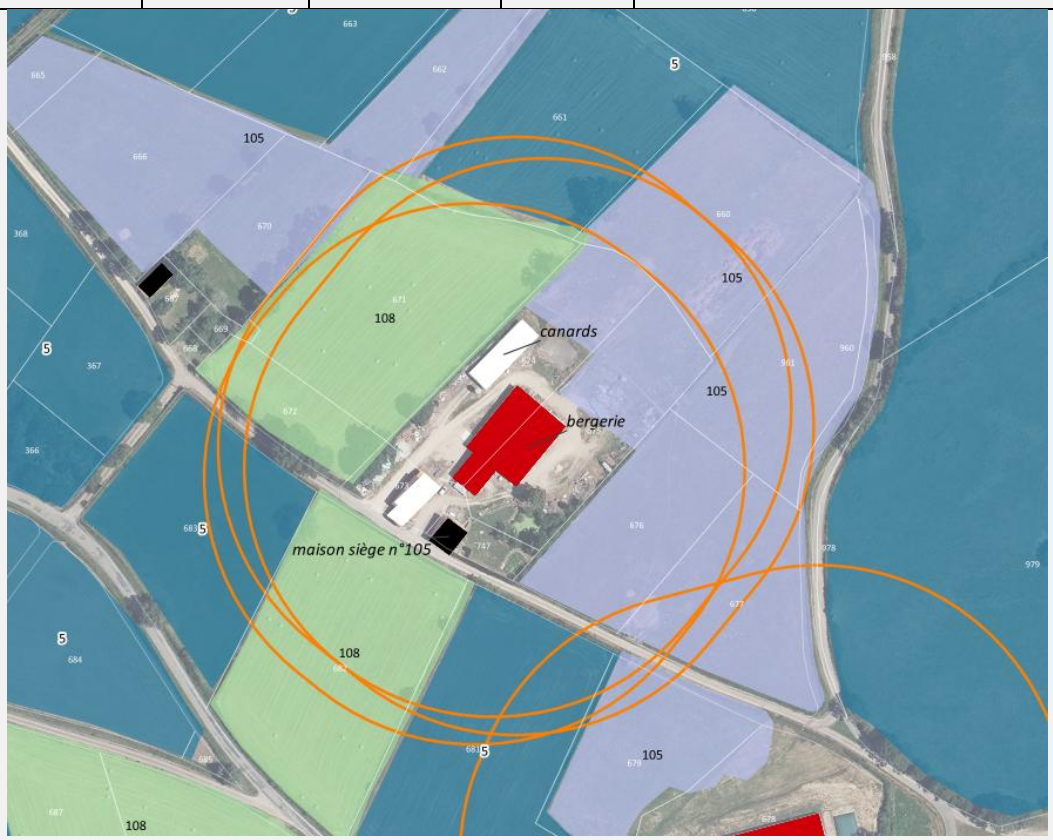
103 – GAEC **Le Poirier**				

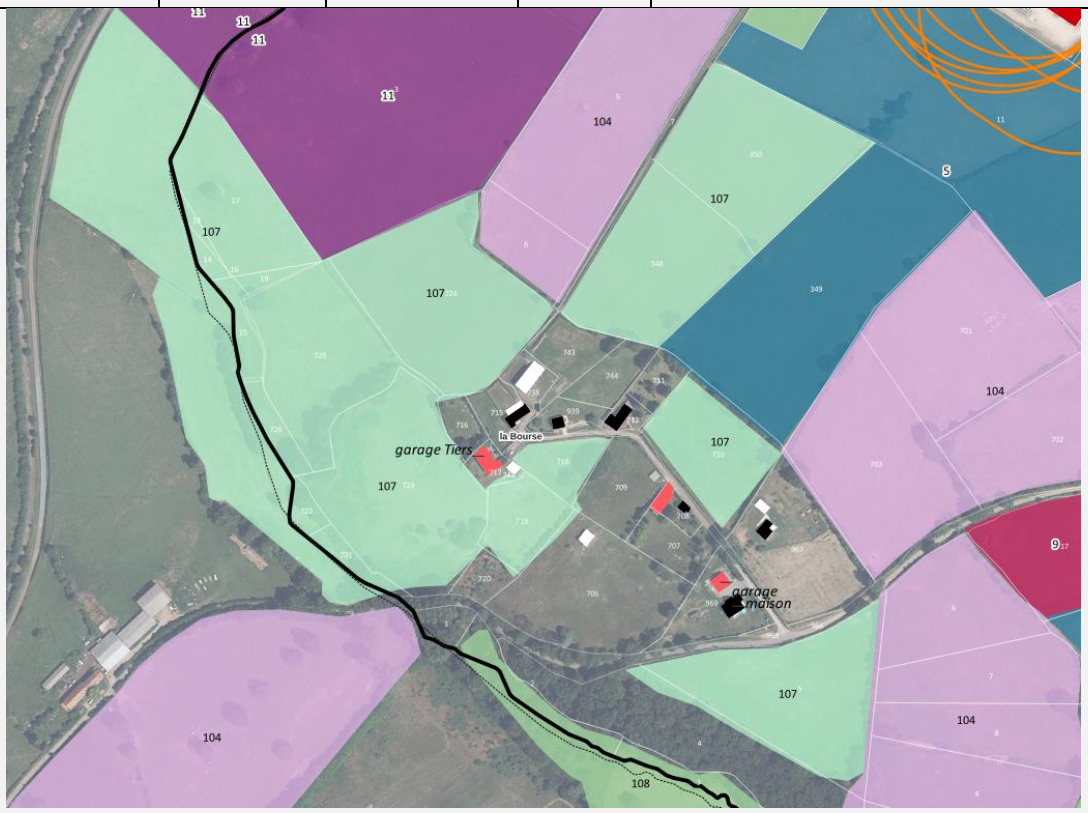


104 - exp.individuelle				

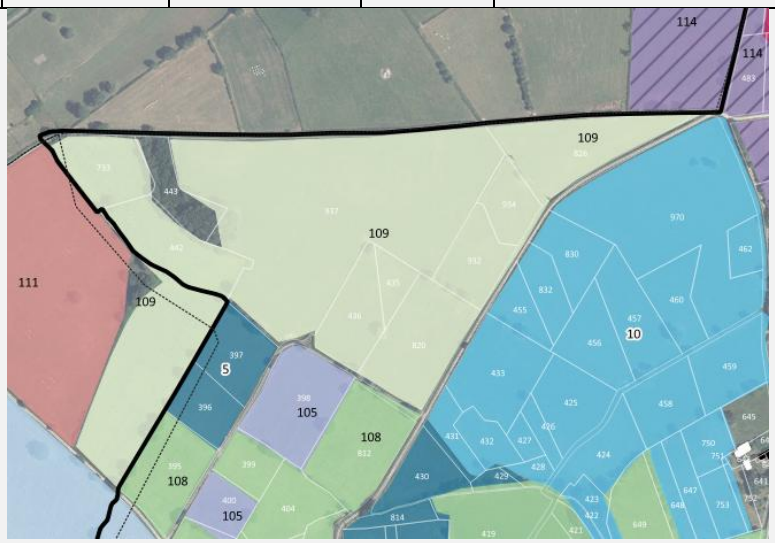


105 - exp.individuelle				

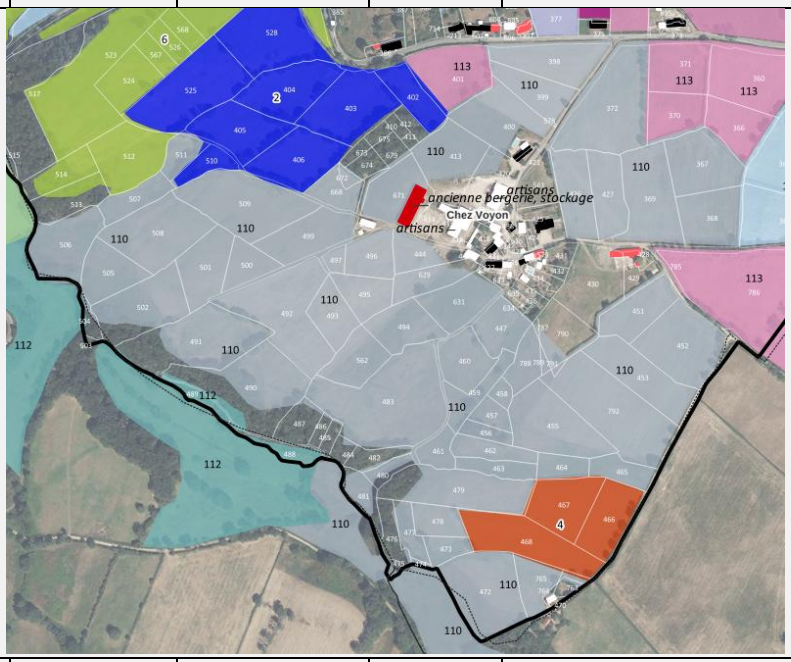


107 - exp.individuelle La Bourse				
				
108 – exp.individuelle Les Bruyères	Bovins	120 ha	Nr	Age : 44 ans Régime : Règlement sanitaire départemental Bâtiments en bon état et suffisants en capacité : 2 stabulations, 2 hangars, 1 maison, 2 hangars isolés Pas de projet
				

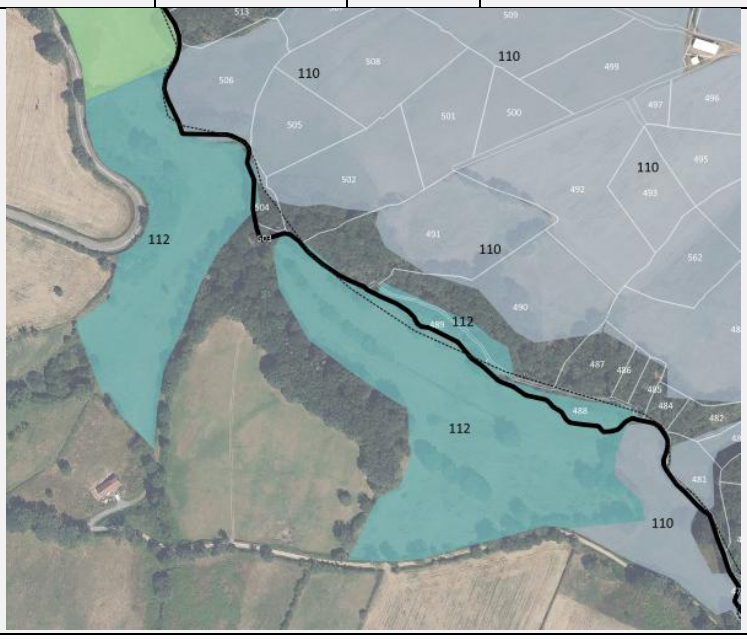
109 – EARL				



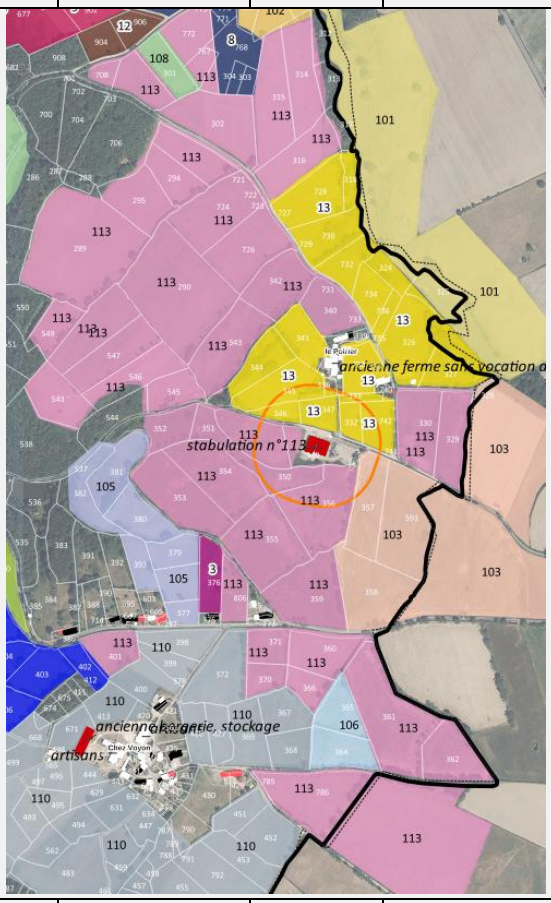
110 – GAEC des Lapins Bleus Sur Moureuille				



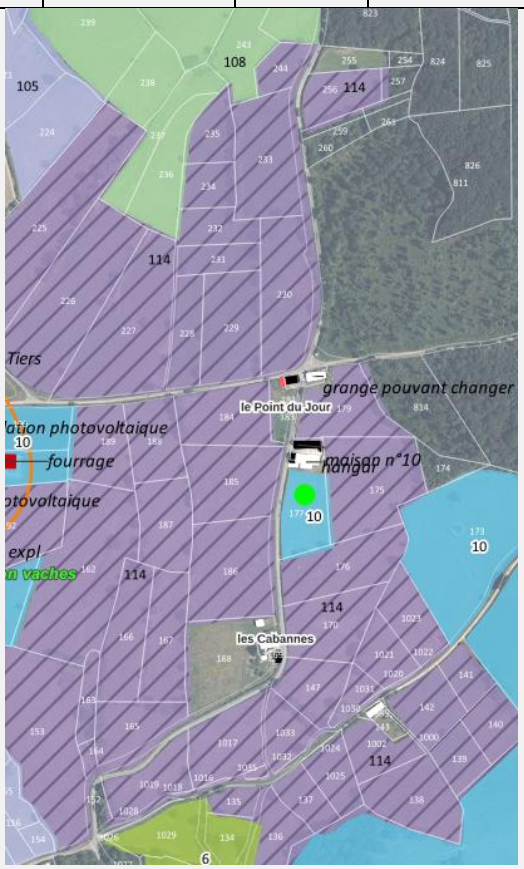
112 - EARL				

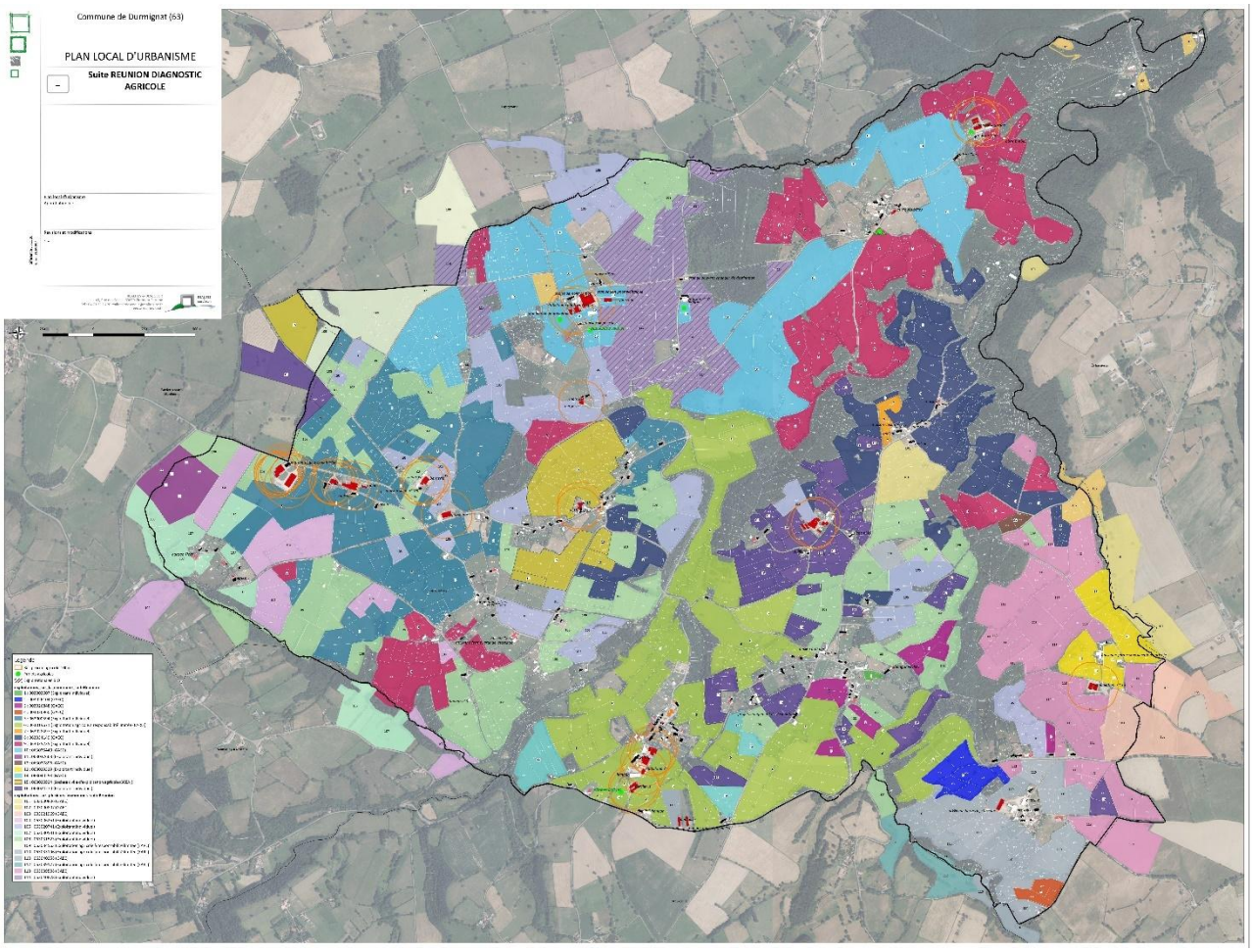


113 – **Le Poirier**				Nouveau jeune installé Absent à la réunion Probablement des projets



114 – Expl. Individuelle **Le Point du Jour**				Bio





Les enjeux agricoles :

- Préserver les terrains attenants aux sièges d'exploitation et les terres utilisées par l'activité agricole.
- Préserver le bâti ancien traditionnel agricole
- La présence d'une grande exploitation agricole au sud du bourg induit des contraintes fortes, tant vis-à-vis du bourg dans ses perspectives de développement, que pour les ambitions de développement de l'activité agricole (coincée entre le bourg et les limites communales sud).

3.4. L'ECONOMIE FORESTIERE

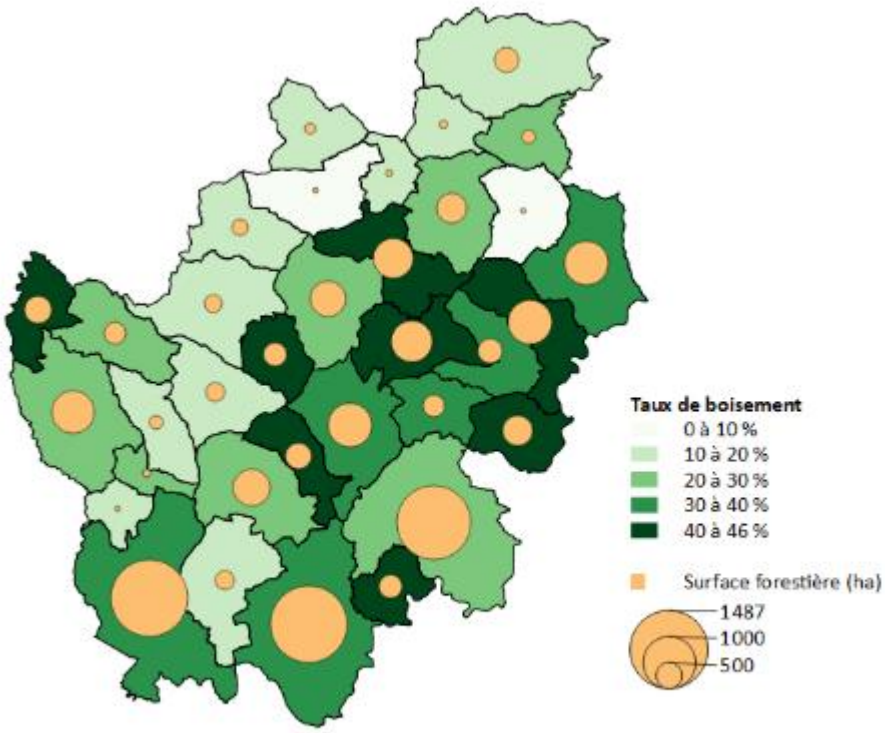
Source : Charte forestière du Pays des Combrailles ; association des communes forestières du Puy-de-Dôme ; Diagnostic forestier territorial du Pays de Saint-Eloy

Le renforcement de la structuration de la filière forêt-bois est une des priorités de Conseil Départemental du Puy-de-Dôme, afin d'augmenter de façon raisonnée la récolte du bois et d'améliorer la gestion forestière dans l'objectif de promouvoir la forêt comme instrument d'aménagement durable du territoire.

Le territoire de la CC Pays de Saint-Eloy est composé de 18 400 ha de forêts soit 27% du territoire. 62% de ces forêts sont des forêts de feuillus, 17% de conifères et 21% sont un mélange de feuillus et de conifères. 79% des surfaces appartiennent à des personnes de droit privé.

La commune de Durmignat compte en 2019, 3 ha de forêts communales et sectionales, 244 ha de forêts de personnes de droit privé et 12 ha de biens non délimités.

Le taux de boisement de la commune s'élève donc à 20.8% (259 hectares de forêts sur une surface totale de 1 244 ha) avec une répartition de 1.15% de forêt publique et 94.20% de forêt privée.



Source : https://www.communesforestieres-aura.org/documents/ressources/63/2019-cofor63_diag-foret_PSE.pdf

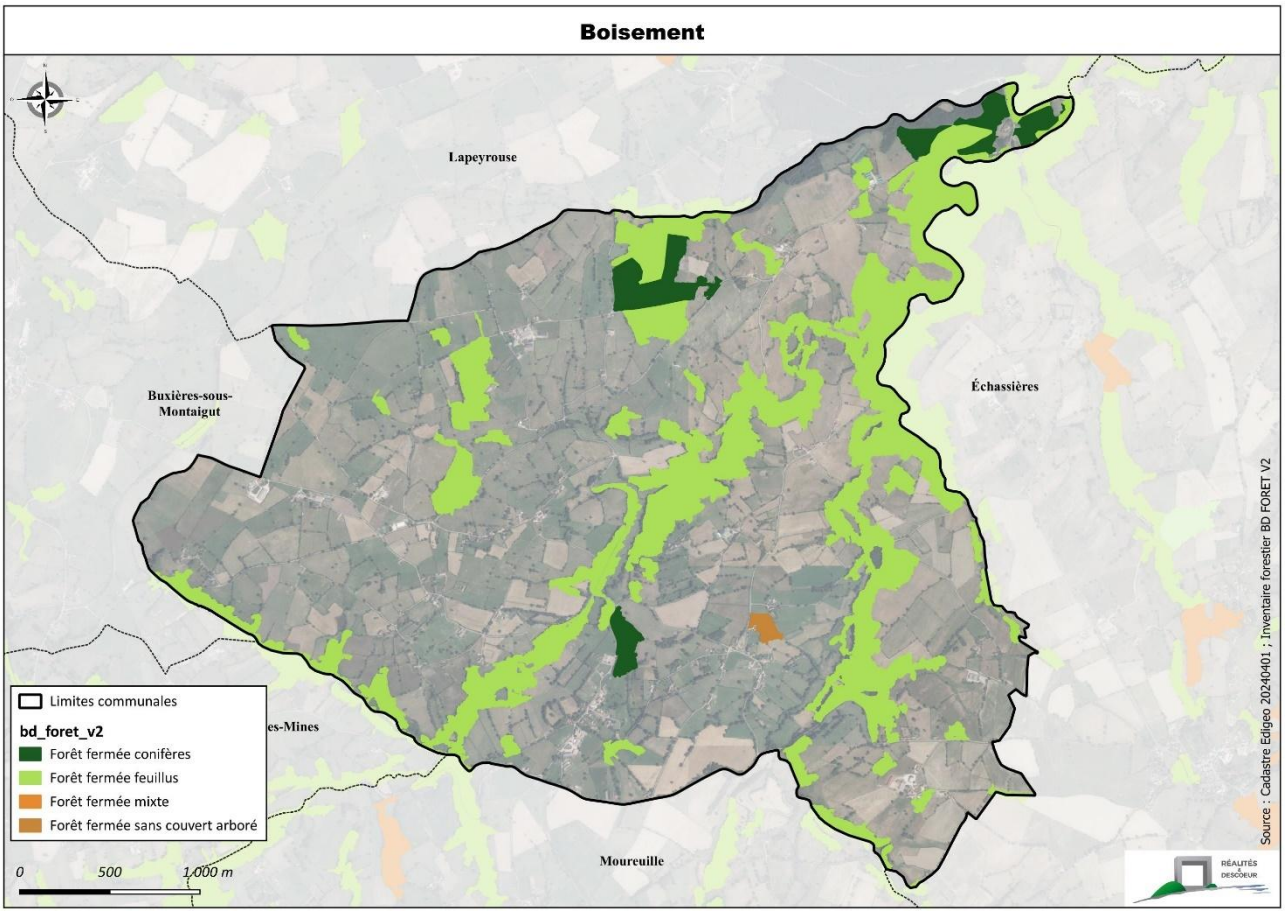
Carte 5 : taux de boisement et surfaces forestières (IGN, 2013)



Le territoire est boisé, en grande partie par des forêts fermées de feuillus purs en îlots. Ces espaces boisés correspondent majoritairement à des boisements alluviaux encadrant les cours d'eau de La Bourse et de La Verne (en limite communale sud), ceux de La Bouble et de Ronge (partie centrale et limite Est de la commune). Les autres massifs de feuillus ponctuent ça et là, les espaces ago-bocagers.

On retrouve également un espace de forêt fermée à mélange d'autres conifères au sud de la commune et deux espaces de forêts fermées de douglas pur au nord.

Les boisements exploités sont principalement à l'Est de la commune, à la limite avec le département de l'Allier.



La forêt joue un rôle majeur dans les défis environnementaux à venir, et notamment :

- L'atténuation du changement climatique, par le stockage carbone
- La lutte contre l'érosion de la Biodiversité
- La lutte contre l'épuisement des ressources : que ce soit pour les matériaux ou pour l'énergie.

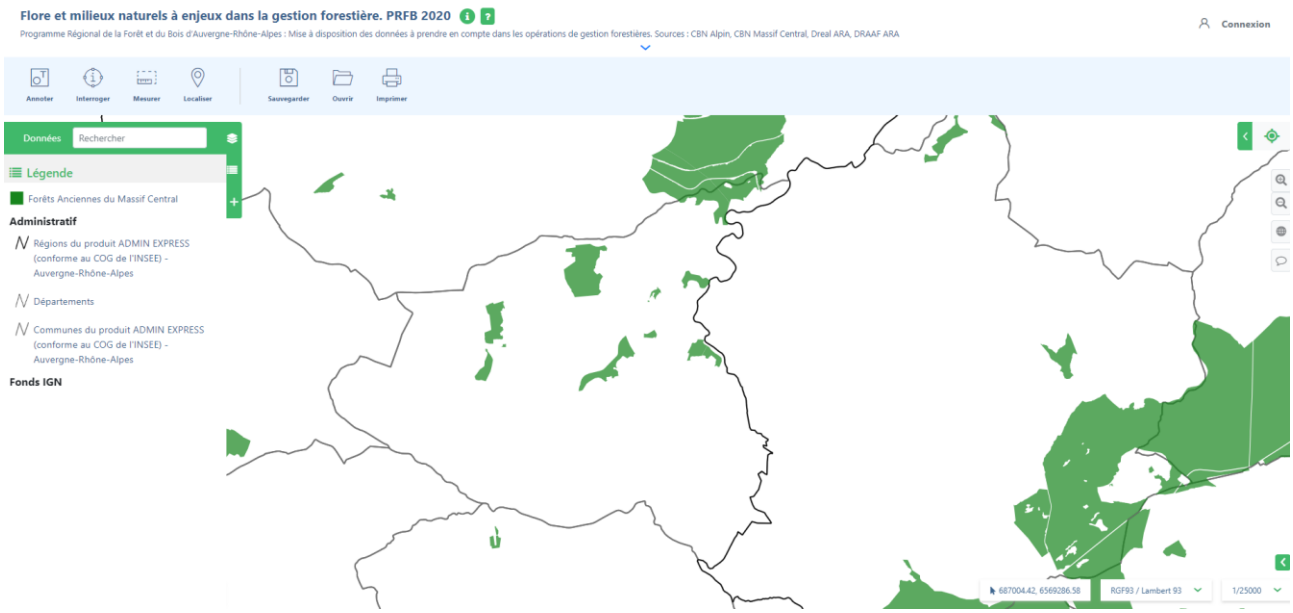
Une charte forestière du territoire des Combrailles, élaborée à l'échelle du Pays des Combrailles a été signée en 2011. Il s'agit d'un document stratégique de développement foncier, il est fondé sur la valorisation de la forêt dans toutes ses dimensions (mise en valeur économique, touristique, environnementale et sociale de la forêt).

Les forêts anciennes

Le Programme Régional de la Forêt et du Bois d'Auvergne Rhône Alpes (PRFB) met à disposition les connaissances concernant les forêts anciennes du Massif Central.

Une forêt ancienne est une forêt dont la vocation forestière du sol a perduré de manière continue depuis 200 ans environ. L'ancienneté est indépendante de l'âge du peuplement forestier, de la composition en essences, de la gestion forestière passée et actuelle… Par exemple, une jeune plantation monospécifique (composée d'une seule essence) peut tout à fait être une forêt ancienne. Elle ne suffit donc pas, à elle seule, à caractériser l'intérêt d'une forêt pour la biodiversité ou la Trame verte et bleue. Néanmoins, elle reste intéressante : une partie de la biodiversité forestière, particulièrement sensible aux modifications du sol, est étroitement liée à cet état d'ancienneté.

La commune de Durmignat est concernée par plusieurs sites identifiés comme forêts anciennes, plutôt sur la partie Nord de la commune.



https://carto.datara.gouv.fr/1/PRFB_2020_grand_public.map

<u>Développement du Scolyte : un danger pour les forêts d'épicéas</u>

Le scolyte de l'épicéa est un insecte ravageur de l'ordre des coléoptères, qui s'attaque principalement aux épicéas communs en mauvaise santé. En état de torpeur durant tout l'hiver, le scolyte se réveille entre avril et juin lorsque les températures augmentent et ce d'autant plus tôt qu'un cumul de températures important est atteint précocement.

Habituellement, en phase dite endémique, le scolyte de l'épicéa s'attaque aux seuls arbres en mauvaise santé, particulièrement à l'épicéa commun. Les insectes creusent une galerie nuptiale au sein de l'écorce de l'arbre. Ils contribuent ainsi à la décomposition des bois en voie de dépérissement, et in fine au cycle de décomposition forestière. Ils jouent dans ce cas un rôle utile, dans la mesure où ils participent ainsi à la régénération forestière.

Un affaiblissement massif des arbres, à la suite d'événements climatiques extrêmes (sécheresse, tempête) ou à un stress hydrique important, favorisés par le changement climatique, couplé à des conditions environnementales favorables à la reproduction du scolyte, peuvent entraîner un accroissement de la population de l'insecte ravageur. Le scolyte entre alors dans une phase épidémique, et peut même attaquer des arbres sains, encore sur pied.

L'observation des conditions de températures favorables aux envols des scolytes nous montre, en Auvergne-Rhône-Alpes, une avancée des dates de premier et de deuxième envol depuis le début des années 90.

La commune ne dispose pas de forêts publiques, relevant du régime forestier (ONF).

Il n'y a actuellement **aucun règlement de boisement** sur cette commune.



3.5. LE TOURISME

Le caractère naturel et rural de la commune de Durmignat représente un atout certain en matière de tourisme « vert ». Néanmoins la commune n'affiche pas une vocation touristique développée.

Aucun équipement de restauration sur la commune. Les restaurants les plus proches sont situés sur les communes voisines : Auberge des Combrailles (Moureuille), Le Ris Blanc (Echassières), Le Bruges (Lapeyrouse).

Les hébergements :

- Quatre gîtes dont un airbnb sur la commune : « Chez Jojo » (le bourg) (airbnb) ; « Nuit étoilée » (Vignolles) ; « Rayons de Soleil » (Vignolles) et « Le Chêne Creux » (Vignolles)

Les activités touristiques de loisirs et culturelles :

- Moulin de Villonne : visites guidées par le propriétaire.
- A proximité : descente en canoë sur la Sioule (Saint-Rémy-de-Blot) ; initiation à la pêche (Montluçon) ; Stages sculptures en métal (Lapeyrouse) …

Les itinéraires de randonnée :

Aucun itinéraire de randonnée n'est recensé par le Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR) du conseil départemental du Puy-de-Dôme.

Plusieurs chemins sont néanmoins référencés à proximité de Durmignat par Combrailles Auvergne Tourisme, mais aucun ne traverse la commune :

- Le sentier des Minerais (11.5 km) au départ d'Echassières
- Le circuit VTT (11 km) du sentier des Minerais au départ d'Echassières
- La Boucle du Pays de Menat – Etape 1 Servant – Saint-Gal-sur-Sioule (21 km) au départ de Servant
- Le plan d'eau de la Loge (12 km) au départ de Lapeyrouse
- …

Les perspectives de développement :

- Le SMAD des Combrailles étudie actuellement le tracé d'un chemin de randonnée sur la commune.
- Une voie verte (Ayat-sur-Sioule jusqu'à Lapeyrouse) traversant le territoire de Durmignat, est également en cours d'étude.

3.6. LE SCOT DES COMBRAILLES

SCOT du Pays des Combrailles – Analyse des résultats 2016-2022 – SMADC

Ambitions SCoT : 1- Assurer du développement économique et de l'emploi

Rappel des objectifs du SCOT	Conclusions et suite à donner pour la poursuite du SCOT
Permettre d'accueillir 3000 emplois supplémentaires	+577 emplois entre 2008-2018 Concentration de ces nouveaux emplois sur la CC CSM (40%) et sur les trois pôles industriels (73%) mais situation difficile pour les bourgs relais de Saint-Gervais d'Auvergne et de Pontaumur, et plus globalement pour les bourgs centres ou frange Est. Déséquilibre toujours présent entre le nombre d'actifs et le nombre d'emplois : un territoire toujours plutôt à fonction résidentielle, mais des bourgs centres qui jouent toujours leur rôle de pôles d'emploi. ➢ Une dynamique de création d'emplois engagée grâce notamment aux pôles industriels et aux bourgs centres de la frange Est, mais qui n'a pas permis à tout le territoire d'en profiter.

Passer de 2 pôles économiques majeurs à 3	Trois pôles économiques désormais bien affirmés : le pôle de Combronde est monté petit à petit en puissance et a créé depuis 2010 environ 220 emplois. Celui des Ancizes/St Georges s'est renforcé, mais celui de Saint-Eloy a plus de mal notamment en termes d'accueil d'entreprises et de création d'emplois. 87% de l'offre foncière à vocation économique sur le court terme a été commercialisée et 25% de l'offre globale. Il reste un peu plus de 300 ha encore disponibles sur le papier mais sur le terrain cette offre n'est pas toujours bien identifiée ni maitrisée.
Renforcer l'accueil d'activités dans les bourgs	48% de l'offre foncière disponible dans les zones d'activités des 12 bourgs semble avoir été consommé depuis 2010. Des espaces naturels agricoles et forestiers consommés pour développer de l'activité économique mais pas seulement sur les pôles économiques ou bourgs centres du territoire. De multiples interventions foncières des collectivités sur le tissu existant au cœur des communes pour installer ou développer des services et commerces mais qui ne concernent pas toujours les bourgs centres. Ce besoin de prioriser le développement sur les centralités est néanmoins au cœur du programme Petites Villes de Demain et devrait donc aider à sa mise en œuvre effective sur le territoire dans les années à venir.
Développer l'économie locale reposant sur toutes les ressources du territoire	Des espaces agricoles qui malgré les efforts réalisés dans les documents d'urbanisme ou le développement des échanges amiables ont du mal à se maintenir et à être pérennisés (baisse de 1.6% de la SAU et perte de 20% du nombre d'exploitations entre 2010-2020). Le territoire des Combrailles ressort comme un des territoires les plus dynamiques en matière d'installation pour le secteur agricole. Un secteur agricole qui diversifie ses activités depuis 2016. Des actions mises en œuvre depuis 2010 pour optimiser la gestion des espaces forestiers et faciliter notamment leur desserte et leur valorisation. La filière bois se développe grâce à l'initiative privée et publique mais cela reste timide. Pas de nouvelle exploitation de carrières entre 2010-2020. Une production d'énergie renouvelable qui s'est développée mais qui reste encore faible par rapport à la consommation d'énergie finale sur le territoire (13 à 15% entre 2011-2020).

Ambitions SCOT : 2- Mener une politique résidentielle différenciée

Rappel des objectifs du SCOT	Conclusions et suite à donner pour la poursuite du SCOT
Adapter l'offre de services dans les bourgs	Les bourgs centres se sont tous attachés à étoffer l'offre de services et de commerces nécessaires à la vie quotidienne disponible sur le territoire, mais si pour les services la tendance est plutôt au développement, l'équilibre reste fragile pour les commerces, et en matière de santé subsiste un manque global de professionnels et un manque de structuration.

Ambitions SCOT : 4- Tourisme, nature, environnement

Rappel des objectifs du SCOT	Conclusions et suite à donner pour la poursuite du SCOT
Développer un tourisme durable en lien avec les aspects patrimoniaux du territoire	Un certain nombre d'actions ont été menées pour renforcer l'axe touristique de la Sioule, mais beaucoup de préconisations du SCOT n'ont pas été suivies : depuis la crise sanitaire, on sent qu'il y a un réel potentiel à exploiter. Une adaptation aux besoins en hébergement mais un peu différente de celle préconisée dans le SCOT. Le territoire offre un panel d'activités et d'animations qu'il a su concilier avec la valorisation et l'entretien des nombreux sites naturels : cette offre s'est renforcée et tend désormais à se diversifier de plus en plus.
Protéger et gérer les espaces naturels remarquables	Des espaces naturels mieux protégés dans les documents d'urbanisme, et mieux connus par le biais d'inventaires mais certaines données restent à intégrer au SCOT (corridors écologiques)

	Des boisements qui restent stables globalement et des forêts privées qui améliorent leur gestion par le biais de différents outils.
Prendre en compte la ressource en eau, les énergies et les déchets	De nombreuses actions mises en œuvre pour préserver la qualité de l'eau, restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques mais encore assez peu finalement pour gérer et réduire les besoins. Des programmes mis en œuvre pour réduire les consommations énergétiques liées à l'habitat, mais il y a encore beaucoup à faire. Une stratégie qui reste à définir à l'échelle des Combrailles pour encadrer le développement des énergies renouvelables. Un seul EPCI s'est doté d'un PCAET, or les projets se multiplient (éoliennes, installations solaires…) Des actions engagées pour réduire les déchets ou mieux les valoriser mais les nouvelles orientations du SRADDET en matière de déchets seront à intégrer dans le futur SCOT.

Ce qu'il faut retenir

- La commune de Durmignat ne fait pas partie d'une aire urbaine, mais d'un large espace à dominance rurale.
- En 2021, 15.9% des actifs ayant un emploi travaillent sur la commune de Durmignat. Cette part est cependant en baisse depuis 10 ans (20.8% des actifs ayant un emploi travaillaient sur Durmignat en 2009).
- Une offre en équipement commercial et en service quasi inexistante.
- Une vocation agricole forte

4. LES DEPLACEMENTS

4.1. CONTEXTE INTERCOMMUNAL

Un territoire rural relativement éloigné des grands pôles.

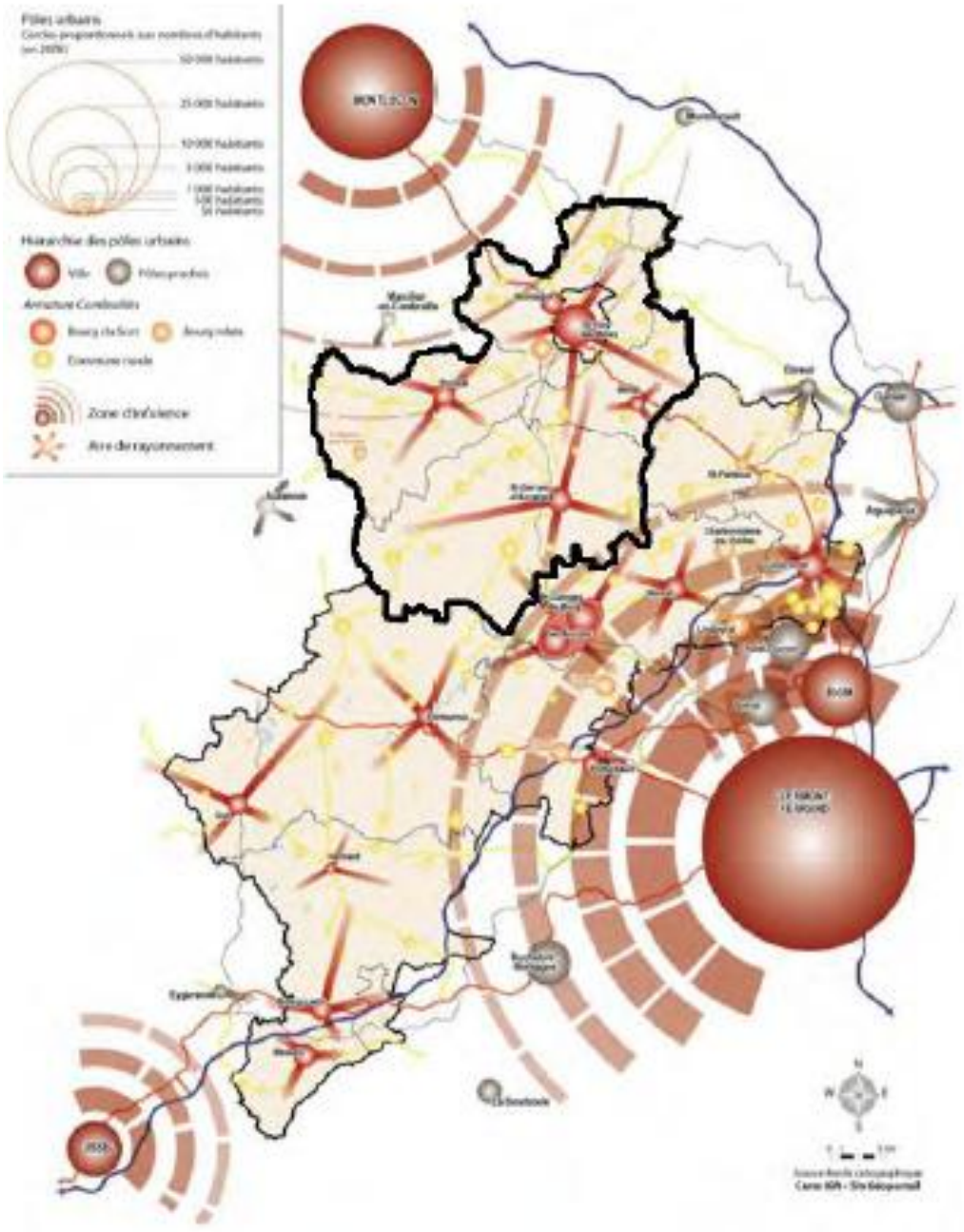
Le territoire se situe à environ 50 kilomètres au Nord de Clermont-Ferrand et à environ 25 kilomètres de Montluçon, aux frontières départementales de l'Allier et de la Creuse. La proximité de Montluçon et de Commentry permet à une partie de la population locale d'y trouver un emploi. A l'inverse, des personnes travaillant sur le territoire de la Communauté de communes résident dans les pôles urbains proches. Cette proximité peut donc être un frein à l'installation sur le territoire pour une personne trouvant un emploi sur le territoire.

Plusieurs routes passent sur et à proximité du territoire :

- Route D 2144 : Voie Rapide Combronde/Montluçon
- Route D 998 : Voie Rapide Néris-les-Bains/Gannat
- Route D 941 : Voie Rapide Limoges/Clermont-Ferrand par Pontgibaud

Aucune autoroute ne passe sur le territoire, mais à proximité :

- Les autoroutes A89 (Est-ouest) et A71 (Nord-Sud)
- Quatre diffuseurs et un échangeur (A71/A89)



Source : SMADC

Aire d'influence de Montluçon et Clermont-Ferrand

Ces autoroutes se trouvent à environ 30/40 minutes du territoire ce qui peut être un handicap en termes d'accessibilité. D'autres territoires limitrophes, traversés par les axes autoroutiers, connaissent un développement plus marqué. On peut notamment citer le Parc de l'Aize, situé à Combronde au carrefour des axes Bordeaux-Genève (A.89) et Paris-Barcelone (A.71) situé sur la Communauté de communes Combrailles Sioule et Morge.

L'éloignement de Clermont-Ferrand et des grands axes structurants que sont ces autoroutes pénalisent aujourd'hui l'attractivité du territoire. Dans un contexte où la concurrence est forte entre les territoires, tant pour attirer des entreprises que pour faire venir des populations nouvelles. La distance du bassin d'activités et d'emplois de l'aire urbaine de Clermont-Ferrand, et l'absence de connections fortes avec les axes structurants ne placent pas la Communauté de communes en position de force.

4.2. DEPLACEMENTS DOMICILE-EMPLOI

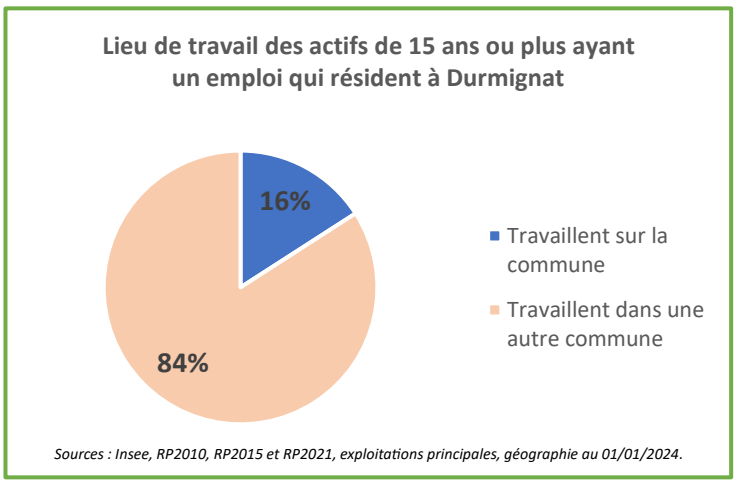
16% des actifs ayant un emploi et qui résident à Durmignat travaillent sur la commune.
Cet indice connait une baisse notable depuis 10 ans (près de 20.8% des habitants travaillaient sur la commune en 2010).

Sur la période 2010-2021, la motorisation des ménages a évolué, actant une dépendance forte à la voiture : 92.9% des ménages disposent d'au moins 1 voiture en 2020. Cette part était de 84% en 2009.

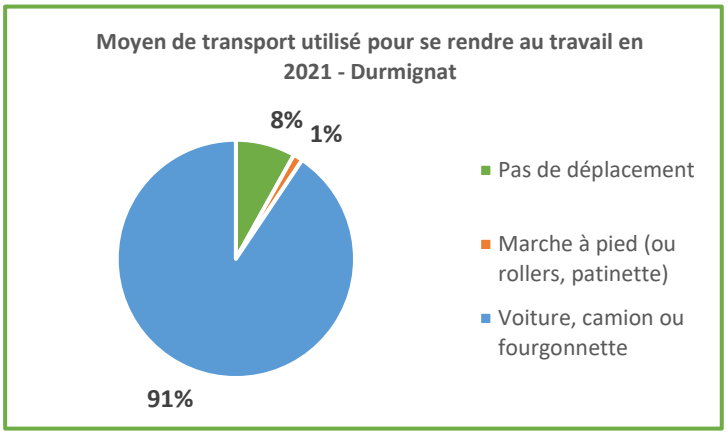
La dépendance à la voiture est liée à la fois aux déplacements domiciles-travail, mais également aux déplacements pour la consommation et les loisirs. Son augmentation résulte de la situation isolée de la commune dans son bassin d'emplois, et de la carence de transports collectifs ou alternatifs.

Les bassins d'emplois extérieurs fréquentés sont Montluçon, Vichy et Clermont-Ferrand. Les moyens de transports motorisés sont donc les plus utilisés pour se rendre au travail, en 2021, très largement devant les autres moyens de déplacements. 90.6% des actifs utilisent leur véhicule individuel.

La commune n'étant pas desservie en transport en commun, aucun actif ne peut les utiliser.
La commune disposant d'une part minime d'actifs ayant un emploi et travaillant sur la commune, seuls 1.3 % d'entre eux se déplacent à pied.



Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.



Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

4.3. LES TRANSPORTS ROUTIERS

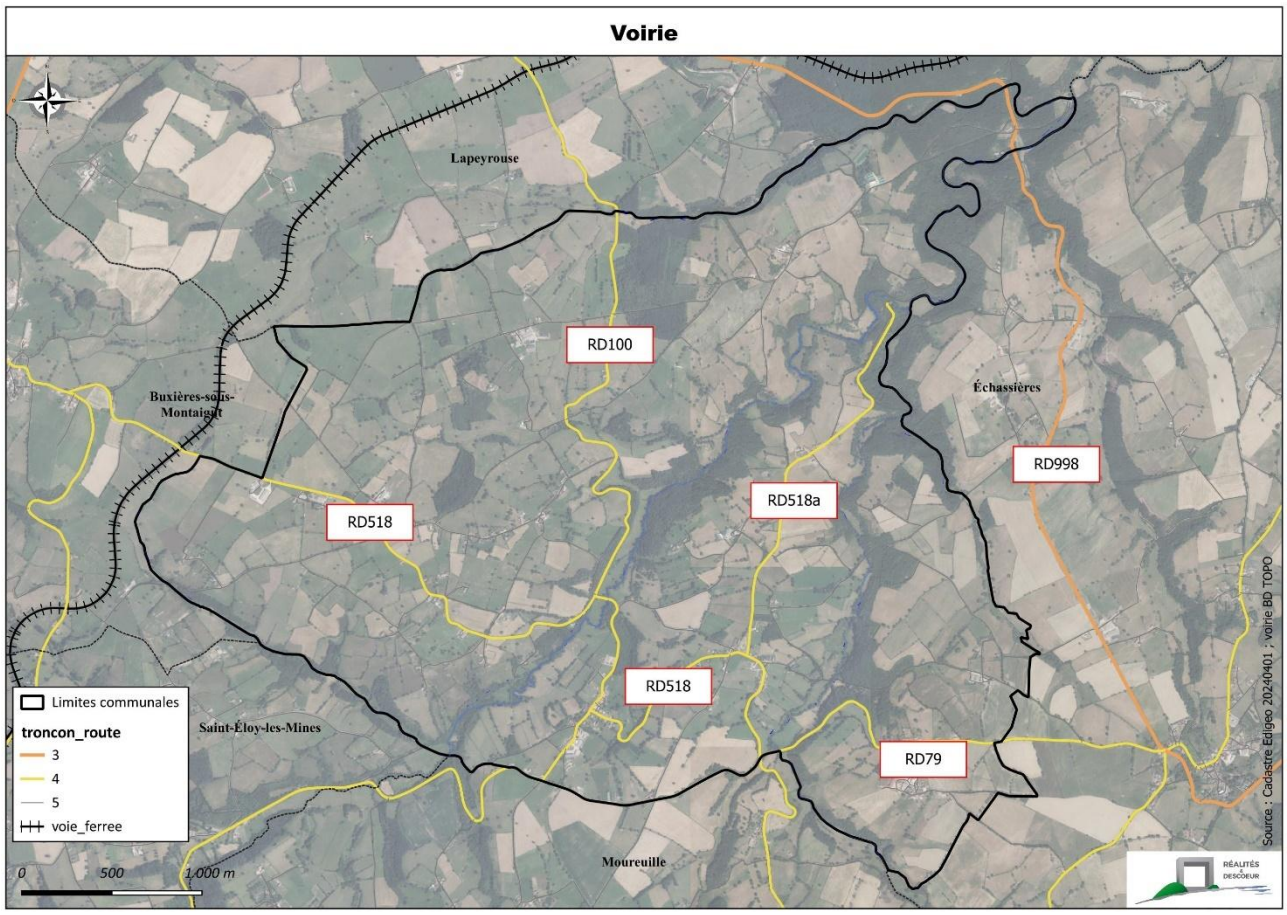
Une petite partie au Nord-Est de la commune est traversée par la RD998 qui relie Gannat à Montluçon.

Plusieurs routes départementales secondaires traversent le territoire de Durmignat :

- La D100 qui traverse la commune du Nord au Sud,
- La D518 traversant la commune d'Est en Ouest,
- La D79 passant par la commune sur sa partie Sud-Est.

Le maillage dense en départementales permet à la commune de se rendre à Saint-Eloy-les mines en 9min (6.6km).

Les voies communales sont en bon état d'entretien et d'une largeur souvent suffisante, n'occasionnant pas de difficultés de circulation. La carte ci-après met en évidence les principales liaisons de la commune avec les villages et communes voisines.



La commune de Durmignat se situe aux confins du département du Puy-de-Dôme, dans la communauté de communes Pays de Saint-Eloy et dans l'aire d'attraction de Saint-Éloy-les-Mines, qui se trouve à 6,5 kilomètres (10 minutes de route). Durmignat est distante de 35 kilomètres de Montluçon (40 minutes de route), 56 kilomètres de Vichy (1h de route) et 70 kilomètres de Clermont-Ferrand (1h05 de route).

Concernant le bruit, aucune voie classée dans le classement sonore 2024 ne traverse le territoire de Durmignat.

4.4. UNE OFFRE ALTERNATIVE PEU CONCURRENTIELLE

- Transport ferroviaire

La commune n'est pas traversée par la voie ferrée Montluçon à Gannat. Cette voie traverse les communes voisines et contourne Durmignat. De plus, elle ne dispose pas de gare. Les arrêts les plus proches sont ceux de Lapeyrouse, Saint Eloy les Mines.

- Transports par car régional

La commune de Durmignat n'est pas desservie par une ligne de transports en commun régulière dont la compétence est à la région.

- Transport scolaire

Le ramassage scolaire se résume à un bus matin et soir en direction de Saint-Eloy-les-Mines.

- Modes doux

Il n'existe aucun aménagement particulier pour les déplacements en mobilités douces (pistes cyclables, …)

4.5. LE STATIONNEMENT

Des espaces de stationnement sont organisés dans plusieurs secteurs du bourg : Ces espaces répondent aux différents besoins en stationnement : démarches administratives, achat dans les commerces du bourg, manifestations.

Le nombre de stationnements est jugé suffisant par la municipalité.
Les places ne sont ni marquées (pas de marquage au sol), ni réservées à un usage exclusif (PMR).

Localisation	**Nombre de places**			
	Voitures	Places PMR	Véhicules hybrides et électriques	Vélos
Le Bourg	50		0	



Le Bourg (entre la Mairie et la salle polyvalente)



Le Bourg (entre l'église et la salle polyvalente)



Le Bourg (devant l'église)

4.6. LE SCOT

SCOT du Pays des Combrailles – Analyse des résultats 2016-2022 – SMADC

Ambitions SCOT : 3- Rendre durablement accessible le territoire

Rappel des objectifs du SCOT	Conclusions et suite à donner pour la poursuite du SCOT
Structurer une offre en déplacements alternatifs à l'échelle des bassins de vie des bourgs-centres	Aucune des pistes de travail préconisées dans le SCOT n'a été suivie depuis 2010, si ce n'est l'organisation ponctuelle de liaisons douces ou le développement du covoiturage. Les CC ont préféré mener des actions pour réduire l'usage de la voiture individuelle ou engager plus récemment des réflexions pour mettre en place une stratégie des mobilités.
Relancer la voie ferrée Montluçon/Clermont et maintenir les autres dessertes ferroviaires	Disparition progressive des dessertes ferroviaires du territoire. Développement de l'exploitation touristique des anciennes voies ferrées.
Poursuivre l'organisation routière du territoire	Une amélioration continue de l'organisation et de la sécurité routière du territoire, mais une liaison nord-sud qui reste peut-être à améliorer.
Préserver les principales perceptions sur les sites naturels lointains à partir des grands axes routiers	Les 4 principaux axes de découverte du paysage des Combrailles ont fait l'objet de différents travaux permettent de requalifier les séquences dégradées relevées dans le SCOT, mais aucune action spécifique n'a été vraiment menée pour préserver les principales perceptions sur les sites naturels lointains (fermeture des paysages).

Suite à la loi ENE du 12 juillet 2010, le règlement peut :

- *fixer les conditions de desserte par les voies et réseaux de terrains susceptibles de recevoir des constructions ou de faire l'objet d'aménagement*
- *imposer dans les secteurs situés à proximité des transports collectifs, existants ou programmés, une densité minimale de constructions (article L.151-26 du code de l'urbanisme).*

Suite à la loi ALUR du 24 mars 2014, le règlement du PLU doit fixer les obligations minimales en matière de stationnement pour les vélos pour les immeubles d'habitation et de bureaux, dans le respect des conditions prévues aux I et II de l'article L.111-5-2 du code de la construction et de l'habitation.

Ce qu'il faut retenir

- Une constante augmentation de la motorisation des ménages.
- 91% des actifs utilisent un véhicule individuel.
- La dépendance à la voiture est liée à la fois aux déplacements domiciles-travail, mais également aux déplacements pour la consommation et les loisirs.
- Une offre inexistante de transports en commun.
- Un nombre de stationnements suffisant.

5. EQUIPEMENTS ET RESEAUX

5.1. LES EQUIPEMENTS PUBLICS

- Mairie ;
- Cimetière à Durmignat ;
- Eglise Saint-Roch à Durmignat ;



Mairie

Les équipements scolaires :

- Aucun établissement scolaire n'est présent sur le territoire.
- Les écoles maternelles les plus proches sont : la maternelle de Lapeyrouse, la maternelle La Source (Saint-Eloy-les-Mines), la maternelle Jeanne d'Arc (Saint-Eloy-les-Mines), la maternelle Louise michel (Montaigut-en-Combraille) et la maternelle de Servant.
- Les écoles primaires les plus proches sont les suivantes : école primaire d'Echassières, école primaire de Lapeyrouse, école primaire de Buxières-sous-Montaigut, école primaire La Roche (Saint-Eloy-les-Mines) et Jeanne d'Arc (Saint-Eloy-les-Mines).
- Le collège de rattachement est le collège Alexandre varenne à Saint-Eloy-les-Mines. Le ramassage scolaire est en place.
- Les lycées de secteur pour la commune de Durmignat sont les lycées Virlogeux et Pierre Joël Bonté à Riom, ou les lycées Paul Constans ou Mme de Staël à Montluçon.
- La communauté de commune du Pays de Saint-Eloy propose d'accueillir les enfants dans 8 structures réparties sur le territoire :
  - Petite enfance (0-6 ans) : Micro-crèche de Pionsat, de Saint-Gervais-D'auvergne, de Saint-Maurice-près-Pionsat ou crèche de Saint-Eloy-les-Mines.
  - Enfance (3-17 ans) : accueil de loisirs de Saint-Eloy-les-Mines, de Pionsat ou de Lapeyrouse.
  - Relais Petite Enfance.

Les équipements sportifs, culturels et de loisirs :

- 1 salle des associations pouvant accueillir jusqu'à 35 personnes.
- 1 salle polyvalente pouvant accueillir jusqu'à 130 personnes.
- La commune ne dispose pas d'équipements sportifs
- Les autres équipements se situent essentiellement dans les communes voisines notamment à Saint-Eloy-les-Mines : médiathèque intercommunale, musée numérique Micro-Folie, complexe sportif Emile Sautereau, …



Salle Polyvalente

Les bâtiments publics ont fait l'objet d'une rénovation récente et respectent dont les nomes énergétiques.

Les équipements de santé et de secours :

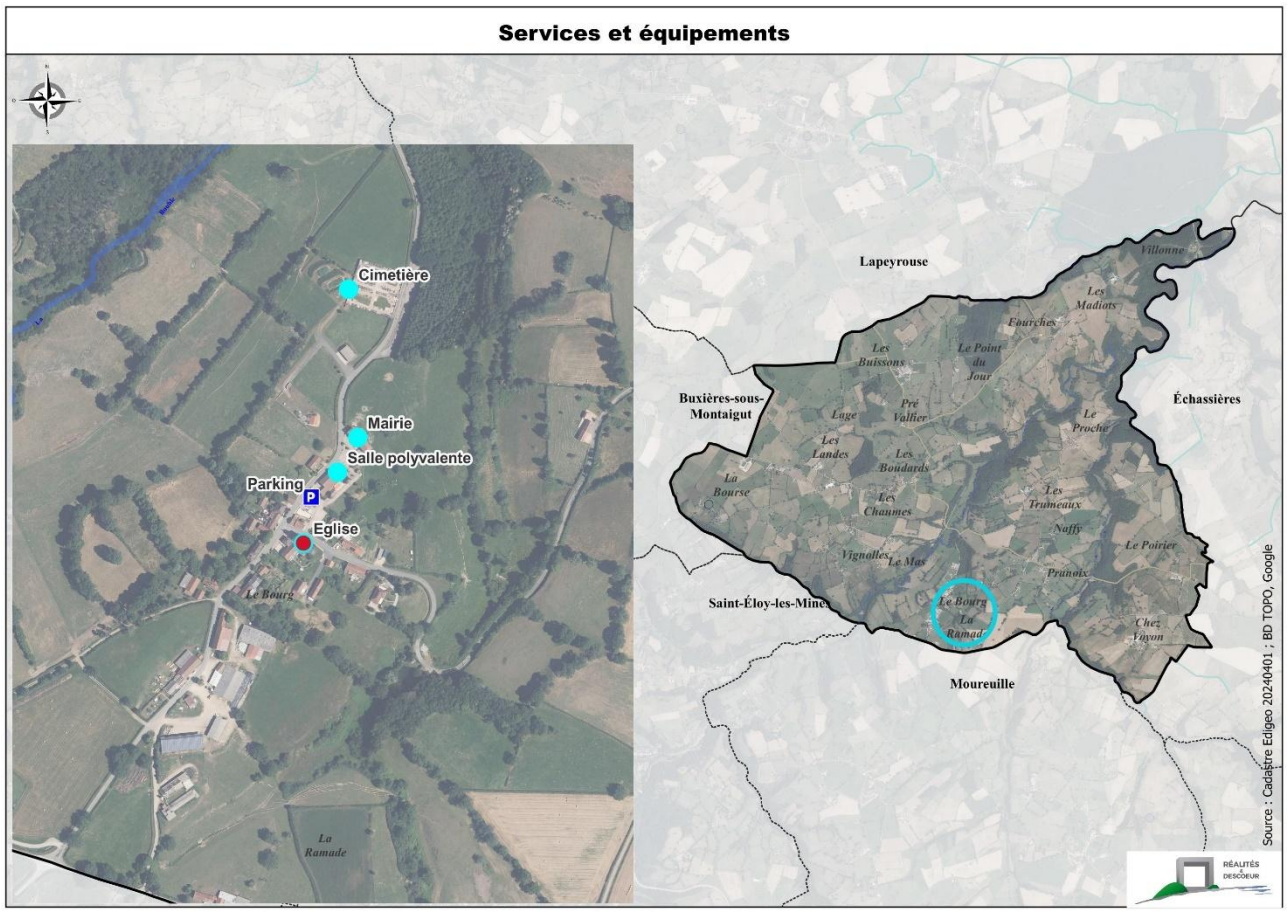
- Aucun service de santé n'est présent sur la commune. Le cabinet médical le plus proche se situe rue des Brandes à Saint-Eloy-les-Mines. **Actuellement, la commune réhabilite un ancien bâtiment en centre bourg pour l'accueil de 2 médecins en début 2026.**
- Les autres services de santé les plus proches (pharmacie, médecins, vétérinaire) se situent à Saint-Éloy-les-Mines, Montaigut-en-Combraille et Menat.
- Le Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) du Pays de Saint-Eloy propose un service d'aide à domicile œuvrant déjà pour plus de 500 bénéficiaires. Il s'adresse aux personnes âgées, en situation de handicap, en convalescence, en sortie d'hospitalisation ou victime d'accident de la vie. Mais aussi aux actifs pour des prestations ponctuelles ou régulières. Les prestations proposées sont : assurer les tâches domestiques courantes, aider dans les actes essentiels du quotidien et assurer une présence auprès du bénéficiaire.
- Tous les habitants du Pays de Saint-Eloy, sans condition de ressources, peuvent bénéficier du portage de repas.
- La communauté de communes a la gestion de deux établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) : un établissement classique à Saint-Gervais, et un établissement doté d'une unité Alzheimer à Menat.

Le tissu associatif :

- **Le Club des Aînés** : crée en 1991, l'association compte aujourd'hui 22 membres. Les activités traditionnelles sont : la réunion mensuelle tous les troisièmes vendredi de chaque mois dans la salle des Associations ; l'organisation d'un repas dansant annuel et le repas annuel de l'association durant le second semestre de l'année.
- **Le Comité des Fêtes** : Le Comité des Fêtes de Durmignat, régi par la loi du 1er Juillet 1901, a été créé à l'initiative des habitants de Durmignat le 19 Novembre 1989 et a pour but l'organisation de manifestations festives et d'animations artistiques et sportives. En 2015, afin de renforcer leurs actions, le Comité des Fêtes et le Foyer Rural de Durmignat ont décidés de fusionner et c'est ainsi que le Comité des Fêtes compte maintenant une vingtaine de bénévoles.
- **Union National des Combattants** : L'Union nationale des combattants (UNC) est une association française d'anciens combattants, issue de la Première Guerre mondiale. Elle regroupe ceux qui ont porté les armes de la France depuis le premier conflit mondial, des veuves et orphelins de guerre et des membres associés.
- **Loisirs et Détente** : elle a remplacé en 2005, l'ancienne association du Rapid Club Durmignat Football Club. Elle compte aujourd'hui une trentaine de membres. Cette association a pour but d'organiser des moments de détente tels que concours de pétanque, concours de belote, repas à thèmes ou encore faire découvrir le patrimoine culturel national à ses adhérents à l'occasion de voyages en France.



Club des Ainés



5.2. LES RESEAUX ET SERVICES PUBLICS DE DISTRIBUTION

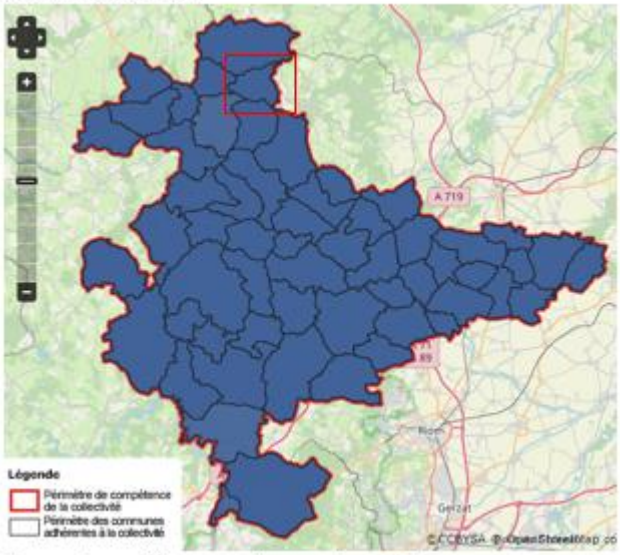
Eau potable

Le Syndicat Mixte de Sioule et Morge gère le service eau potable pour la commune (en régie depuis le 01/03/2020). Il assure les missions de production, transfert et de distribution d'eau potable.

Pour la compétence eau potable, le syndicat couvre le territoire de 59 communes situées au Nord-Ouest du département du Puy-de-Dôme, par l'adhésion de 24 communes et de 3 établissements publics de coopération intercommunale : Communauté de communes Combrailles Sioule et Morge (pour 24 communes), Communauté de communes Plaine Limagne (pour 10 communes) et Communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans (pour 1 commune).

En 2020, 215 personnes étaient abonnées au syndicat sur la commune.

Périmètre d'action :



Source : https://www.services.eaufrance.fr/

La totalité des eaux prélevées sont des eaux souterraines.
Le syndicat dispose de trois stations de traitement : deux sont situées à Saint-Ours-les-Roches et une à Manzat

Les captages :

Le service dispose de 5 points de captage.

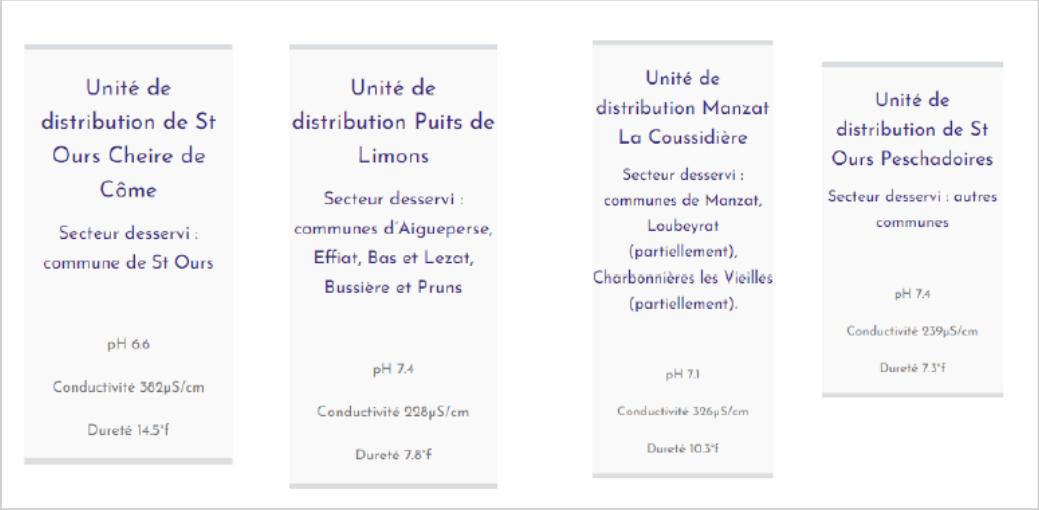
Il n'y a aucun captage sur la commune.

La qualité :

En 2022, les niveaux de qualité de l'eau sont conformes, sans anomalie particulière :

- Conformité microbiologique de l'eau du robinet : 100%
- Conformité physico-chimique de l'eau du robinet : 98%

Les unités de Distribution :



Source : https://www.sioule-morge.fr/services/eau-potable/

Ressource et implantation	Nature de la ressource	Volume prélevé durant l'exercice 2020 en m³	Volume prélevé durant l'exercice 2021 en m³	Variation en %
Puits de Peschadoire 2	Eau souterraine	4 282 848	3 683 891	-14%
Forage de la Cheire de Côme 2	Eau souterraine	76 878	73 405	-4,5%
Forage de la Cheire de Côme 1	Eau souterraine	38 439	43 867	14,1%
Captage de La Coussidière	Eau souterraine	190 760	185 900	-2,5%
Captage du Grenouilloux	Eau souterraine	1 720	570	-66,9%
Total		4 590 645	3 987 633	-13,1%

Syndicat Mixte de Sioule et Morge – RPQS 2021

Gestionnaire	Usage	Nom du réseau de distribution	AMONT - INS - Nom	AMONT - INS - Etat procédure
SYNDICAT MIXTE SIOULE ET MORGE	ADDUCTION COLLECTIVE PUBLIQUE	UDI SIAEP SIOULE ET MORGE	LOUCHADIERE (GALERIE)	Arrêté DUP 18/03/2009
SYNDICAT MIXTE SIOULE ET MORGE	ADDUCTION COLLECTIVE PUBLIQUE	UDI SIAEP SIOULE ET MORGE	PUITS CHEIRE DE COME 1	Arrêté DUP 28/03/2000
SYNDICAT MIXTE SIOULE ET MORGE	ADDUCTION COLLECTIVE PUBLIQUE	UDI SIAEP SIOULE ET MORGE	PUITS CHEIRE DE COME 2	Arrêté DUP 28/03/2000
SYNDICAT MIXTE SIOULE ET MORGE	ADDUCTION COLLECTIVE PUBLIQUE	UDI SIAEP SIOULE ET MORGE	PUITS DE PESCHADOIRES	Arrêté DUP 23/02/1987

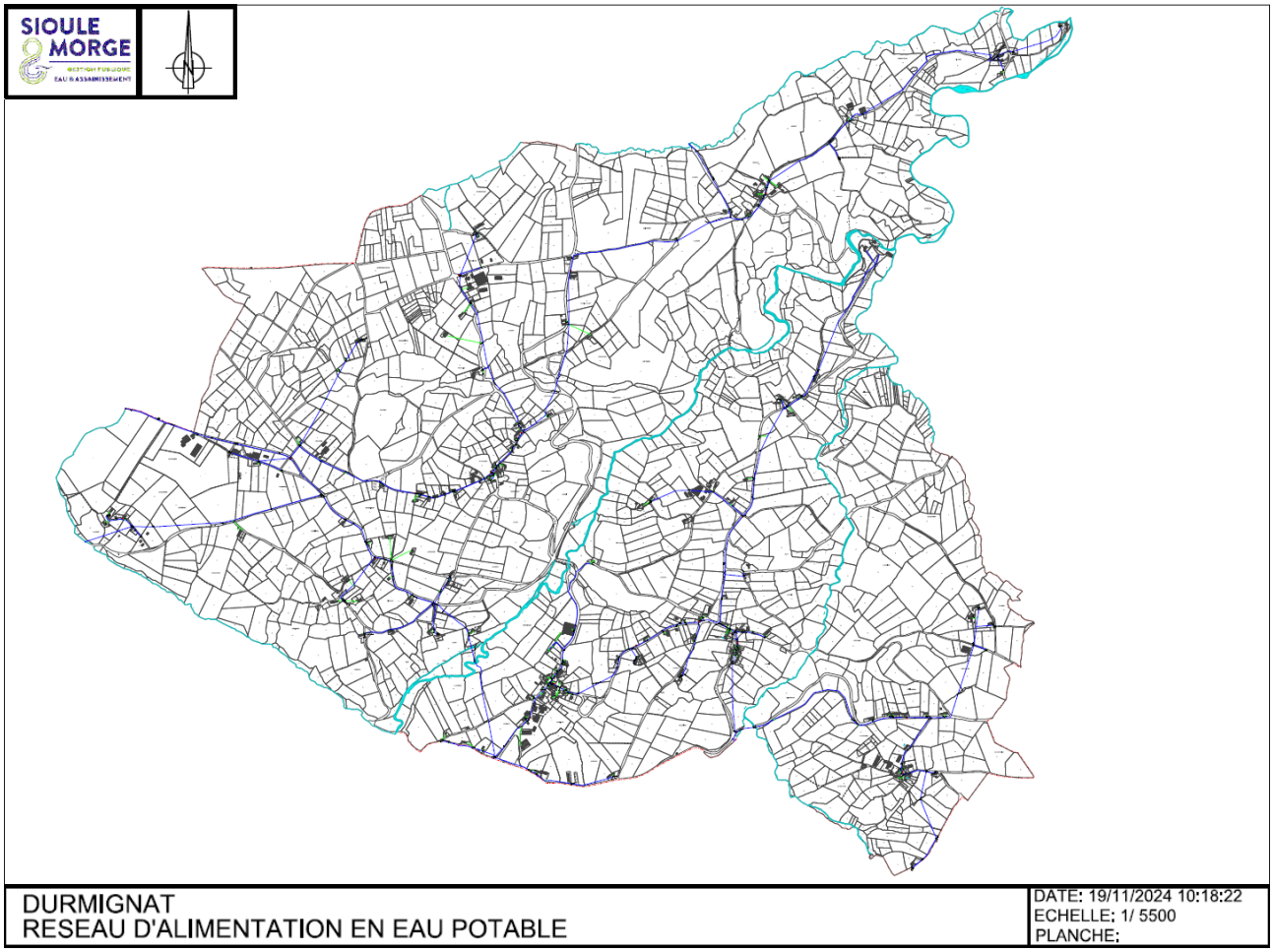
Courrier de l'ARS – juin 2024

Le réseau :

Le réseau du Syndicat Mixte Sioule et Morge dessert l'ensemble de la commune.

Le territoire communal est desservi par une unité de distribution (UDI) dénommée UDI SIAEP Sioule et Morge, dont l'eau provient de la Galerie de Louchadière, des Puits Cheire de Come 1 et 2, et du Puits de Peschadoires. Ces captages sont situés sur la commune de Saint-Ours.

Il est suffisant en capacité.



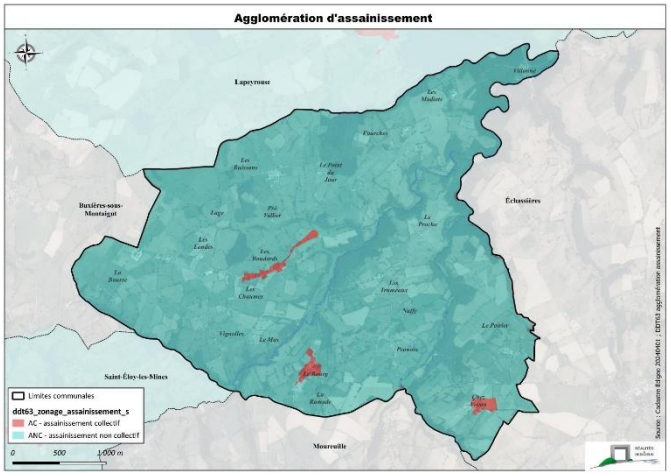
Assainissement

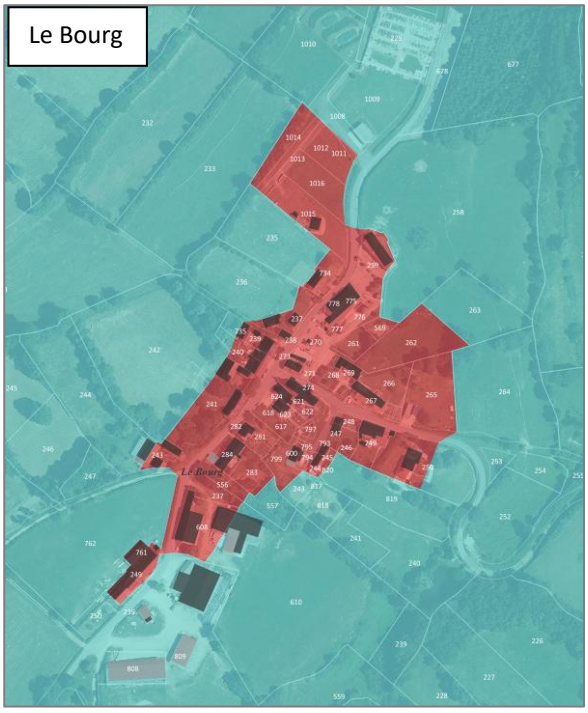
La gestion de l'assainissement collectif relève de la commune (au moins jusqu'en 2020).
Le département accompagne les collectivités pour améliorer la connaissance du système d'assainissement, répondre aux contraintes réglementaires et lutter contre la pollution.

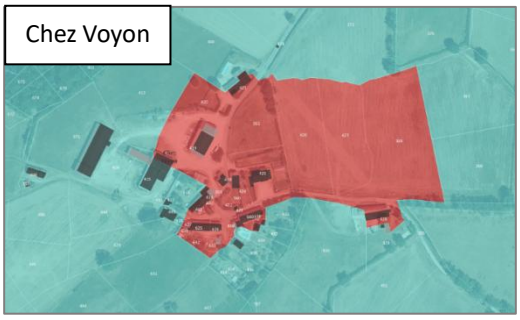
Agglomérations d'assainissement (source : DDT 63)

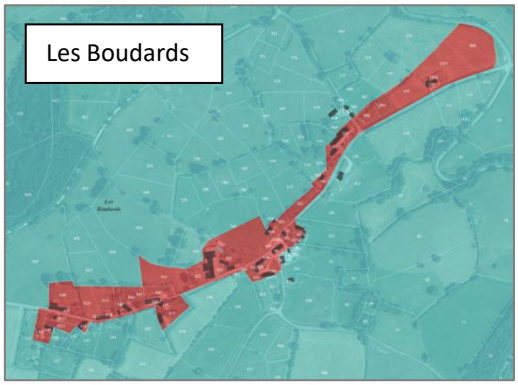
Zone définie par l'article L2224-10 du code général des collectivités territoriales (transposition de la directive européenne du 21 mai 1991). Une agglomération est une zone dans laquelle la population ou les activités économiques sont suffisamment concentrées pour qu'il soit possible de collecter les eaux usées domestiques pour les acheminer vers un système d'épuration unique. Sont considérées comme comprises dans une même agglomération les zones desservies par un réseau de collecte raccordé à un système d'épuration unique et celles dans lesquelles la création d'un tel réseau a été décidée par une délibération de l'autorité compétente.

L'assainissement collectif concerne le bourg de Durmignat, Les Boudards, et Chez Voyon.









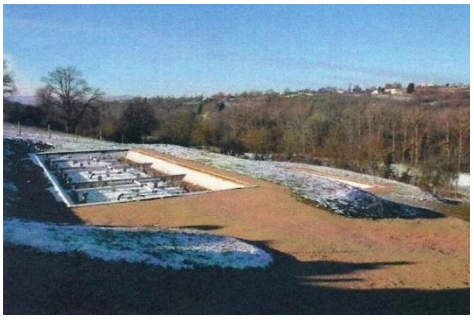
Le réseau existant :

Seul le bourg de Durmignat dispose d'un réseau d'assainissement (eaux usées uniquement) et d'une station d'épuration.



L'agglomération d'assainissement de Durmignat – Bourg :

- La capacité nominale de traitement de la station est de 70 équivalents habitants ;
- station de traitement (filtres à roseaux) mise en service en novembre 2008;
- la charge brute de pollution organique (CBPO) est de 44 équivalents habitants; d'après le compte rendu 2023 du SATEA, l'effluent traité est de bonne qualité.



Elle est aujourd'hui utilisée pour moitié de sa capacité.

Le Conseil Départemental est doté d'un Service Départemental d'Assistance Technique aux Exploitants de Station d'Epuration pour aider les collectivités dans la gestion de leurs ouvrages tant par la réalisation de visites techniques que par la formation des personnels communaux.
Le Service Départemental réalise pour le compte de l'Agence de l'Eau une mission d'auto-surveillance des ouvrages (mise en place d'appareils de mesures et de prélèvements, réalisation de tests de terrain et relevés réguliers des temps de fonctionnement) et une mission de vérification des appareils installés.

L'assainissement individuel

Le Syndicat Mixte de Sioule et Morge gère le Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) sur 55 communes dont Durmignat. Le Syndicat effectue des contrôles périodiques de fonctionnement et d'entretien des installations existantes, des contrôles lors de ventes immobilières et des contrôles de conception et de réalisation lors de la réalisation de travaux sur un assainissement non collectif, en cas de construction ou de rénovation.

Les habitations non desservies par un réseau public de collecte des eaux usées (égouts) doivent être équipées d'une installation autonome dite « d'assainissement non collectif » pour traiter leurs eaux usées domestiques. L'objectif prioritaire est de prévenir tout risque sanitaire, il est aussi de limiter l'impact sur l'environnement.

Le service public d'assainissement non collectif dessert 12 354 habitants, pour un nombre total d'habitants résidents sur le territoire du service de 34 216 habitants.

En 2022, 142 installations ont été répertoriées par le Syndicat Mixte Sioule et Morge.

D'après le rapport annuel RPQS de 2022, lors de leur dernière visite sur la commune en 2017, le syndicat a contrôlé 112 installations (30 refus de visite) dont :

- 18 installations ne présentant pas de défaut dites « conformes ».
- 5 installations ne présentant pas de défaut dites « acceptables ».
- 45 installations non-conformes nécessitant des travaux en 1 an en cas de vente.
- 31 installations non-conformes nécessitant des travaux sous 4 ans ou 1 a en cas de vente.
- 13 installations non-conformes nécessitant des travaux dans les meilleurs délais.

⇨ *Les ouvertures à l'urbanisation ne pourront être admises qu'à hauteur des flux de pollution qu'il est possible d'acheminer et de traiter par les ouvrages. Si les capacités des ouvrages se trouvent dépassées, l'urbanisation nouvelle ne pourra être envisagée qu'à la condition d'une planification des investissements à réaliser en matière d'assainissement, décrite dans le rapport de présentation du PLU.*
Les projets de constructions sur « Les Boudards » et « Chez Voyon » devront se traiter par un assainissement individuel.

Les déchets

La collecte des ordures ménagères est effectuée par le "SICTOM DES COMBRAILLES". Le SICTOM des Combrailles est un Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères. Il regroupe 41 communes adhérentes, celles-ci faisant partie de deux Communautés de Communes : « Pays de St Eloy » et « Combrailles, Sioule et Morge » et compte 17 375 habitants (population municipale au 01/01/2023)

Le SICTOM des Combrailles assure la collecte des déchets ménagers et des emballages recyclables en porte à porte et à l'aide de bacs de regroupement ainsi que la collecte des points d'apport volontaire. Ces services sont assurés par des prestataires privés sur l'ensemble du territoire du syndicat. Le SICTOM des Combrailles gère également trois déchèteries situées à Saint Eloy les Mines, Saint Gervais d'Auvergne et Pionsat.

Le traitement est effectué par le VALTOM pôle VERNEA à Clermont-Ferrand. Les emballages issus de la collecte sélective en porte à porte sont acheminés jusqu'au centre de tri de la société PAPREC à CLERMONT-FERRAND.

Le ramassage s'effectue 1 fois par semaine.

La commune dispose d'une colonne à verre dans le centre-bourg proche de l'Eglise et d'un Point d'Apport Volontaire (emballages, papiers-cartons et verre) au niveau de la RD518 sur la droite en direction de Buxières.

Le SRADDET approuvé en avril 2020 comporte un volet portant sur les déchets, dont les objectifs sont les suivants :

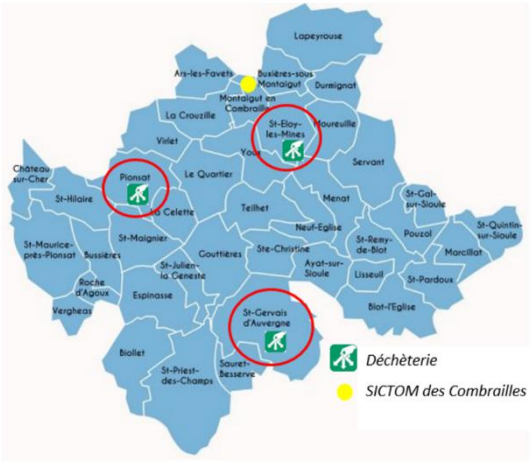
- Réduire de 10% en 2020 par rapport à 2010 la production des Déchets Ménagers et Assimilées et des quantités de déchets d'activités économiques ;
- Développer le réemploi et augmenter la quantité de déchets faisant l'objet de préparation à la réutilisation (objectifs quantitatifs par filières) ;
- Atteindre une valorisation matière de 55% en 2020 et de 65% en 2025 des déchets non dangereux non inertes ;
- Atteindre une valorisation matière de 70% des déchets issus de chantiers du BTP d'ici 2020.

La desserte en NTIC

Les champs électromagnétiques et les ondes

Cartoradio permet, d'une part, de connaître l'emplacement des stations radioélectriques et, d'autre part, d'avoir accès, pour un site donné, aux résultats des mesures de champ électromagnétiques synthétisés par une fiche de mesures.

La base de données : L'ANFR en lien avec la Commission des Sites et Servitudes (COMSIS) reçoit de chaque opérateur ou administration qui souhaite implanter un émetteur, un dossier qui comporte notamment : les coordonnées géographiques, le type d'équipement, ses paramètres d'utilisation et le respect des seuils d'exposition du public aux champs électromagnétiques. Ces informations sont utiles à l'ANFR pour délivrer une autorisation d'implantation.



La commune de Durmignat est concernée par la présence d'aucun support (Free, Orange, SFR, TDF). Les supports les plus proches sont les suivants :

- Echassières : pylône autostable / 40m / Conseil départemental / pour la téléphonie et le faisceau hertzien
- Nades : pylône autostable / 64m / TDF / pour la téléphonie et le faisceau hertzien
- Lapeyrouse : pylône autostable / 25m / TOTEM / pour la téléphonie
- Plusieurs pylônes autostables ou tubulaires et bâtiments à Saint-Eloy-les-Mines

Qualité des transmissions

La commune dispose d'une bonne couverture mobile, pour les communications (voix et SMS) ainsi que pour la couverture 4G, avec les 4 principaux opérateurs.

La fibre

La fibre optique est en cours d'installation.

La commune a procédé à l'enfouissement des réseaux électriques dans le bourg en 2011.

Ce qu'il faut retenir

- Une offre limitée en équipement et services.
- Eau potable et assainissement individuel : Syndicat Mixte Sioule et Morge. La qualité de l'eau est conforme, sans anomalie particulière.
- L'assainissement collectif est géré par la commune qui est soutenu par le Conseil Départemental du Puy-de-Dôme. Une station d'épuration est présente dans le bourg de Durmignat.
- Le SICTOM des Combrailles a la charge de la collecte des déchets. Une colonne à verre et un Point d'Apport Volontaire (emballages, papiers-cartons et verre) est à disposition des habitants de la commune.
- La fibre est en cours d'installation.

6. L'OCCUPATION DU TERRITOIRE ET LA CONSOMMATION FONCIERE

La consommation foncière et l'artificialisation du territoire sont des indicateurs aujourd'hui incontournables de l'élaboration d'un document d'urbanisme.
En effet, la lutte contre l'étalement urbain et l'artificialisation des sols est devenu, ces dernières années en France, une priorité. Le développement économe, préservant les espaces agricoles et naturels est l'un des objectifs majeurs pour les prochaines années.
L'analyse de l'artificialisation des sols est complexe, et peut être faîte au regard de nombreux indicateurs et méthodologies qui ne peuvent pas être comparée entre-elles.
Dans le cadre de l'élaboration du PLU de Durmignat, le choix a été fait de croiser 3 types de données :

- Les données mises en place par l'observatoire de l'artificialisation des sols ;
- Les données SPARTE ;
- Une analyse de la consommation foncière réalisée à partir de la comparaison de photographies aériennes et du registre des autorisations d'urbanisme.

6.1. ARTIFICIALISATION DES SOLS

Selon les données du Portail de l'artificialisation des sols**, la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers pour la commune de Durmignat** entre le 1er janvier 2011 et le 1er janvier 2023 est estimée à **2.13 ha**.
100 % de la surface artificialisée correspond au développement résidentiel.

Comparativement aux territoires voisins, la consommation apparait dans la moyenne basse.

	Surface artificialisée 2011-2022 (m²)	Dont surface dédiée à l'activité (m²)	Dont surface dédiée à l'habitat (m²)	Taux d'artificialisation (%)
Durmignat	21 306	0	21 306	0.17
Lapeyrouse	52 146	15 074	37 001	0.14
Echassières	455 855	66 612	389 243	1.96
Buxières-sous-Montaigut	15 927	0	15 917	0.15
Moureuille	39 774	0	36 609	0.24
Saint-Eloy-les-Mines	185 567	102 776	68 852	0.84

(Source : https://artificialisation.developpement-durable.gouv.fr/cartographie-artificialisation).

6.2. CONSOMMATION D'ESPACES ENTRE LE 01 / 01 / 2011 ET LE 31 / 12 / 2023 ISSUE DES FICHIERS FONCIERS

Source : https://mondiagartif.beta.gouv.fr/project/166184/tableau-de-bord/synthesis

La loi Climat & Résilience d'août 2021 fixe un objectif de diminution par deux de la consommation d'espace d'un territoire entre 2021 et 2031 par rapport à la consommation d'espace de l'année 2011 à l'année 2020 (inclues).

Aujourd'hui, la consommation d'espace est mesurée avec les fichiers fonciers produits et diffusés par le Cérema depuis 2009 à partir des fichiers MAJIC1 de la DGFIP2.

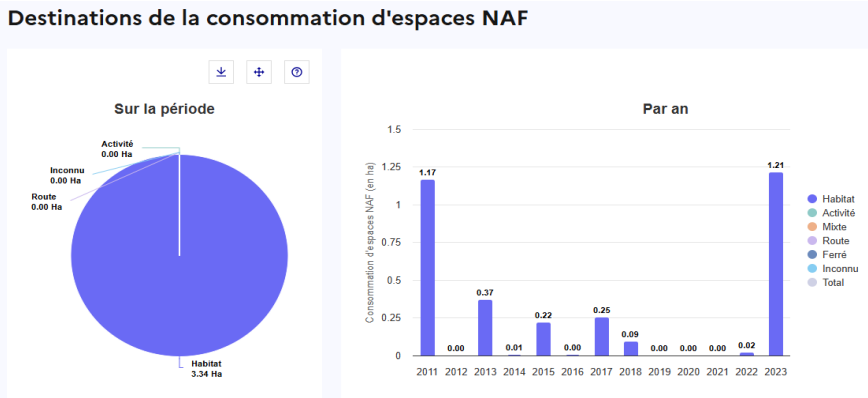
Sur le territoire de Durmignat, 2,11 ha ont été consommés entre 2011 et 2020 selon les données du Portail National de l'artificialisation.

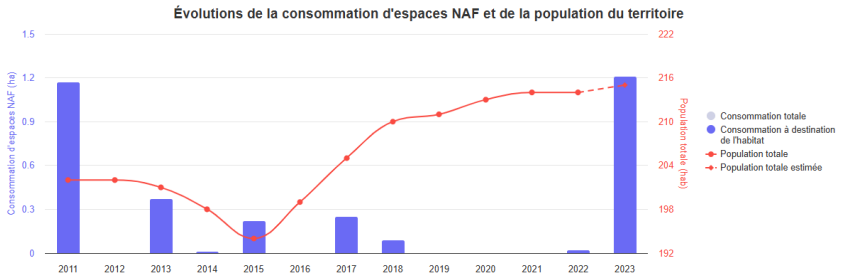
En 2022, sur le territoire de Durmignat, 64,3 ha étaient artificialisés, ce qui correspond à 5,17% de la surface totale (1 245 ha) du territoire. **La surface artificialisée a augmenté de 0,373 ha entre 2019 et 2022.**

1MAJIC : Mise À Jour des Informations Cadastrales : donnée fiscale servant à calculer la taxe foncière en particulier.
2DGFIP : Direction Générale des Finances Publiques

Consommation annuelle brute du territoire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Total
Habitat	1.2	0.0	0.4	0.0	0.2	0.0	0.3	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	1.2	3,4
Activité	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Mixte	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Route	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Ferré	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Non renseigné	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total	1.2	0.0	0.4	0.0	0.2	0.0	0.3	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	1.2	3.4







A noter, la consommation de l'année 2023, portée à 1,2 ha, correspond à une seule nouvelle construction (maison individuelle), au lieudit Les Fourches. Le Diagnostic artificialisation du Céréma semble comptabiliser la parcelle entière comme consommée. La photo aérienne et le terrain montrent cependant une consommation plus réduite.

Projections de la consommation

La loi Climat & Résilience fixe l'objectif d'atteindre le « zéro artificialisation nette des sols » en 2050, avec un objectif intermédiaire de réduction de moitié de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers dans les dix prochaines années 2021-2031 par rapport à la décennie précédente 2011-2021.

Pour respecter la tendance générale fixée par la loi – déclinée ou en cours de déclinaison dans le SRADDET ou le SCoT des Combrailles – la consommation d'espace d'ici à 2031 devrait tendre vers une surface de 1.1 hectares environ.

A l'échelle de la ComCom Pays de Saint-Eloy, un objectif de réduction de -50% est attendu pour la période du 1er janvier 2021 au 1er janvier 2031, soit un plafond maximum mobilisable de 40.7ha.

Projection à l'horizon 2034 :

La période de référence est 2011-2020. Néanmoins, dans le cadre de l'élaboration du PLU de Durmignat, en accord avec les services de l'état (DDT63) et au regard de la situation du territoire, la période de référence retenue est 2014-2023 (consommation de 1,8 ha). Les projections portent ainsi sur la période 2024-2034 avec une ambition de réduction de cette consommation.

6.3. OCCUPATION GENERALE DU TERRITOIRE

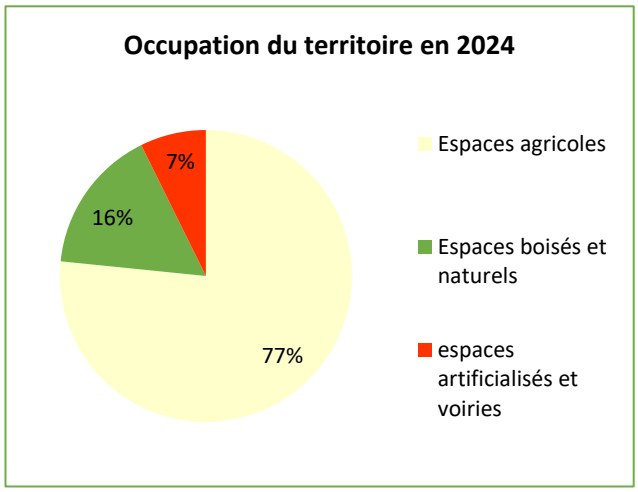
La surface géo référencée du territoire communal est de 1 246,95 ha.

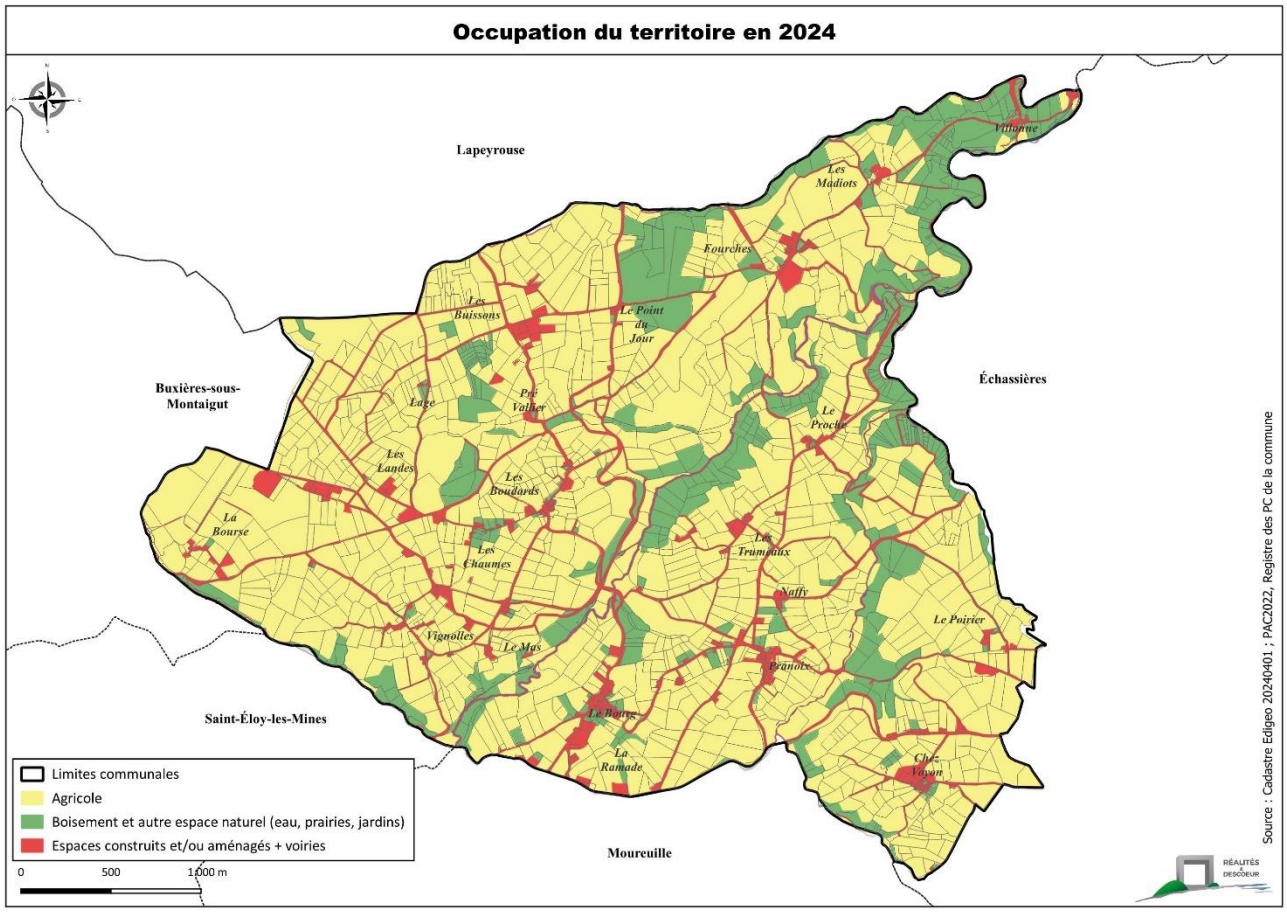
L'occupation du territoire peut se partager en 3 grandes typologies, par ordre d'importance :

- Les espaces agricoles pour 953,4 ha
- Les espaces naturels et boisés pour 200,3 ha
- Les espaces urbanisés/aménagés, les voiries et chemins pour 90,8 ha.

NOTE : Il s'agit d'une estimation du bureau d'études basée sur la dernière photographie aérienne datant de 2022 (Source Géoportail), les données PAC 2022, et les données communales (permis de construire).

Il s'agit de chiffres non figés, établis sur la base d'une photographie aérienne à grande échelle et comprenant une marge d'interprétation dans l'occupation des parcelles.





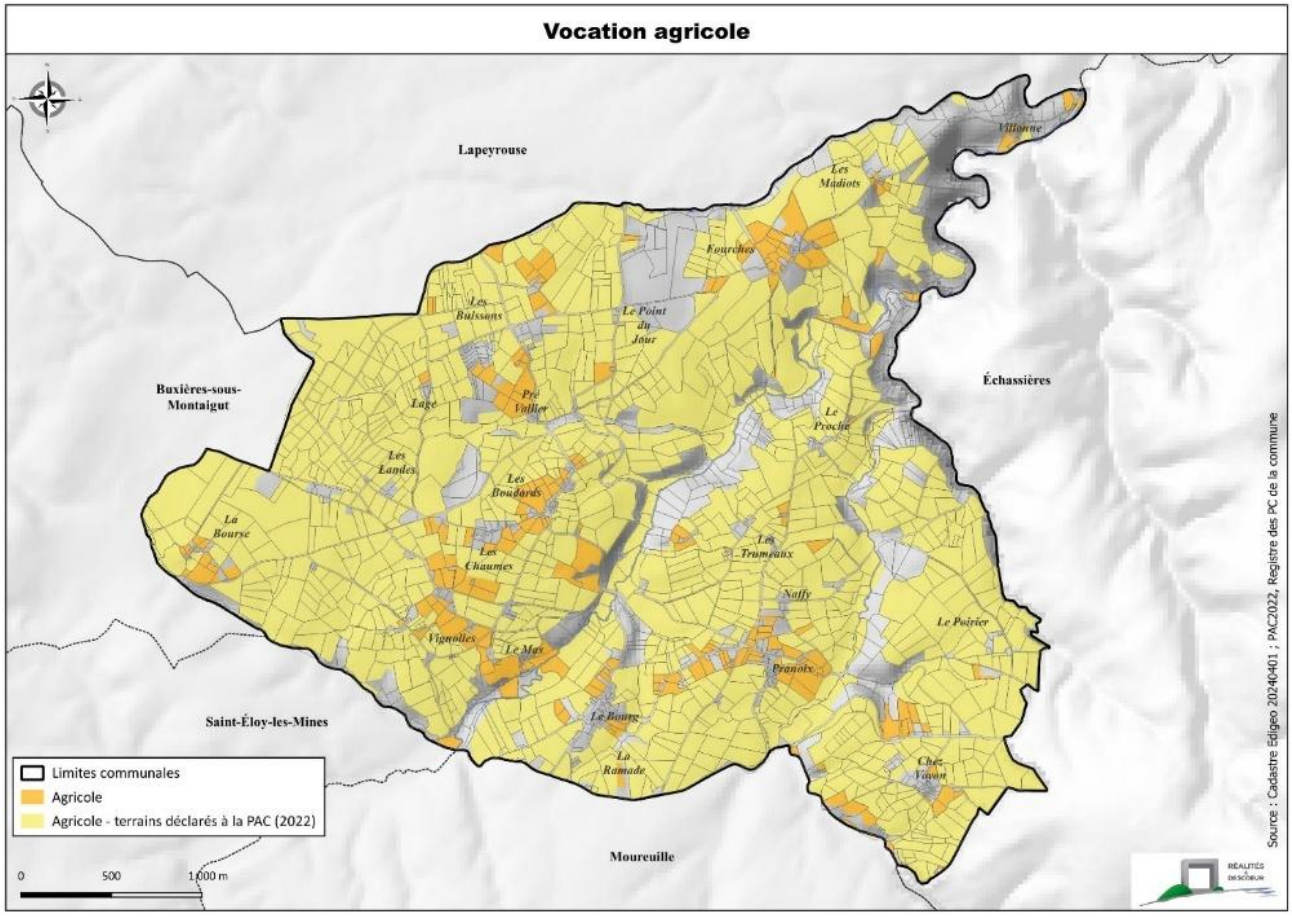
Les espaces agricoles

Les terres travaillées par l'agriculture occupent 953,4 hectares soit 77% du territoire.

- 867,65 ha sont déclarés à la PAC 2022
- 85,75 ha présentent un usage agricole.

Il s'agit de l'occupation du sol la plus importante sur la commune. Elle a été estimée selon les données PAC 2022 et la photographie aérienne de 2022.

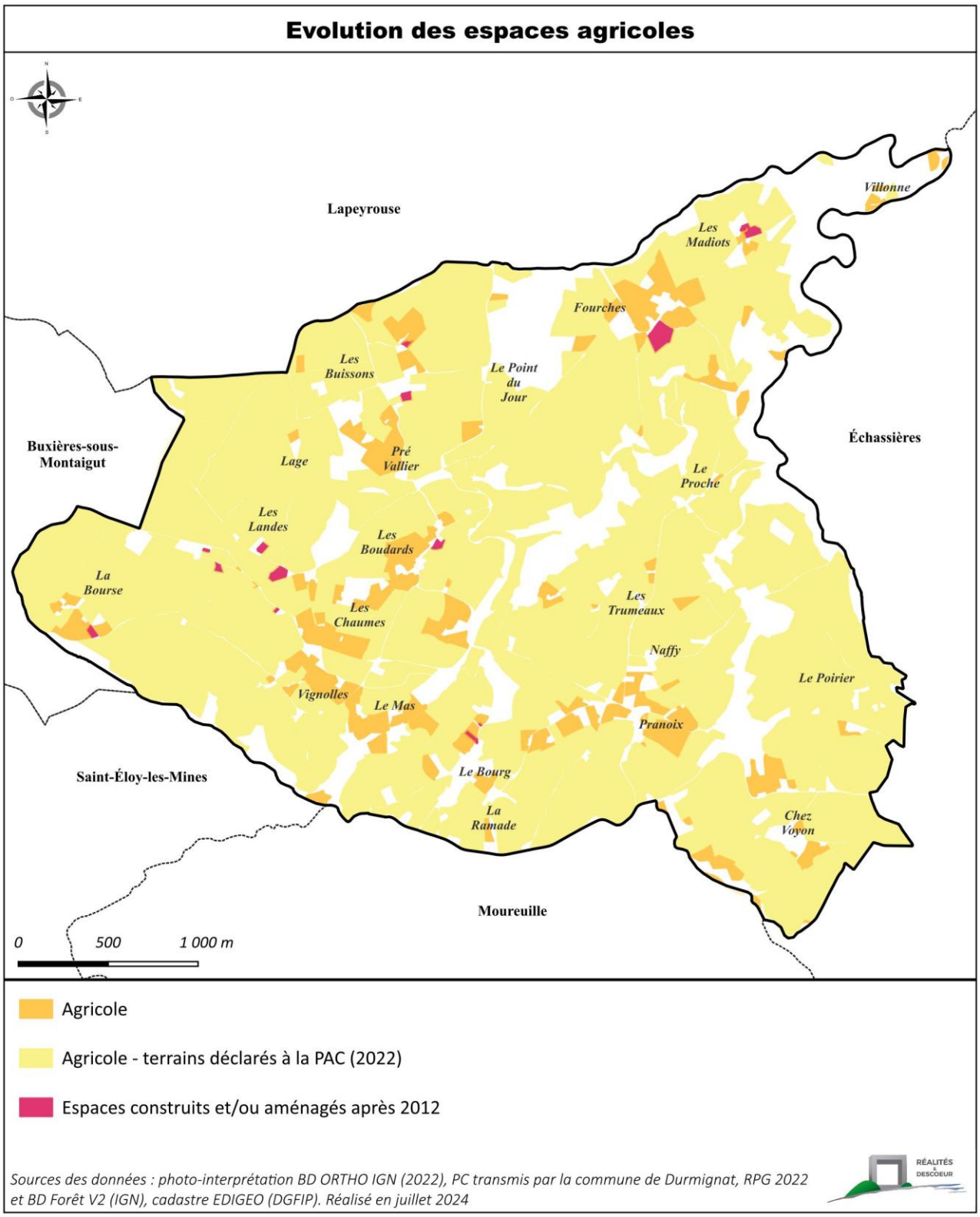
Les terres agricoles sont présentes sur l'ensemble du territoire et sont majoritairement des prairies (permanentes et temporaires). Les espaces agricoles sont peu urbanisés, tant par des bâtiments agricoles que par des constructions isolées.



Les espaces agricoles consommés depuis 2012 représentent 4,29 ha. Ces espaces ont été consommés pour :

- La vocation agricole par le biais de nouveaux bâtiments agricoles. On dénombre 7 PC générant de nouveaux bâtiments, pour une surface consommée totale de 1,75 ha
- La vocation d'habitat : on dénombre 7 PC conduisant à la réalisation de 7 maisons individuelles, pour une superficie totale de 2,54 ha.

Evolution des espaces agricoles



Sources des données : photo-interprétation BD ORTHO IGN (2022), PC transmis par la commune de Durmignat, RPG 2022 et BD Forêt V2 (IGN), cadastre EDIGEO (DGFIP). Réalisé en juillet 2024

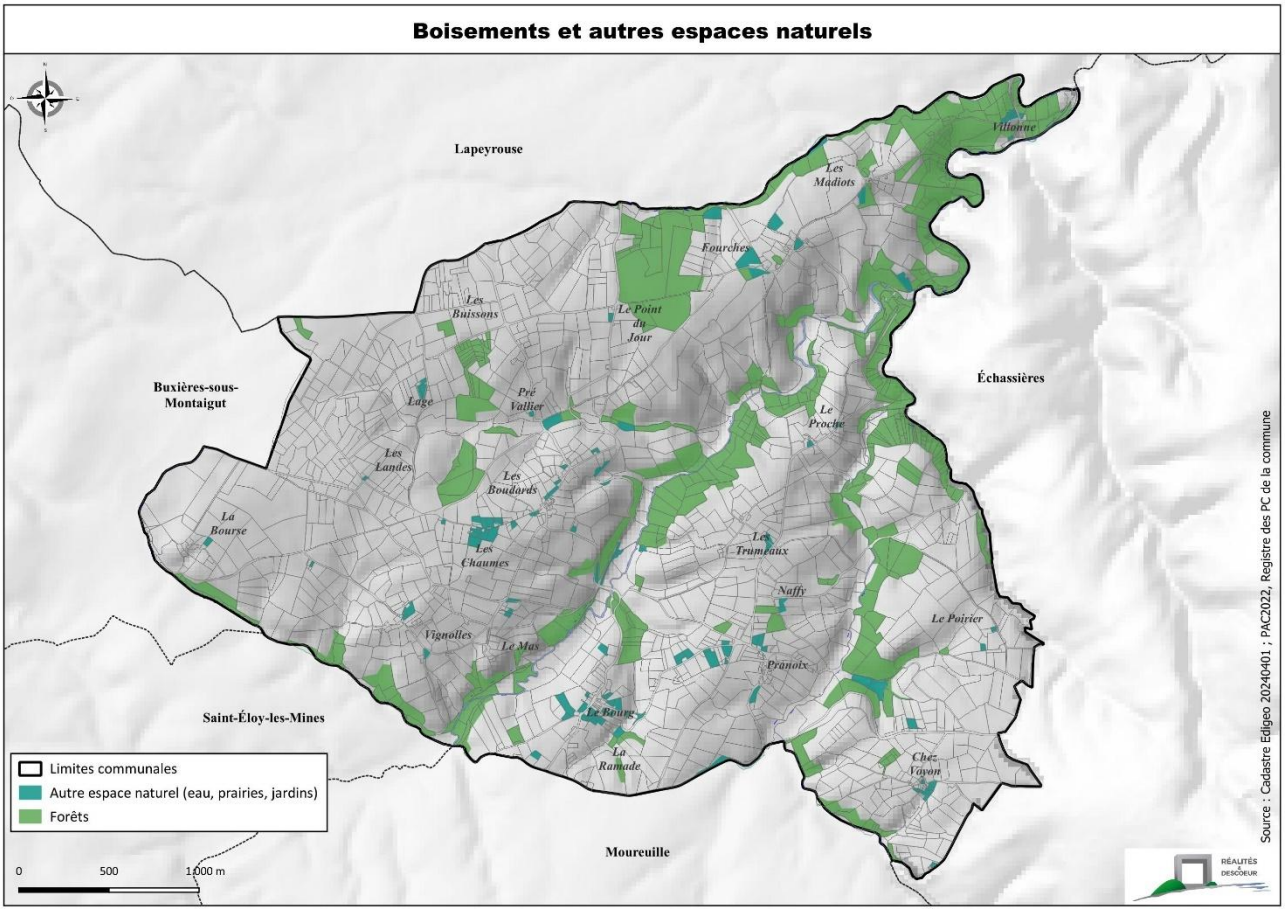
Les espaces boisés et naturels

Les espaces boisés et naturels occupent 200,3 ha, soit 16% du territoire. Ils se répartissent de la manière suivante :

- 183,5 ha de boisements
- 16,8 ha d'autres espaces naturels regroupant l'eau, les prairies, les jardins).

Le territoire est boisé, en grande partie par des forêts fermées de feuillus purs en îlots. On retrouve également un espace de forêt fermée à mélange d'autres conifères au sud de la commune et deux espaces de forêts fermées de douglas pur au nord. Plusieurs zones humides sont répertoriées à divers endroits de la commune.

Depuis 2012, aucun espace boisé ou naturel n'a été consommé.



Les espaces urbanisés

Depuis 2012, les espaces urbanisés ont progressé de 4,29 hectares.

Les espaces nouvellement construits/aménagés l'ont été sur :

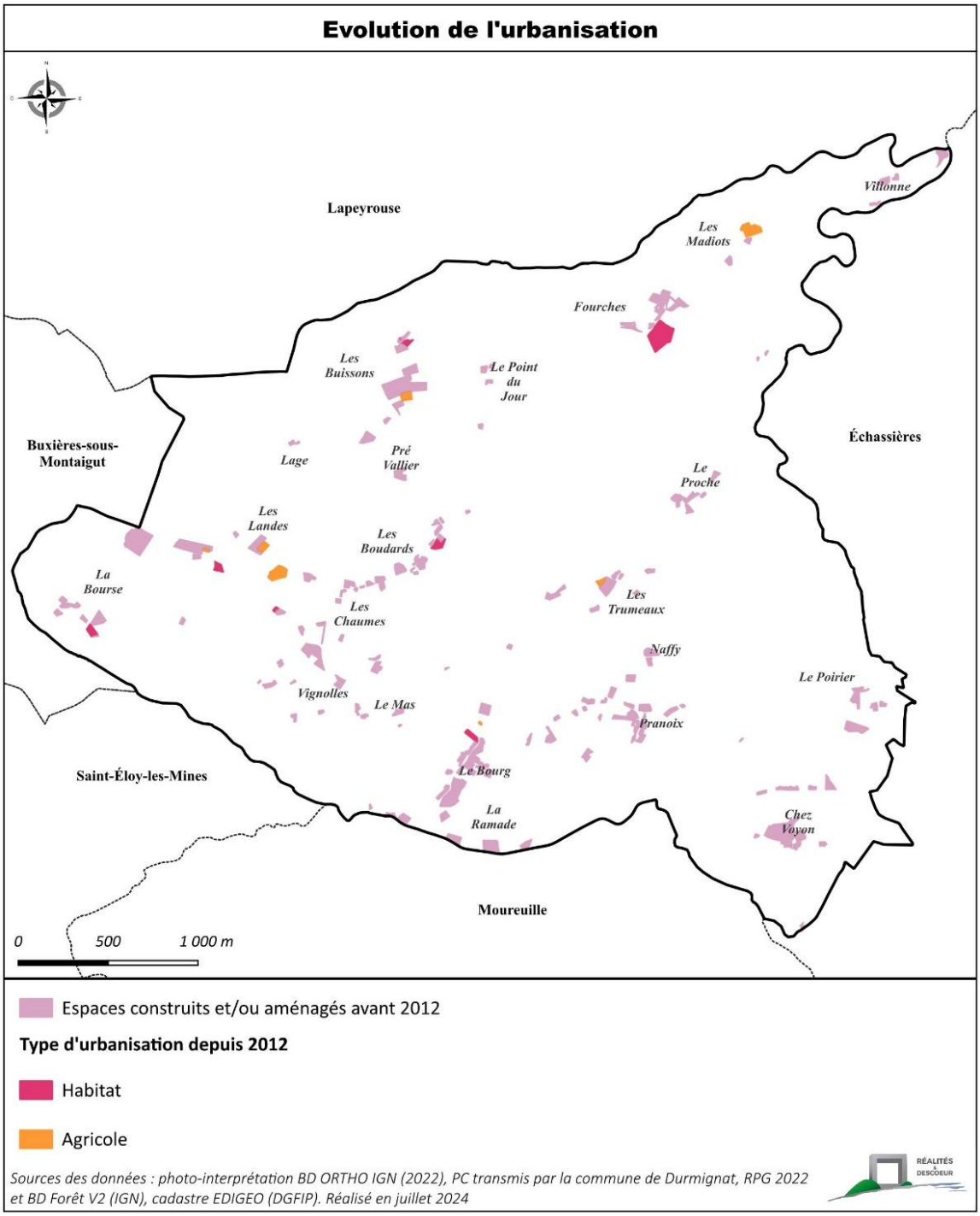
- Espaces agricoles : 4,29 ha ;
- Espaces naturels : 0 ha ;
- Espaces boisés : 0 ha ;
- Espaces déjà artificialisés : 0 ha. Il s'agit exclusivement de renouvellement (densification d'espaces déjà aménagés/construits, et changement de destination).

Les espaces consommés sont dévolus aux vocations suivantes :

- Vocation Agricole : 1,75 ha
- On dénombre 7 PC générant de nouveaux bâtiments, pour une surface consommée totale de 1,75 ha
- Vocation Habitat : 2,54 ha

- On dénombre 7 PC conduisant à la réalisation de 7 maisons individuelles, pour une superficie totale de 2,54 ha.
- Vocation Economique : 0 ha
- Vocation Equipements : 0 ha.

Ces constructions se sont faites de manière ponctuelle, exploitant les potentialités du tissu bâti. La maison individuelle est le modèle très largement adopté pour ces nouvelles constructions.

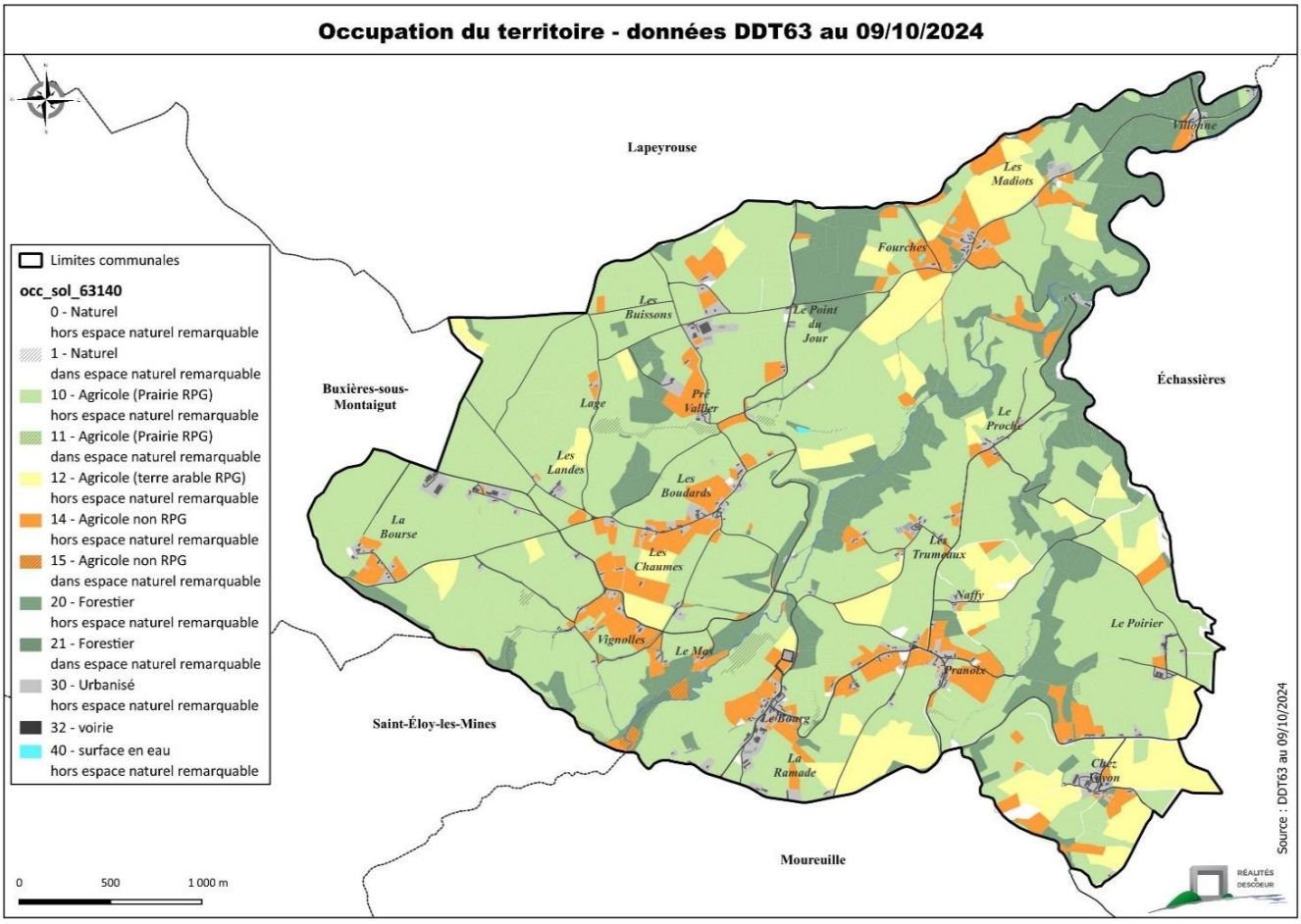


NOTE : ***L'étude de l'évolution de l'occupation du territoire s'appuie sur les permis de construire.***

6.4. OCCUPATION GENERALE DU TERRITOIRE – DONNEES DDT63 AU 09/10/2024

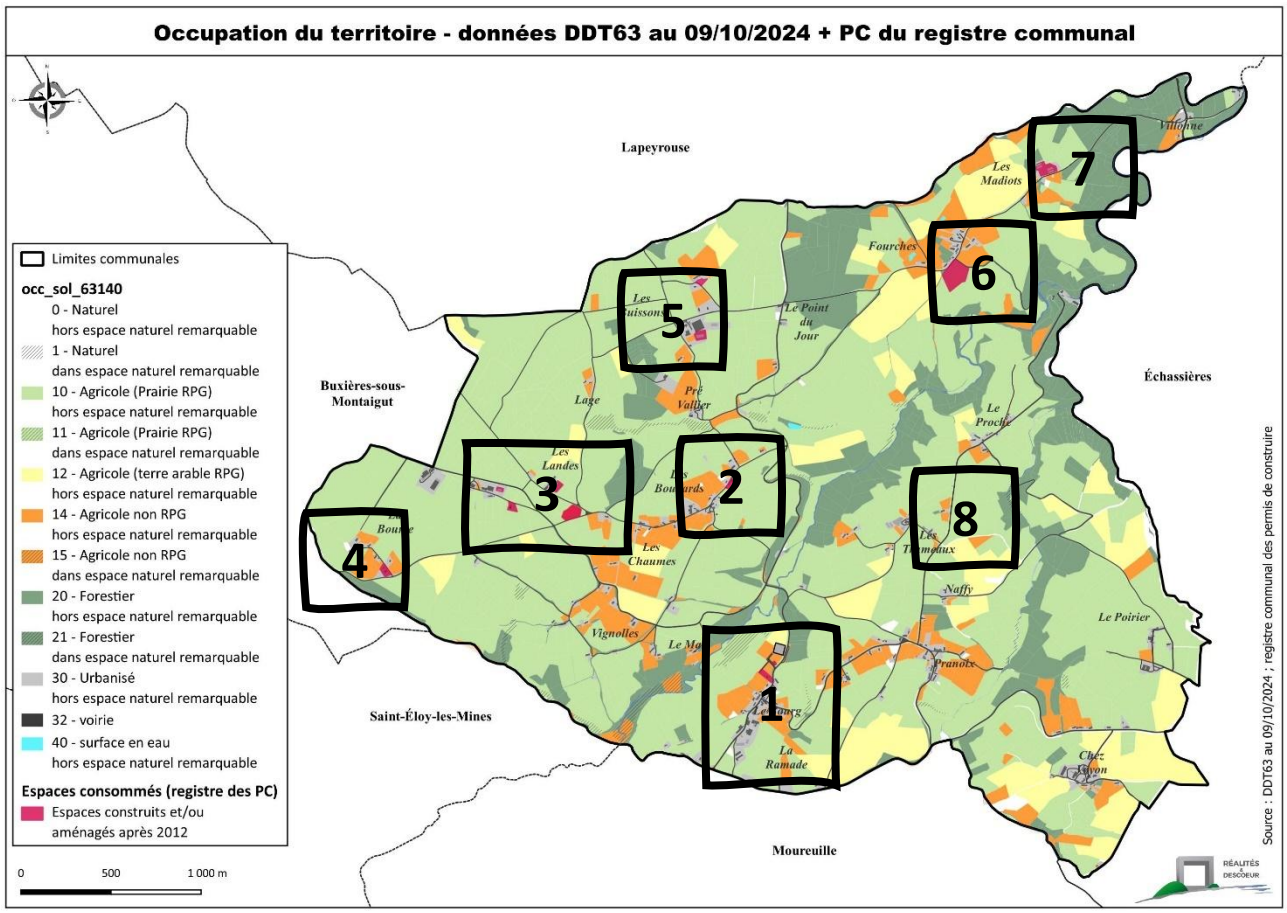
L'occupation des sols fournie par les services de la DDT63 se base sur la méthodologie suivante :

- Pour la partie non cadastrée = OCSGE IGN 2022-->https://geoservices.ign.fr/ocsge#telechargement + voirie de la BD TOPO -->https://geoservices.ign.fr/bdtopo
- Pour la partie cadastrée :
    - Affectation des codes d'occupation du sol de façon automatique pour les parcelles mono-occupation du sol via croisement avec par ordre de priorité
        - ✓ couche du bâti 07/2024 --> https://cadastre.data.gouv.fr/data/etalab-cadastre/2024-07-01/shp/departements/63/
        - ✓ couche agricole RPG 2023 -->https://geoservices.ign.fr/rpg#telechargementrpg2023
        - ✓ BD foret 2009 --> https://geoservices.ign.fr/bdforet#telechargementv2
        - ✓ fichier foncier 2023 -->https://datafoncier.cerema.fr/fichiers-fonciers
    - Découpage manuel et affectation des codes d'occupation du sol par photo interprétation pour les parcelles multi-occupation du sol
    - Croisement de l'ensemble avec la couche des espaces naturels remarquables (= fusion réserve naturelle, n2000 ZCS, ENS, APB, UNESCO, zone humide, site, znieff1)



La carte suivante localise les permis de construire depuis 2012. On note qu'une partie des PC a été pris en compte dans l'occupation des sols (de la DDT63). Ces espaces nouvellement construits sont intégrés dans la catégorie des espaces urbanisés.

A contrario, certains PC, récents, ne sont pas pris en compte.



Zooms sur les espaces consommés, issus des PC :

1 – Le Bourg



Extension du cimetière
Pas de PC
➡ **Contradiction avec l'occupation du sol**

PC pour vocation agricole en 2016 : 237 m²
Le nouveau bâti apparait sur la photo aérienne 2022, mais ne semble pas encore cadastré
➡ **Contradiction avec l'occupation du sol**
➡ urbanisation au détriment des espaces agricoles non PAC

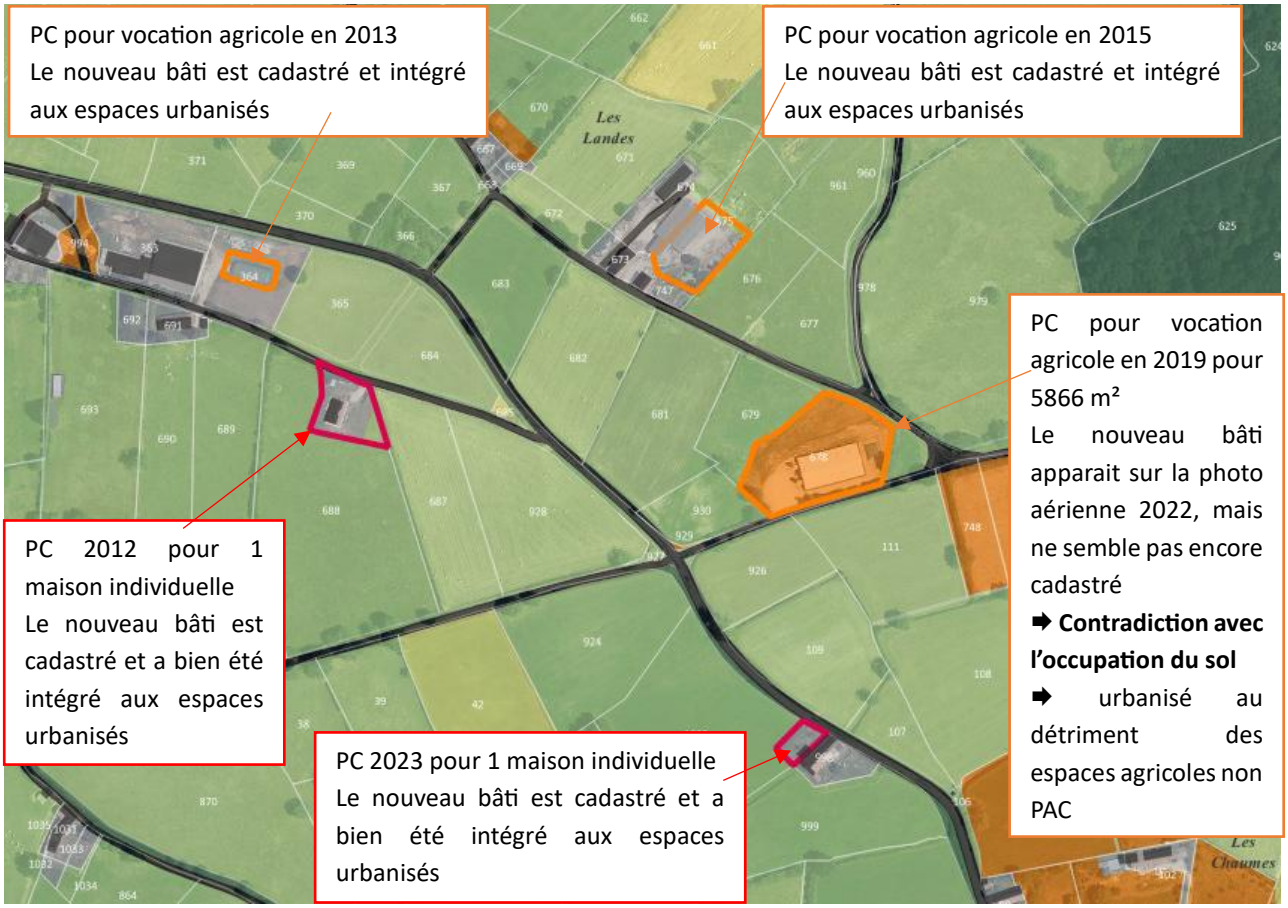
PC 2012 pour 1 maison individuelle
Le nouveau bâti est cadastré et a bien été intégré aux espaces urbanisés

2 – Les Boudards



PC 2011 pour 1 maison individuelle
Le nouveau bâti est cadastré et a bien été intégré aux espaces urbanisés

3 – Les Chaumes – Les Landes



PC pour vocation agricole en 2013
Le nouveau bâti est cadastré et intégré aux espaces urbanisés

PC pour vocation agricole en 2015
Le nouveau bâti est cadastré et intégré aux espaces urbanisés

PC pour vocation agricole en 2019 pour 5866 m²
Le nouveau bâti apparait sur la photo aérienne 2022, mais ne semble pas encore cadastré
➡ **Contradiction avec l'occupation du sol**
➡ urbanisé au détriment des espaces agricoles non PAC

PC 2012 pour 1 maison individuelle
Le nouveau bâti est cadastré et a bien été intégré aux espaces urbanisés

PC 2023 pour 1 maison individuelle
Le nouveau bâti est cadastré et a bien été intégré aux espaces urbanisés

4 – La Bourse



PC 2012 pour 1 maison individuelle
Le nouveau bâti est cadastré et a bien été intégré aux espaces urbanisés

5 – Les Buissons

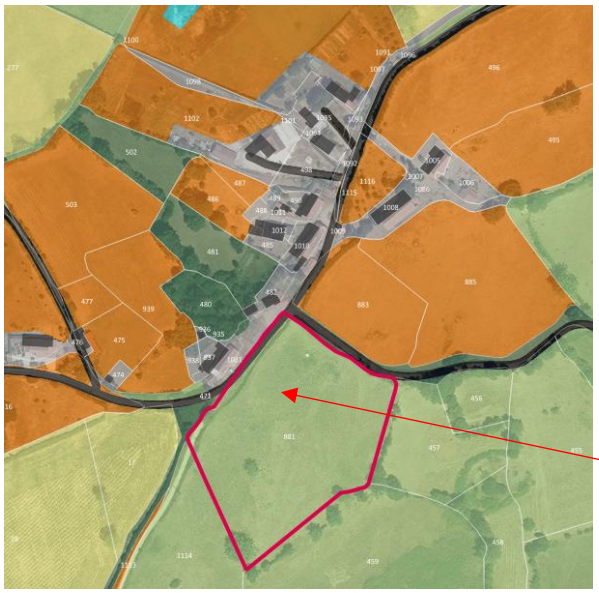


PC 2023 pour 1 maison individuelle
Le nouveau bâti est cadastré et a bien été intégré aux espaces urbanisés

PC 2023 pour 1 maison individuelle
Le nouveau bâti est cadastré et a bien été intégré aux espaces urbanisés

PC pour vocation agricole
Le nouveau bâti est cadastré et intégré aux espaces urbanisés

6 – Les Fourches



PC 2023 refusé, redéposé et accepté en 2024 pour 1 maison individuelle : 14 821 m²
Le futur logement n'apparait pas sur la photo aérienne 2022, ni au cadastre
➡ **Contradiction avec l'occupation du sol**
➡ urbanisé au détriment des espaces agricoles déclarés à la PAC

7– Les Madiots



2 PC pour vocation agricole en 2012
Les nouveaux bâtis sont cadastrés et intégrés aux espaces urbanisés

8 – Les Trumeaux



PC pour vocation agricole en 2015
Le nouveau bâti est cadastré et intégré aux espaces urbanisés

BILAN :

L'occupation du territoire 2024 fournie par la DDT63 au 09/10/2024 ne fait pas apparaitre :

- 1 PC agricole (bâtiment) de 237 m² au nord du bourg ➡ au détriment des espaces agricoles non PAC
- 1 PC agricole (bâtiment) de 5866 m² aux Chaumes ➡ au détriment des espaces agricole non PAC
- 1 PC pour 1 maison individuelle, sur une parcelle de 14 821 m², aux Fourches. ➡ au détriment des espaces agricoles déclarés à la PAC (prairie)

Le plan Biodiversité

Le Plan biodiversité a été présenté à l'occasion du premier comité interministériel pour la biodiversité début juillet 2018. La lutte contre l'érosion de la biodiversité constitue une priorité de l'action du gouvernement au même titre que la lutte contre le changement climatique.

Ce plan est articulé autour de 6 axes thématiques pour :

- Reconquérir la biodiversité dans les territoires ;
- Construire une économie sans pollution et à faible impact pour la biodiversité ;
- Protéger et restaurer la nature dans toutes ses composantes ;
- Développer une feuille de route européenne et internationale ambitieuse pour la biodiversité ;
- Connaître, éduquer, former ;
- Améliorer l'efficacité des politiques de biodiversité.

La limitation de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers est réaffirmée pour atteindre l'objectif de « zéro artificialisation nette ».

7. L'ORGANISATION URBAINE

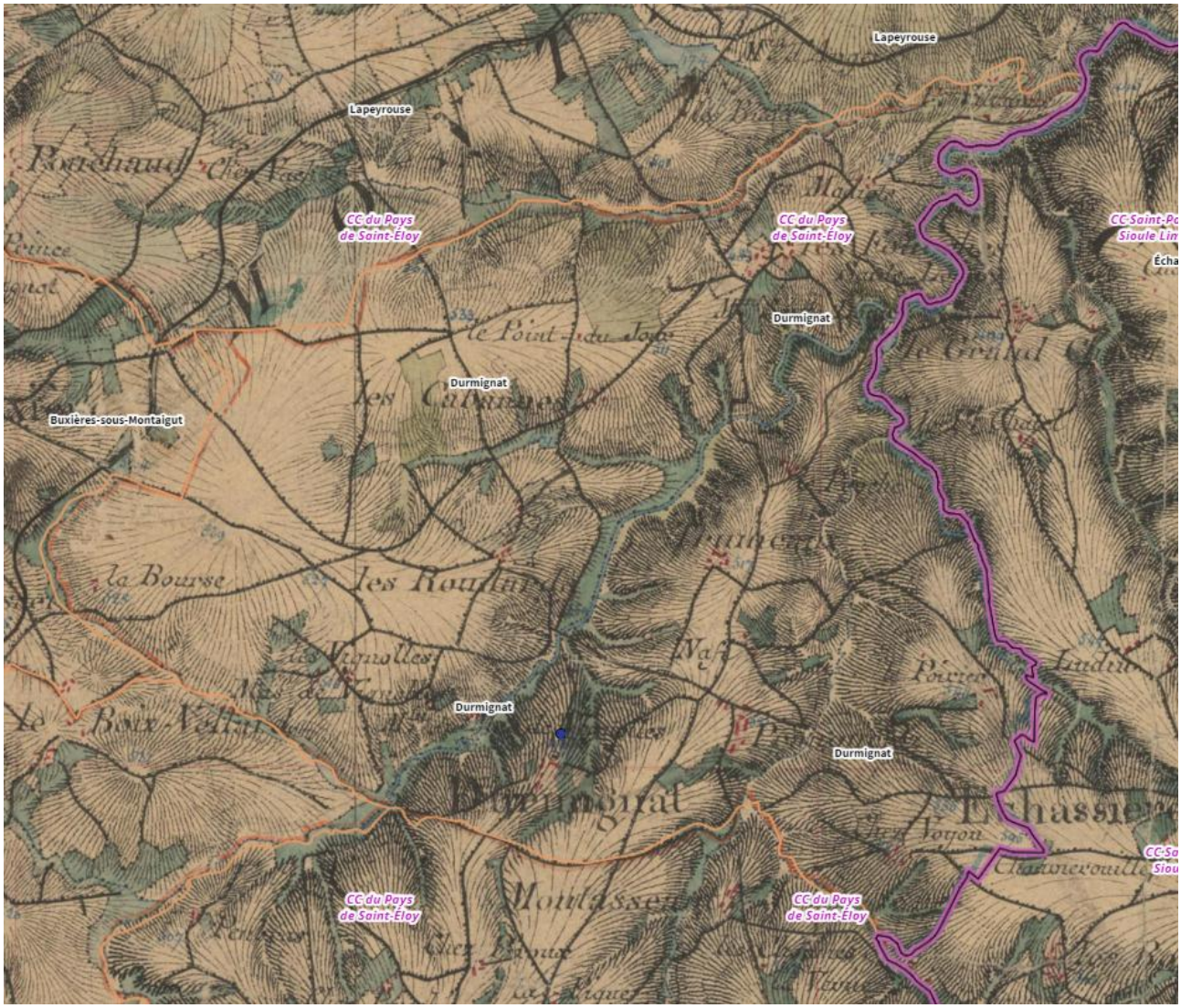
Le territoire de Durmignat est composé :

- D'un centre bourg : Durmignat qui concentre l'essentiel de l'habitat
- 17 lieux dits habités, éparpillés sur le territoire

Une grande partie de ces villages existaient déjà au XVIII ème siècle (Carte de Cassini du 18ème siècle). Le nombre, la taille et la forme du bourg et des villages a très peu évolué depuis le XVIII ème siècle.



Extrait de la Carte de Cassini, 18e siècle.



Extrait de la Carte d'Etat Major (1820-1866).

Le bourg est situé au sud de la commune.

La commune est maillée par plusieurs hameaux dispersés avec un tissu assez lâche.

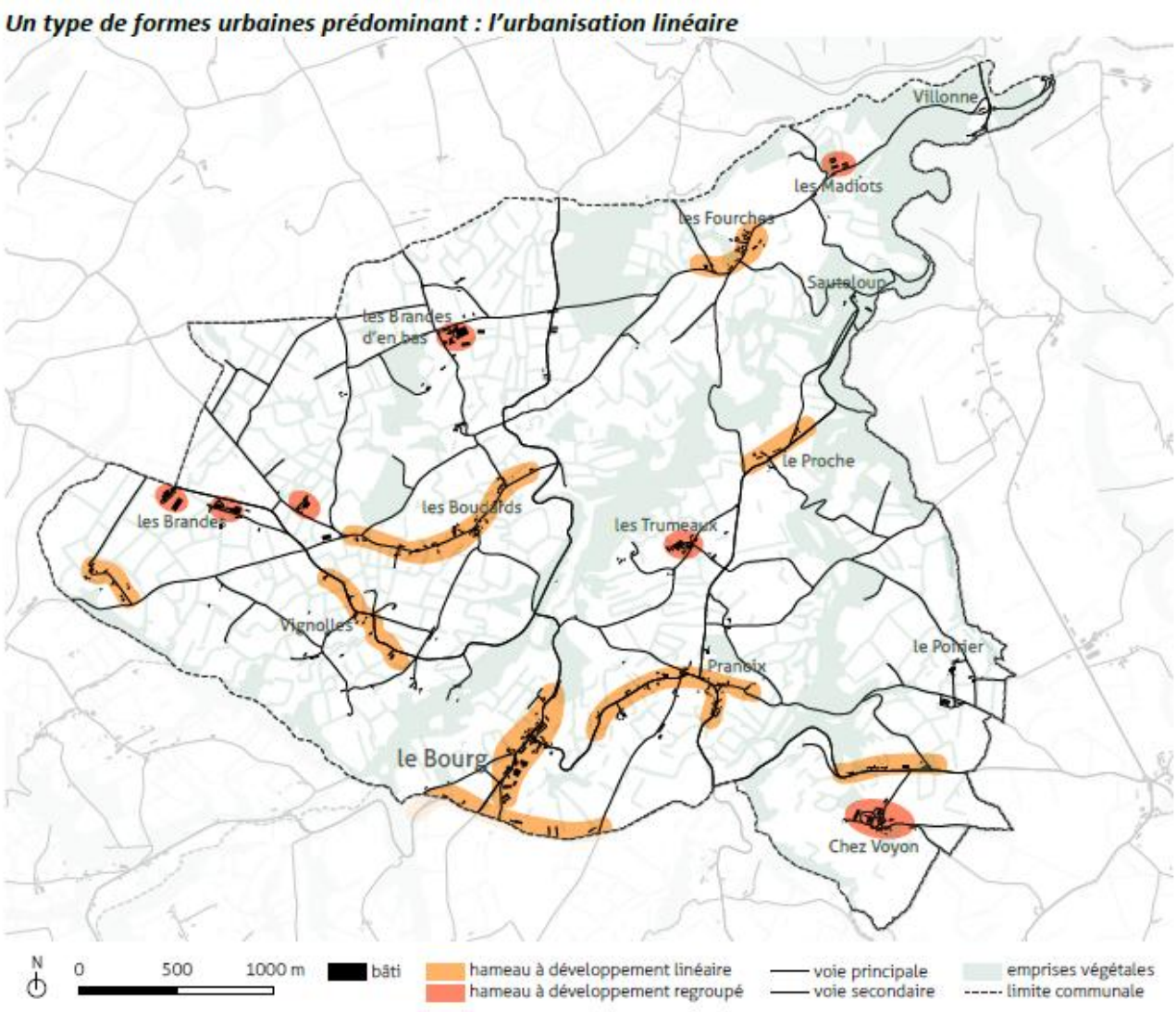


Photo ci-dessus : le bâti très dispersé s'intègre dans le paysage grâce à la présence d'une végétation variée

7.1. FORMES URBAINES

Source : CAUE 63 – Durmignat - Note d'enjeux – juin 24

A ce jour, la commune ne souffre pas de mitage pavillonnaire ni d'extension urbaine démesurée. Cela reste néanmoins un point d'attention à bien cadrer au travers du PLU, notamment avec le projet d'ouverture de mine de lithium à Échassières, commune voisine dans le département de l'Allier, qui devrait attirer de nouveaux habitants sur le territoire.
La plupart des hameaux, y compris le bourg, développent une forme d'urbanisation linéaire, qui s'implante le long des routes.
Certains hameaux, composés d'exploitations agricoles (les Brandes, les Brandes d'en bas, les Trumeaux, et les Madiots) ou pas (Chez Voyon) ont une forme plus concentrique.
Le reste du bâti est très dispersé.
L'urbanisation sous forme linéaire artificialise de plus grandes surfaces. Elle est difficile à contenir car ses limites ne sont pas claires, et génère des ruptures dans les milieux écologiques qui sont « coupés » par les bras d'urbanisation de le long des routes.



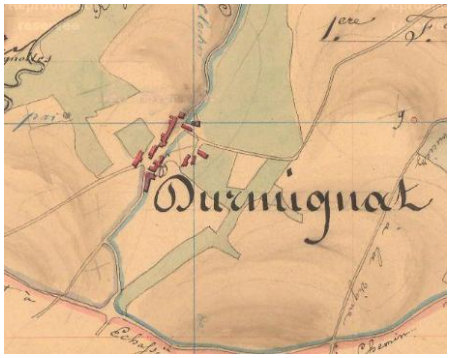
L'urbanisation linéaire pose question dans une perspective d'accueil de nouveaux habitants : l'enjeu principal est d'éviter la poursuite en longueur de l'urbanisation pour ne pas ceinturer les espaces naturels et agricoles par des bandes de terrains urbanisés. Il faut veiller à qualifier les limites entre espaces urbanisés et espaces naturels, agricoles et forestiers. L'objectif est de densifier ou de réinvestir les hameaux existants (bâti vacant ?) sans perdre en qualité de vie et en qualité paysagère.

7.2. LE BOURG DE DURMIGNAT

Le bourg de Durmignat s'est construit et développé autour de la Bouble. Aujourd'hui, la route qui traverse le bourg est la D100.

Le bourg est compact, dense et bien délimité. Il concentre l'essentiel de l'habitat.

L'urbanisation de celui-ci s'est ensuite légerement étendue entre le XIXème et le XXième siècle.



Plan cadastral parcellaire de la commune de Durmignat de 1833 (zoom sur le bourg)



Source : https://remonterletemps.ign.fr/

Cependant, l'évolution entre la photographie aérienne de 1950-1965 et la photographie d'aujourd'hui est minime. La forme du bourg reste inchangée. Il ne s'est pas non plus étendue. Seuls quelques constructions apparaissent en plus aujourd'hui par rapport aux années 50/60 notamment au sud du bourg. Ce sont des bâtiments agricoles.
Le bourg regroupe la mairie , l'église Saint-Roch reconstruite au 19ème siècle après un incendie sur les bases de l'ancienne église du 13ème siècle, la salle polyvalente, le cimetière et cinq logements locatifs communaux.



Durmignat vu du ciel

7.3. LES LIEUX-DITS

La commune de Durmignat est composée du bourg et de nombreux lieux-dits (environ 17) habités dispersés sur l'ensemble du territoire. La plupart sont des hameaux agricoles.

Les villages les plus peuplés sont les Fourches, les Boudards, les Grumeaux, les Vignolles et Pranoix.

Les Fourches :



Plan cadastral parcellaire de la commune de Durmignat de 1833 *Source : https://remonterletemps.ign.fr/*



Source : https://remonterletemps.ign.fr/

Ce hameau est situé au Nord-Est de la commune. Il était déjà mentionné sur la carte de l'Etat-Major au XIXème siècle et n'a pas subi d'évolution majeure. Les constructions sont concentrées au même endroit. Une seule, au Sud semble plus éloignée par rapport aux autres.

Les Boudards :



Plan cadastral parcellaire de la commune de Durmignat de 1833 *Source : https://remonterletemps.ign.fr/*



Source : https://remonterletemps.ign.fr/

Les Boudards se situent au nord du bourg de Durmignat. Il était déjà mentionné sur la carte de l'Etat-Major au XIXème siècle et n'a pas subi d'évolution majeure. Il est principalement composé d'anciens bâtiments agricoles réhabilités en habitations.



Les Vignolles :



Plan cadastral parcellaire de la commune de Durmignat de 1833 *Source : https://remonterletemps.ign.fr/*

Le lieu-dit Les Vignolles se trouve au sud de la commune et au nord-ouest du bourg de Durmignat. Lui aussi était déjà mentionné sur la carte de l'Etat-Major au XIXème siècle. Les habitations sont dispersées et ne sont pas concentrées à un seul et même endroit.



Source : https://remonterletemps.ign.fr/

Pranoix :



Plan cadastral parcellaire de la commune de Durmignat de 1833 *Source : https://remonterletemps.ign.fr/*

Pranoix lui est un lieu-dit à l'Est de la commune qui s'est étendue entre le XIXème et le XXème siècle puis entre le XXème et le XXIème siècle. Tout comme les autres hameaux il se compose essentiellement d'anciens bâtiments agricoles transformés en habitations. Il s'étend essentiellement au sud.



Source : https://remonterletemps.ign.fr/

Les autres lieux-dits sont des hameaux agricoles avec la plupart du temps moins de cinq habitations : Le Petit Villaume ; les Grumeaux ; Maa Guyot ; Sauteloup (Est) ; Sauteloup (Ouest) ; Le Proche ; Le Point du Jour ; Les Cabannes ; Chez Yobert ; Chez Bouti ; La Bourse ; Naffy et le Mas des Vignolles.



Naffy

7.4. LES CAPACITES D'ACCUEIL THEORIQUES

La commune de Durmignat est en RNU.

L'analyse des potentialités foncières se base sur la méthodologie suivante :

- Définition d'une enveloppe bâtie théorique
- Recoupement de données pour définir les enjeux de chaque site
- Analyse des capacités d'accueil.

Définition d'une enveloppe urbaine théorique

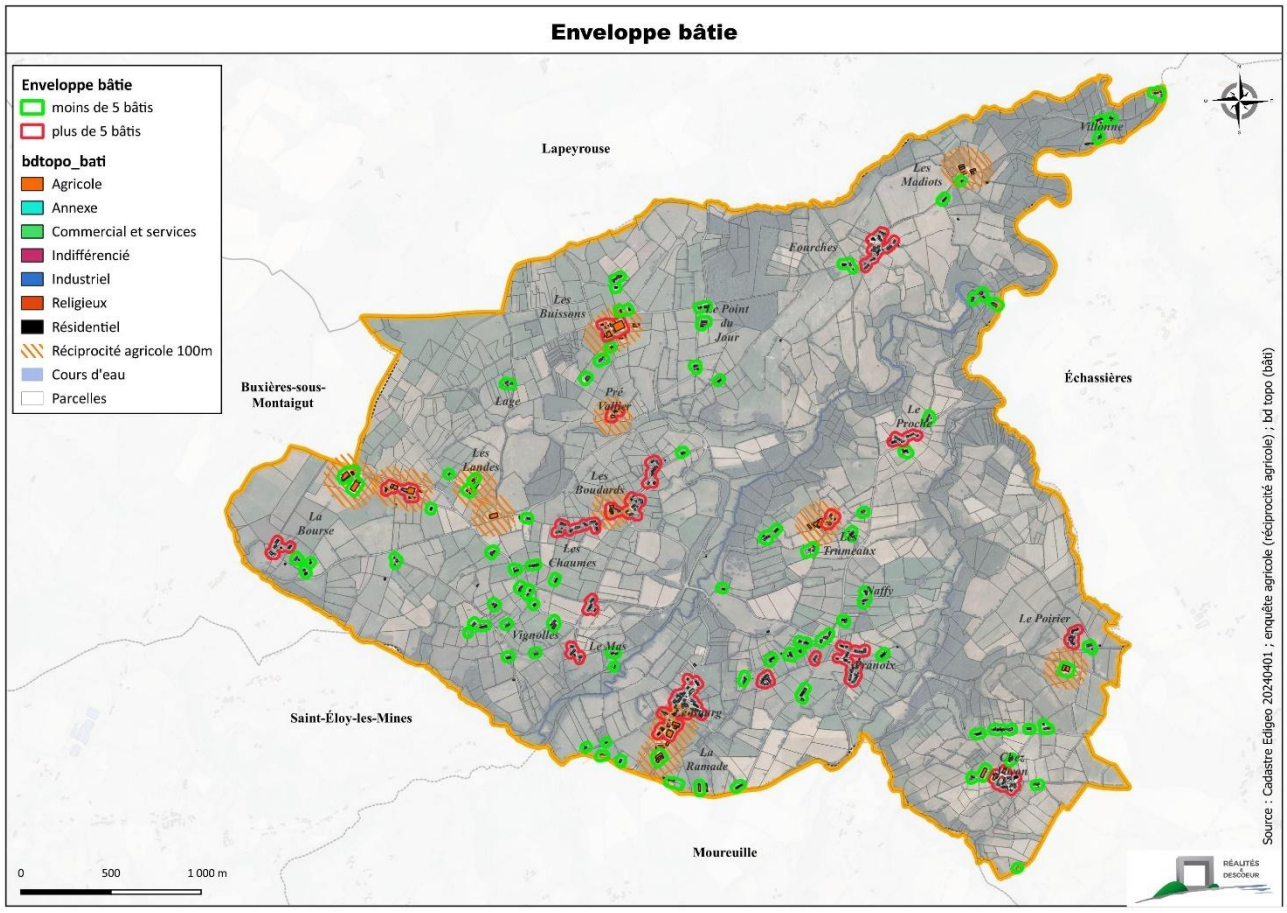
Une enveloppe urbaine actuelle est définie selon la méthodologie suivante : elle regroupe les secteurs constitués d'au moins 5 bâtis durs (au sens du cadastre) implantés en continuité ou très proches (basé sur un tampon de 20m autour du bâti dur).

Sur Durmignat, cette classification met en évidence un nombre restreint de groupements bâtis d'importance (+5 bâtis), et un nombre important de petites unités bâties éparpillées sur l'ensemble du territoire.

Ne sont pas considérés comme constituant une partie actuellement urbanisée de la commune,

- Les secteurs où n'existent que quelques fermes en activité. L'enquête agricole a permis d'identifier les sites agricoles et notamment les bâtis soumis à réciprocité agricole (100m). Ces derniers couvrent plusieurs villages dont le bourg. La vocation agricole est forte mais peut impacter le développement urbain. Et inversement, une mauvaise prise en compte de l'activité agricole peut à terme nuire au développement de certaines exploitations.
- Les secteurs où n'existent que quelques habitations anciennes dispersées (moins de 5 bâtis durs).

Les enveloppes de plus de 5 bâtis sans contraintes agricoles, peuvent prétendre à la notion de groupement urbain.
Le bourg reste cependant une exception : fortement contraint par la présence d'une exploitation agricole, le statut du centre-bourg de Durmignat doit être maintenu, pour ses fonctions d'accueil, équipements et services.



Analyse des capacités d'accueil actuelles

Une analyse des potentialités foncières disponibles dans l'enveloppe urbaine est réalisée et s'appuie sur l'identification de parcelles individuelle non bâtie (*) située dans l'enveloppe urbaine et sur la méthodologie déployée par la DDT63 (**). Les espaces de jardins, potagers, … peuvent correspondre à des disponibilités, même si ces derniers sont attenants et liés à des constructions environnantes, à partir du moment où ils sont identifiés par une parcelle individuelle.

(*) : les tènements comprenant de petits bâtis légers et annexes sont à appréhender comme des tènements disponibles pour la construction.
(**) : Note méthodologique pour les documents d'urbanisme, DDt63, 2024.



Cette analyse prend en compte les PC des dernières années.

Le potentiel estimé ne concerne que la vocation habitat.

Les cartes suivantes permettent d'appréhender les disponibilités foncières identifiées en termes d'ENAF. La catégorisation des ENAF a été réalisée par les services de la DDT63 pour les besoins du PLU.

Le tableau ci-dessous explique la méthodologie pour classer les disponibilités foncières par rapport aux ENAF.

0 - Naturel hors espace naturel remarquable
1 - Naturel dans espace naturel remarquable
10 - Agricole (Prairie RPG) hors espace naturel remarquable
11 - Agricole (Prairie RPG) dans espace naturel remarquable
12 - Agricole (terre arable RPG) hors espace naturel remarquable
13 - Agricole (terre arable RPG) dans espace naturel remarquable
14 - Agricole non RPG hors espace naturel remarquable
15 - Agricole non RPG dans espace naturel remarquable
16 - Agricole (vignes et vergers RPG) hors espace naturel remarquable
17 - Agricole (vignes et vergers RPG) dans espace naturel remarquable
20 - Forestier hors espace naturel remarquable
21 - Forestier dans espace naturel remarquable
30 - Urbanisé hors espace naturel remarquable
31 - Urbanisé dans espace naturel remarquable
32 - voirie
40 - surface en eau hors espace naturel remarquable
41 - surface en eau dans espace naturel remarquable

Disponibilités foncières (ha)	Code occ sol
Espaces agricoles	*10 + 11 + 12 +13 + 14 + 15 + 16 + 17*
dont espaces agricoles déclarés à la PAC	*10 + 11 + 12 + 13*
dont espaces naturels remarquables	*11 + 13 +15 + 17*
dont AOC viticole (le cas échéant)	*Couche spécifique occ-sol/aoc 10 + 11 + 12 +13 + 14 + 15 + 16 + 17*
Espaces forestiers	20+21
dont espaces naturels remarquables	21
dont AOC viticole (le cas échéant)	*Couche spécifique occ-sol/aoc 20+21*
Espaces naturels remarquables hors agricoles, forestiers et urbanisés	41+1
dont AOC viticole (le cas échéant)	*Couche spécifique occ-sol/aoc 41+1*
Espaces urbanisés	30+31+32
dont AOC viticole (le cas échéant)	*Couche spécifique occ-sol/aoc 30+31+32*
Autres espaces	40+0
dont AOC viticole (le cas échéant)	*Couche spécifique occ-sol/aoc 40+0*
TOTAL	
Sous-total : espaces naturels, agricoles et forestiers	*10 + 11 + 12 + 13 + 14 + 15 + 16 + 17 + 20 +21 + 1 + 41*

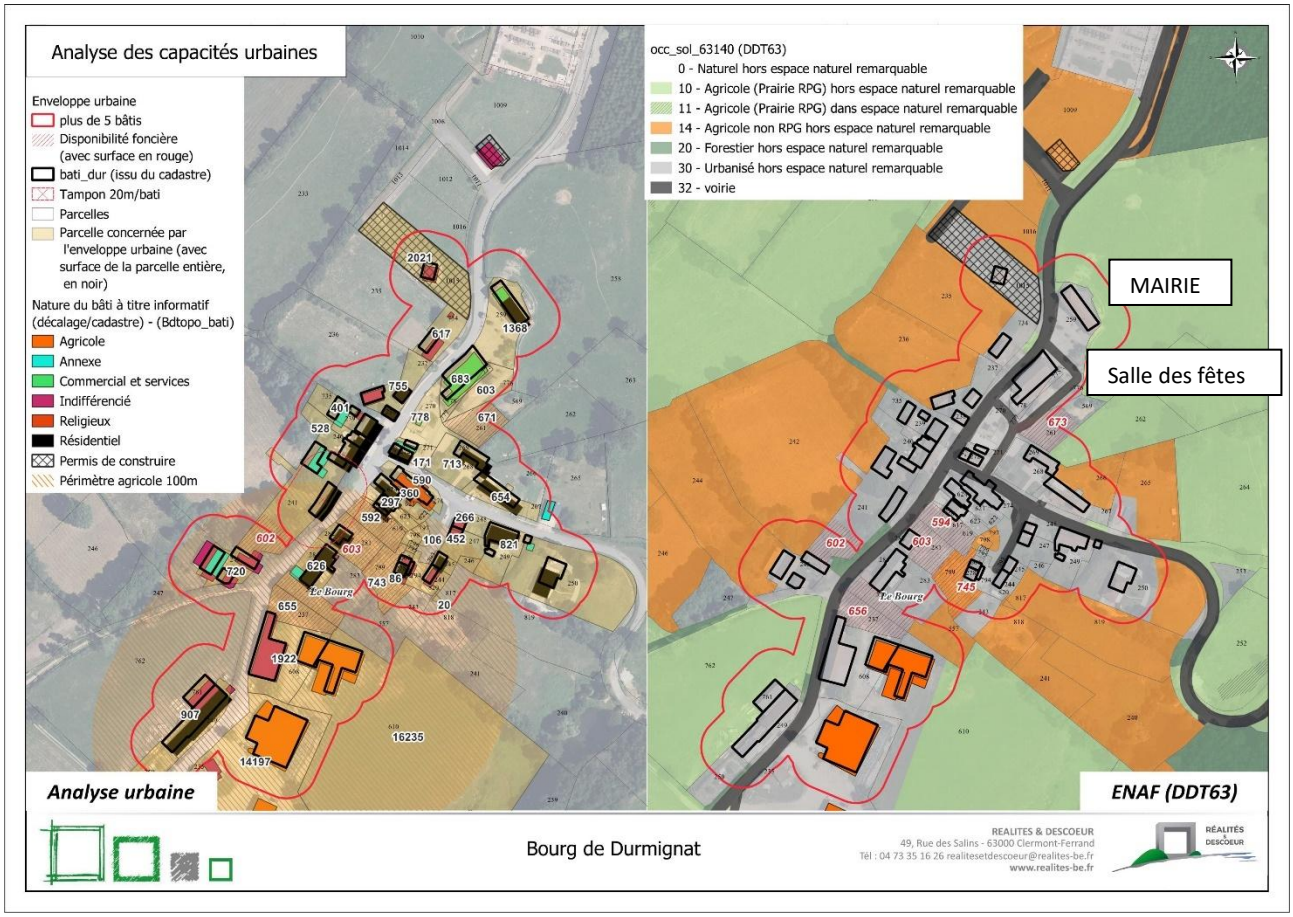
Zooms sur les enveloppes urbaines

Le Bourg de Durmignat

Fortement contraint par la présence d'une exploitation agricole sur la moitié sud du bourg, le statut du centre-bourg de Durmignat doit être maintenu, pour ses fonctions d'accueil, équipements et services.

Les potentiels identifiés couvrent majoritairement des parcelles non bâties, situées dans le tissu existant. Un seul potentiel (602 m²) est identifié sur un fond de parcelle.

L'essentiel des potentiels correspond à des espaces urbanisés (densification du tissu existant). Un seul potentiel est identifié comme un ENAF (espace agricole non PAC).

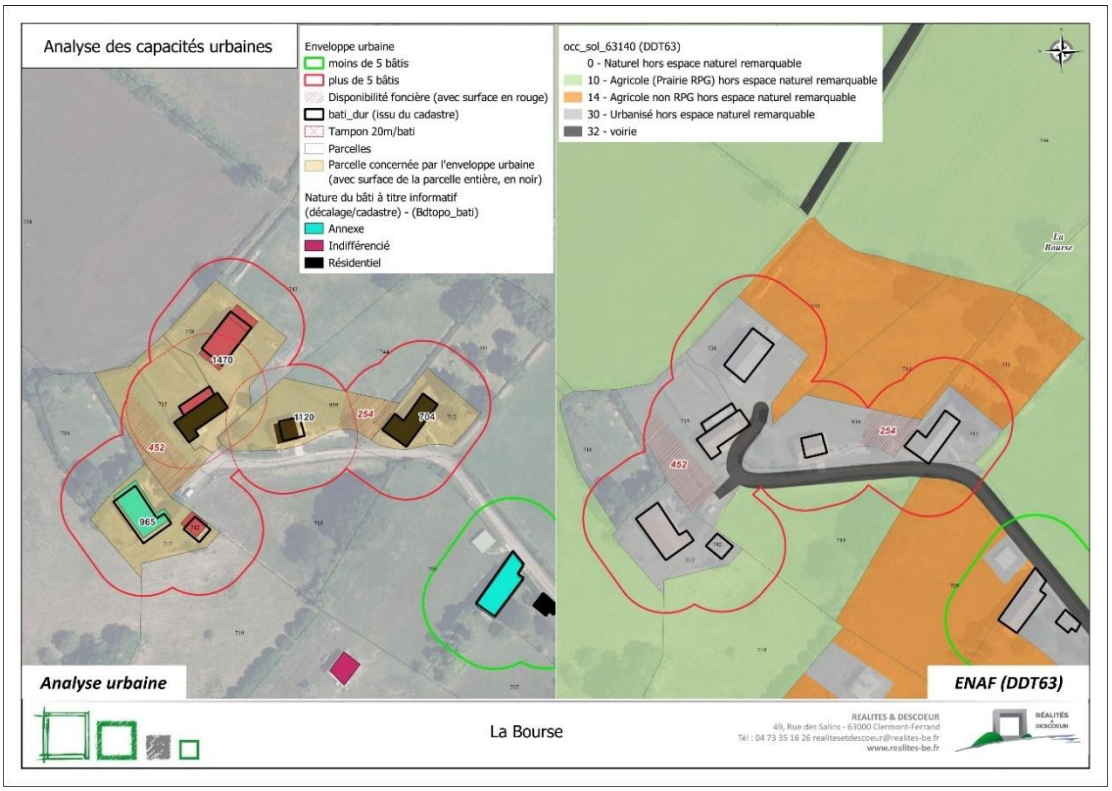




La Bourse

Ce hameau à vocation principalement résidentielle, n'est soumis à aucun enjeu agricole.

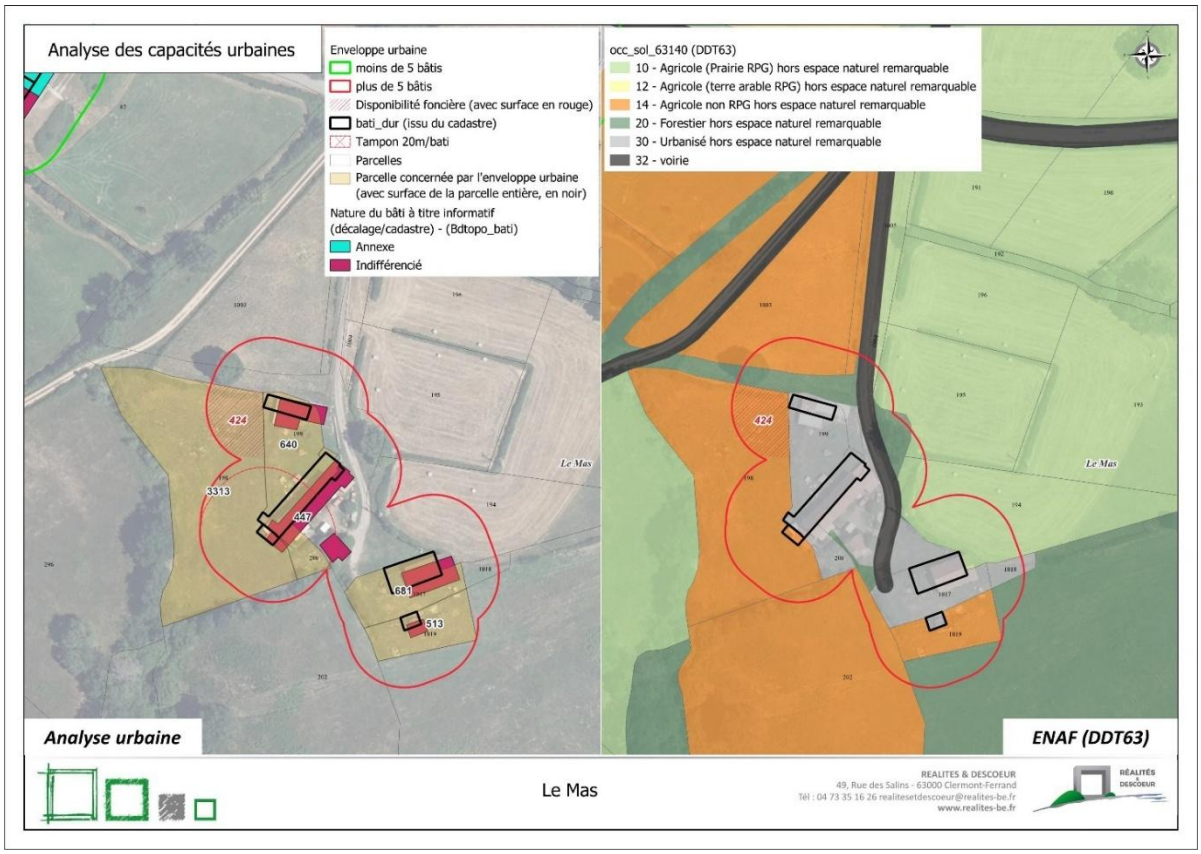
Deux disponibilités peuvent être identifiées. Il s'agit d'espaces déjà urbanisés qui pourraient se densifier.



Le Mas

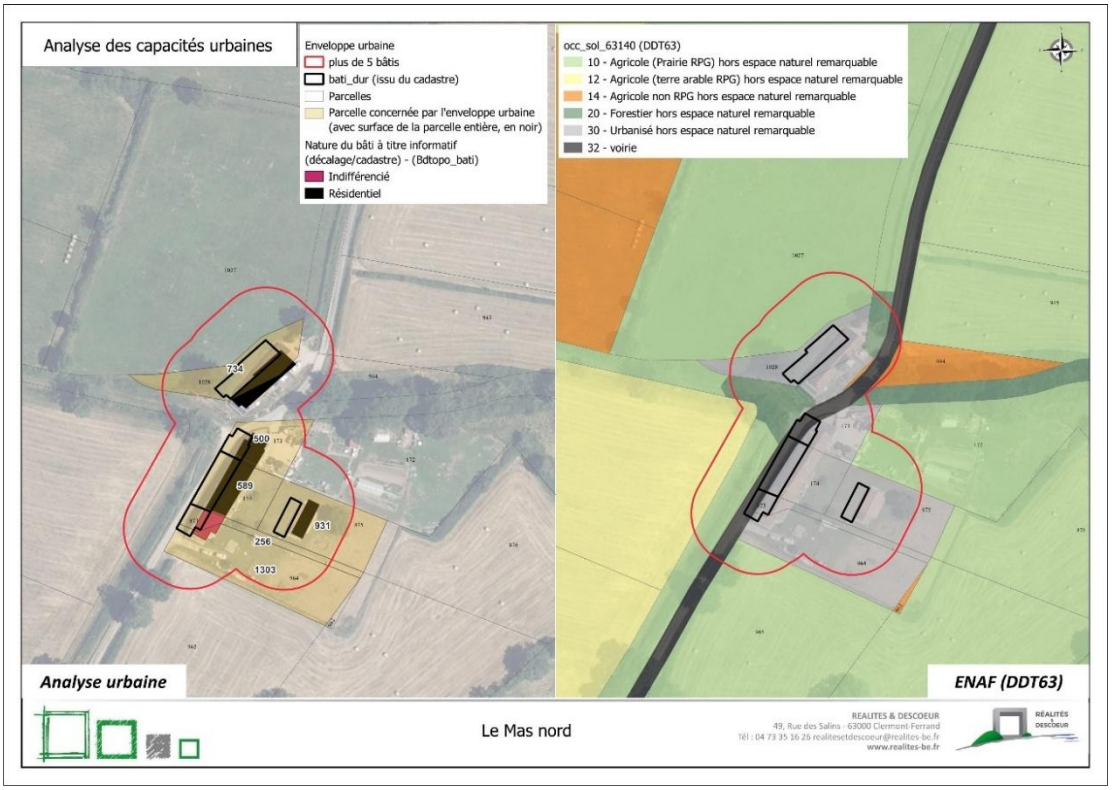
Pas d'enjeu agricole.

Une disponibilité foncière identifiée comme un espace agricole (non PAC).



Le Mas Nord

Pas d'enjeu agricole. Pas de disponibilités foncières.

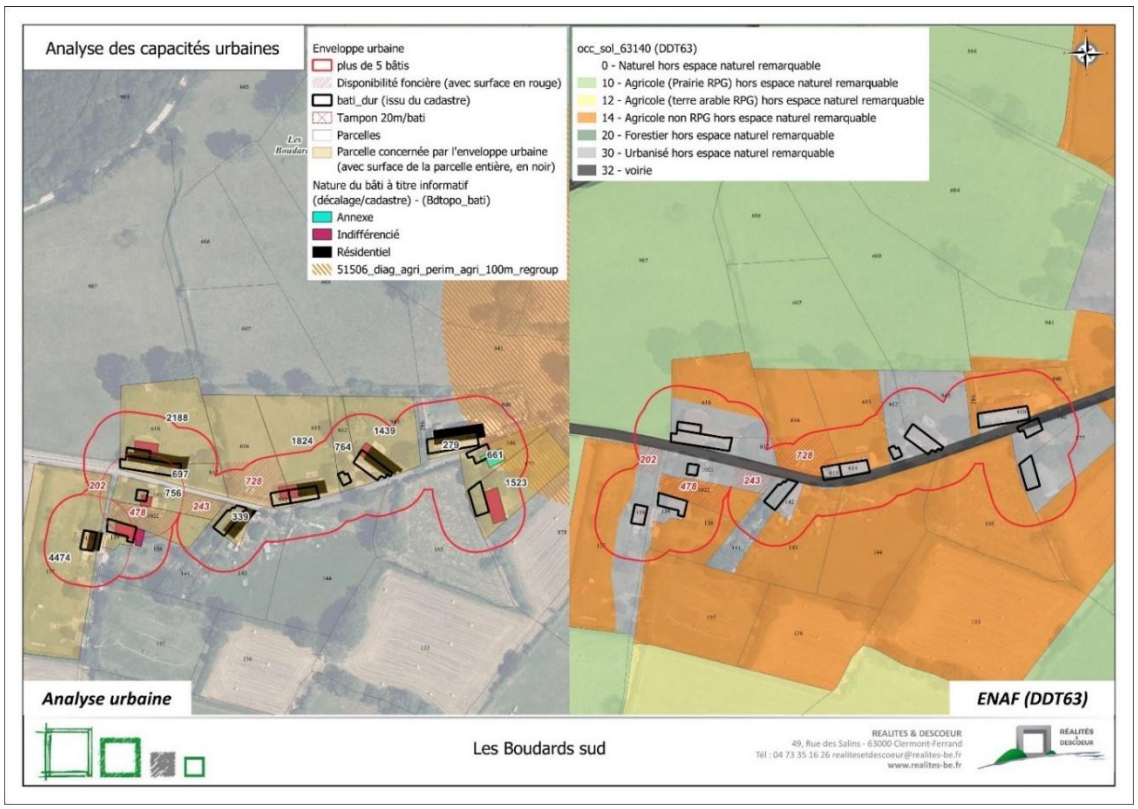


Les Boudards

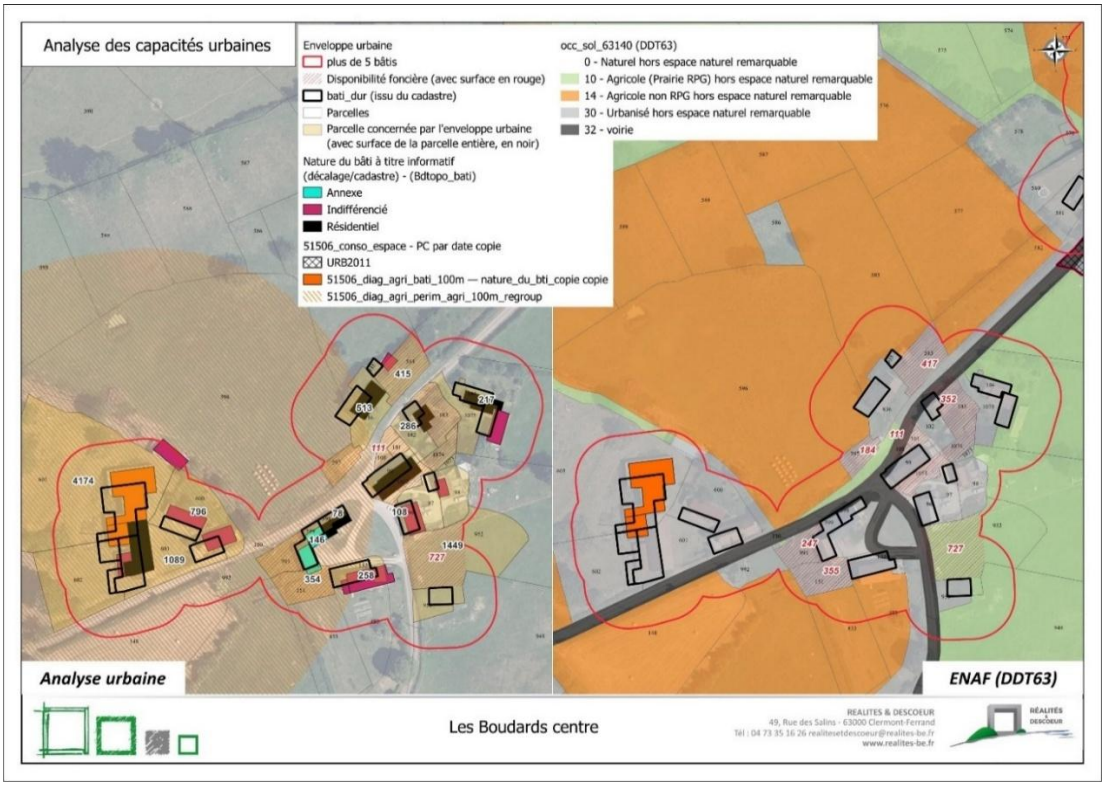
Pas d'enjeu agricole.

4 disponibilités potentielles :

- 2 se trouvent sur des fonds de parcelles déjà bâties (enjeu de densification de l'existant). Ces 2 potentiels ne sont pas des ENAF.
- 2 sont possibles sur des parcelles non bâties. Celles-ci sont identifiés comme ENAF (espaces agricoles non PAC).

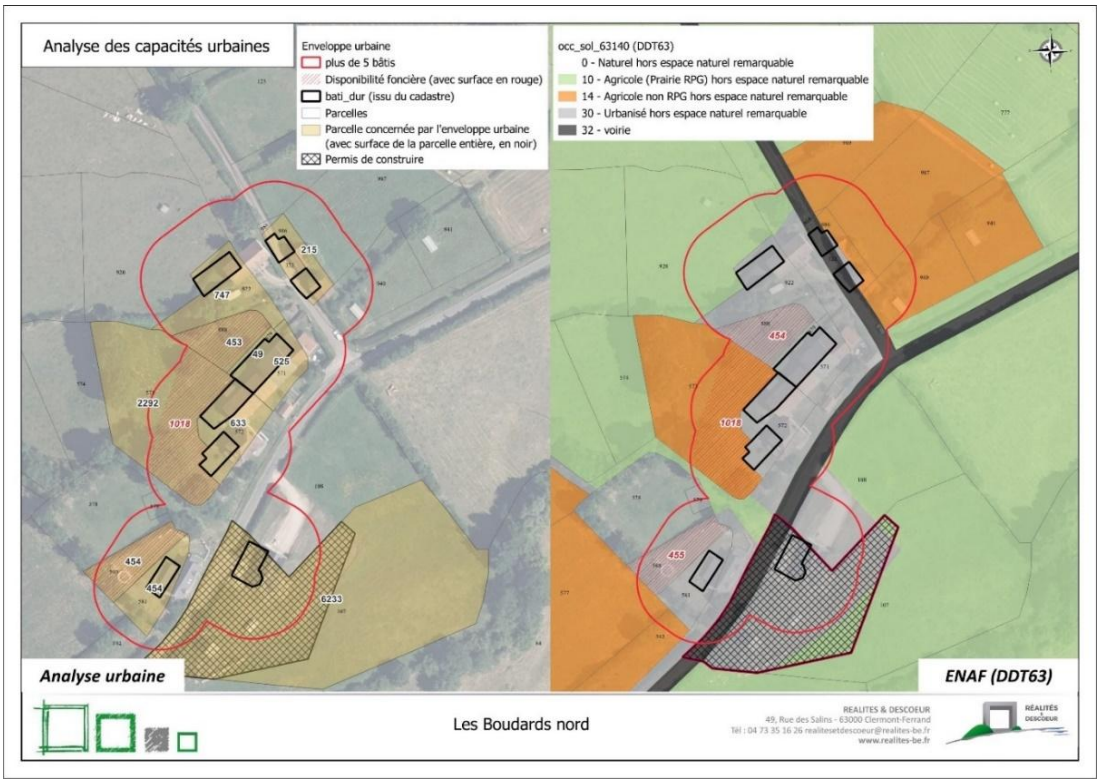


Sur la partie centrale des Boudards : des enjeux agricoles marquent la partie ouest.
Des potentiels sont identifiés sur la partie Est, non soumise aux enjeux agricoles : il s'agit uniquement de parcelles non bâties, situées dans le tissu bâti. Aucun fond de terrain déjà bâti n'a été identifié : les parcelles déjà construites se caractérisent par de petites superficies.



La partie nord des Boudards présente une vocation principalement résidentielle. Des potentiels sont identifiés uniquement sur des parcelles non bâties situées dans l'enveloppe urbaine.

- Un potentiel de 453 m² en densification (espace urbanisé). Problème d'accès ?
- Un potentiel de 454 m² en densification (espace urbanisé).
- Dans la partie centrale du hameau, un potentiel de 1018m². Il s'agit d'un ENAF (espace agricole non PAC).



Fourches

Pas d'enjeu agricole. Des disponibilités foncières dont identifiées sur des parcelles non bâties situées dans l'enveloppe urbaine.

- Un des potentiels, au centre, d'une superficie de 1711 m², se trouve théoriquement en dehors de l'enveloppe urbaine, néanmoins, au regard de sa situation, elle peut constituer un potentiel. Ce tènement constitue cependant un ENAF (espace agricole non PAC). Il appartient aux constructions existantes attenantes.

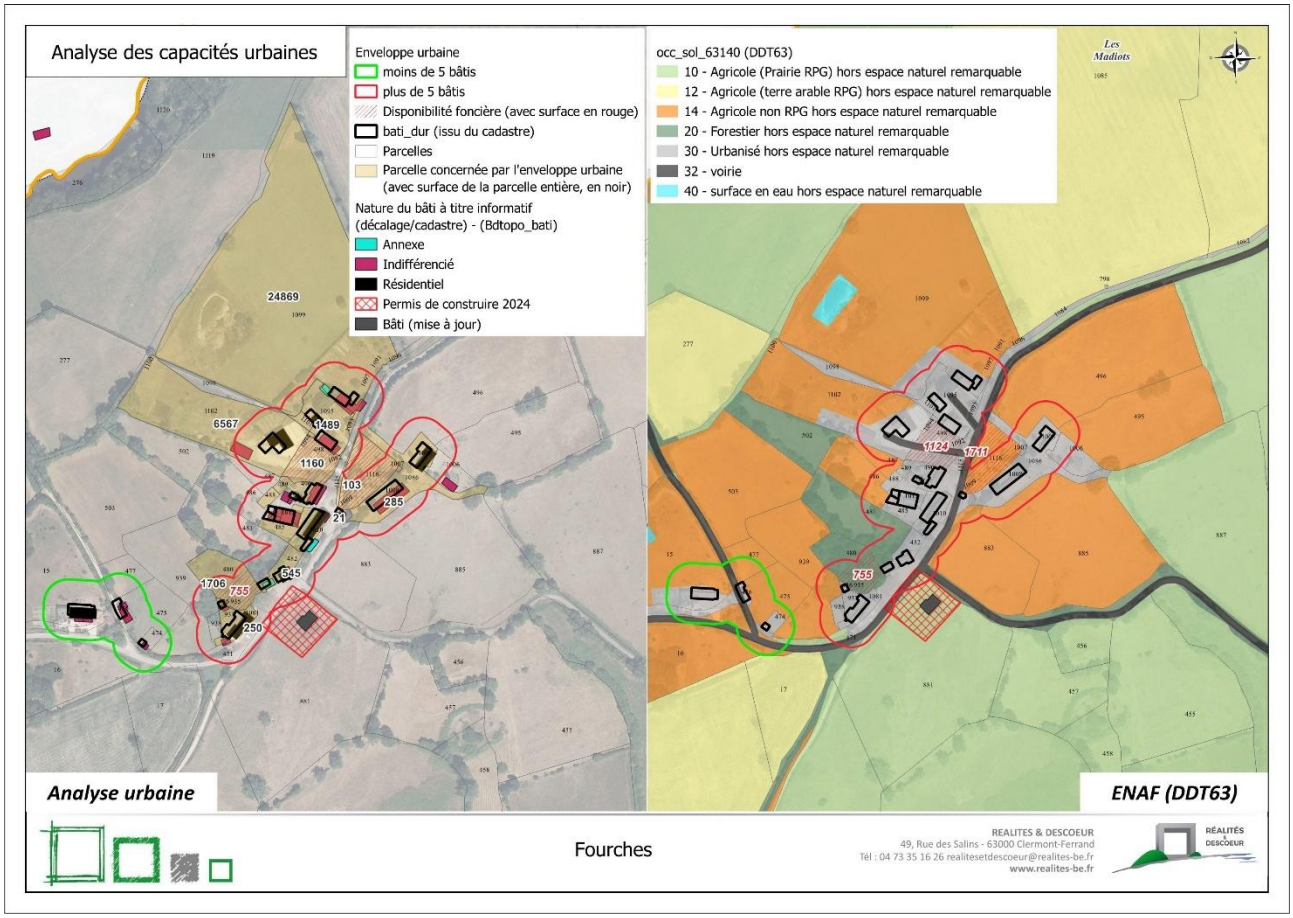


- Un potentiel de 1124 m² est identifié comme espace déjà urbanisé. Il s'agit d'une parcelle non bâtie, cependant, celle-ci est liée à la parcelle bâtie attenante (il s'agit de l'accès à la maison). La possibilité de densifier cet espace apparait compromis.



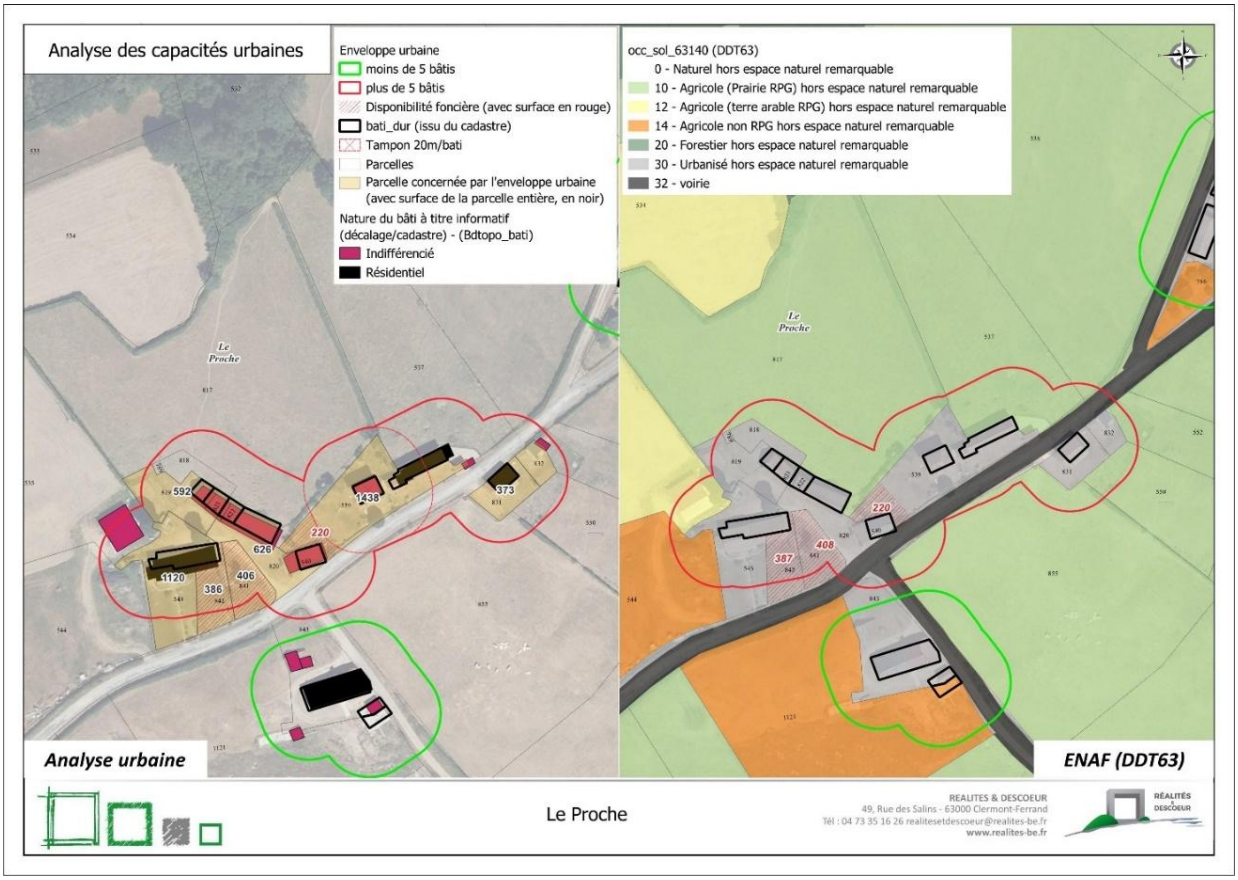
- En partie sud du village, un potentiel de 755 m² est identifié sur un tènement non bâti, correspondant à un ENAF. Il s'agit d'un espace boisé.





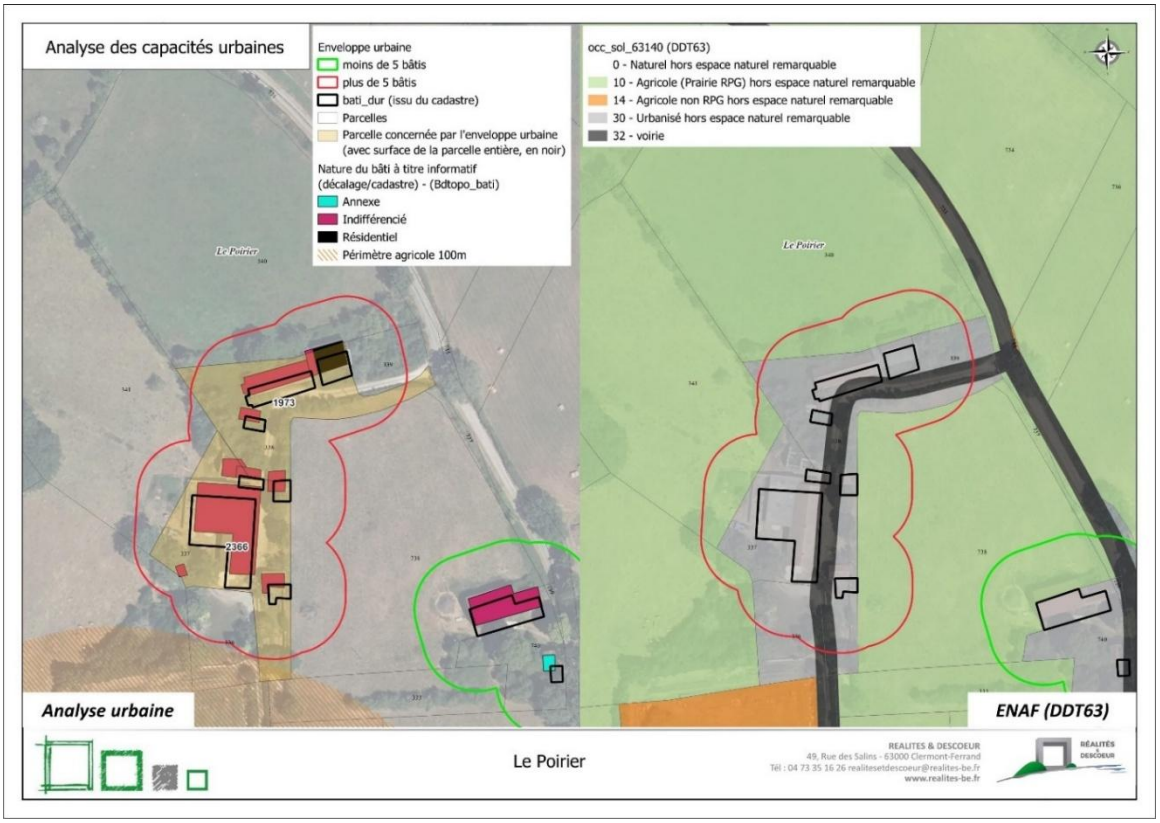
<u>Le Proche</u>

Pas d'enjeu agricole. Des disponibilités foncières sont identifiables, mais au regard de leur configuration ou du lien avec des parcelles bâties, leurs faisabilités apparaissent peu certaines.



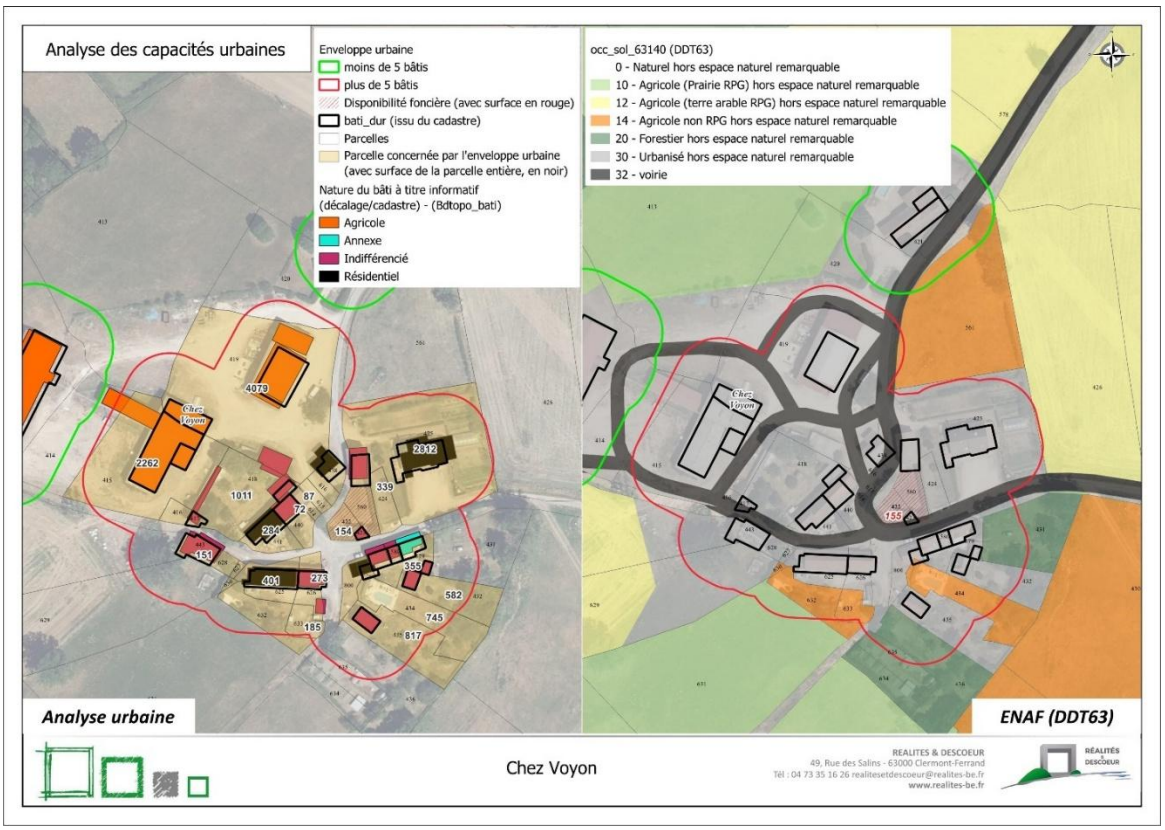
Le Poirier

Pas d'enjeu agricole. Pas de disponibilité foncière.



Chez Voyon

Pas d'enjeu agricole. 2 petites disponibilités sont identifiées sur des parcelles non bâties.



Pranoix

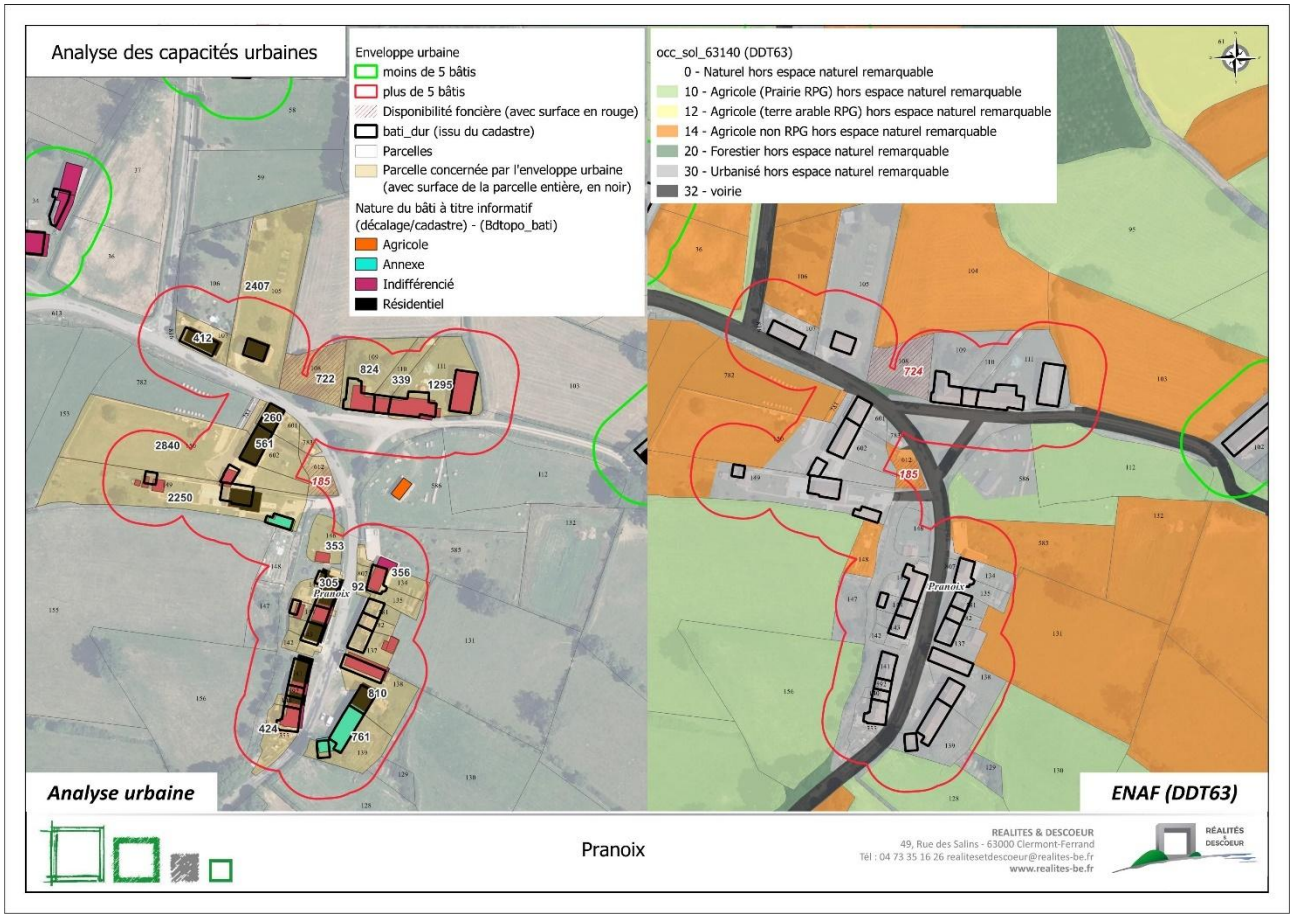
Pas d'enjeu agricole.

- Un potentiel de 185 m²: il s'agit d'une parcelle non bâtie mais comportant l'accès d'une construction existante.



- Un potentiel de 722 m² sur une parcelle non bâtie (située entre 2 tènements construits).

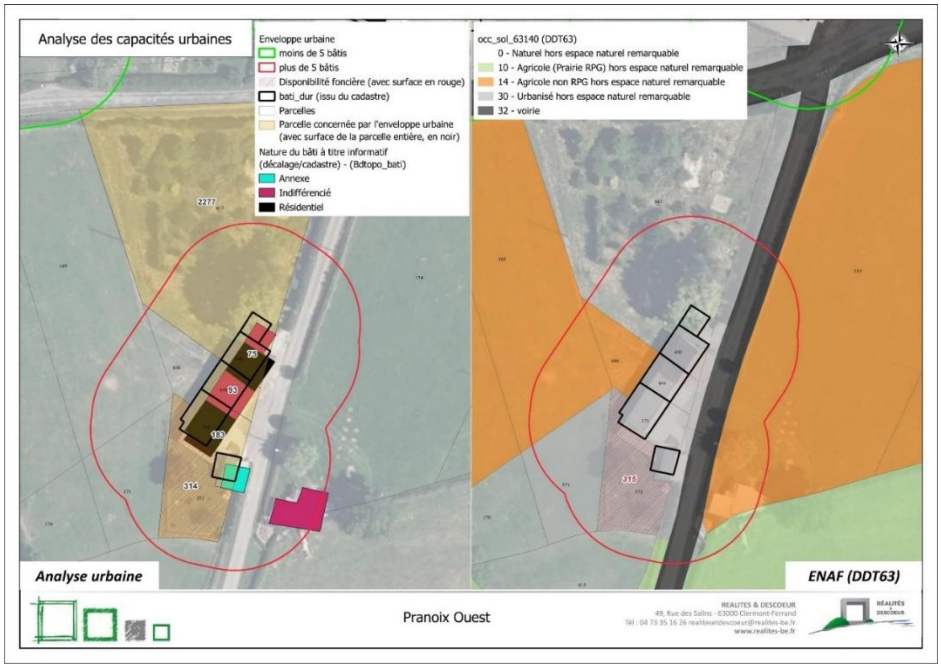




A l'Ouest de Pranoix

Pas d'enjeu agricole. Un potentiel est identifié sur une parcelle non bâtie, située en continuité des bâtiments existants. Ce potentiel de 315 m² n'est pas identifié comme une ENAF ; il s'agit du jardin attenant à la maison.





Le Rochas

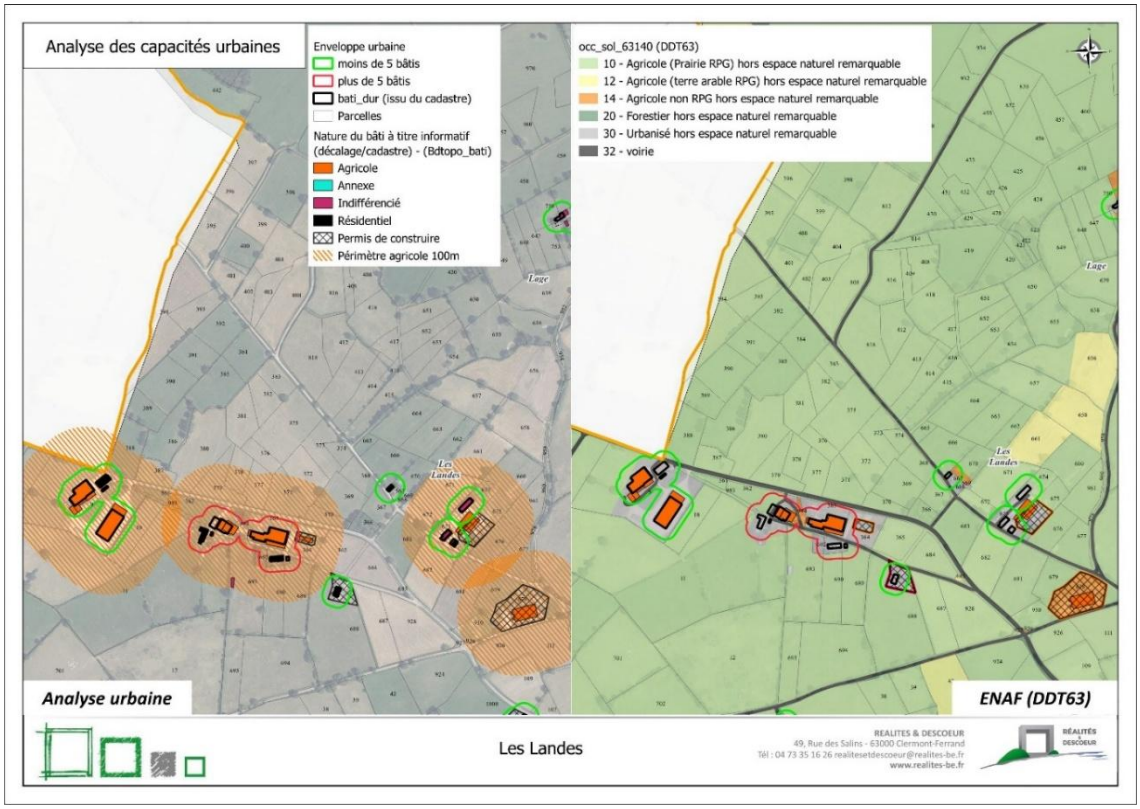
Pas d'enjeu agricole. Pas de potentiel foncier.



Secteurs de plus de 5 bâtis non considérés comme unités urbaines

Exemple : Les Landes.

Ce secteur présente une forte vocation agricole (plusieurs exploitations). Même si théoriquement, un groupement de plus de 5 bâtis a été identifié, ce site ne peut être considéré comme une unité urbaine au regard des très forts enjeux agricoles.



D'autres hameaux se trouvent dans cette configuration : Pré Vallier, Les Buissons, Les Trumeaux…

Capacités d'accueil théoriques

Les disponibilités foncières identifiées en l'état actuel représentent environ 1,81 ha.

Classification des disponibilités par secteur, en m²:

Bourg	0,44
Chez Voyon	0,04
Fourches	0,36
La Bourse	0,07
Le Mas	0,04
Le Proche	0,10
Les Boudards	0,64
Pranoix	0,12

Classification des disponibilités en terme d'ENAF, en ha :

30 - Espaces urbanisés	1,13
14 - Espace agricole non PAC	0,52
10 - Espace agricole PAC	0,07
20 - Espace boisé	0,07

Les potentiels ENAF représentent 0,66 ha.

7.5. LE SCOT DES COMBRAILLES

SCOT du Pays des Combrailles – Analyse des résultats 2016--2022 – SMADC

Ambitions SCOT : 2- Mener une politique résidentielle différenciée

Rappel des objectifs du SCOT	Conclusions et suite à donner pour la poursuite du SCOT
Maitriser la périurbanisation à l'Est, et soutenir l'Ouest et le Sud du territoire en renforçant le Cœur des Combrailles et en s'appuyant sur le réseau de bourgs-centres	La dynamique de construction est toujours plus favorable à l'Est mais se diffuse également vers le Nord des Combrailles. La proportion de constructions sur les bourgs centres est en diminution et n'a jamais atteint le niveau attendu, et le dynamisme de l'Est n'a pas été relayé vers l'Ouest et le Sud du territoire.
Favoriser de nouvelles formes urbaines moins consommatrices d'espaces	Une offre nouvelle toujours constituée principalement de logements individuels, mais qui tend à se diversifier légèrement et à réduire son impact sur les espaces naturels, agricoles et forestiers grâce notamment aux documents d'urbanisme.
Appliquer des principes d'urbanisme garants de qualité	23 documents d'urbanisme sur 32 ont été révisés et mis en compatibilité en 2021 : il en reste donc encore 9 à faire évoluer. En matière de rénovation de l'habitat, des actions ont été engagées mais l'impact est encore trop faible : une vraie politique de l'habitat est nécessaire. Une seule démarche de PCAET a été menée sur le territoire, à l'échelle d'un EPCI.

- Remettre sur le marché 30% de logements vacants.
- Créer entre 50 et 60% de F1-F3 dans ses nouveaux logements.
- Atteindre 25% de logements sociaux.

7.6. PERSPECTIVES DEMOGRAPHIQUES ET FONCIERES

	Projections 2024-2034				
	Evolution basée sur **rythme moyen observé sur 2014-2020 pour le Pays de Saint-Eloy : -0.6% /an**	Evolution basée sur les projections **Insee sur « Combrailles – Sancy ouest » : +0,2%/an**	Evolution basée sur le **rythme moyen observé sur 2014-2020 pour le Puy-de-Dôme : +0.4%/an**	Evolution basée sur le **rythme moyen observé sur 1999-2010 : +0.7%/an**	Evolution basée sur le **rythme moyen observé sur 2015-2021 : +1.6%/an**
Nombre d'habitants en 2024 (Source Insee 2021)	214 habitants				
Nombre d'habitants projeté pour 2034	**202 habitants (-12 hab.)**	**218 habitants (+4 hab.)**	**223 habitants (+9 hab.)**	**229 habitants (+15 hab.)**	**251 habitants (+37 hab.)**
Foncier nécessaire	**-0,8 ha**	**+0,4 ha**	**+0,7 ha**	**+1,2 ha**	**+,27 ha**

Scénario 1 - Evolution basée sur le rythme moyen observé sur 2014-2020 pour le Pays de Saint Eloy
Taux de croissance annuelle : -0.6%/an.

Estimation des besoins en logements (2024 - 2034)			
Hypothèse : croissance comparable à la croissance intercommunale			
Démographie : scenario retenu (en % / an)	-0,6	Nombre de nouveaux habitants	-12
Pourcentage de logements vacants à remettre sur le marché (%)	30	Nombre de nouveaux logements	-6
1er facteur : desserrement des ménages			
A - Taille des ménages en 2024 :	1,93	C - Nombre d'habitants en 2024 :	214
B - Taille des ménages en 2034 :	1,83	D - Nombre d'habitants en 2034 :	202
E - Nombre de logements nécessaires en 2024 : C/A =			111
F - Nombre de logements nécessaires en 2034 : C/B =			117
G - Nombre de logements à prévoir pour pallier uniquement le desserrement des ménages : F-E =			**6**
2ème facteur : arrivée de nouveaux habitants			
H - Nombre de nouveaux habitants prévus d'ici 2034 : D - C =			-12
I - Nombre de logements que la commune doit prévoir pour pallier l'arrivée de nouveaux habitants : H/B =			**-7**
J - Nombre total de logements à créer : G + I =			**-1**
Besoin en constructions neuves			
K - Nombre de logements vacants dans le parc total :			18
L - Logement vacants à remettre sur le marché			5
M - Nombre de logements neufs produits entre 2024 et 2034			**5**
N - Nombre de logements neufs à construire : L - J =			**-6**
Surface nécessaire pour une moyenne de m² par logement neuf à construire (en ha)			**-0,6 ha**
Surface nécessaire tenant compte d'un coefficient de rétention foncière de 1,3 (en ha)			**-0,8 ha**

Scénario 2 - Evolution basée sur les projections Insee sur « Combrailles – Sancy ouest » : Taux de croissance annuelle : +0.2%/an.

Estimation des besoins en logements (2024 - 2034)			
Hypothèse : projection de l'INSEE			
Démographie : scenario retenu (en % / an)	0,2	Nombre de nouveaux habitants	4
Pourcentage de logements vacants à remettre sur le marché (%)	30	Nombre de nouveaux logements	3
1er facteur : desserrement des ménages			
A - Taille des ménages en 2024 :	1,93	C - Nombre d'habitants en 2024 :	214
B - Taille des ménages en 2034 :	1,83	D - Nombre d'habitants en 2034 :	218
E - Nombre de logements nécessaires en 2024 : C/A =			111
F - Nombre de logements nécessaires en 2034 : C/B =			117
G - Nombre de logements à prévoir pour pallier uniquement le desserrement des ménages : F-E =			**6**
2ème facteur : arrivée de nouveaux habitants			
H - Nombre de nouveaux habitants prévus d'ici 2034 : D - C =			4
I - Nombre de logements que la commune doit prévoir pour pallier l'arrivée de nouveaux habitants : H/B =			**2**
J - Nombre total de logements à créer : G + I =			**8**
Besoin en constructions neuves			
K - Nombre de logements vacants dans le parc total :			18
L - Logement vacants à remettre sur le marché			5
M - Nombre de logements neufs produits entre 2024 et 2034			**5**
N - Nombre de logements neufs à construire : L - J =			**3**

Surface nécessaire pour une mogenne de 1000 m² par logement neuf à construire (en ha)	**0,3 ha**
Surface nécessaire tenant compte d'un coefficient de rétention foncière de 1,3 (en ha)	**0,4 ha**

Scénario 3 - Evolution basée sur le rythme moyen observé sur 2014-2020 pour le Puy-de-Dôme
Taux de croissance annuelle : +0.4%/an.

Estimation des besoins en logements (2024 - 2034)			
Hypothèse : projection Puy-de-Dôme			
Démographie : scenario retenu (en % / an)	0,4	Nombre de nouveaux habitants	9
Pourcentage de logements vacants à remettre sur le marché (%)	30	Nombre de nouveaux logements	5
1er facteur : desserrement des ménages			
A - Taille des ménages en 2024 :	1,93	C - Nombre d'habitants en 2024 :	214
B - Taille des ménages en 2034 :	1,83	D - Nombre d'habitants en 2034 :	223
E - Nombre de logements nécessaires en 2024 : C/A =			111
F - Nombre de logements nécessaires en 2034 : C/B =			117
G - Nombre de logements à prévoir pour pallier uniquement le desserrement des ménages : F-E =			**6**
2ème facteur : arrivée de nouveaux habitants			
H - Nombre de nouveaux habitants prévus d'ici 2034 : D - C =			9
I - Nombre de logements que la commune doit prévoir pour pallier l'arrivée de nouveaux habitants : H/B =			**5**
J - Nombre total de logements à créer : G + I =			**11**
Besoin en constructions neuves			
K - Nombre de logements vacants dans le parc total :			18
L - Logement vacants à remettre sur le marché			5
M - Nombre de logements neufs produits entre 2024 et 2034			**5**
N - Nombre de logements neufs à construire : L - J =			**5**

Surface nécessaire pour une moyenne de m² par logement neuf à construire (en ha)	**0,5 ha**
Surface nécessaire tenant compte d'un coefficient de rétention foncière de 1,3 (en ha)	**0,7 ha**

Scénario 4 - Evolution basée sur le rythme moyen observé sur 1999 - 2010 pour la commune : Taux de croissance annuelle : +0.7%/an.

Estimation des besoins en logements (-)			
Hypothèse : croissance comparable à la période 1999-2010			
Démographie : scenario retenu (en % / an)	0,7	Nombre de nouveaux habitants	15
Pourcentage de logements vacants à remettre sur le marché (%)	30	Nombre de nouveaux logements	9
1er facteur : desserrement des ménages			
A - Taille des ménages en :	1,93	C - Nombre d'habitants en :	214
B - Taille des ménages en :	1,83	D - Nombre d'habitants en :	229
E - Nombre de logements nécessaires en : C/A =			111
F - Nombre de logements nécessaires en : C/B =			117
G - Nombre de logements à prévoir pour pallier uniquement le desserrement des ménages : F-E =			**6**
2ème facteur : arrivée de nouveaux habitants			
H - Nombre de nouveaux habitants prévus d'ici : D - C =			15
I - Nombre de logements que la commune doit prévoir pour pallier l'arrivée de nouveaux habitants : H/B =			**8**
J - Nombre total de logements à créer : G + I =			**15**
Besoin en constructions neuves			
K - Nombre de logements vacants dans le parc total :			18
L - Logement vacants à remettre sur le marché			5
M - Nombre de logements neufs produits entre 2024 et 2034			**5**
N - Nombre de logements neufs à construire : L - J =			**9**
Surface nécessaire pour une mogenne de m² par logement neuf à construire (en ha)			**0,9 ha**
Surface nécessaire tenant compte d'un coefficient de rétention foncière de (en ha)			**1,2 ha**

Scénario 5 - Evolution basée sur le rythme moyen observé sur 2015 - 2021 pour la commune : Taux de croissance annuelle : +1.6%/an.

Estimation des besoins en logements (2024 - 2034)			
Hypothèse : croissance comparable aux dernières années			
Démographie : scenario retenu (en % / an)	1,6	Nombre de nouveaux habitants	37
Pourcentage de logements vacants à remettre sur le marché (%)	30	Nombre de nouveaux logements	21
1er facteur : desserrement des ménages			
A - Taille des ménages en 2024 :	1,93	C - Nombre d'habitants en 2024 :	214
B - Taille des ménages en 2034 :	1,83	D - Nombre d'habitants en 2034 :	251
E - Nombre de logements nécessaires en 2024 : C/A =			111
F - Nombre de logements nécessaires en 2034 : C/B =			117
G - Nombre de logements à prévoir pour pallier uniquement le desserrement des ménages : F-E =			**6**
2ème facteur : arrivée de nouveaux habitants			
H - Nombre de nouveaux habitants prévus d'ici 2034 : D - C =			37
I - Nombre de logements que la commune doit prévoir pour pallier l'arrivée de nouveaux habitants : H/B =			**20**
J - Nombre total de logements à créer : G + I =			**26**
Besoin en constructions neuves			
K - Nombre de logements vacants dans le parc total :			18
L - Logement vacants à remettre sur le marché			5
M - Nombre de logements neufs produits entre 2024 et 2034			**5**
N - Nombre de logements neufs à construire : L - J =			**21**

Surface nécessaire pour une mogenne de 1000 m² par logement neuf à construire (en ha)	**2,1 ha**
Surface nécessaire tenant compte d'un coefficient de rétention foncière de 1,3 (en ha)	**2,7 ha**

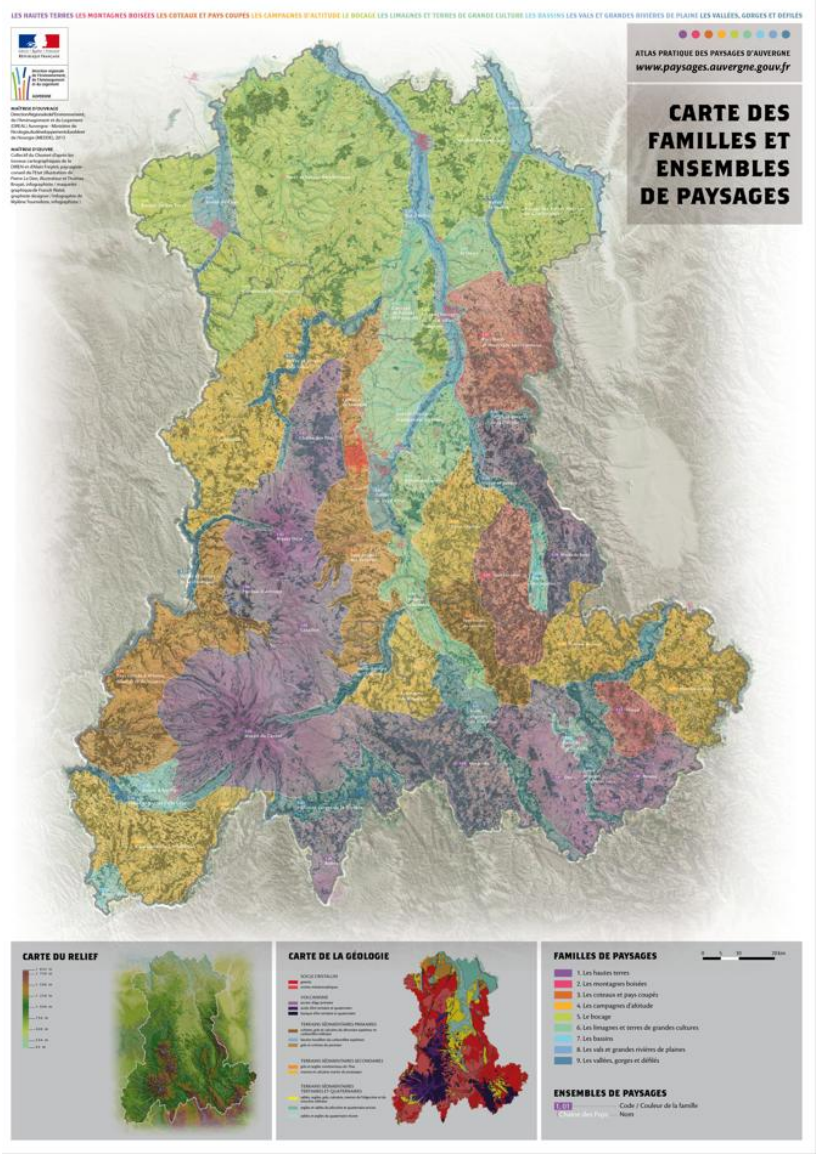
8. LES ENTITES PAYSAGERES

Les paysages sont le fruit de la relation qu'entretiennent les hommes avec leur milieu. Leurs formes changent au cours des siècles, répondant aux transformations des sociétés qui l'habitent. De l'articulation des grandes données naturelles et d'une multitude d'histoires individuelles, résulte un foisonnement de formes, d'implantations et de structures paysagères. C'est pourquoi chaque habitant et chaque acteur, à son échelle, en porte une part de responsabilité.

8.1. CONTEXTE GENERAL

Source : https://carto.datara.gouv.fr/1/cartepaysage_ARA_web.map et http://www.paysages.auvergne.gouv.fr

Les Combrailles sont un vaste un plateau cristallin de collines et de vallons, parsemé d'étangs, de bosquets, de forêts et de bocages, creusé par les vallées boisées du Cher, de la Tardes, de la Voueize, de la Sioule et de leurs affluents, traversé par un sillon houiller du sud au nord. Elles sont à cheval entre trois départements et deux régions (Creuse en Limousin ; Puy-de-Dôme et Allier en Auvergne). Bien que l'ensemble des Combrailles présente un caractère relativement homogène en termes d'apparence et d'utilisation du territoire par les hommes, une partie, l'ensemble de paysages de la Combraille bourbonnaise, a été différenciée du fait de la différence d'altitude et de son rapport étroit avec l'ensemble paysager du Bocage bourbonnais.



La commune de Durmignat appartient à deux grandes composantes paysagères.

La Combraille Bourbonnaise :

Au nord des Combrailles, la Combraille bourbonnaise se situe à cheval entre le département de l'Allier et le département du Puy-de-Dôme. Les transitions entre cette "basse" Combraille et les ensembles de paysages adjacents sont progressives…. Au nord avec l'ensemble du Bocage Bourbonnais, au nord-ouest avec la vallée du Cher et le Bocage du Bas-Berry. Les gorges de la Bouble constituent approximativement la limite de l'ensemble de paysages à l'est. De moins haute altitude que l'ensemble paysager des Combrailles, mais plus haut que les différents ensembles de bocages de l'Allier, il tient de tout ce qui l'entoure tout en ayant un caractère propre très marqué.

Le territoire de Durmignat offre un paysage archétype des Combrailles combinant plusieurs éléments :

- Les chemins bordés de haies : la plupart des chemins bordés de haies, plus ou moins sinueux, forment un motif qui invite le regard à les suivre.
- Les mares et les étangs : la présence de l'eau en Combrailles est dominée par les étangs, les petites mares et les petites zones humides en fond des multiples vallons.
- Le système de hauteurs des haies : les variations de hauteurs de haies en fonction des secteurs et des conditions locales génèrent un motif paysager particulier.
- La densité de boisements de feuillus contribue au caractère de l'ensemble.
- Les berges clôturées pour la production du bois de la ripisylve : au fond d'un vallon, les berges d'un ruisseau sont clôturées pour empêcher que les bêtes n'abîment les arbres qui produisent mieux au bord des rus.

Forêts et bocage bourbonnais :

C'est de loin l'ensemble de paysages le plus vaste d'Auvergne. Il occupe environ un tiers du département de l'Allier. Il est limité à l'ouest et au sud par les ensembles de la vallée du Cher, du Bocage du Bas-Berry et de la Combraille Bourbonnaise. Le Val d'Allier coupe le département en deux sur un axe sud-nord et constitue la limite est de l'ensemble.

L'ensemble de paysages du bocage bourbonnais, de très grande superficie, a été déterminé par souci de simplification mais en réalité, il est loin d'être homogène. Les bocages ont des physionomies différentes en fonction de leur localisation, des situations de relief, de proximités ou d'éloignements des zones habitées, de l'histoire sociale des lieux… L'ensemble est de type "hétérogène". C'est-à-dire que, contrairement à ceux qui rassemblent des territoires homogènes, il englobe une multitude de variations. Il est à envisager plus sur la base d'un système de variations autour d'un bloc de pratiques d'aménagement du territoire (agricoles, forestières et industrielles). C'est ce qui fait son grand intérêt. On peut le résumer de la manière suivante : un grand ensemble de paysages dominé par un système bocager, truffé de forêts et de petites originalités naturalistes ou industrielles : zones humides, anciennes carrières, terrils, ruines de chemins de fer… Les forêts pour la plupart domaniales, très importantes et de grandes superficies, sont une unité paysagère fragmentée de cet ensemble de paysages.

Le bocage bourbonnais, entre le Val d'Allier et la plaine du Cher, est un territoire ponctué de grandes forêts dont beaucoup sont domaniales : Forêt de Tronçais, des Colettes, de Lespinasse, de Dreuille, des Prieurés Gros-Bois, de Civrais, des Prieurés Moladier, de Balaty, du Quartier… L'importance de ces forêts, au-delà de leur qualité propre d'exploitation forestière, tient aussi à la dimension sociale de leur histoire et à son articulation avec le monde rural et industriel.

8.2. LES PAYSAGES DE DURMIGNAT

Source : Note d'enjeux, CAUE, juin 2024.

Globalement sur la commune, le paysage est vallonné. L'altitude de la commune est comprise entre 408 mètres et 567 mètres. Le relief crée des vues dégagées sur les communes voisines. L'activité agricole détermine les motifs paysagers avec la présence du bocage et le maintien de paysages ouverts.



Photo ci-dessus : un paysage très végétal et pourtant ouvert avec des vues sur le lointain

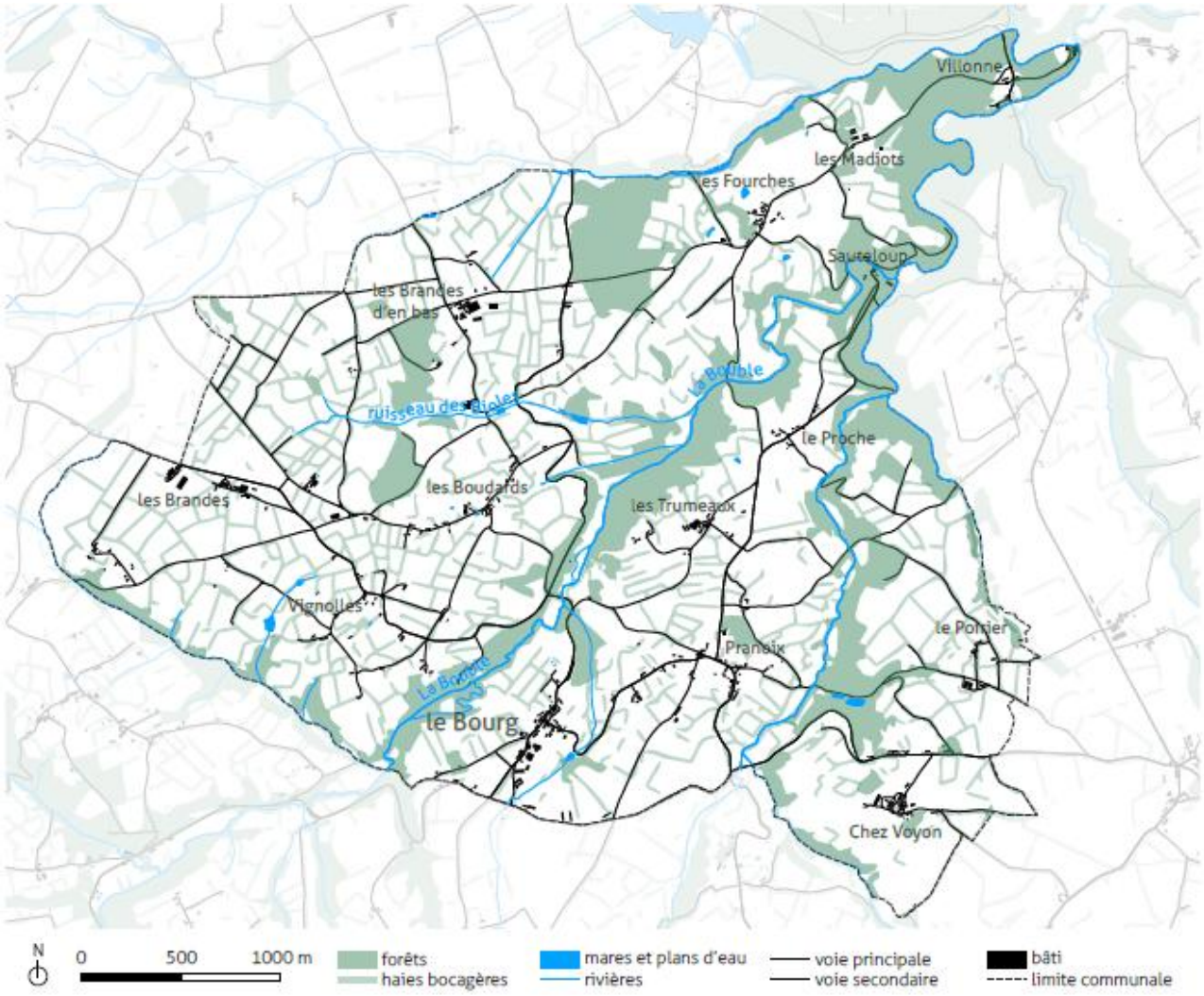


Photo ci-dessus : la silhouette du bourg dont le clocher se détache au milieu de la végétation

Charpente paysagère

La Bouble est l'élément majeur du paysage communal. Elle structure la charpente paysagère par une diagonale qui traverse la commune en son centre, sur un axe NE-SO, avec son relief marqué et les forêts qui l'accompagnent.
Ensuite, la commune est caractérisée par son bocage et par la présence de différents bois.

La charpente paysagère de la commune de Durmignat :



Les motifs liés à l'eau

La ressource en eau est menacée en quantité par le dérèglement climatique (alternance de sécheresses et fortes pluies), et en qualité par la pollution et l'eutrophisation (accumulation de nutriments dans un milieu).

La Bouble est la rivière majeure du réseau hydrographique sur la commune. Mais celui-ci est également composé d'autres rus et ruisseaux et de quelques mares et retenues artificielles.

Préserver la qualité de l'eau passe par la réduction des pollutions et une consommation raisonnée, mais aussi par la « renaturation » du réseau hydrographique dans son ensemble : protéger les berges des ruisseaux, favoriser les continuités écologiques, retrouver des zones humides, restaurer les ripisylves…



Photo ci-dessus : le ruisseau des Bioles, un segment où il n'existe pas de ripisylve

Les ripisylves jouent un rôle écologique essentiel pour la biodiversité : elles offrent des habitats naturels spécifiques et forment des corridors biologiques. Véritables filtres, elles protègent également la qualité de l'eau et d'une partie des zones humides du bassin versant en filtrant tout ce qui atteint le ruisseau en question.
Enfin, les racines des essences qui les composent permettent de tenir les berges et d'éviter l'érosion des lits des ruisseaux.



Photo ci-dessus : une zone humide dans un pré

Les zones humides participent du réseau hydrographique, de la qualité de l'eau, et offre un milieu particulier pour la biodiversité. Les zones humides sont de moins en moins nombreuse et qualitatives ; elles doivent donc être protégées de façon spécifique.

Le Bocage, élément caractéristique du secteur

Selon l'atlas régional des paysages de la DREAL (www.paysages.auvergne-rhone-alpes.gouv.fr), la commune de Durmignat s'inscrit dans la famille de paysages « bocage » et plus particulièrement l'ensemble paysager « Combraille Bourbonnaise », avec des motifs importants et marqueurs comme l'arbre et la haie, l'habitat dispersé, des vallons et un relief de transition entre le bourbonnais et les Combrailles.
L'enjeu phare de cette famille de paysage est le maintien du patrimoine que constituent les haies et le maillage plus ou moins dense associé.
La carte montre un maillage relativement dense et harmonieux du bocage sur l'ensemble du territoire de la commune. Les haies sont le plus souvent ponctuées de grands arbres.



Photo ci-dessus : vue sur le bocage depuis le bourg

Le bocage remplit en premier lieu une fonction agricole : matérialisation des limites parcellaires, aide à l'infiltration de l'eau de pluie et filtration des polluants (intrants chimiques : fertilisants ; pesticides ; rejets animaliers), offre une barrière au vent pour les cultures, produit un complément de culture (bois, petits fruits…).
Les haies bocagères sont favorables à la biodiversité, car elles créent des corridors écologiques, offrent gîte et couvert pour la faune, et permettent une diversification de la flore.

Mais le bocage a aussi une fonction paysagère : les haies structurent le paysage. Elles font partie du patrimoine naturel des Combrailles. Par la densité de maillage, la hauteur des haies et les essences qui le composent, le bocage est un élément qui permet d'identifier le territoire. Conserver le bocage permet en ce sens de lutter contre l'uniformisation des paysages agricoles.
La présence des activités agricoles permet de conserver un paysage « ouvert » avec de nombreux points de vue de qualité sur la campagne et les environs.

Le Bourg de Durmignat
Les aménagements des espaces publics sont marqués par des sols très minéraux et une forte proportion de l'espace est dévolue à la voiture (circulation, stationnement).
En revanche, la végétation des espaces privés concourt à la qualité du bourg : elle accompagne le bâti, offre de l'ombre et crée une atmosphère générale qualitative.



Photo ci-dessus : des sols très minéraux dans le bourg



Photo ci-dessus : la présence de la végétation privée qualifie le bourg

8.3. LES MENACES

- **Point de vue**

Les points de vue sont à préserver du boisement pour éviter la fermeture des paysages. Ces points de vue doivent être pris en compte dans les projets d'urbanisation afin de pérenniser le potentiel environnemental et paysager de Durmignat.

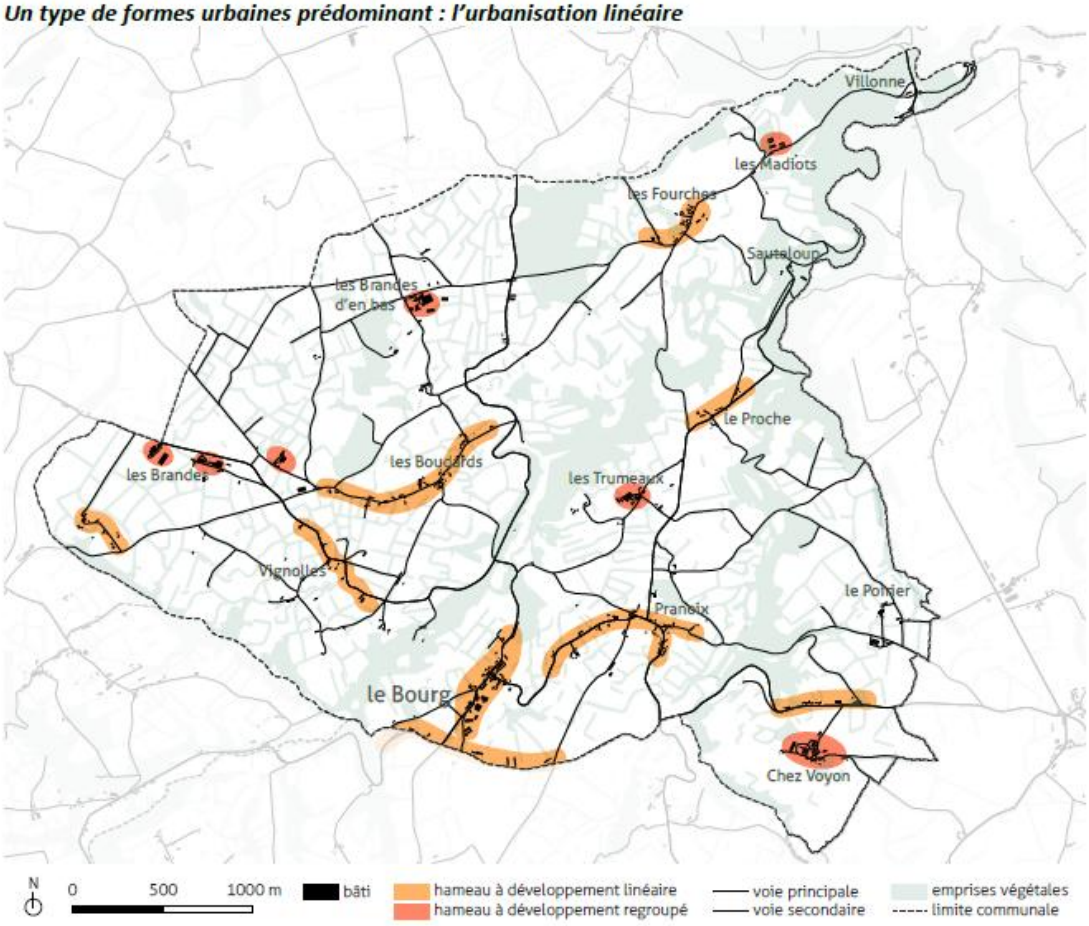
- **Une agriculture traditionnelle**

Maintenir le paysage de bocage est le meilleur moyen de préserver l'identité des Combrailles. De même que la poursuite d'un mode d'exploitation traditionnel doit être maintenue dans les prairies de fauche et dans l'entretien des hêtraies.

- **Conurbation**

Le développement de l'urbanisation est à maîtriser. De la même manière l'urbanisation sur des secteurs très distendu est à limiter car cela pourrait altérer la qualité paysagère des lieux.
L'urbanisation linéaire pose question dans une perspective d'accueil de nouveaux habitants : l'enjeu principal est d'éviter la poursuite en longueur de l'urbanisation pour ne pas ceinturer les espaces naturels et agricoles par des bandes de terrains urbanisés. Il faut veiller à qualifier les limites entre espaces urbanisés et espaces naturels, agricoles et forestiers. L'objectif est de densifier ou de réinvestir les hameaux existants (bâti vacant ?) sans perdre en qualité de vie et en qualité paysagère.

Un type de formes urbaines prédominant : l'urbanisation linéaire



ENJEUX

-Accompagner l'évolution des paysages et le développement de la commune

-Préserver les paysages en étant vigilant notamment sur la qualité et l'implantation des constructions neuves et les réhabilitations

ORIENTATIONS

-Préserver les silhouettes bâties, limiter le mitage

-Préserver les vues remarquables

-Maintenir une pratique agricole dynamique

-Inscrire les structures végétales dans le document d'urbanisme.

Evaluation des suggestions

La préservation des espaces paysagers/naturels et une attention particulière portée au développement périurbain participera à garantir un cadre de vie et une attractivité du territoire, tant pour les habitants que pour les touristes.

Ce qu'il faut retenir

- Des éléments paysagers de valeur à préserver et à valoriser pour garantir un cadre de vie agréable et l'attractivité du territoire.
- Une identité bourbonnaise forte, entre forêt et bocage.

9. LE PATRIMOINE ET L'ARCHITECTURE

9.1. RAPPELS DE QUELQUES ELEMENTS HISTORIQUES

Source : https://www.durmignat.fr/

Durant l'Antiquité, Durmignat faisait partie du territoire des Bituriges Cubes. Les Bituriges Cubes étaient un peuple gaulois qui occupait un territoire de la Gaule centrale situé entre la Loire et le Massif central et faisait partie des peuples de Gaule Celtique. Leur capitale, Avaricon, du nom de la rivière Yèvre (Avara), se trouvait sur le site actuel de Bourges.

Au Moyen Âge, Durmignat faisait partie du Berry. Le Berry est une province historique de la France de l'Ancien Régime ayant pour capitale Bourges. Cette structure a disparu définitivement avec la Révolution française.

Avant 1789, bien que située dans le département du Puy-de-Dôme, la commune faisait partie de l'ancienne province du Bourbonnais. Une ancienne province du centre de la France, fief d'origine de la dynastie des Bourbons, qui a donné le département de l'Allier et le sud-ouest du département du Cher, et dont la capitale historique était Moulins.
La commune figure sur la carte de Cassini établie au XVIIIe siècle sous le nom de Durmignac.



Extrait de la carte de Cassini issue de l'exemplaire dit de « Marie-Antoinette » du XVIIIème siècle

Elle faisait aussi traditionnellement partie du diocèse de Bourges.



Carte postale ancienne

9.2. LE PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE

Il convient de rappeler :

- Qu'en application des dispositions du livre V du code du patrimoine, les travaux publics ou privés concourant à l'aménagement sont susceptibles d'être conditionnés à l'accomplissement de mesures de détection et le cas échéant, de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique, des éléments du patrimoine archéologique ; ces mesures sont prescrites par le préfet de Région.
- Que toute découverte fortuite doit m'être signalée sans délai, conformément à l'article L 531- 14 du code du patrimoine.

9.3. PATRIMOINE ARCHITECTURAL MAJEUR

La commune ne dispose pas d'édifices classés ou inscrits au titre des Monuments Historiques.

9.4. PATRIMOINE RELIGIEUX

L'église Saint-Roch qui se situe dans le bourg, est rattachée à la paroisse Sainte Marie en Combrailles dans le diocèse de Clermont. L'église est placée sous le patronage de Saint Roch.



Saint-Roch s'élève sur une petite place au cœur du village. Elle fut reconstruite au XIXe siècle, sur les fondations de la précédente église du XIIIe siècle qui fut détruite par un incendie

L'église orientée, est construite selon un plan en croix latine avec un faux transept, se terminant par un chevet plat percé d'un oculus.

La façade occidentale est à deux niveaux d'élévation, avec au premier niveau un portail surmonté d'une imposte en plein cintre et d'une petite croix.

Une tour-clocher en pierres (surmontant la façade occidentale) est percée d'une baie en plein cintre dotée d'abat-sons.

Les murs gouttereaux sont éclairés par des ouvertures en plein cintre.

La nef est couverte d'une toiture à double pente.

A l'intérieur, la nef est couverte d'un berceau en plein cintre, scandé par deux arcs doubleaux marquant la croisée du « faux » transept.





L'église abrite également un riche mobilier notamment constitué de nombreuses statues polichrome.



9.5. LE BATI TRADITIONNEL

Source : https://www.combrailles.com/images/7-Environnement-urbanisme/Paysages/Guides/Revaloriser_lhabitat_traditionnel.pdf

Compte tenu de la situation des Combrailles au carrefour d'influence diverses (Bourbonnais, Creuse, Limagne, Montagne…), les modes de constructions, les volumétries et les matériaux employés sont très variés. On ne peut parler « d'une » architecture des Combrailles, mais on retrouve des types qui se déclinent en fonction d'influences géographiques et historiques.

Ce patrimoine est fragile et des restaurations maladroites peuvent en altérer la qualité. Aussi, il faut le connaître pour mieux le perpétuer, mais aussi le faire évoluer afin que l'architecture locale devienne une source d'inspiration et de création et que patrimoine rime aussi avec modernité.

Les éléments de construction

Les matériaux à partir desquels s'est construit le patrimoine architectural ancien s'intégraient parfaitement au paysage car ils en étaient en général extraits.

Les matériaux traditionnels recensés sur le site sont assez nombreux et peuvent constituer des éléments de référence.

Les constructions de la commune présentent une grande homogénéité dans les matériaux utilisés.

La pierre est le matériau dominant employé dans le bâti traditionnel. Le type de pierre change avec les zones géologiques : granite gris-ocre ou rose, le schiste, le gneiss, le basalte, et se mélange dans plusieurs secteurs.

L'utilisation du bois en bardage est réservée aux annexes agricoles, rares sont les habitations qui en sont couvertes.

Les toitures de la commune sont variées même si certaines caractéristiques fortes contribuent à l'unité des constructions. Les toitures sont généralement à deux pans (parfois à un seul selon la localisation de l'édifice ou à trois ou quatre à l'angle de certaines rues.) La commune étant située en moyenne montagne leurs pentes ne sont pas très accentuées. L'axe des toitures est toujours parallèle à la rue (de même que les égouts).

Les matériaux des toitures sont beaucoup plus hétérogènes que leur forme et ce en raison de la localisation de la commune au sein des Combrailles orientales, dans une zone de transition entre la plaine de la Limagne et les montagnes de la Chaîne des Puys. Les tuiles rouges des toitures à faible pente rappellent le paysage de la plaine tandis que celles en ardoise grise clouées sur des toitures à plus forte pente renvoie davantage à des régions plus « froides » des Dômes.

L'architecture locale

L'architecture sur la commune de Durmignat présente une certaine unité par secteurs géographiques. Les maisons de bourg dans ce dernier et les ensembles de bâtiments agricoles sur le reste du territoire.
Le territoire de Durmignat offre une architecture traditionnelle sous influences bourbonnaise.



Extrait du Guide pratique « Revaloriser l'habitat traditionnel du Pays des Combrailles», SMADC

- **Les maisons de bourg**

Les maisons de bourg présentes historiquement sont caractérisées par des éléments architecturaux tels que les encadrements des ouvertures en briques et/ou pierre apparentes, une hauteur en R+1 + combles et des ouvertures. Les façades sont pour la plupart enduites dans les tons clairs de beige, parfois ornées d'éléments de modénatures peints. Les couvertures sont majoritairement de teinte rouge et certaines toitures présentent également des ornements de faîtage.





- **Les ensembles agricoles et les longères**

Le bâti isolé sur le territoire communal correspond le plus souvent à d'anciens sites agricoles de grandes dimensions. Les bâtiments sont généralement de forme allongée sur un seul niveau avec parfois des ouvertures dans les combles sous forme de lucarne à fronton.

Un certain nombre de ces bâtiments n'est plus utilisé par l'agriculture et présente donc des potentiels de changements de destination pour réhabilitation pour de l'habitat.






- **Le bâti récent**

Les constructions résidentielles récentes se sont peu à peu éloignées des modèles traditionnels observés précédemment. Si la forme individuelle isolée est toujours la seule représentée, la forme a considérablement évolué.
Dans la 1ère moitié du 20ème siècle, les volumes restent simples mais la forme des toitures se diversifie. Le matériau le plus courant pour les maçonneries reste la pierre. Les volumes restent des typologies de R+1.
Le développement résidentiel de la 2nd moitié du 20ème siècle laisse apparaitre une tendance à la suppression des étages et à la variété des implantations. Les matériaux employés sont de types « industriel » mais les volumes restent simples.
Le développement récent tend à la généralisation des volumes compliqués. Les modèles employés ne correspondent plus à des typologies locales. Cette forme de développement banalise les territoires et perde l'identité du village traditionnel.




- **Les bâtiments des services publics**

A partir du XIXème siècle, de nombreux bâtiments administratifs vont équiper les communes : écoles et mairies, souvent rassemblées sous le même toit, poste, trésor public, témoignent d'une volonté politique de doter les communes des outils républicains. Ces bâtiments sont souvent construits avec les matériaux traditionnels, et même si on ne peut les qualifier de « chefs-d'œuvre », ils s'intègrent bien dans leur environnement.



La Mairie

9.6. LE PETIT PATRIMOINE RURAL

Le petit patrimoine, modeste par sa taille, constitue le témoignage de nombreuses pratiques sacrées et profanes locales. Le territoire de Durmignat est ponctué d'éléments du petit patrimoine rural. Ces témoins concernent à la fois la vie religieuse (croix, monument aux morts), que la vie agricole (moulin, puits, …), ou la vie quotidienne.
Ce petit patrimoine rural qui raconte l'histoire de la commune et donne un sens au territoire représente donc un atout en termes de valorisation du territoire et de développement touristique.
Ces éléments sont à protéger dans le cadre de l'élaboration du PLU.











Le moulin de Villonne est situé sur les berges de La Bouble, entre Lapeyrouse et Echassières (D998). Il a été construit en 1886 par Auguste Perronin et Louise Emelin, et a fonctionné jusqu'en 1969. Aujourd'hui restauré, et bien qu'en état de fonctionnement, il n'est plus utilisé pour la mouture du blé.



Les murets et les haies

Ces éléments de construction font partie de l'architecture traditionnelle. Le long des chemins, ce sont des murs de pierres sèches qui provenaient en général du stockage des pierres ramassées sur les terres agricoles pendant des années. Ils se prolongent vers les espaces bâtis des villages et des bourgs et se confondent avec les murs des constructions. En dehors de leur aspect fonctionnel qui est de clore et de délimiter les espaces ils constituent un lien esthétique très fort entre le bâti et le végétal.

Les murs et les haies en plus de leur valeur patrimoniale et paysagère, jouent un rôle de trame pour la faune sauvage.







Ce qu'il faut retenir

- Un patrimoine rural témoin de l'histoire de la commune.
- La protection et la mise en valeur de ces patrimoines répondent à des enjeux d'identité et de développement touristique.

E. BIBLIOGRAPHIE

PAC, DDT63, 2024
Note d'enjeux, CAUE, 2024

Dossier complet Insee paru en février 2024 (données 2020)
Observatoire des territoires
Statistiques locales de l'Insee

Le recensement agricole de 2010 et 2020 : https://stats.agriculture.gouv.fr/cartostat
Les données du CD63 issues du RPG2019.

SCOT du Pays des Combrailles – Analyse des résultats 2016-2022 – SMADC
SMADC
https://www.combrailles.com/images/7-Environnement-urbanisme/Paysages/Guides/Revaloriser_lhabitat_traditionnel.pdf
Guide pratique « Revaloriser l'habitat traditionnel du Pays des Combrailles», SMADC
Syndicat Mixte de Sioule et Morge : https://www.sioule-morge.fr/services/eau-potable/
ORCAE

https://artificialisation.developpement-durable.gouv.fr/cartographie-artificialisation
https://mondiagartif.beta.gouv.fr/project/60033/
L'occupation des sols fournie par les services de la DDT63

Extrait de la Carte de Cassini, 18e siècle.
Extrait de la Carte d'Etat Major (1820-1866).
Paysages: https://carto.datara.gouv.fr/1/cartepaysage_ARA_web.map
http://www.paysages.auvergne.gouv.fr

Mairie: https://www.durmignat.fr/

Commune de DURMIGNAT (63)

Elaboration du Plan Local d'Urbanisme

1.b

ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



PLU

Prescription le : 06/04/2024

Arrêt le : 16/12/2025

Approbation le : 21/09/2026

Référence : 51506

EODD ingénieurs conseils

REALITES & DESCOEUR
49, Rue des Salins - 63000 Clermont-Ferrand
Tél : 04 73 35 16 26 realitesetdescoeur@realites-be.fr
www.realites-be.fr

RÉALITÉS & DESCOEUR

Plan Local d'Urbanisme

Élaboration du PLU
de la commune de Durmignat (63)

Rapport de présentation
État Initial de l'Environnement (EIE)

EODD ingénieurs conseils

Commune de Durmignat

FICHE DE SYNTHÈSE

Élaboration du PLU de la commune de Durmignat (63) - Rapport de présentation, état initial de l'environnement			
	Place de la Mairie 63 700 Durmignat		
	Guy CHARTOIRE (Maire de la commune)		
	04 73 85 00 14		-

VOS CONTACTS EODD

Responsable de projet	Alexandra REYMOND a.reymond@eodd.fr 06 76 40 03 56
Supervision	David BERGERON
Libération	David BERGERON



Agence de Saint-Etienne
contact@eodd.fr I Tél : 04.72.76.06.90

CONTRAT EODD N° P09890

Date	Indice	Modifications
26/02/2025	1	Edition initiale
10/03/2025	2	Relecture interne
11/03/2025	3	Intégration retours commune

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

SOMMAIRE

1. Milieu physique 4

1.1 Climat 4
1.1.1 Températures 4
1.1.2 Précipitations 4
1.1.3 Ensoleillement 5
1.1.4 Vents 5

1.2 Géologie, pédologie et hydrogéologie 7
1.2.1 Généralités 7
1.2.2 Masses d'eau souterraines 9

1.3 Topographie 10

1.4 Les cours d'eau 14
1.4.1 Hydrologie 14
1.4.2 Qualité des cours d'eau 16
1.4.3 Cartographie des cours d'eau du Puy-de-Dôme 16
1.4.4 Gestion des cours d'eau 17

1.5 Synthèse des enjeux relatifs au milieu physique 19

2. Ressources naturelles 20

2.1 Sol et sous-sol 20

2.2 Ressource en eau 20

2.3 Energie 20
2.3.1 Consommation énergétique 21
2.3.2 Production énergétique 21
2.3.3 Sources d'énergies renouvelables 22

2.4 Synthèse des enjeux relatifs aux ressources naturelles 28

3. Milieux naturels et biodiversité 29

3.1 Occupation du sol et habitats naturels 29

3.2 Zonages d'inventaire, de protection et de gestion du patrimoine naturel 32
3.2.1 Sites Natura 2000 32
3.2.2 Autres sites naturels règlementés 32

3.3 Espaces naturels inventoriés : ZNIEFF 33
3.3.1 ZNIEFF de type I 35
3.3.2 ZNIEFF de type II 35

3.4 Zones humides 35
3.4.1 Fonctionnalité des zones humides 35
3.4.2 Règlementation 36
3.4.3 Etat des connaissances sur la commune de Durmignat 37

3.5 Autres espaces naturels inventoriés 39

3.6 Corridors écologiques : trame verte et bleue 39
3.6.1 Généralités 39
3.6.2 A l'échelle régionale 40
3.6.3 A l'échelle intercommunale 42
3.6.1 A l'échelle communale 43

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

3.7 Synthèse des enjeux relatifs aux milieux naturels et à la biodiversité 43
4. Qualité de l'air et gaz à effet de serre 43
4.1 Documents stratégiques 43
4.1.1 Schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET)43
4.1.2 Schéma de cohérence territoriale (SCoT) des Combrailles 44
4.2 Qualité de l'air 45
4.3 Gaz à effets de serre (GES) 46
4.4 Synthèse des enjeux relatifs à la qualité de l'air et aux gaz à effets de serre 47
5. Risques majeurs et nuisances sur le territoire communal 49
5.1 Risques naturels 49
5.1.1 Risque sismique 49
5.1.2 Risque mouvement de terrain 50
5.1.3 Risque inondation 52
5.1.4 Risque radon 53
5.2 Risques technologiques 54
5.3 Risques sanitaires 55
5.4 Nuisances et pollutions 56
5.4.1 Sites et sols pollués 56
5.4.2 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) 57
5.4.3 Nuisances sonores 57
5.4.4 Nuisances lumineuses 57
5.4.5 Gestion des déchets 57
5.4.6 Assainissement 57
5.5 Synthèse des enjeux relatifs aux nuisances et risques majeurs 58
ANNEXE 1 : Confidentialité et protection des données 59

1. Milieu physique

1.1 Climat

Sources : Météo France, Météonorm, Météo-express

Selon Météo France, la station météorologique la plus proche est située sur la commune de Montluçon à environ 35 km au nord-ouest, mais à une altitude de seulement 229 m contre entre 420 et 545 m pour Durmignat. Les données sont disponibles pour les années 1991 à 2020 et sont complétées par les records des années suivantes.

1.1.1 Températures

La température moyenne annuelle est de 12°C.

Les hivers sont frais mais peu rigoureux avec des températures moyennes mensuelles comprises entre 4,4 et 4,7 °C. Environ 5 jours par hiver, la température journalière ne dépasse pas 0°C. La température la plus basse a été mesurée le 7 février 2012 avec -15,6 °C.

Les étés sont agréables avec des températures moyennes comprises entre 16,4 et 20,6 °C. Ils peuvent être soumis à quelques pics de chaleurs. En effet, environ 55 jours par été, le maximum de la température journalière dépasse 25 °C, et environ 23 jours 30 °C. Le 18 août 2012, la température a atteint 41,3 °C.

On peut s'attendre à une augmentation de la fréquence des températures extrêmes dans les années à venir du fait du dérèglement climatique.

Tableau 1 : Températures et précipitations moyennes sur la période 1991-2020 (source : Météo France, station Montluçon)

	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	MOY.
Température (°C)	4,4	4,7	7,8	11,1	14,3	18,7	20,6	20,2	16,4	12,8	8,2	5,2	**12**
Pluie (mm)	46,4	34,1	44,5	60,5	73,2	57,8	57,6	59	50,4	58,7	52,2	45,7	**637,1**

1.1.2 Précipitations

La hauteur moyenne annuelle des précipitations est d'environ 637 mm ce qui est plus faible que la moyenne nationale (770 mm). Les pluies sont donc peu abondantes sur le territoire communal. La période la plus sèche correspond à l'hiver (entre 34,1 et 46,4 mm) avec un extrême en février avec seulement 34 mm. Les précipitations les plus importantes sont observées au printemps avec une pluviométrie de 60,5 mm en avril et 73,2 mm en juin.

Contrairement aux moyennes, le jour le plus pluvieux a été mesuré en été, le 20 juillet 2024, avec 63,3 mm de pluie dans la journée.

Les pluies sont assez constantes au cours de l'année ne créant pas ou peu d'à-coup d'arrivée d'eau de pluie.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

Toutefois, on constate que le volume moyen de précipitations évolue peu au fil des années. Néanmoins **il pleut moins souvent mais plus intensément**. Des épisodes de précipitations extrêmes sont donc à anticiper en lien avec le changement climatique.

1.1.3 Ensoleillement

L'ensoleillement est d'environ 1 900 heures / an, valeur moyenne pour la France métropolitaine puisque l'ensoleillement est compris entre 1 400 et 2 900 heures par an.

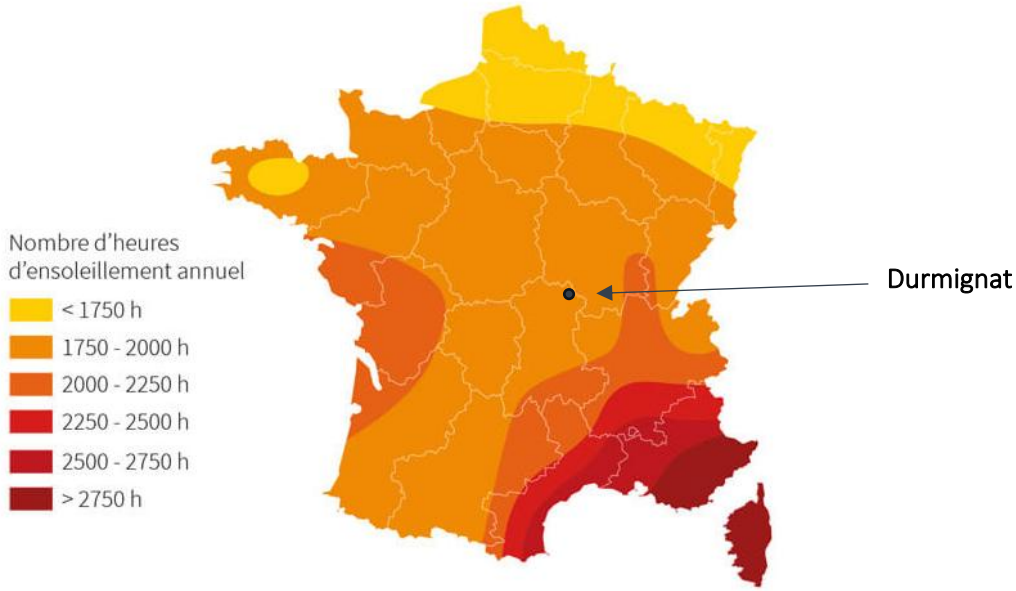


Figure 1 : Carte d'ensoleillement (source : ADEME)

1.1.4 Vents

Les vents sont très majoritairement orientés selon un axe ouest, nord-ouest, sud-est. Ils sont peu violents sur la commune (ils ne dépassent pas les 3 m/s soit 10 km/h) du fait de sa position basse au milieu des reliefs alentours.

La vitesse de vent la plus élevée a été enregistrée le 28 février 2024 ; une rafale a alors été enregistrée à 33,4 m/s soit 120 km/h.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

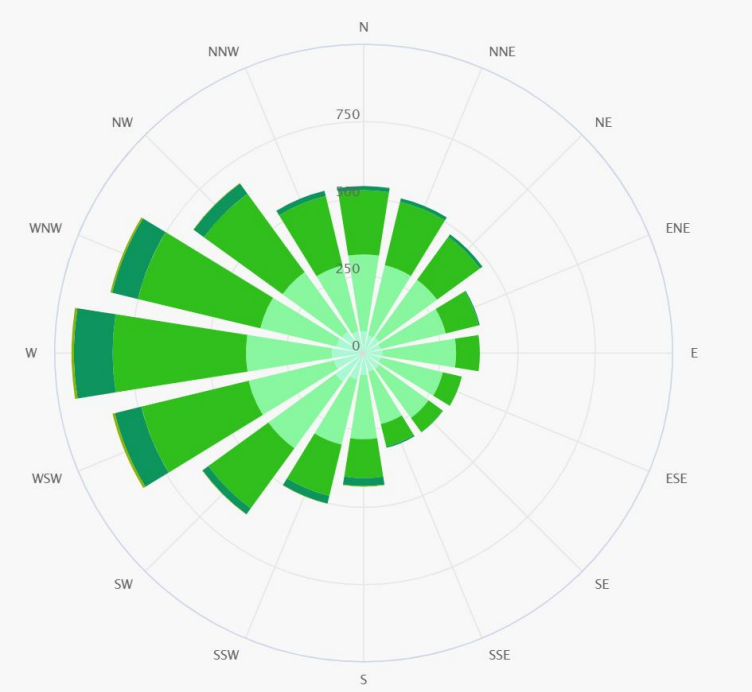


Figure 2 : Rose des vents de Durmignat - (source : MétéoBlue)

Le territoire se caractérise par des hivers frais et secs, des étés plutôt agréables et des orages fréquents au printemps.

Le changement climatique nécessite d'anticiper les événements météorologiques extrêmes (pics de chaleurs, fortes pluies) dans l'urbanisme et les équipements futurs (gestion des eaux pluviales, végétalisation des zones urbaines, ...).

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

1.2 Géologie, pédologie et hydrogéologie

1.2.1 Généralités

La commune de Durmignat se situe aux portes des Combrailles. Ce territoire repose sur un socle cristallin mis en place par le volcanisme Viséen à l'ère Primaire. Il a depuis subi des évolutions au cours des temps géologiques à l'origine des formations métamorphiques affleurantes.

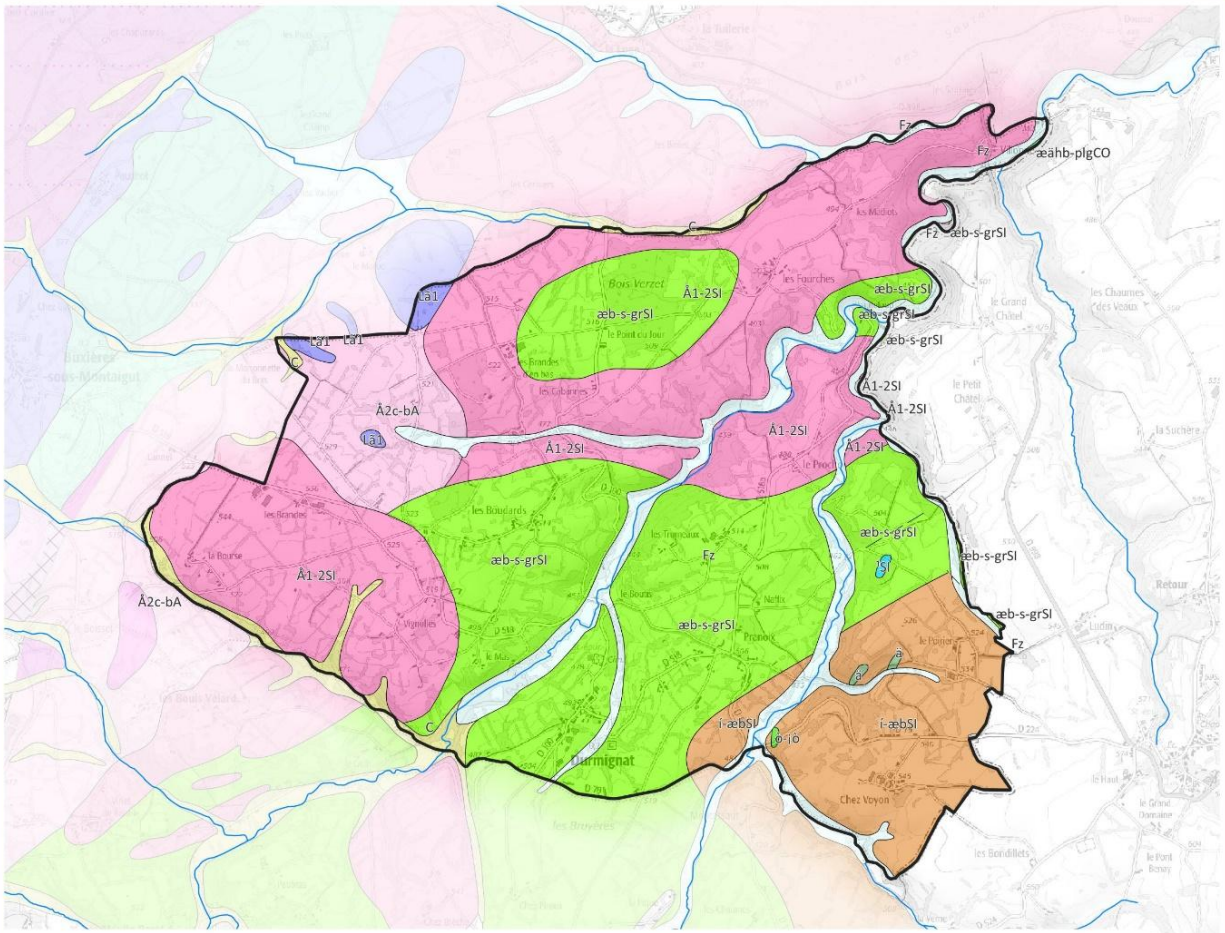
Plusieurs gisements de charbon sont recensés aux alentours et les activités minières (aussi bien de charbon, de métaux que de minéraux) ont marqué le territoire.

Ces roches sont globalement peu perméables à l'origine de phénomène de ruissellement sur les secteurs les plus pentus et en fonction de l'affleurement de la roche.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

ELABORATION DU PLU DE DURMIGNAT- VOLET ENVIRONNEMENT

Géologie



Commune

Réseau hydrographique

Formations géologiques

- Fz, Alluvions fluviatiles actuelles à récentes (Holocène)- 8
- C, Colluvions s. l. de versants, de fonds de vallées- 31
- ¹Sl, Série métamorphique de la Sioule : Calcaires métamorphiques- 217
- í-æbSl, Série métamorphique de la Sioule : Leptynites, gneiss à biotite, sillimanite, +/- grenat- 218
- æb-s-grSl, Série métamorphique de la Sioule : Gneiss à biotite, sillimanite, grenat- 220
- Å1-2Sl, Série métamorphique de la Sioule : Migmatites à biotite, sans cordiérite- 223
- Å2c-bA, Série métamorphique d'Ussel-Chavanon (Aubusson) : Diatexites-anatexites à cordiérite-biotite- 235
- æähb-plgCO, Domaine magmatique et métamorphique de Combrailles- la-Sioule : Gneiss amphiboliques à hornblende et plagioclase calcique- 250
- ä, Amphibolites indifférenciées, localement serpentinisées (Sioule, Ussel-Chavanon, Artense, Aigurande, Livradois, Velay)- 365
- Lã1, Leucogranites en filons ou petits corps, fins à grossiers, localement à tendance aplitique- 368
- ò-ịò, Péridotites, serpentinites (Groupe de la Sioule-Combrailles ; Gneiss supérieurs du Livradois)- 379

Source : BD_CHARM- BGRM

Fond : SCAN25®-©IGN

N

0 0,5 1 km

Référence : P09890/2024

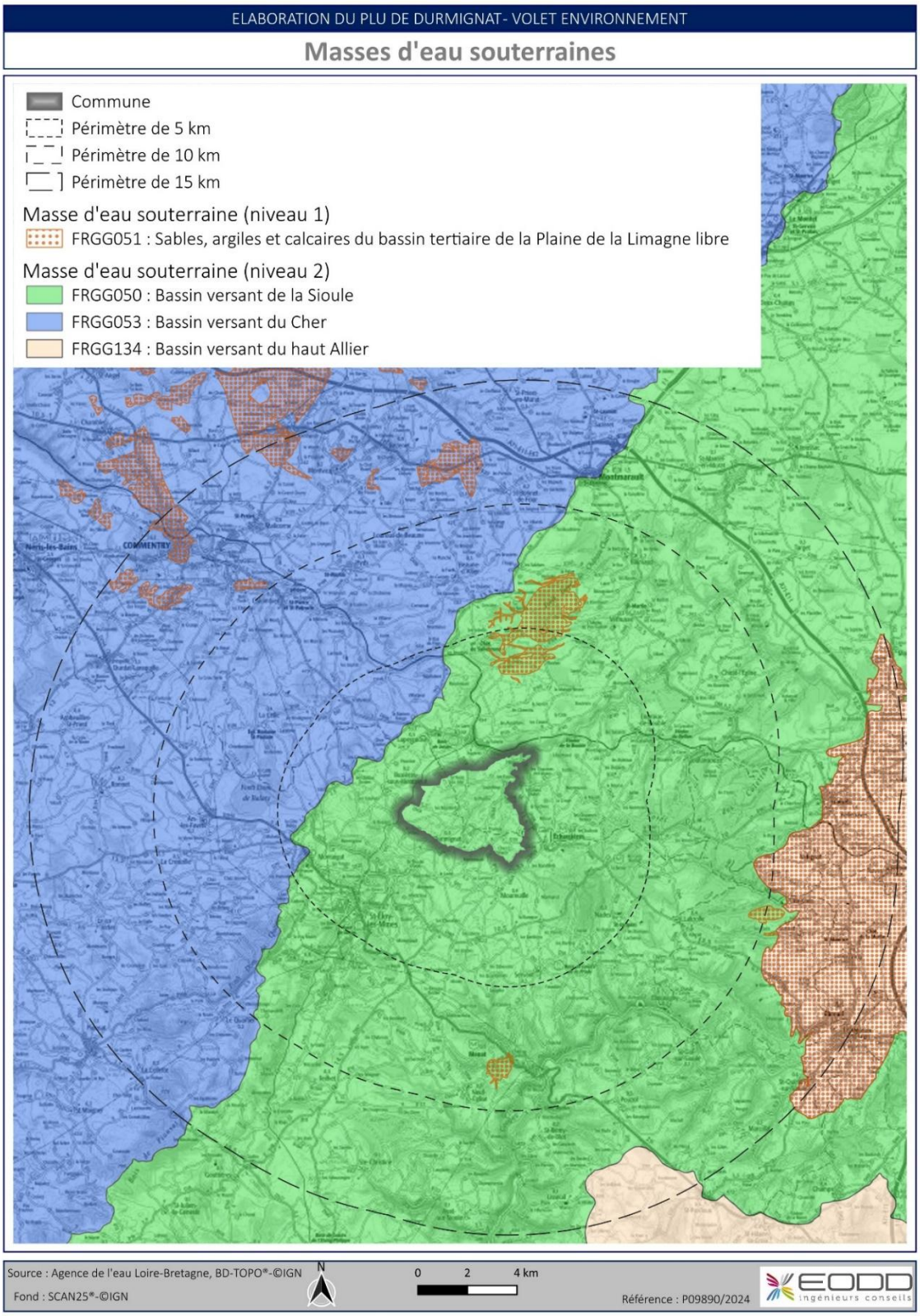
EODD ingénieurs conseils

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

1.2.2 Masses d'eau souterraines

Sources : SDAGE Loire Bretagne

Selon l'Agence de l'eau Loire Bretagne, la commune est concernée par une seule masse d'eau souterraine de niveau 1 : la masse d'eau FRGG050 Bassin versant de la Sioule.



D'après les données de l'Agence de l'eau Loire Bretagne, cette masse d'eau souterraine est en bon état quantitatif, chimique et global depuis 2015.

Tableau 2 : Etats chimiques et quantitatifs de la masse d'eau souterraine et objectifs (source : SDAGE Loire Bretagne 2022-2027)

Nom de la masse d'eau	Objectif d'état quantitatif			Objectif d'état chimique			Objectif d'état global	
	Objectif	Échéance d'atteinte de l'objectif	Motifs aux dérogations	Objectif	Échéance d'atteinte de l'objectif	Motifs aux dérogations	Objectif	Échéance d'atteinte de l'objectif
FRGG050 : Bassin versant de la Sioule	Bon État	2015	-	Bon État	2015	-	Bon État	2015

1.3 Topographie

Sources : Géoportail

Le Pays des Combrailles dont fait partie la commune de Durmignat est une région constituée de hauts plateaux (de 600 à 1000 mètres) ondulés et entaillés par la vallée de la Sioule du sud au nord et séparée de la plaine de la Limagne à l'est, par la chaîne des Puys.

Le territoire est situé en altitude et se caractérise par des reliefs doux, entrecoupés par des cours d'eau. En effet, son altitude est comprise entre 422 et 545 m.



Figure 3 : Vue aérienne du territoire communal (source : Google earth)

Les pentes sont relativement faibles (entre 0 et 10 %)° sauf en se rapprochant des cours d'eau où elles dépassent largement les 10 %. Les secteurs de plus forte pente sont plus vulnérables aux ruissellements mais ce phénomène est limité sur Durmignat du fait des boisements les recouvrant.

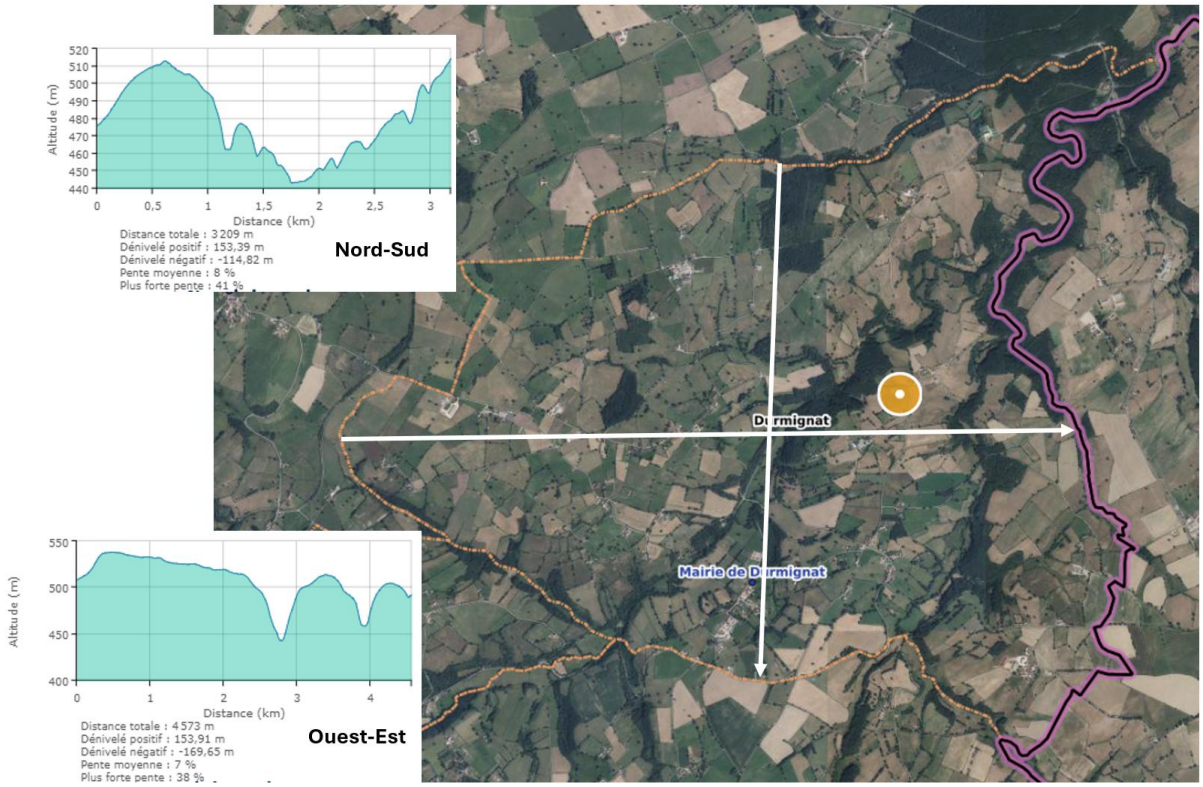
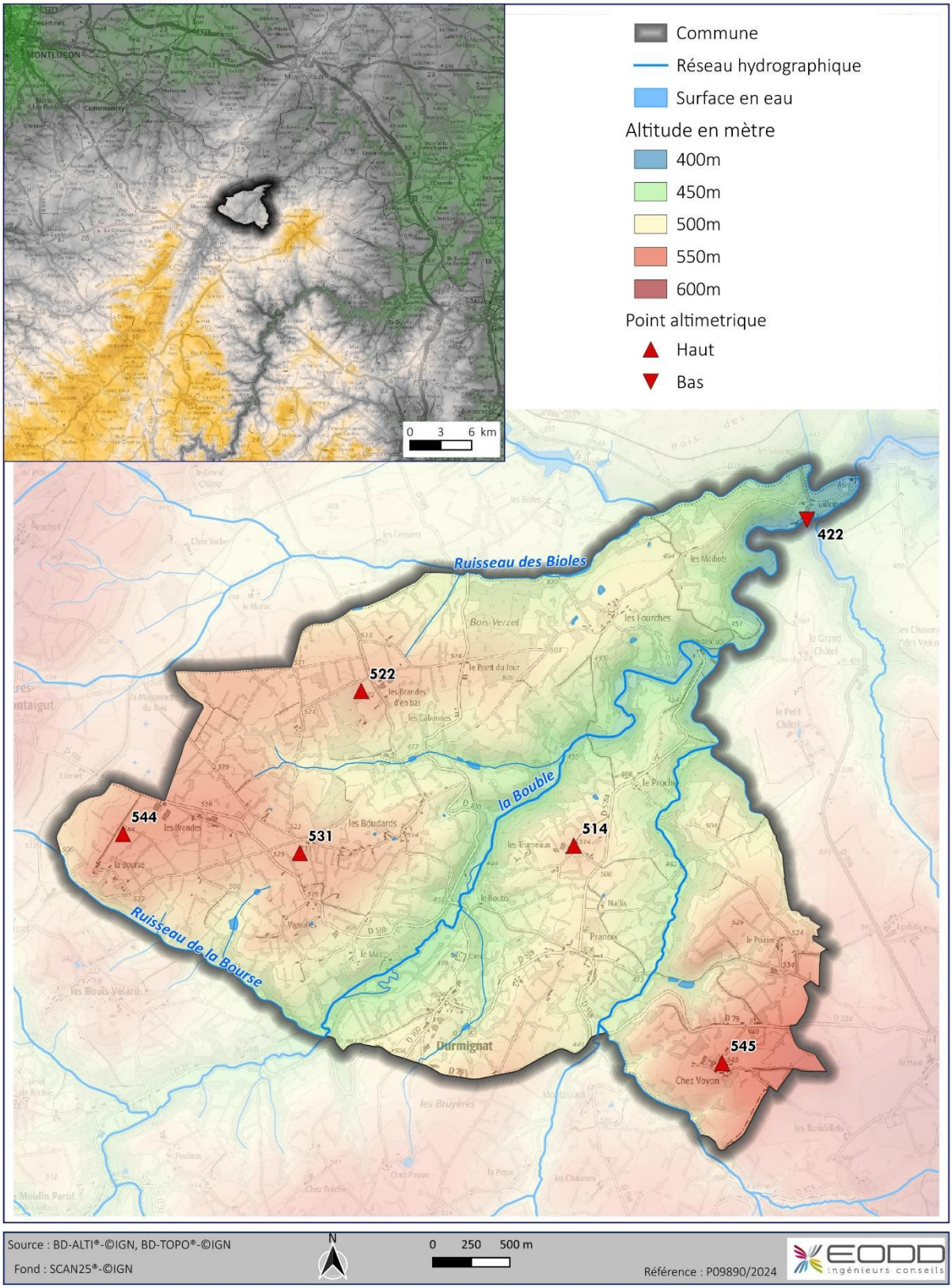


Figure 4 : Profil altimétrique de la commune (source : Géoportail)

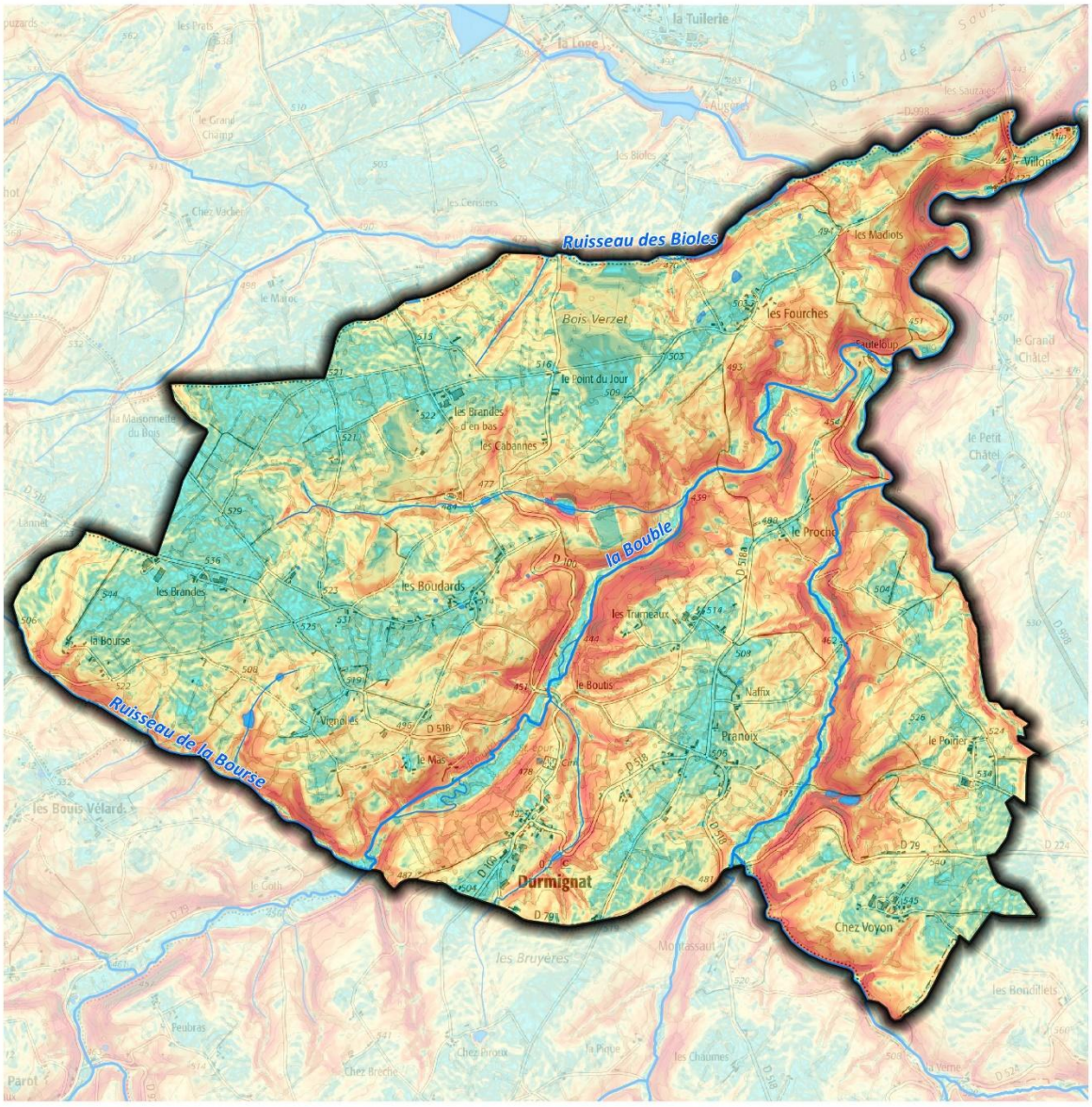
ELABORATION DU PLU DE DURMIGNAT- VOLET ENVIRONNEMENT

Relief



ELABORATION DU PLU DE DURMIGNAT- VOLET ENVIRONNEMENT

Pente



Source : RGE_ALTI_5m®-©IGN, BD-TOPO®-©IGN
Fond : SCAN25®-©IGN

N

0 250 500 m

Référence : P09890/2024

EODD ingénieurs conseils

1.4 Les cours d'eau

1.4.1 Hydrologie

Sources : SAGE Sioule

La commune se situe en tête de bassin versant (au niveau des sources). Elle est traversée par la Bouble, rivière qui est l'un des principaux affluent (en rive gauche) de la Sioule. Elle est également traversée par plusieurs de ses affluents à savoir la Petite Bouble, la Ronge, la Bourse et les Bioles.

Ces différents cours d'eau présentent des fluctuations saisonnières de débit suivant leur taille : leur régime hydrologique est soutenu de l'hiver au printemps et leur débit est plus bas l'été et au début de l'automne. Les différents ruisseaux sont à sec l'été. Le niveau de la Ronge est de plus en plus faible ces dernières années en période estivales. Son assec peut perdurer de juin à octobre.

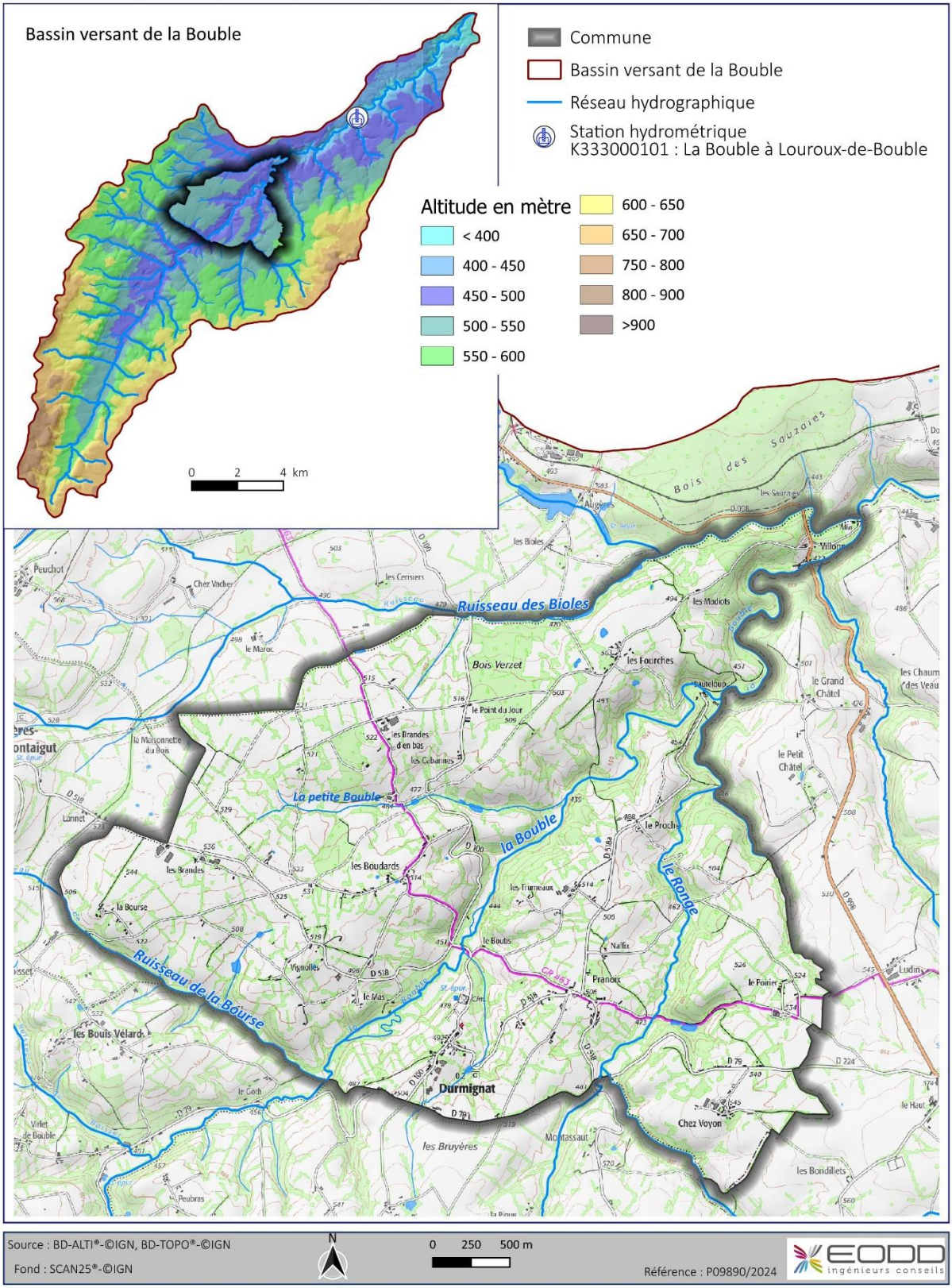
Quelques plans d'eau ont été recensés sur la commune de Durmignat, près des cours d'eau maillant le territoire communal.

Le territoire est concerné par le passage de plusieurs cours d'eau, dont les régimes hydrauliques sont directement liés aux précipitations du fait de leur position en tête de bassin versant notamment.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

ELABORATION DU PLU DE DURMIGNAT- VOLET ENVIRONNEMENT

Contexte hydrologique



1.4.2 Qualité des cours d'eau

Sources : SDAGE Loire-Bretagne, SAGE Sioule

L'Agence de l'eau Loire Bretagne réalise régulièrement le suivi de la qualité des eaux du Département.

La station de mesure de la qualité des eaux de surface la plus proche du territoire communal est située à la limite communale séparant Durmignat et la ville voisine d'Échassières. Il s'agit de la station de mesure Bouble-Échassières en sortie de commune.

L'appréciation de l'état des cours d'eau nécessite de regarder successivement :

- l'état écologique, qui intègre à la fois des éléments biologiques et des éléments de physicochimie générale soutenant la biologie (c'est-à-dire influant directement sur la biologie), ainsi que des polluants spécifiques à l'état écologique et la morphologie (pour les masses d'eau candidates au très bon état),
- l'état chimique, qui prend en compte un nombre restreint de substances (53) d'intérêt communautaire. L'état a été apprécié avec les mesures disponibles sur l'eau et en partie sur le biote.

Selon le SDAGE Loire Bretagne, la commune est traversée par différents cours d'eaux appartenant à la même masse d'eau superficielle : « FRGR0282 La Bouble et ses affluents depuis la source jusqu'à Monestier », en bon état écologique depuis 2015 et en bon état chimique (avec et sans ubiquistes) depuis 2021.

1.4.3 Cartographie des cours d'eau du Puy-de-Dôme

Sources : DDT du Puy-de-Dôme

Les services de l'État en charge de la Police de l'eau mettent à disposition une carte indicative des cours d'eau au sens réglementaire.

Dans le Puy-de-Dôme, cette cartographie des cours d'eau a été élaborée en 2015 et actualisée depuis. Toutefois, cette cartographie évolue chaque année en intégrant les connaissances acquises régulièrement en concertation avec la Direction départementale des territoires (DDT), le service départemental de l'AFB, la Fédération Départementale de Pêche, les représentants de la chambre d'agriculture, les représentants des associations de protection de la nature, le représentant de la CLE du SAGE Sioule en Auvergne.

Selon cette cartographie dont la dernière version date de 2024, les ruisseaux identifiés précédemment sont classés comme cours d'eau.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

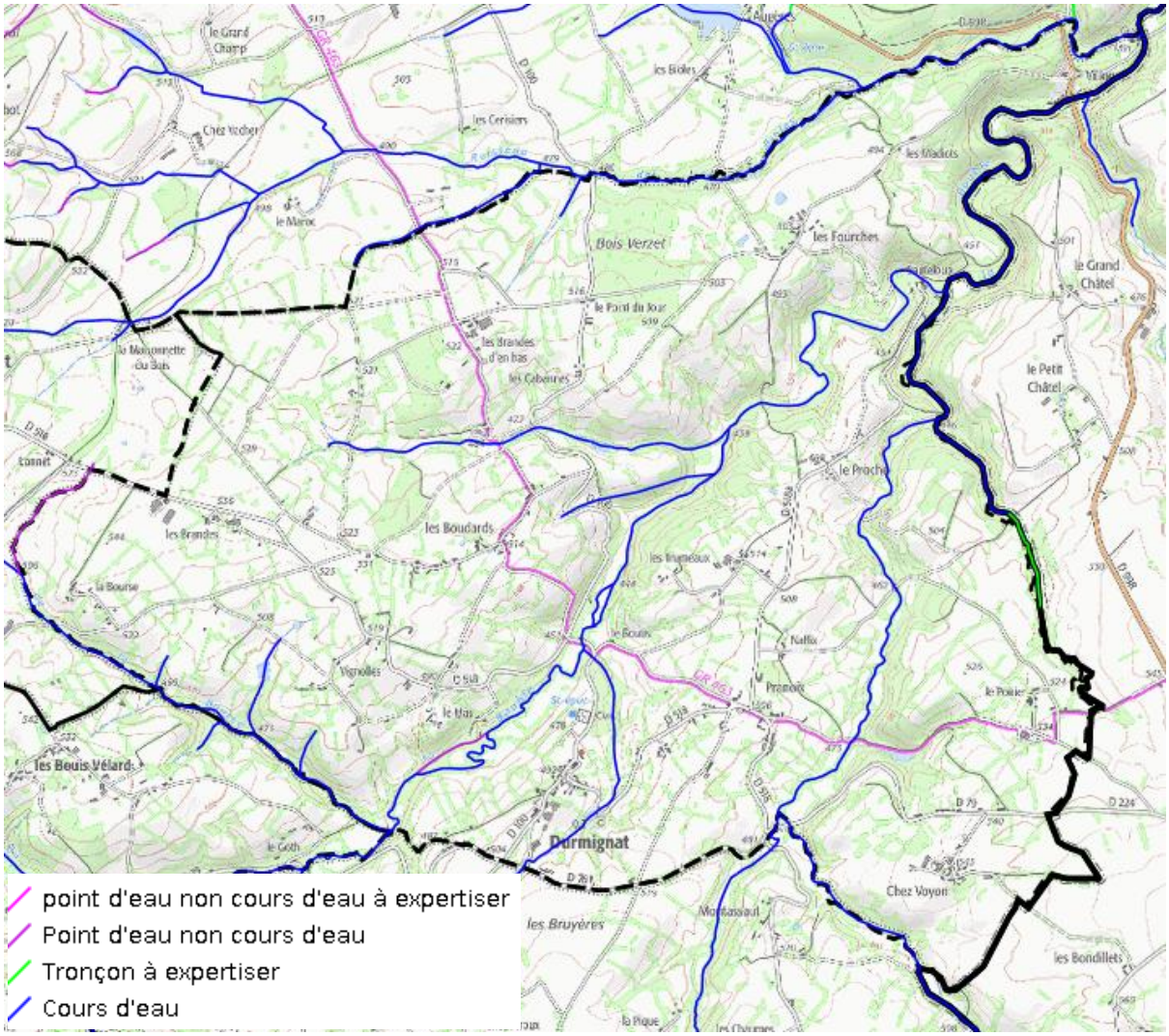


Figure 5 : Cartographie des cours d'eau de Durmignat en septembre 2024 (source : DDT du Puy-de-Dôme)

1.4.4 Gestion des cours d'eau

La gestion de l'eau vise à concilier les usages et la préservation des milieux aquatiques.

Elle est régie à l'échelle des grands bassins hydrographiques français au travers d'un Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), en l'occurrence, le SDAGE Loire-Bretagne pour Durmignat.

Elle est déclinée localement, au travers d'un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux, ici le SAGE de la Sioule.

1.4.4.1 SDAGE Loire-Bretagne

Le SDAGE de la Loire a été validé pour la période 2022-2027. Ses orientations fondamentales sont regroupées en 14 chapitres :

- 1-Repenser les aménagements des cours d'eau dans leur bassin versant ;
- 2-Réduire la pollution par les nitrates ;
- 3-Réduire la pollution organique, phosphorée et microbiologique ;

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

- 4-Maîtriser et réduire la pollution par les pesticides ;
- 5-Maîtriser et réduire les pollutions dues aux micropolluants ;
- 6-Protéger la santé en protégeant la ressource en eau ;
- 7-Gérer les prélèvements d'eau de manière équilibrée et durable ;
- 8-Préserver et restaurer les zones humides ;
- 9-Préserver la biodiversité aquatique ;
- 10-Préserver le littoral ;
- 11-Préserver les têtes de bassin versant ;
- 12-Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques ;
- 13-Mettre en place des outils règlementaires et financiers ;
- 14-Informer, sensibiliser, favoriser les échanges.

Le bon état d'une eau de surface est atteint lorsque son état écologique et son état chimique sont au moins "bons". Le bon état d'une eau souterraine est atteint lorsque son état quantitatif et son état chimique sont au moins "bons".

Tableau 3 : Objectifs de qualité et état actuel de La Bouble (source : SDAGE loire-Bretagne 2022-2027)

Nom de la masse d'eau	Objectif d'état écologique			Objectif d'état chimique sans ubiquiste			Objectif d'état global sans ubiquiste	
	Objectif	Échéance d'atteinte de l'objectif	Motifs aux dérogations	Objectif	Échéance d'atteinte de l'objectif	Motifs aux dérogations	Objectif	Échéance d'atteinte de l'objectif
FRGR0282 : La Bouble et ses affluents (depuis la source jusqu'à Monestier)	Bon État	Depuis 2015	-	Bon État	2021	-	Bon État	2021

La masse d'eau superficielle de La Bouble et de ses affluents a atteint les objectifs de bon état écologique et chimique fixés par le SDAGE.

Selon le chapitre 8 les zones humides doivent être préservées.

Notre retour d'expérience nous montrant la grande difficulté à compenser des zones humides, nous conseillons donc **de les préserver et de les exclure des secteurs à urbaniser**.

1.4.4.2 SAGE Sioule

Sources : Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Sioule

La commune appartient au périmètre du SAGE Sioule approuvé par arrêté inter-préfectoral le 5 février 2014. Il précise les modalités locales d'application du SDAGE. Le PLU doit être compatible avec le SAGE qui définit les enjeux suivants :

- Agir sur la continuité écologique, la morphologie des cours d'eau et les zones humides ;
- Préserver, améliorer et sécuriser la qualité de l'eau ;
- Préserver et améliorer la quantité des eaux ;
- Protéger les populations contre les risques inondation ;
- Partager et mettre en œuvre le SAGE.

1.4.4.3 Contrat territorial Sioule Andelot

Sources : Syndicat Mixte de l'Aménagement et le Développement des Combrailles

Un contrat territorial est un outil de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne qui permet de financer des actions de restauration des milieux aquatiques au travers d'un programme d'actions définis pour 6 ans.

Le contrat territorial Sioule Andelot couvre un territoire d'environ 2 700 km^2 sur 183 communes et 3 départements (Allier, Creuse et Puy-de-Dôme), qui correspond au bassin versant de la Sioule et de l'Andelot. Il définit un programme d'actions pour la restauration des milieux aquatiques, applicable pour la période 2023-2028. Il est porté par le Syndicat Mixte pour l'Aménagement et le Développement (SMAD) des Combrailles et les communautés de commune du territoire concerné.

Ce contrat territorial met en place une stratégie sur 6 ans, développée en deux phases de 3 ans (2023-2025 et 2026-2028).

La stratégie d'actions du contrat territorial repose sur :

- la restauration du fonctionnement hydromorphologique et de la continuité des cours d'eau ;
- la préservation de la restauration des zones humides, ainsi que la promotion des bonnes pratiques ;
- l'amélioration de la qualité des eaux superficielles, tout en favorisant les actions permettant de favoriser les économies d'eau.
-

La réalisation d'un inventaire des zones humides est d'ailleurs devenue des actions emblématiques du contrat territorial.

Ce plan d'actions prévoit de nombreuses opérations de restauration et d'aménagement des cours d'eau et des milieux. Les opérations prévues entre 2023 et 2025 visent notamment à améliorer la qualité des eaux ou à la renaturation de certaines portions de la Bouble.

Dans le cadre de ce contrat territorial, une entente administrative a été signée afin de parvenir à une meilleure coordination des actions de ses membres et du contrat territorial.

1.5 Synthèse des enjeux relatifs au milieu physique

La topographie, l'hydrographie et la géologie ne présentent pas de contrainte majeure à l'urbanisation de la commune

L'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones ne devra pas se faire à l'encontre de la préservation du milieu physique, elle ne devra pas impacter la qualité de l'eau notamment. Elle devra être proportionnée aux dispositifs de traitement des eaux en place.

Comme indiqué par le SDAGE, la protection en compte de la ressource en eau passe notamment par l'entretien des cours d'eau ; la commune étant traversée par la Bouble, elle devra veiller à son entretien.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

2. Ressources naturelles

2.1 Sol et sous-sol

Sources : Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM)

Le département du Puy de Dôme présente une grande variété de matériaux :

- abondance de roches éruptives de qualité et notamment du basalte;
- présence des plaines alluviales de l'Allier et de la Dore, fortement sollicitées par le passé et encore aujourd'hui pour leurs alluvions ;
- existence de matériaux spécifiques et plus particulièrement la pouzzolane et la lave (Pierre de Volvic) ;
- peu de matériaux à usage industriel (argile, quartz).

La typologie des carrières et leur répartition sont directement liées au type d'exploitation :

Durmignat repose sur un socle cristallin, essentiellement composé de roches métamorphiques. Il n'y a pas d'exploitation de carrière, de gravière ou de mine sur la commune, même si les roches métamorphiques constituent un gisement potentiellement exploitable. La commune voisine de Saint-Éloy-les-Mines a fait l'objet d'une exploitation de roches massives (plutoniques), celles d'Échassières de kaolin. Un projet de mine de lithium est à l'étude sur cette dernière.

2.2 Ressource en eau

Sources : Syndicat Mixte Sioule et Morge

La commune est alimentée en eau potable grâce aux ressources exploitées par le Syndicat Mixte de Sioule et Morge, en charge de la production, du traitement, du stockage et de la distribution de cette eau.

Aucun captage d'eau potable ou de périmètre de protection n'est recensé sur le territoire communal de Durmignat. Les ressources exploitées proviennent des communes voisines (captages des Peschadoires, de la Coussidière, de Limons et de forages de la Cheire de Côme).

La ressource principale en eau potable provient du captage des Peschadoires, situé sur la commune de Saint Ours au niveau du Puy de Louchadière, à près de 60 km au sud de Durmignat. Ce forage produit en moyenne 4 200 000 m^3 d'eau potable par an. L'eau issue de ce captage ayant une teneur en arsenic légèrement supérieure à la norme de qualité en vigueur, est traitée avant d'être distribuée.

Le territoire de la collectivité ne dispose pas de captage destiné à l'alimentation en eau potable sur son territoire. Toutefois, le PLU doit s'assurer que la croissance urbaine est compatible avec la ressource en eau disponible et ne risque pas d'impacter la ressource ; en effet, la commune est garante de la qualité de l'approvisionnement en eau potable.

2.3 Energie

Dans ce paragraphe, la majorité des données proviennent de l'ORCEA (Observatoire Régional Climat Air Energie) et sont données à l'échelle de l'intercommunalité, à savoir la Communauté de communes du Pays de Saint-Eloy (CCPSE).

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

2.3.1 Consommation énergétique

La consommation d'énergie finale sur le territoire de l'intercommunalité a augmenté de 32% depuis 1990.

Les secteurs industriel (hors énergie) et résidentiel sont les principaux consommateurs d'énergie sur l'intercommunalité. L'énergie est utilisée principalement sous forme de combustibles minéraux solides (CMS) et d'électricité. On notera une part faible des énergies renouvelables thermiques (ENRt : biomasse, géothermie, solaire), utilisées essentiellement dans le secteur résidentiel.

	Chauffage et froid urbain	CMS	Déchets	Electricité	ENRt	Gaz	Organo-carburants	PP	Toutes énergies
Résidentiel	0	0	0	49	60	17	0	0	165
Tertiaire	0	0	0	16	1	18	0	0	42
Industrie hors branche énergie	0	209	S	125	1	S	0	0	433
Gestion des déchets	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Branche énergie	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transport routier	0	0	0	0	0	0	5	0	59
Autres transports	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Agriculture, sylviculture et aquaculture	0	0	0	7	0	0	4	0	44
Tous secteurs	0	209	S	198	61	S	9	0	743

Figure 6 : Consommation d'énergie finale par secteur et par énergie en GWh en 2022 sur le territoire de la CCPSE (source : ORCAE)

Les secteurs industriel (hors énergie) et résidentiel sont les principaux secteurs consommateurs d'énergie sur l'intercommunalité. L'industrie est ainsi la plus émettrice de gaz à effet de serre.

2.3.2 Production énergétique

Selon le graphe suivant, la valorisation thermique de la biomasse constitue l'essentiel de la production de l'intercommunalité.

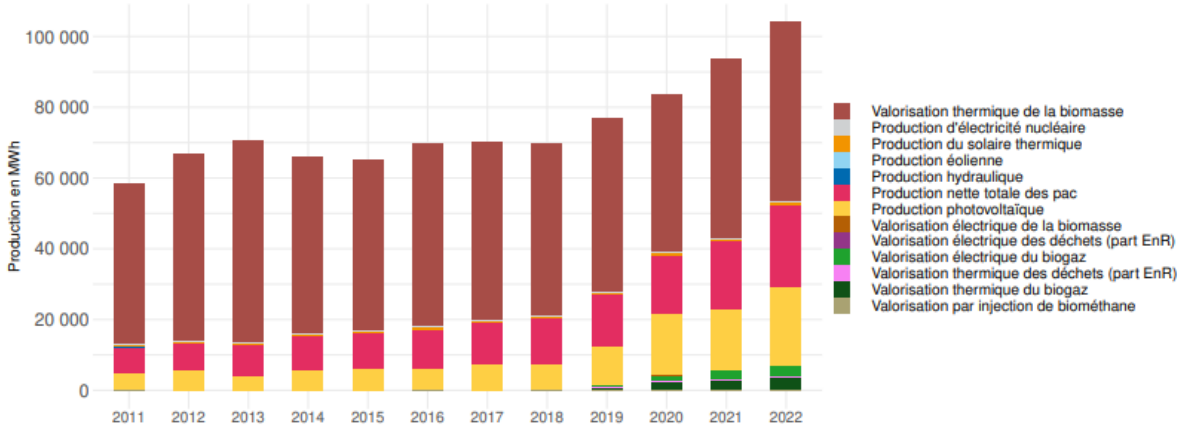


Figure 7 : Evolution de la production d'énergie sur le territoire de la CCPSE en MWh (source : ORCAE)

La production d'énergie renouvelable locale est très faible par rapport à la consommation d'énergie finale. Le territoire reste donc fortement dépendant des importations énergétiques, même si la production à partir d'énergies renouvelables est en hausse

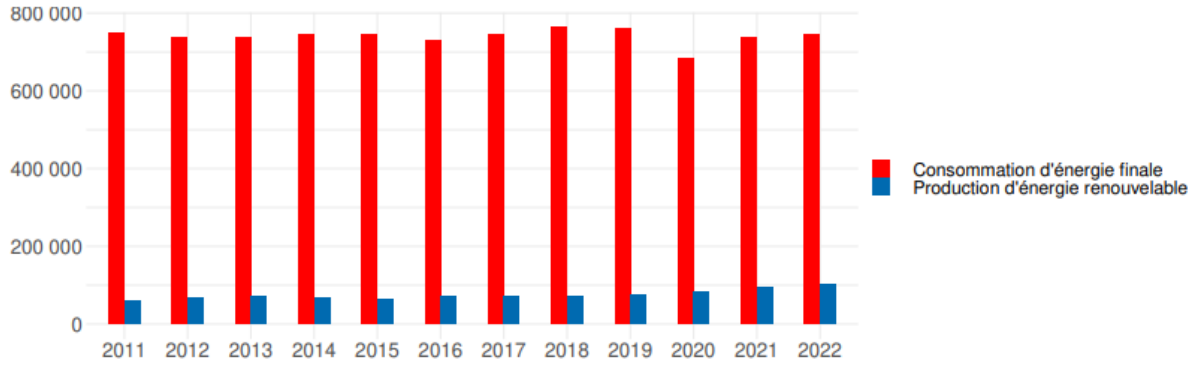


Figure 8 : Evolution comparée de la consommation d'énergie finale et la production d'énergie renouvelable locale en MWh (source : ORCAE)

2.3.3 Sources d'énergies renouvelables

Différents dispositifs de production d'énergies renouvelables sont présents sur le territoire de l'intercommunalité : solaires photovoltaïque et thermique, bois énergies et autres biomasses solides, production de chaleur renouvelable via des pompes à chaleur géothermiques ou aérothermiques.

Cependant, l'énergie solaire et éolienne sont celles qui ont le potentiel le plus important du fait de gisements intéressants.

2.3.3.1 Potentiel d'énergie solaire

D'après les cartes de l'Union européenne et de l'ADEME, le gisement solaire (valeur de l'énergie du rayonnement solaire reçue sur une surface orientée au sud et inclinée d'un angle égal à la latitude) au niveau de Durmignat est d'environ 1 500 kWh/m^2/an, ce qui représente un potentiel de production d'énergie solaire tout à fait intéressant, valorisable soit pour la production d'électricité (solaire photovoltaïque), soit pour le chauffage domestique et l'eau chaude sanitaire (solaire thermique).

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

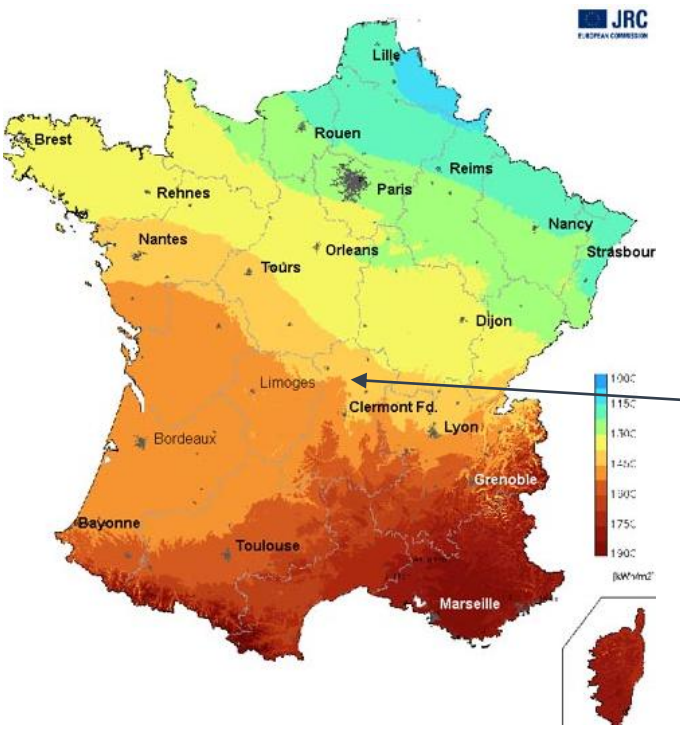


Figure 9 : Le gisement solaire en France en kWhm² (source : Union européenne)

Des installations en toiture sont déjà visibles sur la commune.



Figure 10 : Installations de panneaux solaires sur la commune de Durmignat (source : Google maps)

2.3.3.1.1 Solaire thermique

Le potentiel thermique correspond au potentiel de production annuelle de chaleur par l'installation de panneaux solaires thermiques dans les secteurs résidentiel et industriel (pas de prise en compte de l'agriculture et du tertiaire ici). Le solaire thermique permet notamment de chauffer de l'eau. Ce potentiel a été évalué par l'ORCEA, en utilisant une méthodologie fondée sur une approche par besoin en chaleur. Il est considéré ici que ces deux secteurs ont des besoins suffisamment importants pour qu'il soit intéressant de mettre en place des installations solaires thermiques.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

Pour l'année 2023, la production de chaleur renouvelable au moyen d'installations solaire thermique est estimée à 629 MWh à l'échelle de l'intercommunalité.

Sur la base de plusieurs hypothèses, le potentiel (productible annuel) de ces différents secteurs est calculé et exprimé à l'échelle communale. Pour le secteur résidentiel, l'hypothèse est que tous les bâtiments sont équipés de panneaux solaires thermiques. Pour le secteur industrie, on fait l'hypothèse d'un potentiel égal à 10% de la consommation énergétique de ce secteur. Les installations existantes sont prises en compte pour estimer le potentiel.

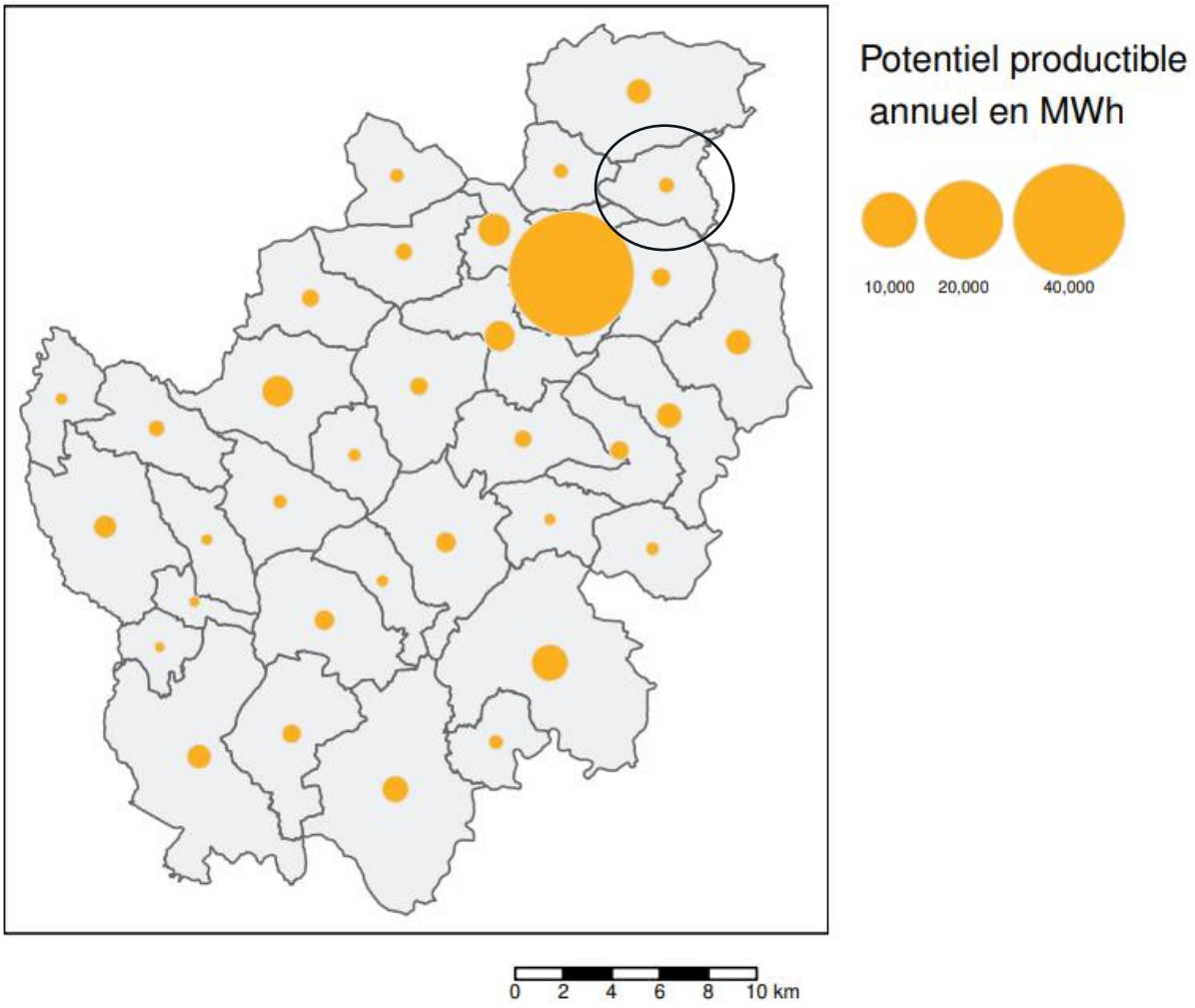


Figure 11 : Potentiel solaire thermique annuel productible par commune en MWh (source : ORCAE)

Au sein de la Communauté de communes du Pays de Saint-Eloy, le potentiel solaire thermique annuel productible pour le résidentiel individuel est de 51 284 Mwh.

En comparaison, le solaire thermique a un faible potentiel sur la commune de Durmignat, puisque cela représente moins de 10 000 MWh.

2.3.3.1.2 Solaire photovoltaïque

Le potentiel solaire photovoltaïque correspond à l'estimation de la production photovoltaïque annuelle en considérant qu'un maximum de panneaux photovoltaïques est installé sur les bâtiments existants et

les parkings (ombrières) du territoire. Le solaire photovoltaïque permet notamment de produire de l'électricité. Il a été évalué par l'ORCEA, en identifiant et caractérisant (type de toit, orientation, présence de contraintes patrimoniales) les bâtiments et parkings favorables au développement du photovoltaïque ; les installations existantes et les installations de panneaux ailleurs que sur les bâtiments et parkings (sur les champs notamment) ne sont pas prises en compte ici.

Le potentiel (productible annuel) est calculé sur la base de plusieurs hypothèses, notamment en fonction du rayonnement solaire, et exprimé à l'échelle communale. L'hypothèse est faite que tous les bâtiments peuvent être équipés de panneaux photovoltaïques et les masques proches (ombrage lié aux bâtiments, à la végétation ou à la topographie locale) ne sont pas considérés ici ce qui peut réduire la production

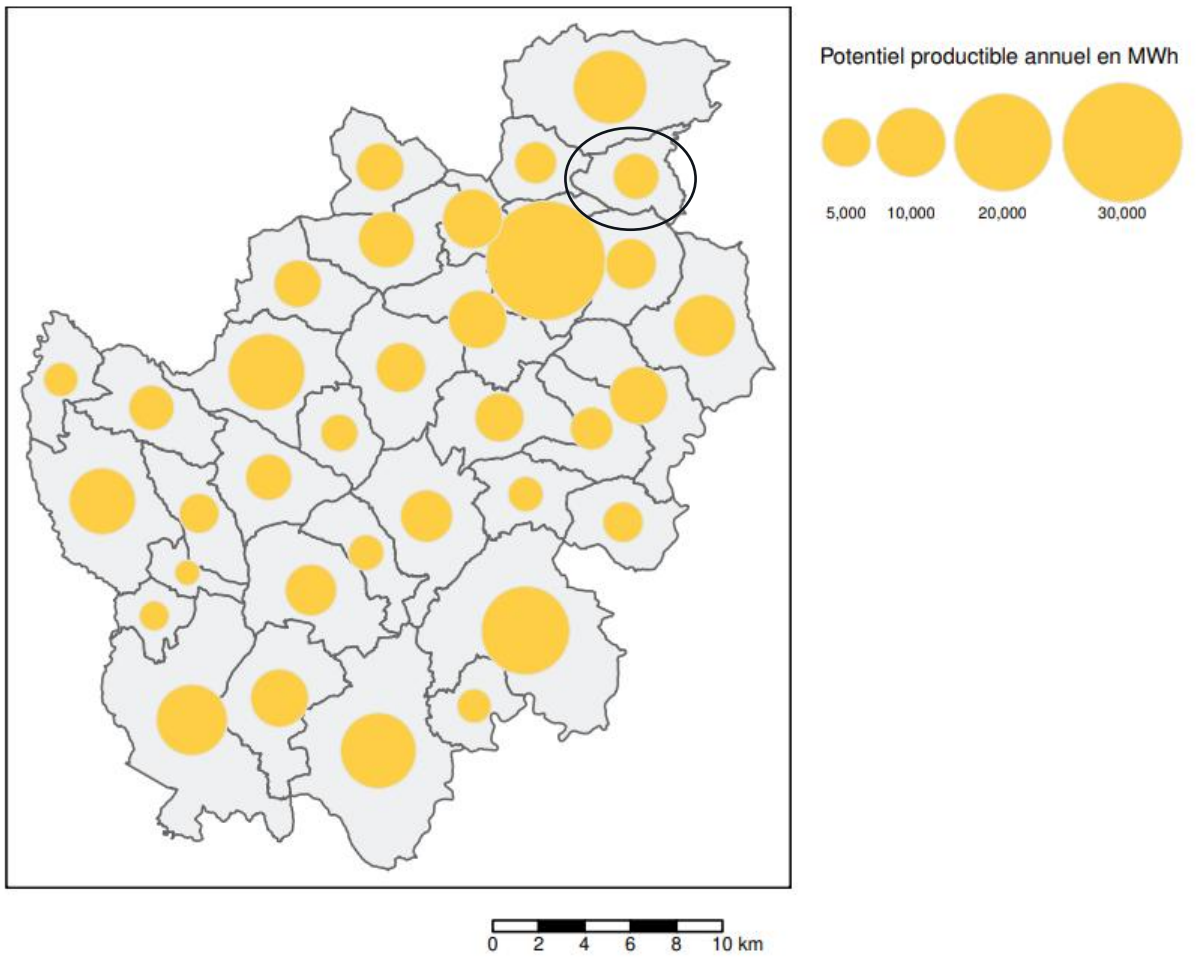


Figure 12 : Potentiel solaire photovoltaïque annuel productible par commune en MWh (source : ORCEA)

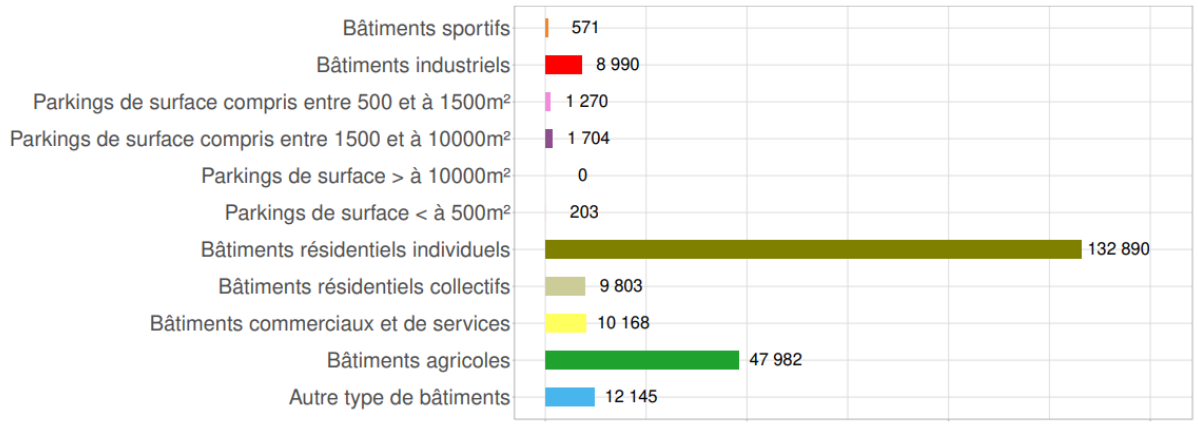


Figure 13 : Potentiel solaire photovoltaïque sur le territoire interccomunal en MWh par type de bâtiment (source : ORCEA)

Le solaire photovoltaïque a un potentiel intéressant sur la commune, puisqu'il représente environ 5 000 MWh annuel. Ce gisement est donc valorisable pour la production d'électricité renouvelable.

Les données produites par l'ORCEA montrent que le potentiel photovoltaïque à l'échelle de la communauté de communes est particulièrement important pour les bâtiments résidentiels individuels et les bâtiments agricoles.

2.3.3.2 Potentiel d'énergie éolienne

Le gisement éolien est peu intéressant sur Durmignat du fait de la vitesse moyenne du vent peu élevée sur la commune (<3 m/s soit 10 km/h). Il ne parait pas économiquement exploitable par les techniques actuelles ; pour fonctionner une éolienne a besoin de vents d'une vitesse de 6 à 25 m/s. Ce constat est validé par les données de l'ORCEA

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

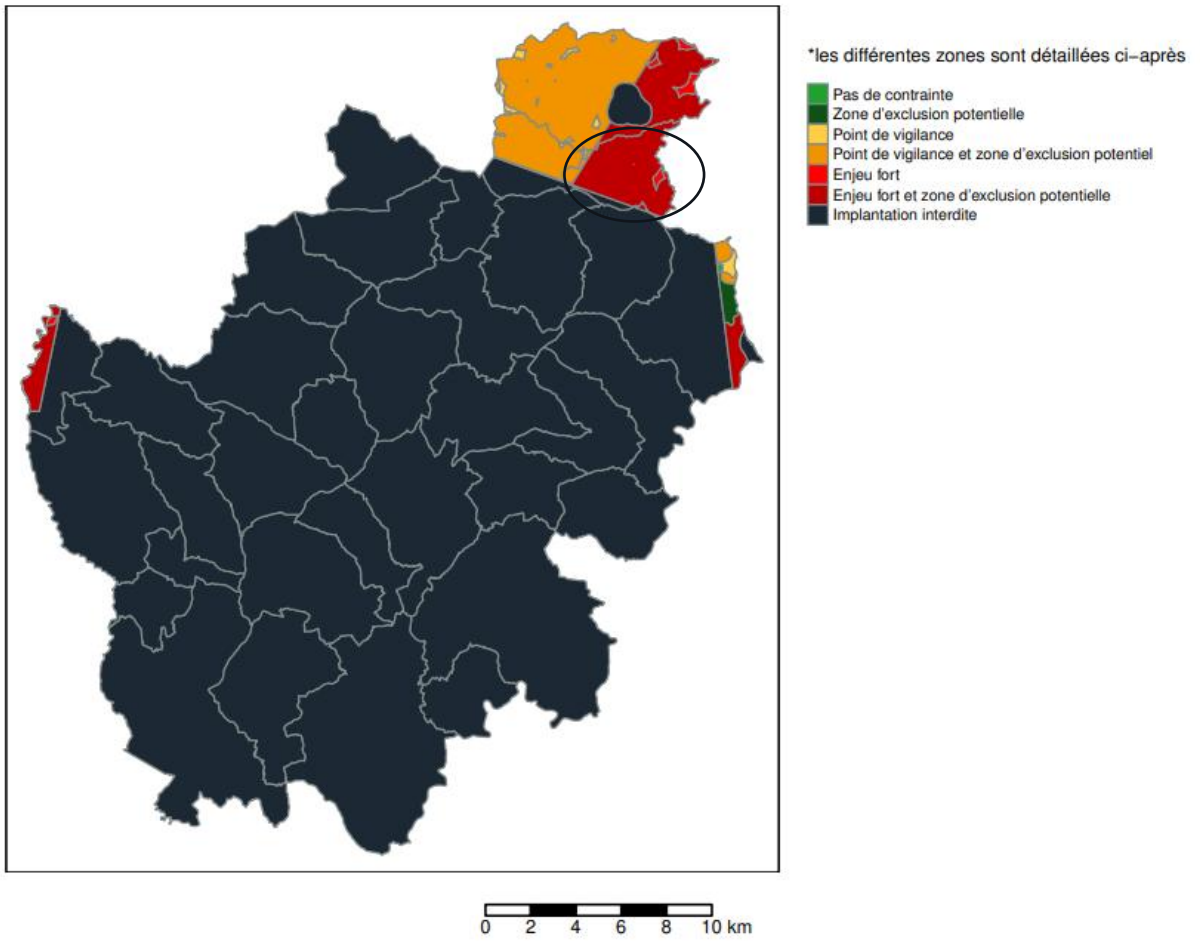


Figure 14 : Zones favorables au développement de l'éolien sur le territoire de l'intercommunalité en 2022 (source : ORCAE)

Le territoire de Durmignat est peu favorable au développement éolien.

Pour rappel, conformément aux dispositions du Code de l'environnement, tout projet éolien de grande ampleur devra faire l'objet d'une étude spécifique.

2.3.3.3 Potentiel géothermique

Sources : Géothermies, ORCAE

La géothermie correspond à l'utilisation de la chaleur contenue dans l'écorce terrestre ou l'inertie thermique du sol pour produire de l'électricité, du chauffage ou du rafraîchissement. On distingue la géothermie profonde, de la géothermie de surface ; la première nécessite le recours à des forages profonds, propices à ce type d'exploitation et la seconde nécessite l'exploitation d'un sous-sol peu profond, directement influencé par le flux solaire.

Selon la base de données Géothermies, il n'y a pas un potentiel géothermique élevé sur la commune. Toutefois, le profil climat air énergie de la Communauté de communes du Pays de Saint-Eloy, les pompes à chaleur aérothermiques auraient permis de produire 1 892 MWh en 2023.

2.3.3.4 Potentiel biomasse

Sources : SCoT, ORCAE

Le potentiel bois-énergie est très important sur le territoire communal. En effet, 40 % de la commune est recouverte par des boisements. Le bois majoritairement utilisé est du bois de taillis, essentiellement utilisé pour produire du bois de chauffage ou du granule.

2.3.3.5 Potentiel hydroélectrique

Dix ouvrages de production d'hydroélectricité sont présents sur le territoire du SAGE, dont le barrage EDF de Fades et Queuille. Toutefois, en raison des contraintes règlementaires liées aux classements des cours d'eau, le développement de nouveaux projets hydroélectriques est assez limité. Les nouveaux projets ne pourront être mis en œuvre que sur des sites existants et sous réserve de mettre en place des aménagements et une gestion adaptée, permettant de limiter les impacts sur le milieu et les espèces migratrices. Le SAGE met d'ailleurs en avant la difficile conciliation entre production hydroélectrique et migration des poissons.

Les ouvrages de production existants contribuent à alimenter le territoire en électricité.

2.4 Synthèse des enjeux relatifs aux ressources naturelles

Le territoire dispose de ressources en énergies renouvelables qu'il est possible d'utiliser, même si elles sont limitées.

Le règlement du PLU ne devra pas être trop restrictif quant à l'installation de dispositifs de production d'énergies renouvelables notamment solaires (photovoltaïque ou thermique) puisque le potentiel est important sur le territoire.

Le SCOT a notamment pour objectifs le développement de la production d'énergie renouvelable sur le territoire des Combraille, afin de réduire la dépendance de ce dernier aux énergies fossiles, et la maitrise des consommations énergétiques. Le SCOT identifie des leviers d'actions qui permettront la réalisation de ces objectifs, et qui devront être pris en compte dans le cadre de l'élaboration du PLU : amélioration de la qualité environnementale du bâti, réduction des besoins en déplacements… Le PLU, pour être conforme au SCoT, devra être favorable l'accueil de plateformes éoliennes ou de fermes photovoltaïques sur le territoire communal.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

3. Milieux naturels et biodiversité

3.1 Occupation du sol et habitats naturels

Sources : Corine Land Cover, OSCOM

L'occupation des sols présentée ici est issue de la base de données OSCOM (Occupation des Sols à l'échelle communale). Cette dernière a été produite à partir de diverses couches de données dites à grandes échelles : BD-Topo®, BD-Foret, Majic, …). Cette version OSCOM a été réalisée en 2016 avec des données de base collectées entre 2012 et 2014.

La base OSCOM utilise 5 catégories de l'occupation des sols : les territoires artificialisés, les territoires agricoles, les forêts et milieux semi-naturels, les surfaces en eau, les surfaces indéterminées.

La répartition de l'occupation du sol pour la commune de Durmignat est donnée par le diagramme suivant.

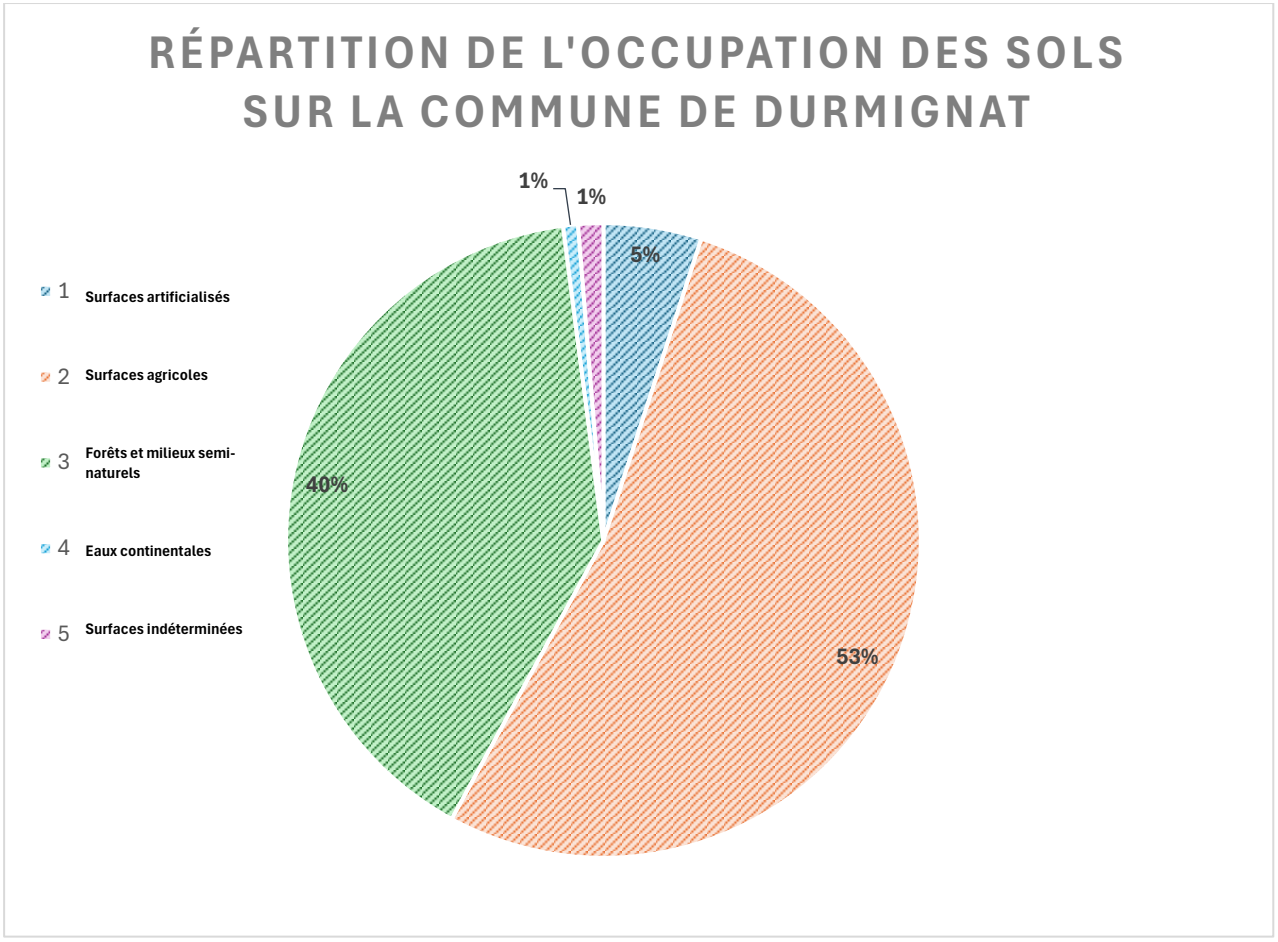
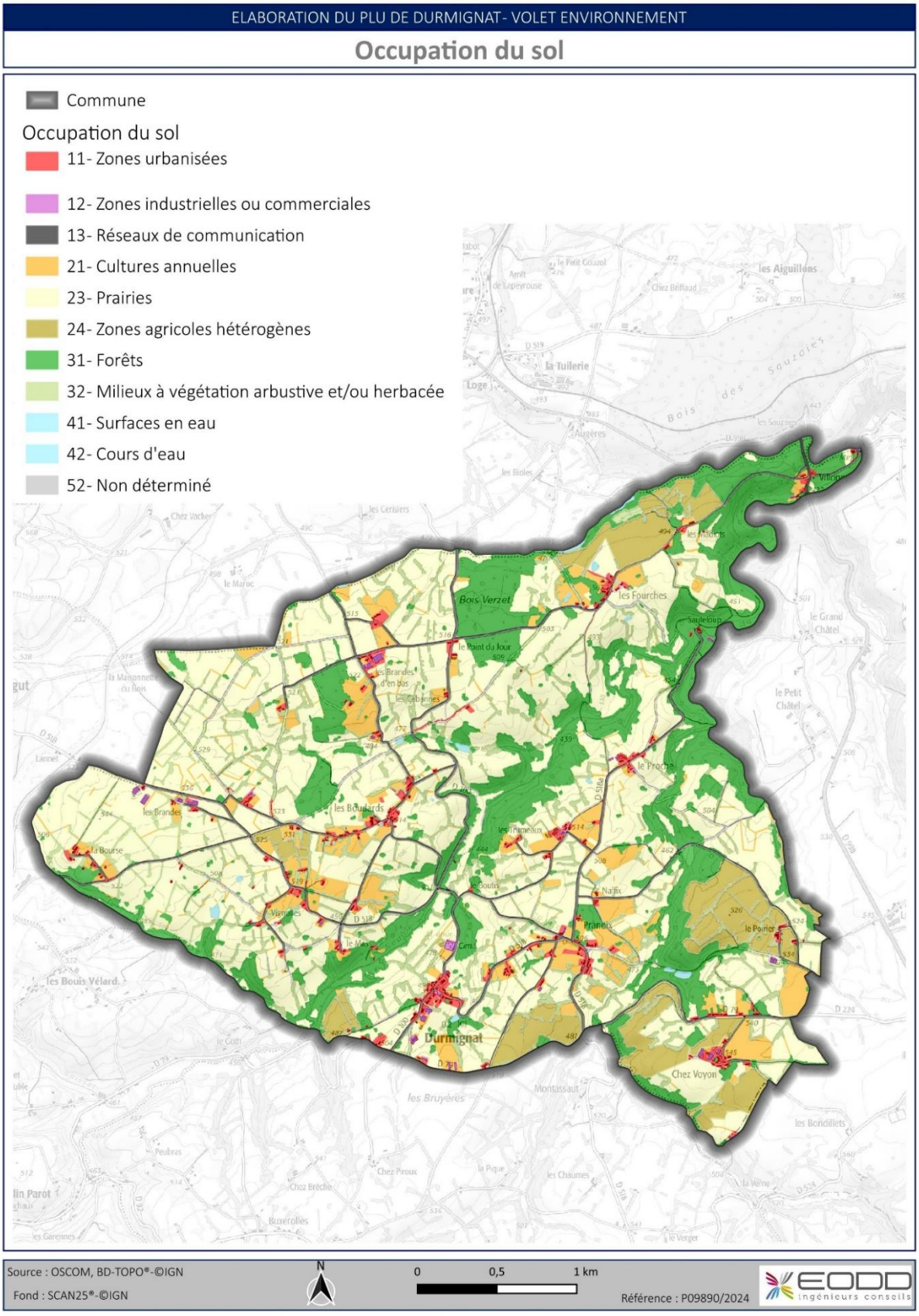


Figure 15 : Répartition de l'occupation des sols d'après la base de données OSCOM (source : EODD)

La répartition de l'occupation du sol pour la commune de Durmignat est donnée par la carte suivante.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation


ELABORATION DU PLU DE DURMIGNAT- VOLET ENVIRONNEMENT
Occupation du sol
Commune
Occupation du sol
11- Zones urbanisées
12- Zones industrielles ou commerciales
13- Réseaux de communication
21- Cultures annuelles
23- Prairies
24- Zones agricoles hétérogènes
31- Forêts
32- Milieux à végétation arbustive et/ou herbacée
41- Surfaces en eau
42- Cours d'eau
52- Non déterminé
Durmignat
Bois Verzet
les Fourches
le Point du Jour
les Brandes
les Cabannes
les Boudards
la Bourse
le Prochet
le Petit Châtel
le Grand Châtel
les Aiguillons
la Tuilerie
les Bruyères
Chez Voyon
Source : OSCOM, BD-TOPO®-©IGN
Fond : SCAN25®-©IGN
N
0
0,5
1 km
Référence : P09890/2024
EODD ingénieurs conseils

Les terres agricoles occupent la majorité du sol de la commune avec 848 ha, soit 53 % du territoire. Ces terres sont composées majoritairement de prairies, qui occupent près de 663 ha ; des cultures annuelles (près de 101 ha) et des zones agricoles hétérogènes (environ 84 ha).

Les boisements sont également bien présents (40 % = 339 ha) sur les parties hautes et les versants des vallons humides. Ils sont essentiellement constitués de forêts et milieux semi-naturels à végétation arbustive et/ou herbacée.

Les surfaces bâties (ou artificialisées) restent limitées, elles représentent seulement 42 ha soit 5 % du territoire communal. Une urbanisation diffuse très importante est constatée sur l'ensemble du territoire communal. Toutefois, l'habitat est essentiellement organisé autour du centre-bourg ainsi que des hameaux de Panoix, des Boudars, du Proche et des Fourches. Près de la moitié des surfaces artificialisées sont utilisées par des réseaux de communication (environ 22 ha).

Les surfaces indéterminées représentent environ 11 ha, soit 1,28 % du territoire. Il s'agit principalement de surfaces à bâtir et d'espaces artificialisées (bord de routes, lieu où l'urbanisation est récente).

Enfin, les surfaces en eau couvrent environ 6 ha, soit moins de 1 % du territoire, correspondant aux cours d'eau.



Figure 16 : Vue aérienne de Durmignat (source : commune de Durmignat)

En tant que territoire rural et agricole, l'occupation des sols de la commune de Durmignat est dominée par les surfaces agricoles et la forêt. Les zones bâties et artificialisées représentent environ 5 % du territoire communal (42 ha).

La préservation des espaces agricoles et boisés est essentielle ; aussi, une attention particulière devra être portée sur les zones ouvertes à l'urbanisation.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

3.2 Zonages d'inventaire, de protection et de gestion du patrimoine naturel

Sources : DREAL Auvergne-Rhône-Alpes

Les données administratives concernant les milieux naturels, le patrimoine écologique, la faune et la flore sont principalement de deux types :

- les zonages réglementaires, qui correspondent à des sites au titre de la législation ou de la réglementation en vigueur dans lesquels les interventions dans le milieu naturel peuvent être contraintes. Ce sont les sites du réseau européen Natura 2000, les arrêtés préfectoraux de protection de biotope, les réserves naturelles nationales et régionales, …

- les zonages d'inventaires du patrimoine naturel, élaborés à titre d'avertissement pour les aménageurs et qui n'ont pas de valeur d'opposabilité. Ce sont notamment les zones Importantes pour la conservation des oiseaux (« ZICO ») et les zones naturelles d'Intérêt écologique, faunistique et floristique (« ZNIEFF » de type II - grands ensembles écologiquement cohérents - et « ZNIEFF » de type I - secteurs de plus faible surface au patrimoine naturel remarquable -).

D'autres types de zonages existent, correspondant par exemple à des territoires de développement et d'expérimentation du développement durable (ex. : parcs naturels régionaux – « PNR ») ou à des secteurs gérés en faveur de la biodiversité (ex. : espaces naturels sensibles – « ENS »).

3.2.1 Sites Natura 2000

Au niveau européen, le réseau Natura 2000 concourt à la protection des habitats naturels et des espèces reconnus d'intérêt communautaire. Il est composé de sites désignés spécialement par chacun des États membres en application des directives européennes « Habitats » de 1992 (CEE/92/43) et « Oiseaux » de (CEE/2009/409). La première directive a instauré les Sites d'intérêt communautaire (SIC) et les Zones spéciales de conservation (ZSC), la seconde a instauré les zones de protection spéciale (ZPS).

En France, chaque site fait l'objet d'un document d'objectif (DOCOB), document cadre non opposable, qui définit l'état initial du site, les orientations de gestion et de conservation, les modalités de leur mise en œuvre. L'objectif poursuivi est d'atteindre un équilibre entre la préservation de la biodiversité et les activités humaines.

Aucun site Natura 2000 n'a été recensé sur le territoire de Durmignat ; le plus proche est le site FR8301025 de la « Forêt domaniale des Colettes » inscrit au titre de la Directive Habitats Faune Flore. Il est situé sur la commune voisine d'Échassières à plus de 4 km et représente 763 ha.

3.2.2 Autres sites naturels règlementés

Aucun autre site naturel règlementé ne concerne la commune de Durmignat (aucun périmètre d'Arrêté de protection de biotope (APPB) ou de réserve naturelle).

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

3.3 Espaces naturels inventoriés : ZNIEFF

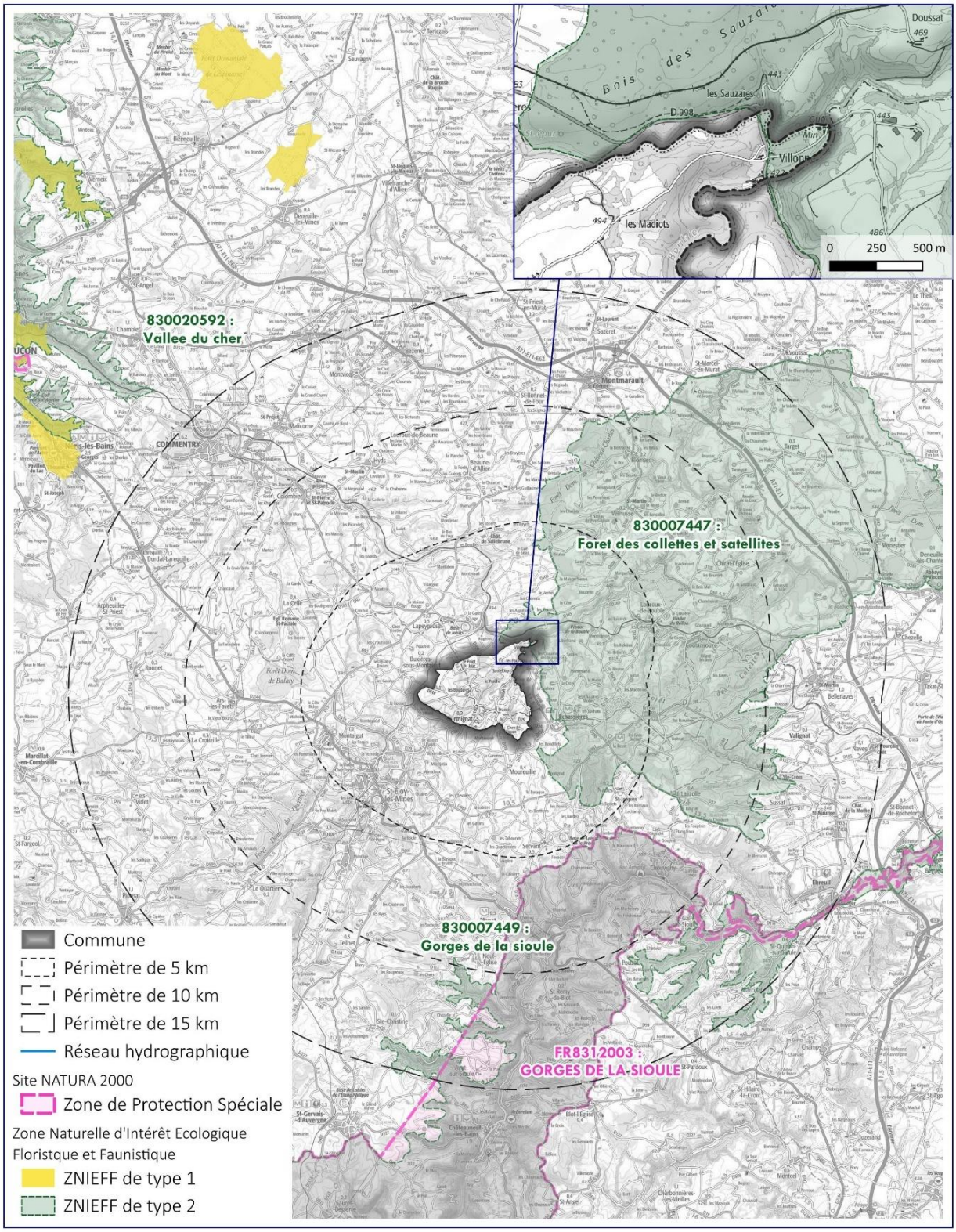
Sources : DREAL Auvergne-Rhône-Alpes

Les sites naturels patrimoniaux sont répertoriés au sein d'un inventaire national en tant que Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF). Cet inventaire ne représente pas une mesure de protection réglementaire mais constitue un outil de connaissance et une base de dialogue pour la prise en compte des richesses naturelles dans l'aménagement du territoire. Sont distinguées les ZNIEFF de type I et celles de type II.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

ELABORATION DU PLU DE DURMIGNAT- VOLET ENVIRONNEMENT

Espaces naturels



Source : BD-ALTI®-©IGN, BD-TOPO®-©IGN
Fond : SCAN25®-©IGN

N

0 2,5 5 km

Référence : P09890/2024

EODD ingénieurs conseils

3.3.1 ZNIEFF de type I

Les ZNIEFF de type I sont des secteurs d'une superficie en général limitée, caractérisés par la présence d'espèces ou de milieux rares, remarquables, ou caractéristiques du patrimoine naturel régional ou national. Ces zones sont particulièrement sensibles à des transformations même limitées.

Aucune ZNIEFF de type I n'a été recensée sur Durmignat.

3.3.2 ZNIEFF de type II

Les ZNIEFF de type II, grands ensembles naturels (massifs forestiers, vallées, etc) riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. On recommande d'y respecter les grands équilibres écologiques, en tenant compte notamment du domaine vital de la faune sédentaire ou migratrice. Les ZNIEFF de type II renferment généralement une ou plusieurs ZNIEFF de type I.

Une ZNIEFF de type II intercepte le territoire communal, il s'agit de la ZNIEFF « Forêt des Colettes et satellites » (n°830007447), qui s'étend sur une superficie de 23 714 ha. Environ 6,4 ha de la commune de Durmignat (soit moins de 1 % du territoire communal) sont inclus dans la bordure ouest de cette ZNIEFF.

Même si moins de 0,1 % de la ZNIEFF de type II recoupe le territoire communal, la commune privilégiera la préservation de cette zone ; les projets d'urbanisation devront veiller à minimiser leur incidence sur l'environnement.

3.4 Zones humides

Sources : DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, SDAGE Loire Bretagne

3.4.1 Fonctionnalité des zones humides

Les zones humides ont longtemps été décriées, jugées insalubres et peu productives. Bon nombre d'entre elles ont ainsi fortement régressé voire disparu sous l'impact de drainages, de l'assèchement, des remblais…

Pourtant, au cours des dernières décennies, diverses études ont révélé de **multiples fonctionnalités** associées à ces milieux et par là même de lourds impacts liés à leur disparition (aggravation des crues, augmentation de la sévérité des étiages sur les cours d'eau, disparition d'espèces…).

En effet, les zones humides jouent à la fois :

- un **rôle de soutien d'étiage** des cours d'eau et des nappes. Une zone humide fonctionne comme une éponge : en période pluvieuse, elle se gorge d'eau, qu'elle restitue progressivement au milieu connecté (cours d'eau ou nappe), et ce notamment en période de déficit hydrique (étiage) ;

- un **rôle de ralentissement des ruissellements et de protection contre l'érosion**, qui sera d'autant plus conséquent que la zone humide sera vaste et la densité de végétation importante ;

- un **rôle d'expansion des crues** dès lors qu'elles sont connectées à un cours d'eau ;

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

- un **rôle de préservation de la qualité des eaux**, d'une part en retenant les matières toxiques et d'autre part en piégeant et transformant les nutriments ;

- un **rôle d'habitats** pour la faune sauvage en général (zone de refuge, d'alimentation et de reproduction) ;

- un **rôle de support de biodiversité** puisqu'elles accueillent de nombreuses espèces végétales et animales bien spécifiques, certaines devenues rares et menacées du fait de la disparition des milieux humides ;

- un **rôle de corridor écologique** permettant le refuge et la circulation des espèces, au sein d'une même zone humide, mais aussi de zones en zones selon leur connectivité ;

- un **rôle de stockage de carbone.**

Les zones humides sont aussi très souvent le siège d'activités socio-économiques telles que l'agriculture (fauche, pâturage voire cultures), la sylviculture ou encore la pisciculture et la chasse. Elles font parfois également l'objet d'une valorisation scientifique ou pédagogique et présentent une certaine valeur culturelle.

Compte tenu des multiples rôles et services rendus par ces milieux fortement menacés de disparition, la préservation des zones humides est devenue une priorité à l'échelle des grands bassins hydrographiques français. Le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Loire Bretagne demande aux différents documents d'urbanisme d'être compatibles avec les objectifs de protection des zones humides prévus dans le SDAGE et les SAGE.

3.4.2 Règlementation

Le SDAGE Loire-Bretagne 2022-2027, applicable sur le territoire communal, dispose d'un chapitre dédié aux zones humides. Ce chapitre, intitulé « Préserver et restaurer les zones humides » comprend cinq grandes orientations (qui se déclinent en dispositions).

L'orientation 8A ***« Préserver et restaurer les zones humides pour pérenniser leurs fonctionnalités »*** précise que les documents inter-communaux ou communaux tels que les PLUi, PLU et cartes *communales « doivent être compatibles avec les objectifs de protection des zones humides prévus dans le SDAGE et dans les SAGE »*, conformément aux dispositions de l'article L.131-7 du Code de l'urbanisme.

Elle indique également qu'« *en l'absence d'inventaire précis sur leur territoire ou de démarche en cours à l'initiative d'une commission locale de l'eau, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale élaborant ou révisant son document d'urbanisme réalise cet inventaire dans le cadre de l'état initial de l'environnement, à une échelle compatible avec la délimitation des zones humides dans le document. Les PLU incorporent dans les documents graphiques des zonages protecteurs des zones humides et, le cas échéant, précisent dans le règlement ou dans les orientations d'aménagement et de programmation, les dispositions particulières qui leur sont applicables en matière d'urbanisme. Ces dispositions tiennent compte des fonctionnalités des zones humides identifiées. »*

Cette disposition insiste sur le rôle majeur des outils règlementaires et de l'acquisition foncière pour la préservation des zones humides situées dans des territoires à enjeu fort. Les Commissions locales de l'eau (CLE) jouent un rôle important puisque ce sont elles qui définissent les actions à mettre en œuvre pour assurer la préservation, la gestion et la restauration de ces espaces.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

L'orientation 8B ***« Préserver les zones humides dans les projets d'installations, ouvrages, travaux et activités »*** précise que « *Les maîtres d'ouvrage de projets impactant une zone humide cherchent une autre implantation à leur projet, afin d'éviter de dégrader la zone humide. À défaut d'alternative avérée et après réduction des impacts du projet, dès lors que sa mise en œuvre conduit à la dégradation ou à la disparition de zones humides, la compensation vise prioritairement le rétablissement des fonctionnalités. À cette fin, les mesures compensatoires proposées par le maître d'ouvrage doivent prévoir la recréation ou la restauration de zones humides, cumulativement :*

- *équivalente sur le plan fonctionnel,*
- *équivalente sur le plan de la qualité de la biodiversité,*
- *dans le bassin versant de la masse d'eau. En dernier recours, et à défaut de la capacité à réunir les trois critères listés précédemment, la compensation porte sur une surface égale à au moins 200 % de la surface, sur le même bassin versant ou sur le bassin versant d'une masse d'eau à proximité.* »

Cette orientation insiste sur le fait que les maîtres d'ouvrages sont responsables de la gestion et de l'entretien des zones humides compensées dans le cadre de la mise en œuvre de la séquence Éviter, réduire, compenser (ERC) par leurs projets.

La pratique nous montrant la grande difficulté à compenser des zones humides, nous conseillons donc de les préserver au maximum et de les exclure de l'urbanisation.

3.4.3 Etat des connaissances sur la commune de Durmignat

Sources : Sources : DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, Département du Puy-de-Dôme, SDAGE Loire Bretagne, SCOT des Combrailles

Selon le SDAGE Loire Bretagne, les PLU incorporent dans les documents graphiques des zonages protecteurs des zones humides et, le cas échéant, précisent dans le règlement ou dans les orientations d'aménagement et de programmation, les dispositions particulières qui leur sont applicables en matière d'urbanisme. Ces dispositions tiennent compte des fonctionnalités des zones humides identifiées.

On rappelle que la préservation des zones humides joue un rôle primordial dans la gestion du risque inondation.

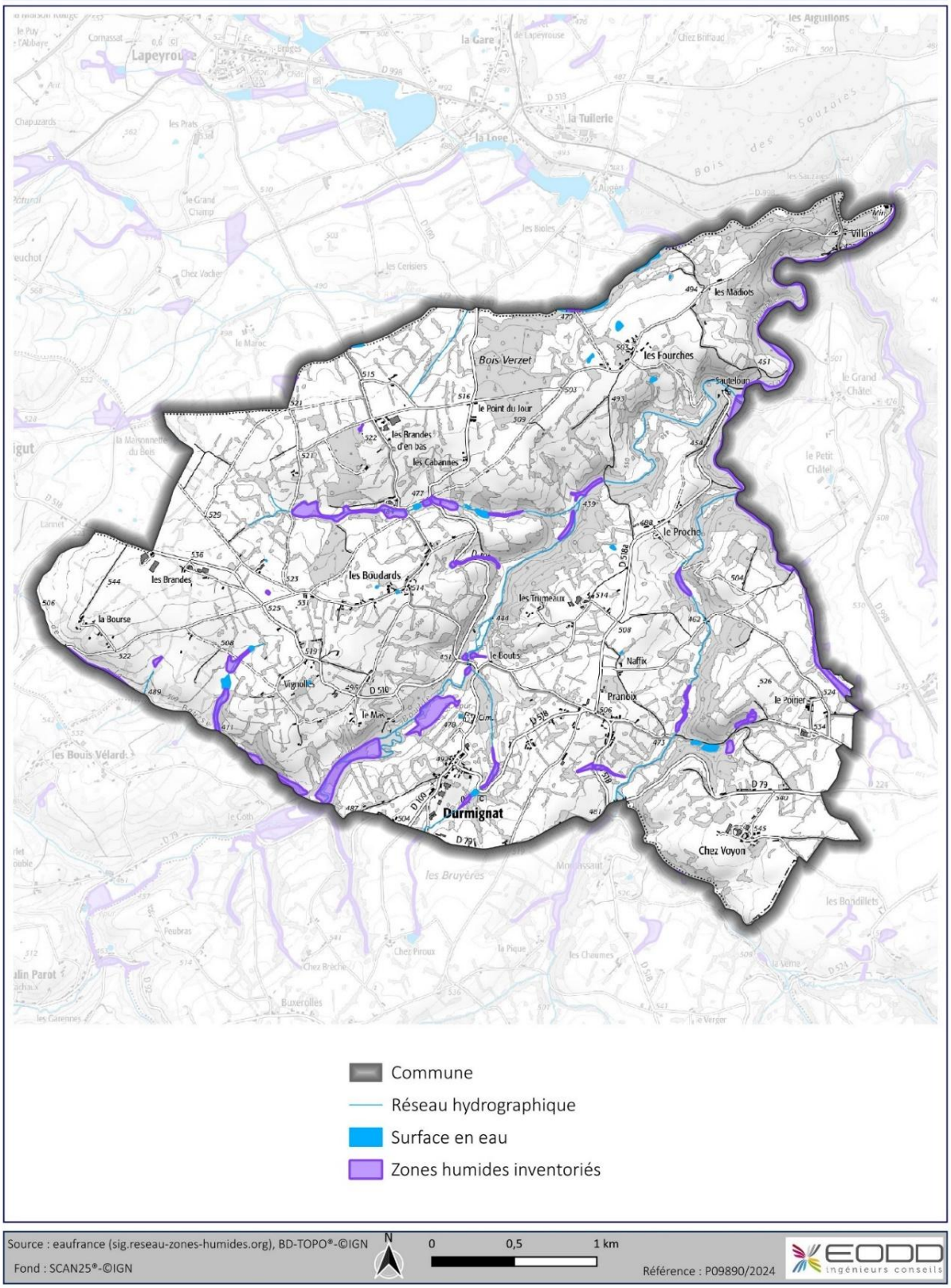
Un inventaire des zones humides a été réalisé dans le cadre du Contrat Territorial de la Sioule en partenariat avec de le SMAD (Syndicat Mixte pour l'Aménagement et le Développement) des Combrailles sur 74 communes du bassin versant de la Sioule. Il a permis de mettre en avant la présence de nombreuses zones humides à l'échelle du SCoT : près de 10 000 ha de zones humides ont été identifiés sur ce territoire, soit près de 7 % du territoire. Il a ensuite été complété en 2021 sur 13 communes supplémentaires du Cher.

Selon cet inventaire, 24 ha de zones humides ont été identifiés sur Durmignat. Elles sont essentiellement situées le long des cours d'eau.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

ELABORATION DU PLU DE DURMIGNAT- VOLET ENVIRONNEMENT

Zones humides



Source : eaufrance (sig.reseau-zones-humides.org), BD-TOPO®-©IGN

Fond : SCAN25®-©IGN

N

0 0,5 1 km

Référence : P09890/2024

3.5 Autres espaces naturels inventoriés

Aucun autre site naturel n'est présent sur le territoire de la commune de Durmignat (absence d'Espace Naturel Sensible (ENS), de réserve naturelle ou site du Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN).

3.6 Corridors écologiques : trame verte et bleue

Sources : DREAL Auvergne-Rhône-Alpes

3.6.1 Généralités

La Trame Verte et Bleue (TVB), instaurée par le Grenelle de l'environnement (2010) est un outil d'aménagement du territoire qui vise à maintenir et à reconstituer un réseau d'espaces et d'échanges sur le territoire national pour que les milieux naturels puissent fonctionner entre eux et pour que les espèces animales puissent circuler, s'alimenter, se reproduire, se reposer…

Elle comprend :

- les « réservoirs de biodiversité », qui sont les espaces au sein desquels la biodiversité est la plus riche ;
- les « corridors écologiques », voies de déplacement de la faune et la flore reliant les réservoirs de biodiversité entre eux, qui peuvent être continues et linéaires ou bien discontinues ou en « pas japonais » (c'est-à-dire ;
- une composante aquatique (trame bleue), constituée de certains cours d'eau, lacs, zones humides.

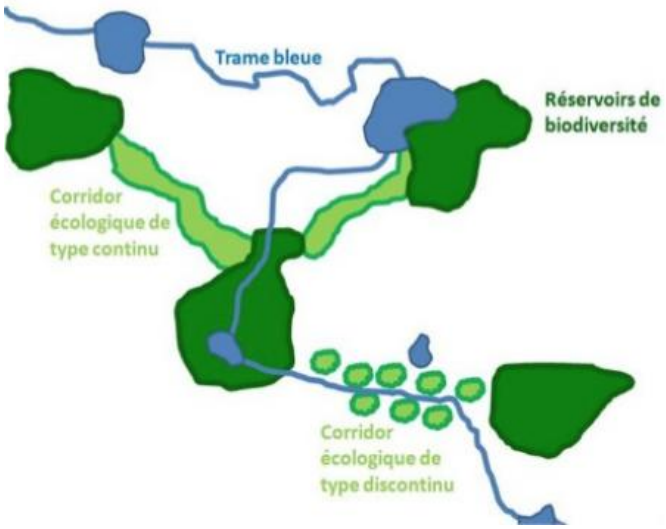


Figure 17 : Illustration des composantes de la TVB

Les corridors écologiques et les réservoirs de biodiversité se définissent pour différents milieux et différentes espèces (par exemple forêts pour le chevreuil ou l'écureuil, milieux ouverts pour les perdrix, mares et zones humides pour les grenouilles ou tritons...) ainsi qu'à différentes échelles (régionale, communale, parcellaire...).

Les corridors écologiques sont fragiles car ils peuvent être facilement interrompus par les infrastructures et l'urbanisation. Les populations d'animaux et végétaux des différents réservoirs de biodiversité se trouvent alors isolées les unes des autres ce qui met en danger leur pérennité (apparition de consanguinité, perte de diversité génétique, impossibilité de recolonisation à la suite d'une disparition locale résultant d'une pollution, d'un accident, d'une sécheresse...).

Des obligations réglementaires découlent de la loi de juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (loi dite « Grenelle II »). Ainsi, les documents d'urbanisme doivent « prendre en compte » la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques.

3.6.2 A l'échelle régionale

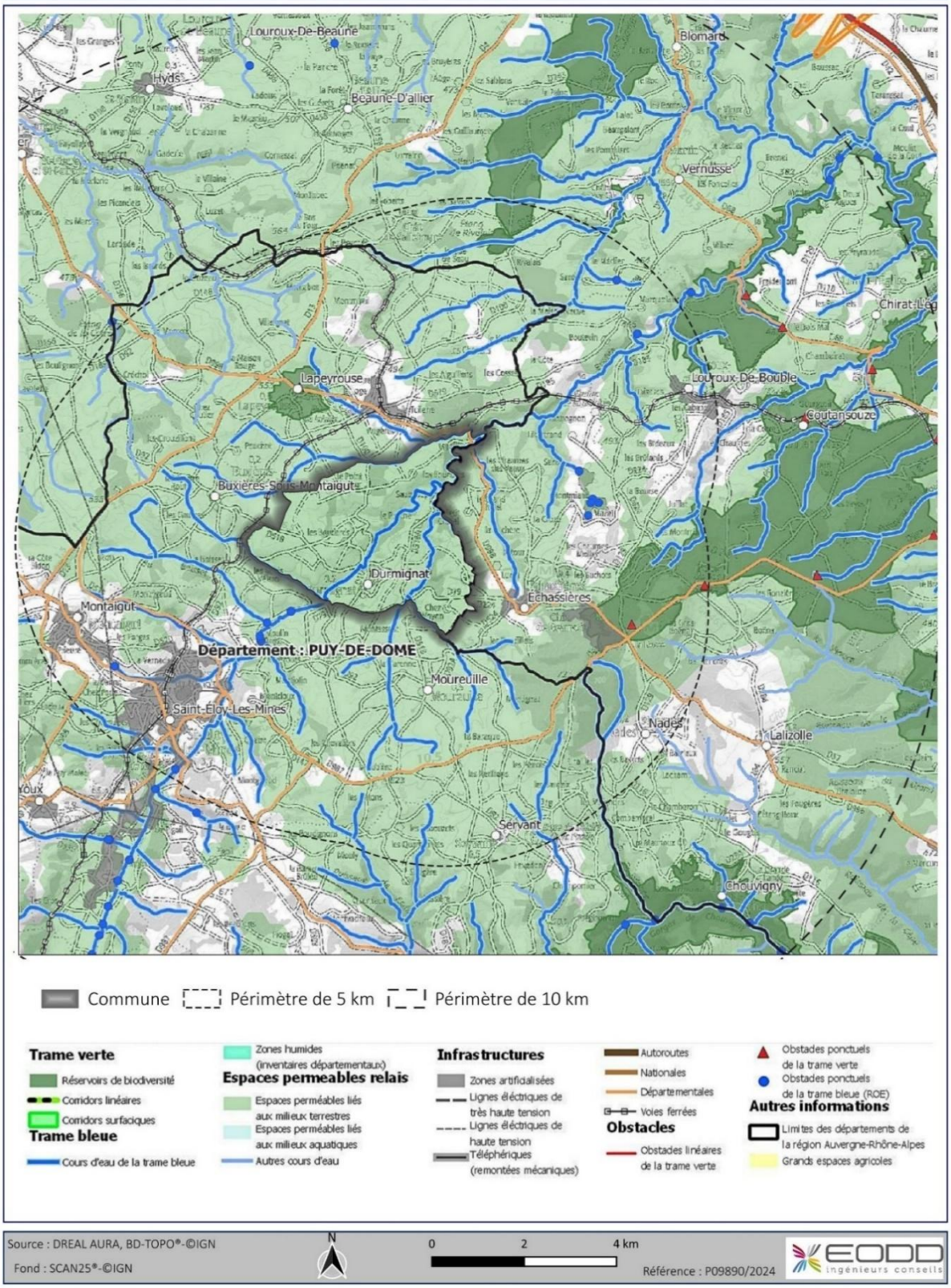
La commune fait partie de la région naturelle de Combrailles ; les données les plus précises sont disponibles seulement à cette échelle. Selon le SRADDET, le territoire communal est perméable aux déplacements de la faune mais il n'est concerné par aucun corridor écologique d'intérêt régional.

La Bouble traverse les Combrailles et le territoire communal. C'est un cours d'eau classé, à remettre en bon état écologique (piscicole et sédimentaire) et qui constitue une composante de la trame bleue.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

SRADDET

SRADDET



3.6.3 A l'échelle intercommunale

Les données les plus précises disponibles concernent l'échelle intercommunale. Selon le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays des Combrailles, applicable sur le territoire de Durmignat, « ***l'axe de la Sioule constitue un corridor écologique de premier ordre*** ». C'est un corridor aquatique mais aussi aérien et terrestre, fréquenté par de nombreux migrateurs (saumons, pigeons ramiers, cigognes noires et cigognes blanches et grues cendrées).

« *L'ensemble des cours d'eau et leurs berges boisées constituent également des corridors écologiques de haute importance. Les échanges entre les différents massifs boisés sont nombreux et* ***le bocage constitue pour de nombreuses espèces le support de ces déplacements.*** »

Les infrastructures et les ouvrages hydrauliques sont les principaux obstacles à ces échanges biologiques nécessaires à la survie des différentes espèces, et ce, même si des passages à faune peuvent être réalisés (dans le cadre de l'aménagement de l'A89 notamment).

Durmignat n'est pas concerné par ce corridor.

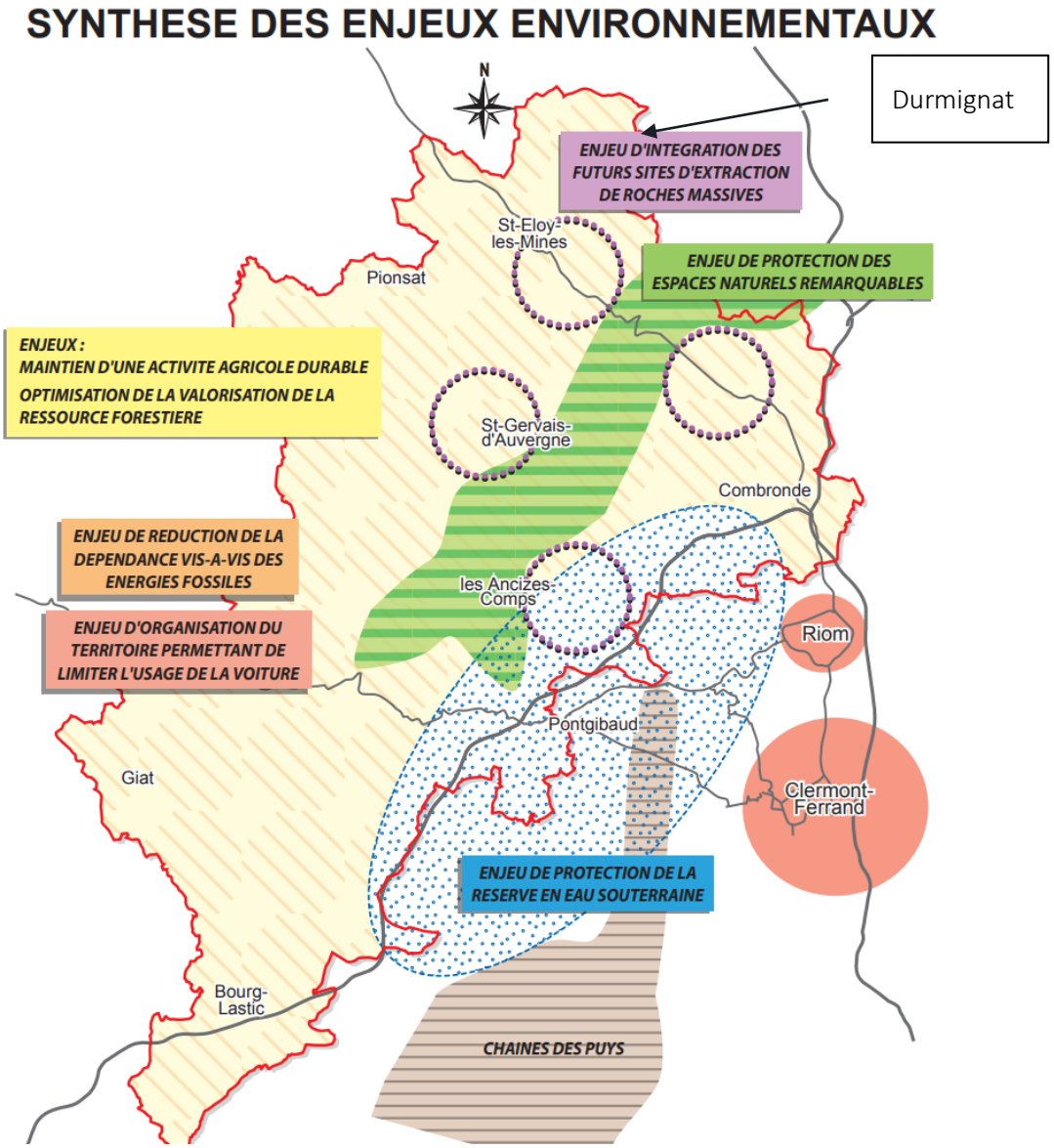


Figure 18 : Enjeux environnemtaux à l'échelle intercommunale
(source : SCoT du Pays des Combrailles, rapport de présentation)

3.6.1 A l'échelle communale

La trame verte se compose des milieux naturels d'intérêt comme les sites Natura 2000 et les ZNIEFF de type I qui sont identifiés comme « réservoirs de biodiversité » ; toutefois, aucun site de ce type n'a été recensé sur le territoire communal.

Excepté la Bouble, cours d'eau qui traverse la commune et les zones humides recensées, il n'y a pas de réservoir de biodiversité sur la commune.

Du fait de la forte surface agricole et forestière, le territoire de Durmignat est largement perméable aux déplacements de la faune. Aucun obstacle majeur n'a été identifié. Les réservoirs de biodiversités identifiés correspondent aux cours d'eaux et zone humides associées.

3.7 Synthèse des enjeux relatifs aux milieux naturels et à la biodiversité

Le territoire communal, situé en milieu rural est dominé par les espaces agricoles et forestiers et est un lieu perméable aux déplacements de nombreux migrateurs.

Le SCoT, à travers le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), précise qu'il vise la préservation des espaces agricoles, source d'emploi ainsi que l'optimisation des espaces forestiers. Il indique également qu'une attention particulière devra être accordée à l'intérêt paysager de certaines zones agricoles lors de l'élaboration des PLU.

À noter que SCoT ambitionne de protéger et gérer les espaces naturels remarquables, d'assurer la protection de ces milieux et ces espèces. L'élaboration du PLU devra ainsi prendre en compte les objectifs du PADD tendant à la préservation des grands corridors identifiés ainsi que des boisements d'intérêt écologique et paysager.

4. Qualité de l'air et gaz à effet de serre

4.1 Documents stratégiques

4.1.1 Schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET)

Sources : DREAL Auvergne-Rhône-Alpes

Le SRADDET de la région Auvergne-Rhône-Alpes a été adopté le 19 décembre 2019 par le Conseil régional puis approuvé par arrêté préfectoral n°20-083 du 10 avril 2020. Ce document fixe le cadre de la stratégie régionale pour un aménagement durable et de qualité par la promotion de nouvelles formes de mobilité, le renforcement des équilibres territoriaux, l'adaptation des territoires aux effets du changement climatique et la préservation et la restauration de la biodiversité. Il vient se substituer à compter de son approbation aux schémas préexistants suivants : Schéma régional climat air énergie (SRCAE), Schéma régional de l'intermodalité, Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD), Schéma régional de cohérence écologique (SRCE). La démarche s'intitule « Ambition Territoires 2030 » et défini des objectifs de planification et d'organisation de l'espace aux horizons 2030 et 2050 dans onze domaines.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation



Figure 19 : Les 11 domaines du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes

Il convient de préciser que le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) de l'ancienne région Auvergne, arrêté en 2012, mettait en avant la vulnérabilité de l'Auvergne face au changement climatique et insistait sur la nécessité de surveiller certains polluants.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le SRADDET a fait l'objet d'un premier bilan présenté les 16 et 17 décembre 2021 au Conseil régional. A l'issue de cette séance, il a été décidé de modifier ce document afin de de réaliser sa mise en compatibilité avec d'autres documents plans et programmes (SDAGE et PGRI notamment) et de prendre en compte les évolutions législatives et règlementaires intervenues depuis son approbation dont :

- la loi d'orientation pour les mobilités du 26 décembre 2019 ;
- la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire du 10 février 2020 ;
- la loi dite Climat et résilience du 22 août 2021 ;
- la loi dite 3DS du 21 février 2022.

Cette modification a fait l'objet d'un avis de l'Autorité environnementale le 20 juillet 2023 ; ce dernier indique que les recommandations initiales émises lors de l'élaboration du SRADDET en 2019 restent d'actualité, notamment en ce qui concerne la nécessité de traduire les objectifs au sein des règles générales (opposables aux documents de planification et d'urbanisme) et la nécessité de territorialiser ces règles.

Il convient de rappeler que les SCOT, PLUi, PLU et cartes communales doivent prendre en compte les objectifs du SRADDET et être compatibles avec ses règles. Aussi, cela devra être respecté dans le cadre de l'élaboration du PLU de Durmignat.

4.1.2 Schéma de cohérence territoriale (SCoT) des Combrailles

Sources : SCoT des Combrailles

Le SCoT des Combrailles a été adopté le 10 septembre 2010. Il a depuis fait l'objet d'évolutions (mises en compatibilité) et sa révision générale a été engagée par une délibération du 26 octobre 2022. Ce document cadre concerne le périmètre de trois intercommunalités : la Communauté de communes du

Pays de Saint Eloy, Combrailles Sioule et Morge Communauté ainsi que la Communauté de communes Chavanon Combrailles et Volcans.

Le SCoT est un document de planification qui fixe les grandes orientations du développement et de l'organisation d'un territoire pour les 10-15 prochaines années. Ainsi, il traduit la volonté politique des élus et permet de coordonner les politiques publiques, ainsi que les initiatives et projets à l'échelle des intercommunalités.

Le SCoT des Combrailles a pour ambition de maîtriser l'urbanisation, protéger les espaces agricoles et les richesses naturelles, accompagner le développement économique et l'évolution de l'habitat.

Il comprend certaines orientations participant à la limitation des émissions de gaz à effet de serre :

- structuration de l'offre en déplacements alternatifs à la voiture
- regroupement de l'urbanisation dans les principaux bourgs
- promotion d'un certain nombre d'actions en faveur de la maîtrise de l'énergie dans les bâtiments et des énergies renouvelables.

4.2 Qualité de l'air

Sources : Observatoire Régional du Climat de l'Air et de l'Energie, Communauté de Communes du Pays-de-Saint-Eloy, OMS

La pollution de l'air peut avoir de forts impacts sanitaires. En Europe, 350 000 décès prématurés par an seraient dus à la pollution de l'air, selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Le programme Clean Air For Europe (CAFE) de la commission européenne a estimé qu'en France, 42 000 décès par an étaient en relation avec l'exposition chronique aux PM 2,5 (microparticules) d'origine anthropique. L'urbanisation croissante a induit une pollution urbaine liée aux transports et aux activités résidentielles dans les zones les plus densément peuplées. L'OMS, à travers une étude réalisée en Suisse, Autriche et en France, désigne l'automobile comme responsable de 50% des décès dus à la pollution de l'air.

Les données relatives à la concentration de polluants les plus précises sont disponibles à l'échelle de l'intercommunalité uniquement.

La cartographie annuelle de concentration de polluants pour l'année 2022 pour le territoire de la Communauté de communes du Pays de Saint Eloy, dont est membre la commune de Durmignat, est donnée par la figure ci-dessous. Elle indique que les concentrations des différents polluants sont globalement faibles sur le territoire de l'intercommunalité, notamment sur la commune de Durmignat. Ces concentrations de polluants sont toutes en dessous des valeurs limites de l'OMS pour l'ensemble de l'intercommunalité.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

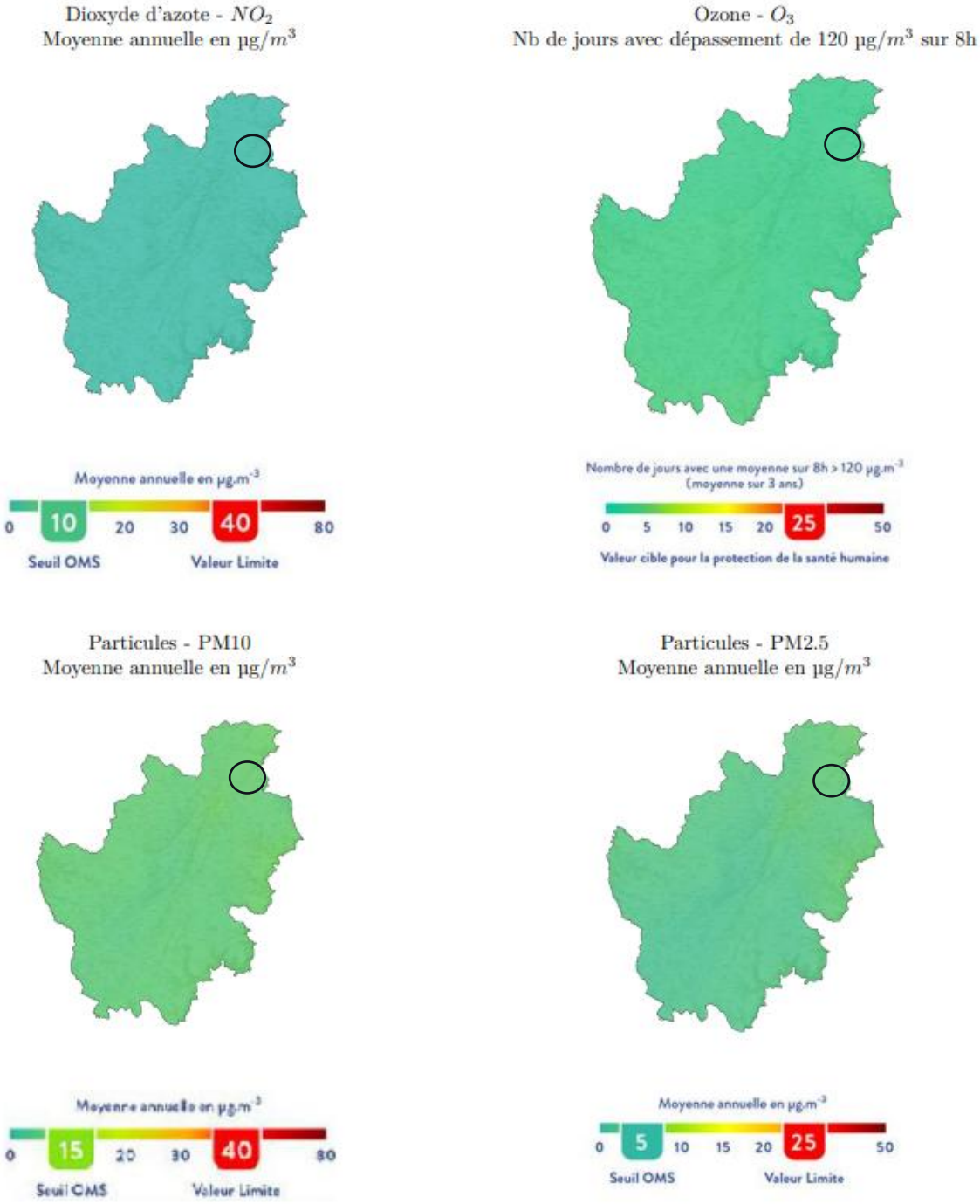


Figure 20 : Cartographies annuelles des concentrations de polluants dans l'air en 2022 sur le périmètre de la communauté de communes de Saint-Eloy (source : ORCEA)

4.3 Gaz à effets de serre (GES)

Sources : Observatoire Régional du Climat de l'Air et de l'Energie, Communauté de Communes du Pays-de-Saint-Eloy

Il existe deux types d'émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) : les émissions d'origine énergétique ou non énergétique. C'est-à-dire qu'elles peuvent être directement issues de l'utilisation de l'énergie, ou induites par l'activité du secteur observé (méthane dégagé par le stockage ou l'enfouissement de

déchets par exemple). C'est une particularité des secteurs de l'agriculture (cheptels) et de la gestion des déchets de production, qui génèrent majoritairement des émissions de GES d'origine non-énergétique.

Les données ne sont pas disponibles à l'échelle communale, mais seulement à l'échelle intercommunale. Elles concernent la communauté de communes dont fait partie Durmignat et sont présentées sur la figure suivante.

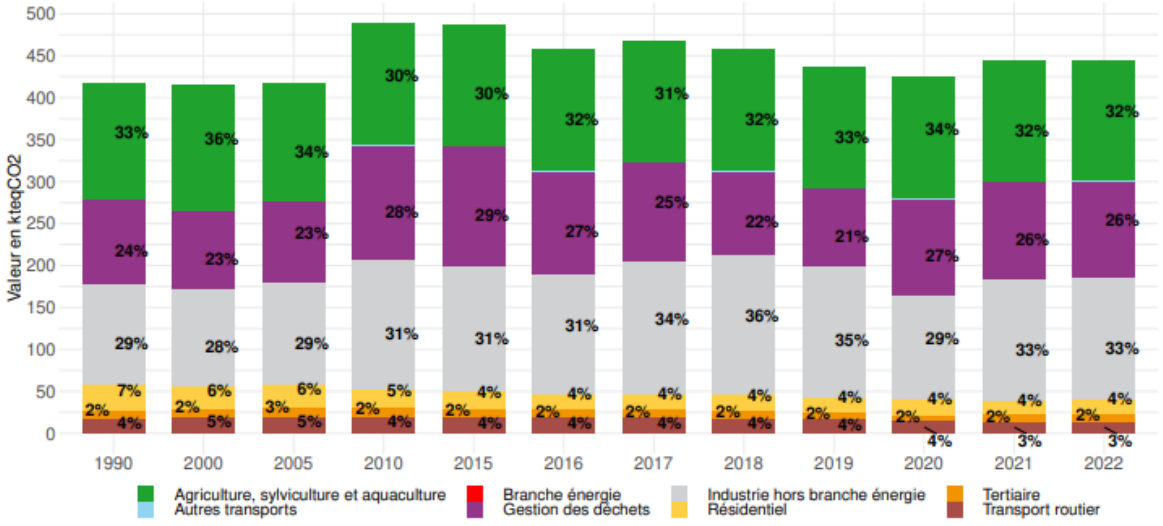


Figure 21 : Evolution de la part de chaque secteur dans les émissions de GES depuis 1990 sur le périmètre de la communauté de communes de Saint-Eloy (source : ORCAE)

Le graphique ci-dessus démontre une prépondérance de l'agriculture, l'industrie et la gestion des déchets dans les émissions de gaz à effet de serre ; ces trois secteurs représentent près de 90% des émissions de GES et leur évolue peu depuis 1990. Cela s'explique par la présence marquée de l'agriculture sur le territoire communal. En effet, les animaux d'élevage, les épandages de leurs déjections et les engrais minéraux azotés émettent dans l'atmosphère des gaz à très fort pouvoir de réchauffement global (méthane et protoxyde d'azote).

Enfin, du fait du poids de l'agriculture, de l'industrie et de la gestion des déchets, le résidentiel constitue une part limitée des émissions.

Les émissions de gaz à effets de serre émises sur le territoire communal sont principalement issues de de l'agriculture (en lien direct avec l'occupation du sol), l'industrie et la gestion des déchets.

4.4 Synthèse des enjeux relatifs à la qualité de l'air et aux gaz à effets de serre

La qualité de l'air est plutôt bonne sur le territoire communal : toutes les concentrations de polluants sont en dessous des valeurs limites de l'OMS pour l'ensemble de l'intercommunalité.

L'industrie, l'agriculture et la gestion des déchets sont les **principaux émetteurs de gaz à effet de serre** sur le territoire intercommunal.

Le PLU doit aller dans le sens d'une diminution des émissions de gaz à effet de serre et d'une optimisation de la consommation d'énergie, en évitant par exemple l'urbanisation diffuse qui conduit, par rapport à une urbanisation groupée, à une extension des réseaux d'énergie (coûts d'installation et d'entretien pour la collectivité) et des réseaux d'éclairage public (coûts d'installation, d'entretien et énergétique), à un recours massif à la voiture personnelle (émission de gaz à effet de serre, coût énergétique...) et à une augmentation des déperditions énergétiques (jusqu'à 2,5 fois plus d'énergie consommée par habitant pour le chauffage d'une maison individuelle, par rapport à un logement collectif, déperdition également par augmentation de la longueur des réseaux).

Le PLU peut aussi, dans une démarche inverse, anticiper les éventuels effets de l'exposition aux gaz à effet de serre sur le territoire et la santé de ses habitants, en veillant à limiter, voire réduire cette exposition par un développement urbain et des constructions adaptés.

À noter que le changement d'affectation des sols est également à l'origine d'émission de gaz à effet de serre. Ainsi, l'urbanisation d'une culture sera responsable de l'émission de 190 teqCO_2/ha et celle d'une prairie ou d'une culture de 290 teqCO2/ha. La limitation de l'urbanisation est donc un axe de réduction des émissions de GES. D'autres leviers d'actions sont identifiés par le SCoT, qui vise également à une limitation des émissions de gaz à effet de serre, ils pourront être pris en compte par le PLU.

5. Risques majeurs et nuisances sur le territoire communal

Sources : DDRM du Puy-de-Dôme, Géorisques

Le risque majeur se définit comme la possibilité qu'un évènement (aléa) d'origine naturelle ou anthropique se produise. La survenance d'un tel évènement est susceptible d'avoir des impacts sur les personnes, les biens, l'environnement, l'économie… Ces risques sont qualifiés de majeurs en raison des nombreux sinistres et du coût important des dégâts, mais surtout en raison de la faible fréquence de l'aléa.

Le Département du Puy-de-Dôme est doté d'un Dossier départemental des risques majeurs (DDRM) approuvé par arrêté préfectoral du 6 décembre 2023. Ce dernier recense les risques auxquels sont exposés les communes du département. D'après ce document, la commune de Durmignat est soumise à un risque sismique modéré.

Selon la base de données Géorisques, le territoire est également exposé aux risques suivants :

- risques majeurs naturels : inondation, radon, mouvement de terrain, retrait-gonflement des argiles ;
- risques majeurs technologiques : minier, risque technologique (lié à la présence d'Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sur le territoire).

La commune est également concernée par un risque sanitaire lié à la présence d'Ambroisie sur son territoire.

Ces risques majeurs devront être pris en compte par le PLU.

Le site Géorisques (référence sur les risques majeurs) fait état de deux arrêtés de reconnaissance d'état de catastrophe naturelle depuis 1982, l'un lié à l'aléa mouvements de terrains, l'autre lié à l'aléa inondations et/ou coulées de boues.

Cette commune a donc fait l'objet de peu d'arrêtés de reconnaissance d'état de catastrophe naturelle.

5.1 Risques naturels

Les risques naturels correspondent à des phénomènes climatiques ou atmosphériques (tempêtes, inondations, feux de végétation…) et géologiques ou morphologiques (séismes, mouvements de terrain, présence de radons

5.1.1 Risque sismique

Depuis le 22 octobre 2010, la France dispose d'un zonage sismique divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante en fonction de la probabilité d'occurrence des séismes (articles R. 563-1 à R. 563-8 du Code de l'Environnement) :

- une zone de sismicité 1 où il n'y a pas de prescription parasismique particulière pour les bâtiments à risque normal (l'aléa sismique associé à cette zone est qualifié de très faible) ;
- quatre zones de sismicité 2 à 5, où les règles de construction parasismique sont applicables aux nouveaux bâtiments et aux bâtiments anciens dans des conditions particulières.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

La commune de Durmignat étant située dans la zone de sismicité faible (niveau 2), les normes parasismiques européennes de « l'Eurocode 8 » devront être appliquées à l'ensemble des constructions, à l'exception de celles où il n'y a aucune activité humaine nécessitant un séjour de longue durée. Ces règles sont issues d'un consensus européen et relative au calcul des structures pour leur résistance au séisme. Elles sont applicables aux permis de construire déposés après le 1er mai 2011.

Le risque sismique recensé sur la commune n'implique pas de contraintes d'urbanisme mais le respect de règles de construction.

5.1.2 Risque mouvement de terrain

Les mouvements de terrain regroupent un ensemble de déplacements, plus ou moins brutaux, du sol ou du sous-sol, d'origine naturelle ou anthropique. Sont distingués :

- les mouvements lents et continus : affaissements, tassements, retrait-gonflement des argiles, glissements de terrains ;
- les mouvements rapides et discontinus : effondrement de cavités souterraines, chutes de pierres ou de blocs, coulées boueuses ou torrentielles.

Un arrêté de reconnaissance d'état de catastrophe naturelle lié à cet aléa est recensé sur la commune. Selon le DDRM, le risque est lié à l'aléa retrait-gonflement des argiles (RGA), considéré comme modéré. Ce phénomène est lié aux formations géologiques argileuses superficielles qui se gorgent d'eau en période humide, gonflent et se rétractent en période de sécheresse en raison du manque d'eau. Le retrait-gonflement des argiles est à l'origine de tassements du sol créant des désordres sur les bâtiments individuels principalement (fissures notamment).

Ce phénomène est devenu en France la deuxième cause d'indemnisation derrière les inondations ; le département du Puy-de-Dôme fait partie des départements les plus touchés par ce phénomène. Ainsi, avoir une connaissance de l'aléa sur la totalité du territoire contribue à diminuer le nombre de sinistres causés par ce phénomène en donnant certains principes de prévention à respecter sur les secteurs a priori sensibles.

Des recommandations géotechniques existent pour la construction des bâtiments dans les zones présentant un aléa (rigidification de la structure, adaptation des fondations, étanchéification des canalisations, drainage, écran anti-racines, éloignement de la végétation...).

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

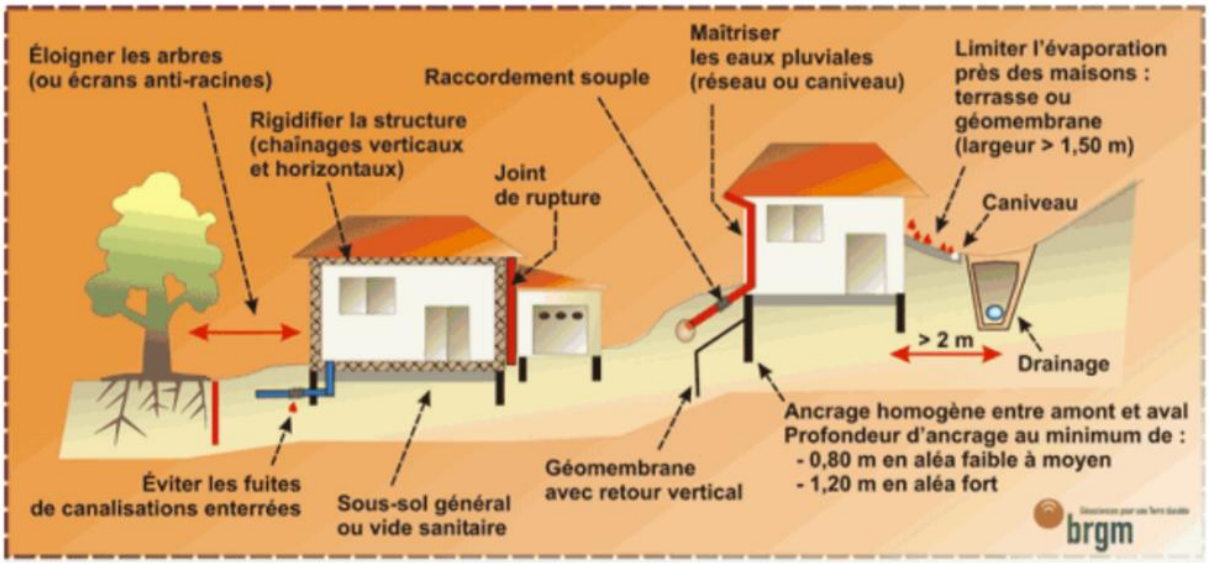
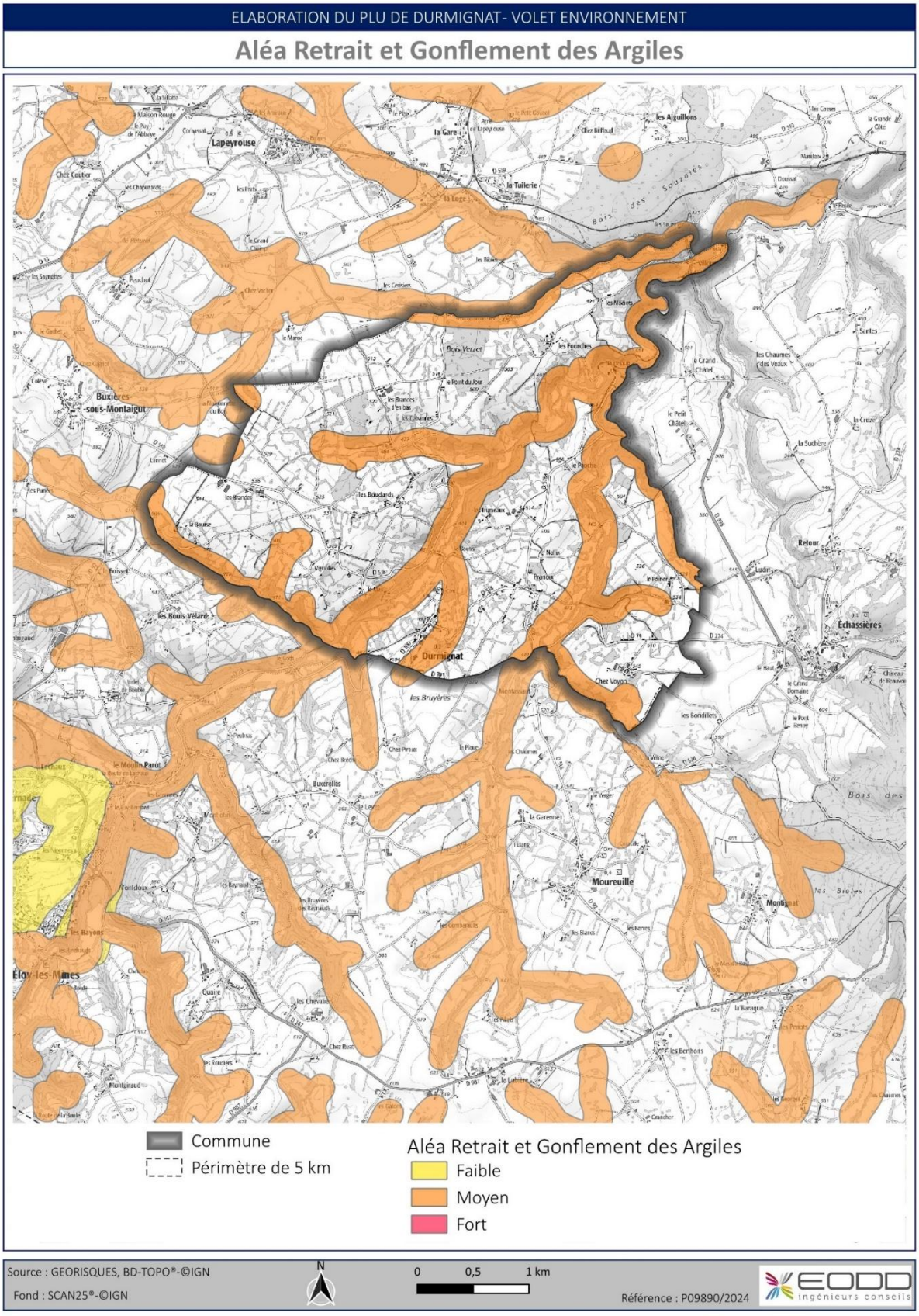


Figure 22 : Dispositions préventives pour construire sur sol argileux

Le risque mouvement de terrain recensé sur la commune est lié au phénomène de retrait-gonflement des argiles. Il n'implique pas de contraintes d'urbanisme mais impose l'application de recommandations géotechniques pour la construction.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation



5.1.3 Risque inondation

Sources : PGRI 2022-2027 Loire-Bretagne

Le DDRM définit l'inondation comme une submersion d'une zone habituellement hors d'eau, qui peut résulter notamment d'une augmentation du débit d'un cours d'eau provoquée par des pluies torrentielles, soit par des orages. Différents types d'inondations doivent être distingués :

- les débordements directs de cours d'eau : submersion des berges ou contournement d'embâcles naturelles ou d'ouvrages anthropiques tels que des ponts ou des barrages,
- les débordements indirects de cours d'eau : remontées dans les réseaux d'assainissement, remontées de nappes, ruptures de digues ou de tout autre ouvrage de protection
- les stagnations de surface, liées à une capacité d'infiltration insuffisante ou à une saturation en eau des sols
- le ruissellement pluvial : écoulement superficiel renforcé par l'imperméabilisation des sols en milieux urbains et les pratiques agricoles limitant l'infiltration des précipitations ; saturation des réseaux d'évacuation des eaux pluviales lors de très fortes pluies.

Selon le DDRM la commune n'est pas concernée par le risque inondation mais elle a déjà fait l'objet de deux arrêtés de reconnaissance d'état de catastrophe naturelle lié à cet aléa Ils sont liés à des inondations par ruissellement ayant entraîné une coulée de boue.

Le Plan de gestion des risques inondations (PGRI) 2022-2027 du Bassin Loire Bretagne a été approuvé en mars 2022. Il s'agit d'un outil permettant d'atteindre les grands objectifs de gestion des risques d'inondation. Il s'appuie pour cela sur des mesures (dispositions), qui représentent le cœur de la stratégie de gestion du risque d'inondation sur le bassin Loire-Bretagne.

Il fixe 6 grands objectifs :

- Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et les capacités de ralentissement des submersions marines ;
- Planifier l'organisation et l'aménagement du territoire en tenant compte du risque ;
- Réduire les dommages aux personnes et aux biens implantés en zone inondable ;
- Intégrer les ouvrages de protection contre les inondations dans une approche globale ;
- Améliorer la connaissance et la conscience du risque d'inondation ;
- Se préparer à la crise et favoriser le retour à la normale.

Il fixe également des objectifs spécifiques aux 22 territoires reconnus comme à risque important d'inondation (TRI) sur le bassin Loire-Bretagne ; Durmignat ne fait partie d'aucun TRI. Les TRI sont assortis d'une Stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI).

Si aucun Plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation (PPRNPi) ne concerne Durmignat, la commune devra prendre en compte ces phénomènes lors de la définition des zones à urbaniser. A minima, les axes d'écoulement connus et les zones ayant subi des dommages par le passé devront être préservées de toute nouvelle urbanisation. Afin de limiter le risque d'inondation par ruissellement, la gestion des eaux pluviales devra être intégrée au PLU.

De plus, des cours d'eau étant présents sur la commune, le Plan de Gestion des Risques Inondation (PGRI) du bassin Loire Bretagne devra être pris en compte.

5.1.4 Risque radon

Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides (eux-mêmes

radioactifs) qui peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation. Dans des lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier, il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées.

La cartographie du potentiel du radon des formations géologiques établie par l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN) conduit à classer les communes en trois catégories. Ce classement fournit un niveau de risque à l'échelle d'une commune mais il ne présage en rien des concentrations ponctuelles, celles-ci dépendant de multiples autres facteurs (étanchéité de l'interface entre le bâtiment et le sol, taux de renouvellement de l'air intérieur, etc.).

- Catégorie 1 : Les communes à potentiel radon de catégorie 1 sont celles localisées sur les formations géologiques présentant les teneurs en uranium les plus faibles, et où une grande majorité de bâtiments présente des concentrations en radon faibles.
- Catégorie 2 : Les communes à potentiel radon de catégorie 2 sont celles localisées sur des formations géologiques présentant des teneurs en uranium faibles mais sur lesquelles des facteurs géologiques particuliers peuvent faciliter le transfert du radon vers les bâtiments.

- Catégorie 3 : Les communes à potentiel radon de catégorie 3 sont celles qui, sur au moins une partie de leur superficie, présentent des formations géologiques dont les teneurs en uranium sont estimées plus élevées comparativement aux autres formations. Les formations concernées sont notamment celles constitutives de massifs granitiques (massif armoricain, massif central, Guyane française…), certaines formations volcaniques (massif central, Polynésie française, Mayotte…) mais également certains grés et schistes noirs. Sur ces formations plus riches en uranium, la proportion des bâtiments présentant des concentrations en radon élevées est plus importante que sur le reste du territoire.

Le DDRM indique que la commune est concernée par un risque radon de catégorie 2. Cela n'implique pas de contrainte particulière pour le PLU. Des mesures de prévention lors des constructions devront néanmoins être prises.

5.2 Risques technologiques

Sources : DDRM du Puy-de-Dôme

Les risques technologiques sont liés à l'activité humaine et regroupent les risques industriels, ceux liés au transport de matières dangereuses, aux ruptures de barrages…

Selon la base de données Géorisques, la commune de Durmignat est seulement concernée par le risque minier, ainsi que par le risque technologique.

Le risque technologique implique un potentiel accident sur un site industriel, susceptible d'impacter les populations, les biens, l'environnement. Un tel accident peut trouver sa source dans diverses causes : défaillance du système, erreur humaine, emballement réactionnel, causes externes, incidents sur une installation voisine, actes de malveillance…

Une installation Seveso seuil haut (Rockwool) est située sur la commune voisine de Saint-Eloy -les-Mines et est susceptible de constituer un risque pour Durmignat en cas d'accident. Cette société exploite une usine de fabrication de laine de roche et est dotée d'un Plan de Prévention du Risque Technologique (PPRT). Toutefois, Durmignat n'est pas intégrée dans le périmètre de ce PPRT.

Quant au risque minier, il correspond à un mouvement de terrain lié à l'évolution des mines ou des carrières anciennement exploitées et non entretenues depuis la fin de leur exploitation. Ces cavités

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

peuvent être à l'origine de désordres en surface, pouvant affecter la sécurité des personnes et des biens. Près de 130 sites miniers inactifs ont été recensés à l'échelle du département.

La commune est également concernée par un risque lié au transport de matières dangereuses.

Le risque technologique est faible à Durmignat puisqu'il y a peu d'ICPE. La proximité avec le site Seveso Rockwell est susceptible d'impacter le territoire communal.

Concernant le risque minier, la commune paraît peu exposée.

Ces risques technologiques devront être pris en compte dans le cadre de l'élaboration du PLU.

5.3 Risques sanitaires

Sources : DDRM du Puy-de-Dôme

Le risque sanitaire peut se définir comme un *« risque immédiat ou à long terme représentant une menace directe pour la santé des populations ».*

La ville de Durmignat est concernée par un seul risque sanitaire : la lutte contre l'ambroisie.

L'Ambroisie (Ambrosia artemisiifolia) est une plante exotique annuelle dont le pollen est à l'origine de fortes réactions allergiques. La région Rhône-Alpes subit l'invasion de cette plante qui se développe sur des terrains non entretenus (chantiers, linéaires des infrastructures routières, et ferroviaires, berges des rivières, terrains agricoles ou résidentiels, friches industrielles, lotissements en cours de construction, jardins, cultures), des remblais peu ou pas végétalisés et qui constitue une préoccupation de santé publique.

C'est en août et en septembre que le risque d'allergie est le plus élevé. Les effets négatifs de cette plante sur l'état de santé des populations (risque pour la santé publique), la biodiversité et les rendements agricoles sont de plus en plus marqués. Ses graines étant viables durant plusieurs années, il est indispensable de mettre en place des actions sur le long terme permettant d'endiguer cette prolifération avant qu'elle ne rende la lutte beaucoup plus difficile et onéreuse.

Durmignat est encore peu touchée par cette plante mais il est nécessaire de faire de la prévention pour limiter toute propagation. Ainsi, la lutte contre l'ambroisie impose aux propriétaires ou personnes en charge de l'entretien d'un terrain (locataires, ayants-droits ou occupants) de prévenir la pousse de l'ambroisie en interrompant le cycle de reproduction de cette plante et de détruire les plans déjà développés. Cette obligation concerne également les gestionnaires des domaines publics de l'État et des collectivités territoriales, ainsi que les exploitants d'ouvrages linéaires telles que les voies de communication.

Sur le plan sanitaire, la lutte contre l'ambroisie est règlementée dans le Puy-de-Dôme par l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2012 qui impose la destruction obligatoire de cette plante. L'élimination non chimique devra être privilégiée.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation



Figure 23 : Plans d'Ambroisie (source : Photothèque CESAME)

D'autres espèces produisent des pollens allergisants dont les plus nocifs sont les cyprès, les bouleaux, les chênes, les aulnes et les frênes. Ces arbres devront être évités au sein des nouvelles plantations qui devront être diversifiées.

L'arrêté de lutte contre l'ambroisie n'impose aucune contrainte pour l'élaboration du PLU. Néanmoins, sa réglementation devra être appliquée par les particuliers et la collectivité, notamment sur les chantiers de construction et les espaces publics. Les espèces les plus allergisantes devront être évitées au maximum dans les secteurs urbanisés les plus denses.

5.4 Nuisances et pollutions

5.4.1 Sites et sols pollués

Sources : Géorisques

La base de données CASIAS (Carte des anciens sites industriels et activités de service) anciennement BASIAS (Base de données des anciens sites industriels et activités de service) recense les anciens sites industriels et activités de service susceptibles d'engendrer une pollution sur l'environnement.

La base de données BASOL, qui recense les sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif, a été consultée en août 2024.

Ces bases de données indiquent qu'un site CASIAS est présent en bordure communale, sur une commune voisine. Il s'agit d'un site de l'ancienne décharge communale qui permettait la collecte, des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'ordure ménagère, déchetterie). Aucun site BASOL n'a été recensé.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

5.4.2 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)

Sources : Géorisques

Deux ICPE sont connues sur la commune. Il s'agit de deux élevages porcins dont le dernier est inscrit au titre des ICPE depuis 2020. L'élevage le plus ancien est situé en bordure du bourg de Durmignat et présente 440 porcs. L'autre est situé plus à l'écart des hameaux, au lieu-dit les Landes. Il accueille plus de 450 animaux. Ces ICPE sont toutes deux soumises à enregistrement.

5.4.3 Nuisances sonores

Sources : DDT Puy-de-Dôme

La commune n'est pas concernée par des nuisances sonores.

5.4.4 Nuisances lumineuses

Sources : Lightpollutionmap

En tant que territoire rural, la commune est peu concernée par les nuisances lumineuses.

5.4.5 Gestion des déchets

Sources : SICTOM des Combrailles

Le SICTOM des Combrailles gère la collecte des ordures ménagères sur le territoire communal. Trois déchèteries sont recensées : Pionsat, Saint-Gervais d'Auvergne, Saint-Éloy-les-Mines (commune voisine). L'accès aux déchèteries est subordonné à l'obtention d'une carte.

Le centre de transferts des déchets ménagers et assimilés est situé sur la commune de Saint-Éloy-les-Mines. Il permet de regrouper les déchets dans une zone proche des lieux de collecte afin de les acheminer jusqu'aux lieux de traitements.

La collecte des déchets se fait à l'aide des Points d'Apports Volontaires (PAV) situés dans chaque village. Ils sont vidés une fois par semaine.

En 2023, la production annuelle de déchets est évaluée à 3 801 tonnes d'ordures ménagères, soit environ 219 kg/habitant.

5.4.6 Assainissement

Sources : Syndicat Mixte Sioule et Morge

L'assainissement comprend la gestion des eaux usées et des eaux pluviales.

Sur le territoire communal, la majorité des eaux usées est gérée individuellement à l'échelle de l'habitation. Selon la mairie, il est estimé que seulement 25 % des installations d'assainissement autonome sont aux normes. La mise aux normes des installations se fait progressivement.

La gestion de l'Assainissement non collectif est portée par le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) qui est le Syndicat Mixte de Sioule et Morge.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

L'assainissement collectif est géré directement par la commune de Durmignat. Il comprend le bon fonctionnement de la STEU (Station de Traitement des Eaux Usées) du Bourg mise en service en 2014. Elle présente une capacité nominale de 70 EH (Équivalent Habitants) et charge maximale en entrée de 56 EH. La station présente donc une marge pour l'accueil de nouveaux effluents.

Un schéma directeur d'assainissement a été défini à l'échelle de la commune en 2001. Il privilégiait à l'époque le développement de l'assainissement collectif aux Boudards et dans le bourg.

5.5 Synthèse des enjeux relatifs aux nuisances et risques majeurs

Le territoire communal est peu exposé aux risques majeurs et aux nuisances. Il sera néanmoins indispensable de réfléchir l'urbanisation au niveau du bourg afin d'éviter au maximum les conflits d'usage avec l'exploitation agricole à proximité directe.

De plus, la prévention des risques est l'un des objectifs du SCoT ; il conviendra donc de prendre en compte les risques existants sur le territoire dans le cadre de son aménagement et de veiller à la bonne application du PGRI.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

ANNEXE 1 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES

Le présent document est la propriété intégrale et exclusive d'EODD et ne peut être diffusé ni reproduit, partiellement ou totalement, sans son autorisation.

Les Informations contenues dans l'étude seront utilisées de façon limitée comme il est précisé ci-après par tout Bénéficiaire (personne physique et/ou morale/entité) à qui est communiquée la présente offre.

À ce titre, tout Bénéficiaire s'engage, sauf obligation légale ou judiciaire, et à l'exception des Informations qui seraient déjà dans le domaine public, à respecter les obligations suivantes :

- ne pas divulguer ni révéler les Informations ou toutes discussions en cours entre les Parties, ni aucun fait qui y soit relatif à des tiers ;
- n'utiliser les Informations que dans le contexte de la mission ;
- ne communiquer les Informations (ou leur contenu) qu'aux seules personnes (dirigeants, salariés ou conseils extérieurs) qui devront prendre part aux études ou aux décisions relatives à l'opération projetée et exiger, préalablement, qu'elles s'engagent à préserver la nature confidentielle de ce projet de rapprochement et des Informations ;
- restituer (ou détruire), à la demande des personnes ayant transmis les Informations, toutes les Informations (ou les copies) ayant été transmises, et détruire tous les comptes rendus, documents, notes, ou mémorandums avec leurs copies sous quelle que forme que ce soit, qui auraient pu être établis sur la base des Informations reçues et en justifier à première demande, à l'exception des documents dont la conservation est requise par tout règlement et règle déontologique ;
- ne contacter, sans accord préalable écrit, dans le cadre de l'Opération, aucun concurrent/opérateur susceptible d'une manière ou d'une autre de réaliser une telle mission, et ne pas utiliser les Informations ou la connaissance de l'existence de discussions passées ou en cours pour détourner à son profit les termes de l'offre pour la réalisation de la mission ;
- à prendre toutes les précautions nécessaires pour préserver le caractère confidentiel des Informations, notamment en assurant leur sécurité physique par tous moyens appropriés et en particulier en les conservant dans des endroits sécurisés et en apposant sur les documents se rapportant à ces informations, la mention « CONFIDENTIEL » chaque fois que cela sera nécessaire ;
- réparer toutes conséquences dommageables que pourrait subir EODD Ingénieurs Conseils en charge de la réalisation de la mission en cas de non-respect du présent engagement de confidentialité.

En l'absence de réalisation de l'Opération, les obligations prévues ci-dessus demeureront valables pour une durée de 2 ans à compter de la décision de ne pas réaliser l'Opération tant que les Informations n'auront pas été portées à la connaissance du public ou n'auront pas perdu leur caractère significatif.

Tous les litiges auxquels pourrait donner lieu la violation de la présente obligation de confidentialité, mais sans limitation, relatifs à sa validité, son interprétation et/ou son exécution, seront soumis à la compétence exclusive du Tribunal de commerce de Lyon.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés – Reproduction interdite sans autorisation

Commune de DURMIGNAT (63)

Elaboration du Plan Local d'Urbanisme

1.c

RAPPORT DE PRESENTATION

Justifications



PLU

Prescription le : 06/04/2024

Arrêt le : 16/12/2025

Approbation le : 21/09/2026

Référence : 50506

EODD ingénieurs conseils

REALITES & DESCOEUR
49, Rue des Salins - 63000 Clermont-Ferrand
Tél : 04 73 35 16 26 realitesetdescoeur@realites-be.fr
www.realites-be.fr

RÉALITÉS & DESCOEUR

A. SOMMAIRE

A. Sommaire 2

B. JUSTIFICATIONS DU PROJET ET DE SA DECLINAISON REGLEMENTAIRE 3

1. Justification des choix retenus pour etablir le PADD 3
1.1. Historique des réflexions ayant permis la définition du PADD 3
1.2. Avancement dans la révision du PLU 4
2. La mise en œuvre de la concertation dans le cadre du PLU 4
2.1. Rappel des modalités de la concertation 5
2.2. Déroulement de la concertation 5
3. Justification generale de la traduction des orientations du PADD 6
3.1. Justification générale de la traduction des orientations du PADD 6
3.2. Evolution des superficies 11
3.3. Capacités d'accueil du PLU (STADE ARRET) 12
3.4. Synthèse projet du PLU / trajectoire de sobriété foncière 15
3.5. Dispositions générales pour la qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère 16
3.6. La zone Ud 20
3.7. La zone Ua 28
3.8. La zone AUg 33
3.9. La zone AUa 37
3.10. La zone A 40
3.11. La zone N 51
4. Les Orientations d'Amenagement et de Programmation 55
5. La mise en place d'outils reglementaires specifiques 58
5.1. Eléments repérés au titre de l'article L. 151-19 du Code de l'Urbanisme 58
5.2. Eléments repérés au titre de l'article L. 151-23 du Code de l'Urbanisme 59
5.3. Emplacements réservés (ER) 65
5.4. Les changements de destination 65
5.5. Cheminements/Modes Doux 65
5.6. Exclusion d'un plan d'eau de la Loi Montagne 66
5.7. Les Servitudes d'Utilité Publique 68

B. JUSTIFICATIONS DU PROJET ET DE SA DECLINAISON REGLEMENTAIRE

En application de l'article R151-2 du Code de l'Urbanisme :

« *Le rapport de présentation comporte les justifications de :*

1° La cohérence des orientations d'aménagement et de programmation avec les orientations et objectifs du projet d'aménagement et de développement durables ;

2° La nécessité des dispositions édictées par le règlement pour la mise en œuvre du projet d'aménagement et de développement durables et des différences qu'elles comportent, notamment selon qu'elles s'appliquent à des constructions existantes ou nouvelles ou selon la dimension des constructions ou selon les destinations et les sous-destinations de constructions dans une même zone ;

3° La complémentarité de ces dispositions avec les orientations d'aménagement et de programmation mentionnées à l'article L. 151-6 ;

4° La délimitation des zones prévues par l'article L. 151-9 ;

5° L'institution des zones urbaines prévues par l'article R. 151-19, des zones urbaines ou zones à urbaniser prévues par le deuxième alinéa de l'article R. 151-20 lorsque leurs conditions d'aménagement ne font pas l'objet de dispositions réglementaires ainsi que celle des servitudes prévues par le 5° de l'article L. 151-41 ;

6° Toute autre disposition du plan local d'urbanisme pour laquelle une obligation de justification particulière est prévue par le présent titre.

Ces justifications sont regroupées dans le rapport.»

1. JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PADD

L'article L. 151-5 du code de l'urbanisme précise que « Le projet d'aménagement et de développement durables définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ; les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.
Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain… »

1.1. HISTORIQUE DES REFLEXIONS AYANT PERMIS LA DEFINITION DU PADD

La commune de Durmignat a prescrit l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme par délibération du Conseil Municipal du 6 avril 2024.
La nécessité de l'élaboration de PLU répond à plusieurs enjeux :

- La maîtrise de l'étalement urbain et l'organisation de l'espace communal. Permettre un développement harmonieux de la commune, en définissant clairement l'affectation des sols en prenant en compte la protection du patrimoine et l'environnement ;
- Une évolution mesurée et contrôlée de la population, cohérente avec le projet d'ouverture d'une mine de lithium sur le territoire voisin d'Echassières (03), projet constituant le moteur principal de futures demandes d'autorisations d'urbanisme sur la commune de Durmignat ;
- La définition de choix de développement et leur traduction dans le document par des dispositions adaptées ;
- La prise en compte dans un rapport de compatibilité, du SCoT du Pays des Combrailles, du SRADDET…

Les motivations mises en avant pour justifier de la révision font partis des enjeux soulevés dans le cadre du diagnostic et ont fait l'objet de réflexions présentées ci-après et ont été retraduits dans le PADD.

Traduction : L'élaboration du PLU a permis à la collectivité d'avoir une réflexion sur un nouveau projet à horizon 2034 et de travailler les objectifs d'accueil de population et les secteurs de développement résidentiel.
Ainsi, l'accueil de population a été concentré sur les sites bâtis existants.
Les zones à urbaniser sont limitées et réduites afin de prendre en compte les enjeux de limitation de la consommation foncière et les enjeux paysagers et environnementaux. La commune souhaite accueillir des habitants de manière progressive afin de pérenniser ses équipements et services.
La collectivité a travaillé un projet en vue de maintenir l'attractivité de la commune en termes d'activités économiques (zones d'activités artisanales, agriculture), d'accueil de population, d'offre en équipements, services et commerces en gardant comme fil rouge la préservation des espaces naturels et agricoles.
La préservation de l'environnement et de la biodiversité se traduit dans le PADD par une cartographie des éléments de la Trame Verte et Bleue qui doivent être protégés. Le règlement graphique ainsi que le règlement littéral traduisent cette volonté de préservation.
La prise en compte de la dimension environnementale passe aussi par la limitation de la consommation foncière et induit un impact du PLU le plus réduit possible.

1.2. AVANCEMENT DANS LA REVISION DU PLU

- **Réalisation du diagnostic de territoire**

Cette phase est essentielle à la connaissance du territoire. Elle a permis de faire émerger les enjeux et les tendances prospectives du territoire. Le diagnostic a également permis de mettre en avant les enjeux et les objectifs du PLU au regard des documents à prendre en compte.
Dans le cadre de l'élaboration de ce diagnostic, plusieurs réunions de travail, dont une réunion agricole en début d'étude, ont été réalisées entre juin 2024 et décembre 2024.
Le diagnostic a été présenté aux personnes publiques associées le 27 mai 2025.

- **Définition du Projet d'Aménagement et de Développement Durables**

Le document de PADD représente la colonne vertébrale du document d'urbanisme, et va déterminer le cadre des autres pièces du PLU.
A la suite de plusieurs réunions de travail réalisées entre janvier et mars 2025, le PADD a été présenté aux Personnes Publiques Associées le 27 mai 2025 et débattu en Conseil Municipal le 13 juin 2025.

- **Traduction règlementaire**

Le zonage, le règlement ainsi que les OAP ont fait l'objet de réunions qui se sont déroulées entre avril 2025 et septembre 2025. Le projet bien avancé a été présenté à l'ensemble des PPA en mai 2025 et le 19 septembre 2025.

- **Evaluation environnementale**

Durmignat ne contribue pas au réseau européen Natura 2000.
Le projet de PLU fait néanmoins l'objet d'une Evaluation Environnementale (réalisée par le bureau d'études EODD).

2. LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONCERTATION DANS LE CADRE DU PLU

L'article L103-2 du Code de l'Urbanisme prévoit que font l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées :

1° L'élaboration ou la révision du schéma de cohérence territoriale ou du plan local d'urbanisme.
2° La création d'une zone d'aménagement concerté.
3° Les projets et opérations d'aménagement ou de construction ayant pour effet de modifier de façon substantielle le cadre de vie, notamment ceux susceptibles d'affecter l'environnement, au sens de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, ou l'activité économique, dont la liste est arrêtée par décret en Conseil d'Etat.
4° Les projets de renouvellement urbain.

2.1. RAPPEL DES MODALITES DE LA CONCERTATION

Les modalités de la concertation ont été définies par délibération du Conseil Municipal du 6 avril 2024 :

- Registre ouvert en mairie ;
- Article sur le site internet ;
- Tenue d'une réunion publique.

2.2. DEROULEMENT DE LA CONCERTATION

- **Mise à disposition d'un registre en Mairie :**
  - Un registre de concertation a été installé en mairie dès le début de l'étude. Il a été disponible aux jours et heures d'ouverture du secrétariat et présent jusqu'à l'arrêt du projet de PLU en Conseil Municipal.
  - Aucune remarque n'a été portée au registre.



- **Article sur le site internet :**
  Des informations concernant le PLU et le PADD ont permis d'informer les habitants.



https://www.durmignat.fr/durmignat/le-plu

- **Organisation d'une réunion publique :**
  Une réunion publique s'est tenue le 4 juillet 2025. L'objectif était de présenter le projet (Diagnostic et PADD) aux habitants et de recueillir leurs avis aux différentes étapes du projet d'élaboration.


DIAPO_RéunionPublique_04 07 25

Merci de cliquer sur présentation powerpoint ci dessous

Présentation PowerPoint

REUNION PUBLIQUE

REUNION Publique

VENDREDI 4 JUILLET A 10H00 salle polyvalente

Elaboration du P.L.U. Plan Local d'Urbanisme

Cette réunion a pour but de présenter à l'ensemble des habitants le contexte réglementaire dans lequel se déroule la procédure d'élaboration du P.L.U., le diagnostic socio-économique, environnemental et paysager, ainsi que les grandes orientations d'intérêt général et les objectifs poursuivis par la commune au travers du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

L'occasion vous est donnée d'apporter votre contribution en faisant part de vos observations, de vos éventuelles attentes ou préoccupations relatives au développement de notre commune et à la prise en compte de notre cadre de vie.

Un pot de l'amitié sera servi à l'issue de la réunion.



https://www.durmignat.fr/durmignat/le-plu

Les habitants ont été informés de ces réunions par différents moyens : publication municipale, voie de presse, panneau d'affichage, information sur le site internet de la commune et via les réseaux sociaux.
Le diaporama de la réunion publique est consultable sur le site internet de la mairie.
Cette réunion publique a permis de présenter la procédure de Plan Local d'Urbanisme, des éléments clés du diagnostic ainsi que le Projet d'Aménagement et de Développement Durables.
Cette réunion de concertation a rassemblé une vingtaine de personnes.

3. JUSTIFICATION GENERALE DE LA TRADUCTION DES ORIENTATIONS DU PADD

Le tableau ci-après permet de détailler les objectifs de chaque orientation composant le projet de territoire et de présenter la traduction concrète de ce projet, à travers les autres pièces du PLU (zonage, règlement, orientations d'aménagement et de programmation).

3.1. JUSTIFICATION GENERALE DE LA TRADUCTION DES ORIENTATIONS DU PADD

OBJECTIFS		TRADUCTION REGLEMENTAIRE
AXE 1- CONFORTER L'ATTRACTIVITE DE LA COMMUNE…		
MENER UNE POLITIQUE DE MAINTIEN ET D'ACCUEIL DE LA POPULATION	EN RECHERCHANT UNE AUGMENTATION DEMOGRAPHIQUE REGULIERE ET COHERENTE En définissant un objectif démographique en cohérence avec la croissance observée sur la période 1999-2010, de l'ordre de +0.7% par an, la population estimée à l'horizon 2034 serait de l'ordre de 230 habitants, soit un accueil d'une quinzaine de nouveaux habitants.	Les perspectives de développement de la commune résultent du croisement de différents éléments : évolutions démographiques (hausse importante sur la dernière période à mettre en parallèle avec le statut rural de la commune) ; faits sociologiques (desserrement des ménages) ; perspectives Insee sur le secteur ; projet EMILI (Exploitation de Mica Lithinifère) porté par Imérys sur la commune voisine d'Echassières (répercutions directes et indirectes sur le territoire, et pour les vocations habitats/économiques). Pour accompagner les besoins liés au dynamisme de sa population et continuer à offrir des équipements adaptés, fonctionnels et respectueux des normes, le projet du PLU privilégie l'accueil de nouveaux habitants sur les secteurs d'implantation des pôles principaux d'habitat. Les zones

		d'urbanisation future sont projetées en continuité des sites existants. Le zonage proposé montre un effort notable en matière de consommation foncière, avec des enveloppes urbaines/à urbaniser, limitées en nombre, et restreinte en superficies. **Les disponibilités foncières dégagées par le PLU sont estimées à 1,55 ha pour toutes les vocations, dont 1,25 ha pour la vocation Habitat.** **La consommation d'ENAF par les disponibilités foncières du PLU est estimée à 1,17 ha.** -0,87 ha pour la vocation Habitat, soit : - 0,19 ha pour les zones urbaines - et 0,67 ha pour les zone AUg. -0,30 ha pour les activités.
CONSIDERER LA FORME URBAINE POUR PREVOIR LE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE	En priorisant le développement du bourg, principal lieu de vie de la commune Environ 10 logements supplémentaires. En permettant le développement des villages principaux En prenant en compte les autres secteurs d'habitat plus isolés en permettant leur évolution	Le territoire est composé d'un bourg et de villages et hameaux dispersés sur le territoire. L'objectif est de limiter l'éparpillement des nouvelles constructions en identifiant les sites bâtis pertinents pour accueillir les nouveaux habitants. La priorité est donnée au Bourg de Durmignat et aux villages de Pranoix, La Bourse et Chez Voyon (lesquels ne présentent pas d'enjeux agricoles). La production de logements se traduit de la manière suivante : Dans les zones urbaines/à urbaniser : - par la valorisation du bâti ancien, notamment par l'aménagement de bâtiments existants permettant une réduction de la vacance et la réhabilitation de logements existants. - par la recherche d'opportunités dans le tissu urbain actuel (potentiel foncier) - et par l'ouverture de nouveaux secteurs à la construction, en cherchant à limiter l'étalement urbain. Des OAP veillent au respect des enjeux urbains (densité, mixité, …). Hors zones urbaines/à urbaniser (c'est-à-dire, les zones agricoles/naturelles) : dans ces zones, la trame bâtie est généralement disséminée sur l'ensemble du territoire. L'enjeu est de permettre à ces constructions existantes de continuer à vivre. - par le changement de destination, - par la réhabilitation du parc de logements vacants, contribuent à conserver une diversité de logements, à éviter la ruine et la désaffectation du bâti ancien - par des règles adaptées : Le règlement des zones agricole et naturelle permet l'évolution et les annexes des habitations existantes sous certaines conditions.
REFLECHIR A UNE POLITIQUE COHERENTE EN MATIERE DE LOGEMENTS	En diversifiant les types de logements En identifiant des changements de destination	

		La limitation des zones urbaines/à urbaniser (en nombre et en surface) devrait contribuer à encourager la réaffectation de la vacance sur le reste du territoire communal. Ces 2 objectifs visent à valoriser le parc des logements existants en assurant un développement cohérent des enveloppes urbaines.
AXE 2 : …EN PREVOYANT UN DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE POUR LE PRESERVER.		
PERMETTRE LE DEVELOPPEMENT DES SERVICES ET DES ACTIVITES ECONOMIQUES	En soutenant les projets agricoles et d'une manière générale, en préservant les espaces agricoles qui façonnent le territoire	L'agriculture occupe une place importante sur l'ensemble du territoire communal. Elle façonne les paysages, participe activement à leur entretien et à l'organisation de la trame verte. Elle joue également un rôle significatif en matière d'économie. L'activité agricole a été prise en compte dès le début de la procédure avec la réalisation d'une réunion avec le monde agricole afin de connaître les différents enjeux et projets. Le PLU définit en zone agricole, les secteurs occupés par l'activité agricole afin de préserver l'agriculture qui entretien les paysages ouverts et limite le développement des boisements. De manière générale, le projet de PLU vise à préserver les espaces agricoles en limitant la consommation des terrains exploités. La préservation du foncier agricole se décline sous 2 zones : - une zone Ac permettant aux exploitants de se développer, en limitant le mitage des espaces ; - une zone A générale où toute nouvelle construction est interdite dans le but de préserver la qualité agronomique et/ou environnementale, paysagère de certains secteurs. Le règlement de la zone agricole prend en compte la possibilité de diversifier l'activité agricole. Les activités de vente directe sont possibles, tout comme les activités touristiques si elles sont liées à l'activité agricole.
	En soutenant les activités économiques	Malgré un nombre d'actifs en légère baisse sur le territoire de DURMIGNAT, la création d'entreprises nouvelles est en constante augmentation depuis 2018, avec 4 nouvelles entreprises en 2023. La commune souhaite alors maintenir une activité économique créant des emplois localement, et permettant de faire vivre les habitants sur le territoire. L'objectif est ainsi de maintenir une commune dynamique, avec des activités artisanales dans le tissu bâti.

		Un site d'activités existantes est identifié sur le village de Chez Voyon. Un site est identifié pour permettre l'accueil d'activités/services complémentaires, en lien avec l'accueil de nouveaux habitants et les effets directs/indirects du projet EMILI (porté par Imérys sur la commune voisine d'Echassières).
	En œuvrant à l'accueil de services pour la population Dans le cadre de sa politique de réinvestissement des locaux vacants, la municipalité de Durmignat réhabilite actuellement une ancienne maison du bourg afin d'accueillir 2 médecins, attendus début 2026.	La commune de Durmignat se définit par son caractère rural, disposant des équipements administratifs minimum pour satisfaire les besoins de ses habitants, mais elle n'accueille ni commerce, ni service. Afin de conforter l'attractivité de son territoire et répondre aux attentes et besoins de sa population, la commune désire encourager le développement de services et d'activités commerciales de proximités. Cet objectif se traduit au PLU par la réhabilitation ou le changement de destination de constructions existantes.
PREPARER L'AVENIR ET RELEVER LES DEFIS DE DEMAIN	En assurant une réduction de la consommation foncière	La trame bâtie de la commune présente une organisation éclatée. Elle concourt à créer de nombreuses interfaces entre tissu urbanisé et espace agro-naturel ; entrainant de possibles impacts (fragmentation des continuités écologiques, fragmentation du foncier agricole). Ces 10 dernières années, le développement urbain a consommé un peu plus de 2 hectares. Le projet de développement de la commune pour ces 10 prochaines années ambitionne une réduction de cette consommation d'espace et un ralentissement du rythme de l'artificialisation des sols conduisant à une consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers de l'ordre de 1,5 hectares. Cet objectif se traduit par une limitation des zones urbaines/à urbaniser (en nombre et en surface).
	En conservant l'identité paysagère et villageoise du territoire	A l'échelle de la commune, la préservation des continuités écologiques représente un enjeu majeur dans la valorisation de la biodiversité, mais également dans la qualité du cadre de vie des habitants. Plusieurs outils du PLU sont mobilisés pour traduire cet objectif : - Les continuités écologiques sont identifiées par des trames spécifiques, au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme, permettant de protéger le maillage bocager et des secteurs de zones humides. Ces éléments sont soumis à déclaration préalable avant intervention ; - Les espaces naturels et boisés sont identifiés dans des zones naturelles N ;

		- Les zones naturelles (N) et agricoles (A) sont non constructibles ; - La limitation des espaces urbanisés/à urbaniser participent à préserver/mettre en valeur les espaces naturels, et à garantir des coupures d'urbanisation ; - Une OAP trames vertes et bleues visent à rappeler leurs existences, les enjeux de préservation. La commune souhaite que les nouvelles constructions s'inscrivent en cohérence avec le patrimoine bâti existant. Le règlement vise à garantir une évolution harmonieuse du bâti, respectueuse de l'identité patrimoniale et architecturale du territoire. Des prescriptions sont ainsi introduites concernant notamment les prospects et l'aspect des nouvelles constructions. Les éléments de petit patrimoine sont repérés sur le plan de zonage au titre de l'article L151-19 du code de l'Urbanisme. Ce repérage est accompagné de prescriptions adaptées à chaque élément dans le règlement. Ils participent à la mise en valeur des paysages.
	En s'appuyant sur la future voie verte ayat-sur-sioule/lapeyrouse, ainsi que le futur chemin de randonnée porte par le SMAD des Combrailles	Bien qu'aucun itinéraire de randonnée ne soit aujourd'hui recensé sur la commune de DURMIGNAT, il est important que le PLU permettent les aménagements nécessaires, suivant les besoins qui pourraient apparaitre au fur et à mesure du développement touristique du secteur. Le PLU traduit cette intention par l'identification d'un chemin de randonnée à créer, s'appuyant sur les chemins existants. La commune souhaite valoriser les équipements touristiques existants. Ces derniers concernent les zones urbaines, agricoles, dont les dispositions réglementaires permettent de répondre à cet objectif. Les nouveaux équipements touristiques seront également possibles, par : - les dispositions réglementaires des zones urbaines et agricoles (constructibles) - les changements de destination.
	En prenant en compte les risques et nuisances dans le développement de la commune	Une attention particulière a ainsi été portée afin de limiter l'exposition de la population aux risques, traduisant ainsi une nécessaire limitation des zones constructibles sur des secteurs particuliers. Le règlement édicte des prescriptions visant à ralentir, freiner, limiter les potentiels risques : préservation

		des trames vertes et bleues en faveur de l'absorption des eaux de ruissellement, encourager la dés-imperméabilisation des sols, l'infiltration des eaux pluviales, … .
	En poursuivant les économies d'énergie et le recours aux énergies renouvelables, au service d'une sobriété et d'une autonomie du territoire	La municipalité agit depuis plusieurs années en faveur de la transition écologique de son territoire en permettant notamment l'installation de panneaux photovoltaïques en toiture, et en amélioration le confort thermique des bâtiments publics. La commune œuvre également au rachat de bâtiments vacants et à leur réhabilitation, notamment thermique, afin de préserver le bâti existant du bourg et anticiper l'avenir. Elle souhaite pour les années à venir poursuivre ces actions favorables à la réduction de la consommation d'énergie et au développement de la production d'énergies renouvelables, notamment dans le cadre de projets agrivoltaïques sous réserve que ces derniers ne remettent pas en cause la préservation des continuités écologiques et de l'identité bocagère du territoire. À travers ces orientations, la commune affirme sa volonté de privilégier un modèle de transition énergétique fondé sur : - la réduction des consommations d'énergie avant l'augmentation de la production ; - la valorisation et la réhabilitation du patrimoine bâti existant ; - le développement maîtrisé des énergies renouvelables les mieux intégrées au territoire ; - la préservation durable du bocage, des continuités écologiques, des paysages et des espaces agricoles qui constituent les principaux atouts de la commune. Cette stratégie vise à construire un territoire plus résilient face aux évolutions climatiques et énergétiques, tout en confortant son identité rurale et la qualité de son cadre de vie. Ces intentions se traduisent principalement par des dispositions réglementaires.

3.2. EVOLUTION DES SUPERFICIES

3.2.1. Evolution des surfaces (STADE ARRET)

Zones	Superficie PLU en ha (SIG)	% de la superficie communale
Zones urbaines		
Ua	0,79 ha	

Ud	8,95 ha	
Total zones U	**9,75 ha**	**0,78%**
Zones à urbaniser		
AUa	0,30 ha	
AU2	0,68 ha	
Total zones AU	**0,98 ha**	**0,86 %**
Total zones constructibles (U+AU)	**10,73 ha**	
Zones agricoles		
A	925,06 ha	
Ac	68,94 ha	
Total zones A	994,00 ha	**79,8 %**
Zones naturelles		
N	239,88 ha	
Total zones N	**239,88 ha**	**19,27 %**
Total zones agricoles et naturelles	**1233,89 ha**	
TOTAL*	***1244,62 ha***	

Note : La différence de surface totale s'explique de la manière suivante :
La surface de la commune au cadastre numérisé est de 1244,62 ha alors que la surface administrative est de 1236 ha. Le zonage s'applique sur la commune entière, se base sur le cadastre numérisé qui peut évoluer au cours du temps, expliquant les décalages qui restent cependant minimes.

Les zones urbaines représentent une surface globale de 9,75 ha soit 0,7% de l'ensemble du territoire communal.

Les zones à urbaniser représentent une superficie de 0,98 hectares soit 0,86% de l'ensemble du territoire.

Les zones agricoles et naturelles concernent donc la très grande majorité du territoire.
Au sein de ces espaces, les zones agricoles concernent plus de surface, couvrant 79,8 % du territoire communal contre 19,27 % pour les zones naturelles.

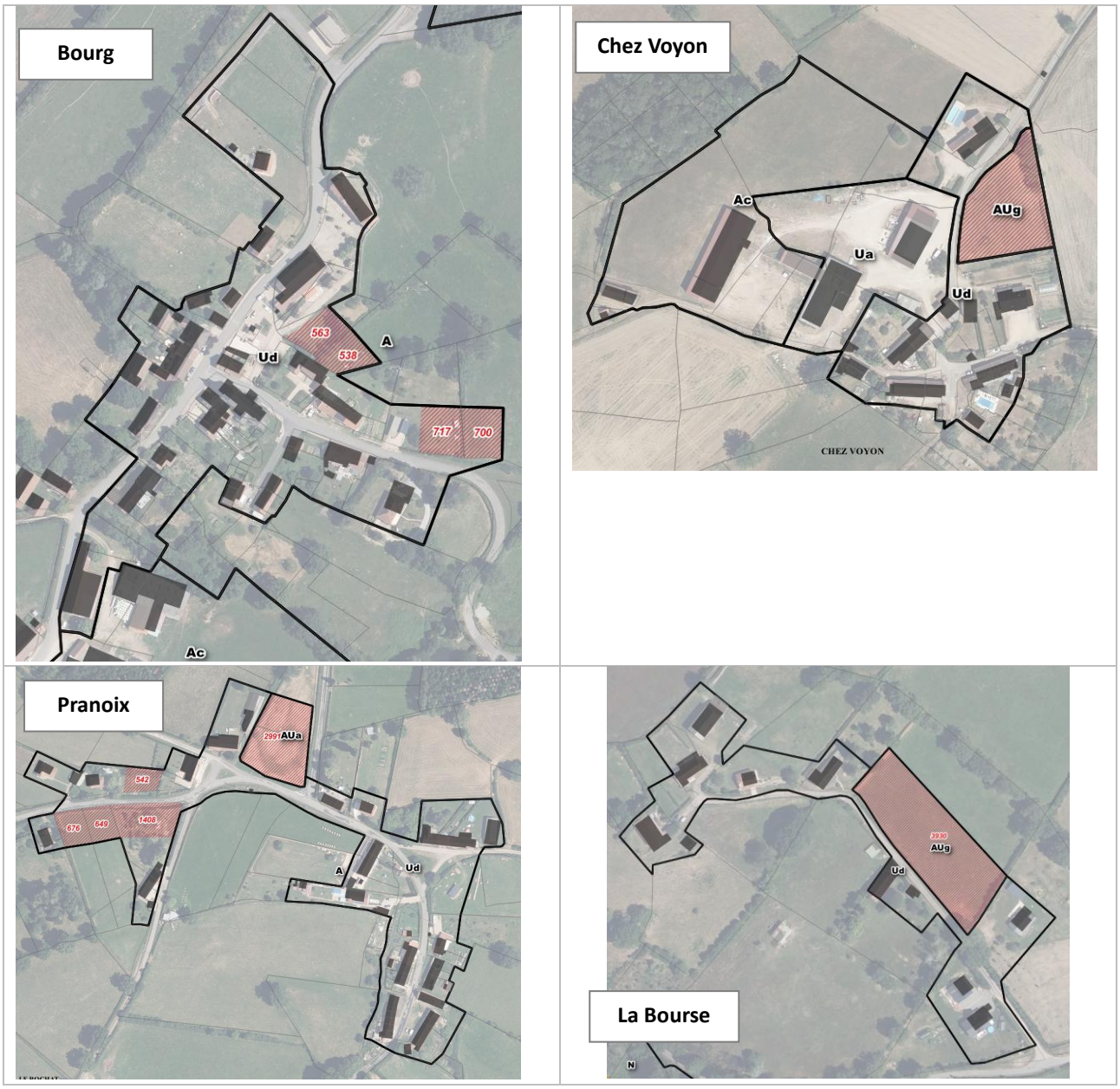
3.3. CAPACITES D'ACCUEIL DU PLU (STADE ARRET)

3.3.1. Analyse des capacités d'accueil

Le projet communal vise à concentrer les capacités d'accueil sur le bourg de Durmignat, et les villages de Pranoix, Chez Voyon et La Bourse, qui présentent peu, voire pas, d'enjeux agricoles.

Les zonages urbains ont également recherché à se limiter à l'enveloppe bâtie des unités identifiées, tout en donnant la possibilité d'accueillir à hauteur des ambitions du PADD. Ainsi, les réflexions ont donné lieu à un zonage resserré au plus près des enveloppes bâties. Il a été constaté que les potentiels fonciers disponibles existent dans les enveloppes urbaines mais ne sont pas suffisants pour répondre aux objectifs d'accueil du PADD, en termes d'habitat, et de développement des activités.
Des zones d'urbanisation future sont ainsi proposées pour offrir des potentiels fonciers supplémentaires.

Disponibilités foncières du projet de PLU – pour ARRET -



Les disponibilités foncières dégagées par le PLU sont estimées à 1,55 ha pour toutes les vocations, dont 1,25 ha pour la vocation Habitat.

Disponibilités foncières / localisation	*surf (m²)*		*Disponibilités foncières / vocation*	*surf (m²)*
BOURG	2518		Habitat	12579
CHEZ VOYON	2856		Activités	2991
LA BOURSE	3930			
PRANOIX	6266			

3.3.2. Consommation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (ENAF)

Les potentiels offerts par le PLU révisé se positionnent sur des tènements de nature différente : agricole, naturelle, boisée. L'analyse suivante permet de croiser l'occupation des sols (source : DDT63) et les tènements ouverts à la construction.

Classification de l'occupation des sols :

- 0 - Naturel hors espace naturel remarquable
- 1 - Naturel dans espace naturel remarquable
- 10 - Agricole (Prairie RPG) hors espace naturel remarquable
- 11 - Agricole (Prairie RPG) dans espace naturel remarquable
- 12 - Agricole (terre arable RPG) hors espace naturel remarquable
- 13 - Agricole (terre arable RPG) dans espace naturel remarquable
- 14 - Agricole non RPG hors espace naturel remarquable
- 15 - Agricole non RPG dans espace naturel remarquable
- 16 - Agricole (vignes et vergers RPG) hors espace naturel remarquable
- 17 - Agricole (vignes et vergers RPG) dans espace naturel remarquable
- 20 - Forestier hors espace naturel remarquable
- 21 - Forestier dans espace naturel remarquable
- 30 - Urbanisé hors espace naturel remarquable
- 31 - Urbanisé dans espace naturel remarquable
- 32 - voirie
- 40 - surface en eau hors espace naturel remarquable
- 41 - surface en eau dans espace naturel remarquable

Méthodologie de calcul des ENAF

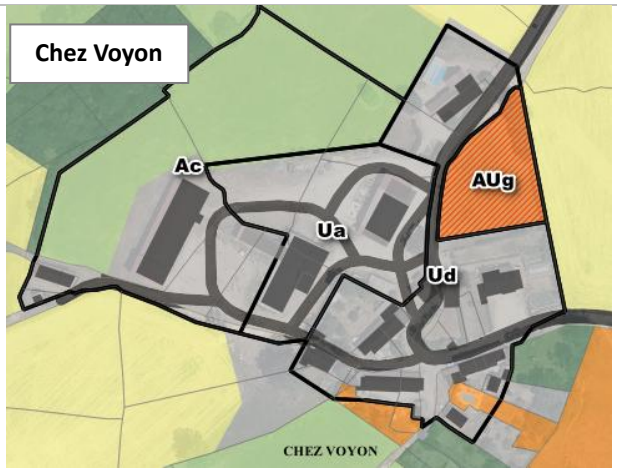
Disponibilités foncières (ha)	Code occ sol
Espaces agricoles	*10 + 11 + 12 +13 + 14 + 15 + 16 + 17*
dont espaces agricoles déclarés à la PAC	*10 + 11 + 12 + 13*
dont espaces naturels remarquables	*11 + 13 +15 + 17*
dont AOC viticole (le cas échéant)	*Couche spécifique occ-sol/aoc 10 + 11 + 12 +13 + 14 + 15 + 16 + 17*
Espaces forestiers	20+21
dont espaces naturels remarquables	21
dont AOC viticole (le cas échéant)	*Couche spécifique occ-sol/aoc 20+21*
Espaces naturels remarquables hors agricoles, forestiers et urbanisés	41+1
dont AOC viticole (le cas échéant)	*Couche spécifique occ-sol/aoc 41+1*
Espaces urbanisés	30+31+32
dont AOC viticole (le cas échéant)	*Couche spécifique occ-sol/aoc 30+31+32*
Autres espaces	40+0
dont AOC viticole (le cas échéant)	*Couche spécifique occ-sol/aoc 40+0*
TOTAL	
Sous-total : espaces naturels, agricoles et forestiers	*10 + 11 + 12 + 13 + 14 + 15 + 16 + 17 + 20 +21 + 1 + 41*

ENAF des disponibilités foncières du projet de PLU – pour ARRET -

Bourg



Chez Voyon





Toutes vocations confondues, les disponibilités foncières concernent des espaces essentiellement agricoles, et forestiers.
La consommation d'ENAF par les disponibilités foncières du PLU est estimée à 1,17 ha.

ENAF	HABITAT	ACTIVITES
10 - prairie PAC	5168	
11 - prairie PAC remarquable		
12 - terre arable PAC	2856	
14 - terre agricole non PAC	717	2991
15 - terre agricole non PAC remarquable		
20 - foret		
21 - foret remarquable		
1 - naturel remarquable		
41 - eau remarquable		
	8741 m²	2991 m²
Total	11732 m²	

Consommation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (ENAF) pour la vocation HABITAT
Les disponibilités foncières identifiées au PLU pour l'accueil de nouveaux habitants portent essentiellement sur des espaces agricoles, en partie déclarées à la PAC.
La consommation d'ENAF est estimée à 0,87 ha pour la vocation Habitat, soit :

- 0,19 ha pour les zones urbaines
- 0,68 ha pour les zones AUg.

Consommation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (ENAF) pour la vocation ACTIVITES
Les disponibilités foncières identifiées au PLU pour la vocation activités portent essentiellement sur des espaces agricoles (non PAC). La consommation d'ENAF est estimée à 0,30 ha.

3.4. SYNTHESE PROJET DU PLU / TRAJECTOIRE DE SOBRIETE FONCIERE

La loi Climat & Résilience fixe l'objectif d'atteindre le « zéro artificialisation nette des sols » en 2050, avec un objectif intermédiaire de réduction de moitié de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers dans les dix prochaines années 2021-2031 par rapport à la décennie précédente 2011-2021.
Pour respecter la tendance générale fixée par la loi, la consommation d'espace de la commune de Durmignat, d'ici à 2031 devrait tendre vers une surface de 1.1 hectares environ.

Dans le cadre de l'élaboration du PLU de Durmignat, en accord avec les services de l'état (DDT63) et au regard de la situation du territoire, la période de référence retenue est 2014-2023 (durant laquelle la consommation a été de 1,8 ha).

Le projet communal (PADD) de Durmignat porte à l'horizon 2034.
Les projections portent ainsi sur la période 2024-2034 avec une ambition de réduction de la consommation vis-à-vis de celle observée sur la période 2014-2023.

Le potentiel constructible offert dans le cadre de l'élaboration du PLU de Durmignat, est estimé à 1,55 ha toutes vocations confondues, dont 1,25 ha pour la vocation habitat.
La consommation d'ENAF par les disponibilités foncières du PLU est estimée à 1,17 ha.

- 0,87 ha pour la vocation Habitat, soit :
  - 0,19 ha pour les zones urbaines
  - et 0,68 ha pour les zones AUg.
- 0,30 ha pour les activités.

Cette projection apparait ainsi inférieure à la consommation d'ENAF observée sur la période de référence 2014-2023 (1,8 ha), montrant le suivi d'une trajectoire de sobriété foncière.

3.5. DISPOSITIONS GENERALES POUR LA QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Ces dispositions générales s'appliquent à l'ensemble des zones du PLU.

Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	
Adaptation à l'environnement DG14-2 Des dispositions sont introduites pour garantir l'intégration paysagère et architecturale des futures constructions.	*Les constructions nouvelles, les extensions et aménagements des bâtiments existants doivent présenter une simplicité de volume, un volume compact pour limiter les consommations énergétiques, un aspect architectural compatible avec le bâti environnant.* *Les constructions dont l'aspect général ou certains détails architecturaux sont étrangers à la région sont interdites (maison provençale, hacienda, yourtes, maison container aspect container extérieur…).* *L'emploi à nu des matériaux destinés à être enduits est interdit.* *Les bardages métalliques pré-laqués d'usine sont autorisés pour les constructions à usage agricole, d'activités et pour les annexes à l'habitation (garage, cabane de jardin…).* *Les prescriptions du PLU en matière de façades ne sauraient faire obstruction à l'utilisation du bois ou de tout autre matériau renouvelable permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre.* *Architecture contemporaine : tout projet d'expression contemporaine et innovant par rapport aux règles définies par le présent règlement devra prendre en compte les caractères naturels et bâtis du site, et pourra être accepté après examen concerté de chaque cas d'espèce.*
Eléments techniques divers : *DG14-7* Des dispositions sont introduites pour garantir l'intégration paysagère et architecturale des éléments techniques.	*Les équipements liés aux énergies renouvelables (capteurs solaires, vérandas...) doivent être intégrés et adaptés à la logique architecturale des constructions et à leur environnement patrimonial et paysager.* *Les éléments utilisant les énergies renouvelables (panneaux solaires et photovoltaïques) doivent respecter la pente du toit ou la composition de la façade et des ouvertures.* *En cas d'impossibilité technique, ils seront disposés au sol de façon à être le moins perceptible possible depuis l'espace public. Ils pourront s'adosser à un élément d'architecture (mur, façade), à un talus ou tout autre élément de paysage susceptible de les intégrer.* *Les gaines de cheminées en saillie, en pignon ou en façade sur rue et sur cour sont interdites, sauf impératif technique. Dans ce cas, elles seront enduites dans la même tonalité que la façade.* *Les antennes paraboliques, climatiseurs, pompes à chaleur… devront être implantés sur les espaces privatifs intérieurs ou les façades non visibles ou devront être masqués. Ils devront également être implantés de manière à réduire la gêne sonore pour les résidents des habitations situées à proximité.*
Performance énergétique et environnementale des	Des dispositions encadrent les dispositifs bioclimatiques des constructions, afin d'être compatibles avec la préservation des éléments bâtis anciens et du fonctionnement du domaine public.

constructions et aménagements : *DG14-8*	*A l'intérieur des marges de recul et de retrait, l'installation de dispositifs d'isolation thermique extérieure est autorisée à la condition qu'ils n'excèdent pas 30 cm de profondeur par rapport au nu de la façade des constructions. Dès lors que ces dispositifs empiètent sur le domaine public, la commune sera consultée sur la possibilité de réaliser ou non ces travaux.* *Les dispositifs de protection solaire peuvent s'implanter en saillie des façades dès lors qu'ils n'entraînent pas de gêne ou de risque pour autrui. Ces dispositifs ne pourront cependant pas dépasser sur le domaine public.* *Les exhaussements et affouillements de sols sont autorisés qu'à la condition d'être rendus nécessaires pour l'exploitation de la géothermie et à la construction de bâtiment comme le précise le DG 14-1 « Adaptations au terrain ».*
Restauration de bâtiments existants : *DG7*	Il s'agit de prendre en compte l'aspect du bâti ancien, dans une logique de valorisation et de conservation de l'identité bâtie locale. *La restauration d'un bâtiment dont il reste l'essentiel des murs porteurs est autorisée, lorsque son intérêt architectural ou patrimonial en justifie le maintien, sous réserve de respecter les principales caractéristiques de ce bâtiment et les dispositions du présent règlement.*
Constructions à usage d'équipements d'intérêt collectif et aux services publics : *DG14-11*	Au regard de leur spécificités techniques et architecturales, d'une maîtrise d'ouvrage publique ou parapublique, une exception est introduite pour les constructions relevant d'un intérêt public ou collectif. *Les constructions à usage d'équipements d'intérêt collectif et/ou de services publics de conception contemporaine sont autorisées lorsque la qualité de leur architecture permet une intégration satisfaisante dans leur site d'accueil. Dans ce cas, les règles précédentes peuvent ne pas s'appliquer et seront fonction du projet architectural envisagé.*

Desserte par les voies publiques ou privées / Desserte par les réseaux	
Accès *DG15-1*	*Ces dispositions ne sont pas applicables aux constructions existantes à la date d'approbation du Plan Local d'Urbanisme dès lors qu'elles disposent d'une desserte automobile suffisante.* *Ces dispositions sont cependant applicables à tout nouvel accès ou construction nouvelle et en cas de changement de destination de terrains ou de locaux qui modifierait les conditions de circulation et de sécurité.* *Pour qu'un terrain enclavé soit constructible, son propriétaire doit produire une servitude de passage suffisante, instituée par un acte authentique, ou par voie judiciaire, en application de l'article 682 du code civil.* *Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.* *Ainsi une opération doit comporter un nombre d'accès sur les voies publiques, limité au strict nécessaire.* *En outre, les accès doivent être localisés et configurés en tenant compte des éléments suivants:* *-la topographie et la configuration des lieux dans lesquels s'insère l'opération ;* *-la nature des voies sur lesquelles les accès sont susceptibles d'être aménagés afin de préserver la sécurité des personnes (distance de visibilité, vitesse sur voie, intensité du trafic…) ;* *-le type de trafic généré par l'opération (fréquence journalière et nombre de véhicules accédant à la construction, type de véhicules concernés…) ;* *-les conditions permettant l'entrée et la sortie des véhicules dans le terrain sans manœuvre sur la voie de desserte.* *Les accès sur les RD518 – 518A, RD79 et RD100 peuvent être subordonnés à la réalisation d'aménagements particuliers tenant compte de l'intensité du trafic et de la sécurité de la circulation.* *Les occupations et utilisations du sol peuvent être refusées sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou*

	à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie et des engins de déneigement. *Elles peuvent également être refusées si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.* *Le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, le projet de construction peut n'être autorisé que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.*
Voirie *DG15-2*	*Les voies publiques ou privées, destinées à accéder aux constructions, doivent avoir des caractéristiques techniques adaptées aux usages qu'elles supportent, aux opérations qu'elles doivent desservir et notamment à l'approche des véhicules de secours, du matériel de lutte contre l'incendie, aux engins de déneigement et d'enlèvement des ordures ménagères.* *A l'extrémité des voies en impasse doit être aménagée une plate-forme d'évolution de telle sorte que les véhicules de service puissent faire demi-tour facilement.*
Eau potable *DG15-3*	*Toute construction nécessitant une alimentation en eau potable doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable, par une conduite de caractéristique suffisante, conformément aux dispositions règlementaires en vigueur.* *Toute construction ou installation dont l'activité peut présenter des risques de pollution vis à vis du réseau public devra être équipée d'un dispositif agréé de protection contre les retours d'eau.* *En zones A et N, à défaut de réseau, l'alimentation en eau par puits, pompage, captage, forage,… peut être admise dans le cadre de la réglementation en vigueur.*
Assainissement des eaux usées *DG15-4*	*Toute construction ou installation occasionnant des rejets d'eaux usées doit être raccordée au réseau public d'assainissement d'eaux usées s'il existe par un dispositif d'évacuation de type séparatif, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, et ce, à l'intérieur de l'unité foncière, le cas échéant par relevage, aux frais du pétitionnaire.* *L'évacuation des eaux usées non domestiques est soumise à autorisation. Celle-ci peut être subordonnée à certaines conditions, notamment à un pré-traitement approprié, conformément à l'article L.1331-15 du Code de la Santé Publique.* *Les tabourets de branchement devront être implantés sur le domaine public de façon à être visitables par le gestionnaire du réseau, sauf impossibilité technique reconnue par le gestionnaire.* *L'évacuation des eaux usées non traitées dans les rivières, fossés, égouts d'eau pluviales est interdite.*
Assainissement des eaux pluviales et de ruissellement *DG15-5*	*L'imperméabilisation nouvelle (bâtiment, voirie, terrasses…) ne doit pas augmenter le débit naturel des eaux pluviales de la parcelle ou du tènement.* *Les aménagements réalisés sur tout terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales (articles 640 - 641 du Code Civil). Les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.* *Les eaux pluviales doivent être résorbées in situ dans le respect de la réglementation sanitaire en vigueur. En cas d'impossibilité avérée et dûment démontrée, elles seront rejetées au réseau séparatif s'il existe.* *Le rejet vers un réseau d'assainissement est soumis à l'autorisation du gestionnaire.*

	Les ouvrages de récupération d'eau pluviale sont recommandés : cuves de récupération ou autre système. *Les aménagements réalisés sur tout terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales (articles 640 - 641 du Code Civil). Les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.* *L'évacuation des eaux de ruissellement doit, si nécessaire, être assortie d'un pré-traitement.*
Réseaux divers *Electricité, télécommunications et autres réseaux câblés* *DG15-6*	*Toute construction ou installation doit prévoir l'enfouissement des réseaux secs de la parcelle au point de raccordement avec le réseau existant sur le domaine public.* *Les nouvelles constructions doivent être facilement raccordables à une desserte Très Haut Débit (pose de fourreaux vides, adaptation des constructions à l'accueil du raccordement par la fibre).*
Eclairage *DG15-7*	*Vis-à-vis de la trame noire et de la pollution lumineuse nocturne, outre l'éclairage public, tout projet peut mettre en œuvre des mesures propres à améliorer la trame noire. Ainsi, les principes suivants sont à mettre en œuvre :* *-Limiter l'éclairage indirect en réduisant la puissance des éclairages en place, en limitant la diffusion lumineuse (positionnement horizontal, avec des masques/caches, en concentrant le flux lumineux vers la surface utile à éclairer) ;* *-Incitation à utiliser des dispositifs à détection de présence pendant tout ou partie de la nuit, en fonction de l'usage de la zone.*

D'autre part, il est à noter que des prescriptions particulières et des règles spécifiques à certains secteurs peuvent exister. Celles-ci sont intégrées dans le règlement des zones concernées.

3.6. LA ZONE UD

Zone Ud

La zone Ud est une zone urbaine multifonctionnelle correspondant aux tissus anciens du bourg et des villages. Constructible, cette zone présentant une certaine densité est composée d'un bâti traditionnel aggloméré où les bâtiments sont généralement construits en ordre continu.
Les prescriptions définies ci-après s'appliquent sur l'ensemble de la zone Ud, sauf stipulations contraires.

Cette zone est concernée par des dispositions particulières :

- Eléments du petit patrimoine à préserver/mettre en valeur, au titre de l'article l151-19 du CU.

PRINCIPALES ORIENTATIONS DU PADD DECLINEES DANS LA ZONE Ud

MENER UNE POLITIQUE DE MAINTIEN ET D'ACCUEIL DE LA POPULATION

En recherchant une augmentation démographique régulière et cohérente

Avec environ 214 habitants actuellement, la commune souhaite permettre un accroissement démographique progressif, modéré et adapté à sa taille et à ses équipements. Accompagnée par le programme Village d'avenir, elle veut pouvoir poursuivre son développement nécessaire au fonctionnement de la commune *(équipements, association...)* et offrir des possibilités en matière de logement en ciblant notamment les jeunes ménages et les familles, afin de lutter contre les signes de vieillissement.

En définissant un objectif démographique en cohérence avec la croissance observée sur la période 1999-2010, de l'ordre de +0.7% par an, la population estimée à l'horizon 2034 serait de l'ordre de 230 habitants, soit un accueil d'une quinzaine de nouveaux habitants.

Il est toutefois rappelé que l'évolution démographique ne peut être maîtrisée par la commune, d'autant que le projet EMILI (Exploitation de Mica Lithinifère) porté par Imérys sur la commune voisine d'Echassières (site de la mine souterraine et de l'usine de concentration) peut potentiellement avoir des impacts plus ou moins conséquents sur le territoire de Durmignat en termes d'accueil de nouveaux habitants.

CONSIDERER LA FORME URBAINE POUR PREVOIR LE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE

Pour satisfaire l'atteinte de l'ambition démographique souhaitée par la commune, il s'agit de **s'orienter vers une dynamique de production de logements de l'ordre d'une dizaine de logements supplémentaires**.

En priorisant le développement du bourg, principal lieu de vie de la commune

En permettant le développement des villages principaux : Pranoix, La Bourse et Chez Voyon

REFLECHIR A UNE POLITIQUE COHERENTE EN MATIERE DE LOGEMENTS

En diversifiant les types de logements pour répondre à tous les besoins.

PREPARER L'AVENIR ET RELEVER LES DEFIS DE DEMAIN

En assurant une réduction de la consommation foncière

Le projet de développement de l'urbanisation se doit donc de privilégier une optimisation des espaces urbanisés et une économie de foncier consommé.

En prenant en compte les risques et nuisances dans le développement de la commune

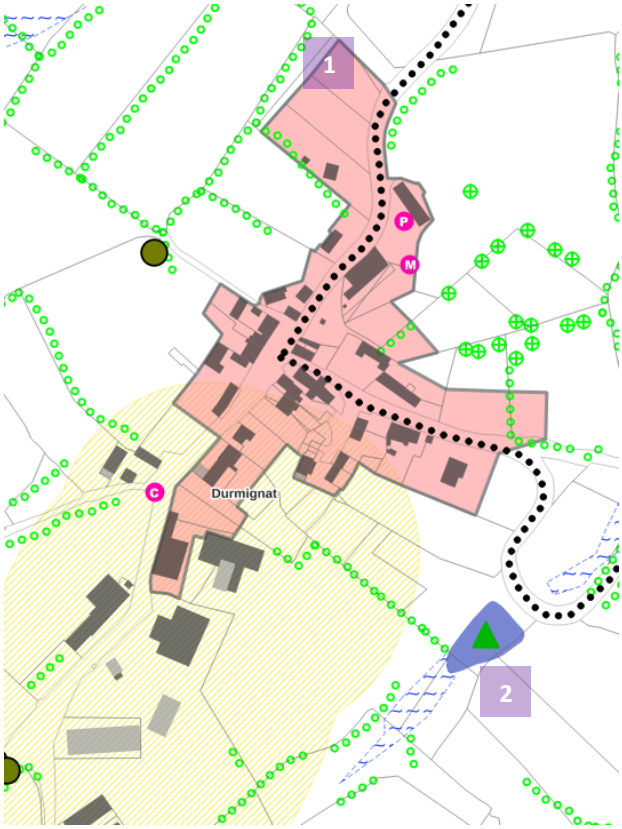
En poursuivant les économies d'énergie et le recours aux énergies renouvelables, au service d'une sobriété et d'une autonomie du territoire

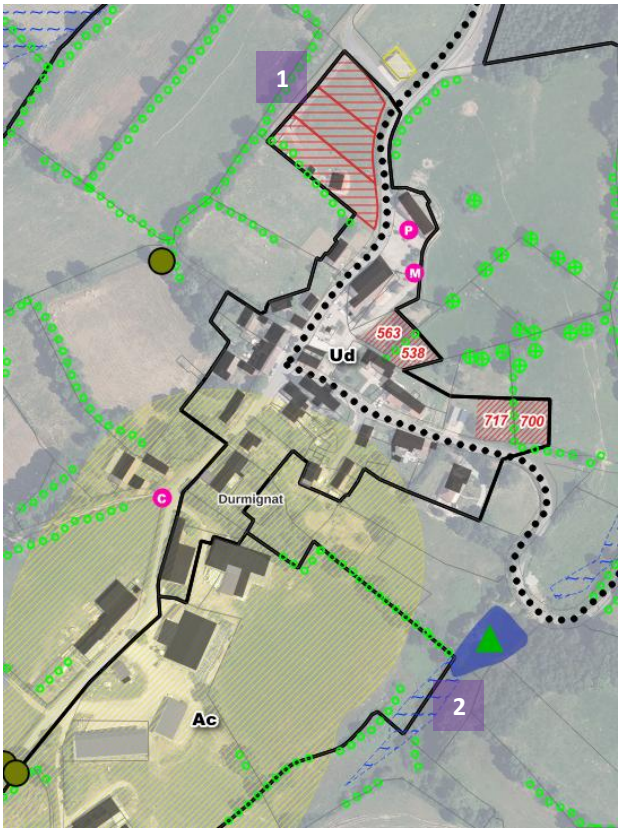
JUSTIFICATION DU ZONAGE - STADE ARRET -

Le PLU propose d'identifier 4 zones de centre ancien, dénommée Ud, sur le bourg de Durmignat et les villages de Pranoix, Chez Voyon et La Bourse.

Zonage du projet de PLU pour Arrêt

Bourg de DURMIGNAT





Le bourg de Durmignat s'est construit et développé autour de la Bouble. L'enveloppe urbaine a peu évolué depuis la seconde moitié du 20e siècle. L'évolution la plus récente et notable concerne le lotissement communal au nord du bourg (n°1).

Fortement contraint par la présence d'une exploitation agricole sur la moitié sud du bourg, le statut du centre-bourg de Durmignat doit être maintenu, pour ses fonctions d'accueil, équipements et services (mairie, salle des fêtes, église).

Le bourg est également contraint par la proximité d'un petit plan d'eau (identifié par la Loi Montagne – n°2). Un périmètre de 300m protège les rives de ce plan d'eau, rendant inconstructible le bourg. Le PLU propose d'exclure ce plan d'eau de la Loi Montagne afin de ne pas condamner le pôle principal du bourg.

Le zonage proposé se limite le plus possible au tissu bâti existant. La présence agricole (partie sud du bourg) a été prise en compte.

Les périmètres de protection (réciprocité agricole) couvrent une partie importante du bourg. Sur la partie sud du bourg, le zonage a été resserré sur l'existant, n'offrant pas de potentiel foncier.

Au regard de ces enjeux agricoles en présence, les possibilités de développement du bourg se portent ainsi sur la moitié nord. Ce secteur a déjà été mobilisé pour accueillir un lotissement communal (n°1). Ce lotissement composé de 3 lots n'accueillera finalement que 2 constructions : une première maison installée en 2012 ; et, une seconde maison (permis de construire en 2025) occupera les 2 derniers lots.

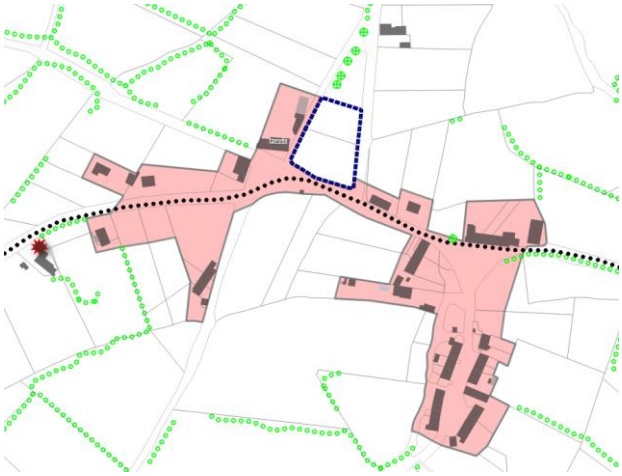
Le zonage proposé offre quelques potentiels fonciers pour accueillir de nouvelles constructions. Ces potentiels se situent en continuité de l'existant.

Des prescriptions sont définies dans la zone Ud :

- Les éléments du petit patrimoine sont identifiés et protégés au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme.
- Le chemin de randonnée porté par le SMADC, en lien avec la voie verte Ayat sur Sioule/Lapeyrouse.
- Des trames vertes (arbres et haies bocagères) sont à préserver, notamment dans le cadre de nouvelles constructions

Zonage du projet de PLU pour Arrêt

PRANOIX



Un potentiel constructible « Habitat » en dent creuse au sein de la zone Ud



Ce village se constitue de 2 entités :

- à l'est, un noyau plutôt ancien, identifié comme une enveloppe urbaine ;
- à l'ouest, une trame bâtie récente, assez lâche, dispersée (ne relevant pas forcément d'une enveloppe urbaine).

Ce village présente plusieurs avantages : pas de contrainte agricole (ce qui est rare sur la commune), proximité de la commune d'Echassières et du projet EMILI (Exploitation de Mica Lithinifère) porté par Imérys.

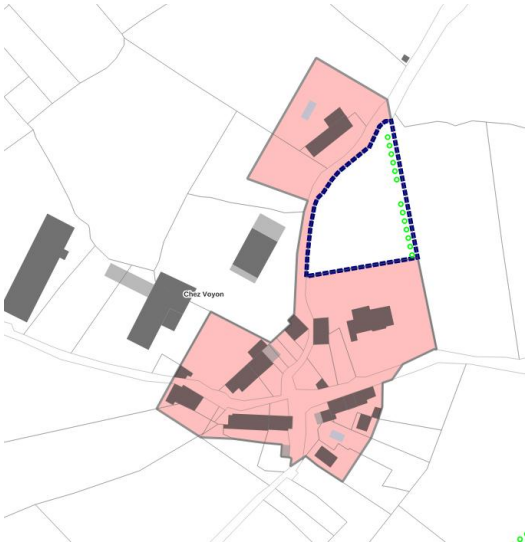
Ce projet peut potentiellement avoir des impacts plus ou moins conséquents sur le territoire de Durmignat en termes d'accueil de nouveaux habitants. En effet, ce projet impliquerait la création de 570 emplois directs -300 sur le secteur- (+ 100 emplois sous-traités) et près de 1000 emplois indirects et va générer des besoins en matière de logements pour ces salariés, aux différentes étapes de sa mise en œuvre (depuis la phase travaux jusqu'à la phase exploitation) et pourrait nécessiter d'adapter également l'offre de services.

Ainsi, un zonage urbain Ud est proposé sur le village de Pranoix. Au regard de la configuration particulière de la trame bâtie, le zonage s'est efforcé de se limiter le plus possible à l'existant, libérant quelques potentiels (en dent creuse) sur la partie Ouest du village. L'objectif du zonage doit permettre de densifier la partie ouest du village.

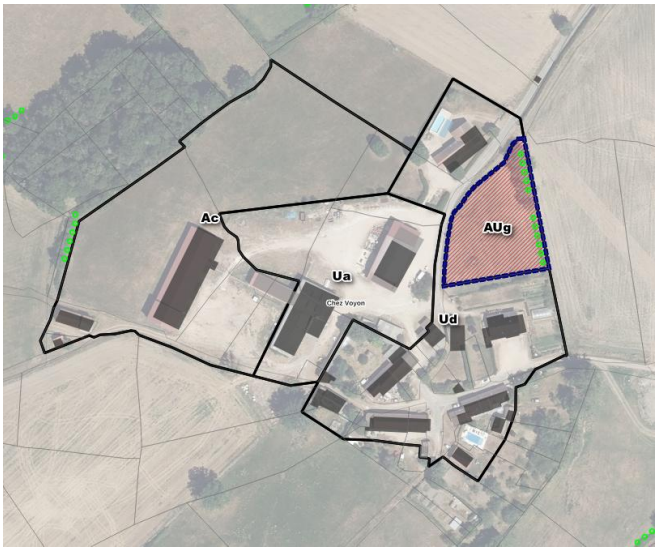
Le village est traversé par le chemin de randonnée porté par le SMAD, en lien avec la voie verte Ayat sur Sioule/Lapeyrouse.

Zonage du projet de PLU pour Arrêt

CHEZ VOYON

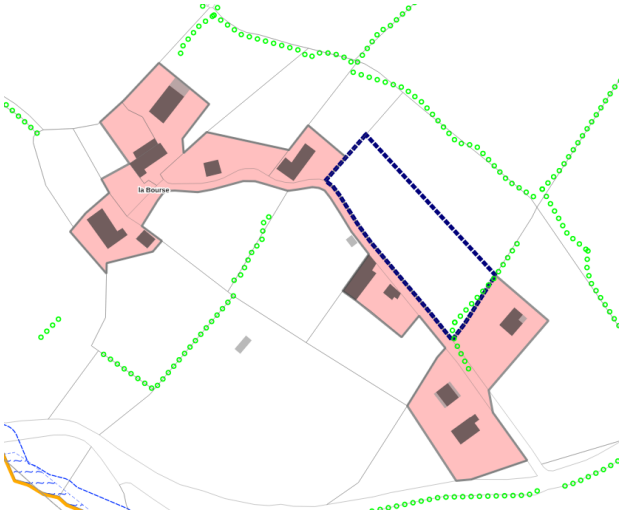


Un potentiel constructible « Habitat » en dent creuse (zone AUg)



La trame bâtie, groupée et dense, est identifiée dans une zone urbaine. Le zonage resserré au plus près de l'existant, n'offre pas de potentiels. Les possibilités de développement et d'accueil d'habitants se concentrent sur un vaste tènement situé en dent creuse (voir plus loin – zones d'urbanisation future AUg).

Zonage du projet de PLU pour Arrêt
LA BOURSE



Un potentiel « Habitat » en dent creuse.



Ce hameau à vocation principalement résidentielle, n'est soumis à aucun enjeu agricole.
Le zonage proposé est resserré au plus près de l'existant, et n'offre pas de potentiels. Les possibilités de développement et d'accueil d'habitants se concentrent sur un vaste tènement situé en dent creuse (voir plus loin – zones d'urbanisation future).

REGLEMENT DE LA ZONE Ud - STADE ARRET -

Article	Prescriptions	Objectifs
Section I – Destination des constructions, usages des sols et natures d'activités		
1. Interdiction et limitation		Le PLU propose d'identifier 4 zones de centre ancien, dénommée Ud, sur le bourg de Durmignat et les villages de Pranoix, Chez Voyon et La Bourse. Toutes les fonctions compatibles avec la dynamique d'un centre-bourg sont autorisées. La réhabilitation du parc bâti est prise en compte. ***Sont soumis à conditions particulières*** : - Pour la sous-destination « lieu de culte », l'évolution des constructions existantes est autorisée, sans augmentation de la surface existante. - Pour la sous-destination « exploitation agricole », seul le changement de destination des bâtiments en locaux de transformation et vente de produits issus de la ferme est autorisé.

Destinations	Sous destinations	Interdiction	Autorisation	Autorise sous conditions
Exploitation agricole et forestiere	Exploitation agricole			X
	Exploitation forestière	X		
Habitation	Logement		X	
	Hébergement		X	
Commerce et activites de service	Artisanat et commerce de détail		X	
	Restauration		X	
	Commerce de gros	X		
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle		X	
	Hébergement hôtelier et touristique		X	
	Cinéma		X	
Equipements d'interet collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés		X	
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés		X	
	Établissements d'enseignement, de santé, et d'action sociale		X	
	Salles d'art et de spectacles		X	
	Equipements sportifs		X	
	Lieux de culte			X
	Autres équipements recevant du public		X	
Autres activites des secteurs secondaire et tertiaire	Industrie	X		
	Entrepôt	X		
	Bureau		X	
	Centre de congrès et d'exposition		X	
	Cuisine dédiée à la vente en ligne	X		

Sont interdits :

- *Le camping et le stationnement des caravanes hors des terrains aménagés, l'aménagement de terrains pour l'accueil des campeurs et des caravanes.*
- *Les autres occupations et utilisations du sol suivantes :*

	○ *les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE),* ○ *les parcs d'attractions ouverts au public,* ○ *les dépôts de véhicules ,* ○ *les garages collectifs de caravanes,* ○ *les habitations légères de loisirs,* ○ *les carrières,* ○ *les dépôts de vieilles ferrailles, de matériaux de démolition, de déchets tels que pneus usés, vieux chiffons ou ordures…*	- Les affouillements ou exhaussements de sol sont autorisés à condition d'être liés ou nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone et à des services publics ou d'intérêt collectif. La réalisation de bassins de rétention des eaux pluviales et/ou de ruissellement est entendue comme partie prenante de ces aménagements. Les constructions non compatibles avec la fonction de centre-bourg sont interdites (exploitations agricoles et forestières, commerce de gros, industrie, …). Les aménagements, dépôts, terrains de camping…, non compatibles avec les activités résidentielles sont interdits.
2. Mixité sociale et fonctionnelle	***Mixité au sein d'une construction ou d'une unité foncière :*** *Non règlementé.* ***Majoration de volume constructible :*** *Non règlementé.* ***Règles différenciées entre le rez-de-chaussée et les hauteurs supérieures des constructions :*** *Non règlementé.*	Les dispositions de mixité sociale et fonctionnelle ne sont pas réglementées mais restent cependant possibles.
Section II – Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère		
1. Volumétrie et implantation des constructions	***Implantation des constructions le long des voies et emprises publiques ou privées ouvertes à la circulation publique*** ***soit à l'alignement des voies,*** ***soit avec un recul minimum de 5 m*** *par rapport à l'alignement des voies.* *Pour dégager la visibilité dans les carrefours ou pour des raisons paysagères, il pourra être imposé, à l'angle des deux alignements, un pan coupé ou un retrait par rapport à l'alignement.* *L'implantation des annexes d'une emprise au sol inférieure ou égale à 20 m² n'est pas réglementée.* *Des implantations différentes sont admises pour les constructions, installations, infrastructures ou superstructures d'intérêt collectif et/ou nécessaires aux services publics.*	Au regard de la forme du parcellaire constituant le bourg et les villages, des caractéristiques architecturales de ces espaces, l'alignement ou le recul de 5 m permet de préserver une harmonie urbaine. L'absence de règle pour les annexes inférieures à 20 m² vise à favoriser leur insertion dans le tissu urbain et une certaine souplesse par rapport à la configuration de la parcelle. Les constructions, installations ou aménagements nécessaire à un service public où avec un intérêt qui profite à plusieurs peuvent se soustraire aux règles.
	Implantation des constructions le long des limites séparatives	Les dispositions édictées permettent de conserver les caractéristiques architecturales de la zone Ud.

	A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite séparative, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché, doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres. *La reconstruction à l'identique après sinistre peut être admise sur l'emprise des fondations antérieures.* *Des implantations différentes sont admises pour les constructions, installations, infrastructures ou superstructures d'intérêt collectif et/ou nécessaires aux services publics.*	Les constructions, installations ou aménagements nécessaire à un service public où avec un intérêt qui profite à plusieurs peuvent se soustraire aux règles.
	Implantation sur une même propriété *Non règlementée.*	
	Hauteur des constructions *La hauteur maximum des constructions ne pourra pas excéder 7 mètres à l'égout du toit ou de l'acrotère.* *La hauteur maximum des annexes est limitée à 3 mètres à l'égout du toit ou de l'acrotère.* *Ces limites peuvent ne pas être exigées aux :* - *Dépassements ponctuels dus aux exigences fonctionnelles ou techniques ;* - *Aménagements et reconstructions de bâtiments existants ;* - *Constructions insérées au sein de constructions d'une hauteur différente de celle fixée ci-dessus, afin de garantir un épannelage harmonieux.* *Pour des raisons d'intégration paysagère, l'extension de constructions existantes d'une hauteur supérieure est autorisée dans la limite de la hauteur existante.* *Pour des raisons techniques et fonctionnelles, les dispositions portant sur la hauteur des constructions, ne s'appliquent pas aux ouvrages et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.*	Les limites de hauteur prennent en compte les caractéristiques architecturales du bourg et des villages. Les 7 mètres à l'égout sont comparables aux hauteurs de la zone. Cette disposition permet de garantir une hauteur maximale de façade équivalente entre les constructions présentant une toiture à pans et celles à toiture terrasse. La hauteur de 3 m pour les annexes rappelle que ces dernières ne constituent pas des logements. Une hauteur supérieure est possible pour les aménagements / reconstructions de l'existant, l'extension de constructions existantes, … pour assurer une meilleure intégration paysagère. Les constructions, installations ou aménagements nécessaire à un service public où avec un intérêt qui profite à plusieurs peuvent se soustraire aux règles.
	Coefficient d'emprise au sol : *Non règlementé.*	

2. Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	***Adaptation de règles volumétriques :*** *Non règlementé.* ***Dispositions concernant les caractéristiques architecturales des façades, toitures des constructions et clôtures des constructions :*** *Se reporter à la disposition générale n°14.* ***Obligations en matière de performances énergétiques et environnementale :*** *L'isolation par l'extérieur sur les façades en pierres apparentes est interdite.* ***Règles différenciées pour prendre en compte les risques d'inondation et de submersion :*** *Aucune construction n'est autorisée à moins de 10 mètres des cours d'eau, ruisseaux ou talwegs.* ***Dispositions concernant le patrimoine bâti et paysager à protéger, conserver, mettre en valeur ou requalifier pour des motifs culturels, historiques ou architecturaux :*** *Se reporter à la disposition générale n°17.*	Les dispositions émises visent à garantir une cohérence entre les constructions futures et actuelles. L'objectif est d'éviter de dénaturer les caractéristiques architecturales et vernaculaires propres au territoire. Cette disposition vise à préserver le cours d'eau de toutes pollutions.
3. Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions	***Surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables :*** *Toute parcelle ou tènement devra préserver 25% de surface perméable. Cette surface devra être traitée en terre végétale et végétalisée en surface, ou utiliser des matériaux perméables (se reporter à l'annexe n°2 du règlement).*	L'objectif est la limitation de l'imperméabilisation des sols des futurs projets et une meilleure gestion des eaux pluviales.
	Obligation en matière d'espaces libres et de plantations, aires de jeux et de loisirs : *Se reporter à la disposition générale n°16.* *Les spécimens de plantations devront être des essences locales et variées (voir liste en annexe n°4). Les essences exotiques et invasives, sont interdites.* *Les plantations existantes de qualité doivent être maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes.* *Un accompagnement végétal de certains bâtiments ou installations d'activités, des annexes et des aires de stockages extérieurs pourra être imposé afin de les protéger des vues depuis les emprises publiques.*	Les dispositions visent à garantir la bonne intégration des installations dans leur environnement paysager. L'objectif est également de limiter les surfaces imperméabilisées et de favoriser l'utilisation de végétaux composés d'essences variées parmi celles autorisées dans le règlement. Les essences interdites visent à protéger la santé humaine et la biodiversité. Des principes pour améliorer les aménagements sont également proposés et participent au cadre de vie de cette commune de montagne.
	Prescriptions concernant le maintien des espaces et secteurs contribuant aux continuités écologiques :	

	Non règlementé.	
4. Stationnement	*Les normes minimales suivantes sont exigées :* *Pour les constructions à usage d'habitation : 1 place minimum par logement ou hébergement.* *Pour les changements de destination : 1 place minimum par logement.* *Pour l'agrandissement, la rénovation ou la réfection des bâtiments existants, il ne sera pas exigé de place de stationnement.* *Pour les autres destinations de constructions autorisées : 1 place pour 50m² de surface de plancher, avec un minimum d'une place si la surface est inférieure à 50m².* *En cas d'impossibilité architecturale ou technique d'aménager sur le terrain de l'opération le nombre d'emplacements nécessaires au stationnement, le constructeur est autorisé à aménager sur un autre terrain, situé à moins de 300 mètres du premier, les surfaces de stationnement qui lui font défaut, à condition qu'il apporte la preuve qu'il réalise ou fait réaliser lesdites places.*	Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations, doit être assuré en dehors des voies publiques. Afin de limiter l'impact sur le stationnement, il est imposé une place par logement pour les constructions à usage d'habitation. Au regard des contraintes parcellaires et topographiques dans les zones Ud, il n'est pas exigé de place de stationnement pour l'agrandissement, la rénovation ou la réfection des bâtiments existants.
Section III – équipements et réseaux		
	Se reporter à la partie sur les équipements et réseaux	

3.7. LA ZONE UA

Zone Ua

La zone Ua est une zone urbaine réservée aux activités artisanales et de bureaux.
Les prescriptions définies ci-après s'appliquent sur l'ensemble de la zone Ua, sauf stipulations contraires.

PRINCIPALES ORIENTATIONS DU PADD DECLINEES DANS LA ZONE Ua

PERMETTRE LE DEVELOPPEMENT DES SERVICES ET DES ACTIVITES ECONOMIQUES

En soutenant les activités économiques existantes

La commune souhaite alors maintenir une activité économique créant des emplois localement, et permettant de faire vivre les habitants sur le territoire, comme l'agriculture, les services de proximité, l'artisanat, le tourisme vert...

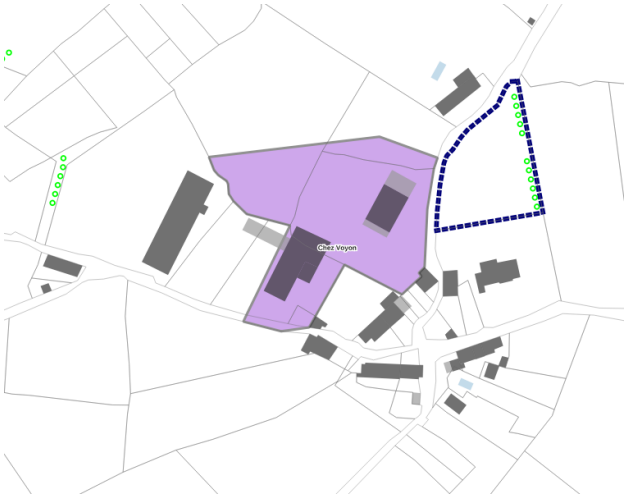
En œuvrant à l'accueil de services pour la population

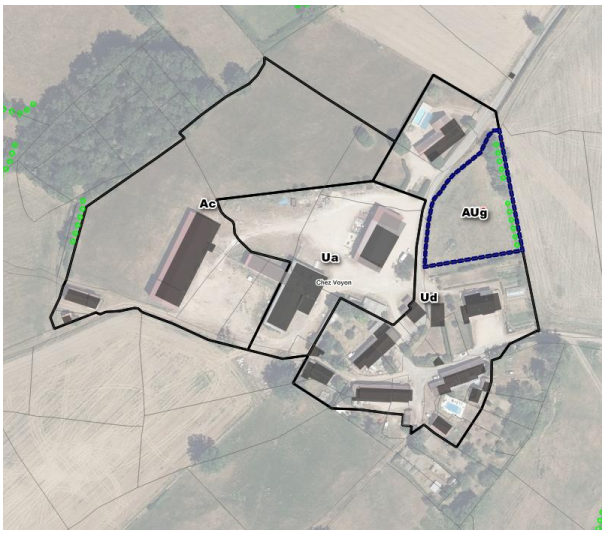
La commune désire encourager le développement de services et d'activités commerciales de proximités, notamment par la réhabilitation ou le changement de destination de constructions existantes. Dans le cadre de sa politique de réinvestissement des locaux vacants, la municipalité de Durmignat réhabilite actuellement une ancienne maison du bourg afin d'accueillir 2 médecins, attendus début 2026.

JUSTIFICATION DU ZONAGE- STADE ARRET -

Zonage du projet de PLU pour Arrêt

CHEZ VOYON





Un site existant est identifié et reçoit un zonage Ua, spécifiquement dédié aux activités économiques. Le site est occupé par une entreprise BTP. Les bâtiments servent de stockage.



REGLEMENT DE LA ZONE Ua - STADE ARRET -		
Article	**Prescriptions**	**Objectifs**
Section I – Destination des constructions, usages des sols et natures d'activités		
1. Interdiction et limitation	 **Sont interdits :** - *La construction d'annexes en lien avec les logements autorisés ;* - *Le camping et le stationnement des caravanes hors des terrains aménagés, l'aménagement de terrains pour l'accueil des campeurs et des caravanes ;* - *Les autres occupations et utilisations du sol suivantes :* *o les parcs d'attractions ouverts au public,* *o les dépôts de véhicules,* *o les garages collectifs de caravanes,* *o les habitations légères de loisirs,* *o les carrières,* *o les dépôts de vieilles ferrailles, de matériaux de démolition, de déchets tels que pneus usés, vieux chiffons, ordures…*	La zone Ua concerne un site existant dont la vocation est réservée aux activités artisanales et de bureaux. Ainsi, les constructions non compatibles avec la vocation d'activités sont interdites (exploitations agricoles/forestières, habitations, …). Sont soumis à conditions particulières : -Pour la sous-destination « Logement », les constructions à usage d'habitation sont autorisées à condition d'être destinées au logement de fonction des personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer la direction ou la surveillance des installations, d'être intégrées dans le bâtiment à vocation économique et d'être limitées à 50 m² de surface de plancher. -Pour la sous-destination « Industrie », seules les entreprises du secteur secondaire sont autorisées. -Les installations photovoltaïques au sol uniquement pour de l'autoconsommation majoritaire sur site. -Les affouillements ou exhaussements de sol sont autorisés à condition d'être liés ou nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone et à des services publics ou d'intérêt collectif. La réalisation de bassins de rétention des eaux pluviales et/ou de ruissellement est entendue comme partie prenante de ces aménagements.
2. Mixité sociale et fonctionnelle	***Mixité au sein d'une construction ou d'une unité foncière :*** *Non règlementé.* ***Majoration de volume constructible :*** *Non règlementé.* ***Règles différenciées entre le rez-de-chaussée et les hauteurs supérieures des constructions :*** *Non règlementé.*	Les dispositions de mixité sociale et fonctionnelle ne sont pas réglementées mais restent cependant possibles.
Section II – Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère		
1. Volumétrie et implantation des constructions	***Implantation des constructions le long des voies et emprises publiques ou privées ouvertes à la circulation publique***	L'implantation des constructions est fonction du secteur où elles se trouvent. Le recul demandé vise à faciliter la gestion des activités.

Destinations	Sous destinations	Interdiction	Autorisation	Autorise sous conditions
Exploitation agricole et forestiere	Exploitation agricole	X		
	Exploitation forestière	X		
Habitation	Logement			X
	Hébergement	X		
Commerce et activites de service	Artisanat et commerce de détail		X	
	Restauration	X		
	Commerce de gros		X	
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle		X	
	Hébergement hôtelier et touristique	X		
	Cinéma	X		
Equipements d'interet collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	X		
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés		X	
	Etablissements d'enseignement, de santé, et d'action sociale	X		
	Salles d'art et de spectacles	X		
	Equipements sportifs	X		
	Lieux de culte	X		
	Autres équipements recevant du public	X		
Autres activites des secteurs secondaire et tertiaire	Industrie			X
	Entrepôt		X	
	Bureau		X	
	Centre de congrès et d'exposition	X		
	Cuisine dédiée à la vente en ligne	X		

	un retrait minimum de 5 mètres par rapport à l'alignement *Des implantations différentes sont admises dans les cas suivants :* ▪ *Quand l'implantation des constructions existantes sur les propriétés voisines le justifie pour des raisons d'architecture ou de bonne intégration à l'ordonnance générale des constructions avoisinantes ;* ▪ *Pour le cas d'extension de bâtiments édifiés dans la marge de recul précitée ;* ▪ *Pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif à condition que leur destination suppose une implantation différente pour répondre à des besoins spécifiques de fonctionnalités ou de sécurité.*	Les constructions, installations ou aménagements nécessaire à un service public où avec un intérêt qui profite à plusieurs peuvent se soustraire aux règles.
	Implantation des constructions le long des limites séparatives *A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite séparative, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché, doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.* *La reconstruction à l'identique après sinistre peut être admise sur l'emprise des fondations antérieures.* *Ces dispositions peuvent ne pas être exigées dans le cas de constructions, installations, infrastructures ou superstructures d'intérêt collectif et/ou nécessaires aux services publics.*	Les dispositions apparaissent suffisamment souples pour répondre aux besoins de la zone.
	Implantation sur une même propriété *Non règlementé.*	
	Hauteur des constructions *La hauteur maximale des constructions ne pourra pas excéder 9 mètres à l'égout du toit ou de l'acrotère.* *Exceptions : idem Ud*	Les limites de hauteur prennent en compte l'existant et ne doivent pas remettre en question l'activité économique. Les constructions, installations ou aménagements nécessaire à un service public où avec un intérêt qui profite à plusieurs peuvent se soustraire aux règles.
	Coefficient d'emprise au sol : *Non règlementé.*	

2. Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	***Adaptation de règles volumétriques :*** *Non règlementé.* ***Dispositions concernant les caractéristiques architecturales des façades, toitures des constructions et clôtures des constructions :*** *Se reporter à la disposition générale n°14.* *Règles particulières :* *-Volumes :* *o Le caractère et la fonction artisanale des bâtiments pourront être affirmés par le parti architectural choisi.* *-Toitures :* *o Les toitures terrasses sont autorisées.* *o Les parois verticales extérieures pourront masquer les pignons et les pans de toitures.* *-Couleurs et matériaux :* *o Lorsque les bâtiments ne sont pas réalisés en matériaux naturels, leurs enduits de façades ou matériaux de vêture doivent être dans une gamme de couleurs se rapprochant des couleurs sourdes (marron, gris, vert sombre, tons naturels du bois), sauf pour des éléments ponctuels.* *o Les couleurs vives sont interdites.* *o Les éléments techniques particuliers (silos, cheminées, ventilation, capteurs solaires, …) pourront faire l'objet d'un traitement architectural spécifique destiné à exprimer leur fonction tout en s'intégrant à la composition d'ensemble.* ***Obligations en matière de performances énergétiques et environnementale :*** *Non réglementé.* ***Règles différenciées pour prendre en compte les risques d'inondation et de submersion :*** *Aucune construction n'est autorisée à moins de 10 mètres des cours d'eau, ruisseaux ou talwegs.* ***Dispositions concernant le patrimoine bâti et paysager à protéger, conserver, mettre en valeur ou requalifier pour des motifs culturels, historiques ou architecturaux :*** *Non réglementé.*	Les dispositions émises visent à garantir une cohérence entre les constructions futures et actuelles. Le règlement de la zone édicte des prescriptions visant à permettre le développement des activités tout en assurant une intégration dans leur environnement. L'objectif est de répondre aux besoins des activités sans pour autant entamer la qualité du territoire. D'autre part, il n'est pas possible d'aménager les bords de cours d'eau, afin de préserver la ressource en eau et préserver le plus naturellement possible les berges (et les ripisylves).
3. Traitement environnemental et paysager des espaces	***Surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables :***	L'objectif est la limitation de l'imperméabilisation des sols des futurs projets et une meilleure gestion des eaux pluviales.

non bâtis et abords des constructions	*Les places de stationnement des véhicules légers doivent être traitées en matériaux perméables.*	
	Obligation en matière d'espaces libres et de plantations, aires de jeux et de loisirs : *Les abords de la construction doivent être traités avec un soin particulier afin de participer à son insertion dans le site, à l'amélioration du cadre de vie et à la gestion de l'eau.* *Dans ce cadre, ces aménagements doivent tenir compte :* *- De la composition des espaces libres environnants, afin de participer à une mise en valeur globale de la zone ;* *- De la topographie et de la configuration du terrain, afin que leur composition soit adaptée ;* *- De la composition végétale du terrain préexistant afin de la mettre en valeur ;* *- De la situation du bâti sur le terrain, afin de constituer un accompagnement.* *Les spécimens de plantations devront être des essences locales et variées (voir liste en annexe n°4). Les essences, exotiques et invasives, sont interdites. Ainsi :* *- Les plantations existantes de qualité doivent être maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes ;* *-Un accompagnement végétal de certains bâtiments ou installations d'activités, des annexes et des aires de stockages extérieurs pourra être imposé afin de les protéger des vues depuis les espaces publics ;*	Les dispositions visent à garantir la bonne intégration des installations agricoles dans leur environnement paysager. L'objectif est également de limiter les surfaces imperméabilisées et de favoriser l'utilisation de végétaux composés d'essences variées parmi celles autorisées dans le règlement. Les essences interdites visent à protéger la santé humaine et la biodiversité. Des principes pour améliorer les aménagements sont également proposés et participent au cadre de vie de cette commune de montagne.
	Prescriptions concernant le maintien des espaces et secteurs contribuant aux continuités écologiques : *Non règlementé.*	
4. Stationnement	*Les aires de stationnement collectives peuvent utilement être traitées de manière à limiter l'imperméabilisation des surfaces concernées.* *Les aires de manœuvre, de chargement et de déchargement doivent être assurées en dehors du domaine public. Les aires de stationnement et d'évolution des poids lourds devront être prévues à l'intérieur de la zone en fonction des activités.*	Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations, doit être assuré en dehors des voies publiques. Les règles sont souples pour faciliter l'implantation des zones de stationnements par rapport à la parcelle et aux modes de gestion de l'activité.
Section III – équipements et réseaux		
	Se reporter à la partie sur les équipements et réseaux	

3.8. LA ZONE AUG

Zone AUg

La zone AUg est une zone à urbaniser à court et moyen terme, à vocation d'habitat.
Les prescriptions définies ci-après s'appliquent sur l'ensemble de la zone AUg, sauf stipulations contraires.

Cette zone est concernée par des dispositions particulières :

- Orientations d'Aménagement et de Programmation : se reporter à la pièce n°3.

PRINCIPALES ORIENTATIONS DU PADD DECLINEES DANS LA ZONE AUg

MENER UNE POLITIQUE DE MAINTIEN ET D'ACCUEIL DE LA POPULATION
En recherchant une augmentation démographique régulière et cohérente

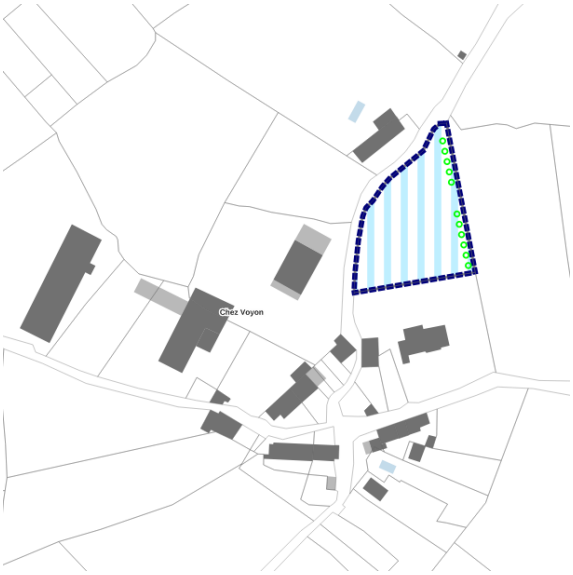
CONSIDERER LA FORME URBAINE POUR PREVOIR LE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE
En permettant le développement des villages principaux : La Bourse et Chez Voyon

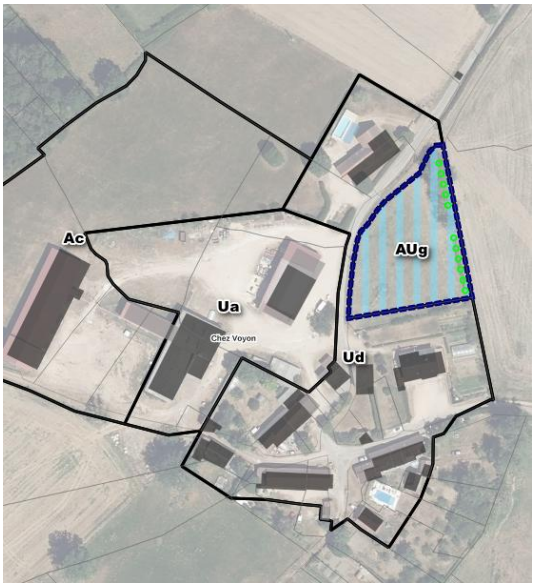
REFLECHIR A UNE POLITIQUE COHERENTE EN MATIERE DE LOGEMENTS
En diversifiant les types de logements pour répondre à tous les besoins.

PREPARER L'AVENIR ET RELEVER LES DEFIS DE DEMAIN
En assurant une réduction de la consommation foncière
En prenant en compte les risques et nuisances dans le développement de la commune
En poursuivant les économies d'énergie et le recours aux énergies renouvelables, au service d'une sobriété et d'une autonomie du territoire

JUSTIFICATION DU ZONAGE- STADE ARRET -

Zonage du projet de PLU pour Arrêt
CHEZ VOYON





Le zonage Ud resserré au plus près de l'existant, n'offre pas de potentiels. Les possibilités de développement et d'accueil d'habitants se concentrent sur un vaste tènement situé en dent creuse, limité par un linéaire végétal constitutif du bocage, et identifié en zone d'urbanisation future AUg.
Comme indiqué précédemment (notamment dans le projet communal – PADD), le choix de ce site s'explique notamment par la proximité du projet industriel programmé sur la commune voisine d'Echassières. En effet, ce projet

impliquerait la création de 570 emplois directs -300 sur le secteur- (+ 100 emplois sous-traités) et près de 1000 emplois indirects et va générer des besoins en matière de logements pour ces salariés, aux différentes étapes de sa mise en œuvre (depuis la phase travaux jusqu'à la phase exploitation).
Le zonage définit vise à redonner une forme groupée du village.
Afin de s'assurer de la prise en compte des enjeux (accueil nouveaux habitants, réduction de la consommation des espaces, densité des constructions, …), une OAP est définie sur la zone. Ce tènement de 2 856 m² permettra d'accueillir au moins 3 logements individuels.

Zonage du projet de PLU pour Arrêt
LA BOURSE





Ce hameau à vocation principalement résidentielle, n'est soumis à aucun enjeu agricole (ce qui est rare sur le territoire communal). Le zonage urbain proposé est resserré au plus près de l'existant, et n'offre pas de potentiels. Les possibilités de développement et d'accueil d'habitants se concentrent donc sur un vaste tènement situé en dent creuse.
L'urbanisation de ce secteur permettra de conforter l'enveloppe bâtie.
Afin de s'assurer de la prise en compte des enjeux (accueil nouveaux habitants, réduction de la consommation des espaces, densité des constructions, …), une OAP est définie sur la zone. Ce tènement de 3 930 m² permettra d'accueillir au moins 4 logements individuels.

REGLEMENT DE LA ZONE AUg - STADE ARRET -

Article	Prescriptions	Objectifs
Section I – Destination des constructions, usages des sols et natures d'activités		
1. Interdiction et limitation		La zone AUg est uniquement à vocation d'habitat. Sont soumis à conditions particulières : -Les constructions et occupations du sol doivent s'urbaniser sous forme d'une opération d'aménagement d'ensemble en une ou plusieurs tranches et respecter les dispositions de l'orientation d'aménagement et de programmation définies. Il est nécessaire de se reporter aux orientations d'aménagement et de programmation (pièce n°3 du PLU). -Les affouillements ou exhaussements de sol sont autorisés à condition d'être liés ou

Destinations	Sous destinations	Interdiction	Autorisation	Autorise sous conditions
Exploitation agricole et forestiere	Exploitation agricole	X		
	Exploitation forestière	X		
Habitation	Logement		X	
	Hébergement	X		
Commerce et activites de service	Artisanat et commerce de détail	X		
	Restauration	X		
	Commerce de gros	X		
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle	X		
	Hébergement hôtelier et touristique	X		
	Cinéma	X		
Equipements d'interet collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	X		
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés		X	
	Établissements d'enseignement, de santé, et d'action sociale	X		
	Salles d'art et de spectacles	X		
	Equipements sportifs	X		
	Lieux de culte	X		
	Autres équipements recevant du public	X		
Autres activites des secteurs secondaire et tertiaire	Industrie	X		
	Entrepôt	X		
	Bureau		X	
	Centre de congrès et d'exposition	X		
	Cuisine dédiée à la vente en ligne	X		

	Sont interdits : ▪ *Le camping et le stationnement des caravanes hors des terrains aménagés, l'aménagement de terrains pour l'accueil des campeurs et des caravanes.* ▪ *Les autres occupations et utilisations du sol suivantes :* o *les parcs d'attractions ouverts au public,* o *les dépôts de véhicules,* o *les garages collectifs de caravanes,* o *les habitations légères de loisirs,* o *les carrières,* o *les dépôts de vieilles ferrailles, de matériaux de démolition, de déchets tels que pneus usés, vieux chiffons, ordures…*	nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone et à des services publics ou d'intérêt collectif. La réalisation de bassins de rétention des eaux pluviales et/ou de ruissellement est entendue comme partie prenante de ces aménagements.
2. Mixité sociale et fonctionnelle	***Mixité au sein d'une construction ou d'une unité foncière :*** *Non règlementé.* ***Majoration de volume constructible :*** *Non règlementé.* ***Règles différenciées entre le rez-de-chaussée et les hauteurs supérieures des constructions :*** *Non règlementé.*	Idem Ud
Section II – Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère		
1. Volumétrie et implantation des constructions	***Implantation des constructions le long des voies et emprises publiques ou privées ouvertes à la circulation publique*** *avec un retrait minimum de 5 mètres par rapport à l'alignement* *Pour dégager la visibilité dans les carrefours ou pour des raisons paysagères, il pourra être imposé, à l'angle des deux alignements, un pan coupé ou un retrait par rapport à l'alignement.* *L'implantation des annexes d'une emprise au sol inférieure ou égale à 20 m² n'est pas réglementée.* *Ces dispositions peuvent ne pas être exigées dans le cas de constructions, installations, infrastructures ou superstructures d'intérêt collectif et/ou nécessaires aux services publics.*	Afin de préserver les caractéristiques architecturales des zones d'habitat périphériques, où l'occupation du sol est plus modérée, un retrait des constructions est demandé. L'absence de règle pour les annexes inférieures à 20 m² vise à favoriser leur insertion dans le tissu urbain et une certaine souplesse par rapport à la configuration de la parcelle. Les constructions, installations ou aménagements nécessaire à un service public où avec un intérêt qui profite à plusieurs peuvent se soustraire aux règles.
	Implantation des constructions le long des limites séparatives *Idem Ud*	Idem Ud
	Implantation sur une même propriété *Non règlementé.*	

	Hauteur des constructions *Idem Ud*	Idem Ud
	Coefficient d'emprise au sol : *Non règlementé.*	
2. Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	*Idem Ud*	Idem Ud
3. Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions	*Idem Ud + recommandations de l'OAP*	L'objectif est la limitation de l'imperméabilisation des sols des futurs projets et une meilleure gestion des eaux pluviales.
4. Stationnement	*Pour les constructions à usage d'habitation : 1 place minimum par logement ou hébergement.*	Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations, doit être assuré en dehors des voies publiques. La superficie à prendre en compte pour le stationnement d'une voiture particulière est de 25 m², y compris l'accès.
Section III – équipements et réseaux		
	Se reporter à la partie sur les équipements et réseaux	

3.9. LA ZONE AUA

Zone AUa

La zone AUa est une zone urbaine réservée aux activités artisanales, commerciales, de bureaux et d'entrepôts.
Les prescriptions définies ci-après s'appliquent sur l'ensemble de la zone AUa, sauf stipulations contraires.

PRINCIPALES ORIENTATIONS DU PADD DECLINEES DANS LA ZONE AUa

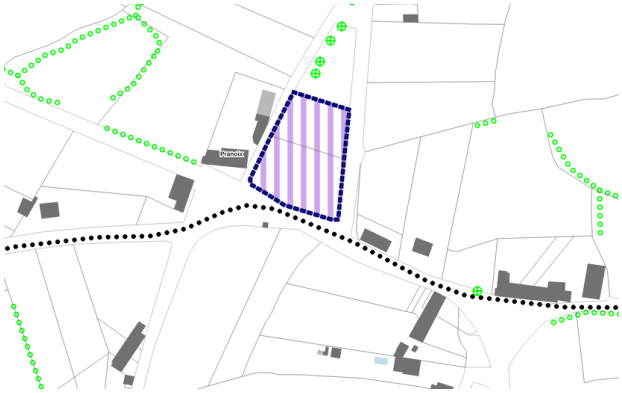
PERMETTRE LE DEVELOPPEMENT DES SERVICES ET DES ACTIVITES ECONOMIQUES

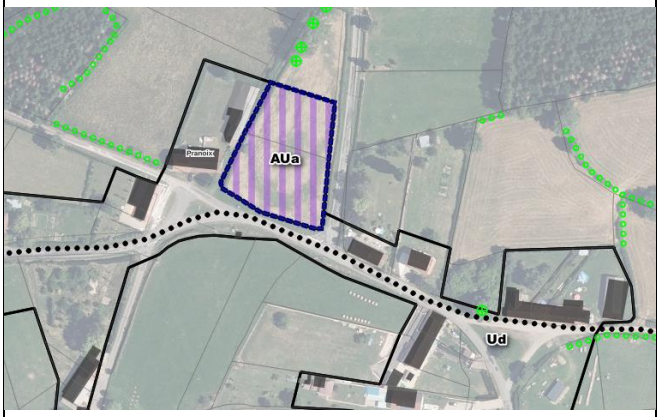
En œuvrant à l'accueil de services pour la population

La commune désire encourager le développement de services et d'activités commerciales de proximités.

JUSTIFICATION DU ZONAGE- STADE ARRET -

Zonage du projet de PLU pour Arrêt
PRANOIX





L'identification de ce site est issue de réflexions considérant les 2 principaux enjeux suivants :

- Absence d'enjeu agricole ;
- Proximité du projet industriel EMILI sur la commune voisine d'Echassières.

Le projet EMILI (Exploitation de Mica Lithinifère) porté par Imérys peut potentiellement avoir des impacts plus ou moins conséquents sur le territoire de Durmignat. En effet, ce projet impliquerait la création de 570 emplois directs - 300 sur le secteur- (+ 100 emplois sous-traités) et près de 1000 emplois indirects ; et pourrait nécessiter d'adapter également l'offre de services.

La commune d'Echassières ne dispose pas actuellement spécifiquement de potentiel d'accueil pour les activités et services complémentaires. Le site de Pranoix apparait intéressant pour répondre à ce besoin à venir.

Uen zone d'accueil est ainsi proposée au travers d'une zone AUa jugée stratégique, notamment par sa localisation la rendant facilement accessible depuis la commune d'Echassières. Elle s'intègre dans l'enveloppe urbaine du village. Son urbanisation peut permettre de conforter l'enveloppe urbaine en l'épaississant. L'emprise de la zone AUa a cherché à privilégier un accès sécurisé via la RD 518A (moins fréquentée que la route départementale principale qui traverse le village).

Une OAP est définie afin de s'assurer de la prise en compte des objectifs d'aménagement, notamment d'une ouverture phasée.

Il est à noter que la commune ne dispose pas de foncier propre. Il s'agit ainsi pour la commune de stratégiquement se doter d'une réserve foncière (qu'elle pourra à terme acquérir) pour pouvoir accueillir des entreprises qui pourraient avoir velléité à s'implanter sur le territoire.

<table>
<tr><th colspan="3">REGLEMENT DE LA ZONE AUa - STADE ARRET -</th></tr>
<tr><th>Article</th><th>Prescriptions</th><th>Objectifs</th></tr>
<tr><td colspan="3">Section I – Destination des constructions, usages des sols et natures d'activités</td></tr>
<tr><td>1. Interdiction et limitation</td><td>
<table>
<tr><th>Destinations</th><th>Sous destinations</th><th>Interdiction</th><th>Autorisation</th><th>Autorise sous conditions</th></tr>
<tr><td>Exploitation agricole et forestiere</td><td>Exploitation agricole</td><td>X</td><td></td><td></td></tr>
<tr><td></td><td>Exploitation forestière</td><td>X</td><td></td><td></td></tr>
<tr><td>Habitation</td><td>Logement</td><td></td><td></td><td>X</td></tr>
<tr><td></td><td>Hébergement</td><td>X</td><td></td><td></td></tr>
<tr><td rowspan="6">Commerce et activites de service</td><td>Artisanat et commerce de détail</td><td></td><td>X</td><td></td></tr>
<tr><td>Restauration</td><td></td><td>X</td><td></td></tr>
<tr><td>Commerce de gros</td><td></td><td>X</td><td></td></tr>
<tr><td>Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle</td><td>X</td><td></td><td></td></tr>
<tr><td>Hébergement hôtelier et touristique</td><td>X</td><td></td><td></td></tr>
<tr><td>Cinéma</td><td>X</td><td></td><td></td></tr>
<tr><td rowspan="8">Equipements d'interet collectif et services publics</td><td>Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés</td><td>X</td><td></td><td></td></tr>
<tr><td>Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés</td><td></td><td>X</td><td></td></tr>
<tr><td>Etablissements d'enseignement, de santé, et d'action sociale</td><td>X</td><td></td><td></td></tr>
<tr><td>Salles d'art et de spectacles</td><td>X</td><td></td><td></td></tr>
<tr><td>Equipements sportifs</td><td>X</td><td></td><td></td></tr>
<tr><td>Lieux de culte</td><td>X</td><td></td><td></td></tr>
<tr><td>Autres équipements recevant du public</td><td>X</td><td></td><td></td></tr>
<tr><td></td><td></td><td></td><td></td></tr>
<tr><td rowspan="4">Autres activites des secteurs secondaire et tertiaire</td><td>Industrie</td><td></td><td></td><td>X</td></tr>
<tr><td>Entrepôt</td><td></td><td>X</td><td></td></tr>
<tr><td>Bureau</td><td></td><td>X</td><td></td></tr>
<tr><td>Centre de congrès et d'exposition</td><td>X</td><td></td><td></td></tr>
<tr><td>Cuisine dédiée à la vente en ligne</td><td>X</td><td></td><td></td></tr>
</table>
<u>Sont interdits :</u>
- La construction d'annexes en lien avec les logements autorisés ;
- Le camping et le stationnement des caravanes hors des terrains aménagés, l'aménagement de terrains pour l'accueil des campeurs et des caravanes ;
- Les autres occupations et utilisations du sol suivantes :
o les parcs d'attractions ouverts au public,
o les dépôts de véhicules,
o les garages collectifs de caravanes,
o les habitations légères de loisirs,
o les carrières,
o les dépôts de vieilles ferrailles, de matériaux de démolition, de déchets tels que pneus usés, vieux chiffons, ordures…
</td><td>La zone AUa est une zone urbaine réservée aux activités artisanales, commerciales, de bureaux et d'entrepôts.
Ainsi, les constructions non compatibles avec la vocation d'activités sont interdites (exploitations agricoles/forestières, habitations, …).
Sont soumis à conditions particulières :
-Pour la sous-destination « Logement », les constructions à usage d'habitation sont autorisées à condition d'être destinées au logement de fonction des personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer la direction ou la surveillance des installations, d'être intégrées dans le bâtiment à vocation économique et d'être limitées à 50 m² de surface de plancher.
-Pour la sous-destination « Industrie », seules les entreprises du secteur secondaire sont autorisées.
-Les installations photovoltaïques au sol uniquement pour de l'autoconsommation majoritaire sur site.
-Les affouillements ou exhaussements de sol sont autorisés à condition d'être liés ou nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone et à des services publics ou d'intérêt collectif. La réalisation de bassins de rétention des eaux pluviales et/ou de ruissellement est entendue comme partie prenante de ces aménagements.</td></tr>
<tr><td>2. Mixité sociale et fonctionnelle</td><td><u>Mixité au sein d'une construction ou d'une unité foncière :</u> Non règlementé.

<u>Majoration de volume constructible :</u>
Non règlementé.

<u>Règles différenciées entre le rez-de-chaussée et les hauteurs supérieures des constructions :</u> Non règlementé.</td><td>Idem Ua</td></tr>
<tr><td colspan="3">Section II – Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère</td></tr>
<tr><td>1. Volumétrie et implantation des constructions</td><td><u>Implantation des constructions le long des voies et emprises publiques ou privées ouvertes à la circulation publique</u></td><td>Idem Ua</td></tr>
</table>

	un retrait minimum de 5 mètres par rapport à l'alignement *Des implantations différentes sont admises dans les cas suivants :* ▪ *Quand l'implantation des constructions existantes sur les propriétés voisines le justifie pour des raisons d'architecture ou de bonne intégration à l'ordonnance générale des constructions avoisinantes ;* ▪ *Pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif à condition que leur destination suppose une implantation différente pour répondre à des besoins spécifiques de fonctionnalités ou de sécurité.*	
	Implantation des constructions le long des limites séparatives *Idem Ua*	Idem Ua
	Implantation sur une même propriété *Non règlementé.*	
	Hauteur des constructions *Idem Ua*	Idem Ua
	Coefficient d'emprise au sol : *Non règlementé.*	
2. Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	*Idem Ua*	Idem Ua
3. Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions	*Idem Ua + recommandations de l'OAP*	L'objectif est la limitation de l'imperméabilisation des sols des futurs projets et une meilleure gestion des eaux pluviales.
4. Stationnement	*Idem Ua*	Idem Ua
Section III – équipements et réseaux		
	Se reporter à la partie sur les équipements et réseaux	

3.10. LA ZONE A

Zone A

La zone A est une zone agricole, équipée ou non, qu'il convient de protéger de l'urbanisation afin de permettre au secteur agricole de se développer sans contrainte. Elle comprend également des hameaux et constructions isolées, non liés à l'activité agricole, situés au sein d'espace agricole, pour lesquelles des évolutions et adaptations limitées sont autorisées.

La zone A se divise en deux secteurs, caractérisés de la façon suivante :

- **Secteur Ac**
  Il correspond à des secteurs agricoles où le renforcement de l'activité est souhaitable à proximité des sites d'exploitations existants ou futurs.
  L'ensemble des constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées y est autorisé.
- **Secteur A**
  Il correspond à des secteurs agricoles à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique, économique ou paysager des terres agricoles.
  Il s'agit d'un secteur agricole protégé, dans lequel les constructions nouvelles sont strictement limitées.

Les prescriptions définies ci-après s'appliquent sur l'ensemble de la zone A, sauf stipulations contraires.

La zone est concernée par des dispositions particulières :

- Changement de destination.
- Eléments du petit patrimoine à préserver/mettre en valeur au titre de l'article L151-19 du CU.
- Eléments naturels identifiés au titre de l'article L151-23 du CU :

1/ Concernant la trame humide :

- secteurs de cours d'eau
- secteurs de zone humide
- secteurs de plan d'eau

2/ Concernant la trame boisée :

- secteurs de forêt présumée ancienne

3/ Concernant la trame bocagère :

- secteurs de haie bocagère.

PRINCIPALES ORIENTATIONS DU PADD DECLINEES DANS LA ZONE A

CONSIDERER LA FORME URBAINE POUR PREVOIR LE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE

En prenant en compte les autres secteurs d'habitat plus isoles en permettant leur évolution

D'autres secteurs d'habitat isolés, regroupés ou non en hameaux, ne sont pas identifiés pour connaitre une densification. Ce mitage, historique, doit être pris en compte dans le projet de PLU de manière à permettre l'évolution de l'existant tout en limitant les impacts sur les zones agricoles et naturelles.

L'habitat isolé doit ainsi pouvoir évoluer, de manière encadrée, mais les secteurs constructibles resteront limités afin de modérer la consommation foncière et les extensions.

REFLECHIR A UNE POLITIQUE COHERENTE EN MATIERE DE LOGEMENTS

En diversifiant les types de logements

En identifiant des changements de destination

PERMETTRE LE DEVELOPPEMENT DES SERVICES ET DES ACTIVITES ECONOMIQUES

En soutenant les projets agricoles et d'une manière générale, en préservant les espaces agricoles qui façonnent le territoire

L'agriculture occupe une place importante sur l'ensemble du territoire communal. Elle façonne les paysages, participe activement à leur entretien et à l'organisation de la trame verte. Elle joue également un rôle significatif en matière d'économie.
Il importe ainsi d'encourager la pérennité de l'agriculture sur la commune, en s'orientant vers une gestion économe de l'espace concourant à une préservation du foncier agricole. Le PLU veillera donc à ne pas développer l'urbanisation à proximité des exploitations agricoles. Cela dans un souci de préservation des possibilités d'extension des sites d'exploitation et de préservation de distances nécessaires entre habitat et exploitation agricole.
Le confortement des exploitations agricoles sera également favorisé en offrant la possibilité de développement des installations existantes, en permettant les nouvelles implantations d'exploitations, sur les secteurs ne présentant pas d'enjeux paysagers et environnementaux et en permettant la diversification économique des exploitations (agrotourisme…).
Les activités complémentaires de vente et de restauration à la ferme, seront également autorisées.

PREPARER L'AVENIR ET RELEVER LES DEFIS DE DEMAIN

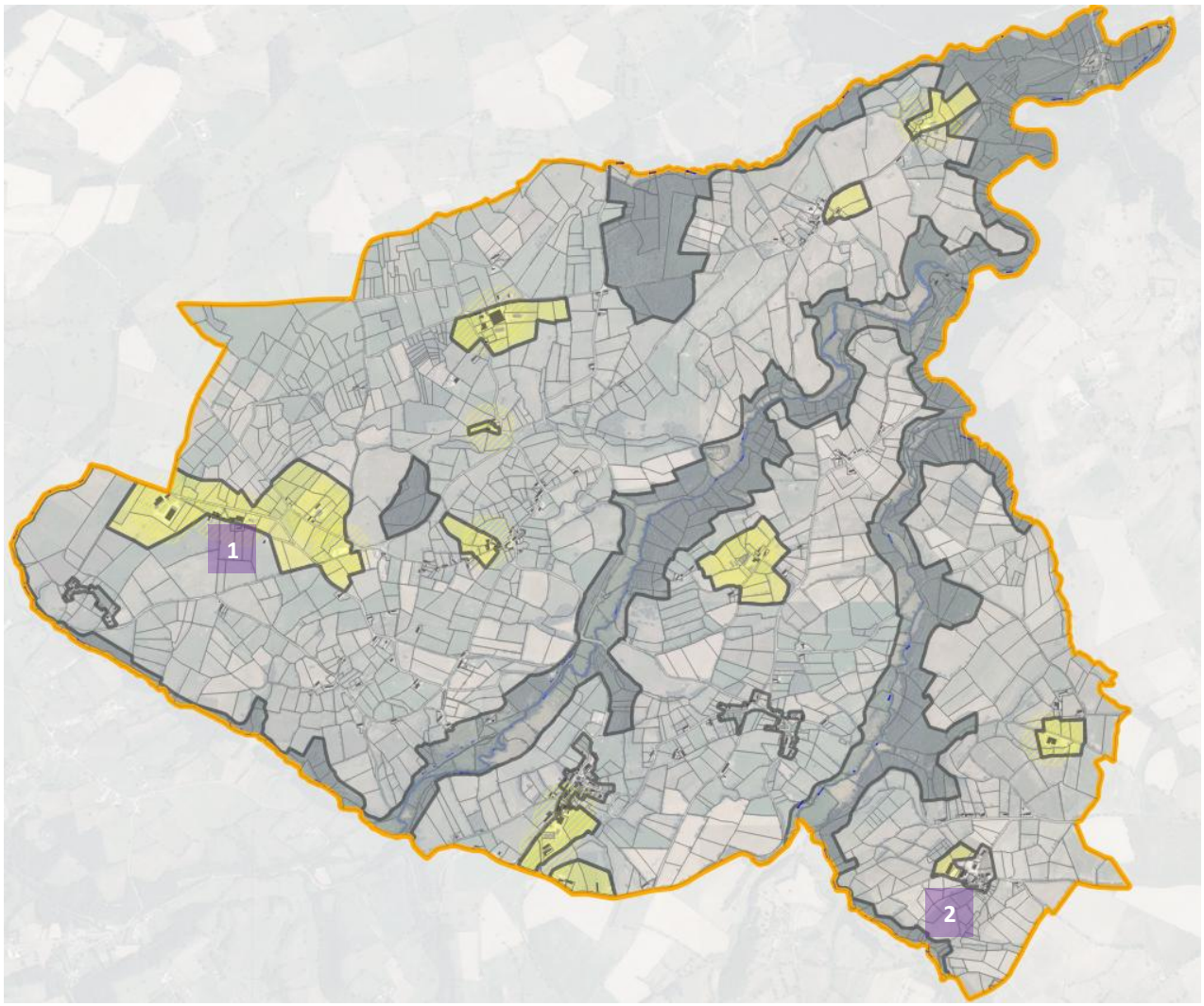
En conservant l'identité paysagère et villageoise du territoire

En prenant en compte les risques et nuisances dans le développement de la commune

En poursuivant les économies d'énergie et le recours aux énergies renouvelables, au service d'une sobriété et d'une autonomie du territoire

JUSTIFICATION DU ZONAGE- STADE ARRET -

Zonage du projet de PLU pour Arrêt



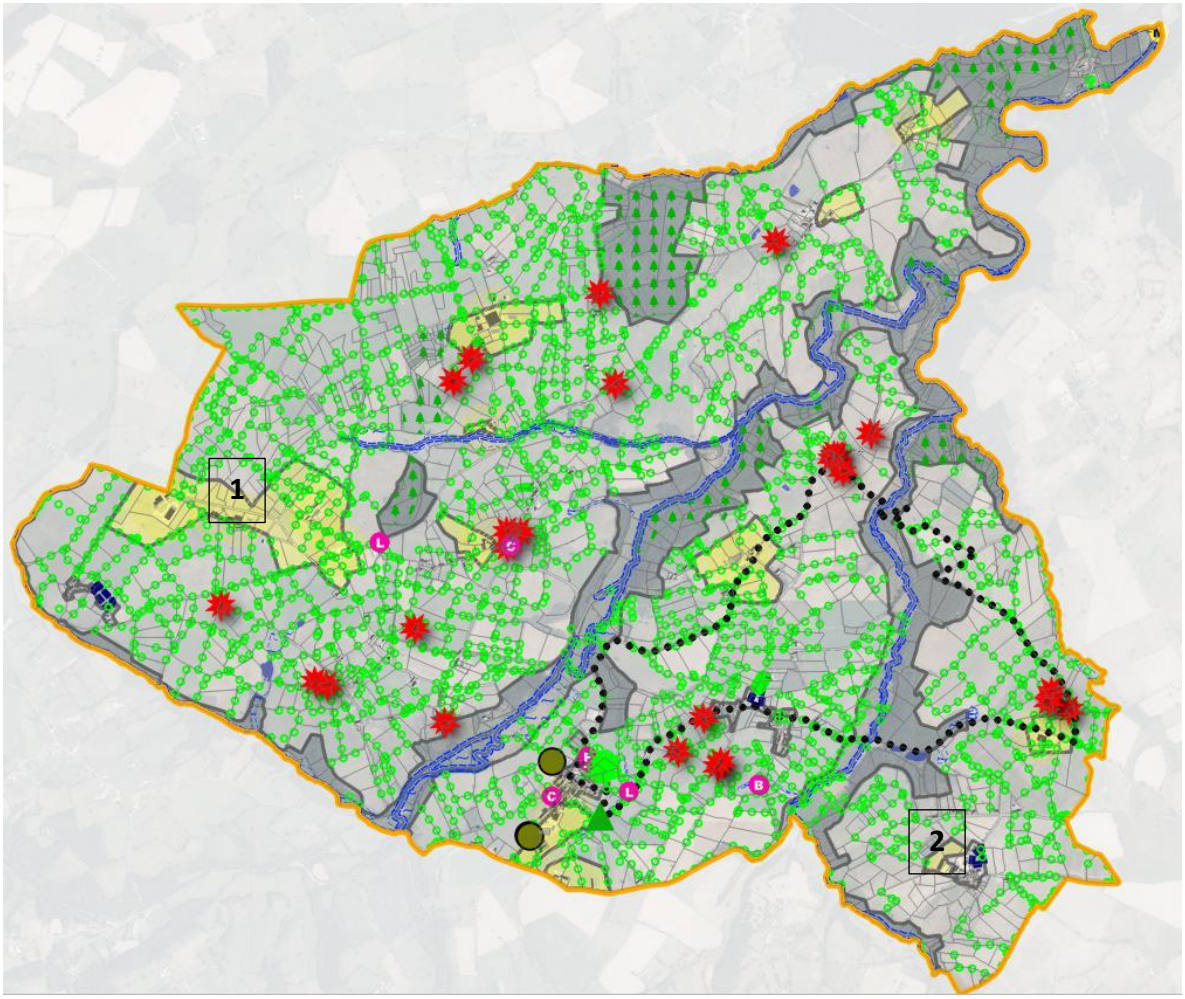
La définition des zonages A du PLU s'est appuyée sur plusieurs éléments et données : le registre des parcelles déclarées à la PAC, les enjeux environnementaux présents sur le territoire, l'enquête agricole menée dans le cadre de l'élaboration du PLU (permettant d'identifier les besoins et projets des exploitants qui se sont exprimés auprès de la commune).
Les bâtiments agricoles ont été identifiés. Un périmètre de protection de 100m est appliqué sur les bâtiments abritant des animaux. L'objectif est de mettre en place les réciprocités agricoles pour ne pas entraver l'activité.

La zone A se divise en deux secteurs :

- **Secteur Ac**
  Il correspond aux sites des exploitations agricoles. Les zonages sont variés et adaptés à chacune des exploitations agricoles, prenant notamment en compte les projets de développement (issus de l'enquête agricole).
  Le site des Brandes (n°1 sur la carte ci-dessus) est particulièrement large car occupé par plusieurs exploitations agricoles.
  Cas particulier (n°2 sur la carte ci-dessus) : Le village de Chez Voyon disposait à l'origine d'une exploitation agricole qui n'est désormais plus en activité. Les bâtiments encore présents affichent un bon état, permettant une possible reprise de l'activité agricole.
  Le PLU anticipe ainsi le développement / renforcement à venir de l'activité agricole.

- **Secteur A**
  Il correspond aux espaces agricoles à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique, économique ou paysager. L'identification de ce très large secteur s'est appuyée sur l'usage des tènements (déclarations PAC notamment).

Zonage du projet de PLU pour Arrêt

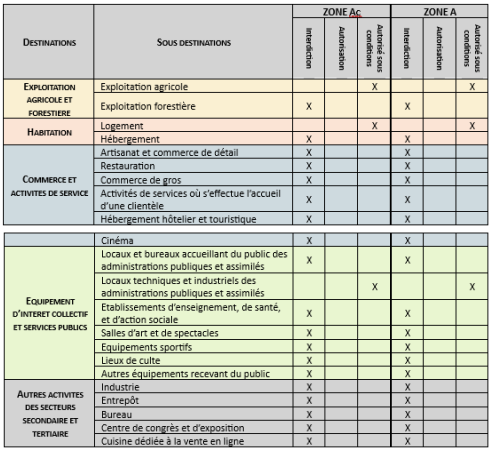


Les zones agricoles sont concernées par des enjeux autres à prendre en compte :

- En termes d'enjeux environnementaux, des trames vertes et bleues traversent les zones agricoles et sont à préserver :
  - les arbres isolés et les haies bocagères constituent une des caractéristiques les plus prégnantes du bocage des Combrailles. Ces trames vertes créent un maillage très dense, intimement lié à la gestion agricole,
  - les espaces agricoles sont traversés par quelques cours d'eau et ponctués de pièces d'eau. Ces éléments sont à préserver (berges, zones humides).
- En termes de constructions existantes autres qu'à vocation agricole : les espaces agricoles (zone A) est ponctué de constructions isolées. Leur présence est à prendre en compte et le PLU doit leur permettre d'évoluer.
  - par les dispositions réglementaires de la zone A,
  - par l'identification de bâtiments pouvant changer de destination.

Ces mesures visent à favoriser la réhabilitation de l'existant, limitant ainsi la consommation des espaces.

REGLEMENT DE LA ZONE A - STADE ARRET -

Article	Prescriptions	Objectifs
Section I – Destination des constructions, usages des sols et natures d'activités		
1. Interdiction et limitation	***Zones A, Ac :*** 	La zone agricole Ac est exclusivement dédiée à la vocation agricole : tous les usages de la vocation agricole répondant à la vocation de la zone sont autorisés sous conditions. La zone A est un secteur protégé. Les autorisations sont limitées et sous conditions. L'objectif est la préservation des espaces agricoles et naturels. Afin de ne pas compromettre la vocation agricole, l'adaptation et la réfection des constructions existantes restent autorisés. Dans la zone agricole, sont intégrées des constructions à usage d'habitation, à savoir des logements non liés à une activité agricole mais situés en discontinuité de l'urbanisation. L'objectif est de permettre une certaine évolution de ces logements, qui reste toutefois limitée afin de ne pas contribuer à l'augmentation du mitage sur les terres agricoles. Il s'agit avant tout de laisser vivre ces bâtiments, disposant d'un fort impact paysager, de manière à favoriser leur entretien et en réduisant leur impact. Pour permettre de conforter la vocation touristique sans entamer les ressources agricoles et les paysages, les constructions destinées à cette vocation sont également limitées (par changement de destination et volume existant).

Sont soumis à conditions particulières :

En secteur Ac :

Pour la destination des « exploitations agricoles », sont autorisés :

- *Les constructions de bâtiments de stockage et d'entretien du matériel des CUMA sont autorisées, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale et forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages*
- *Les installations nécessaires au prolongement de l'activité agricole et ayant pour support l'exploitation, dont l'activité touristique rurale d'accueil dans le bâti existant, sont autorisées*

	▪ *Les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production, sont autorisées, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale et forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages* ▪ *Les constructions à usage d'habitation, dans la mesure où elles sont nécessaires au fonctionnement des exploitations agricoles et dans la limite de 120 m² de surface de plancher totale par logement, situées à proximité d'un bâtiment agricole (100 mètres maximum). Toutefois, cette distance pourra être supérieure dans le cadre des installations classées (élevage) ou autre contrainte spécifique à préciser (nature du sol, topographie…) qu'il conviendra de justifier. Dans la mesure du possible, l'implantation des futures constructions sera privilégiée dans la continuité du bâti existant, pour éviter le mitage des terres agricoles.* ▪ *L'adaptation et la réfection des constructions existantes.* ▪ *Les dépôts de matériaux nécessaires à l'activité agricole dans la mesure où ils bénéficient d'un accompagnement végétal et sont intégrés à l'environnement paysager* *Pour les constructions existantes à destination d'habitation d'une superficie de plancher, avant extension, de plus de 50 m² et à condition de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site, sont autorisés :* ▪ *L'aménagement de l'existant, sans changement de destination ;* ▪ *L'extension mesurée de 30% de l'emprise au sol existante à la date d'approbation du PLU, et dans la limite de 250 m² de surface de plancher au total (existant + extension) ;* ▪ *Les annexes, hors piscine, dans la limite de 40 m² d'emprise au sol au total et qu'elles soient intégralement réalisées sur l'unité foncière et à moins de 25 mètres de l'habitation ;*	Par ailleurs, les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés nécessaires aux services publics d'intérêt collectif sont autorisés en zone A, sous condition de ne pas porter atteinte à l'espace dans lequel ils sont inscrits. **<u>Sont interdits :</u>** <u>En secteurs Ac :</u> ▪ Les dépôts de matériaux autres que ceux nécessaires à l'activité agricole ; ▪ Le camping pratiqué isolément et la création de terrains de camping ; ▪ Les parcs résidentiels de loisirs et les habitations légères de loisirs; ▪ L'exploitation de carrières. <u>En secteur A :</u> ▪ Toutes les destinations et sous-destinations excepté celles soumises à conditions ; ▪ Les dépôts de matériaux autres que ceux nécessaires à l'activité agricole ; ▪ Le camping pratiqué isolément et la création de terrains de camping ; ▪ Les parcs résidentiels de loisirs et les habitations légères de loisirs ; ▪ L'exploitation de carrières.

	▪ *Les piscines à condition qu'elles soient intégralement réalisées sur l'unité foncière et à moins de 25 mètres de l'habitation et que la surface du bassin soit limitée à 50 m² maximum.* *Pour la destination « équipements d'intérêt collectif et services publics », seuls sont autorisés les « locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés » dès lors qu'ils ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole ou pastorale dans l'unité foncière où elles sont implantées, et qu'ils ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces agricoles, naturels et des paysages.* *Les affouillements ou exhaussements de sol sont autorisés à condition d'être liés ou nécessaires à la prévention contre les inondations, à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone ou nécessaire à l'activité agricole, de type retenue collinaire. La réalisation de bassins de rétention des eaux pluviales et/ou de ruissellement est entendue comme partie prenante de ces aménagements.* *Le changement de destination d'un ancien bâtiment agricole est autorisé, dans les limites de l'enveloppe bâtie existante sans aucune extension, à condition qu'il ait fait l'objet d'une identification sur le plan de zonage.* *Les dispositifs d'énergies renouvelables hors usage domestique sont autorisés selon les termes du décret du 8 avril 2024, à condition :* ▪ *de ne pas remettre en cause la préservation des continuités écologiques identifiées sur le plan de zonage,* ▪ *et de ne générer ni consommation d'espaces agricoles, naturels ou forestiers ni artificialisation des sols, au sens de la Loi Climat et Résilience et du Décret n°2024-318 du 8 avril 2024 relatif « au développement de l'agrivoltaïsme et aux conditions d'implantation des installations photovoltaïques sur des terrains agricoles, naturels ou forestiers »,*	

	▪ *et, pour les projets de photovoltaïque au sol, d'être réservés aux terrains ne pouvant recevoir d'autres usages compte-tenu de la nature du sol impropre à toute activité agricole ou de relever d'un projet agrivoltaïque.* ***<u>En secteur A :</u>*** *Pour les constructions existantes à destination d'habitation d'une superficie de plancher, avant extension, de plus de 50 m² et à condition de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site, sont autorisés :* ▪ *L'aménagement de l'existant, sans changement de destination ;* ▪ *L'extension mesurée de 30% de l'emprise au sol existante à la date d'approbation du PLU, et dans la limite de 250 m² de surface de plancher au total (existant + extension) ;* ▪ *Les annexes, hors piscine, dans la limite de 40 m² d'emprise au sol au total et qu'elles soient intégralement réalisées sur l'unité foncière et à moins de 25 mètres de l'habitation ;* ▪ *Les piscines à condition qu'elles soient intégralement réalisées sur l'unité foncière et à moins de 25 mètres de l'habitation et que la surface du bassin soit limitée à 50 m² maximum.* *Pour la destination « Exploitations agricoles » :* ▪ *L'adaptation et la réfection des constructions existantes ;* ▪ *L'extension mesurée de 30% de l'emprise au sol existante à la date d'approbation du PLU ;* ▪ *Les serres et tunnels limités à 500 m² d'emprise au sol. L'impact sur l'environnement et le paysage des serres et tunnels doit être réduit au minimum et demeurer compatible avec le maintien de la qualité du site.* *Pour la destination « équipements d'intérêt collectif et services publics », seuls les « locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés » sont autorisés, à condition de ne pas faire l'objet de constructions et dès lors qu'ils ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité*	

	agricole ou pastorale dans l'unité foncière où ils sont implantés, et qu'ils ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces agricoles, naturels et des paysages. *Les affouillements ou exhaussements de sol sont autorisés à condition d'être liés ou nécessaires à la prévention contre les inondations, à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone ou nécessaire à l'activité agricole, de type retenue collinaire. La réalisation de bassins de rétention des eaux pluviales et/ou de ruissellement est entendue comme partie prenante de ces aménagements.* *Le changement de destination d'un ancien bâtiment agricole est autorisé, dans les limites de l'enveloppe bâtie existante sans aucune extension, à condition qu'il ait fait l'objet d'une identification sur le plan de zonage.* *L'impact sur l'environnement des aménagements et ouvrages admis doit être réduit au minimum, et demeurer compatible avec le maintien de la qualité du site.*	
2. Mixité sociale et fonctionnelle	***Mixité au sein d'une construction ou d'une unité foncière :*** *Non règlementé.* ***Majoration de volume constructible :*** *Non règlementé.* ***Règles différenciées entre le rez-de-chaussée et les hauteurs supérieures des constructions :*** *Non règlementé.*	Il n'y a pas lieu de définir ce principe sur des zones dont la vocation est agricole.
Section II – Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère		
1. Volumétrie et implantation des constructions	***IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LE LONG DES VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES OU PRIVEES OUVERTES A LA CIRCULATION PUBLIQUE EXISTANTES OU PROJETEES*** *Les bâtiments doivent être implantés avec un retrait minimum de 5 m par rapport à la limite des voies routières ou conformément aux indications portées au plan lorsqu'elles existent.* *L'aménagement et l'extension des constructions existantes sont admis à une moindre distance des voies à condition de respecter la distance existante et de préserver les conditions de sécurité et de visibilité routière.* *Ces dispositions ne s'appliquent pas pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif à*	Les dispositions émises visent à garantir une cohérence entre les constructions futures et actuelles. Les constructions, installations ou aménagements nécessaire à un service public où avec un intérêt qui profite à plusieurs peuvent se soustraire aux règles.

	condition que leur destination suppose une implantation différente pour répondre à des besoins spécifiques de fonctionnalités ou de sécurité. *L'implantation des piscines et annexes d'une emprise au sol inférieure ou égale à 20 m² n'est pas réglementée.*	
	IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LE LONG DES LIMITES SEPARATIVES *Implantation libre.*	Les dispositions vis-à-vis des limites séparatives sont libres pour faciliter les implantations.
	IMPLANTATION SUR UNE MEME PROPRIETE - *Non règlementé.*	
	HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS ▪ *12 mètres à l'égout du toit pour les exploitations agricoles ;* ▪ *7 mètres à l'égout du toit ou à l'acrotère pour les logements (habitations existantes et habitations en tant que locaux accessoires aux exploitations agricoles) ;* ▪ *3 mètres à l'égout du toit ou à l'acrotère pour les annexes aux logements.* *Ces limites peuvent ne pas être exigées aux :* ▪ *éléments techniques de grande hauteur nécessaires aux exploitations agricoles autorisées dans la zone, tels que les silos ;* ▪ *aménagements, extensions et reconstructions de bâtiments existants d'une hauteur supérieure : autorisés dans la limite de la hauteur existante,* ▪ *ouvrages et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, pour des raisons techniques et fonctionnelles.*	La hauteur maximale des bâtiments agricoles prend en compte la hauteur des engins qui sont de plus en plus massifs. Concernant les habitations, les dispositions émises visent à garantir une cohérence entre les habitations du bourg et celles sur le reste du territoire. Les hauteurs sont les mêmes qu'en zone urbaine. Une hauteur supérieure est possible pour l'extension de constructions existantes pour assurer une meilleure intégration paysagère. Les constructions, installations ou aménagements nécessaire à un service public où avec un intérêt qui profite à plusieurs peuvent se soustraire aux règles.
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL : *Non règlementé.*	Pas de CES mais un % de surfaces perméables à respecter.
2. Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	***Adaptation de règles volumétriques :*** *Non règlementé.* ***Dispositions concernant les caractéristiques architecturales des façades, toitures des constructions et clôtures des constructions :*** *se reporter à la disposition générale n°14.* ***Obligations en matière de performances énergétiques et environnementale :*** *Non règlementé.*	Concernant les habitations, les dispositions émises visent à garantir une cohérence entre les habitations du bourg et celles sur le reste du territoire. La différence sur les zones agricoles concerne l'aspect des bâtiments agricoles.

	Règles différenciées pour prendre en compte les risques d'inondation et de submersion : *Aucune construction n'est autorisée à moins de 10 mètres des cours d'eau, ruisseaux ou talwegs.* ***Dispositions concernant le patrimoine bâti et paysager à protéger, conserver, mettre en valeur ou requalifier pour des motifs culturels, historiques ou architecturaux :*** *Se reporter à la disposition générale n°17.*	
3. Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions	***SURFACES NON IMPERMEABILISEES OU ECO-AMENAGEABLES :*** *Les places de stationnement des véhicules légers doivent être traitées en matériaux perméables.* *Les cheminements doux doivent privilégier un traitement perméable.*	L'objectif est la limitation de l'imperméabilisation des sols des futurs projets et la gestion des eaux pluviales.
	OBLIGATION EN MATIERE D'ESPACES LIBRES ET DE PLANTATIONS, AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS : *Les abords de la construction doivent être traités avec un soin particulier afin de participer à son insertion dans le site.* *Les spécimens des plantations devront être des essences locales et variées (voir liste en annexe n°4). Les essences, exotiques et invasives, sont interdites. Ainsi :* ▪ *Les plantations existantes de qualité doivent être maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes ;* ▪ *Un accompagnement végétal de certains bâtiments ou installations, des annexes et des aires de stockages extérieurs pourra être imposé afin de les protéger des vues depuis le domaine public ;*	Les dispositions visent à garantir la bonne intégration des installations agricoles dans leur environnement paysager. L'objectif est également de limiter les surfaces imperméabilisées et de favoriser l'utilisation de végétaux composés d'essences variées parmi celles autorisées dans le règlement.
	Prescriptions concernant le maintien des espaces et secteurs contribuant aux continuités écologiques : *Non règlementé.*	
4. Stationnement	*La superficie à prendre en compte pour le stationnement d'une voiture particulière est de 25 m², y compris l'accès.* *Pour les aménagements et reconstruction de constructions existantes, les places de stationnement existantes sur le terrain doivent être maintenues ou remplacées par une capacité de stationnement au moins équivalente.* *Les aires de stationnement collectives peuvent utilement être traitées de manière à*	Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations, doit être assuré en dehors des voies publiques.

	limiter l'imperméabilisation des surfaces concernées.	
Section III – équipements et réseaux		
	Se reporter à la partie sur les équipements et réseaux	

3.11. LA ZONE N

Zone N

La zone N est une zone naturelle et forestière à protéger en raison de la qualité des sites et des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique.
Les prescriptions définies ci-après s'appliquent sur l'ensemble de la zone N sauf stipulations contraires.

La zone est concernée par des dispositions particulières :

- Eléments du patrimoine bâti à préserver/mettre en valeur, au titre de l'article L151-19 du CU.
- Eléments naturels identifiés :

1/ Concernant la trame humide :

- secteurs de cours d'eau
- secteurs de zone humide
- secteurs de plan d'eau

2/ Concernant la trame boisée :

- secteurs de forêt présumée ancienne

3/ Concernant la trame bocagère :

- secteurs de haie bocagère.

PRINCIPALES ORIENTATIONS DU PADD DECLINEES DANS LA ZONE N

CONSIDERER LA FORME URBAINE POUR PREVOIR LE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE

En prenant en compte les autres secteurs d'habitat plus isoles en permettant leur évolution

D'autres secteurs d'habitat isolés, regroupés ou non en hameaux, ne sont pas identifiés pour connaitre une densification. Ce mitage, historique, doit être pris en compte dans le projet de PLU de manière à permettre l'évolution de l'existant tout en limitant les impacts sur les zones agricoles et naturelles.
L'habitat isolé doit ainsi pouvoir évoluer, de manière encadrée, mais les secteurs constructibles resteront limités afin de modérer la consommation foncière et les extensions.

REFLECHIR A UNE POLITIQUE COHERENTE EN MATIERE DE LOGEMENTS

En diversifiant les types de logements

En identifiant des changements de destination

PREPARER L'AVENIR ET RELEVER LES DEFIS DE DEMAIN

En conservant l'identité paysagère et villageoise du territoire

En prenant en compte les risques et nuisances dans le développement de la commune

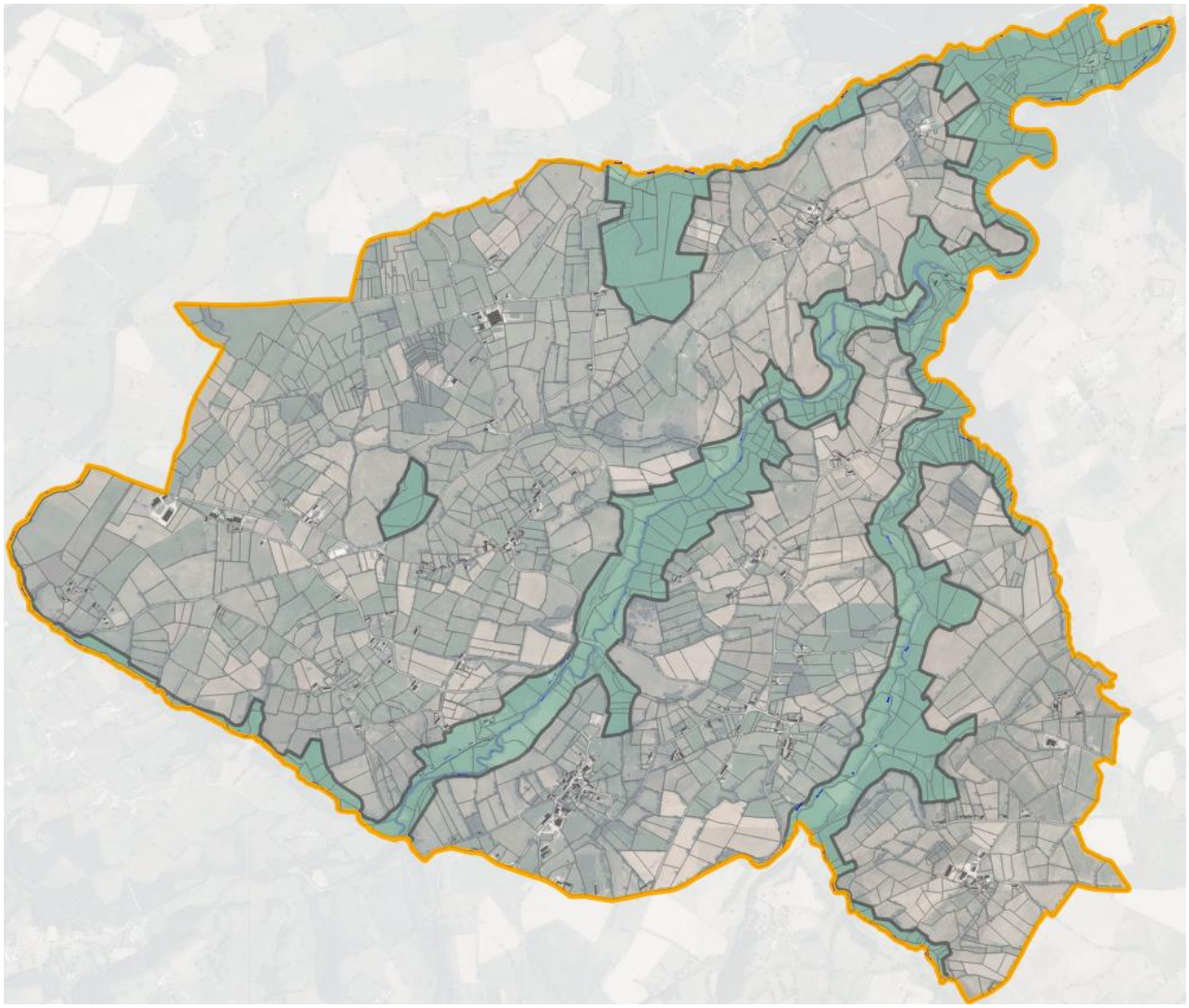
En poursuivant les économies d'énergie et le recours aux énergies renouvelables, au service d'une sobriété et d'une autonomie du territoire

JUSTIFICATION DU ZONAGE- STADE ARRET -

Les choix du PLU visent à renforcer les corridors écologiques (notamment en termes de continuités) et à protéger les milieux naturels les plus sensibles. Les zones N couvrent essentiellement les vallons et les espaces boisés.
- La commune se situe en tête de bassin versant (au niveau des sources). Elle est traversée par la Bouble, rivière qui est l'un des principaux affluent (en rive gauche) de la Sioule. Elle est également traversée par plusieurs de ses affluents à savoir la Petite Bouble, la Ronge, la Bourse et les Bioles.
- Les boisements sont présents (40 % = 339 ha) sur les parties hautes et les versants des vallons humides. Ils sont essentiellement constitués de forêts et milieux semi-naturels à végétation arbustive et/ou herbacée.

Les richesses écologiques du territoire constituées par les trames vertes et bleues, traversent les zones agricoles, et sont préservées au titre de l'article L.151-23 du cu.

Zonage du projet de PLU pour ARRET – localisation des zonages N



REGLEMENT DE LA ZONE N- STADE ARRET -

Article	Prescriptions	Objectifs
Section I – Destination des constructions, usages des sols et natures d'activités		
1. Interdiction et limitation		L'objectif en zone N est d'interdire l'ensemble des nouvelles constructions de manière à garantir la préservation de ces espaces naturels. **<u>Sont soumis à conditions particulières :</u>** ▪ L'impact sur l'environnement des aménagements et ouvrages admis doit être réduit au minimum, et demeurer compatible avec le maintien de la qualité du site. ▪ L'adaptation, et la réfection des constructions existantes. ▪ Pour les constructions existantes à destination d'habitation d'une superficie de plancher, avant extension, de plus de 50 m² et à condition de ne pas compromettre

DESTINATIONS	SOUS DESTINATIONS	INTERDICTION	AUTORISATION	AUTORISE SOUS CONDITIONS
EXPLOITATION AGRICOLE ET FORESTIERE	Exploitation agricole	X		
	Exploitation forestière			X
HABITATION	Logement			X
	Hébergement	X		
COMMERCE ET ACTIVITES DE SERVICE	Artisanat et commerce de détail	X		
	Restauration	X		
	Commerce de gros	X		
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle	X		
	Hébergement hôtelier et touristique	X		
	Cinéma	X		
EQUIPEMENTS D'INTERET COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	X		
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés			X
	Etablissements d'enseignement, de santé, et d'action sociale	X		
	Salles d'art et de spectacles	X		
	Equipements sportifs	X		
	Lieux de culte	X		
	Autres équipements recevant du public	X		
AUTRES ACTIVITES DES SECTEURS	Industrie	X		
	Entrepôt	X		
	Bureau	X		
SECONDAIRE ET TERTIAIRE	Centre de congrès et d'exposition	X		
	Cuisine dédiée à la vente en ligne	X		

<u>Sont interdits :</u>

▪ *Les dispositifs d'énergies renouvelables hors usage domestique et hors projets*

	implantés sur les constructions autorisées au sein de la zone. ▪ *Les dépôts de matériaux autres que le stockage de grumes de bois dans le cadre de la gestion du boisement.* ▪ *Les aménagements liés à l'exploitation forestière lorsqu'ils sont situés au sein d'une zone humide.* ▪ *Le camping pratiqué isolément et la création de terrains de camping.* ▪ *Les parcs résidentiels de loisirs et les habitations légères de loisirs.* ▪ *L'exploitation de carrière.*	l'activité agricole ou la qualité paysagère du site, sont autorisés : o L'aménagement de l'existant, sans changement de destination, o L'extension mesurée de 30% de l'emprise au sol existante à la date d'approbation du PLU, et dans la limite de 250 m² de surface de plancher au total (existant + extension). ▪ Pour la destination « équipements d'intérêt collectif et services publics », seuls les « locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés » sont autorisés, dès lors qu'ils ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole ou pastorale dans l'unité foncière où elles sont implantées, et qu'ils ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces agricoles, naturels et des paysages. ▪ Les aires de stationnement, non imperméabilisées. ▪ Les dépôts de matériaux nécessaires à l'activité forestière dans la mesure où ils bénéficient d'un accompagnement végétal et sont intégrés à l'environnement paysager. ▪ Les affouillements ou exhaussements de sol à condition d'être liés ou nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone. La réalisation de bassins de rétention des eaux pluviales et/ou de ruissellement est entendue comme partie prenante de ces aménagements.
2. Mixité sociale et fonctionnelle	***Mixité au sein d'une construction ou d'une unité foncière :*** *Non règlementé.* ***Majoration de volume constructible :*** *Non règlementé.* ***Règles différenciées entre le rez-de-chaussée et les hauteurs supérieures des constructions :*** *Non règlementé.*	Il n'y a pas lieu de définir ce principe sur des zones dont la vocation est naturelle/boisée.
Section II – Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère		
1. Volumétrie et implantation des constructions	***Implantation des constructions le long des voies et emprises publiques ou privées ouvertes à la circulation publique :*** *L'implantation des constructions par rapport aux voies ne doit pas engendrer de risques de sécurité et de visibilité routière.*	Les dispositions émises visent à garantir une cohérence entre les constructions futures et actuelles. Les constructions, installations ou aménagements nécessaire à un service public où avec un intérêt qui profite à plusieurs peuvent se soustraire aux règles.

	Les bâtiments doivent être implantés avec un retrait minimum de 5 m par rapport à la limite des voies routières. *L'aménagement et l'extension des constructions existantes sont admis à une moindre distance des voies à condition de respecter la distance existante et de préserver les conditions de sécurité et de visibilité routière.* *Ces dispositions ne s'appliquent pas pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif à condition que leur destination suppose une implantation différente pour répondre à des besoins spécifiques de fonctionnalités ou de sécurité.*	
	IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LE LONG DES LIMITES SEPARATIVES *Non réglementé.*	Les autorisations de constructions sont limitées très fortement. Des règles supplémentaires n'apparaissent pas nécessaires.
	IMPLANTATION SUR UNE MEME PROPRIETE *Non règlementé.*	
	HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS ▪ *7 mètres à l'égout du toit ou à l'acrotère pour les logements et constructions principales.* ▪ *3 mètres à l'égout du toit ou à l'acrotère pour les locaux accessoires de type constructions annexes.* *Ces limites peuvent ne pas être exigées aux :* ▪ *Aménagements, extensions et reconstructions de bâtiments existants d'une hauteur supérieure : autorisés dans la limite de la hauteur existante ;* ▪ *Ouvrages et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, pour des raisons techniques et fonctionnelles.*	Les dispositions émises visent à garantir une cohérence entre les habitations du bourg et celles sur le reste du territoire. Les hauteurs sont les mêmes qu'en zone urbaine.
2. Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	***ADAPTATION DE REGLES VOLUMETRIQUES :*** *Non réglementé.* ***DISPOSITIONS CONCERNANT LES CARACTERISTIQUES ARCHITECTURALES DES FAÇADES, TOITURES DES CONSTRUCTIONS ET CLOTURES DES CONSTRUCTIONS :*** *SE REPORTER A LA DISPOSITION GENERALE N°14.* ***OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALE :*** *Non réglementé.*	Pas de règles supplémentaires. Les autorisations de constructions sont fortement limitées.

	REGLES DIFFERENCIEES POUR PRENDRE EN COMPTE LES RISQUES D'INONDATION ET DE SUBMERSION : *AUCUNE CONSTRUCTION N'EST AUTORISEE A MOINS DE 10 METRES DES COURS D'EAU, RUISSEAUX OU TALWEGS.* ***DISPOSITIONS CONCERNANT LE PATRIMOINE BATI ET PAYSAGER A PROTEGER, CONSERVER, METTRE EN VALEUR OU REQUALIFIER POUR DES MOTIFS CULTURELS, HISTORIQUES OU ARCHITECTURAUX :*** *SE REPORTER A LA DISPOSITION GENERALE N°17.*	
3. Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions	*Idem zones A*	Idem zone A.
4. Stationnement	*Les espaces de stationnement peuvent utilement être traités de manière à limiter l'imperméabilisation des surfaces concernées.* *La superficie à prendre en compte pour le stationnement d'une voiture particulière est de 25 m², y compris l'accès.*	Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations, doit être assuré en dehors des voies publiques.
Section III – équipements et réseaux		
	Se reporter à la partie sur les équipements et réseaux	

4. LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

En application des articles R.151-6 et R.151-7 du code de l'urbanisme, les plans locaux d'urbanisme doivent comporter des orientations d'aménagement et de programmation.

Elles sont plus précisément définies par les articles L.151-6 et L.151-7 du code de l'urbanisme. Il précise notamment que les OAP peuvent notamment :

« 1° Définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune;

2° Favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces ;

3° Comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants ;

4° Porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager ;

5° Prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics ;

6° Adapter la délimitation des périmètres, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports prévu aux articles L. 151-35 et L. 151-36.

7° Définir les actions et opérations nécessaires pour protéger les franges urbaines et rurales. Elles peuvent définir les conditions dans lesquelles les projets de construction et d'aménagement situés en limite d'un espace agricole intègrent un espace de transition végétalisé non artificialisé entre les espaces agricoles et les espaces urbanisés, ainsi que la localisation préférentielle de cet espace de transition. »

Dans le cadre des objectifs définis dans le PADD, **la commune a identifié 3 secteurs de développement** qui font l'objet d'une orientation d'aménagement. Les Orientation d'Aménagement et de Programmation « sectorisées » décrites ci-après visent à organiser un développement urbain raisonné en réponse aux objectifs du PADD.

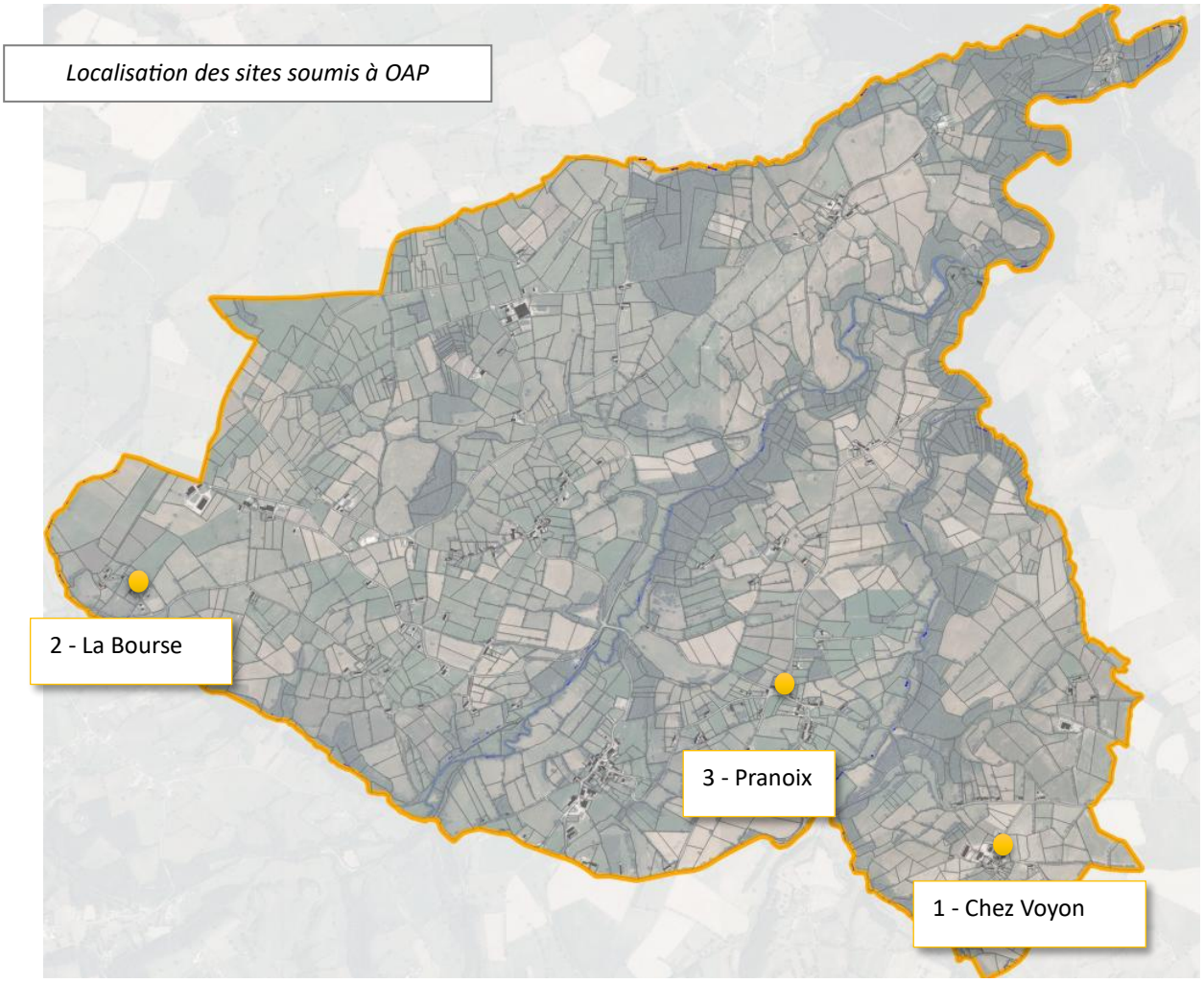
- **Pour la vocation « Habitat »**, elle a été déterminée 2 zones AUg, une sur le village La Bourse, et une sur le village de Chez Voyon, qui font toutes deux l'objet d'une OAP ;
- **Pour la vocation « Activité »**, une OAP a été déterminée sur une parcelle au sein du village de Pranoix, zone AUa.

Les OAP définies garantissent la cohérence du projet avec les orientations du projet d'aménagement et de développement durables en répondant notamment aux objectifs de :

- Offrir un habitat adapté et suffisant ;
- Densifier l'enveloppe urbaine sous certaines conditions ;
- Permettre une extension urbaine ;
- Assurer une limitation de la consommation foncière ;
- Améliorer le niveau d'emplois sur le secteur ;
- Répondre aux défis énergétiques et environnementaux ;

Elles se présentent sous la forme d'orientations détaillées pour chaque secteur, accompagnées de schémas graphiques traduisant concrètement le projet d'aménagement.

Le schéma graphique n'a qu'une valeur illustrative. Par exemple, la notion « d'accès principal à créer » vise à illustrer l'orientation écrite. Le positionnement graphique n'est donc que théorique, et peut être déplacé en fonction du projet et de l'orientation écrite.



O.A.P. SECTORIELLE N°1 – CHEZ VOYON

Il s'agit de :

- Répondre à l'objectif de densifier l'enveloppe urbaine existante en permettant au village d'accueillir de nouveaux ménages.
- Optimiser l'aménagement d'une parcelle de surface importante pour l'accueil de plusieurs constructions.
- L'offre de logements devra répondre à une densité minimum de l'ordre de 10 logements à l'hectare brut, avec une production attendue minimale de 3 logements individuels.

➡ **respect en matière d'économie de foncier et d'efficience du projet (densité minimale) ; mesures en termes d'adaptation/atténuation du changement climatique**



Schéma illustrant les orientations écrites - non opposable

O.A.P. SECTORIELLE N°2 – LA BOURSE

Il s'agit de :

- Répondre à l'objectif de densifier l'enveloppe urbaine existante en permettant au village d'accueillir de nouveaux ménages.
- Optimiser l'aménagement d'une parcelle de surface importante pour l'accueil de plusieurs constructions
- L'offre de logements devra répondre à une densité minimum de l'ordre de 10 logements à l'hectare brut, avec une production attendue minimale de 4 logements individuels.

➡ **respect en matière d'économie de foncier et d'efficience du projet (densité minimale) ; mesures en termes d'adaptation/atténuation du changement climatique**



Schéma illustrant les orientations écrites - non opposable

O.A.P. SECTORIELLE N°3 – PRANOIX

Il s'agit de :

- Répondre à l'objectif inscrit au PADD de maintenir une commune dynamique avec des activités artisanales dans le tissu bâti.
- Optimiser et qualifier l'aménagement d'une parcelle idéalement située pour l'accueil d'activités, commerces et services. sous réserve qu'ils soient compatibles avec la proximité directe des espaces d'habitat
- Permettre l'implantation de commerces, services et activités artisanales en ce qu'ils permettent d'éviter à Durmignat de devenir une commune-dortoir.

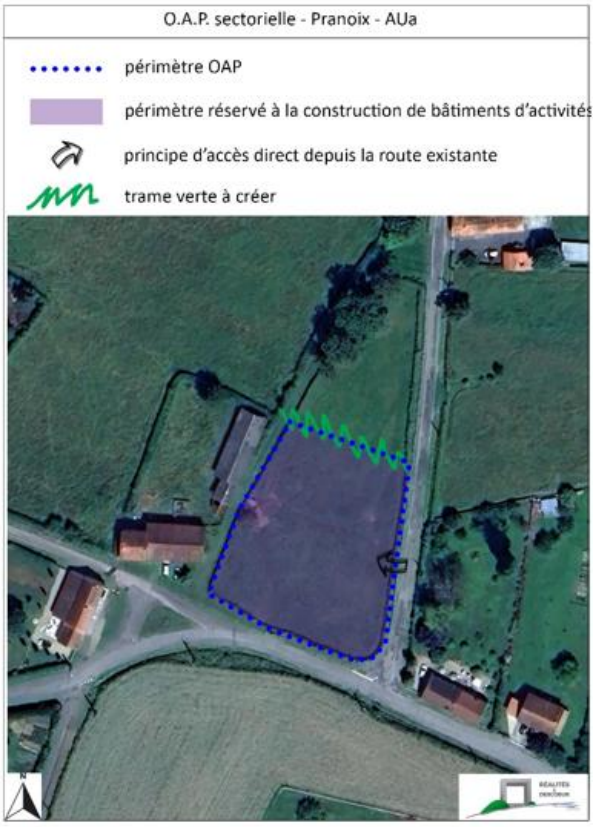


Schéma illustrant les orientations écrites - non opposable

5. LA MISE EN PLACE D'OUTILS REGLEMENTAIRES SPECIFIQUES

5.1. ELEMENTS REPERES AU TITRE DE L'ARTICLE L. 151-19 DU CODE DE L'URBANISME

Principales orientations du PADD déclinées :

- Conserver l'identité paysagère et villageoise du territoire.

Traduction sur le plan de zonage :

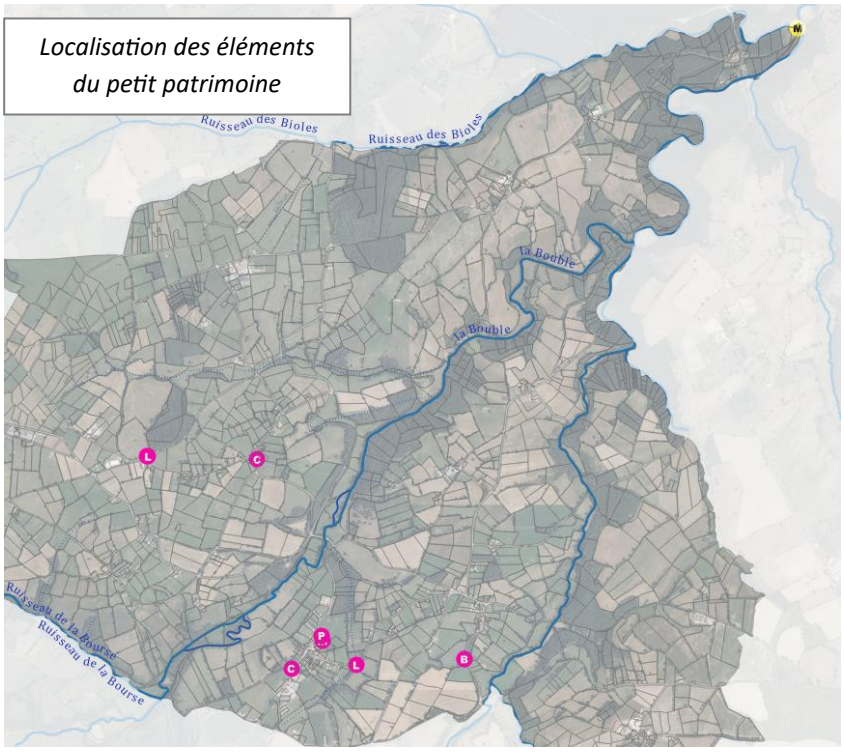
L'article L.151-19 du Code de l'urbanisme indique que « *le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation*. »

Les éléments du petit patrimoine ont été identifiés sur le plan de zonage :

- Les croix
- Les lavoirs / les puits / Les bacs
- Le monument aux morts
- Le Moulin de Villonne.

Un tableau les identifiant se trouve dans le Règlement écrit.

Localisation des éléments du petit patrimoine



Des prescriptions spécifiques pour la préservation de ces éléments sont rédigées dans le règlement. L'ensemble participe à la mise en valeur du territoire et à son attractivité.

5.2. ELEMENTS REPERES AU TITRE DE L'ARTICLE L. 151-23 DU CODE DE L'URBANISME

Principales orientations du PADD déclinées :

- Conserver l'identité paysagère et villageoise du territoire.

Traduction sur le plan de zonage :

L'article L151-23° du code de l'urbanisme indique que « *le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, ces prescriptions sont celles prévues aux articles L. 113-2 et L. 421-4. […]* »

L'article R151-43 5° indique que « *afin de contribuer à la qualité du cadre de vie, assurer un équilibre entre les espaces construits et les espaces libres et répondre aux enjeux environnementaux, le règlement peut : […] Identifier, localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger au titre de l'article L. 151-23 pour lesquels les travaux non soumis à un permis de construire sont précédés d'une déclaration préalable et dont la démolition est subordonnée à la délivrance d'un permis de démolir, et définir, s'il y a lieu, les prescriptions nécessaires pour leur préservation.* »

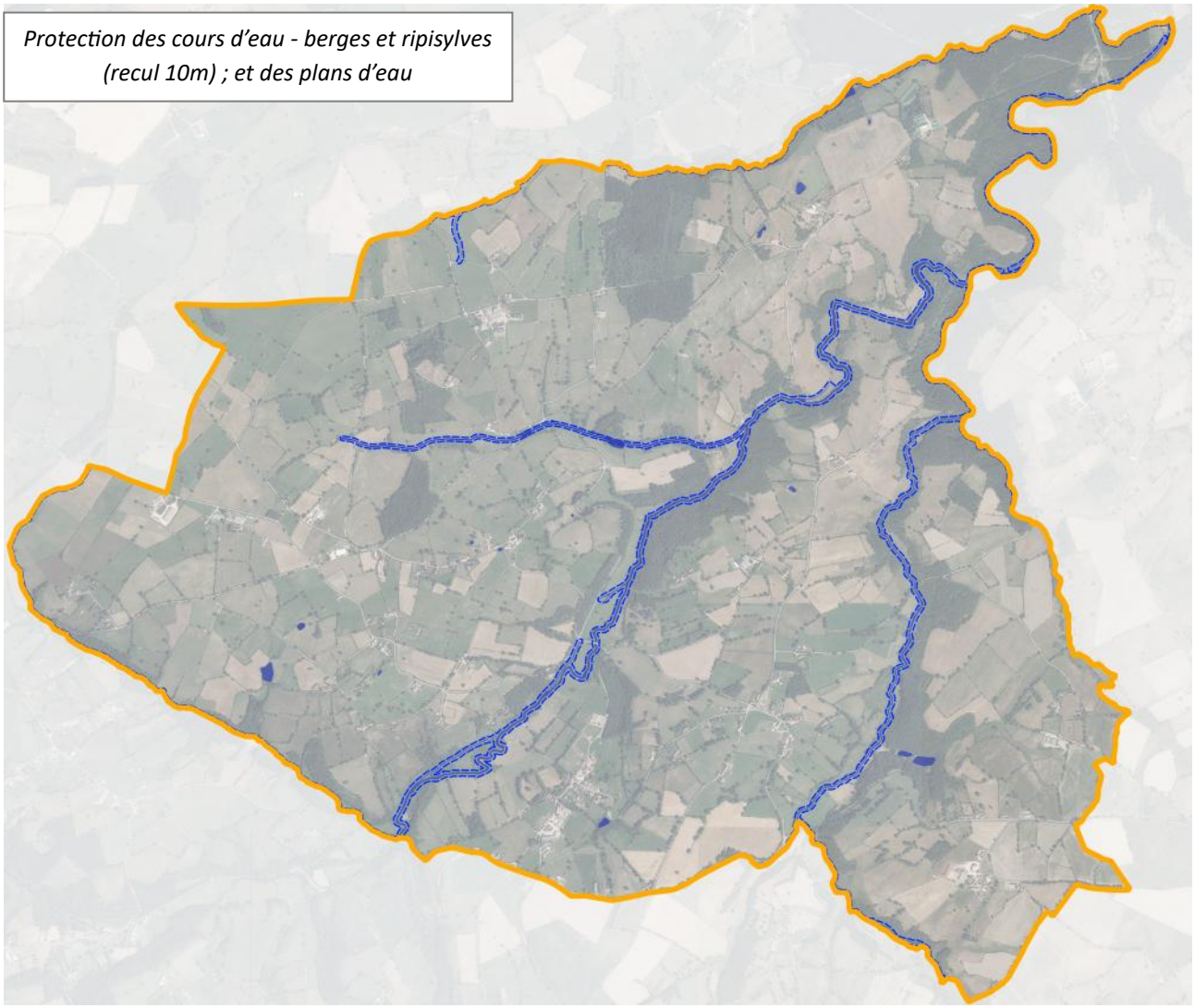
Plusieurs trames participant aux continuités écologiques à échelle communale sont repérées sur le plan de zonage afin de traduire la volonté de préserver la biodiversité existante.

Chaque trame s'accompagne de prescriptions spécifiques adaptées à la nature des espaces et milieux concernés. L'ensemble participe au maintien et à la remise en bon état des continuités écologiques. Il est important de noter que l'ensemble de ces secteurs identifiés par une trame spécifique sont préservés de toute urbanisation.

1/ CONCERNANT LA TRAME HUMIDE :

- Secteurs de cours d'eau (L151-23 et R151-43 5°)
  - Les ripisylves existantes identifiés au plan de zonage au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme doivent être préservées et mises en valeur. Ainsi de part et d'autre de l'axe des cours d'eau :
    - Sur une marge de recul de 10 m :
      - Les plantations existantes doivent être maintenues ou remplacées par des plantations d'essences locales, présentes naturellement sur le territoire. Une déclaration préalable est nécessaire dans le cas de travaux.
      - Le libre passage permettant l'emploi d'engins mécaniques à des fins de travaux d'entretien des cours d'eau, est obligatoire.
      - Toute construction y compris les murets séparatifs, est interdite.
    - Sur une marge de recul de 5 m :
      - Tout affouillement et exhaussement de sol est interdit.

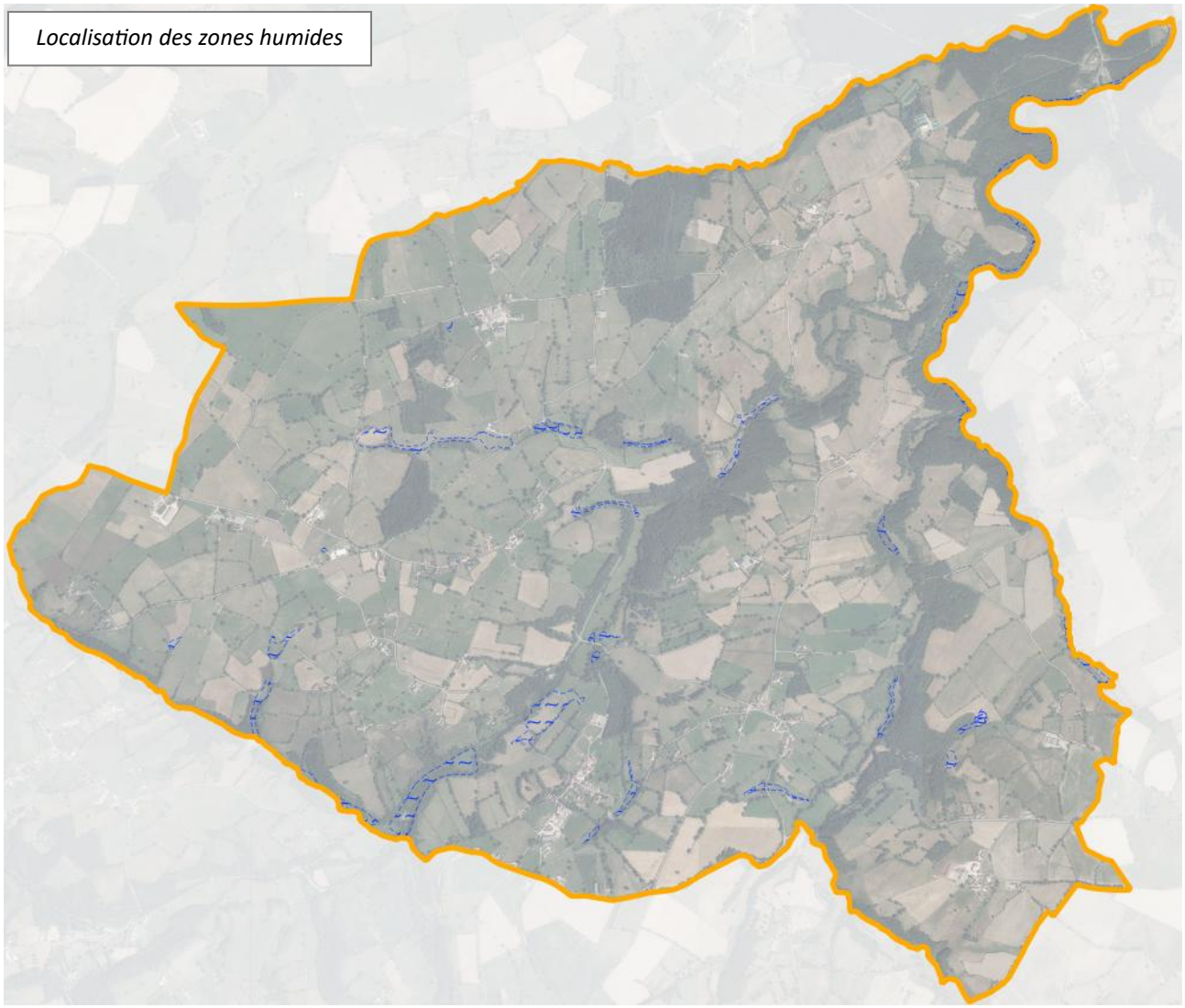
- Secteurs de plan d'eau/d'étang (L151-23 et R151-43 5°)
  - Les plans d'eau/étangs identifiés au plan de zonage au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme doivent être protégés. Leur comblement est interdit. Seuls les travaux nécessaires à leur restauration, ou ceux nécessaires à leur valorisation sont admis sous réserve de ne pas détruire les milieux naturels présents, ainsi que des projets d'intérêt général, des travaux nécessaires aux divers réseaux publics, à la gestion de l'assainissement (eaux usées et pluviales). Tout projet devra se conformer aux dispositions du code de l'environnement et la séquence « éviter-réduire-compenser ».



- Secteurs de zone humide (L151-23 et R151-43 5°)
  Un inventaire des zones humides a été réalisé dans le cadre du Contrat Territorial de la Sioule en partenariat avec de le SMAD (Syndicat Mixte pour l'Aménagement et le Développement) des Combrailles sur 74 communes du bassin versant de la Sioule.
  Selon cet inventaire, 24 ha de zones humides ont été identifiés sur Durmignat. Elles sont essentiellement situées le long des cours d'eau.

  - Est **interdite** la réduction des secteurs de zone humide.
  - Seuls les travaux nécessaires à la restauration du secteur humide, ou ceux nécessaires à sa valorisation sont admis sous réserve de ne pas détruire les milieux naturels présents, ainsi que des projets d'intérêt général, des travaux nécessaires aux divers réseaux publics, à la gestion de l'assainissement (eaux usées et pluviales) ainsi que les retenues collinaires nécessaires à l'activité agricole peuvent être autorisés sous réserve que ces dernières ne portent pas par ailleurs atteinte aux débits des cours d'eau et au milieu aquatique.

Localisation des zones humides



2/ CONCERNANT LA TRAME BOISEE :

- Secteurs de forêt présumée ancienne (L151-23 et R151-43 5°)

  L'identification des forêts présumées anciennes est issue de l'inventaire du Conservatoire Botanique du Massif Central.

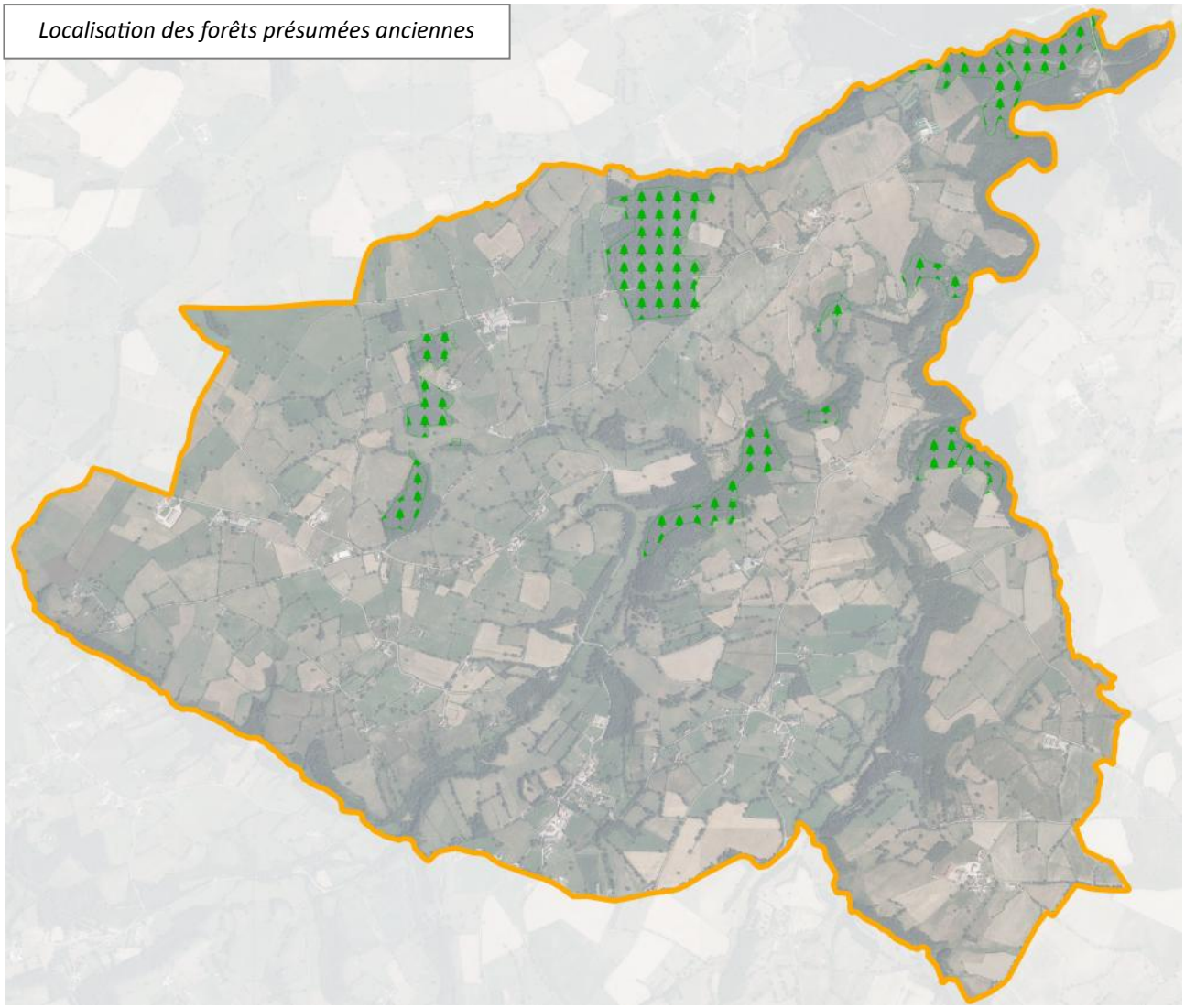
  Une forêt ancienne est une forêt dont la vocation forestière du sol a perduré de manière continue depuis 200 ans environ. Les forêts présumées anciennes sont issues des cartes de Cassini (XVIII ème siècle) et des cartes d'état-major (XIX ème siècle). L'ancienneté est indépendante de l'âge du peuplement forestier, de la composition en essences, de la gestion forestière passée et actuelle… Par exemple, une jeune plantation monospécifique (composée d'une seule essence) peut tout à fait être une forêt ancienne. Elle ne suffit donc pas, à elle seule, à caractériser l'intérêt d'une forêt pour la biodiversité ou la Trame verte et bleue. Néanmoins, elle reste intéressante : une partie de la biodiversité forestière, particulièrement sensible aux modifications du sol, est étroitement liée à cet état d'ancienneté.

  - Sont **interdits** :
    - changement d'occupation du sol (défrichement) ;
    - coupe rase*.
  - Par exception, sont **admis** :
    - changement d'occupation du sol (défrichement) pour les travaux nécessaires aux réseaux publics d'eau, d'assainissement, d'air, de gaz, d'électricité et de télécommunication ;
    - coupe rase :
      - réalisée en application d'un document d'aménagement (L212-2 du Code Forestier (CF)) ; d'un plan simple de gestion agréé (L312-2 et L312-3 CF) ; d'un règlement type de gestion

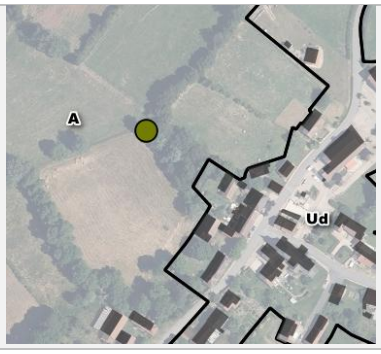
(L122-5 et L124-1 CF) ou d'un programme des coupes et travaux d'un adhérent au code des bonnes pratiques sylvicoles agréé (L124-2 CF) ;

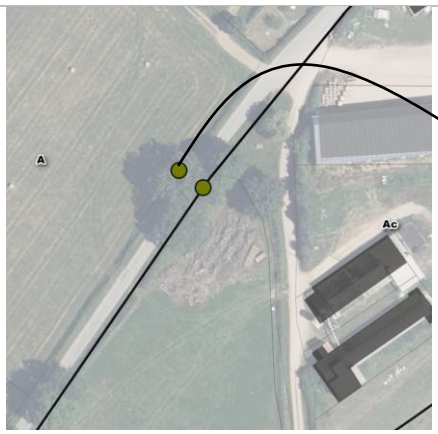
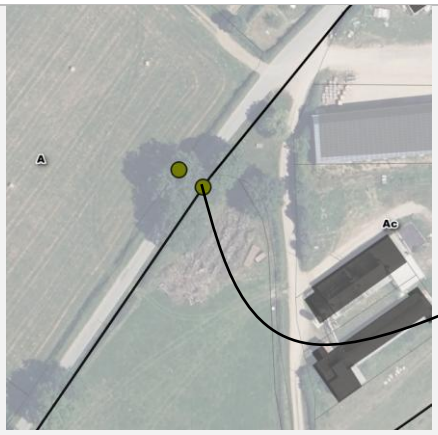
- qui entre dans le cadre une autorisation de coupes (L124 5, L312-5 et L312-9 CF) ;
- justifiée par un dépérissement sanitaire avéré des arbres et une absence de régénération naturelle de qualité et suffisante.

Localisation des forêts présumées anciennes



- Arbres remarquables (L151-23 et R151-43 5°)
  - Les arbres remarquables identifiés au plan de zonage au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme doivent être préservés.
  - Sont autorisés :
    - Les simples coupes d'entretien.

Localisation	Extrait plan de zonage	Photo
Durmignat C 242 Arbre bicentenaire		

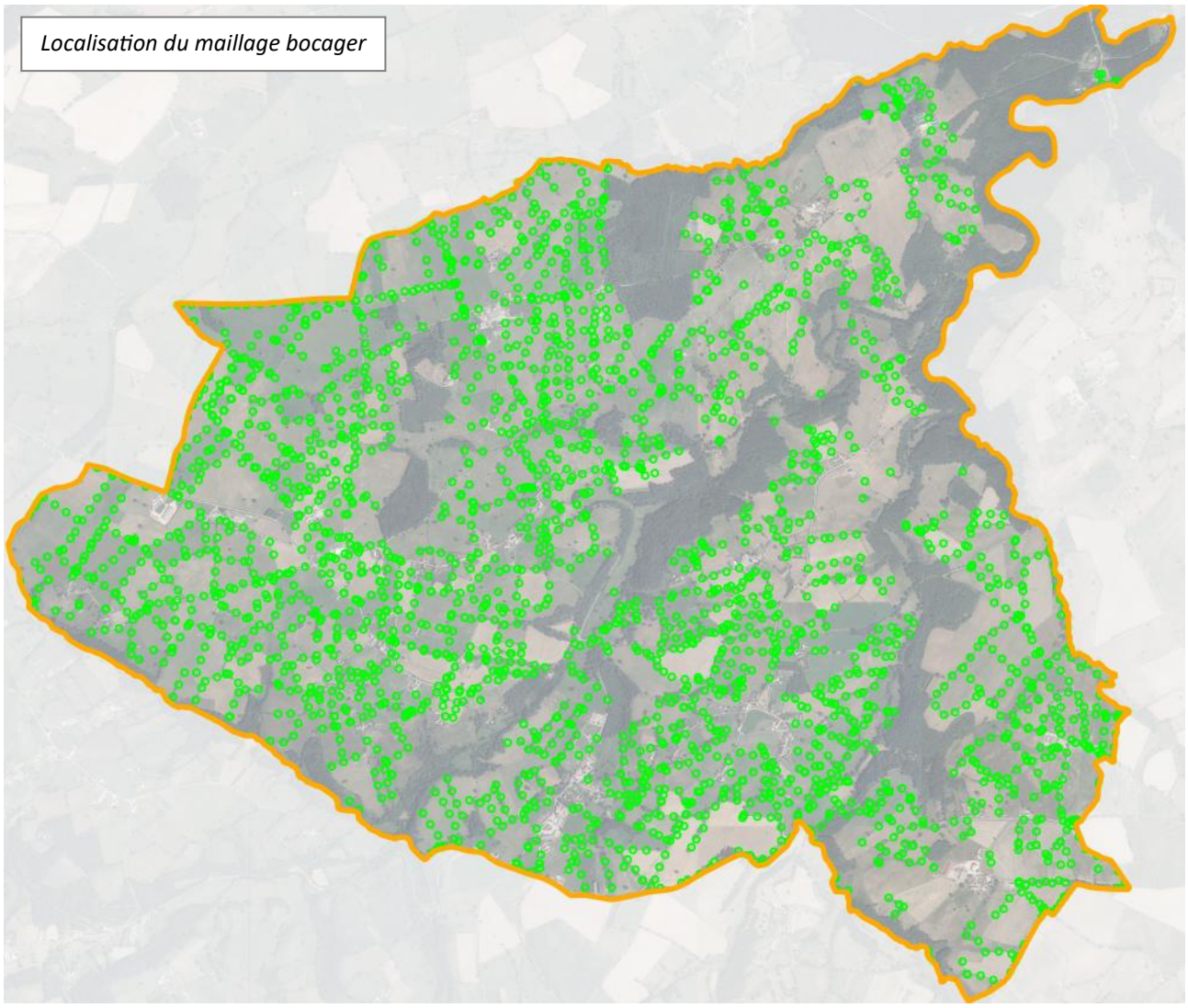
Durmignat C 252		
Durmignat C 947		

3/ CONCERNANT LA TRAME BOCAGERE :

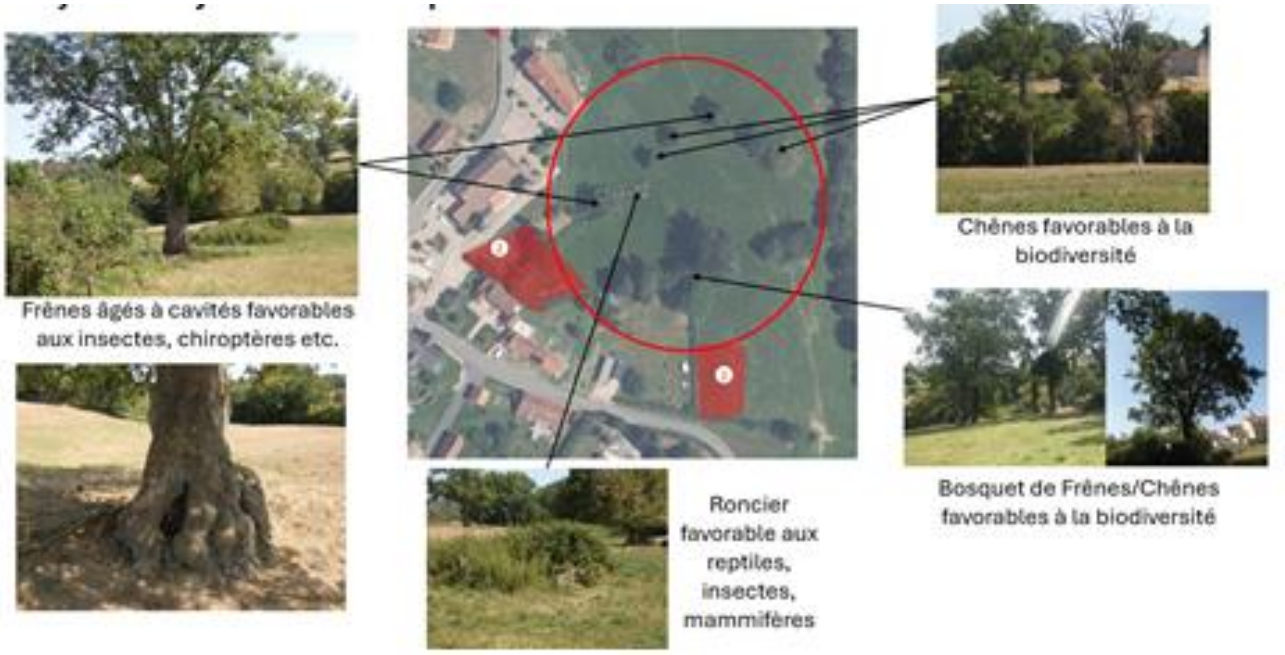
- Secteurs d'arbres et de haies (L151-23 et R151-43 5°)

  Ce maillage est issu de la BDtopo et des recherches du bureau d'études EODD.

  - Les haies identifiées au plan de zonage au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme doivent être préservées ou remplacées en linéaire, en emprise et essences équivalents.
  - Sont autorisés :
    - Le remplacement des haies et bosquets pour leur gestion et entretien notamment en matière de coupes localisées dans les cas de sécurité des biens et des personnes, de risques sanitaires tels que le risque d'allergie et de qualité phytosanitaire des arbres. Seules des espèces locales sont autorisées pour le remplacement. Les nouvelles haies et bosquets composés devront présenter un intérêt au moins égal au regard des fonctionnalités écologiques et hydrauliques des haies et bosquets supprimés ;
    - La réalisation d'un accès pour un usage agricole en concertation avec la collectivité ;
    - Les simples coupes d'entretien.



Exemples d'arbres et haies identifiés par EODD, favorables au maintien et au développement de la biodiversité :



5.3. EMPLACEMENTS RESERVES (ER)

L'article L151-41 du CU indique que « *le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :*
1° Des emplacements réservés aux voies et ouvrages publics dont il précise la localisation et les caractéristiques ;
2° Des emplacements réservés aux installations d'intérêt général à créer ou à modifier ;
3° Des emplacements réservés aux espaces verts à créer ou à modifier ou aux espaces nécessaires aux continuités écologiques ;
4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de programmes de logements qu'il définit […] »

La commune n'a pas exprimé le besoin de définir des emplacements réservés.

5.4. LES CHANGEMENTS DE DESTINATION

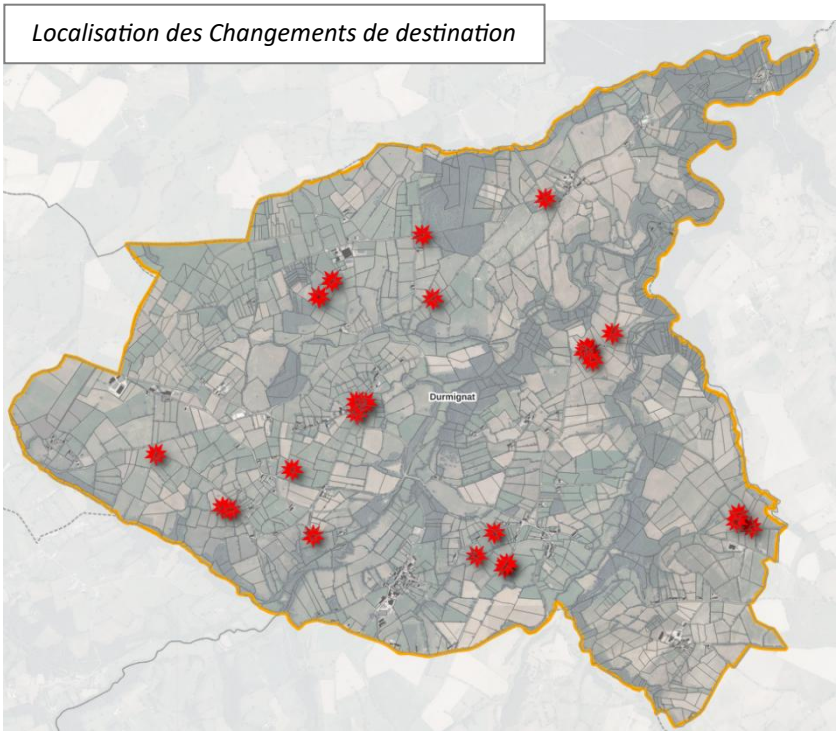
Principales orientations du PADD déclinées :

- Diversifier les types de logements
- Identifier des changements de destination
- Permettre le développement des services et activités économiques
- Conserver l'identité paysagère et villageoise du territoire.

Traduction au zonage du PLU

L'article L.151-11 du code de l'urbanisme stipule que : *« I.- Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières, le règlement peut désigner, en dehors des secteurs mentionnés à l'article L.151-13, les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le changement de destination est soumis, en zone agricole, à l'avis conforme de la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers prévue à l'article L.112-1-1 du code rural et de la pêche maritime, et, en zone naturelle, à l'avis conforme de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ».*

Localisation des Changements de destination



Cet outil est mobilisé sur le territoire de Durmignat.
Sont identifiés 23 bâtiments pouvant changer de destination pour la création de nouveaux logements, pour l'extension d'un logement existant, pour l'hébergement hôtelier et touristique, pour le bureau.
Un tableau les identifiant se trouve dans le Règlement écrit.

5.5. CHEMINEMENTS/MODES DOUX

Principales orientations du PADD déclinées :

En s'appuyant sur la future voie verte Ayat-sur-Sioule/Lapeyrouse, ainsi que sur le futur chemin de randonnée porté par le SMAD des Combrailles.

Traduction au zonage du PLU

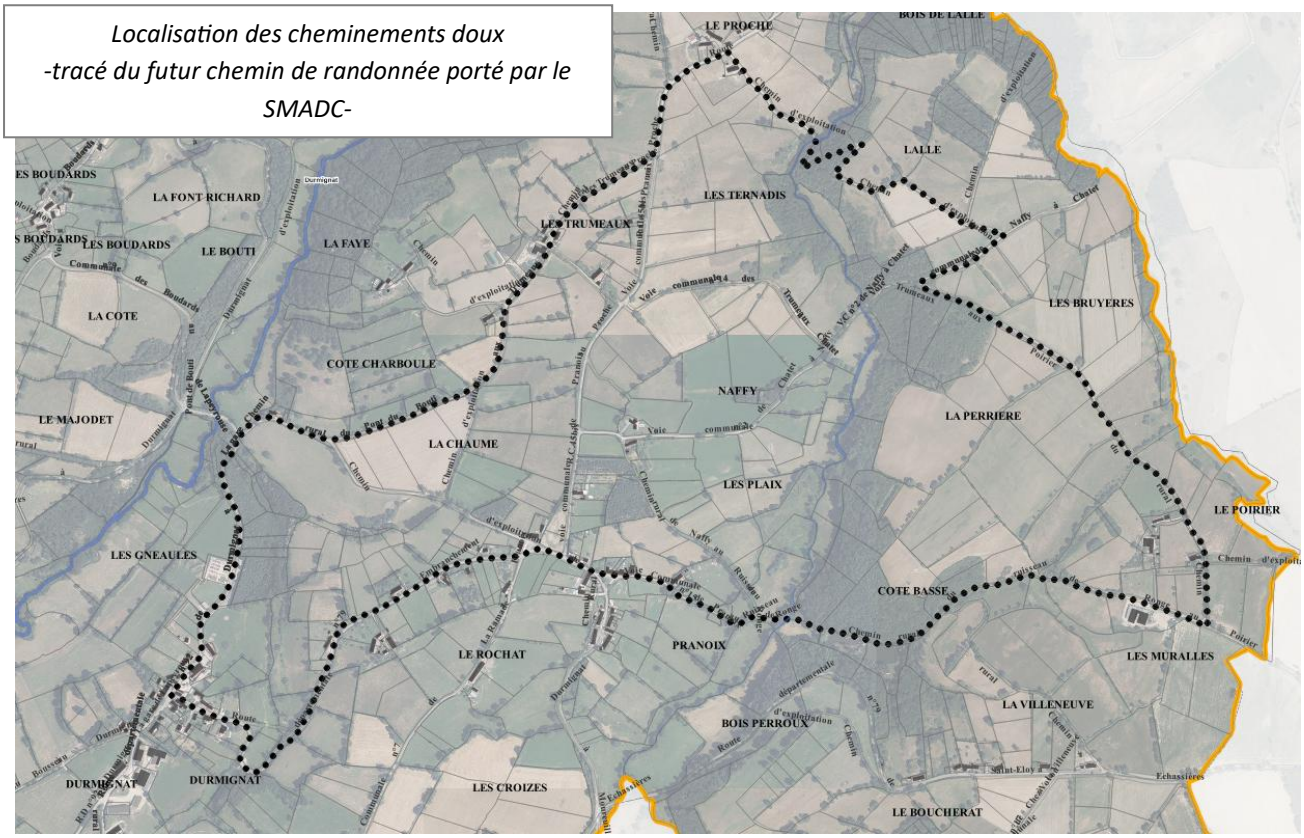
L'article L151-38 du code de l'urbanisme (Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016) stipule que : « *Le règlement peut préciser le tracé et les caractéristiques des voies de circulation à conserver, à modifier ou à créer, y compris les rues ou sentiers piétonniers et les itinéraires cyclables, les voies et espaces réservés au transport public. Il peut également délimiter les zones qui sont ou peuvent être aménagées en vue de la pratique du ski et les secteurs réservés aux remontées mécaniques en indiquant, le cas échéant, les équipements et aménagements susceptibles d'y être prévus*. »

Cet outil est mobilisé sur le territoire de Durmignat.

Bien qu'aucun itinéraire de randonnée ne soit aujourd'hui recensé sur la commune de Durmignat, il est important que le PLU permette les aménagements nécessaires, suivant les besoins qui pourraient apparaitre au fur et à mesure du développement touristique du secteur.

Le PLU traduit cette intention par l'identification d'un chemin de randonnée à créer, s'appuyant sur les chemins d'exploitation existants.

Localisation des cheminements doux
-tracé du futur chemin de randonnée porté par le SMADC-



5.6. EXCLUSION D'UN PLAN D'EAU DE LA LOI MONTAGNE

L'article L.122-12 du code de l'urbanisme prévoit que *les parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels d'une superficie inférieure à mille hectares sont protégées sur une distance de trois cents mètres à compter de la rive. À l'exception de ce qui est autorisé par l'article L. 122-13, toutes constructions, installations et routes nouvelles ainsi que toute extraction et tout affouillement y sont interdits, que le plan d'eau soit situé totalement ou partiellement en zone de montagne*.

La commune de Durmignat est concernée par plusieurs plans d'eau de moins de 1000 hectares, concernés par un périmètre de protection de 300 m au titre de la loi Montagne.

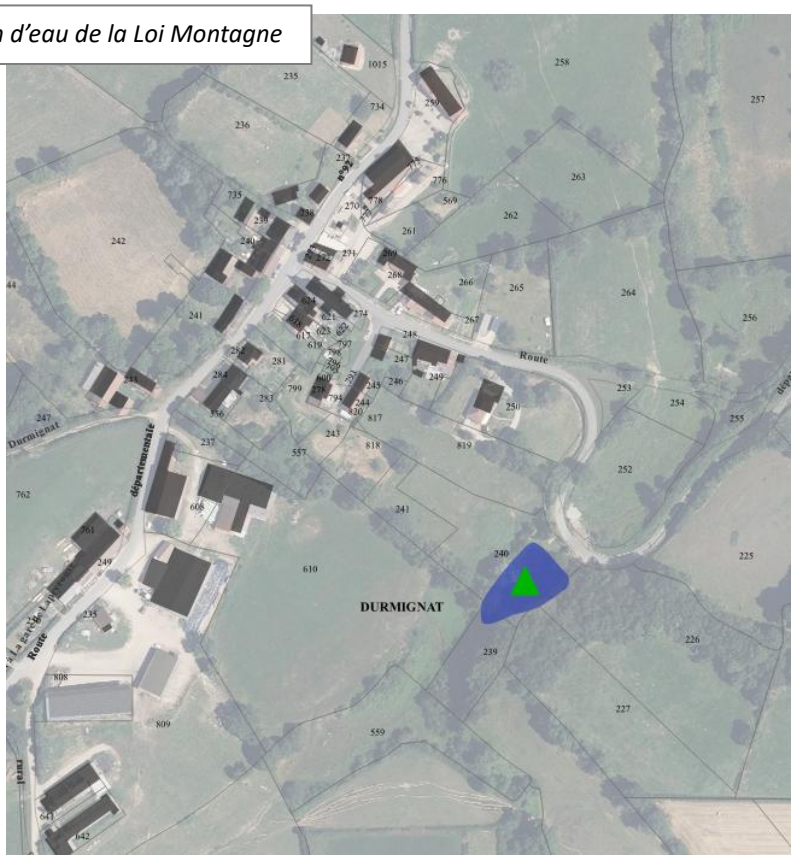
Cette dernière prévoit que certains plans d'eau peuvent être exclus du champ d'application de cet article en fonction de leur importance.

Dans le cadre de la présente élaboration de PLU, il est proposé par la commune de Durmignat d'exclure de ces dispositions un plan d'eau localisé au sud-est du centre Bourg, dont la marge de 300 m impacte fortement la zone Ud prévue par le PLU, rendant impossible la densification du bourg par l'urbanisation des disponibilités foncières identifiées.



Ce plan d'eau d'une superficie d'environ 1 330 m², s'apparentant plus à une vaste zone humide qu'à un réel plan d'eau, est donc exclu de la Loi Montagne.
Il est signalé par un triangle vert au plan de zonage.

Exclusion d'un plan d'eau de la Loi Montagne



5.7. Les Servitudes d'Utilite Publique

En application des articles L.151-43 et R151-51 du code de l'urbanisme, les servitudes d'utilité publique font l'objet d'une liste et d'un plan dans le dossier de PLU.

Les servitudes d'utilités publiques (SUP) de la commune de Durmignat concernent.

- A5 - Servitude attachée aux canalisations publiques d'eau potable et d'assainissement
- I4 - Servitude attachée à l'établissement de lignes
- Int1 -Servitude autour des cimetières
- PT2 – Servitudes radioélectriques

Une demande a été formulée auprès d'Orange par la collectivité le 16 octobre 2025 concernant une éventuelle servitude PT3 liée au réseau télécom. Celle-ci a fait l'objet d'une réponse « Sans objet » de la part du service « Direction d'Affaires Génie Civil et Collectivités Locales Expertise Patrimoine Génie Civil PRIVE ».

Une demande a également été formulée auprès du Conseil Départemental du Puy-de-Dôme concernant une éventuelle servitude EL5 – EL7. Celle-ci a fait l'objet d'une réponse négative de la part du CD63.

Commune de DURMIGNAT (63)

Elaboration du Plan Local d'Urbanisme

1.d

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE



PLU

Prescription le : 06/04/2024

Arrêt le : 16/12/2025

Approbation le : 21/09/2026

Référence : 51506

EODD ingénieurs conseils

REALITES & DESCOEUR
49, Rue des Salins - 63000 Clermont-Ferrand
Tél : 04 73 35 16 26 realitesetdescoeur@realites-be.fr
www.realites-be.fr

RÉALITÉS & DESCOEUR

Plan Local d'Urbanisme

Élaboration du PLU
de la commune de Durmignat (63)

Rapport de présentation
Évaluation environnementale

EODD ingénieurs conseils

Commune de Durmignat

FICHE DE SYNTHÈSE

Élaboration du PLU de la commune de Durmignat (63) - Rapport de présentation, Évaluation environnementale			
	Place de la Mairie 63 700 Durmignat		
	Guy CHARTOIRE (Maire de la commune)		
	04 73 85 00 14		-

VOS CONTACTS EODD

Responsable de projet	Alexandra REYMOND a.reymond@eodd.fr 06 76 40 03 56
Supervision	David BERGERON
Libération	David BERGERON



Agence de Saint-Etienne

contact@eodd.fr I Tél : 04.72.76.06.90

CONTRAT EODD N° P09890

Date	Indice	Modifications
17/11/2025	1	Edition initiale EODD
25/11/2025	2	Intégration des remarques Réalités et Descoeur
27/11/2025	3	Intégration des remarques de la commune
22/07/2026	4	Intégration des remarques des Personnes Publiques Associées pour approbation

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

SOMMAIRE

1. Résumé non technique 4
1.1 Contexte 4
1.2 Le projet de la commune 4
1.3 Les documents supra-communaux fixant des prescriptions environnementales 9
1.4 Prise en compte de l'environnement 10
2. Contexte et cadre règlementaire 17
2.1 Contexte de l'étude 17
2.2 Cadre règlementaire 17
2.2.1 Objectifs de l'évaluation environnementale 17
2.2.2 Composition de l'évaluation environnementale 17
3. Justification des choix retenus pour l'élaboration du plan local d'urbanisme 19
4. Synthèse de l'état initial de l'environnement à l'échelle communale 20
5. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du PLU et proposition de mesures d'évitement 22
6. Effets et incidences notables de l'élaboration du PLU sur l'environnement 40
6.1 Consommation foncière et affectation des sols 40
6.1.1 Tableau de superficie des zones 40
6.1.2 Tendance de consommation foncière 41
6.2 Consommation d'énergie, émissions de gaz à effets de serre et qualité de l'air 42
6.3 Protection de la ressource 42
6.3.1 Eau potable 42
6.3.2 Protection des milieux aquatiques 43
6.3.3 Assainissement 43
6.4 Préservation du milieu naturel 44
6.4.1 Incidences Natura 2000 44
6.4.2 Impacts sur les autres sites naturels règlementés 44
6.4.3 Impacts sur les sites naturels contractuels 44
6.4.4 Impacts sur les sites naturels inventoriés 44
6.4.5 Prise en compte des éléments du patrimoine naturel 47
6.5 Prise en compte des risques majeurs 47
6.5.1 Risques naturels 47
6.5.2 Risques technologiques 49
6.6 Prise en compte des nuisances 49
6.6.1 Nuisances sonores 49
6.6.2 Industrie, sites et sols pollués 49
6.6.3 Nuisances liées au transport de l'électricité – champs électromagnétique 50
6.6.4 Gestion des déchets 50
6.7 Maintien de la qualité du paysage et du patrimoine bâti 51
6.7.1 Patrimoine bâti remarquable 51
6.7.2 Paysage 52
7. Prise en compte des plans, programmes et documents de rang supérieur 53

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

7.1 Généralités 53
7.2 Compatibilité avec le SCoT des Combrailles 53
7.3 Compatibilité avec le SAGE Sioule 55
7.4 Compatibilité avec le PGRI Loire-Bretagne 55
7.5 Cohérence avec le SRADDET Auvergne – Rhône-Alpes 57
8. Mesures d'évitement, de réduction et de compensation 62
9. Indicateurs, critères et modalités de suivi environnemental 63
10. Méthodologie de l'évaluation environnementale 69
10.1 Démarche générale 69
10.2 Auteurs 69
ANNEXE 1 : Confidentialité et protection des données 70

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

1. Résumé non technique

1.1 Contexte

Située dans le nord-ouest du département du Puy-de-Dôme, Durmignat est une commune rurale de 12,36 km^2 et 214 habitants en 2022.

La commune appartient à la Communauté de communes du Pays de Saint-Éloi.

La commune ne disposant à ce jour d'aucun document d'urbanisme applicable, elle est donc, conformément à l'article L111-1 du Code de l'urbanisme, soumise aux dispositions du règlement national d'urbanisme (RNU).

Par une délibération du 6 avril 2024, le Conseil municipal de Durmignat a prescrit l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU), dans le but de *« mener une réflexion sur son développement à moyen terme afin d'assurer un urbanisme maîtrisé »*. En effet, la commune ne dispose pas d'un document d'urbanisme. En se élaborant son PLU, elle pourra se doter d'objectifs à court, moyen et long terme. Cela lui permettra également d'intégrer dans son document les nouvelles règlementations et leurs exigences, notamment la loi dite « Climat et Résilience » de 2021 imposant la Zéro Artificialisation Nette des sols (ZAN).

En accord avec l'article R122-17 du Code de l'environnement, l'élaboration de PLU de Durmignat est soumise à évaluation environnementale. Cette dernière a été lancée en juin 2024 permettant la réalisation d'une démarche itérative dès le début de la prestation et une meilleure intégration des enjeux environnementaux dans le document d'urbanisme.

Le présent dossier d'évaluation environnementale constitue ainsi l'aboutissement de la démarche d'élaboration du PLU débutée en juin 2024.

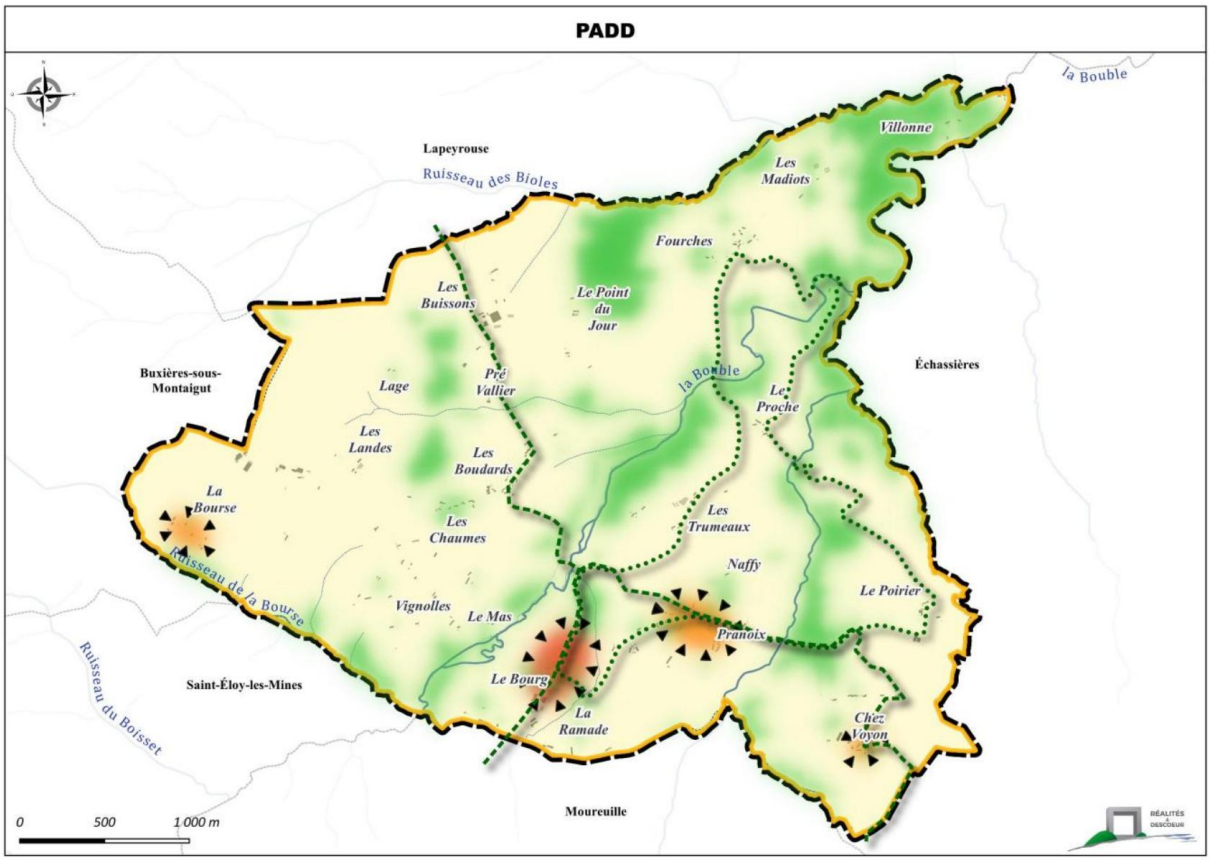
1.2 Le projet de la commune

Par la délibération du 6 avril 2024, la commune de Durmignat précise qu'elle souhaite se doter d'un PLU afin de :

- *« Maitriser l'étalement urbain et l'organisation de l'espace communal, permettre un développement harmonieux de la commune, en définissant clairement l'affectation des sols en prenant en compte la protection du patrimoine et de l'environnement »* ;
- *« Programmer une évolution mesurée et contrôlée de la population, cohérente avec le projet d'ouverture d'une mine de lithium sur le territoire voisin d'Echassières (03), projet constituant le moteur principal de futures demandes d'autorisations d'urbanisme sur la commune de Durmignat »* ;
- *« Définir des choix de développement et les traduire dans le document par des dispositions adaptées »* ;
- *« Prendre en compte dans un rapport de compatibilité, le SCoT du Pays des Combrailles, le SRADDET… »*.

Après avoir élaboré un diagnostic complet de son territoire, Durmignat a défini les grands objectifs de son document de planification pour les 10 ans à venir. Ils sont repris dans son Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), qui s'articule autour de deux axes majeurs :

- *« Conforter l'attractivité de la commune…*
- *…En prévoyant un développement équilibré du territoire pour le préserver. »*



1 - CONFORTER L'ATTRACTIVITE DE LA COMMUNE
Mener une politique de maintien et d'accueil de la population
- en recherchant une augmentation démographique régulière et cohérente

Considérer la forme urbaine pour prévoir le développement de la commune
- en priorisant le développement du bourg, principal lieu de vie de la commune

- en permettant le développement des villages principaux

- en prenant en compte les autres secteurs d'habitat plus isolés, en permettant leur évolution

Réflechir à une politique cohérente en matière de logements
- en diversifiant les types de logements
- en identifiant des changements de destination

2 - ... EN PREVOYANT UN DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE POUR LE PRESERVER

Permettre le développement des services et activités économiques
- en soutenant les projets agricoles et d'une manière, en préservant les espaces agricoles qui façonnent le territoire

- en soutenant les activités économiques existantes
- en oeuvrant à l'accueil de services pour la population

Préparer l'avenir et relever les défis de demain
- en assurant une réduction de la consommation foncière

- en conservant l'identité paysagère et villageoise du territoire

- en s'appuyant sur la future voie verte Ayat-sur-Sioule/Lapeyrouse

ainsi que sur le futur chemin de randonnée porté par le SMAD des Combrailles

Figure 1 : Carte du PADD de Durmignat

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

Afin de préciser l'urbanisation attendue, des **Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) ont été élaborées** ; elles constituent un complément au zonage et au règlement. 3 OAP **sectorielles** ont été définies, 2 à **vocation d'habitat** et une à vocation **économique**.

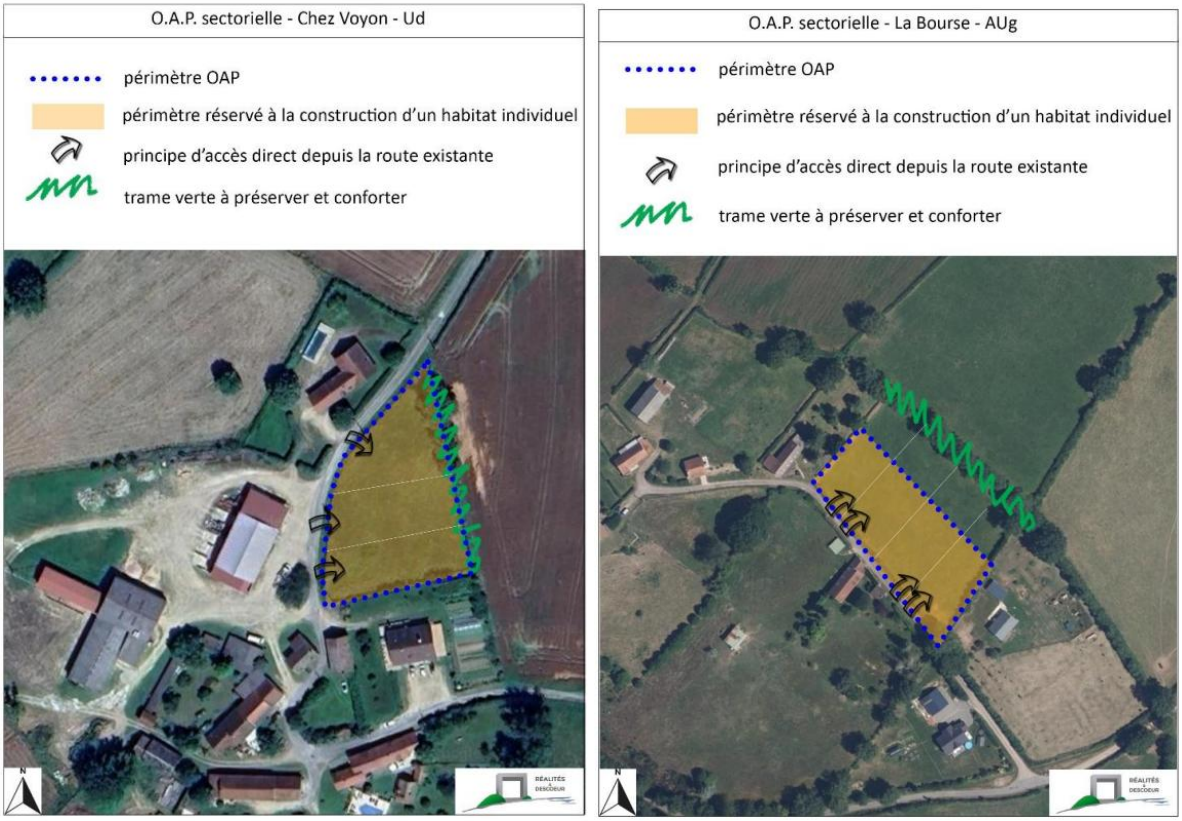


Figure 2 : Schémas illustrant les orientations d'aménagement relatives à l'habitat (non opposables)

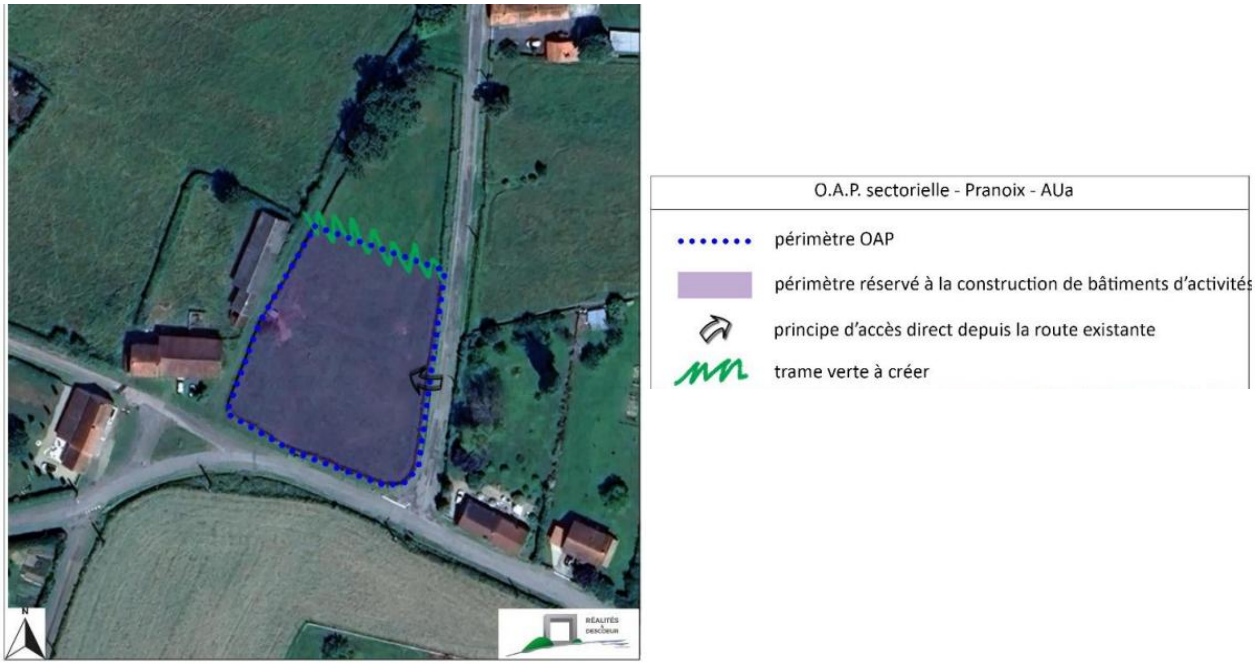


Figure 3 : Schémas illustrant les orientations d'aménagement relatives aux activités économiques (non opposables)

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

La déclinaison réglementaire du PADD se fait grâce **au zonage et au règlement**.

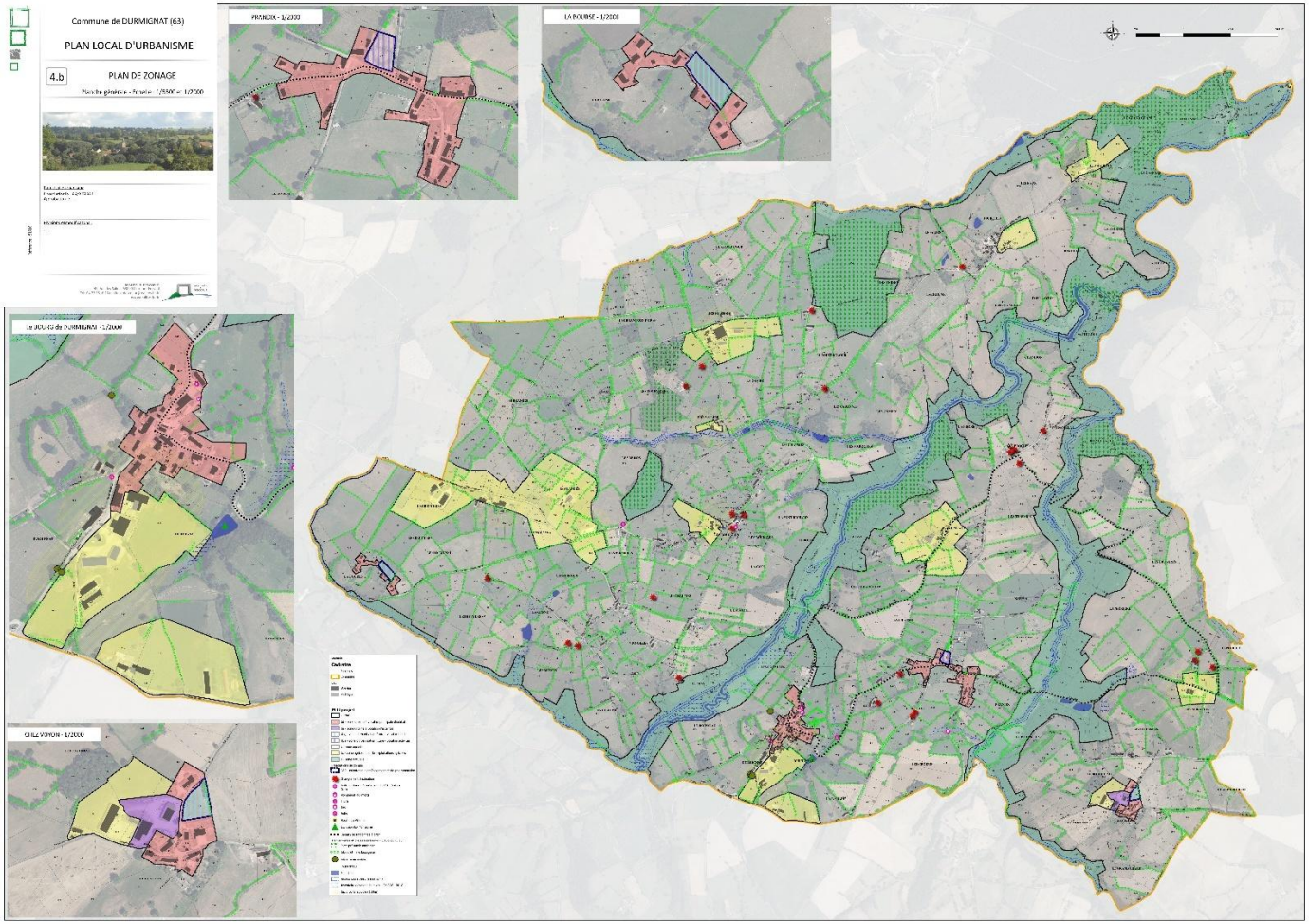


Figure 4 : Zonage du PLU de Durmignat

Au total, le projet de PLU entrainera l'ouverture à l'urbanisation de 1,55 ha pour la période 2024-2034.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

Le tableau ci-dessous présente les superficies de chaque zone du présent PLU et leur part par rapport à la superficie totale de la commune.

Tableau 1 : Superficie des zones du futur PLU (source : Réalités & Descoeur)

Type de zone	Zone	Surface PLU (en ha)	% de la superficie communale
Zone Urbaine	Zone Ua	0,79 ha	0,06 %
	Zone Ud	8,95 ha	0,72 %
	Total	**9,75 ha**	**0,78 %**
Zone À Urbaniser	Zone AUa	0,30 ha	0,02 %
	Zone AU2	0,68 ha	0,05 %
	Total	**0,98 ha**	**0,86 %**
Total zones constructibles		**10,73 ha**	**1,56 %**
Zone Agricole	Zone A	925,06 ha	74,32 %
	Zone Ac	68,94 ha	5,54 %
	Total	**994 ha**	**79,8 %**
Zone Naturelle	Zone N	239,88 ha	19,27 %
Total zones agricoles et naturelles		**1 233,89 ha**	**99,07 %**
Total		**1 244,62 ha**	

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

1.3 Les documents supra-communaux fixant des prescriptions environnementales

Le projet d'élaboration du PLU de Durmignat est compatible avec les prescriptions, dispositions ou orientations environnementales de plusieurs documents territoriaux qui s'imposent à lui, à savoir :

Type de document	Niveau d'articulation	Document
Schéma de Cohérence Territoriale	Compatibilité	SCoT des Combrailles (approuvé le 10/09/2010)
Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux	Compatibilité	SDAGE Loire-Bretagne 2022 – 2027 (approuvé le 04/04/2022)
Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux	Compatibilité	SAGE de la Sioule (approuvé le 05/02/2014)
Plan de Gestion du Risque Inondation	Compatibilité	PGRI Loire-Bretagne (approuvé le 15/03/2022)
Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires	Prise en compte	SRADDET Auvergne – Rhône-Alpes (approuvé le 10/04/2020)

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

1.4 Prise en compte de l'environnement

Les enjeux environnementaux du territoire de Durmignat ont été pris en compte dès le début de la procédure en juin 2024 grâce à une démarche itérative menée conjointement par le cabinet d'urbanisme RÉALITÉS & DESCOEUR et le bureau d'étude EODD Ingénieurs Conseils.

En effet une première phase d'état initial a permis d'identifier les grands enjeux présents à l'échelle du territoire et de les prendre en compte dans la définition des secteurs à urbaniser, sur laquelle se concentre cette seconde phase d'évaluation environnementale de l'évaluation du PLU.

Thématique	Conclusion
Milieu physique	Ces différents éléments ne présentent pas de contraintes majeures pour l'urbanisation de la commune ; toutefois, la préservation du milieu physique est indispensable.
Ressources naturelles	Le potentiel de développement des énergies renouvelables devra être considéré lors de l'élaboration du développement du PLU ; aussi, le règlement du PLU ne devra pas être trop contraignant pour l'installation de tels dispositifs. A noter que l'étude menée sur le développement des énergies renouvelables à l'échelle intercommunale n'a pas classé Durmignat dans les priorités concernant le développement du solaire au sol ou de l'éolien.
Milieux naturels et biodiversité	Le territoire est relativement perméable aux déplacements de la faune.
Qualité de l'air et gaz à effet de serre	Pour rappel, l'un des axes de réduction des émissions de GES est la limitation de l'urbanisation et de son étalement.
Risques majeurs et nuisances	Il est indispensable de réfléchir à l'urbanisation afin d'éviter de générer de nouvelles nuisances.

Après plusieurs analyses et notamment une visite de terrain réalisée par un écologue sur les secteurs destinés à être urbanisés, le zonage a été élaboré afin d'intégrer les enjeux environnementaux.

La séquence ERC (Éviter Réduire Compenser) a été pour cela appliquée, en privilégiant l'évitement. C'est ainsi qu'une zone à fort enjeu pour la biodiversité de près de 700 m^2 située dans le secteur du Pranoix a été évitée ; en effet un marronnier remarquable est présent dans ce secteur favorable à plusieurs taxons. La parcelle évitée est localisée sur le plan ci-après.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

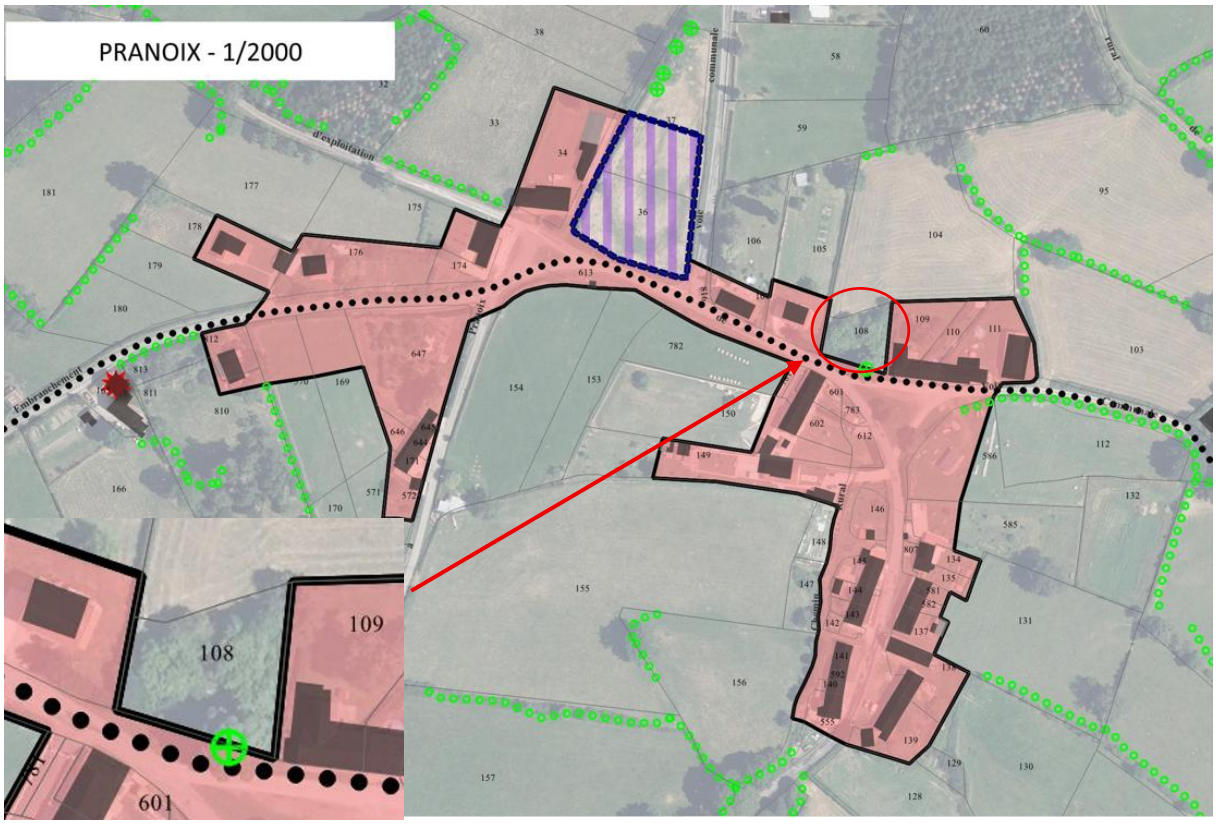


Figure 5 : Extrait du zonage du projet de PLU – Secteur du Pranois

Les principales mesures ERC retenues sont :

- La préservation via des prescriptions spécifiques de plusieurs éléments paysagers favorables à la biodiversité recensée sur divers secteurs ouverts à l'urbanisation mais aussi sur le reste du territoire communal : arbres et haies, forêt, cours d'eau et leurs abords, plans d'eau et zones humides ;
- La protection d'éléments du petit patrimoine.

Ce sont principalement des mesures d'évitement, intégrées dans le PLU.

Compte tenu de ces éléments, l'analyse par thématique confirme que les incidences de l'élaboration du PLU sur l'environnement sont faibles.

Enfin, des indicateurs ont été proposés afin d'effectuer un bilan de l'élaboration du PLU. Ces derniers concernent les thématiques suivantes :

- Milieu humain : population, logements, économie, transports, paysage et patrimoine bâti ;
- Cadre de vie : bruit, air, ressource en eau potable, assainissement ;
- Milieu physique : usage des sols, consommation de l'espace et étalement urbain, maintien des espaces agricoles, climat et énergie ;
- Milieu naturel : zones humides, biodiversité, continuités écologiques, habitats et espèces d'intérêt communautaire, trame verte et bleue.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

Indicateurs de suivi du volet environnemental					
Thématiques	Sous-thématiques	Indicateurs	Sources	Valeurs de référence	Fréquence de suivi/date d'actualisation
Milieu humain	Population	Évolution du nombre d'habitants	INSEE	214 habitants (INSEE 2022)	Fréquence INSEE
		Évolution de la taille des ménages	INSEE	1,95 habitants/ ménage (INSEE 2022)	Fréquence INSEE
	Logements	Densité de population (hab/km^2)	INSEE	17,3 hab/km^2 (INSEE 2022)	Fréquence INSEE
		Forme bâtie	INSEE	94,8 % de maisons (INSEE 2022)	Fréquence INSEE
		Nombre de logements créés par changement de destination	Commune de Durmignat	4 (Données PC)	A chaque évolution du document
		Évolution du nombre de résidences principales	INSEE	110 (INSEE 2022)	Fréquence INSEE
	Économie	Nombres de surfaces commerciales	Commune de Durmignat INSEE	1 (Données PLU 2025)	À chaque évolution du document
		Nombre d'habitants travaillant dans la commune	INSEE	15,5 % des actifs (INSEE 2022)	Fréquence INSEE
	Transports	Part des ménages motorisés	INSEE	91,2 % (INSEE 2022)	Fréquence INSEE
		Nombre d'aires de covoiturage	Commune de Durmignat	0 (Données PLU)	A chaque évolution du document
		Connexions piétonnes : linéaires piétons	Commune de Durmignat	0 (Données PLU)	A chaque évolution du document

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

Indicateurs de suivi du volet environnemental					
Thématiques	Sous-thématiques	Indicateurs	Sources	Valeurs de référence	Fréquence de suivi/date d'actualisation
	Paysage et patrimoine bâti	Patrimoine bâti : éléments remarquables identifiés	Commune de Durmignat	8 (Données PLU)	A chaque évolution du document
		Linéaires de haies	Commune de Durmignat		A chaque évolution du document
Cadre de vie	Bruit	Part de la population exposée au bruit de jour	ATMO AURA	Zone peu altérée	Fréquence ATMO AURA
		Part de la population exposée au bruit de nuit	ATMO AURA	Zone peu altérée	Fréquence ATMO AURA
	Air	Part de la population exposée aux polluants (seuil de l'OMS)	ATMO AURA	Zone peu altérée	Fréquence ATMO AURA
		Nombre de jours de dépassement des seuils d'alerte des objectifs de qualité de l'air	ATMO AURA	Zone peu altérée	Fréquence ATMO AURA
		Consommations d'eau potable en m^3	RPQS	9 951 m^3 d'eau consommés en 2022	Fréquence RPQS (annuel)
		Nombre d'abonnés	RPQS	218 abonnés en 2024	Fréquence RPQS (annuel)
		Qualité de l'eau distribuée	RPQS	Taux de conformité microbiologique de 100 % et physicochimique de 99,2 % en 2024	Fréquence RPQS (annuel)

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

Indicateurs de suivi du volet environnemental					
Thématiques	Sous-thématiques	Indicateurs	Sources	Valeurs de référence	Fréquence de suivi/date d'actualisation
		Taux de conformité des installations d'assainissement individuel	RPQS	88 % en 2024	Fréquence RPQS (annuel)
		Taux de charge des stations d'épuration	Portail de l'assainissement collectif	70 EH en 2023	Annuel
		Charge en entrée de station	Portail de l'assainissement collectif	56 EH en 2023	Annuel
Milieu physique	Consommation de l'espace et étalement urbain	Surfaces non constructibles dans le PLU (zones naturelles et agricoles)	Commune de Durmignat	1 233,89 ha dont 994 ha de zone A et 239,88 de zone N (Données PLU 2025)	Évolution du PLU
		Évolution de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers sur la période de référence (2014-2023)	Commune de Durmignat (Données PC)	1,8 ha Consommation ENAF projetée sur la période 2024-2034 : 1,17 ha (Données PLU 2025)	Évolution du PLU
		Part de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers pour l'habitat	Commune de Durmignat	100 % des surfaces consommées (Données PLU 2025)	Évolution du PLU

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

Indicateurs de suivi du volet environnemental					
Thématiques	Sous-thématiques	Indicateurs	Sources	Valeurs de référence	Fréquence de suivi/date d'actualisation
		Part de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers par activités économiques	Commune de Durmignat	0 % (Données PLU 2025)	Évolution du PLU
	Maintien des espaces agricoles	Superficie de la Surface Agricole Utile (SAU)	Commune de Durmignat	816 ha soit 65,5 % (Données PLU 2025)	Évolution du PLU
		Nombre d'exploitations agricoles	Commune de Durmignat	10 exploitations (Données PLU 2025)	Évolution du PLU
		Évolution des surfaces déclarées à la PAC	Commune de Durmignat	867,65 ha déclarés à la PAC en 2022 (Données PLU 2025)	Évolution du PLU
	Climat	Émissions de gaz à effet de serre par habitant (en teqCO2)	Terristory	14,71 teqCO2/habitant dont : (Données 2023)	Fréquence Terristory
		Émissions de gaz à effet de serre totales (en kteqCO2)	Terristory	3,15 kteqCO2 (Données 2023)	Fréquence Terristory
		Émissions de gaz à effet de serre par secteur (en kteqCO2)	Terristory	Agriculture, sylviculture et aquaculture : 2,91 kteqCO2 Résidentiel : 0,19 kteqCO2 Transport routier : 0,03 kteqCO2 Tertiaire : 0,02 kteqCO2 (Données 2023)	Fréquence Terristory

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

Indicateurs de suivi du volet environnemental					
Thématiques	Sous-thématiques	Indicateurs	Sources	Valeurs de référence	Fréquence de suivi/date d'actualisation
	Energie	Consommation énergétique par habitant (en kWh)	Terristory	15 953 kWh/habitant (Données 2023)	Fréquence Terristory
		Consommation énergétique totale (en GWh)	Terristory	3 GWh (Données 2023)	Fréquence Terristory
		Consommation énergétique par secteurs (en MWh)	Terristory	Résidentiel : 2 158 MWh Agriculture, sylviculture et aquaculture : 1 064 MWh Transport routier : 123 MWh Tertiaire : 69 MWh (Données 2023)	Fréquence Terristory
		Quantité d'énergie renouvelable produite localement (en GWh)	Terristory	1,52 GWh (Données 2023)	Fréquence Terristory
Milieu naturel	Eau	Qualité des cours d'eau	SDAGE Loire Bretagne	Bon état écologique et chimique	Fréquence SDAGE
	Zones humides	Surfaces de zones humides protégées sur la commune	Inventaire de SMAD / Commune de Durmignat	24 ha	Évolution du PLU (lors des prospections de terrain) Évolution de l'inventaire du SMAD

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

2. Contexte et cadre règlementaire

2.1 Contexte de l'étude

Durmignat est une commune rurale du Puy-de-Dôme dont le droit du sol est régi par le règlement national d'urbanisme (RNU).

Par une délibération du 6 avril 2024, le Conseil municipal a prescrit l'élaboration de son PLU dans le but de *« mener une réflexion sur son développement à moyen terme afin d'assurer un urbanisme maîtrisé »* et de prendre en compte les exigences des nouvelles règlementations. En se dotant d'un PLU la commune disposera d'un document plus adapté aux enjeux de son territoire et elle pourra :

- *« Maitriser l'étalement urbain et l'organisation de l'espace communal, permettre un développement harmonieux de la commune, en définissant clairement l'affectation des sols en prenant en compte la protection du patrimoine et de l'environnement »* ;
- *« Programmer une évolution mesurée et contrôlée de la population, cohérente avec le projet d'ouverture d'une mine de lithium sur le territoire voisin d'Echassières (03), projet constituant le moteur principal de futures demandes d'autorisations d'urbanisme sur la commune de Durmignat »* ;
- *« Définir des choix de développement et les traduire dans le document par des dispositions adaptées »* ;
- *« Prendre en compte dans un rapport de compatibilité, le SCoT du Pays des Combrailles, le SRADDET… »*.

Pour cela, la commune a défini ses grands objectifs pour les 10 années à venir, qui figurent au sein du PADD. Elle a également élaboré des OAP sur des secteurs précis, mais aussi le règlement et le zonage applicable sur l'ensemble du territoire communal.

L'élaboration du PLU de Durmignat permettra à la commune de maîtriser l'urbanisation de son territoire tout en accueillant de nouvelles populations.

2.2 Cadre règlementaire

2.2.1 Objectifs de l'évaluation environnementale

L'objectif de l'évaluation environnementale est de renforcer la prise en compte de l'environnement lors de l'élaboration du document d'urbanisme. En tant qu'outil d'aide à la décision, son objectif est de limiter au maximum les incidences du PLU sur l'environnement.

À ce titre, cette évaluation doit permettre d'identifier l'impact de l'élaboration du PLU de Durmignat sur l'environnement puis d'envisager des solutions pour Éviter, Réduire et Compenser (séquence ERC) s'il y a lieu, les conséquences dommageables de cette procédure.

2.2.2 Composition de l'évaluation environnementale

L'article L104-1 du Code de l'urbanisme liste les plans et programmes devant faire l'objet d'une évaluation environnementale. Cela comprend les PLU, qui doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion de leur élaboration notamment.

Conformément aux dispositions de l'article R151-3 du Code de l'urbanisme, le rapport de présentation :

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

« *1° **Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes** mentionnés aux articles L. 131-4 à L. 131-6, L. 131-8 et L. 131-9 avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;*

*2° **Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution** en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;*

*3° Analyse **les incidences notables probables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement**, notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages et les interactions entre ces facteurs, et expose les problèmes posés par l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;*

*4° **Explique les choix retenus** mentionnés au premier alinéa de l'article L. 151-4 au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des **solutions de substitution** raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ;*

*5° **Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser**, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;*

*6° **Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan** mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L. 153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;*

*7° Comprend un **résumé non technique** des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.* »

Il est également précisé que ce document est « ***proportionné** à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.* »

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

3. Justification des choix retenus pour l'élaboration du plan local d'urbanisme

L'élaboration du PLU a permis à la commune de mener une réflexion sur son projet de territoire à l'horizon 2034, en accordant une attention particulière aux secteurs de développement résidentiel.

Durmignat a choisi de privilégier l'accueil de nouvelles populations au sein des secteurs déjà bâtis afin de prendre en compte les enjeux de limitation foncière ainsi que les enjeux paysagers et environnementaux recensés sur le territoire. En effet, l'accueil des nouveaux arrivants se fera de manière progressive, afin de pérenniser les services et équipements installés sur le territoire.

Le projet élaboré par la commune vise à concilier le développement du territoire, en maintenant son attractivité (économie, services, équipements, logements), avec la préservation des espaces naturels agricoles et forestiers. Le PLU identifie ainsi des éléments de la trame verte et bleue qui doivent être protégés ; ils sont repris dans le PADD et le zonage du PLU.

Le PLU s'articule autour de 2 grands axes, déclinés en 5 objectifs :

- « *Mener une politique de maintien et d'accueil de la population* » : cet objectif se fonde sur l'évolution de la population communale prévue, liée à la hausse naturelle de la démographie et au desserrement des ménages ainsi qu'à l'exploitation du projet EMILI porté par la société Imérys (sur la commune voisine d'Echassières) qui aura probablement des retombées sur le territoire communal ;

- « *Considérer la forme urbaine pour prévoir le développement de la commune* » : le PLU prend en compte la répartition de la commune en bourg, villages et hameaux dispersés sur le territoire et tend à limiter le mitage des nouvelles constructions, en mettant l'accent sur le développement des villages principaux ;

- « *Réfléchir à une politique cohérente en matière de logements* » : cet objectif tend à développer l'offre de logements, tant dans les zones urbaines et à urbaniser, qu'au sein des zones agricoles : valorisation du bâti ancien, vacant et des dents creuses, ouverture de nouveaux secteurs à l'urbanisation (limitée), changements de destination ;

- « *Permettre le développement des services et des activités économiques* » :
  - Le PLU prend en compte l'agriculture, qui occupe une place importante au sein de la commune, notamment sur le plan économique. Ainsi, il prévoit la préservation de ces espaces en limitant la consommation des surfaces agricoles exploitées ;
  - Le PLU mise sur le maintien et le développement de l'activité économique et des services pour rendre attractif le territoire et répondre aux besoins de la population ;

- « *Préparer l'avenir et relever les défis de demain* » :
  - Le PLU ambitionne de limiter la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers sur le territoire, c'est pourquoi il limite le nombre et la surface des nouvelles zones urbaines ou à urbaniser ;
  - Cet objectif permet d'intégrer la préservation des continuités écologiques et du patrimoine bâti présent sur le territoire dans la programmation de la commune ; en effet ces espaces constituent des marqueurs forts de l'identité paysagère de la commune et présentent de forts enjeux pour la biodiversité.

La justification détaillée des choix retenus pour l'élaboration du PLU est présentée au sein de la pièce 1.c du rapport de présentation.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

4. Synthèse de l'état initial de l'environnement à l'échelle communale

L'état initial de l'environnement synthétisé ci-dessous est présenté à l'échelle communale. **L'état initial détaillé figure dans le rapport de présentation (pièce 1.c)**

Thématique	Éléments majeurs
Milieu physique	**Climat** : Semi-continental dégradé. Nécessité d'anticiper les évènements climatiques extrêmes liés au changement climatique (pics de chaleurs, précipitations intenses…). **Topographie** : Commune située à une altitude comprise entre 422 et 545 m (hauts plateaux), avec des pentes relativement faibles. **Hydrographie** : Commune située en tête de bassin versant, traversée par la Bouble (rivière) et ses affluents. Le débit de ces cours d'eau varie selon les fluctuations saisonnières (débits les plus forts en fin de l'hiver, début du printemps). Cours d'eau en bon état. **Gestion de l'Eau** : SDAGE Loire-Bretagne, SAGE Sioule, Contrat Territorial Sioule Andelot. **Ces différents éléments ne présentent pas de contraintes majeures pour l'urbanisation de la commune ; toutefois, la préservation du milieu physique est indispensable.**
Ressources naturelles	**Ressource en eau** : Pas de captage d'eau potable ni de périmètre de protection **Energie** : Potentiel intéressant pour le développement des énergies renouvelables (solaire photovoltaïque et biomasse). À noter que l'étude menée sur le développement des énergies renouvelables à l'échelle intercommunale n'a pas classé Durmignat dans les priorités concernant le développement du solaire au sol ou de l'éolien. **Le potentiel de développement des énergies renouvelables devra être considéré lors de l'élaboration du développement du PLU ; aussi, le règlement du PLU ne devra pas être trop contraignant pour l'installation de tels dispositifs.**
Milieux naturels et biodiversité	**Occupation des sols** : Le territoire est principalement occupé par des espaces agricoles et forestiers. **Zonages d'inventaires et de protection** : aucun sur la commune, site Natura 2000 le plus proche situé à 4 km de la commune. **Zones humides** : 24 ha inventoriés. **Le territoire est relativement perméable aux déplacements de la faune.**
Qualité de l'air et gaz à effet de serre	**Qualité de l'air** : Faibles concentrations en polluants sur le territoire, en dessous des valeurs limites de l'OMS. **Émissions de GES** : L'agriculture, l'industrie et la gestion des déchets sont les principaux émetteurs. **Pour rappel, l'un des axes de réduction des émissions de GES est la limitation de l'urbanisation.**

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

Thématique	Éléments majeurs
Risques majeurs et nuisances	**Risques naturels** : Commune exposée au phénomène de retrait-gonflement des argiles. Commune ayant fait l'objet de 2 arrêtés de catastrophe naturelle liés au risque inondation. **Risques industriels et technologiques** : Site Seveso Rockwool à St Eloi les Mines. **Risque sanitaire** : Présence d'ambroisie. **Nuisances et pollutions** : Présence d'un site BASIAS en bordure communale, ainsi que de 2 ICPE. Assainissement géré directement par la commune : une STEU avec une capacité nominale de 70 EH. **Il est indispensable de réfléchir à l'urbanisation afin d'éviter de générer de nouvelles nuisances.**

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

5. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du PLU et proposition de mesures d'évitement

En complément de l'état initial de l'environnement réalisé à l'échelle communale, une analyse plus précise des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du nouveau document d'urbanisme est présentée dans cette partie.

Ainsi, sont considérées comme zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le projet du territoire les zones qui ne sont, à ce jour, pas encore urbanisées et qui ont vocation à l'être dans les 10 à 15 années à venir en raison de leur zonage constructible. Pour le projet de PLU de Durmignat, il s'agit de zones en extension de l'enveloppe urbaine, situées essentiellement en zone AU, et de dents creuses qui sont destinées à accueillir de l'habitat ou des activités.

L'analyse de ces zones s'est faite de la manière suivante :

- Localisation par rapport aux enjeux environnementaux connus et identifiés dans le cadre de l'État Initial de l'Environnement (zones humides, zonages des risques naturels ou de nuisances…) ;
- Par photo-interprétation croisée avec une analyse Streetview ;
- Si nécessaire pour vérification : prospection de terrain par un environnementaliste et un écologue d'EODD.

La présente partie ne traite que des secteurs ayant fait l'objet de prospections de terrain, localisés sur la carte ci-après. Ainsi, près de 18 916 m^2 ont été analysés précisément. Pour certains, des mesures de suppression ou de réduction des impacts ont été proposées par EODD, puis elles ont fait l'objet d'une concertation avec les élus de la collectivité et l'urbaniste de Réalités & Descoeur.

Les secteurs identifiés sur la figure 6 ci-après sont les seuls secteurs susceptibles d'être touchés de manière notable par l'ouverture à l'urbanisation résultant du nouveau PLU.

Les tableaux qui suivent détaillent les observations faites suite aux prospections de terrain et précise de quelle manière les recommandations formulées ont été prises en considération pour l'élaboration du PLU.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

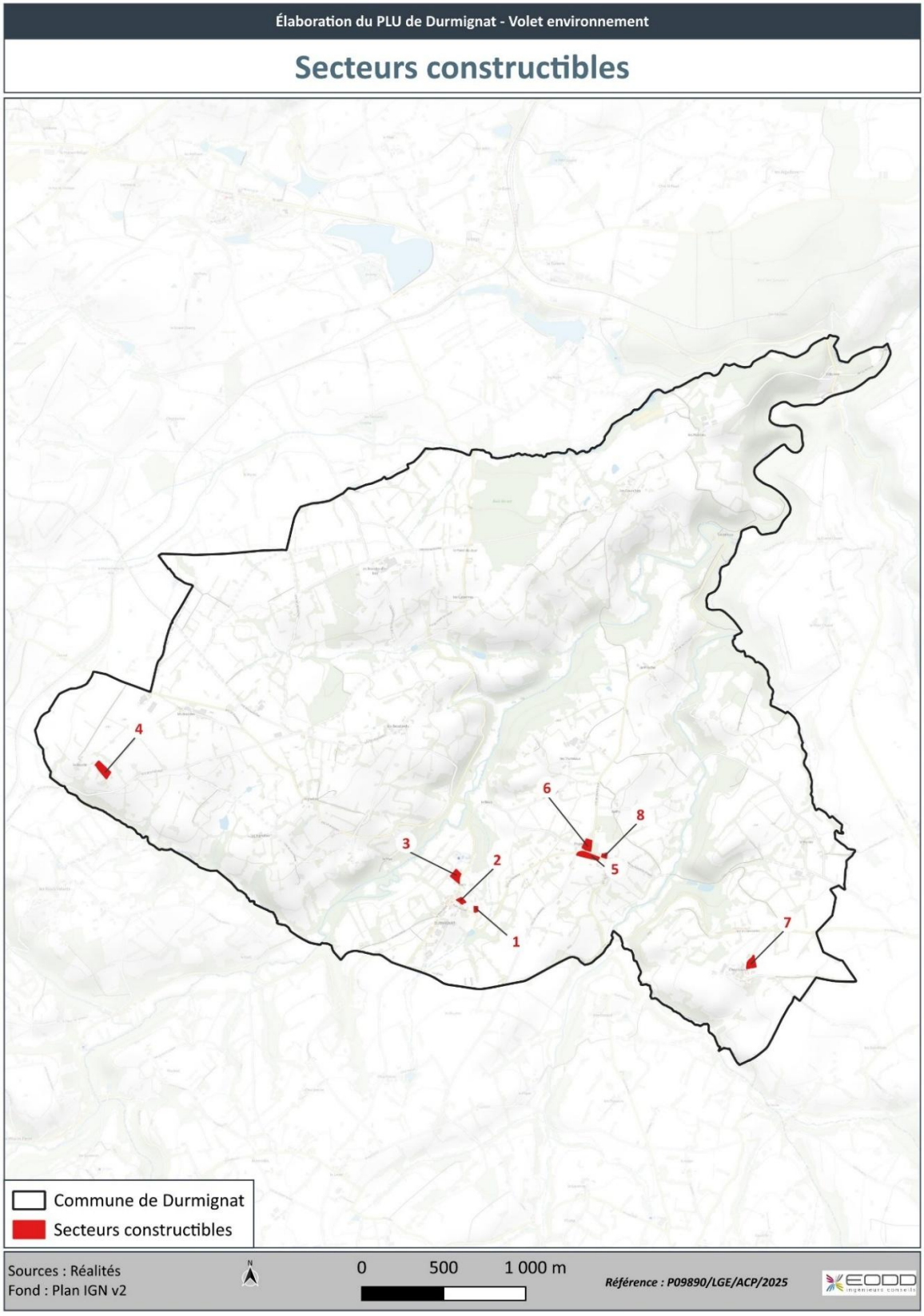
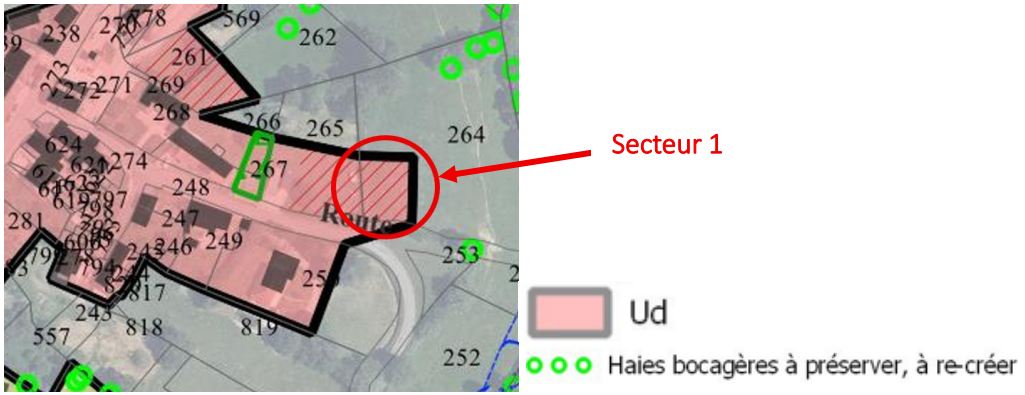
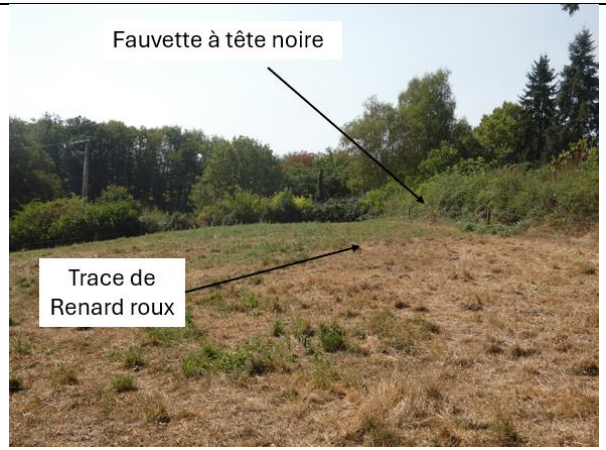


Figure 6 : Localisation des secteurs ayant fait l'objet de prospections terrain (source : EODD Ingénieurs Conseils)

Secteur 1 – Centre-bourg	
Zonage initialement proposé : Ud, zone urbaine multifonctionnelle correspondant aux tissus anciens du bourg et des villages	
	
Analyse bibliographique	**Analyse de terrain**
Présence d'une zone humide identifiée dans le cadre des inventaires de zones humides à moins de 100 m Aléa RGA moyen	Le site est constitué de prairies pâturées. Lors des inventaires de terrain, une fauvette à tête noire a été identifiées au sein des haies ceinturant le site. Plusieurs insectes ont également été identifiés mais ces derniers ne présentent pas d'enjeu particulier (pas de protection). Une carcasse de blaireau a été identifiée en bordure de la D518. L'enjeu majeur du site se situe au niveau des haies qu'il faudrait préserver au maximum (ouverture possible). Au nord de ce secteur, des arbres et des ronciers favorables à la biodiversité ont également été recensés. Les prospections de terrain ont été élargies aux alentours afin de comprendre le contexte écologique du secteur. Cette démarche a permis d'identifier de nombreux arbres remarquables qu'il serait important de préserver du fait de leur âge et de leurs silhouettes imposantes.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

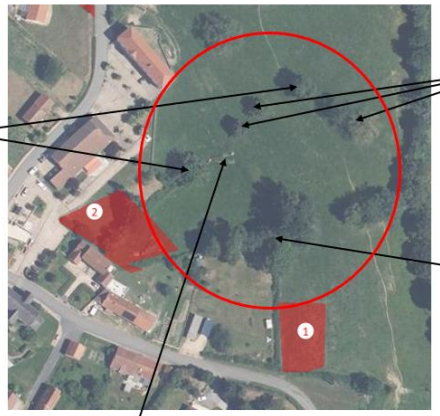


Accouplement
d'Azuré commun





Frênes âgés à cavités favorables aux insectes, chiroptères etc.





Chênes favorables à la biodiversité



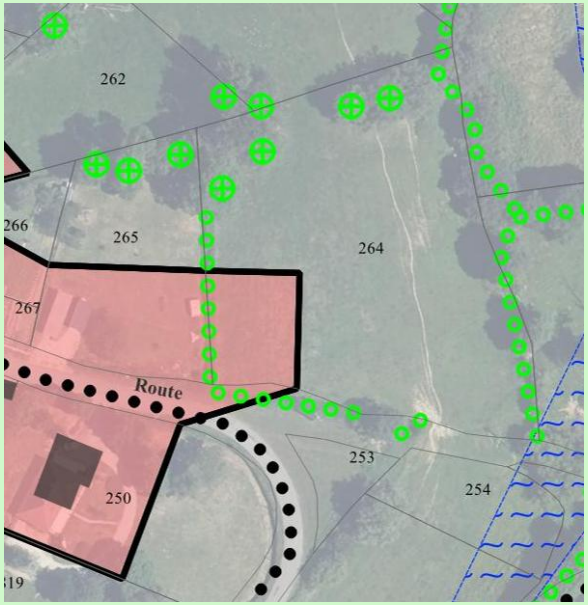
Bosquet de Frênes/Chênes favorables à la biodiversité





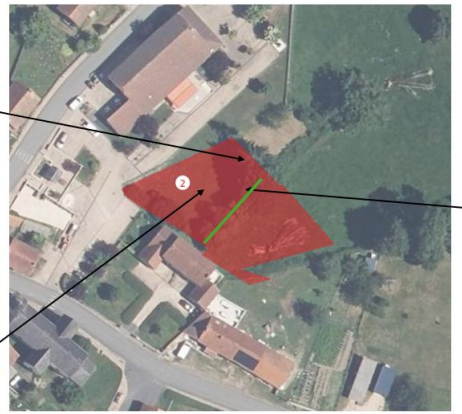
Roncier favorable aux reptiles, insectes, mammifères

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

Recommandations
Préservation des arbres ainsi que les haies favorables à la biodiversité présents sur secteur 1 ainsi que sur les parcelles à son nord.
Prise en compte dans le cadre du PLU
Le projet de PLU intègre des prescriptions surfaciques régies par l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme, permettant de protéger des éléments paysagers remarquables, dont des arbres et des haies bocagères. 

<table>
<tr><th colspan="2">Secteur 2 – Centre-bourg</th></tr>
<tr><th colspan="2">Zonage initialement proposé : Ud, zone urbaine multifonctionnelle correspondant aux tissus anciens du bourg et des villages</th></tr>
<tr><td colspan="2"> 

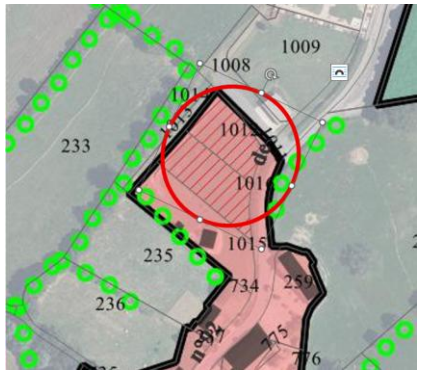
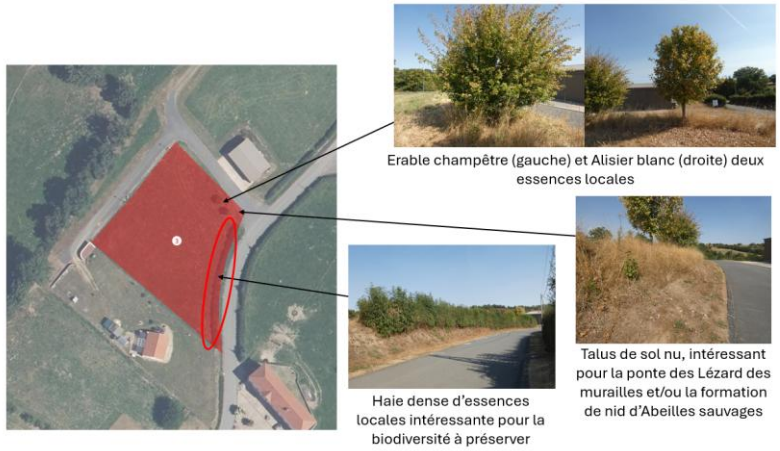
 </td></tr>
<tr><th>Analyse bibliographique</th><th>Analyse de terrain</th></tr>
<tr><td>Présence d’une zone humide identifiée dans le cadre des inventaires de zones humides à moins de 100 m

Aléa RGA moyen</td><td>Le site est constitué d’une pelouse sans grand enjeu. Toutefois, les parcelles situées au nord-est présentent des arbres favorables à la biodiversité.
 
Douglas sans enjeu
 
Pelouse sans enjeu
 
 
Hibernacula mal exposés (plein ouest)</td></tr>
</table>

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

Recommandations
Préservation d'une haie arborée favorable à la biodiversité présente sur la parcelle.
Prise en compte dans le cadre du PLU
Ainsi, cela a été intégré dans le PLU via des prescriptions surfaciques. 

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

Secteur 3 – Centre-bourg	
Zonage initialement proposé : Ud, zone urbaine multifonctionnelle correspondant aux tissus anciens du bourg et des villages	
 	
Analyse bibliographique	**Analyse de terrain**
Présence d'une zone humide identifiée dans le cadre des inventaires de zones humides à moins de 200 m Non concerné par l'Aléa RGA	Le site est constitué d'une prairie fauchée. Une haie basse et monospécifique a été recensée sur cette parcelle. Bien qu'accueillant plusieurs espèces d'oiseaux, elle présente un enjeu limité, les espèces étant communes. 

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés



Prairie fauchée avec de nombreuses Hirondelles de fenêtres (nichant dans le village) en vol, sans enjeux particulier

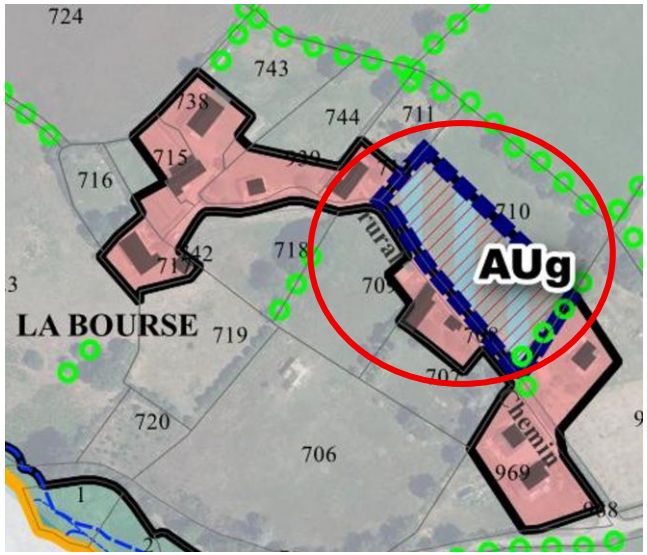


Végétation indicatrice de milieu eutrophe de faible qualité (Liseron des champs, Rumex oseille etc.)



Recommandations
RAS

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

Secteur 4 – La Bourse	
Zonage initialement proposé : AUg, zone à urbaniser à court et moyen terme, à vocation d'habitat	
	
Analyse bibliographique	**Analyse de terrain**
Présence d'une zone humide identifiée dans le cadre des inventaires de zones humides à moins de 200 m Non concerné par l'Aléa RGA	Un alignement d'arbres favorable à la biodiversité est localisé au nord du secteur prospecté.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

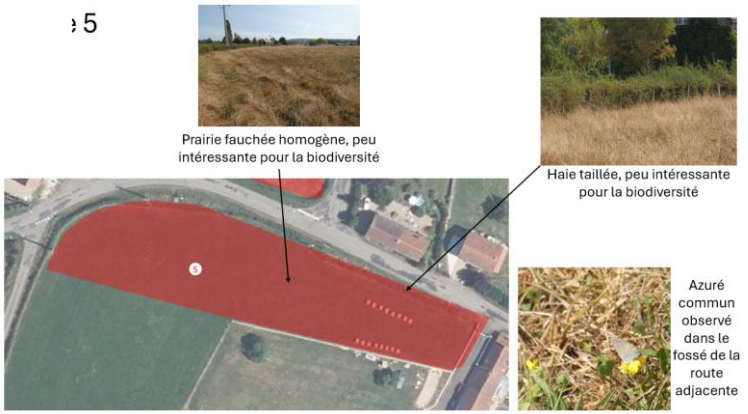


Recommandations

Le PLU prévoyait déjà la protection de l'alignement d'arbres et de la haie recensés dans sa première version incluant des préconisations à l'échelle communale.

Aucune recommandation supplémentaire n'a donc été faites.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

Secteur 5 – Pranoix	
Zonage initialement proposé : Ud, zone urbaine multifonctionnelle correspondant aux tissus anciens du bourg et des villages	
	
Analyse bibliographique	**Analyse de terrain**
Pas de zone humide identifiée à proximité dans le cadre des inventaires de zones humides Non concerné par l'Aléa RGA	Ce secteur est une prairie fauchée, sans enjeux notables pour la biodiversité. 
Recommandations	
Au regard des faibles enjeux recensés sur cette parcelle, aucune recommandation particulière n'a été formulée. Toutefois, elle a été exclue des zones ouvertes à l'urbanisation.	

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

Secteur 6 – Pranoix	
Zonage initialement proposé : AUa, zone à urbaniser réservée aux activités artisanales, commerciales, de bureaux et d'entrepôts	
 	
Analyse bibliographique	**Analyse de terrain**
Pas de zone humide identifiée à proximité dans le cadre des inventaires de zones humides Non concerné par l'Aléa RGA	 Prairie pâturée homogène, peu intéressante pour la biodiversité   Haie taillée, peu intéressante pour la biodiversité

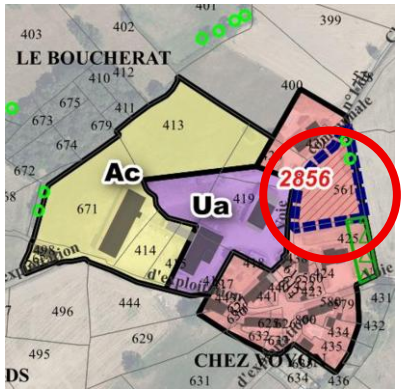
EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés



Recommandations - Traduction règlementaire
Préservation des arbres remarquables au Nord de la parcelle.
Prise en compte dans le cadre du PLU

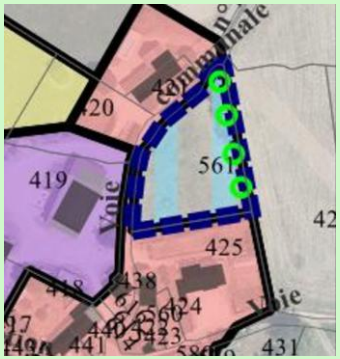


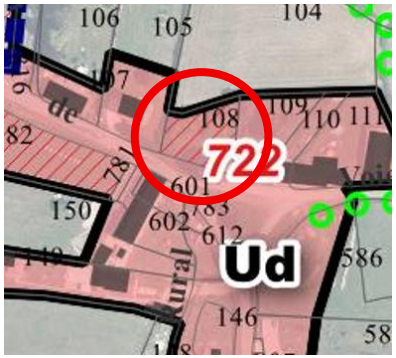
Identification des arbres dans le PLU avec la prescription L151-23

Secteur 7 – Chez Voyon	
Zonage initialement proposé : Ud, zone urbaine multifonctionnelle correspondant aux tissus anciens du bourg et des villages	
 	
Analyse bibliographique	**Analyse de terrain**
Pas de zone humide identifiée à proximité dans le cadre des inventaires de zones humides Non concerné par l'Aléa RGA	Le site est une prairie pâturée sur laquelle des arbres, alignement d'arbres et haies favorables à la biodiversité ont été recensés. Un Grand Corbeau a par ailleurs été entendu en provenance de la carrière de Kaolin d'Echassière, plus à l'est (sans être en lien avec la zone d'étude). 



Recommandations - Traduction règlementaire
Préservation des haies / arbres à enjeu à l'Est
Prise en compte dans le cadre du PLU



Secteur 8 - Pranoix	
Zonage initialement proposé : Ud, zone urbaine multifonctionnelle correspondant aux tissus anciens du bourg et des villages	
	
Analyse bibliographique	**Analyse de terrain**
Pas de zone humide identifiée à proximité dans le cadre des inventaires de zones humides Non concerné par l'Aléa RGA	Le secteur, en cours de fermeture, présente un enjeu fort pour la biodiversité (présence d'un arbre remarquable notamment). 

Recommandations
Au regard des enjeux liés à la biodiversité recensés sur cette parcelle, son aménagement est fortement déconseillé.
Prise en compte dans le cadre du PLU
Ce site, initialement intégré à la zone Ud du PLU, a été retiré des zones à urbaniser. Le marronnier a été identifié. 

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

6. Effets et incidences notables de l'élaboration du PLU sur l'environnement

La commune de Durmignat est actuellement régie par le RNU applicable à l'échelle nationale. La réalisation du PLU permettra à la commune de flécher son urbanisation et notamment mieux maîtriser l'étalement urbain et l'organisation de l'espace communal. Ainsi, la définition de différentes zones par le PLU permettra d'identifier plus aisément la vocation des différents secteurs (habitat, zone économique, agricoles…) ; ce nouveau zonage permettra de définir clairement l'affectation des sols.

La démarche d'élaboration du PLU est une démarche itérative, évolution progressivement au fil des réflexions. L'évaluation des effets notables sur l'environnement présentée ci-après se base sur le document « définitif », avant arrêt par la commune fin 2025.

6.1 Consommation foncière et affectation des sols

6.1.1 Tableau de superficie des zones

Le tableau ci-dessous présente les superficies de chaque zone du présent PLU et leur part par rapport à la superficie totale de la commune qui est de 1 244,62 ha.

Tableau 2 : Surperficie des zones du futur PLU (source : Réalités & Descoeur)

Type de zone	Zone	Surface PLU (en ha)	% de la superficie communale
Zone Urbaine	Zone Ua	0,79 ha	0,06 %
	Zone Ud	8,95 ha	0,72 %
	Total	**9,75 ha**	**0,78 %**
Zone À Urbaniser	Zone AUa	0,30 ha	0,02 %
	Zone AU2	0,68 ha	0,05 %
	Total	**0,98 ha**	**0,86 %**
Total zones constructibles		**10,73 ha**	**1,56 %**
Zone Agricole	Zone A	925,06 ha	74,32 %
	Zone Ac	68,94 ha	5,54 %
	Total	**994 ha**	**79,8 %**
Zone Naturelle	Zone N	239,88 ha	19,27 %
Total zones agricoles et naturelles		**1233,89 ha**	**99,07 %**
Total		**1 244,62 ha**	

Il ressort de ces chiffres la prédominance du caractère rural et agricole de la commune ; en effet, les espaces naturels et agricoles représentent près de 99 % de la superficie communale (79,8 % en zone agricole). Le classement en zone naturelle permettra de préserver ces espaces. Quant aux zones constructibles elles représentent une très faible part de la superficie du territoire (moins de 1 %).

Le projet de PLU prévoit l'ouverture à l'urbanisation de 1,17 ha de foncier ENAF, dont 0,98 ha en extension de l'enveloppe urbaine, au sein de la zone à urbaniser (AU). Les autres parcelles ouvertes à l'urbanisation seront situées au sein de l'enveloppe urbaine, dans des secteurs déjà urbanisés (en dent creuse), en zone Ud, à vocation principale d'habitat ; elles s'étendront sur 0,19 ha.

Quant à la zone N, zone naturelle et forestière, elle concerne principalement :

- La trame **boisée**, composée d'une forêt présumée ancienne et de vallons boisés peu cultivables ;
- La trame **bocagère**, composée d'arbres et de haies ;
- La trame **humide**, composée de cours d'eau et leurs abords, de plans d'eau et de zones humides.

L'affectation des sols via le PLU concerne essentiellement des surfaces agricoles (79,8 %) et naturelles (19,27 %). **Les zones constructibles (comprenant les zones urbaines et à urbaniser) prévues par le PLU se situent en continuité de l'enveloppe urbaine, près de zones déjà construites.**

6.1.2 Tendance de consommation foncière

6.1.2.1 Consommation d'espaces entre 2011 et 2023

Selon les données du rapport de présentation du PLU, issues du portail de l'artificialisation des sols, 2,13 ha, soit 0,17 % du territoire communal, ont été consommés sur la commune de Durmignat entre 2011 et 2023. La consommation de ces espaces était entièrement dédiée au développement résidentiel. Il convient de préciser que depuis 2012, aucun espace boisé ou naturel n'a été consommé.

6.1.2.2 Consommation foncière projetée sur 10 ans

Afin de tenir compte de l'objectif de « zéro artificialisation nette des sols » en 2050 fixé par la loi dite Climat et résilience de 2021, un objectif intermédiaire de réduction de moitié de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) dans les 10 prochaines années (2021-2031), par rapport à la décennie précédente (2011-2021) a été fixé.

Ainsi, pour respecter la tendance générale fixée par la loi, la consommation d'ENAF sur la commune d'ici 2031 devrait tendre à environ 1,1 ha (période de référence 2011-2020, avec 2,11 ha consommés).

Toutefois, compte tendu de la situation du territoire et en accord avec les services de l'État (Direction Départementale des Territoires), la période de référence retenue couvre les années 2014 à 2023, lors desquels 1,8 ha ont été consommés.

À titre informatif, à l'échelle intercommunale, le plafond maximum mobilisable pour la période 2021-2031 a été fixé à 40,7 ha.

Ce développement urbain se fera en continuité de l'enveloppe urbaine existante. Les nouvelles constructions seront réparties sur 8 secteurs.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

Ainsi le PLU prévoit une consommation raisonnée des espaces naturels et agricoles pour l'urbanisation ; la consommation foncière se concentra près des secteurs déjà construits.

6.2 Consommation d'énergie, émissions de gaz à effets de serre et qualité de l'air

Le projet de PLU prévoit l'ouverture à l'urbanisation de 1,17 ha de foncier ENAF (Espaces Naturels Agricoles et Forestiers). Ceci entraînera nécessairement l'émission de GES lors du changement de l'occupation des sols et sur le long terme. Cependant, les secteurs d'urbanisation ont été choisi au sein de l'enveloppe urbaine (0,19 ha) ou en bordure directe de cette dernière afin de limiter ces émissions sur le long terme.

En plus de limiter les équipements (voiries, réseaux, …), les études montrent que le développement de l'urbanisation dans un périmètre de moins de 500 m des services (écoles, commerces, médecins, transports…) favorise l'usage des modes doux.

Bien que le changement d'occupation des sols soit indéniablement à l'origine d'émissions de GES supplémentaires et d'une augmentation de la consommation d'énergie, l'élaboration du PLU tente de limiter les émissions liées aux énergies fossiles en privilégiant la création d'habitations et d'activités au sein de l'enveloppe urbaine existante.

6.3 Protection de la ressource

6.3.1 Eau potable

Aucun captage dédié à l'Alimentation en Eau Potable (AEP) ou périmètre de protection AEP n'a été recensé sur la commune de Durmignat.

La production, le traitement, le stockage et la distribution d'eau potable sont gérés par le Syndicat Mixte de Sioule et Morge. Les ressources exploitées proviennent des communes voisines : captages des Peschadoires (principale ressource), de la Coussidière, de Limons et des forages de la Cheire de Côme.

Situé sur la commune de Saint Ours, à 60 km de Durmignat, le captage souterrain des Peschadoires produit en moyenne 4 200 000 m^3 d'eau potable par an et permet l'alimentation de la majeure partie des 59 communes du Syndicat.

Selon le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) du Syndicat Mixte de Sioule et Morge de 2024, la consommation moyenne par abonné est d'environ **93 m^3**. Le RPQS précise que, cette année-là, le Syndicat Mixte desservait 25 991 abonnés et 40 274 habitants (dont 218 abonnés à Durmignat).

La consommation moyenne en eau potable pour la commune est de 9 951 m3. **Pour un habitant en 2022, elle était donc d'environ 46,5 m^3/an.**

Le PLU prévoit une augmentation d'environ 16 habitants d'ici 2034. En se basant sur les données de 2022, à échéance 2035, la consommation **sera augmentée de 744 m^3/an. Ceci représente moins de 0,01 % de la ressource en eau potable produite au niveau de la station de Peschadoires.**

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

Au regard de l'augmentation de la population envisagée par le PLU à l'horizon 2034, l'augmentation de la consommation en eau potable estimée est peu significative (augmentation de 7,48 % des besoins en eau potable de la commune par rapport à l'année 2025). Aussi, cela aura peu d'impact sur la ressource en eau gérée par le Syndicat Mixte de Sioule et Morge. La croissance démographie envisagée par le PLU est compatible avec la ressource disponible.

En recommandant de récupérer l'eau pluviale, le PLU souhaite limiter la consommation d'eau potable.

6.3.2 Protection des milieux aquatiques

L'inventaire des zones humides du SMAD a identifié 24 ha sur la commune. Ces dernières sont reprises dans le cadre du PLU à l'aide de la prescription L.151-23 du Code de l'urbanisme permettant leur préservation.

Ont également été identifiée par cette prescription

- Les ripisylves ainsi que le linéaire des cours d'eau ;
- Les plans d'eau.

Ces espaces sont identifiés dans le PLU comme des éléments constitutifs de la trame verte et bleue protégés au titre du Code de l'urbanisme.

Ainsi le projet du PLU de Durmignat prend en compte les enjeux relatifs aux milieux aquatiques et présente des impacts faibles sur ces derniers.

6.3.3 Assainissement

Selon les données du Syndicat Sioule et Morge, la commune de Durmignat recense une seule station de traitement des eaux usées en activité, celle du Bourg, mise en service en 2014.

Cette station de traitement des eaux usées dispose d'une capacité nominale de 70 équivalent-habitant (EH) et d'une charge maximale en entrée de 56 EH. Le débit de référence retenu pour cette station de traitement des eaux usées est de 10 m^3/j.

Parmi les 8 secteurs ouverts à l'urbanisation, seuls le Bourg est raccordé au réseau d'assainissement collectif existant.

Ainsi, les nouvelles constructions situées sur les autres secteurs devront prévoir l'installation d'un système d'assainissement individuel conforme à la réglementation et ne générant pas de nouvelles pollutions.

La STEU de Durmignat est suffisamment dimensionnée pour accueillir les eaux usées des futures habitations reliées au réseau d'assainissement collectif.

Pour ceux n'étant pas reliés au réseau d'assainissement collectif, chaque construction devra mettre en place son propre système non collectif de traitement des eaux usées conforme à la réglementation.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

6.4 Préservation du milieu naturel

6.4.1 Incidences Natura 2000

La commune n'est pas directement concernée par un site Natura 2000. Le site le plus proche est situé sur la commune voisine d'Échassières à plus de 4 km. Il s'agit de la Zone de protection spéciale (ZPS) FR 8301034 « Gorges de la Sioule », qui s'étend sur près de 3 777 ha (cf. Figure 7).

Les secteurs ouverts à l'urbanisation représentent seulement 1,55 ha et sont situés au plus proche de l'enveloppe urbaine. Leur surface étant très limitée et relativement éloignée de la ZPS, leur urbanisation ne remet pas en cause la préservation des sites Natura 2000.

Le projet du PLU de Durmignat n'aura aucun impact sur le réseau des sites Natura 2000 au regard de la distance séparant la commune du site Natura 2000 le plus proche.

6.4.2 Impacts sur les autres sites naturels règlementés

Aucun site naturel règlementé ne concerne le territoire communal (cf. Figure 7).

Ainsi, l'élaboration du PLU n'aura aucun impact sur ces sites.

6.4.3 Impacts sur les sites naturels contractuels

Aucun site naturel contractuel ne concerne le territoire communal (cf. Figure 7).

Ainsi, l'élaboration du PLU n'aura aucun impact sur ces sites.

6.4.4 Impacts sur les sites naturels inventoriés

6.4.4.1 ZNIEFF de type I

Aucune ZNIEFF de type I n'est recensée à Durmignat (cf. Figure 7).

Ainsi, l'élaboration du PLU n'aura aucun impact sur ces sites.

6.4.4.2 Zones humides

Les 24 ha de zones humides identifiés sur la commune ont été pris en compte durant l'élaboration du PLU de Durmignat. Ces zones humides, essentiellement situées près des cours d'eau en zone naturelle ou agricole, seront préservées grâce à un zonage spécifique et à des règles de protection assorties, qui figureront dans le règlement (article L.151-23 du Code de l'urbanisme).

Les dispositions générales figurant dans le règlement du PLU prohibent leur réduction et n'autorisent que les travaux nécessaires à leur restauration ou valorisation ainsi que les projets d'intérêt général :

- *« Est interdite la réduction des secteurs de zone humide ;*
- *Seuls les travaux nécessaires à la restauration du secteur humide, ou ceux nécessaires à sa valorisation sont admis sous réserve de ne pas détruire les milieux naturels présents, ainsi que*

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

des projets d'intérêt général, des travaux nécessaires aux divers réseaux publics, à la gestion de l'assainissement (eaux usées et pluviales) ainsi que les retenues collinaires nécessaires à l'activité agricole peuvent être autorisés sous réserve que ces dernières ne portent pas par ailleurs atteinte aux débits des cours d'eau et au milieu aquatique. »

Le PLU contribuera à la protection des zones humides, identifiées par le zonage comme des éléments à préserver au titre du Code de l'urbanisme.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

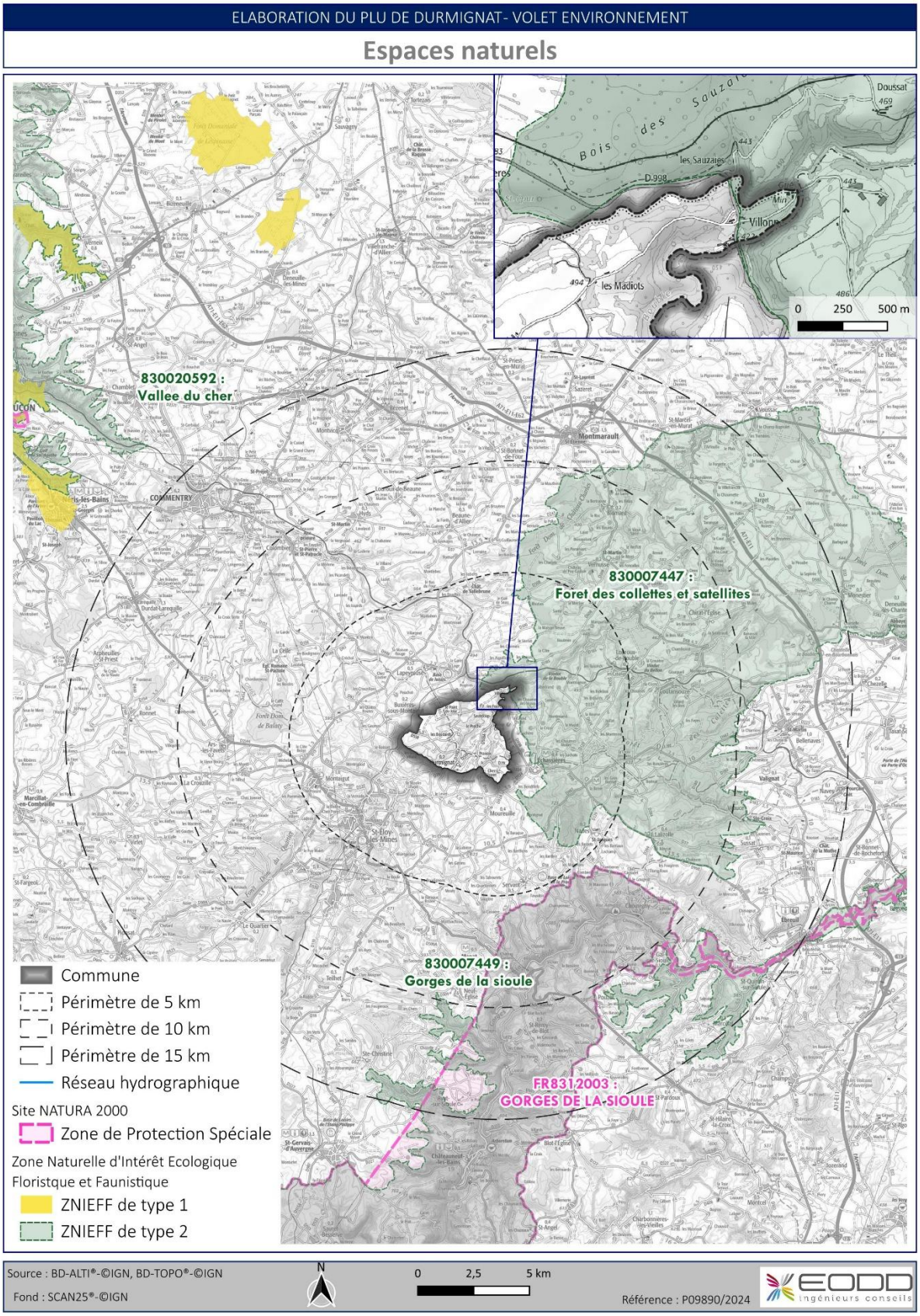


Figure 7 : Localisation des mileux naturels (source : EODD Ingénrieurs Conseils)

6.4.5 Prise en compte des éléments du patrimoine naturel

L'article L151-23 du Code de l'urbanisme donne la possibilité d'identifier et de localiser *« les éléments de paysage »* et de « *délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique* » au sein du règlement et du zonage du PLU. Il peut ainsi définir « *les prescriptions de nature à assurer leur préservation* ».

À cette fin, le PLU de Durmignat identifie les éléments suivants, constitutifs de la trame verte et bleue, qui devront être préservés :

- Des boisements ;
- Des arbres et haies bocagères ;
- Des arbres remarquables ;
- Des cours d'eau et leurs abords ;
- Des plans d'eau ;
- Des zones humides ;
- Des zones de réciprocité agricole.

Les prescriptions applicables à ces éléments sont détaillées dans le règlement du PLU.

La protection par le PLU d'autres éléments du patrimoine naturel entraine la protection de biens, de personnes, de réseaux et de leur faune caractéristique.

6.5 Prise en compte des risques majeurs

Pour rappel, d'après le DDRM du Puy-de-Dôme et la base de données Géorisques, la commune est concernée par les risques suivants :

- Risques naturels : inondation (2 arrêtés de catastrophe naturelle), radon (catégorie 2), mouvement de terrain lié au retrait-gonflement des argiles (niveau moyen) , sismique (niveau 2 – faible) ;
- Risques industriels et technologiques : minier, technologique lié à la présence d'ICPE (commune peu exposée).

6.5.1 Risques naturels

6.5.1.1 Risque inondation

Aucun PPRI ne concerne le territoire communal, cependant la commune a déjà fait l'objet de 2 arrêtés de reconnaissance d'état de catastrophe naturelle en raison d'inondations par ruissellement ayant entrainé des coulées de boues. Ces deux arrêtés, pris les 18 novembre 1982 et 29 décembre 1999, concernaient l'entièreté du département du Puy-de-Dôme. Sur Durmignat, les seules coulées de boues connues ont été accidentelles et consécutives à la préparation de la terre pour la mise en culture de prairies. Du fait de la pente, la pluie tombée sur ces parcelles lors des tempêtes de 1982 et 1999 a engendré des coulées de terre limitées sur les routes qui longeaient les terrains. Aucune habitation n'a été concernée, les terrains se situant loin de tous secteurs bâtis.

Le règlement du PLU élaboré par la commune précise, dans ses dispositions générales, que toute *« imperméabilisation nouvelle ne doit pas augmenter le débit naturel des eaux pluviales de la parcelle ou du tènement »* et que les aménagements *« ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales ».* Il indique également que la gestion des eaux pluviales se fait en priorité à la parcelle et qu'en

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

cas d'impossibilité, *« elles seront rejetées au réseau »*. Dans ses dispositions relatives à la qualité architecturale, urbaine et paysagère des constructions, l'OAP relative à l'habitat précise que tous les projets d'aménagement devront conserver 25 % de la surface de l'opération d'aménagement ou de l'unité foncière en pleine terre.

Les prescriptions du PLU relatives à l'imperméabilisation des sols sont détaillées dans le tableau ci-après.

Tableau 3 : Prescriptions du PLU relatives à l'imperméabilisation des sols (source : Règlement du PLU, Réalités & Descoeurs)

Zone PLU	Prescriptions applicables
Ud	Toute parcelle ou tènement devra préserver au minimum, 25% de surface perméable. Cette surface devra être traitée en terre végétale et végétalisée en surface, ou recouverte de matériaux perméables. Les aires de stationnement collectives peuvent utilement être traitées de manière à limiter l'imperméabilisation des surfaces concernées.
Ua	Les places de stationnement des véhicules légers doivent être traitées en matériaux perméables. Les aires de stationnement collectives peuvent utilement être traitées de manière à limiter l'imperméabilisation des surfaces concernées.
AUg	Toute parcelle ou tènement devra préserver au minimum, 25% de surface perméable. Cette surface devra être traitée en terre végétale et végétalisée en surface, ou recouverte de matériaux perméables. Les places de stationnement des véhicules légers doivent être traitées en matériaux perméables.
AUa	Les places de stationnement des véhicules légers doivent être traitées en matériaux perméables. Les aires de stationnement collectives peuvent utilement être traitées de manière à limiter l'imperméabilisation des surfaces concernées.
A	Les places de stationnement des véhicules légers doivent être traitées en matériaux perméables. Les cheminements doux doivent privilégier un traitement perméable. Les aires de stationnement collectives peuvent utilement être traitées de manière à limiter l'imperméabilisation des surfaces concernées.
N	Les aires de stationnement, non imperméabilisées. Les places de stationnement des véhicules légers doivent être traitées en matériaux perméables. Les cheminements doux doivent privilégier un traitement perméable.

Le règlement du PLU impose aux nouvelles constructions de gérer in situ leurs eaux pluviales (sauf impossibilité dûment démontrée). Il impose également de nombreuses règles relatives à l'imperméabilisation des sols : pourcentage de parcelle non imperméabilisé, places de stationnement et cheminements doux perméables.

Ces règles permettront ainsi de limiter les ruissellements sur le territoire de Durmignat et de ne pas augmenter le risque inondation.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

6.5.1.2 Risque mouvement de terrain, sismique et radon

Sur la commune de Durmignat, le risque « mouvements de terrain » est lié au risque « retrait-gonflement des argiles ». Les zones identifiées comme étant en aléa moyen vis-à-vis de ce risque sont situées près des cours d'eau de la commune, qui sont identifiées comme naturelles par le projet de PLU et au sein desquelles les constructions sont limitées et autorisées sous conditions (exploitation agricole et forestière, équipements d'intérêt collectif et services publics).

Quant aux risques sismique et radon, la commune est classée comme ayant respectivement un risque sismique faible et un potentiel radon modéré. Ces risques n'imposent aucune contrainte particulière pour l'élaboration du PLU, mais les nouvelles constructions devront intégrer diverses recommandations afin de réduire l'exposition de nouvelles populations (respect des normes Eurocode 8 notamment pour les ERP).

6.5.2 Risques technologiques

6.5.2.1 Risque minier

Selon la base de données Géorisques, la commune de Durmignat est seulement concernée par le risque minier, lié à l'évolution des mines ou des carrières anciennement exploitées et non entretenues depuis la fin de leur exploitation. Toutefois, aucune servitude d'utilité publique liée à l'exposition de la commune à ce risque n'a été établie.

Le projet de PLU ne va pas à l'encontre de la prévention du risque minier.

6.6 Prise en compte des nuisances

6.6.1 Nuisances sonores

La commune n'est pas concernée par des nuisances sonores ; en effet, aucune voie classée par le département ne traverse le territoire.

6.6.2 Industrie, sites et sols pollués

6.6.2.1 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Peu d'ICPE sont présentes sur la commune et elles essentiellement agricoles : EARL Thuret et GAEC des Lapins Bleus (bovins, porcs et céréales), GAEC du Plateau des Buissons (lait et viande). Ces établissements ne sont pas Seveso.

Le nouveau PLU prévoit le maintien de ces secteurs en zones agricoles et instaure également une zone de réciprocité agricole sur 100 m, prévue par le Code rural, qui prévoit une marge de recul entre un bâtiment d'élevage, ses annexes et les constructions de tiers à usage d'habitation ou professionnel.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

En ne créant pas de zones urbaines à proximité des bâtiments agricoles, le PLU n'augmente pas l'exposition des populations aux nuisances liées à la présence d'ICPE.

6.6.2.2 Sites et sols pollués

La commune est concernée par un site CASIAS, situé en bordure communale, au nord, sur une commune voisine. Il s'agit d'une ancienne décharge communale affectée à la collecte de déchets non dangereux, dont des ordures ménagères.

Les futures zones à urbaniser du PLU de Durmignat sont éloignées de ce site CASIAS puisqu'elles sont situées dans la partie sud de la commune. Elles ne seront ainsi pas exposées aux pollutions engendrées par un ancien site industriel.

6.6.3 Nuisances liées au transport de l'électricité – champs électromagnétique

Aucune ligne électrique haute ou très haute tension ne traverse le territoire communal.

Une antenne du réseau téléphonique 2G/3G/4G d'Orange est présente au sein du secteurs « Les Boudards ». Elle est située au sein d'une zone non ouverte à l'urbanisation, à proximité d'une zone agricole ; aucune nouvelle habitation n'est prévue à proximité.

De plus, à ce jour, l'expertise nationale et internationale ne conclut pas à l'existence de risques sanitaires liés à une exposition aux champs électromagnétiques émis par les antennes-relais de téléphonie mobile, dès lors que les valeurs limites d'exposition du public sont respectées.

Le futur PLU n'exposera pas de nouvelle population à ces nuisances.

6.6.4 Gestion des déchets

Le SICTOM des Combrailles gère la collecte des ordures ménagères sur le territoire communal.

Cette dernière se fait par l'intermédiaire des Points d'Apports Volontaires (PAV) vidés une fois par semaine. Aucune déchèterie n'est installée sur le territoire communal, les plus proches sont recensées sur les communes de Pionsat, Saint-Gervais d'Auvergne et Saint-Éloy-les-Mines (commune voisine).

Selon le Rapport annuel sur la qualité et le prix du service public d'élimination des déchets du SICTOM de 2023, la production annuelle de déchets est évaluée à :

- **218,95 kg/habitant** pour les ordures ménagères résiduelles (OMR, en baisse ces dernières années) ;
- **19,35 kg/habitant** pour la collecte sélective (emballages, verre et papiers, bois, … ; en hausse ces dernières années du fait de l'augmentation du tri des déchets).

L'augmentation de la population communale est estimée à 16 habitants d'ici 2034 ; elle entrainera nécessairement une augmentation du volume de déchets produits sur le territoire communal.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

L'hypothèse utilisée dans le rapport de présentation pour estimer la quantité de déchets produite est celle de 219 kg de déchets par habitant par an, **soit 3,5 tonnes à l'échelle communale** (chiffres de 2023) supplémentaire par an à l'horizon 2034 pour les Ordures ménagères et **310 kg pour la collecte sélective**.

L'augmentation de la production annuelle de déchets à l'échelle communale est évaluée à 3,5 tonnes à 2034 pour les ordures ménagères et 310 kg pour la collecte sélective.

Toutefois, l'urbanisation se fera en continuité de l'existant, au plus près des centre-bourgs, facilitant ainsi la future collecte des ordures ménagères en porte-à-porte.

6.7 Maintien de la qualité du paysage et du patrimoine bâti

6.7.1 Patrimoine bâti remarquable

Aucun monument historique classé et/ou inscrit n'est identifié sur le territoire de Durmignat.

L'article L151-19 du Code de l'urbanisme précise que le PLU peut toutefois *« identifier et localiser les éléments de paysage et identifier, localiser et délimiter les quartiers, îlots, immeubles bâtis ou non bâtis, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à conserver, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation, leur conservation ou leur restauration. »*

Des éléments dits « de petit patrimoine » ou patrimoine vernaculaire sont repérés au sein du plan de zonage ; cela concerne essentiellement des monuments religieux, républicains, des éléments d'architecture domestique ou de génie civil, les éléments d'usage commun. L'objectif est de les préserver et de les mettre en valeur afin de *« conserver l'identité paysagère et villageoise du territoire »,* conformément au PADD.

Éléments de petit patrimoine protégés	Typologie
Croix de Durmignat	Religieux
Croix des Boudards	Religieux
Lavoirs	Domestique
Puits	Domestique
Bacs	Domestique
Monument aux morts	Républicain
Moulin de Villonne	Domestique

La commune souhaite que l'implantation de nouvelles constructions soit cohérente avec le patrimoine bâti existant. Ainsi, le règlement du PLU *« vise à garantir une évolution harmonieuse du bâti, respectueuse de l'identité patrimoniale et architecturale du territoire »* ; c'est pourquoi il comprend des prescriptions relatives à l'aspect des nouvelles constructions.

Les dispositions générales du règlement du PLU précisent que conformément à l'article L.421-3 du Code de l'urbanisme, *« les éléments remarquables bâtis repérés […] sur le plan de zonage sont soumis au*

permis de démolir ». Il est également précisé que les travaux concernant ces éléments remarquables nécessitent une déclaration préalable.

Bien que Durmignat ne présente aucun monument classé ou inscrit, le projet de PLU prévoit la protection d'éléments patrimoniaux de la commune au titre de l'article L. 151-19 du Code de l'urbanisme.

6.7.2 Paysage

Le paysage est une thématique prise en compte dès le PADD qui vise la conservation de *« l'identité paysagère et villageoise du territoire ».* En effets des éléments de paysages sont identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme, afin de permettre leur mise en valeur et préservation. L'objectif est de *« délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation »*.

Sont protégés au titre de cet article : des ripisylves existantes, des plans d'eau et étangs, des zones humides, des forêts présumées anciennes, des arbres remarquables. Le PLU met l'accent sur la préservation de l'ensemble des arbres et des haies constitutifs de la trame bocagère ; c'est un paysage bocager typique des Combrailles. Ainsi les éléments identifiés au sein du zonage du PLU font l'objet de prescriptions spécifiques visant à les préserver.

Ainsi le PLU prévoit la protection d'éléments paysagers identifiés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

7. Prise en compte des plans, programmes et documents de rang supérieur

7.1 Généralités

Conformément aux dispositions de l'article R151-3 du Code l'urbanisme, l'évaluation environnementale de l'élaboration du PLU « *décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés aux articles L. 131-4 à L. 131-6, L. 131-8 et L. 131- 9 avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte* ».

La présente évaluation analyse la compatibilité l'élaboration du PLU avec :

- Le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) des Combrailles ;
- Les orientations fondamentales du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Sioule ;
- Le Plan de Gestion des Risques Inondation (PGRI) 2022/2027 Loire-Bretagne ;
- Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Auvergne – Rhône-Alpes.

La commune de Durmignat est également concernée par la Loi Montagne.

Il convient de préciser que dans les parties ci-après, seuls les documents ou orientations en lien avec l'environnement sont analysés.

7.2 Compatibilité avec le SCoT des Combrailles

Le SCoT des Combrailles a été approuvé le 10 septembre 2010. Sa révision a été lancée en septembre 2024 par le Syndicat Mixte pour l'Aménagement et le Développement des Combrailles.

L'objectif est de se doter d'un nouveau document, tenant compte des réalités actuelles du territoire et à jour des évolutions règlementaires, afin d'accompagner le développement et l'aménagement du territoire pour la période 2026/2050.

Toutefois, le document d'orientations et d'objectifs (DOO) n'ayant pas encore été finalisé, l'analyse de la compatibilité se fonde sur la version du SCoT toujours en vigueur.

Grandes orientations	Axes	Objectifs	Prise en compte dans l'élaboration du PLU
I – Assurer du développement économique et de l'emploi	I.3 – Garder des activités agricoles et forestières, et développer les activités liées aux ressources locales sur tout le territoire	I.3.1 - Maintenir les activités agricoles	L'un des objectifs du PADD est de *« Permettre le développement des services et des activités économiques en soutenant les projets agricoles et d'une manière générale, en préservant les espaces agricoles qui façonnent le territoire ».* Durmignat est un territoire rural au sein duquel l'agriculture occupe une place importante ; c'est pourquoi cette activité a été prise en compte dès le début de la procédure. Le PLU préserve les secteurs occupés par l'activité agricole en les classant en zone A (994 ha, soit 79,8 % de la surface communale), ce qui permettra de limiter la consommation de ces espaces.

Grandes orientations	Axes	Objectifs	Prise en compte dans l'élaboration du PLU
		I.3.2 - Valoriser le patrimoine forestier	Les espaces forestiers sont classés en zone N, non constructible ; ils représentent 239,88 ha, soit 19,27 % de la surface communale.
		I.3.4 - Développer la production d'énergie éolienne	L'un des objectifs du PADD est de *« Préparer l'avenir et relever les défis de demain en poursuivant les économies d'énergie et le recours aux énergies renouvelables, au service d'une sobriété et d'une autonomie du territoire ».*
IV – Tourisme, nature, environnement	IV.2 - Protéger et gérer les espaces naturels remarquables	/	L'un des objectifs du PADD est de *« Préparer l'avenir et relever les défis de demain en assurant une réduction de la consommation foncière […], en conservant l'identité paysagère et villageoise du territoire ».* Le PLU identifie des éléments paysagers naturels à protéger au titre du Code de l'urbanisme ; des prescriptions spécifiques leur sont applicables.
	IV.3 - Prendre en compte la ressource en eau, les énergies et les déchets	IV.3.1 - Préserver durablement la ressource en eau	**La préservation de la ressource en eau a été prise en compte dans le cadre de l'élaboration du PLU (cf. paragraphe 6.3).** Le PLU protège ainsi les différentes composantes de la trame humide : abords des cours d'eau ripisylves, plans d'eau, étang, zones humides ; le but est de les préserver de toute pollution liée à une nouvelle urbanisation.
		IV.3.2 - Maîtriser la consommation d'énergies fossiles	L'un des objectifs du PADD est de *« Préparer l'avenir et relever les défis de demain en poursuivant les économies d'énergie et le recours aux énergies renouvelables, au service d'une sobriété et d'une autonomie du territoire ».* Des dispositions règlementaires spécifiques figurent dans le règlement du PLU.
		IV.3.3 - Assurer la gestion des déchets	**La gestion des déchets a été prise en compte dans le cadre de l'élaboration du PLU (cf. paragraphe 6.6.4.).**
		IV.3.4 - Prévenir les risques	L'un des objectifs du PADD est de *« Préparer l'avenir et relever les défis de demain en prenant en compte les risques et nuisances dans le développement de la commune ».* Le PLU prend en compte les risques dans son développement en limitant les zones constructibles. Il empêche donc l'exposition de nouvelles populations. Il comprend également des règles spécifiques permettant de réduire les potentiels risques.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

Le PLU élaboré par la commune de Durmignat est compatible avec le SCoT des Combrailles.

7.3 Compatibilité avec le SAGE Sioule

Le SAGE Sioule a été approuvé par les préfets de la Creuse, du Puy-de-Dôme et de l'Allier le 5 février 2014. Le tableau ci-dessous analyse la compatibilité du PLU élaboré avec le règlement du SAGE.

Règlement du SAGE	Prise en compte dans l'élaboration du PLU
Article 1 – Renouvellement d'autorisation de plans d'eau sur cours d'eau	Non concerné
Article 2 – Limiter la création de plans d'eau en zone sensible	Non concerné
Article 3 – Préserver et restaurer la morphologie des cours d'eau pour optimiser leur capacité d'accueil	Le PLU protège les différentes composantes de la trame humide : abords des cours d'eau ripisylves, plans d'eau, étang, zones humides ; le but est de les préserver de toute urbanisation.
Article 4 – Préserver les zones humides dans le cadre de tout projet d'aménagement ou d'urbanisme	Les zones humides recensées sur le territoire communal sont identifiées comme des éléments de la trame verte et bleue à préserver au titre du Code de l'urbanisme.

Le PLU élaboré par la commune de Durmignat est compatible avec le SAGE Sioule.

7.4 Compatibilité avec le PGRI Loire-Bretagne

Le Plan de gestion des risques inondations (PGRI) 2022-2027 du Bassin Loire Bretagne a été approuvé en mars 2022. Les SCoT et les PLU doivent être compatibles ou rendus compatibles dans un délai de 3 ans avec :

- Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par le PGRI ;
- Les orientations fondamentales et les dispositions de ce plan.

Le PGRI fixe 6 grands objectifs :

- Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et les capacités de ralentissement des submersions marines ;
- Planifier l'organisation et l'aménagement du territoire en tenant compte du risque ;
- Réduire les dommages aux personnes et aux biens implantés en zone inondable ;
- Intégrer les ouvrages de protection contre les inondations dans une approche globale ;
- Améliorer la connaissance et la conscience du risque d'inondation ;
- Se préparer à la crise et favoriser le retour à la normale.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

Il fixe également des objectifs spécifiques aux territoires reconnus comme à risque important d'inondation (TRI) et pour lesquels une Stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI) doit être élaborée.

Durmignat ne fait partie d'aucun TRI ; toutefois, son PLU doit être compatible avec ls objectifs et dispositions du PGRI.

Les dispositions listées et analysées dans le tableau suivant sont applicables aux PLU.

Objectifs du PGRI	Disposition du PGRI	Prise en compte dans l'élaboration du PLU
Objectif n°1 : Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et les capacités de ralentissement des submersions marines (SDAGE 2022-2027)	**Disposition 1-1 :** Préservation des zones inondables non urbanisées	La commune n'est pas concernée par le risque inondation ; cependant, le PLU comprend des dispositions contribuant à limiter l'aggravation du risque inondation.
Objectif n°2 : Planifier l'organisation et l'aménagement du territoire en tenant compte du risque	**Disposition 2-1 :** Zones inondables potentiellement dangereuses	Non concerné
	Disposition 2-2 : Indicateurs sur la prise en compte du risque d'inondation	Non concerné
	Disposition 2-3 : Information relative aux mesures de gestion du risque d'inondation	Non concerné
	Disposition 2-14 : Prévenir, voire réduire le ruissellement et la pollution des eaux pluviales (SDAGE 2022-2027)	Les dispositions du PLU imposent la gestion des eaux pluviales à la parcelle ; pour cela, l'imperméabilisation des sols doit être limitée.
	Disposition 2-15 : Limiter les apports d'eaux de ruissellement dans les réseaux d'eau pluviales et le milieu naturel dans le cadre des aménagements (SDAGE 2022-2027)	Le PLU impose une gestion des eaux pluviales à la parcelle, ce qui permet de limiter les apports au sein du réseau d'assainissement.

Le PLU élaboré par la commune de Durmignat est compatible avec le PGRI Loire Bretagne.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

7.5 Cohérence avec le SRADDET Auvergne – Rhône-Alpes

Le SRADDET de la région Auvergne-Rhône-Alpes a été adopté le 19 décembre 2019 par le Conseil régional puis approuvé par arrêté préfectoral n°20-083 du 10 avril 2020. La démarche s'intitule « Ambition Territoires 2030 » et défini des objectifs de planification et d'organisation de l'espace aux horizons 2030 et 2050 dans onze domaines :

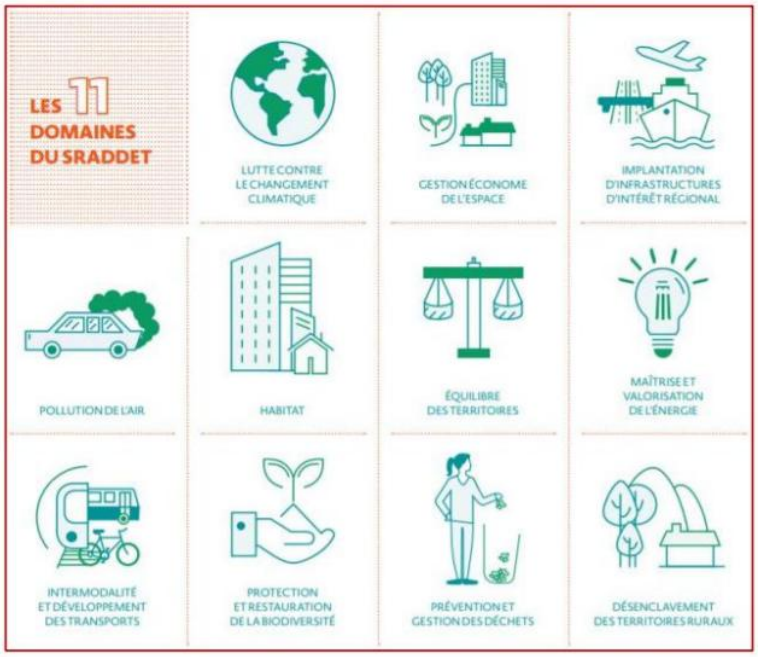


Figure 8 : Les 11 domaines du SRADDET Auvergne – Rhône-Alpes

Il vient se substituer à compter de son approbation aux schémas préexistants suivants : Schéma régional climat air énergie (SRCAE), Schéma régional de l'intermodalité, Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD), Schéma régional de cohérence écologique (SRCE).

Pour rappel, les SCoT, PLUi, PLU et cartes communales doivent prendre en compte les objectifs du SRADDET et être compatibles avec les règles générales du fascicule.

Le tableau suivant identifie les règles du SRADDET ayant trait à l'environnement et devant être prises en compte dans le cadre de l'élaboration du PLU de Durmignat :

Règles du SRADDET à caractère environnemental concernant la commune	Prise en compte dans l'élaboration du PLU
Aménagement du territoire et de la montagne	
Règle n°4 – Gestion économe et approche intégrée de la ressource foncière	L'un des objectifs du PADD est de *« Préparer l'avenir et relever les défis de demain en assurant une réduction de la consommation foncière ».* Le développement de la commune nécessite la consommation d'espaces ; cependant, cette dernière sera limitée puisque seuls 1,8 ha pourront être ouverts à l'urbanisation par la commune. **Ainsi, le PLU met en place une gestion économe de la ressource foncière.**

Règles du SRADDET à caractère environnemental concernant la commune	Prise en compte dans l'élaboration du PLU
Règle n°5 – Densification et optimisation du foncier économique existant	L'un des objectifs du PADD est de *« Considérer la forme urbaine pour prévoir le développement de la commune en priorisant le développement du centre-bourg […], en permettant le développement des villages principaux ».* Le PADD prévoit également de *« permettre le développement des services et des activités économiques en soutenant les projets agricoles […], en soutenant les activités économiques existantes ».* Le foncier économique existant est principalement lié à l'activité agricole très présente pour la commune. Des pôles d'activités existants ont été recensés sur la commune ; l'objectif est de maintenir et développer des activités artisanales dans le tissu bâti. **Ainsi, le PLU tend à optimiser le foncier économique existant.**
Règle n°6 – Encadrement de l'urbanisme commercial	L'un des objectifs du PADD est de *« Permettre le développement des services et des activités économiques en soutenant les activités économiques existantes ».* Le PLU limite l'implantation de commerces. L'essentiel des zones ouvertes à l'urbanisation seront dédiées au développement de l'habitat ; une seule zone ouverte à l'urbanisation sera dédiée au développement d'activité. **Ainsi, le PLU contribue à encadrer l'urbanisme commercial.**
Règle n°7 – Préservation du foncier agricole et forestier	L'un des objectifs du PADD est de *« Préparer l'avenir et relever les défis de demain en assurant une réduction de la consommation foncière […] en conservant l'identité paysagère et villageoise du territoire ».* Il prévoit également de *« permettre le développement des services et des activités économiques en soutenant les projets agricoles ».* Le PLU comprend des zones agricoles et naturelles, dont l'utilisation est très restreinte voire interdite. Il identifie également des forêts présumées anciennes à préserver. **Ainsi, le PLU contribue à préserver le foncier agricole et forestier.**
Règle n°8 – Préservation de la ressource en eau	**La préservation de la ressource en eau a été prise en compte dans le cadre de l'élaboration du PLU (cf. paragraphe 6.3).**
Infrastructures de transport, d'intermodalité et de développement des transports	
Pas de règle relative à la prise en compte de l'environnement	Le PLU privilégie l'urbanisation en continuité des constructions existantes ou au sein des dents creuses situées dans l'enveloppe urbaine. **Le caractère rural de la commune et sa desserte actuelle par les transports limite les opportunités pour développer l'intermodalité ; seul le développement du covoiturage est envisageable.**

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

Règles du SRADDET à caractère environnemental concernant la commune	Prise en compte dans l'élaboration du PLU
Climat, air, énergie	
Règle n°23 – Performance énergétique des projets d'aménagements	Pas de disposition dédiée dans le PLU
Règle n°24 – Trajectoire neutralité carbone	En limitant la consommation d'espaces, le projet contribue à limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'inscrit donc dans le cadre de la trajectoire de neutralité carbone.
Règle n°25 – Performance énergétique des bâtiments neufs	Pas de disposition dédiée dans le PLU
Règle n°26 – Rénovation énergétique des bâtiments	Pas de disposition dédiée dans le PLU
Règle n°27 – Développement des réseaux énergétiques	Pas de disposition dédiée dans le PLU
Règle n°28 – Production d'énergie renouvelable dans les zones d'activités économiques et commerciales	L'un des objectifs du PADD est de *« Préparer l'avenir et relever les défis de demain en poursuivant les économies d'énergie et le recours aux énergies renouvelables, au service d'une sobriété et d'une autonomie du territoire ».* Toutefois le PLU ne comprend pas de disposition dédiée à la production d'énergie renouvelable dans les zones d'activités économiques et commerciales.
Règle n°29 – Développement des énergies renouvelables	L'un des objectifs du PADD est de *« Préparer l'avenir et relever les défis de demain en poursuivant les économies d'énergie et le recours aux énergies renouvelables, au service d'une sobriété et d'une autonomie du territoire ».* Toutefois le PLU ne comprend pas de disposition dédiée au développement des énergies renouvelables.
Règle n°30 – Développement maîtrisé de l'énergie éolienne	L'un des objectifs du PADD est de *« Préparer l'avenir et relever les défis de demain en poursuivant les économies d'énergie et le recours aux énergies renouvelables, au service d'une sobriété et d'une autonomie du territoire ».* Toutefois le PLU ne comprend pas de disposition dédiée au développement de l'énergie éolienne.
Règle n°31 – Diminution des GES	En limitant la consommation d'espaces et favorisant la densification et l'urbanisation à proximité directe de l'enveloppe urbaine, le projet contribue à limiter les émissions de gaz à effet de serre.
Règle n°32 – Diminution des émissions de polluants dans l'atmosphère	
Règle n°33 – Réduction de l'exposition de la population aux polluants atmosphériques	

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

Règles du SRADDET à caractère environnemental concernant la commune	Prise en compte dans l'élaboration du PLU
Protection et restauration de la biodiversité	
Règle n°35 – Préservation des continuités écologiques	L'un des objectifs du PADD est de *« Préparer l'avenir et relever les défis de demain en conservant l'identité paysagère et villageoise du territoire ».* Le PLU identifie des continuités écologiques constitutives de la trame verte et bleue ; ces éléments bénéficient d'une protection au titre du Code de l'urbanisme. **En identifiant la trame verte et bleue, le PLU contribue à préserver les continuités écologiques.**
Règle n°36 – Préservation des réservoirs de biodiversité	Non concerné, le SRADDET n'identifie aucun réservoir de biodiversité sur la commune.
Règle n°37 – Préservation des corridors écologiques	Non concerné
Règle n°38 – Préservation de la trame bleue	L'un des objectifs du PADD est de *« Préparer l'avenir et relever les défis de demain en conservant l'identité paysagère et villageoise du territoire ».* Des éléments constitutifs de la trame bleue sont identifiés sur la commune. Ils sont identifiés par le PLU et protégés au titre du Code de l'urbanisme. **En identifiant des éléments constitutifs de la trame bleue, le PLU contribue à la préserver.**
Règle n°39 – Préservation des milieux agricoles et forestiers supports de biodiversité	L'un des objectifs du PADD est de *« Préparer l'avenir et relever les défis de demain en conservant l'identité paysagère et villageoise du territoire ».* Il prévoit également de *« permettre le développement des services et des activités économiques en soutenant les projets agricoles ».* Le PLU comprend des zones agricoles et naturelles, dont l'utilisation est très restreinte (secteur Ac) voire interdite (zone N). Il identifie également des forêts présumées anciennes et une trame bocagère composée de haies et d'arbres comme éléments à préserver. **En restreignant l'usage des espaces agricoles et forestiers, le PLU contribue à les préserver.**
Règle n°40 – Préservation de la biodiversité ordinaire	**Les dispositions préservant les espaces agricoles, naturels et forestiers et celles préservant des éléments ponctuels au titre du Code de l'urbanisme contribuent à préserver la biodiversité ordinaire présente sur le territoire communal.**
Prévention et gestion des déchets	
Règle n°42 – Respect de la hiérarchie des modes de traitement des déchets	**La gestion des déchets a été prise en compte dans le cadre de l'élaboration du PLU (cf. paragraphe 6.6.4.).**

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

Règles du SRADDET à caractère environnemental concernant la commune	Prise en compte dans l'élaboration du PLU
Risques naturels	
Règle n°43 – Réduction de la vulnérabilité des territoires vis-à-vis des risques naturels	L'un des objectifs du PADD est de *« Préparer l'avenir et relever les défis de demain en prenant en compte les risques et nuisances dans le développement de la commune ».* Des dispositions règlementaires du PLU permettent de limiter l'exposition de la population aux risques naturels, en limitant l'urbanisation des secteurs à risques. **Ainsi, le PLU contribue à réduire la vulnérabilité de la commune vis-à-vis des risques naturels (notamment du risque inondation).**

Le PLU élaboré par la commune de Durmignat est compatible avec le SRADDET Auvergne – Rhône-Alpes.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

8. Mesures d'évitement, de réduction et de compensation

Via la démarche itérative, des mesures d'évitement et de réduction ont été proposées localement, au fur et à mesure de l'avancée du projet, à la collectivité et au cabinet d'urbanisme lorsque le bureau d'études en environnement identifiait des enjeux et notamment lors des phases de terrains.

Le détail de ces mesures sont présentées dans le paragraphe 5 « *Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du PLU et propositions de mesure d'évitement* ». Elles correspondent aux recommandations proposées.

Ont ainsi été proposé(e) :

- La préservation de plusieurs arbres et de haies favorables à la biodiversité sur les secteurs 1 et 2 et sur les parcelles adjacentes ;
- La préservation d'une haie dense favorable à la biodiversité sur le secteur 3 ;
- La préservation d'arbres remarquables recensés sur le secteur 6 ;
- De limiter l'urbanisation du secteur 7 au regard des arbres et haies favorables à la biodiversité recensée ; le zonage est ainsi passé de la zone Ud à AUg ;
- De retirer de l'urbanisation le secteur 8 au regard des enjeux pour la biodiversité recensée sur cette parcelle ; ce secteur a donc été retiré du zonage, il n'est ni en zone U ni en zone AU ;
- La protection d'éléments du petit patrimoine, au titre de l'article L151-19 du Code de l'urbanisme ;
- La protection de nombreux autres éléments via des prescriptions spécifiques : forêt, arbres et haies bocagères, arbres remarquables, cours d'eau et leurs abords, plan d'eau, zones humides sur l'intégralité du territoire.

Il convient de préciser que la protection des différents éléments paysagers précités se matérialise au sein de prescriptions surfaciques permettant de protéger des éléments paysagers remarquables au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme.

La commune a pris en compte l'ensemble des recommandations effectuées par le bureau d'études environnement, et l'évitement a donc réalisé systématiquement.

Le projet de PLU a traduit règlementairement toutes les recommandations faites par EODD Ingénieurs Conseils.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

9. Indicateurs, critères et modalités de suivi environnemental

La mise en place d'un dispositif de suivi, avec la définition d'indicateurs est prévue par l'article R151-4 du Code de l'urbanisme. L'identification de ces indicateurs permettra de dresser un bilan de la mise en œuvre du PLU dans le temps (6 ans au plus tard après son approbation ou sa révision).

Les indicateurs peuvent permettre une évaluation directe de l'efficacité des politiques mises en œuvre et d'évaluer les efforts de la commune pour améliorer l'état de l'environnement ou réduire les sources de dégradation. Un indicateur est une donnée quantitative qui permet de caractériser une situation évolutive (par exemple, l'état des milieux), une action ou les conséquences d'une action, de façon à les évaluer et à les comparer à leur état à différentes dates. Dans le domaine de l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme, le recours à des indicateurs est très utile pour mesurer d'une part l'état initial de l'environnement, d'autre part les transformations impliquées par les dispositions du document, et enfin le résultat de la mise en œuvre de celui-ci au terme d'une durée déterminée. L'utilité d'un indicateur dépend notamment de sa capacité à représenter synthétiquement la réalité, et de sa facilité d'acquisition et de compréhension.

Les valeurs initiales renseignées dans le tableau ci-après sont définies à l'échelle communale. Seuls les indicateurs les plus adaptés pour évaluer les impacts de l'élaboration du PLU ont été retenus.

NB : L'amélioration ou la dégradation d'un indicateur ne permet pas toujours de conclure sur l'efficacité du PLU car certains indicateurs reflètent un contexte général qui dépasse le champ d'action d'un document d'urbanisme mais elle interrogera sur les raisons de cette amélioration / dégradation et sur les liens possibles avec le document d'urbanisme.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

Indicateurs de suivi du volet environnemental					
Thématiques	Sous-thématiques	Indicateurs	Sources	Valeurs de référence	Fréquence de suivi/date d'actualisation
Milieu humain	Population	Évolution du nombre d'habitants	INSEE	214 habitants (INSEE 2022)	Fréquence INSEE
		Évolution de la taille des ménages	INSEE	1,95 habitants/ ménage (INSEE 2022)	Fréquence INSEE
	Logements	Densité de population (hab/km^2)	INSEE	17,3 hab/km^2 (INSEE 2022)	Fréquence INSEE
		Forme bâtie	INSEE	94,8 % de maisons (INSEE 2022)	Fréquence INSEE
		Nombre de logements créés par changement de destination	Commune de Durmignat	4 (Données PC)	A chaque évolution du document
		Évolution du nombre de résidences principales	INSEE	110 (INSEE 2022)	Fréquence INSEE
	Économie	Nombres de surfaces commerciales	Commune de Durmignat INSEE	1 (Données PLU 2025)	À chaque évolution du document
		Nombre d'habitants travaillant dans la commune	INSEE	15,5 % des actifs (INSEE 2022)	Fréquence INSEE
	Transports	Part des ménages motorisés	INSEE	91,2 % (INSEE 2022)	Fréquence INSEE
		Nombre d'aires de covoiturage	Commune de Durmignat	0 (Données PLU)	A chaque évolution du document

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

Indicateurs de suivi du volet environnemental					
Thématiques	Sous-thématiques	Indicateurs	Sources	Valeurs de référence	Fréquence de suivi/date d'actualisation
		Connexions piétonnes : linéaires piétons	Commune de Durmignat	0 (Données PLU)	A chaque évolution du document
	Paysage et patrimoine bâti	Patrimoine bâti : éléments remarquables identifiés	Commune de Durmignat	8 (Données PLU)	A chaque évolution du document
		Linéaires de haies	Commune de Durmignat		A chaque évolution du document
Cadre de vie	Bruit	Part de la population exposée au bruit de jour	ATMO AURA	Zone peu altérée	Fréquence ATMO AURA
		Part de la population exposée au bruit de nuit	ATMO AURA	Zone peu altérée	Fréquence ATMO AURA
	Air	Part de la population exposée aux polluants (seuil de l'OMS)	ATMO AURA	Zone peu altérée	Fréquence ATMO AURA
		Nombre de jours de dépassement des seuils d'alerte des objectifs de qualité de l'air	ATMO AURA	Zone peu altérée	Fréquence ATMO AURA
		Consommations d'eau potable en m^3	RPQS	9 951 m^3 d'eau consommés en 2022	Fréquence RPQS (annuel)
		Nombre d'abonnés	RPQS	218 abonnés en 2024	Fréquence RPQS (annuel)
		Qualité de l'eau distribuée	RPQS	Taux de conformité microbiologique de 100 % et	Fréquence RPQS (annuel)

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

Indicateurs de suivi du volet environnemental					
Thématiques	Sous-thématiques	Indicateurs	Sources	Valeurs de référence	Fréquence de suivi/date d'actualisation
				physicochimique de 99,2 % en 2024	
		Taux de conformité des installations d'assainissement individuel	RPQS	88 % en 2024	Fréquence RPQS (annuel)
		Taux de charge des stations d'épuration	Portail de l'assainissement collectif	70 EH en 2023	Annuel
		Charge en entrée de station	Portail de l'assainissement collectif	56 EH en 2023	Annuel
Milieu physique	Consommation de l'espace et étalement urbain	Surfaces non constructibles dans le PLU (zones naturelles et agricoles)	Commune de Durmignat	1 233,89 ha dont 994 ha de zone A et 239,88 de zone N (Données PLU 2025)	Évolution du PLU
		Évolution de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers sur la période de référence (2014-2023)	Commune de Durmignat (Données PC)	1,8 ha Consommation ENAF projetée sur la période 2024-2034 : 1,17 ha (Données PLU 2025)	Évolution du PLU

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

Indicateurs de suivi du volet environnemental					
Thématiques	Sous-thématiques	Indicateurs	Sources	Valeurs de référence	Fréquence de suivi/date d'actualisation
		Part de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers pour l'habitat	Commune de Durmignat	100 % des surfaces consommées (Données PLU 2025)	Évolution du PLU
		Part de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers par activités économiques	Commune de Durmignat	0 % (Données PLU 2025)	Évolution du PLU
	Maintien des espaces agricoles	Superficie de la Surface Agricole Utile (SAU)	Commune de Durmignat	816 ha soit 65,5 % (Données PLU 2025)	Évolution du PLU
		Nombre d'exploitations agricoles	Commune de Durmignat	10 exploitations (Données PLU 2025)	Évolution du PLU
		Évolution des surfaces déclarées à la PAC	Commune de Durmignat	867,65 ha déclarés à la PAC en 2022 (Données PLU 2025)	Évolution du PLU
	Climat	Émissions de gaz à effet de serre par habitant (en teqCO2)	Terristory	14,71 teqCO2/habitant dont : (Données 2023)	Fréquence Terristory
		Émissions de gaz à effet de serre totales (en kteqCO2)	Terristory	3,15 kteqCO2 (Données 2023)	Fréquence Terristory
		Émissions de gaz à effet de serre par secteur (en kteqCO2)	Terristory	Agriculture, sylviculture et aquaculture : 2,91 kteqCO2 Résidentiel : 0,19 kteqCO2 Transport routier : 0,03 kteqCO2	Fréquence Terristory

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

Indicateurs de suivi du volet environnemental					
Thématiques	Sous-thématiques	Indicateurs	Sources	Valeurs de référence	Fréquence de suivi/date d'actualisation
				Tertiaire : 0,02 kteqCO2 (Données 2023)	
	Energie	Consommation énergétique par habitant (en kWh)	Territory	15 953 kWh/habitant (Données 2023)	Fréquence Territory
		Consommation énergétique totale (en GWh)	Territory	3 GWh (Données 2023)	Fréquence Territory
		Consommations énergétiques par secteurs (en MWh)	Territory	Résidentiel : 2 158 MWh Agriculture, sylviculture et aquaculture : 1 064 MWh Transport routier : 123 MWh Tertiaire : 69 MWh (Données 2023)	Fréquence Territory
		Quantité d'énergie renouvelable produite localement (en GWh)	Territory	1,52 GWh (Données 2023)	Fréquence Territory
Milieu naturel	Eau Zones humides	Qualité des cours d'eau	SDAGE Loire Bretagne	Bon état écologique et chimique	Fréquence SDAGE
		Surfaces de zones humides protégées sur la commune	Inventaire de SMAD / Commune de Durmignat	24 ha	Évolution du PLU (lors des prospections de terrain) Évolution de l'inventaire du SMAD

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

10. Méthodologie de l'évaluation environnementale

10.1 Démarche générale

Menée depuis le début par EODD Ingénieurs Conseils, la démarche d'évaluation environnementale du PLU de Durmignat s'est déroulée à partir de juin 2024. Le bureau d'études spécialisé en environnement a ainsi accompagné le cabinet d'urbanisme Réalités & Descœur prenant en charge l'élaboration du PLU.

Des prospections de terrain ont été réalisées le 18 avril 2025 par un chargé d'études généraliste, Amaury CHAPUT, puis par un écologue : Frank GOUTADIER le 18 août 2025.

10.2 Auteurs

Le rapport de l'évaluation environnementale a été rédigé par Amel EL MABROUK, chargée d'études, 2 ans d'expérience en bureau d'études. Le contrôle qualité a été effectué par Alexandra REYMOND, Responsable projet et ingénieure environnementale depuis 15 ans en bureau d'études.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

ANNEXE 1 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES

Le présent document est la propriété intégrale et exclusive d'EODD et ne peut être diffusé ni reproduit, partiellement ou totalement, sans son autorisation.

Les Informations contenues dans l'étude seront utilisées de façon limitée comme il est précisé ci-après par tout Bénéficiaire (personne physique et/ou morale/entité) à qui est communiquée la présente offre.

À ce titre, tout Bénéficiaire s'engage, sauf obligation légale ou judiciaire, et à l'exception des Informations qui seraient déjà dans le domaine public, à respecter les obligations suivantes :

- Ne pas divulguer ni révéler les Informations ou toutes discussions en cours entre les Parties, ni aucun fait qui y soit relatif à des tiers ;
- N'utiliser les Informations que dans le contexte de la mission ;
- Ne communiquer les Informations (ou leur contenu) qu'aux seules personnes (dirigeants, salariés ou conseils extérieurs) qui devront prendre part aux études ou aux décisions relatives à l'opération projetée et exiger, préalablement, qu'elles s'engagent à préserver la nature confidentielle de ce projet de rapprochement et des Informations ;
- Restituer (ou détruire), à la demande des personnes ayant transmis les Informations, toutes les Informations (ou les copies) ayant été transmises, et détruire tous les comptes rendus, documents, notes, ou mémorandums avec leurs copies sous quelle que forme que ce soit, qui auraient pu être établis sur la base des Informations reçues et en justifier à première demande, à l'exception des documents dont la conservation est requise par tout règlement et règle déontologique ;
- Ne contacter, sans accord préalable écrit, dans le cadre de l'Opération, aucun concurrent/opérateur susceptible d'une manière ou d'une autre de réaliser une telle mission, et ne pas utiliser les Informations ou la connaissance de l'existence de discussions passées ou en cours pour détourner à son profit les termes de l'offre pour la réalisation de la mission ;
- À prendre toutes les précautions nécessaires pour préserver le caractère confidentiel des Informations, notamment en assurant leur sécurité physique par tous moyens appropriés et en particulier en les conservant dans des endroits sécurisés et en apposant sur les documents se rapportant à ces informations, la mention « CONFIDENTIEL » chaque fois que cela sera nécessaire ;
- Réparer toutes conséquences dommageables que pourrait subir EODD Ingénieurs Conseils en charge de la réalisation de la mission en cas de non-respect du présent engagement de confidentialité.

En l'absence de réalisation de l'Opération, les obligations prévues ci-dessus demeureront valables pour une durée de 2 ans à compter de la décision de ne pas réaliser l'Opération tant que les Informations n'auront pas été portées à la connaissance du public ou n'auront pas perdu leur caractère significatif.

Tous les litiges auxquels pourrait donner lieu la violation de la présente obligation de confidentialité, mais sans limitation, relatifs à sa validité, son interprétation et/ou son exécution, seront soumis à la compétence exclusive du Tribunal de commerce de Lyon.

EODD© – Confidentiel – Tous droits réservés

Commune de DURMIGNAT (63)

Elaboration du Plan Local d'Urbanisme

1.e

EVOLUTION DU P.L.U. POUR APPROBATION

Suite avis des PPA et observations à l'enquête publique



PLU

Prescription le : 06/04/2024

Arrêt le : 16/12/2025

Approbation le : 21/09/2026

Référence : 51506

EODD ingénieurs conseils

REALITES & DESCOEUR
49, Rue des Salins - 63000 Clermont-Ferrand
Tél : 04 73 35 16 26 realitesetdescoeur@realites-be.fr
www.realites-be.fr

RÉALITÉS & DESCOEUR

1. INTRODUCTION

À la suite des avis des PPA et des demandes issues de l'enquête publique, des évolutions sont apportées au PLU. Elles portent sur les pièces suivantes :

1 Rapport de présentation

a) Diagnostic
b) Etat initial de l'environnement
c) Justifications
d) Evaluation environnementale

2 Projet d'Aménagement et de Développement Durables

3 Règlement

a) Règlement écrit
b) Plan de zonage

4 Annexes

a) Servitudes d'Utilité Publique (SUP) – liste
b) Mémoire des annexes sanitaires
e) Zonage d'assainissement

2. EVOLUTION DU RAPPORT DE PRÉSENTATION

Diagnostic – Etat initial de l'Environnement

- Mention est faites du risque de Transport de matières dangereuses dans l'Etat initial de l'Environnement (pièce 1b).

Justifications / Evaluation environnementale

- Précisions sont apportées sur les coulées de boue dans le Rapport d'évaluation environnementale (pièce 1d).

- Le rapport de présentation / justifications est complété en ce qui concerne les consommations d'énergie et les énergies renouvelables. Il est notamment rappelé que *la municipalité agit depuis plusieurs années en faveur de la transition écologique de son territoire en permettant notamment l'installation de panneaux photovoltaïques en toiture, et en amélioration le confort thermique des bâtiments publics. La commune œuvre également au rachat de bâtiments vacants et à leur réhabilitation, notamment thermique, afin de préserver le bâti existant du bourg et anticiper l'avenir.*

  Elle souhaite pour les années à venir poursuivre ces actions favorables à la réduction de la consommation d'énergie et au développement de la production d'énergies renouvelables, notamment dans le cadre de projets agrivoltaïques sous réserve que ces derniers ne remettent pas en cause la préservation des continuités écologiques et de l'identité bocagère du territoire.

  À travers ces orientations, la commune affirme sa volonté de privilégier un modèle de transition énergétique fondé sur :

  - *la réduction des consommations d'énergie avant l'augmentation de la production ;*
  - *la valorisation et la réhabilitation du patrimoine bâti existant ;*
  - *le développement maîtrisé des énergies renouvelables les mieux intégrées au territoire ;*
  - *la préservation durable du bocage, des continuités écologiques, des paysages et des espaces agricoles qui constituent les principaux atouts de la commune.*

  Cette stratégie vise à construire un territoire plus résilient face aux évolutions climatiques et énergétiques, tout en confortant son identité rurale et la qualité de son cadre de vie.

  Ces intentions se traduisent principalement par des dispositions réglementaires.

3. EVOLUTION DU PADD

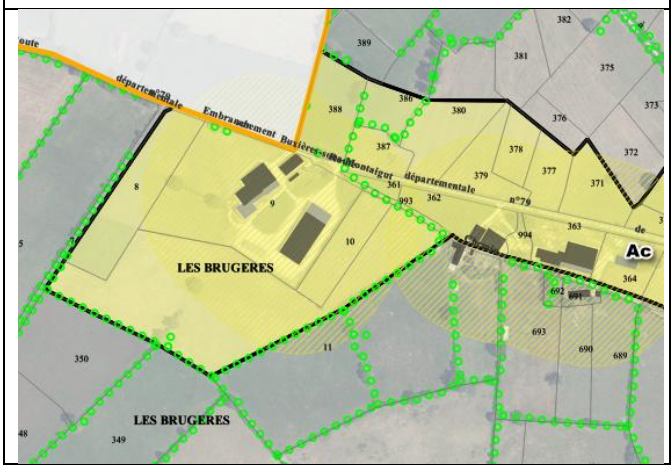
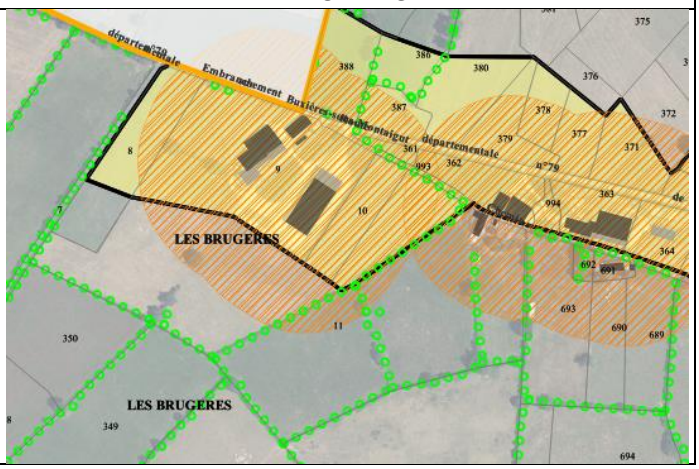
Des précisions sont apportées pour donner suite aux avis des services de l'Etat :

- En complétant l'axe 2 en matière d'économie d'énergie et de recours aux énergies renouvelables, au service d'une sobriété et d'une autonomie du territoire.

4. EVOLUTION DU PLAN DE ZONAGE

Evolution du plan de zonage à la suite des avis des PPA :

- Les périmètres de réciprocité sont rendus plus lisibles.
- La zone agricole constructible Ac est réduite au niveau du village des Brugères, afin de mieux tenir compte des propriétés agricoles.

ARRET	*APPROBATION*
	

Evolution des superficies :

Zones	Superficie PLU en ha (SIG) Stade ARRET	% de la superficie communale	Superficie PLU en ha (SIG) Stade APPRO	% de la superficie communale
Zones urbaines				
Ua	0,79		0,79	
Ud	8,95		8,95	
Total zones U	**9,75**	**0,78%**	**9,75**	**0,78%**
Zones à urbaniser				
AUa	0,30		0,30	
AU2	0,68		0,68	
Total zones AU	**0,98**	**0,86 %**	**0,98**	**0,86%**
Total zones constructibles (U+AU)	**10,73**		**10,73**	
Zones agricoles				
A	925,06		928,07	
Ac	68,94		65,93	
Total zones A	994,00	**79,8 %**	**994,00**	**79,8%**
Zones naturelles				
N	239,88		239,88	
Total zones N	**239,88**	**19,27 %**	**239,88**	**19,27%**
Total zones agricoles et naturelles	**1233,89**		**1233,89**	
TOTAL	***1244,62***		***1244,62***	

5. EVOLUTION DU RÈGLEMENT ÉCRIT

Les évolutions du PLU à la suite des avis des PPA et observations reçues lors de l'enquête publique, se sont traduites par les évolutions suivantes du règlement (***en italique rouge*** les éléments rajoutés***, en italique rayé rouge***, les éléments supprimés**)** :

- Dispositions générales :
  - **La DG14** – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère- est complétée sur certains points afin de tenir compte des observations de l'UDAP. Néanmoins, la commune souhaite rappeler que son territoire n'est pas concerné par la présence de monuments historiques inscrits ou classés.

    Ainsi, l'alinéa 3/ Les toitures et les couvertures, est complété comme suit :
    Pour les constructions neuves :
    L'aspect et la volumétrie de la toiture tiendra compte du contexte urbain et paysager.
    Les toitures des nouvelles constructions principales présenteront une pente supérieure à 75%.
    Une pente inférieure à 75% est autorisée pour les nouvelles constructions à usage agricole.
    De plus :
    - *Les toitures-terrasse non végétalisées sont interdites, à l'exception des toitures terrasse accessibles, des toitures des annexes de moins de 20 m² d'emprise au sol, des toitures des éléments de liaison entre deux constructions principales.*
    - *Les extensions des bâtiments agricoles pourront présenter une pente analogue à celle existante sur le bâtiment initial.*

    Les toitures des nouvelles constructions seront de teinte rouge.
    Les toitures des nouvelles constructions agricoles seront de teinte gris anthracite.
    Les faîtages seront préférablement réalisés dans le sens de la longueur des bâtiments.

    L'alinéa 10/ Les clôtures, est complété comme suit :
    Les clôtures ne sont pas imposées.
    Si elles existent, leur traitement sera précisé dans le dossier de permis de construire.
    Les clôtures sont limitées à une hauteur maximale totale de 1,50 mètre par rapport au terrain naturel. Toutefois, des hauteurs différentes pourront être imposées ou autorisée afin d'assurer une harmonie avec les clôtures avoisinantes, notamment en alignement des voies publiques ou privées ou en raison de la configuration du terrain (différence de niveau entre le terrain naturel et la voie par exemple).
    Une hauteur différente des clôtures peut être autorisée lorsqu'elles répondent à des nécessités tenant à la nature de l'occupation ou au caractère des constructions édifiées sur le terrain d'assiette intéressé, notamment pour les bâtiments d'activités économiques, les équipements d'intérêt collectif et/ou de services publics…
    Les haies mono-spécifiques d'espèces invasives sont interdites.
    Les brises-vue de toute nature, tels que canisses, voiles et bâches, paillages, plaques de tôle… apposés sur les clôtures ou les portails sont interdits.
    Dans le cadre de la restauration de constructions anciennes, les murs de clôtures traditionnels existants, y compris leurs éléments de détail (piles en briques, arc, grille et portail en fer forgé) doivent être préservés et restaurés avec les techniques et matériaux d'origine.

  - **La DG15** – Dispositions générales relatives aux équipements et réseaux-, alinéa 5, est complétée comme suit :
    5/ ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES ET DE RUISSELLEMENT
    L'imperméabilisation nouvelle (bâtiment, voirie, terrasses…) ne doit pas augmenter le débit naturel des eaux pluviales de la parcelle ou du tènement.
    Les aménagements réalisés sur tout terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales (articles 640 - 641 du Code Civil). Les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.
    Les eaux pluviales doivent être résorbées ***par infiltration*** *in situ dans le respect de la réglementation sanitaire en vigueur. En cas d'impossibilité avérée et dûment démontrée, elles seront rejetées au réseau séparatif s'il existe.* ~~*Le rejet vers un réseau d'assainissement est soumis à*~~ ***avec*** *l'autorisation du gestionnaire.*
    Les ouvrages de récupération d'eau pluviale sont recommandés : cuves de récupération ou autre système.
    Les aménagements réalisés sur tout terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales (articles 640 - 641 du Code Civil). Les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.
    L'évacuation des eaux de ruissellement doit, si nécessaire, être assortie d'un pré-traitement.

- **La DG20** – Constructions et installations nécessaires aux services publics- est complétée comme suit :
  Les constructions, infrastructures, superstructures et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisées dans toutes les zones du présent PLU, sous-secteurs compris.
  Les travaux de maintenance ou de modification des ouvrages de services publics ou d'intérêt collectif sont donc également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.
  Cette règle ne concerne pas les dispositifs relatifs aux énergies renouvelables.
  En tout état de cause, il convient, pour l'application de cette règle, de toujours se reporter au règlement de la zone correspondante.

- Zone A
  - Le tableau des destinations autorisées est modifié afin d'autoriser sans conditions, les constructions agricoles en secteur Ac.

  - La mention de « retenue collinaire » est supprimée. L'article A1.1 -Interdiction et limitation de certains usages et affectation des sols, types d'activités interdites, destination et sous-destination- est modifié comme suit :

    Sont soumis à conditions particulières :
    En secteur Ac :
    Les affouillements ou exhaussements de sol sont autorisés à condition d'être liés ou nécessaires à la prévention contre les inondations, à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone ou nécessaire à l'activité agricole, ~~de type retenue collinaire.~~ La réalisation de bassins de rétention des eaux pluviales et/ou de ruissellement est entendue comme partie prenante de ces aménagements.

    En secteur A :
    Les affouillements ou exhaussements de sol sont autorisés à condition d'être liés ou nécessaires à la prévention contre les inondations, à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone ou nécessaire à l'activité agricole, ~~de type retenue collinaire.~~ La réalisation de bassins de rétention des eaux pluviales et/ou de ruissellement est entendue comme partie prenante de ces aménagements.

  - Le droit à construire à destination de logements pour les exploitants agricoles (120 m² à l'Arrêt) et pour les non-exploitants (250 m² à l'Arrêt) est rendu cohérent. L'article A1.1 -Interdiction et limitation de certains usages et affectation des sols, types d'activités interdites, destination et sous-destination- est modifié comme suit :

    Sont soumis à conditions particulières :
    En secteur Ac :
    Pour la destination des « exploitations agricoles », sont autorisés :
    - *Les constructions à usage d'habitation, dans la mesure où elles sont nécessaires au fonctionnement des exploitations agricoles et dans la limite de ~~120 m²~~ **150 m²** de surface de plancher totale par logement, situées à proximité d'un bâtiment agricole (100 mètres maximum). Toutefois, cette distance pourra être supérieure dans le cadre des installations classées (élevage) ou autre contrainte spécifique à préciser (nature du sol, topographie…) qu'il conviendra de justifier. Dans la mesure du possible, l'implantation des futures constructions sera privilégiée dans la continuité du bâti existant, pour éviter le mitage des terres agricoles.*
    - *Pour les constructions existantes à destination d'habitation d'une superficie de plancher, avant extension, de plus de 50 m² et à condition de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site, sont autorisés :*
      - *L'aménagement de l'existant, sans changement de destination ;*
      - *L'extension mesurée de 30% de l'emprise au sol existante à la date d'approbation du PLU, et dans la limite de ~~250 m²~~ **150 m²** de surface de plancher au total (existant + extension) ;*
      - *Les annexes, hors piscine, dans la limite de 40 m² d'emprise au sol au total et qu'elles soient intégralement réalisées sur l'unité foncière et à moins de 25 mètres de l'habitation ;*
      - *Les piscines à condition qu'elles soient intégralement réalisées sur l'unité foncière et à moins de 25 mètres de l'habitation et que la surface du bassin soit limitée à 50 m² maximum.*

    En secteur A :
    Pour les constructions existantes à destination d'habitation d'une superficie de plancher, avant extension, de plus de 50 m² et à condition de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site, sont autorisés :

- *L'aménagement de l'existant, sans changement de destination ;*
- *L'extension mesurée de 30% de l'emprise au sol existante à la date d'approbation du PLU, et dans la limite de* ~~***250 m²***~~ ***150 m²*** *de surface de plancher au total (existant + extension) ;*
- *Les annexes, hors piscine, dans la limite de 40 m² d'emprise au sol au total et qu'elles soient intégralement réalisées sur l'unité foncière et à moins de 25 mètres de l'habitation ;*
- *Les piscines à condition qu'elles soient intégralement réalisées sur l'unité foncière et à moins de 25 mètres de l'habitation et que la surface du bassin soit limitée à 50 m² maximum.*

- La phrase concernant les constructions à usage d'habitation est simplifiée comme suit :
  Sont soumis à conditions particulières :
  En secteur Ac :
  Les constructions à usage d'habitation, dans la mesure où elles sont nécessaires au fonctionnement des exploitations agricoles et dans la limite de 150 m² de surface de plancher totale par logement, ~~*situées à proximité d'un bâtiment agricole (100 mètres maximum). Toutefois, cette distance pourra être supérieure dans le cadre des installations classées (élevage) ou autre contrainte spécifique à préciser (nature du sol, topographie…) qu'il conviendra de justifier. Dans la mesure du possible, l'implantation des futures constructions sera privilégiée dans la continuité du bâti existant, pour éviter le mitage des terres agricoles.*~~

- Les dispositions applicables aux dispositifs d'énergies renouvelables sont précisées comme suit :
  En secteur Ac :
  Les dispositifs d'énergies renouvelables hors usage domestique sont autorisés selon les termes du décret du 8 avril 2024, à condition :
  - *De ne pas remettre en cause la préservation des continuités écologiques identifiées sur le plan de zonage ;*
  - *Et de ne générer ni consommation d'espaces agricoles, naturels ou forestiers ni artificialisation des sols, au sens de la Loi Climat et Résilience et du Décret n°2024-318 du 8 avril 2024 relatif « au développement de l'agrivoltaïsme et aux conditions d'implantation des installations photovoltaïques sur des terrains agricoles, naturels ou forestiers » ;*
  - *Et, pour les projets de photovoltaïque au sol, d'être réservés* ***aux parcelles identifiées dans le document-cadre départemental prévu à l'article L.111-29 du code de l'urbanisme,*** ~~*terrains ne pouvant recevoir d'autres usages compte-tenu de la nature du sol impropre à toute activité agricole*~~ *ou de relever d'un projet agrivoltaïque.*

  En secteur A :
  Les dispositifs d'énergies renouvelables hors usage domestique sont autorisés selon les termes du décret du 8 avril 2024, à condition :
  - ***De ne pas remettre en cause la préservation des continuités écologiques identifiées sur le plan de zonage ;***
  - ***Et de ne générer ni consommation d'espaces agricoles, naturels ou forestiers ni artificialisation des sols, au sens de la Loi Climat et Résilience et du Décret n°2024-318 du 8 avril 2024 relatif « au développement de l'agrivoltaïsme et aux conditions d'implantation des installations photovoltaïques sur des terrains agricoles, naturels ou forestiers » ;***
  - ***Et, pour les projets de photovoltaïque au sol, de relever exclusivement d'un projet agrivoltaïque.***

Il n'est en revanche pas donnée suite à la recommandation de la CDPENAF concernant le nombre d'annexes en A et Ac (*2 annexes dont au maximum une piscine*). La municipalité précise qu'en territoire rural, il est difficile de contraindre les porteurs de projet à 2 annexes. Plusieurs constructions disposent actuellement d'un abri pour le bois, d'une cabane de jardin, d'un garage… Afin de ne pas bloquer les projets, la municipalité souhaite conserver la règle édictée telle quelle en portant les efforts sur une emprise au sol totale maximale (40 m²), plutôt que sur un nombre.

6. EVOLUTIONS DES ANNEXES

- Une nouvelle annexe est ajoutée à la suite des observations des services de l'Etat :
  - Création d'une annexe propre à la réglementation parasismique nationale.

- Mention est faites dans le Rapport des annexes sanitaires et le Rapport d'évaluation environnementale que les projets de constructions sur les secteurs autres que le bourg, devront se traiter par un assainissement individuel.
- La liste des SUP est corrigée en ce qui concerne l'adresse d'ENEDIS.
- Le mémoire des annexes sanitaires est complété pour faire suite aux demandes de l'Etat :
    - Concernant la ressource en eau, le Syndicat Mixte de Sioule et Morge a été interrogé sur l'adéquation de la ressource en eau avec l'évolution attendue du nombre d'habitants. Par mail en date du 14/09/2026, le syndicat a confirmé que « le réseau d'eau potable situé sur la commune de Durmignat est dimensionné pour desservir les nouvelles habitations prévues. »
    - Concernant la gestion de l'assainissement des eaux usées, une délibération d'abrogation du zonage sur les secteurs de « Les Boudards » et « Chez Voyon » a été prise en date du 14/09/2026 (Voir pièce 5c).